

**OEUVRES DE**  
**R. J.**  
**POTHIER**

---



f. 3. 254

71. 3. 254





ŒUVRES  
DE  
**R.-J. POTHIER.**

---

TABLES.

---

BRUXELLES. — IMPRIMERIE DE GDE ET MOÏON,  
BOULEVARD DE WATERLOO, N° 34

OEUVRES  
DE  
**R.-J. POTHIER,**

CONTENANT  
**LES TRAITÉS DU DROIT FRANÇAIS.**

NOUVELLE ÉDITION,  
MISE EN MEILLEUR ORDRE ET CONFORME À CELLE ÉDITÉE

**PAR M. DUPIN AINÉ,**

AVOCAT À LA COUR ROYALE DE PARIS.

AGGREGÉE D'UNE DISSERTATION SUR LA VIE ET LES OUVRAGES DE CE CÉLÈBRE JURISCONSULTE,  
ET D'UNE TABLE ALPHABÉTIQUE, ANALYTIQUE ET RAISONNÉE DES MATIÈRES DU DROIT CIVIL FRANÇAIS  
ET D'UNE TABLE DE CONCORDANCE AVEC LES ARTICLES DU CODE CIVIL.

---

**TOME HUITIÈME.**



**A BRUXELLES,**  
**CHEZ H. TARLIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR,**  
RUE DE LA MONTAGNE, n° 51.

MDCCLXXXIV.





## AVIS DE L'ÉDITEUR.

---

IL serait superflu de faire ici l'éloge d'un auteur dont les traités ont servi de base à nos lois nouvelles, et dont les opinions se trouvent chaque jour consacrées par la jurisprudence. L'empressement avec lequel le public accueille les nouvelles éditions de Pothier, le nombre immense de bibliothèques où elles se trouvent placées, prouvent assez combien la connaissance approfondie de cet auteur est indispensable pour tous ceux qui se livrent à l'étude du Droit.

Cependant il manquait à ces éditions un complément dont le besoin se faisait vivement sentir. Le praticien le plus exercé, et quelquefois même le jurisconsulte le plus érudit, étaient forcés d'interrompre leurs travaux pour rechercher dans vingt ou trente volumes les différens passages de Pothier qui se rattachent au même sujet. Ghacun sait combien de pareilles recherches sont fastidieuses, combien de pareilles distractions sont nuisibles à celui qui a besoin d'une attention soutenue, soit en composant un ouvrage de droit, soit en

préparant la plaidoirie d'une cause. Pour éviter une perte de temps aussi fréquente, il fallait, 1<sup>o</sup> *une table alphabétique* à l'aide de laquelle on pût embrasser d'un coup d'œil tous les passages de Pothier consacrés au même sujet; 2<sup>o</sup> *une table de concordance avec les articles du code civil*, indiquant les passages qui se rattachent à la législation actuelle. Voilà le travail auquel nous nous sommes livrés et que nous soumettons au public.

*La Table alphabétique* offrira aux jurisconsultes les plus éclairés, comme aux jeunes avocats et aux étudiants des écoles, des avantages également précieux. Les premiers, au milieu de leurs occupations laborieuses, y retrouveront de suite et sans peine, les principes et les décisions souvent disséminés parmi des matières étrangères, et dont le besoin se fait quelquefois sentir, sans que le temps permette de les chercher. Pour les seconds, elle sera une source d'instruction appropriée à toutes les parties de leurs études; elle leur fournira des réponses aux nombreuses questions du droit civil, la solution des difficultés, le résumé des principes sur chaque matière, les règles de l'interprétation des lois, l'explication des termes, et, pour ainsi dire, l'histoire de l'ancienne législation, car Pothier dans ses Oeuvres embrasse toutes les parties du droit.

Cette Table, élaborée et classée avec soin, mérite plutôt le nom d'un dictionnaire général de droit que d'une table ordinaire, qui le plus souvent ne fait que répéter sous chaque mot les sommaires des chapitres, articles et sections. Celle-ci donne la définition de chaque mot, telle que Pothier l'a faite, et l'analyse de toute la matière qui s'y rapporte, en renvoyant avec exactitude à tous les volumes et à toutes les pages où elle se trouve traitée.

*La Table de concordance* indique tous les passages de Pothier qui ont rapport à l'un des articles du code civil.

Notre marche est simple, nous avons placé dans une première colonne les articles du code par ordre de numéro, et dans une seconde colonne, en face de chaque article du code, nous indiquons le traité de Pothier avec le n° et la page où se trouve reproduit le principe, l'exemple ou le commentaire de l'article du code civil. Nous avons aussi indiqué les points de doctrine et les questions importantes qui ont fourni à Pothier l'objet d'une discussion savante et lumineuse.

Notre édition des OEuvres de Pothier n'est plus seulement la plus belle, elle devient maintenant la plus complète. Nous espérons que le public nous tiendra compte des travaux longs et pénibles que ces tables ont exigés.

**H. TARLIER.**



# TABLE

ALPHABÉTIQUE, ANALITIQUE ET RAISONNÉE

## DES MATIÈRES

CONTENUES DANS

## LES OEUVRES DE POTHIER.

ABANDON. V. *Déguerpissement, Permission.*

ARRIÈRES. V. *Communauté légale. Époux.*

ARROGANCE. V. *Arranger. Arrière.*

ASSAUT. Doit-il épouser la présumée ouverte la succession d'un rebut, et comment ser parent se fait renvoyer ou posséder. III, 559, IV, 168, 363, 450, VII, 371, 372. La présomption de vie de réel est, peut-elle être admise. IV, 383, VII, 386. V. *Communauté légale. Douaire de la femme et des enfants. Mandat. Prescription trentenaire. Puissance maritale. Succession.*

ABOLITION. Deux genres de jugement d'abolition : les uns qui mettent les parties hors de tout, les autres qui donnent rangé de la plainte, et déchargent l'accusé de l'accusation. VI, 237. Cette dernière abolition est la plus honorable. *Ibid.* La partie civile, dans ce cas, est condamnée aux dépens, et souvent en des dommages-intérêts envers l'accusé. 237 V. *Jugement en matière criminelle.*

ACCEPTATION DE LA COMMUNAUTÉ. La femme ou ses héritiers peuvent accepter la communauté ou y renoncer après sa dissolution. IV, 175, VII, 189, 190. A moins qu'il n'ait été convenu qu'ils n'auraient droit qu'à une certaine somme

ou partage. *Ibid.* V. *Forfait de Communauté.* On que la femme, convaincue d'adultère ait été déchu de son droit à la communauté. *Ibid.* V. *Adultère.* Elle peut en être ravée déchu par renonce, lorsqu'elle a refusé, sur plusieurs conditions, de rentrer avec son mari. IV, 176. Si la femme ou ses héritiers ont une fois opté, ils ne peuvent plus varier. IV, 176, à moins que la partie, qui a renoncé, ne fût mineure, ou qu'elle ait été ravagée à la faire par le dol du mari. V. *Minors. Dol.* Les créanciers de la femme peuvent néanmoins recourir contre la renonciation faite par elle en fraude de leurs droits. *Ibid.* V. *Créancier.* Le mari ne peut opposer en droit qu'à la femme d'opter, que la prescription de trente ans. *Ibid.* Le mari ne peut recourir à la communauté. *Ibid.*

La communauté n'est acceptée expressément ou tacitement. *Ibid.* Expressément, lorsque la femme a pris la qualité de commune dans quelque acte depuis la dissolution. IV, 176, VII, 190. Tacitement, lorsque l'acceptation résulte de quelque fait de la femme, qui suppose en elle le volenté d'être commune. *Ibid.* Par exemple, la disposition qu'elle aurait faite, depuis la dissolution, de quelques effets de la communauté. IV, 176,



l'héritier lui-même, soit par un mandataire. *iv*, 456, *vi*, 373. Elle peut être acceptée par le tuteur pour le mineur, par le curateur pour les interdits, par le femme mariée, par les créanciers en nom de leurs débiteurs. *iv*, 456, *vi*, 373. *V. Mineur. Femme mariée. Mand. Orateur. Tuteur.* Une succession ne peut être acceptée qu'il n'y ait eu acceptation. *iv*, 457, *vi*, 373. Si par l'héritier qui n'y a pas encore connaissance qu'elle lui est dévolue. *iv*, 457, *vi*, 373. L'héritier qui a renoncé, ne peut plus ensuite accepter la succession. *Ibid.* Il ne peut plus faire acte d'héritier; l'appelant ne peut lui des choses de la succession est un vol. 457. On peut accepter de nouveau, dans tous les cas où la renonciation peut être rescindée. 458.

L'effet de l'acceptation est que l'héritier, qui a accepté, est censé avoir été tenu de l'intérêt de la mort du défunt. 458. L'héritier, qui a accepté en minorité, peut se faire restituer contre son acceptation, quand il n'y a pas eu de fait depuis sa majorité. 458, 459. Le mineur ne peut être restitué, qu'en cas de dol de la part des créanciers pour l'engager à accepter. 459. L'effet de la restitution est de débiter celui qui a été restitué, de toutes les obligations qu'il a été tenu de payer comme héritier, en rendant un fidèle compte. *Ibid.* *V. Bénéfice d'inventaire. Quasi-contrat. Renonciation aux successions. Succession.*

**ACCEPTATION.** Obligation de l'accepteur d'une lettre de change. *iv*, 261 et suiv. *V. Acceptation des lettres de change.*

**ACCEPTATION.** Mode par lequel s'opère, dans le droit romain, le serment de la dette. *iv*, 185. *V. Pacte. Serment de la dette.*

**ACCESION.** Manière d'acquiescer la doctrine, par laquelle tout ce qui est un accessoire et une dépendance d'une chose, est regardé de plein droit à celui à qui la chose appartient. *v*, 243. Une chose est accessoire à la main, au point qu'elle en a été produite, ou parce qu'elle y a été unie. *Ibid.* Cette union se forme au naturellement, ou par le fait de l'homme. *Ibid.* Les fruits pendans sur une terre n'appartiennent par droit d'accession. 244. Quand même un autre a été tenu de cultiver la terre, à la charge de lui rembourser ses dépenses. 244. Les palis qui servent des maisons qui sont appartenues, sont à tout le droit d'accession. *Ibid.* Si y a un arbrustier, c'est à lui que sont roquis les fruits par droit d'accession, comme étant à la place du propriétaire. 244. Il en est de même pour le fermier, ou pour le créancier à qui la propriété est déléguée les fruits. *Ibid.* Il en est de même encore à l'égard du propriétaire apparent, qui fait les fruits siens. 245. Ces trois

cas ne sont pas des exceptions au principe. *Ibid.* Exemples de l'union qui se fait naturellement à la chose, et dont l'acquisition la domine. 245. Alluvion qui se fait sur le bord des rivières non navigables. 245. *V. Alluvion.* Les qui se forment dans les rivières; lit qu'elles ébranlent. 246. *V. Les.* Terres enlaidies par la pluie sur les champs inférieurs. 246. Pigeons, lapins et poissons qui viennent s'établir, par fraude de ma part, dans mon colombier, dans mon grenier, ou dans mon écurie. 246, 247.

On doit d'accession qui résulte de ce que des choses ont été unies à la main par le fait de l'homme. 247.

Règles pour discerner quelle est celle de deux choses unies qui est la partie principale du tout qu'elle compose, et qui acquiesce à la main la propriété des choses accessoires. 247. De deux choses, dont l'une ne peut exister sans l'autre, c'est celle qui peut exister séparément qui est regardée comme principale. 247. Exemple : construction, plantations, semences faites sur mon terrain par un tiers. 247, 248. Car où je les ai faites moi-même sur mon propre fonds, avec les matériaux, les arbres, et les semences d'autrui. *Ibid.* Exception au principe dans le cas où la chose, qui peut subsister séparément, est presque de nulle valeur. 248. Appliquée à l'écriture et à la priature, qui ne peuvent exister sans le papier ou la toile qui les contient, et qui sont cependant la chose principale. 248. De deux choses, celle-là est la principale qui peut exister sans l'autre, et pour l'usage, l'ornement ou le complément de laquelle celle-ci est une. 249. Exemples. 249. Lorsque les deux choses peuvent exister séparément, et que l'une d'elles n'est pas faite pour l'autre, c'est celle qui surpasse l'autre en volume ou en valeur, qui est la principale. 249. Lorsque des choses brutes sont réunies en une seule masse, chacun des propriétaires de ces matières est propriétaire de la masse pour la part qu'il y a. *Ibid.* Si la chose unie à la main n'en est pas réparable, la doctrine, que j'en acquiesce par accession, est perpétuelle. 249. Si elle en est réparable, le propriétaire de cette chose a l'action ad exhibendum contre moi pour que je la lui rende. *Ibid.*

La loi des Douze-Tables ne permettait pas cette action à celui dont j'avais employé les matériaux à la construction de mon bâtiment. 250. Dans notre droit, je suis tenu de la loi payée. *Ibid.* Celui doit s'acquiescer à tout le cas où la chose accessoire ne pourrait être débarrassée de la main sans l'endommager. 250. Si la chose est de nature fongible, on en rend pareille quantité. 250. Il n'y a pas d'accession compo-

propriétés choses accessoires, lorsque l'union a lieu en un corps composé de parties qui ne sont pas cohérentes ensemble, tel qu'un troupeau 250, 251. V. *Confusion. Devoirs de la femme. Propre de communauté. Propre réel. Propriété. Spécification.*

**ACCESOIRES.** L'obligation de livrer la chose vraie renferme celle de livrer ses accessoires. 1, 295. V. *Fruits. Titres. Vendeur.*

**ACCOMMODERMENT DE FAMILLE.** Il ne fait pas renfermer les accommodements de famille, par lesquels les père et mère donnent à leur fille un immeuble en paiement de sa dot, avec le venter. vi, 350. V. *Dot.*

**ACCRÉDISSEMENT.** Droit par lequel un légataire recueille la part dans le même legs de son colégataire qui, par une précédente, son incapacité ou sa volonté, ne l'a pas recueillie. iv, 579, vi, 341. Il faut, pour qu'il ait lieu, que le colégataire qui ne recueille pas, n'ait pas de substitution. *Ibid.* Les légataires conjoints par une même disposition, ou par une disposition séparée, ont également droit à l'accrédissement. iv, 579, vi, 341. Cependant les premiers sont préférés aux seconds. *Ibid.* De même ceux qui sont compris sous un nom collectif avec celui qui ne recueille pas, sont préférés aux autres colégataires. iv, 579, vi, 341. Les colégataires partagent la part qui leur accroît dans la même proportion qu'ils partagent la chose léguée. *Ibid.* Celui, qui a répudié le legs, peut-il, en la qualité de son colégataire, en recueillir la part acquise la part qu'il a répudiée de son chef? iv, 580, vi, 341. Dans le cas d'un legs en commun, il y a lieu à accrédissement en faveur des colégataires, de la portion du rhan des colégataires non fruitiers, qui meurent successivement. iv, 580, vi, 342. Il n'y a lieu en droit d'accrédissement qu'entre les légataires de la même chose, rhan pour le total. iv, 580, vi, 341. On peut être légataire de la même chose ou somme, par des phrases séparées. iv, 580, vi, 341. On l'est encore, lorsque la chose est léguée par une même phrase. iv, 581, vi, 341. Pour être légataires conjoints de ces deux manières, il faut que le testateur ne leur ait point assigné de parts, ni expressément, ni tacitement. *Ibid.* Il n'y a pas d'accrédissement entre les légataires conjoints par une seule et même phrase, si la chose a été léguée pour être partagée. iv, 581. Lorsque la chose a été léguée à deux personnes sous une même phrase, il n'y a pas lieu à accrédissement entre elles. iv, 581, vi, 340, 341. Des différences qu'il y aait par la constitution de Justinien entre les différentes espèces de conjoints, et de leur application chez nous. iv, 582. V. *Lega.*

**ACCRÉDISSEMENT ENTRE HÉRITIERS.** La position du cohéritier qui renonce accroît à la position de celui qui accepte. iv, 472, vi, 377, 413. V. *Acceptation de communauté. Confirmation de communauté. Devoirs des enfants. Remonstration aux successeurs. Vente des droits accessoires.*

**ACCRÉDISSEMENT.** V. *Accession. Acquiescement.* (Refr. lég.).

**ACCUSATION.** Chez les Romains, tous les citoyens avaient le droit de l'intenter. vi, 183. Chez nous ce droit est réservé à la partie publique. *Ibid.* Cependant le particulier, lésé par le crime, peut intenter l'accusation de ce crime, comme partie civile. 194. Les accusations se poursuivent aux dépens de l'État, ou de la partie civile, s'il y en a une, sauf son recours contre le condamné. 194. Elles ne peuvent être intentées que contre celui qui a commis le crime. 194. Crimes qui peuvent être poursuivis contre le mémoire de celui qui les a commis. 194. L'accusation a lieu contre toutes personnes, même étrangers, ou mortes civilement. *Ibid.* L'accusation se poursuit devant le juge du lieu où le crime a été commis. 194, 195. L'accusation fait le crime; le compte n'en est qu'une circonstance. *Ibid.* Qu'il, des crimes qui consistent dans une continuation d'action, qui s'étend dans différents lieux? 195. Exception au principe que le juge du lieu où le crime a été commis en connaît, à l'égard des cas royaux. 195, 196. V. *Cas royaux.* Autre exception à la règle, par rapport à certains qualifiés de la personne des accusés. 198, 199. Privilège accordé aux gentilshommes, aux officiers de judicature, aux pairs de France, etc., de n'être accusés que devant certains juges. *Ibid.* Devant quel juge un criminel peut être poursuivi. 199. Troisième limitation de la règle générale, qui concerne la prévention touchant les cas ordinaires. 199, 200. Quatrième limitation touchant les cas prévôtaux. 200, 202. V. *Cas prévôtaux.* Quelques crimes sur la compétence desquels il y a des règles particulières. 202. Le vagabond a pour juge naturel et compétent celui dans le territoire duquel il est arrêté. 202. L'adultère est de la compétence du juge du lieu du domicile des époux, et non du lieu où il a été commis. 202. Chaque juge est le juge naturel de la rébellion à ses mandements, à l'exception des rous et des officiers. *Ibid.* Le juge, qui a la connaissance du crime principal, a la connaissance de tout ce qui est encore nécessaire de ce crime. 202. Même des crimes commis conjointement, lorsque hors de son ressort, pourvu que l'arrestation n'en soit pas préalable entre part, et que les autres n'aient pas son pouvoir. 203. V. *Informations. Plaintes.*



**ACHETEURS.** Ses engagements envers le vendeur. 4, 331. Ils naissent de la nature du contrat, de la bonne foi, ou des clauses particulières. *Ibid.* L'acheteur est obligé à payer le prix. *Ibid.* Le vendeur a contre lui l'action venditi. *Ibid.* S'il n'y a pas de terme, le vendeur peut artourner de suite l'acheteur. *Ibid.* A moins qu'il ne soit lui-même ou demeure de lier la chose, *ibid.*, ou que l'acheteur ne soit trouble d'une possession. *Ibid.* V. *Prix*. Il peut être contraint à déposer le prix qu'il ne veut pas payer, tant par le vendeur de présenter caution. 331. Il peut lui-même demander à le déposer. *Ibid.* S'il a payé, il ne peut demander la restitution du prix, sous prétexte de trouble. *Ibid.* V. *Trouble* Il doit les intérêts du prix du jour de l'entrée en jouissance. 332. A moins que l'objet rendu ne produise pas de fruits. *Ibid.* Ou peut courir d'intérêts au-dessus du taux, mais non au-dessous. *Ibid.* L'acheteur qui a tenu par le contrat, peut s'obliger librement à payer les intérêts de son prix jusqu'au terme. 332. Ces intérêts ne sont pas usuraires. *Ibid.* Ils représentent la jouissance que l'acheteur a de la chose. *Ibid.* S'il ne s'y est pas obligé, le vendeur ne peut pas les lui demander. 332, 333. Si le terme est accordé depuis le contrat, les intérêts cessent. 333. Au reste, ils courent du plein droit après le terme. *Ibid.* V. *Intérêts*. *Terme.* L'acheteur doit enlever les marchandises vendues. 332. S'il est en demeure, il est tenu des dommages-intérêts du vendeur. *Ibid.* A défaut de convention, le vendeur peut le sommer incontinent de les enlever. *Ibid.* Cas où l'on a eu l'usage des lieux. *Ibid.* L'acheteur doit rembourser les frais depuis le contrat. 333. A moins que le vendeur n'ait perçu les fruits. 333, 334. Auquel cas, il doit rembourser les grosses réparations. 334.

Doit l'acheteur peut s'obliger dans le contrat de vente. *Ibid.* Ne peut pas enlever pour porter le vendeur à vendre, ou à rendre moins cher. *Ibid.* Dissimulation par l'acheteur de la connaissance qu'il a de la chose. 334. Elle oblige l'acheteur dans le cas de la connaissance, mais non dans le cas d'ignorance. *Ibid.* C'est au vendeur à connaître la chose. *Ibid.* L'acheteur n'est pas tenu du surplus de contenance de la chose vendue. 335, 336. Il peut demander raison de l'éviction de ce surplus. *Ibid.* La clause de contenance n'est qu'un favor de l'acheteur. *Ibid.* V. *Contenance*.

L'acheteur ne peut retirer au-dessus du juste prix, 334, à moins qu'il n'entre pas en possession de la chose vendue, et qu'il ne produise des fruits. 335. Si elle ne produit pas de

fruits, l'acheteur ne peut s'en diminuer du prix. *Ibid.* Cas où il s'agit de marchandises à livrer dans un mois, et qui peuvent baisser de prix. 335. La réalité du prix n'est pas admise, lorsqu'il s'agit de meubles. 335. On ne peut acheter de biens en rent, ou autres lieux, avant qu'ils soient recueillis. 335. S'il n'y a pas de souper de réalité de prix, ces rentes doivent être maintenues. 336. V. *Démense*, *Dol*, *Fraude*, *Lésion*, *Régulation*, *Tradition*, *Vérité du prix*.

L'acheteur peut s'obliger par des clauses particulières du contrat de vente, 336, à donner ou à faire, 335; à souffrir le rachat; à la restitution de la chose à défaut de paiement; à la résolution du contrat, dans le cas de conditions plus avantageuses d'une autre chose. *Ibid.* V. *Addition en plus*. *Obligation de faire*. *Pacte commissaire*, *Rachat*.

V. *Action ex-empto*, *Action de garantie*, *Action recourtoire*, *Arrears*, *Eviction*, *Fait et cause*, *Garantie*, *Partie*, *Prestation*, *Recours*, *Restitution*, *Risque*, *Transport*, *Vente de droits litigieux et successifs*.

**ACQUÉREUR (Retrait).** Obligations de l'acquéreur sur qui le retrait a été adjugé. 80, 81, 420. Il est obligé de délier l'héritage. *Ibid.* Avec les accessoires naturels qui ont eu lieu. *Ibid.* V. *Acquisition*. Ce délai doit être fait aussitôt après le remboursement du prix et autres sommes liquidées. *Ibid.* Si le prix n'est pas liquidé, l'acquéreur n'est pas tenu de le faire. 81, 82.

Il doit rendre l'héritage avec les fruits pendans lors de l'adjudication du retrait, 80; à la charge par le retrayant de rembourser les labours et semences. *Ibid.* V. *Labours et semences*. Il doit être perçu avant l'adjudication, lorsqu'ils ont été recueillis depuis la demande et les offres. *Ibid.* Variété des coutumes. 81. Il doit même tenir ceux que le retrayant aurait pu recueillir, si l'héritage lui n'était été délié. 81. Ces fruits ne s'estiment que sous la déduction des frais de semence et de culture. 81. L'acquéreur ne doit pas ceux qu'il a recueillis avant les offres. 81. Pourvu qu'il ne les ait pas recueillis avant leur maturité. *Ibid.* Dans le cas même, il ne les doit pas, s'il n'a été pour une juste cause. *Ibid.*, et si le retrait n'a été donné qu'à titre de temps de leur maturité. *Ibid.* L'acquéreur doit les fruits pendans au moment de la vente, et qui ne lui ont pas été vendus par un prix séparé. 82. Ils sont sur risque du retrayant. 83. Il ne les doit pas, lorsqu'ils ont été recueillis pour un prix séparé, 82, à moins qu'il n'y ait fraude. 82. Il ne doit pas les fruits, perçus par lui, dans les semences et labours ont été faits depuis la vente. *Ibid.* Le retrayant

fère déduction sur son prix de ceux dont les labours et semailles étaient faits avant la coupe, mûr qui n'étaient pas pendus, lorsqu'elle a eu lieu, et qu'il a perçus. 83. De même de ceux qui étaient la production de plusieurs années, tels qu'une coupe. 83. Les fruits naturels et industriels sont perçus dès qu'ils sont réparés de terre. *Ibid.* Les fermes de campagne, du jour où les fruits sont récoltés par le fermier, quoique le terme de paiement ne soit pas échû. *Ibid.* L'acquéreur ne doit pas les faire cueillir pour raison des fruits coupés avant la demande en retrait. *Ibid.* A moins que le résultat de ces fruits ne fût imminent lors de la coupe, 83, ou que ces fruits fussent le produit d'un certain nombre d'années, dont plusieurs étaient écoulées lors de la coupe, *ibid.*, ou lorsque non plusieurs années de terme pour le paiement du prix, ont été accordées à l'acquéreur, qui est entré de suite en jouissance. V. *Fruits*.

Les loyers et arrérages, échus avant la demande, appartiennent à l'acquéreur. 84. V. *Arrérages*. Les fruits canaux appartenant à l'acquéreur, n'ont pas été arrivés avant la demande. 84. L'amende d'ort due au seigneur que du jour du jugement. *Ibid.* V. *Amende*. *Fruits*. Retrayant. L'acquéreur doit rendre au retrayant la portion qu'il a eue dans le trésor troué sur l'héritage sujet au retrait. 84. V. *Trésor*. Il doit faire raison des dégradations survenues par sa faute dans l'héritage. 85. Même de celles qui ne résultent que de son défaut de fruire. *Ibid.* De quelle faute est-il tenu à cet égard? 85. V. *Faute*. Différence entre celui qui commet avant et après la demande. *Ibid.* Le second acheteur, qui a ignoré que l'héritage était sujet au retrait, n'est pas tenu des dégradations. 85. L'acquéreur ne peut changer la forme de l'héritage de quelque manière que ce soit. 85, 86. Les meubres valus des meubles usés par leur usage ordinaire, n'est pas une dégradation. 86. V. *Dégradation*.

Les obligations de l'acquéreur, sur qui s'exerce le retrait seigneurial ou conventionnel, sont les mêmes que celles de celui sur qui s'exerce le retrait lignager. 123. Différence et distinctions relatives au rétractant et aux impositions faites par l'acquéreur dans le cas du retrait conventionnel. 11, 123, 124. 11, 430. Ce qui a lieu relativement aux dégradations. 11, 124, 411, 430. Application au cas du retrait féodal. *Ibid.* V. *Retrait seigneurial*. *Retrait conventionnel*. *Retrayant*.

Acquer. Immeuble qui ne nous vient pas de famille, et que nous avons acquis nous-même, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux. 121. V. *Communauté légale*. *Conquêt de communauté*. *Propre de communauté*. *Retrait lignager*.

ACQUISSEMENT. On n'est plus recevable à appeler d'un jugement auquel on a acquiescé. 1, 239. Quand est-on présumé avoir acquiescé? *Ibid.* V. *Appel*.

ACTE ACTUEL. V. *Titre authentique*.

Nullité.

ACTE D'ALIÉNATION. V. *Intérêt*. *Mortgage*.

*Préférence maritale*. *Séparation contractuelle*.

ACTE D'ADMINISTRATION. V. *Préférence maritale*. *Séparation contractuelle*.

ACTE CONSERVATOIRE. Peut être fait par celui qui a un droit en espérance. 1, 58, v. 106. V. *Condition*. *Substitution*. *Fidélité*.

ACTE ÉQUIPOLENT À LA VENTE. 1, 374, n. 344 et 412, 415 et 416, v. *Faute*.

ACTE SÉCURITAIRE. Le jugement et les actes passés par un notaire, sont des actes en vertu desquels on peut séculariser un débiteur. 1, 93, 93. Les actes notariés sont exécutoires dans tout le royaume. 1, 93, 494. Les jugements, pour être exécutoires hors de la juridiction qui les a rendus, doivent être revêtus d'un paravis du grand seigneur. 1, 93. Les sentences consulaires s'exécutent dans tout le royaume sans paravis. *Ibid.* Les jugements d'Église n'ont, sans paravis, qu'une exécution personnelle. 93. Les jugements rendus, et les actes de notaires passés en pays étranger, ne peuvent être exécutés dans le royaume, où ils ne forment que de simples promesses. *Ibid.* Formes dans lesquelles les actes et les jugements doivent être revêtus pour être exécutoires. 1, 93, 94, 494, 495. Un acte exécutoire contre le défendeur, ne sert contre son héritier, qu'en vertu d'un titre nouveau, ou lorsqu'il a été déclaré tel. 1, 94, 495. Il en est de même du titre exécutoire contre une fille, à l'égard de son mari. 1, 94, 495. *Vier serré*, le droit d'exécution ne cesse par lui le mot du créancier. 1, 94, 495. V. *Serre* - *exécution*, *Serre réelle*.

ACTE D'ADJUDICATION. V. *Acceptation des successeurs*. *Héritier*.

ACTE DE MARIAGE. Par quel, dans quelle forme, et avec quelles formalités doit-il être rédigé. 1, 426. V. *Mariage*.

ACTE DE MARIAGE PRISÉ. V. *Écriture privée*.

ACTES. Droit que chacun a de pourvoir au jugement de ce qui lui est dû. 1, 36. Réelle, personnelle ou mixte. 26, 27, 28. V. *Jus ad rem*, *Jus in rem*.

ACTION EN REMISE. Quelle elle était dans le droit romain. 1, 276, 280. V. *Remission*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

ACTION COMMUNICATIVE. V. *Actes réels*. *Servitude*.

**ACTION EXECUTORIA ET INSTITUTORIA.** V. *Câse-partie. Commettant.*

**AVANCE EX-EMPTO**, par laquelle le vendeur peut être contraint de livrer la chose. 1, 298. C'est une action personnelle. *Ibid.* Ne peut être reçue que lorsque l'acheteur a payé, ou offre le prix convenu. *Ibid.* L'acheteur, pour l'exercer, doit offrir le prix tout entier. 298. Il en est de même, lorsque cette action a été divisée entre les héritiers de l'acheteur. *Ibid.* V. *Indivisibilité.* Exception. *Ibid.* L'acheteur doit offrir le prix, encore que le jugement qui ordonne de lui livrer la chose, ne lui en fasse pas une charge expresse. 298, 299. Ce principe reçoit exception, lorsqu'il y a une forme pour le paiement. 299. V. *Termes.* A moins qu'il n'y ait péril pour le vendeur. *Ibid.* A défaut de tradition, l'action ex-empto a pour but la restitution du prix, et les dommages-intérêts. 300. La restitution du prix doit être entière, quoique la chose ait diminué de valeur. 301. V. *Dommages-intérêts. Eviction. Prix.* L'acheteur a cette action pour défaut de contenance. 348. Elle a pour but la diminution du prix. *Ibid.* V. *Archevêque. Contenance.*

**ACTION DE GARANTIE.** V. *Garantie.*

**ACTION HYPOTHÉCAIRE.** Il y a trois actions qui naissent de l'hypothèque; l'action hypothécaire simplement dite; l'action personnelle hypothécaire; et l'action d'interruption. v, 445. L'action hypothécaire simplement dite est celle qu'a le créancier contre le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, aux fins qu'il soit condamné à le détruire, si c'est lui n'obtient satisfaction aux causes de l'hypothèque 445, 481. C'est une action réelle. v, 445, vis, 27, 481. Par qui et contre qui elle doit être intentée. v, 445, 446. Elle ne peut l'être avant le terme de paiement de la dette. v, 446 vis, 481.

Exception que le tiers-détenteur peut opposer contre l'action hypothécaire. v, 446. Il peut opposer l'exception de discussion des tiers du débiteur et de ses cautions. v, 425, 446, vii, 481. Cette exception doit être opposée avant la constitution en ran. V. *Discussion. Exception dilatoire.* Elle ne peut être opposée que par les tiers-détenteurs, et non par ceux qui sont personnellement tenus de la dette. v, 446, vis, 481. Diversité des coutumes sur cette exception de ran. v, 446, 447. C'est la coutume qui régit l'héritage qui doit être suivie. 447. Quels liens le créancier est obligé de discuter. v, 447, 481, 482. Le créancier qui ventester son hypothèque générale, peut-il être renvoyé à discuter l'immeuble frappé de son hypothèque spéciale? v, 446. La discussion doit se faire aux frais de celui qui l'oppose. 448.

Exception qui peut être opposée contre l'action hypothécaire, pour raison des impenses faites à l'héritage. v, 448, vis, 482. Quelles impenses doivent être remboursées aux tiers-détenteurs. v, 448, 449, vii, 482. Impenses nécessaires, utiles et voluptuaires. *Ibid.* V. *Impenses.* L'obligation de garantie de la part du créancier hypothécaire envers le tiers-détenteur, s'écrit à celui-ci une exception qui détruit l'action du premier. v, 449 vis, 483. Si le créancier n'est garant que pour partie, il n'est eschu de son action que pour partie. *Ibid.* L'exception de garantie a lieu, lorsque le créancier, sans être personnellement garant, est possesseur d'immeubles affectés hypothécairement à la garantie. v, 449, 450, vii, 483. Différence entre ces deux cas. v, 450. V. *Exception de garantie.* Exception tendante à faire subroger le tiers-détenteur à tous les droits, actions et hypothèques du créancier. v, 450, vii, 483. En vertu de cette subrogation, le tiers-détenteur subrogé lui contribue à la dette qu'il a payée, les autres détenteurs d'immeubles, hypothéqués à cette dette. v, 450, vii, 483. Cette contribution n'a pas lieu, lorsque tous les tiers-détenteurs ont acquis du même vendeur. v, 450, vis 483, 484. Pourquoi. Exemples. v, 450. V. *Subrogation.*

L'effet de l'action hypothécaire est de faire condamner le tiers-détenteur à délaisser l'héritage hypothéqué. v, 451, vis, 484. Il peut éviter le dédit en payant la dette, soit avant, soit après la condamnation. v, 451, vii, 484. Si c'est au rachat qu'il est obligé, il doit s'obliger à la servie, et passer titre nouvel. v, 451, vis, 484. Il n'est pas tenu des dégradations qu'il a faites sur l'héritage avant la demande. v, 452, vis, 484. V. *Dégradations.* Ni au rapport des fruits perçus avant la demande. *Ibid.* V. *Fruits.* Si la dette est une rente constituée, le tiers-détenteur, pour délaisser, s'est préalablement engagé à payer les arrérages courus pendant le temps de sa détention. v, 452, vii, 483. Il n'y est pas obligé, quand même il aurait été expressément chargé de l'hypothèque. v, 452. Sacs, s'il a été chargé de continuer la rente. 452.

S'il a passé titre nouvel pour éviter le dédit, il est tenu des arrérages courus pendant sa détention. 452. Il n'est pas obligé, pour délaisser, d'acquitter les hypothèques, servitudes et autres charges réelles qu'il a lui-même imposées, 453, ni de sommer en cas de son garant avant de délaisser. *Ibid.* Le détenteur ne délaisse que la possession de l'héritage. *Ibid.* On crée un curateur à cet héritage, sur lequel le créancier le fait saisir et vendre. *Ibid.* Les charges imposées par le tiers-détenteur ne sont purgées qu'à

par l'adjudication. 453. Le delict se fait par un acte en procès, qui doit être signifié au demandeur. vii, 485.

L'action personnelle hypothécaire est celle qui s'intente par le créancier contre l'héritier du bon débiteur, détenteur des immeubles hypothéqués. v, 453. vii, 485. Elle s'intente pour la total contre cet héritier, puisqu'il ne soit obligé que pour partie. *Ibid.* Il reste toujours débiteur pour sa part, même après le délalement qui ne le débarrasse que de ce qu'il doit hypothécairement. v, 454. vii, 485. Il y a deux actions distinctes, l'une personnelle et l'autre hypothécaire, dans l'action personnelle hypothécaire. *Ibid.*

Action d'interruption qui appartient au créancier hypothécaire, pour faire reconnaître son hypothèque par le bon débiteur, et d'empêcher le laps de la prescription. v, 455. vii, 27, 486. V. *Action de rente foncière. Hypothèque. Ordon.*

Action hypothécaire des créanciers d'une succession contre les héritiers. v, 514. V. *Delict des successions.*

V. *Action réelle. Action de rente foncière. Action immobilière. V. Action personnelle. Chose.*

ACTION MIXTE. vii, 28. V. *Action. Action personnelle. Action de rente foncière.*

ACTIONS MOBILIÈRES. V. *Action personnelle. Chose.*

ACTIONS NÉGATIVES. V. *Action réelle. Servitude.*

ACTIONS RÉCÉLLES. Action qu'un créancier contre son débiteur, pour qu'il soit tenu d'accomplir l'engagement qu'il a contracté avec lui. vi, 26. Il y en a autant que de contrats, quasi-contracts, délits et quasi-délits. 27. Il y en a qui naissent des engagements que la loi seule forme, et qu'on appelle *condictiones lege*. 28. La réintégrande et le complément sont des actions personnelles. *Ibid.* V. *Complément. Réintégrande. Actions personnelles, mobilières et immobilières. 28. Actions mixtes. Ibid.* Il y en a trois; l'action de bourse, de partage entre cohéritiers, et de partage entre toutes autres personnes. 28. Actions mixtes ou presque réelles. 28, 29. V. *Action. Action réelle. Actions entre époux. Ina ad rem. Obligation.*

ACTION RIGORISITIVA. V. *Noutriment.*

ACTIONS POSSESSOIRES. V. *Complément. Possession. Réintégrande.*

ACTIONS POSSESSOIRES. Quelle elle était dans le droit romain. v, 277. V. *Revendication.*

ACTIONS QUANTO MINOR. A bon pour les actions réelles. 339. V. *Action. Rédhibitoire.*

ACTIONS RÉCÉLLES. A pour but de demander la résolution du contrat. i, 336. L'acheteur a droit à la restitution du prix, de l'intérêt depuis le jour du paiement, et de tous les fruits. 337. V. *Donations entre-vivants. Garantie. L'acheteur doit offrir de rendre la chose avec les fruits. Ibid.* Si elle a cessé d'exister sans sa faute, il offre ce qui en reste. 337. Si c'est par sa faute, il fait déduction au rendre de ce qu'elle aurait valu. *Ibid.* Il tient compte de ce dont elle est dépréciée par sa faute. *Ibid.* V. *Rédhibition de la chose.* Cette action est indivisible de la part de l'acheteur 337. Il n'y a pas de part de l'acheteur. 337. V. *Obligation de restitution ou d'indemnité.* Si une chose, de plusieurs choses vendues, a un vice rédhibitoire, et qu'elle est indépendante des autres, la rédhibition n'a lieu que pour elle. 338. A moins qu'elle ne soit principale, et les autres accessoires. *Ibid.* Ou qu'elle ne puisse pas se séparer. 338. Et, dans les autres cas, quand bien même les prix n'ont été séparés. *Ibid.* Elle s'a pas lieu, quand il est connu que le vendeur ne garantit pas les vices; à moins qu'il n'y ait eu 338. Elle s'éteint par un laps de temps. 338. Il faut suivre l'usage. *Ibid.* V. *Fine de non-recevoir.* Elle n'a quelquefois pour objet qu'une diminution dans le prix. 339. Elle s'éteint alors dans les mêmes cas, et selon les mêmes règles. *Ibid.*

Action rédhibitoire, en matière de louage. ii, 319. V. *Louage des choses.*

V. *Action réelle. Revendition de la chose.*

ACTIONS RÉCÉLLES. Action que le propriétaire d'une chose, ou celui qui y a quelque droit, a contre le possesseur, pour qu'il soit tenu de lui restituer la chose, ou de le servir ou de lui laisser jouir du droit qu'il y a. vii, 26. Peut-on d'indemnité. 27. Révocation. 27. Entièrement. *Ibid.* Action confessoire et négative. *Ibid.* Action hypothécaire. *Ibid.* V. ces mots.

V. *Actus in re.*

ACTIONS RÉCÉLLES DE LA CHOSE. Elle appartient au vendeur, de la chose lésée énorme, i, 365. Elle a pour but la nullité du contrat, ou la suppléance du juste prix. *Ibid.* C'est une action mixte in rem. 365. Les parties doivent se rendre, si la nullité est prononcée, le prix et le choix rétrogradant. *Ibid.* L'acheteur peut appeler ce qui manque au prix. 366. Il n'y a pas de même, si l'achat est un échange. *Ibid.* C'est le prix au temps du contrat. 366, 368. L'acheteur qui donne le suppléant du prix, n'en doit pas l'intérêt. 366. L'action récursoire est indivisible. 366, 367. Toutefois l'acheteur peut appeler les cohéritiers en cause. 367. Il en est de même à l'égard de plusieurs

vendeurs communs. 367. A moins que chaque vendeur n'ait voulu que sa portion. *Ibid.* L'option rescissive a, dans le surcroît du vendeur, la même qualité qu'y aurait eu l'héritage. 367. V. *Léon entre moyenn.* Le débi pour l'entre est de 400. 369. Il ne peut pas conclure mineur. *Ibid.* Elle ne peut avoir lieu, lorsque l'immeuble a péri, depuis le contrat. 369, 370. A moins que l'acheteur n'ait rendu le chose presque pair plus considérable qu'il ne l'avait achetée. 370. Ou qu'il ne s'agisse d'un meuble ou d'un, réversible. *Ibid.* Elle a lieu, si le prix est versé par sa femme. *Ibid.* Elle doit être admise, même dans le cas où il est prouvé que le vendeur eût obtenu le juste prix au temps du contrat. 370, 371. A moins qu'il n'ait eu l'intention de gratifier l'acquéreur. 371. Elle doit l'être encore, malgré la clause formelle par laquelle le vendeur avertit son associé à son préjudice. *Ibid.* Surtout, si la reconnaissance était portée sur un contrat. 371. Même dérogation dans le cas de donation dans l'acte du surplus de la valeur de l'immeuble. 371. Lettre de rescission nécessaire pour résilier cette action. 371. Elle s'entend contre le tiers possesseur. 372.

L'arrêté peut sous l'empire pour lésion émise dans le prix. 375. Elle a de même pour but de faire déclarer le contrat nul. 375, 376. Elle exige des lettres de rescission. 376. Elle est personnelle contre le vendeur. *Ibid.* Il peut l'arrêter, en se réservant au juste prix. *Ibid.* Différence entre l'action rescissive. *Ibid.* Elle ne peut avoir lieu dans le cas de meubles, de biens successifs ou judicaires. 376. La lésion doit être de plus du moitié de la valeur. *Ibid.* Pourvu que le prix ne soit pas au prix d'achat. *Ibid.* L'entre a lieu, lorsque le chose est censé d'achat. *Ibid.* Elle n'a pas lieu lorsque l'acheteur a eu connaissance de la lésion de la chose au moment du contrat. *Ibid.* Elle diffère en ces deux points de celle du vendeur. *Ibid.* V. *Actio rescissiva.* Lettre de rescission. *Prix. Remise. Recours du bail à rente. Recours de la route.*

Action rescissive pour lésion. Ne peut pas en être dans notre droit. 1, 307.

Adjudication. C'est du contrat de vente, par lequel la chose est déclarée résolue, et le vendeur trouve, dans un certain temps, une condition plus avantageuse. 1, 300. vi, 356. Chez les Romains, elle était au condition suspensive, ou clause résolutive. *Ibid.* Pour qu'elle ait lieu, il faut un accord adieu qui résilie la condition plus avantageuse. 1, 300. Quand la condition est elle plus avantageuse? 300. Il faut que le vendeur ait accepté les offres

du nouvel acheteur. 301. Cas où il y a plusieurs vendeurs, et où un seul d'entre eux rejette les offres. 301. Ces offres doivent être notifiées au premier vendeur, qui sera préféré sur mêmes conditions. 301. L'entre qui fait de cette clause a pour but la résolution du contrat. *Ibid.* Elle est prioritaire. *Ibid.* Le tiers détenteur a le droit, comme l'acheteur, de résilier l'entre, en se soumettant aux nouvelles conditions. 301, 302. Elle est inextinguible sur héritier, et resiste. 302. Le record acheteur peut l'entre. *Ibid.* V. *Prétentions. Tiers détenteur.*

V. *Acheteur. Adjudication sans quinzaine. Vente en justice.*

ADJECTIF SOLUTIONIS GRAFIA. Ou appelle ainsi sicut les Romains celui à qui la concession donne la qualité pour recevoir. 1, 62, 159, sur l'indication d'une promesse à qui l'on prête. Voyer sur mots *Offre de paiement. Paiement.*

ADJUDICATAIRE. Quelles personnes peuvent être adjudicataires. 11, 372, vi, 135, vii, 520, 521. V. *Adjudication pour décret. Bail judiciaire.*

ADJUDICATION PAR DÉCRET des héritages saisis réellement. vi, 135. Toutes personnes capables de contracter et d'acheter hors justice, peuvent en rendre adjudicataires en justice, vi, 135, vii, 520. Primes et offertes publiques qui ne peuvent se rendre adjudicataires, ni même acheter, dans les trois ans, des adjudicataires. vi, 135, 136, vii, 520. Ces empêchements n'ont pas lieu pour les décrets coloniaux. vi, 135. Le seul, la qualité d'officier public, peut être adjudicataire; le saisi et les opposants peuvent toujours l'être. *Ibid.* L'adjudicataire est parfait définitivement, selon les différents coutumes et usages. 136.

Toute personne est admise à faire pendant huitaine une enchère du tiers au plus de l'adjudicataire. vi, 136, vii, 520. V. *Forcément. Décret des images sur le décret.* *Ibid.* On suit l'usage du lieu où le décret se pourroit. *Ibid.* Si l'enchère du tiers court à lieu, on remet l'héritage aux enchères. *Ibid.* Si elle n'a pas lieu, le greffier déclare l'adjudicataire le plus élevé, après qu'il a payé le droit de corrigendum. vi, 136, 137, vii, 523.

Le procureur doit, dans le huitaine, déclarer que si il s'en rend adjudicataire. vi, 137, vii, 522. S'il ne peut être poursuivi en son nom personnel. *Ibid.* Après la déclaration, il est complètement déchargé, en rapportant le pouvoir qui lui a été donné, à moins que la personne ne soit autrement intéressée. *Ibid.*

L'adjudicataire doit, dans le huitaine, corriger le prix de son adjudication, moyennant

quel il est libéré. vi, 137, vii, 522. V. *Constitutionnel*. Il retire les portions de prix concourues par les conditions de l'adjudication, si fait s'est *ibid.* Le saisi est-il personnellement libéré envers les créanciers du jour de la consignation, en telle sorte que les intérêts cessent de courir contre lui, et que les espèces consignées soient aux risques des créanciers? vi, 137, 138, vii, 523.

Le saisi est-il considéré comme le vendeur, ou comme les créanciers? vi, 138. L'adjudicataire peut être contraint par corps ou paiement, s'il n'a déposé son prix dans le huitième. vi, 138, vii, 522. V. *Contrainte par corps*. L'héritage peut en outre être rendu à sa fille corréaire. *Ibid.* Comment on y procède et à quoi elle peut obliger le sol-emphitéote. vi, 138, 139, vii, 522. V. *Folle enchère*.

L'adjudication ne donne pas d'action en garantie pour cause d'erreur. vi, 139. L'adjudicataire n'a que la répétition du prix contre les créanciers, dans les proportions de ce dont il souffre érichu. *Ibid.* Elle n'est pas sujette à la révision pour lésion d'ordre-médié, ni au retrait lignager. 139.

L'héritage adjugé devient la propriété de l'adjudicataire avec les autres charges exprimées par l'affiche. vi, 139, vii, 523. Tous les autres droits et charges sont purgés par le décret, quel qu'ils soient les personnes à qui ils appartiennent, excepté les droits seigneuriaux. vi, 139, 140, vii, 524. Est aussi excepté le droit de champail, quoiqu'il ne seigneurial. vi, 140, vii, 524. Les droits de servitudes rivaux, le dossier de la femme et des enfants du mari, et les substitutions non encore ouvertes, ne sont pas purgés par le décret. vi, 141, vii, 524. Le décret purge indistinctement tous les droits d'hypothèque, fruits d'apposition. vi, 141; vii, 524. V. *Décret volontaire*.

Le mari, les créanciers opposent, et même les tiers, en certains cas, peuvent interjurer appel de l'adjudication par décret, comme de tous autres jugemens. vi, 143, vii, 527. Le temps d'interjurer l'appel des adjudications par décret est le même que pour l'appel des autres jugemens. vi, 145, vii, 527. V. *Appel*.

Peut-on interjurer appel produit trente ans, lorsque l'adjudication n'a pas été signifiée au mari, ou ne le peut-on après dix ans? vi, 145, vii, 527. Ces moyens d'appel peuvent être tirés du fonds, ou de la forme, ou de la qualité de l'adjudication. vi, 146, vii, 528. L'appel de l'adjudication n'est suspendu pas l'exécution. vi, 146. L'adjudicataire peut-il demander à être déchargé de son adjudication, lorsqu'on en interjette appel? 146. Si la nullité de l'adjudica-

tion est prononcée sur l'appel, si qu'ils procède de la part du saisissant, il est tenu de tous dommages-intérêts envers l'adjudicataire. 146, 147. Si la nullité vient d'un défaut de procédure, le procureur du saisissant doit l'acquiescer des condamnations contre lui prononcées. vi, 147, vii, 528. V. *Procureur ad litem*. Si l'adjudication a été faite par un juge en dernier ressort, les tiers ne peuvent se pourvoir contre elle que par la force-opposition, et le mari par la requête civile. vi, 147, vii, 528. La lésion d'ordre-médié du prix donne-t-elle lieu de se pourvoir contre l'adjudication, de même qu'elle donne lieu de se pourvoir contre une vente ordinaire? vi, 147, vii, 528. V. *Lésion entre majeurs*.

V. *Saisie-réelle*.

**ADJUDICATION SAUF QUINZAINE.** Adjudication présumée des héritages saisis, qui se fait quarante jours après le décret d'ajuger, sous la condition qu'il ne se trouvera pas de plus fortes enchères dans la quinzaine. i, 404, 405, vi, 133, 337, vii, 514. L'adjudication sans quinzaine met le chose aux risques de l'adjudicataire. vi, 134, vii, 521. Enquérir il diffère par le motif de l'enchère. *Ibid.* V. *Enchère. Re-mise. Saisie-réelle*.

**ADMINISTRATEUR.** V. *Commissaire aux saisies. Donation entre-vifs. Général. Hypothèque. Legs*.

**ADMINISTRATION.** V. *Bénéfices d'écroulaires. Adoption*. N'est plus en usage parmi nous. vi, 368. V. *Parenté*.

**APPROPRIATION.** On appelle ainsi les reventes dans le droit commun. i, 177. Il diffère de l'apropriation. V. ce mot.

**ADULTÈRE.** L'adultère de la femme dissout-il le mariage? vii, 457. Interprétation des paroles de l'Evangile. 457, 458. Doctrine des conciles et des pères de l'Eglise. 458, 461. Selon saint Augustin, l'adultère de l'un des conjoints ne donne lieu qu'à la séparation d'habitation, et ne rompt pas le lien du mariage. vii, 258 et suiv. vi, 168. Son opinion a été suivie. vii, 460. Quand l'adultère est un empêchement du mariage. 381, 383. V. *Accusation de la communauté. Accusation. Communauté légale. Divorce. Dispense. Donné de la femme. Empêchement de mariage. Mariage. Séparation d'habitation*.

**ARRIÈRES.** Rapport qu'il y a entre l'un des conjoints par mariage, et les parents de l'autre conjoint. vii, 361. L'affinité de l'un des conjoints par mariage, avec les parents de l'autre



time de ses frères et sœurs se trouvait affaiblie.  
418. V. *Légitime*. Comme quel l'ainé prit le  
père en sa prépuce, mar ou dar la surruiss  
d'une même porras. 419. Outre le maquer et le  
vol de rhaor, l'ainé a les deux tiers, l'autre  
l'oy a que deux enfans, et le moitié, s'ils ont  
supragand nombre, dans le surplus d'a bies  
nobles. *Ibid.* Compin-pou, dar le rambre d'a  
leus, celui qui remonte à leur commo, même  
gratuitement. 419, 420. L'ainé d'un rero so  
drait qu'à faire d'héneur, et se accapant le  
suorance. 420, via, 95. Il se col suit comme  
des arles liés de la succession. 420.

Le droit d'aïeune ne peut être diminué par les père et mère, ou autres ascendans, si ce n'est par donations entre-vifs faites à des étrangers, art. 420. Le père ou la mère peut donner à son enfant des héritages feudaux, mais à la condition, qu'il renoncera pour lui et ses héritiers à l'art. 421. Nature et forme de la déclaration à faire dans ces cas, art. 421. Les simples fiefs sont seuls susceptibles de cette déclaration, art. 422. Il faut encore qu'ils aient été acquies pour en être susceptibles, art. 422. Peut-on faire cette déclaration pour des fiefs donnés en légats par un parent collatéral, ou par un étranger ? art. 422. Par que cette déclaration peut-elle être faite, et par quelle autorisation ? art. 422, 423. L'usufruit, après la succession éteinte, renouveau à son droit d'aïeune ou faveur de ses parents, art. 423. Le peut-il avant l'ouverture de la succession ? Ibid. Autres prérogatives qui appartiennent à l'aïeune, art. 423. V. *Dettes des successeurs. Dons des enfans. Exhérédation. Succession.*

**AJOURNEMENT.** Doit être fait par un huissier, art. 2. Peut-il faire un acte d'ajournement par son parent? Il n'a pas besoin d'être assésé du ténacité. 2. Errant après juges et non commission est nécessaire à l'huissier pour assigner valablement. 2, 3. L'ajournement se fait à personne ou à domicile. 2. Exceptions à ce principe, d'après lesquelles l'ajournement peut être fait, dans les cas prévus, entre part qu'on domoile réel. 3. Les dérangés sont assignés ou perçus du procureur général. 4. Où doivent être assignés les absents, les hérauts, les condamnés aux galères à temps, les corps et communautés, les mineurs et les femmes mariées. 4. Les ajournements ne peuvent être faits du nuit, ni les jours de fêtes légales. 4. Forme intrinsèque des ajournements. 4. Ils doivent être faits au original et en copie. Ibid. Il est laissé une copie à chaque personne assignée. Ibid. Ils sont écrits sur papier timbré. Ibid. Ils doivent contenir les con-

elations de la demande, les jour, mois et an, où ils sont daudés; les noms, juridiction, demeure et signature de l'huissier; la demeure, la qualité et le nom du procureur de demandeur; mention de la personne à qui la copie a été faite. 5. Toutes ces choses sont requises à peine de nullité. Fammus estimacura dra ajoornement. 6. Ils doivent être contablés. *Ibid.* Ils doivent porter copie en tête, de la commission de l'huissier, quand il en est besoin. 7. Et des titres qui servent de fondement à la demande. *Ibid.* Par extrait, lorsqu'ils sont trop longs. *Ibid.* Faut-il en donner copie à chacune des parties assignées? *Ibid.* Béla qui doivent être sur les causes assignations, selon les différentes juridictions. 8. Obligations de se présenter au greffe de la présentation dans la quinzaine après l'échéance de l'assignation. 9.

ASSOUMEMENT PRÉSIDENTIEL. V. *Décret*,  
ALORS. Quand l'accusé est admis à la pro-  
ver. VA, 236. V. *Défense de l'accusé*.

ALIMENTATION V. Bail d longurs omeles Communales, Femmes maries, Interdit, Mineur, Substitution fiduciary.

ALIMENS. Les père et mère doivent des aliments à leur enfant indigent ou incapable, par conséquent, de s'en procurer, me. 428. Quand même de l'autorité précédemment établie. *Ibid.* Cette obligation est une charge de la communauté. *Ibid.* Elle réside à l'égard des petits-enfants, comme à l'égard des enfans. *Ibid.* Les enfans, de leur côté, sont tenus de donner des aliments à leur père et mère qui sont dans le besoin, 429. Les père et mère, qui demandent des aliments à leur enfans, et à qui on a peu de bien, doivent leur en faire l'abandon. *Ibid.* Si les enfans n'ont pas les moyens de payer, ou peu ou à leur père et mère ils doivent les enlever et les nourrir chez eux. *Ibid.* Si les enfans ont le moyen de payer le pension, ils y sont cependant obligés. *Ibid.* Ceux des enfans qui ont moins de moyens que les autres, sont considérés pour en comme moins forte. *Ibid.* Il n'en sort pas tenus de payer les dettes de leur père et mère. *Ibid.* Les petits-enfans sont tenus subalternement des aliments à leurs leurs aïeux et à leurs. *Ibid.* L'obligation de se fournir des aliments, existe entre le bûlard et sa mère. V. *Editeur. Enfant. Mariage.*

Les déles pour olimens s'ont iussimables.  
x, 192. Ou us pert apposer contre elles le com-  
pensation, *Ibid.*, V, *Compensation*.

Aliments qui doivent être déposés en grèffé de la grêle, par le créancier qui fait emprisonner son débiteur, *op. cit.*, 161, 163. V. *Contrainte par corps. Emprisonnement.*

**ALLIANCE SPIRITUELLE.** Sorte de parenté spi-



ritual qu'exalt contre les personnes baptisées, celle qui l'a baptisé, ses parents et ses frères, et les enfants de ceux-ci. 111, 369. Quand cette circoncision spirituelle est un empêchement de mariage. 370 et suiv. V. *Empêchement de mariage*.

**ALLUVIONS.** Accrues qu'une rivière a fait à la longueur à un héritage, par les terres qu'elle y a rapportées d'une façon imperceptible. v, 245. Par le droit naturel, ces terres appartiennent en propriété au champ. 245. A moins qu'elles n'aient été portées sur un seul bloc reconnaissable sur le champ du ruisseau. *Ibid.* Par notre droit français, les alluvions, faites sur le bord des fleuves et rivières navigables, appartiennent au roi; les autres aux riverains. 245, 246. V. *Accrues*.

Le vendeur n'est pas garant de l'existence des accrues par alluvion. s, 323. V. *Garantie*. Dans le cas de rachat, l'acheteur profite de l'alluvion. 382. V. *Promesse de vente*. *Réméré*.

V. *Garantie*. *Leasing des choses*.

**AMÉLIORATIONS.** Cas où certaines personnes sont tenues de faire tous des améliorations faites par des tiers sur des immeubles qui leur appartiennent. s, 315, 317. V. *Détachement des legs*. *Érection*. *Donaire des enfants*. *Ordre*. *Promesse de rendre*. *Rapport*. *Remploi*. *Reprises d'apport*. *Revendication*.

**AMORCE.** V. *Acquiescement (retrait lignager)*. *Contr. Communauté légale*. *Fruct*. *Profit de vente*. *Séparation de dettes*.

**AMORTISSEMENT (convention n°).** Convention par laquelle les prêteurs font entrer dans leur communauté tous leurs immeubles, ou quelques-uns d'eux. iv, 105, vii, 181. Elle donne de l'énormité à la communauté. *Ibid.* L'amortissement est général ou particulier. v, 106, vii, 182. Il est général, lorsqu'il rapporte à la communauté une universalité de biens immeubles. iv, 106. Il est particulier lorsqu'il rapporte d'y rapporter quelques immeubles particuliers. *Ibid.* Celui-ci est déterminé, lorsque c'est tel ou tel immeuble; indéterminé, lorsqu'on fait entrer ses immeubles jusqu'à concurrence de la part dans la communauté. v, 106, vii, 182. Exemple de différents cas qui ne doivent pas être confondus avec celui d'amortissement indéterminé. v, 106, vii, 182.

Les mineurs sont-ils capables de la convention d'amortissement? v, 106, vii, 181. V. *Mineurs*.

Dans le cas d'amortissement général, tous les immeubles du conjoint deviennent partie de la communauté à partir de la célébration. v, 107. Il en est de même dans le cas de l'amortissement particulier déterminé. *Ibid.* Les immeubles sont aux risques de la commu-

nauté, et le mari en est le maître. *Ibid.* Il peut en disposer à quelque titre que ce soit sans le consentement de sa femme. *Ibid.* Ils sont compris dans le masse du partage à faire après la dissolution. *Ibid.* Néanmoins le conjoint, qui a emporté l'héritage, peut le réclamer, ou le précompter sur sa part, pour le prix qu'il en a eu temps du partage. *Ibid.* Le conjoint, qui a fait l'amortissement, est-il tenu de l'héritage qui souffre la communauté de l'héritage amorti? 107, 108. V. *Éviction*. Les effets de l'amortissement s'ont lieu qu'entre les parties contractantes et leurs héritiers, et pour le cas de la communauté. v, 108, vii, 182.

L'effet de l'amortissement indéterminé est de donner contre le conjoint, qui l'a fait, une action pour l'obliger à comprendre dans le masse, lors de la dissolution, quelques-uns de ses immeubles, jusqu'à concurrence de la somme promise. v, 108, 109. Les immeubles verticaux à ses risques, tant qu'ils sont indéterminés. 109. Le mari peut réclamer ceux des immeubles de la femme qu'il jugera à propos, jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle ils sont amortis. 109. La différence qui distingue l'amortissement de la convention d'apport, c'est que la créance qui existe contre le conjoint qui a fait l'amortissement, est hypothécaire, tandis qu'elle est mobilière dans l'autre cas. 109. V. *Apport*.

L'amortissement des perpres du mari ou de la femme opère-t-il mortification? v, 391, 392.

V. *Communauté conventionnelle*. *Dettes de la communauté*. *Partage de la communauté*. *Propre de communauté*. *Retrait lignager*. *Succesion*.

**AMORTISSEMENT.** V. *Assurance*.

**AMORTISSEMENT.** n, 67.

**ACCAGE.** vii, 211.

**AN ET SUFF.** Qu'est-ce que par cette expression? n, 49. V. *Retrait lignager*.

**ANIMATI.** Quand est-il mobilier ou immeuble. iv, 38.

**ANCIEN.** Les Romains donnaient un nom à ceux pour lesquels s, 401. V. *Arrêt*.

**ANTÉCÉDENT.** Convention par laquelle un débiteur accorde à son créancier et à ses successeurs le droit de jouir d'un héritage, jusqu'à la prise de la somme qui lui est due, pour lui tenir lieu des intérêts de cette somme. v, 473. C'est un droit réel qui ne requiert que par le tradition, 471, 474. En quoi il diffère de l'hypothèque et du usufruit. *Ibid.* Le droit d'antécédent ne fait acquiescer, le débiteur ne peut réclamer que le héritage de son droit. 474. Dans le droit romain, le créancier percevait véritablement les revenus au-delà du taux légi-

time des intérêts de la somme due. *Ibid.* Le créancier antichrésiste est tenu d'acquiescer au rachat de l'héritage. 474. Action du créancier pour recouvrer l'héritage à lui donné antichrésiste. 474. Le droit d'antichrèse s'éteint des mêmes motifs que le nantissement. *Ibid.* Antichrèse prohibée par Justinien, à l'égard des laboureurs. *Ibid.* Chez nous, l'antichrèse ne peut avoir lieu dans le prêt d'argent. *Ibid.* Peut-elle avoir lieu entre les créanciers et le débiteur d'une rente, ou d'une dette exigible qui produit des intérêts? 474, 475. V. *Contrat pignoratif*. *Hypothèque*. *Nantissement*.

**ANTICIPATION.** Deux faits par anticipation, II, 230, et, 20.

**ANTICIPATION D'APPEL.** VI, 74. V. *Appel*.

**ACTIOES.** V. *Communauté légale*.

**APANAGE.** Le droit de l'apanage est un véritable droit de propriété; c'est à lui que le fief doit être porté pour les fins de l'apanage. VI, 208. V. *Fief et homage*.

**APPEL.** Recours d'une partie au juge supérieur, contre les griefs qu'il prétend lui avoir été faits par les juges inférieurs. VI, 68. Appel simple, quelifié, ou indéfini. 68. Appellations verbales et appellations ser prées par écrit. 68, 69. De quelle jugement on peut appeler. 69. Les parties à un jugement, et même les tiers auxquels le jugement préjudicait, peuvent en appeler. 69. Les intendants et administrateurs doivent se faire autoriser pour appeler. *Ibid.* L'appel n'est plus recevable, lorsque la partie condamnée par le jugement y a formellement acquiescé. I, 258. Quand est-on tenu d'avoir acquiescé. *Ibid.* V. *Acquiescement*. Il cesse d'être recevable, lorsque la partie a laissé passer le temps dans lequel il devait être interjeté. 258. Sages principes du droit romain sur la forme et le temps de l'appel. 258. Dans notre droit, on a dix ans pour appeler du jour de la signification du jugement à partie, et tant qu'on n'a pas été signifié. I, 259, VI, 69. Après trois ans, la partie peut être mise en demeure d'appeler, auquel cas elle n'a plus que six mois pour le faire. *Ibid.* Les délais d'appel sont plus courts dans les juridictions spéciales. 70. Ces délais ne courent pas contre les mineurs. *Ibid.* I, 259. Le délai de trois ans est de six ans contre l'Église, les hôpitaux, etc. *Ibid.*

Forme dans laquelle doit être interjeté l'appel. VI, 70. L'appel est suspensif, à moins que la sentence ne soit exécutoire nonobstant appel. *Ibid.* Sentences qui s'exécutent nonobstant appel, par la nature même de l'affaire jugée. 70, 71, 72. Sentences qui s'exécutent nonobstant l'appel, par la qualité des juges qui

les ont rendues. 72. Défense aux juges d'ordonner l'exécution de leurs sentences nonobstant appel, hors les cas où elle devrait l'être. 72. Lorsqu'ils l'ont cependant ordonné, l'appelant doit se pourvoir devant le juge supérieur, pour obtenir des défenses d'exécution. *Ibid.* L'exécution des sentences provisoires s'étend-elle aux dépens? 72, 73. V. *Dépens*. Les sentences ne peuvent s'exécuter par provision pendant l'appel, qu'à la charge de donner caution. 73. Exception à l'égard de certaines sentences. *Ibid.* V. *Cautions*.

Ce qui est de ce de relever appel, et comment on y procède. 73. L'appel se relève devant le juge supérieur immédiat. *Ibid.* On intimé sur l'appel la partie en profil de qui a été rendue la sentence. 73, 74. Cas où l'on peut intimé le juge qui a rendu la sentence. *Ibid.* Délai dans lequel doit être relevé l'appel, après qu'il a été interjeté. 74. Faute d'être relevé, l'intimé peut faire prononcer la désertion de l'appel. 74. Si l'appellant comparet, la demande en désertion est consignée en anticipation d'appel. *Ibid.* Forme de procéder dans les instances d'appellation verbale, et d'appellation ser prées, par écrit. 74, 75, 76. Comment se forme l'appointement de conclusions en appel. 76. On peut former en appel des demandes incidentes, lorsqu'elles sont connexes à l'objet de l'appel. 76. Procédure particulière aux appels d'incompétence, et déni de reconnaissance. 76. Les instances d'appel se terminent par la discussion de procédures pendant trois ans, de même qu'aux instances principales. 76. V. *Péremption*. Après la péremption prononcée, l'appelant ne peut pas interjetter un nouvel appel. *Ibid.* Les juges d'appel ne peuvent qu'infirmer ou confirmer la sentence qui leur est soumise. 77. Ils peuvent cependant, sur l'appel d'une sentence interlocutoire, assigner le fond, et prononcer au principal, s'il en est en état. V. *Adjudication par décret*. *Chancé jugée*. *Ratrait lignager*.

**APPEL EN MATIÈRE COMMERCIALE.** Recours d'une partie au juge supérieur, pour la faire réviser, s'il y a lieu. VI, 239. On peut appeler des sentences, définitives ou interlocutoires, qui ne sont pas en dernier ressort. *Ibid.* Sentences qui ne peuvent être exécutées sans avoir été confirmées par les cours, quand même les parties n'appelleraient pas. 239. L'accusé, la partie civile et la partie publique, ont également le droit d'appeler. 239, 241. Devant quel juge l'appel doit-il être porté? *Ibid.* Ce qui doit être observé sur l'appel, et notamment sur y procéde. 239, 240. L'appel des jugements définitifs, et de ceux qui ne seraient plus

réparables, & seul un effet expensif. 240. Condamnations pécuniaires, qui peuvent, jusqu'à une certaine somme, être exécutées nonobstant appel. *Ibid.* L'accusé, mort pendant l'appel, meurt dans l'illégalité de ses droits. *Ibid.* V. *Jugement en matière criminelle*.

**APPEL comme d'act.** Appel qui a lieu toutes les fois que le juge d'Eglise entreprend sur la juridiction séculière, ou décerne quelque chose de contraire aux saints canons, aux libérés de l'Eglise gallicane, aux ordonnances, édits et déclarations de nos rois. vi, 68. Cas où il y a lieu à l'appel comme d'abus des sentences de l'officiel, qui prononcent sur la validité ou l'invalidité des fiançailles. xi, 330. V. *Fiançailles*. Cas où il est enert contre la concession des dispenses de haut. 337. V. *Dans de mariage*. Pour poursuivre la cessation des mariages. 448. V. *Cessation de mariage*. On peut appeler comme d'abus des sentences contradictoires des officiers, incompétemment rendues. vi, 12.

**APPOINTEMENT.** Sentence interlocutoire par laquelle le juge ordonne un supplément d'instruction ou met le cause en délibéré. vi, 39. L'appointement du droit ordonne la production des titres et pièces, et que les parties documentent sommairement par écrit les moyens de droit sur lesquels elles se fondent. *Ibid.* Cas et procès dans lesquels on peut prononcer l'appointement en droit. 40. Le juge, dont l'opinion est pour l'appointement, peut-il, lorsqu'on passe outre, opiner au fond? 40. Appointement de jonction de la seconde demande formée sur une instance appointée. 40. Procédure à suivre, après l'appointement, pour la production des pièces. 40, 41. Dans quels cas la conclusion est-elle encourue par le partie qui n'a pas produit dans le délai? 41. L'appointement à mettre au différend premier qu'en ce qu'il ordonne la production entre les mains de l'un des juges qui a connu l'affaire. 42. L'appointement de délibéré ordonne que les pièces seront remises entre les mains de l'un des juges, pour en être délibéré. 42. Le juge fait quelquefois un rapport. *Ibid.* D'autres fois, le délibéré a lieu sur-le-champ. 42. Les juges reconvoient aussi devant arbitres. *Ibid.*

**ARRE (convention d').** Convention par laquelle chaque conjoint promet apporter à la communauté une certaine somme déterminée. iv, 103, vii, 180. Par cette clause, le conjoint devient débiteur de cette somme envers elle. *Ibid.* Tous les effets mobiliers, qu'il avait lors du mariage, s'imputent sur la somme qu'il a promise apporter. *Ibid.* C'est le jour de la célébration nuptiale, et non à l'époque du contrat, qu'il faut considérer. vi, 102, 103. C'est de ce

jour que doit être estimée la valeur des effets d'imputer sur la somme promise pour apport. 103. Les dettes actives des conjoints s'imputent sur cette somme qu'autant qu'elles ont été payées avant la communauté. *Ibid.* Différence entre le mari et la femme, relativement à la preuve du paiement de ces dettes. *Ibid.* Tout ce qui fait partie de la dot mobilière d'un conjoint, et qui est entré dans la communauté, s'impute sur la somme qu'il a promise pour son apport. *Ibid.* Ainsi les fruits d'un héritage donné en dot sont imputables. iv, 103, vii, 180. Dans ce cas les fruits de la dot, qui n'est elle-même composée que de fruits, consistent dans les intérêts de la somme à laquelle elle est estimée. iv, 103, vii, 181. Il n'en est pas de même d'un usufruit. *Ibid.* V. *Dot. Fruits. Usufruit*. Il faut, pour que le principal de la dot se compose de fruits, que les parties se soient clairement exprimées. iv, 103, 104. Le mobilier qui advient par succession, donation, etc., n'est pas imputable sur l'apport. iv, 104, vii, 180. Si ce mobilier a été stipulé propre, il se fait compensation entre l'apport, et la reprise de ce mobilier. *Ibid.* C'est le conjoint débiteur de l'apport, à justifier de la quantité de son mobilier qui est entrée dans la communauté. iv, 104, vii, 181. Elle peut être prouvée par le contrat de mariage, quittances par le mari, lorsqu'il s'agit de mobilier de la femme, et sur sa simple déclaration pour le sien. iv, 104. A défaut de contrat, il peut en être jugé par un état fait entre les conjoints, même depuis le mariage. 105. Ils ne sont pas reçus à l'attendre en alléguant qu'ils ont diminué la quantité de leur mobilier pour s'enrichir. *Ibid.* L'héritier du conjoint prédécédé y est admis. *Ibid.* La quantité de mobilier peut encore être prouvée par des actes non suspects faits avant ou peu après le mariage. iv, 105, vii, 181. S'il n'y a aucun acte, la preuve par communes renommées est admise. iv, 105, vii, 181. Le juge doit être plus indulgent envers la femme qu'envers le mari. *Ibid.*

Différence que la convention d'apport établit entre la communauté légale et le communisme conventionnelle. iv, 105. La première acquiert tout le mobilier des conjoints à titre universel, le second à titre particulier, et jusqu'à concurrence de la somme promise. *Ibid.* La première supporte les déclarations du mobilier qu'elle a reçu de la seconde, c'est le conjoint à qui il appartient qui le rend. *Ibid.* V. *Communauté légale. Communauté conventionnelle. Exclusion. Reprise d'apport*.

**ARRETES.** Personnes privées que les parties se sont choisies pour juger leurs contestations, par une convention écrite que l'on appelle com-

*premier*. II, 434, VI, 67. Ce que doit contenir le compromis. *Ibid.* Arbitre devant lequel on est renvoyé par le juge. *Ibid.* Forme de procéder devant les arbitres. 67. Forme de la sentence et comment elle doit être homologuée. 67, 68. V. *Société*. Quand sont-ils apelés à prononcer sur les contestations relatives aux associés? 10, 280. V. *Arrears*.

**Arbres.** Le droit romain défendait de planter des arbres à moins de cinq pieds de l'héritage voisin. II, 480 VII, 259. Il faut suivre, à cet égard, chez nous, les usages des différents lieux. *Ibid.* Quoique l'arbre fût planté à cinq pieds de distance de l'héritage voisin, le propriétaire de l'arbre était obligé de couper les extrémités des branches pendant une certaine période de quinze pieds de hauteur. II, 480, VII, 259. V. *Voisinage*.

**V. Communauté légale.**

**Archives publiques.** Dépôt de livres, établi par autorité de justice. 229. Les actes privés qui en sont tirés ont été reconnus. *Ibid.* V. *Écritures privées*.

**Ascendants. V. Legs.**

**Assayeux. V. Prix.**

**Armeement de victuailles.** Que comprennent-ils? 110, 285.

**Armes.** Les armes secrètes sont prohibées. II, 298. V. *Port d'armes*.

**Arrérages.** Somme que le débiteur d'un rente constituée s'est obligé de payer par an ou à perpétuité, jusqu'au remboursement du capital. II, 301. Le créancier ne peut exiger que ceux de l'année révolue, à moins que le débiteur ne soit convenu d'un autre terme. 204. Il doit être payé en la maison du créancier, lorsque le débiteur et le créancier demeurent dans la même lieu. *Ibid.* Il continue d'en être de même, quoique le débiteur transfère son domicile entre part. *Ibid.* La rente est payable au domicile du débiteur, lorsqu'au temps du contrat, le créancier et lui avoient des domiciles différents, sans convention contraire. 204, 205. V. *Paiement*.

Faculté donnée aux débiteurs de rentes constituées par les édit de sixième et vingtième, de retenir, sur les arrérages, les dixèmes et vingtièmes qu'ils paient au roi. 205. Ils doivent justifier, pour faire cette retenue, du paiement des dixèmes et vingtièmes, par le rapport des quittances. 205. Ils ne peuvent retenir qu'une portion proportionnelle à la valeur de la rente, comparée à celle de leurs autres biens. 206. Lorsque la loi des dixèmes et vingtièmes frappe les revenus de l'indivision, le débiteur, qui n'a pas de biens fonds, peut-il faire la retenue sur les arrérages de la rente? 206. Les

communautés ecclésiastiques peuvent-elles retenir à leurs créanciers, les dixèmes et vingtièmes des rentes qu'ils leur doivent? *Ibid.* Le débiteur ne peut faire la retenue au créancier qui est dispensé par l'édit du paiement de l'imposition. 206. L'arrestation accordée au clergé, de payer les vingtièmes, n'est pas admise par les parlements. 206. Le débiteur ne peut faire de retenue que pour les impositions générales, mais non pour les impositions particulières et locales. 206, 207. La rente constituée ne contribue pas à cet égard qui grève l'immeuble sur lequel elle est assignée. *Ibid.*

**Prescriptions contre les arrérages des rentes constituées.** 207. Les quittances de trois années consécutives forment une présomption de paiement des années précédentes. *Ibid.* V. *Quittances*. Le créancier ne peut, dans tous les cas, exiger plus de cinq années d'arrérages. 207. Cette prescription ne décharge le débiteur que dans le for extérieur. 207. Ce n'est elle décharge, même dans le for de la connaissance. 208. Cette prescription a-t-elle lieu à l'égard des rentes constituées pour le prix d'un héritage, par le contrat de vente qui en a été fait? 208. Elle a lieu contre les créanciers qu'elle touchent. 209. Quand, si le mineur n'avait pas de recontra, soit par l'insolvabilité de son tuteur, soit parce qu'il en était destitué? 209. Cette prescription s'interrompt par une interpellation judiciaire. 209. V. *Prescription particulière*. Interruption de la prescription. Elle ne court pas pendant la saisie réelle des biens du débiteur, par le créancier. *Ibid.* La promesse de payer les arrérages, faite par le débiteur, arrête la prescription, qui ne recommence à courir qu'à partir de cette promesse. 209. Comment cette prescription peut-elle être convertie? 209. Elle ne peut l'être, que lors qu'elle est convertie en une fois acquies contre un mineur ou interdit. 210. La convention de ne pas user de cette prescription pour les arrérages à venir, est nulle. 210.

Comment les quittances du paiement des arrérages peuvent prouver l'existence de la rente constituée? 210-217.

Tout ce qui a été dit de la prestation des arrérages des rentes perpétuelles, reçoit application aux rentes viagères. 233. La prescription de cinq ans a-t-elle lieu à l'égard des rentes viagères créées à prix d'argent? 233.

Les arrérages des rentes ont-ils des charges de la jouissance. V, 306.

**V. Acquéreur (Retraite lignagère).** Communauté légale. Constitution de rente. Dégrevement. Fruit. Rente constituée. Rente fœnicie. Rente viagère. Rente des rentes. Séparation de dette.

**ASSÈT.** Acte judiciaire par lequel un créancier, pour sa sûreté, met sous la main de justice les choses appartenant à son débiteur, pour l'empêcher d'en disposer. *Id.*, 111. Différence avec la saisie-arrest. *Id.* Les meubles corporels, ou incorporels, peuvent être également arrêtés. 111. Cas dans lesquels on peut arrêter, sans titre exécutoire, even et sans permission du juge. 112. Différence entre l'arrêt et la saisie exécutoire. *Id.* Il se consentit quelquefois en saisie-exécution. V. *Recevution. Saisie-arrest. Saisie-exécutoire.*

**ASSÈT DE CAUSE.** V. *Assise. Charte-partie. Louage de matériel.*

**ASSURER.** Elles se disent avant ou après le marché conclu. s. 400. Lorsqu'elles sont données avant, elles forment un contrat particulier. 400. Nature de ce contrat. *Id.* Il donne lieu à l'obligation de garantie de la part de celui qui les donne. 400. Celui qui les reçoit les garde, si l'autre refuse le marché. *Id.*

Il les rend ou double, si c'est lui qui refuse. 400. Elles peuvent être conclues sans rien conclure, par leur enouement réciproque. *Id.* Celui qui les reçoit est tenu de la faute légère. *Id.* Lorsqu'elles sont données après le marché conclu, elles en font la preuve. 400. Elles se donnent en argent ou autrement. 401. Denier d'adieu. *Id.* Années des hommes. *Id.* L'absence des arches n'empêche pas les parties d'exécuter l'exécution du contrat, ou, à son défaut, des dommages-intérêts. 401, 402. L'acheteur contracte à payer, après refus, ne perd pas ses arches. 402. Cas où il est incertain si les arches sont données pour un contrat conclu, ou seulement projeté. 401. V. *Pacte. Fausse-foi.*

Elles peuvent avoir lieu dans le contrat de vente. s. 375. Celui qui a reçu des arches, pour sûreté de la convention de louage, est-il tenu de les rendre ou double en cas d'inexécution de sa part? *Id.*

**ASSURANCE.** Est-elle mobile? *Id.*

**ASSIGNAT.** Les rentes avec assignat sont dues par la personne, et ne doivent pas être confondues avec les rentes foncières. *Id.*, 505. L'assignat n'a d'autre effet que de donner une hypothèque spéciale sur l'héritage assigné. s. 189, v. 370. V. *Constitution de rente. Rente foncière. Rente constituée.*

**ASSIGNATION.** V. *Ajournement. Confrontation. Décret. Exploit. Information. Interrogatoire des accusés. Récolement.*

**ASSOCIÉ.** Un associé oblige ses co-associés, lorsqu'il contracte pour le compte social. s. 25. Il est censé contracter pour le compte social, lorsqu'il ajoute à la signature ces mots : et com-

TOME VIII.

pagués. 25. Bruits et obligations des associés entre eux. s. 428 et suiv. V. *Obligation solidaire. Société.*

**ASSURANCE.** Contrat, par lequel l'un des contractants se charge du risque auquel une chose est exposée, et s'oblige envers l'autre contractant à l'indemniser de la perte que lui causeraient les cas fortuits qui peuvent arriver, moyennant une somme que le premier lui donne pour le prix des risques. s. 236. Ce contrat est aléatoire. 236. Il peut avoir différents objets. 236. L'assurance maritime est la plus usuelle. *Id.* Explication des mots *prime* et *police d'assurance*. *Id.* L'assurance est de la classe des contrats consensuels, synallagmatiques, intéressés, aléatoires, et du droit des gens. *Id.*

Des choses qui sont de l'essence du contrat d'assurance. 237. Il faut une ou plusieurs choses qui en soient le matière. *Id.* Le contrat est aléable, quoique les choses qui en font la matière, n'entraient plus quand il a été passé. *Id.* Fourne que l'assuré n'ait pas couru, lors du contrat, le risque de la chose. 237, 238. L'assureur peut prouver cette circonstance par témoins, afin d'obtenir la nullité du contrat pour dol. 238. Il peut même prouver la voie criminelle. *Id.* L'assuré, en vertu d'avoir eu cette circonstance, paie le double prime à l'assureur. *Id.* Il y a preuve contre l'assuré, quand il refuse de prêter le serment qui lui a été déféré sur ce fait. *Id.* Si l'assuré est un tuteur, ayant agi pour le compte de son pupille; en cas de dol, le mineur n'est tenu qu'à la restitution simple de la prime. 238, 239. Le tuteur est tenu sans répétition de la double prime. 239. Il en est de même du commissionnaire qui a fait assurer frauduleusement des effets de son commerce, dont il connaissait le risque. *Id.* Cas où le commissionnaire était de bonne foi, et ignorait le risque, quoique son commerce le connaît. *Id.* Prémption en vertu de laquelle l'assuré est censé, au temps du contrat, avoir eu le risque des effets assurés. *Id.* Il faut qu'il se soit passé une heure pour chaque lieu et demi de l'endroit où le vaisseau a péri, jusqu'au lieu du contrat. *Id.* Ce temps est compté par heure, lorsque l'heure de la perte est connue. 240. Quel, si l'on ne sait que le jour? *Id.* L'assureur peut-il être reçu à prouver par témoins que l'acte n'a été passé que la nuit? *Id.* Lorsque la préemption légale existe contre l'assuré, est-il tenu de la double prime? *Id.* Les parties peuvent renoncer à la préemption légale, en déclarant que le contrat est fait sur bonnes ou mauvaises nouvelles. *Id.* Especs. 241. V. *en-dessous.*

Toutes choses sujettes à des risques sont susceptibles du contrat d'assurance. 241. On ne peut faire d'assurance sur la vie des hommes. *Ibid.* On peut faire assurer le prix payé pour le rachat des esclaves, et la liberté de sa personne. *Ibid.* On ne peut faire assurer que ce qu'on court risque de perdre. 242. Ainsi, une somme empruntée à la grosse aventure ne peut être assurée pour l'emprunteur. *Ibid.* Elle peut l'être pour le prêteur, mais avec la prime. *Ibid.* L'assuré ne peut faire assurer pas un second assureur, ne qu'il en ait déjà par un premier, mais bien la solvabilité de celui-ci. *Ibid.* On peut faire assurer par un second assureur la prime promise au premier. 242, 243.

Un assureur peut faire réassurer les effets qu'il a assurés, mais non la prime. 243. Les propriétaires et maîtres de navires ne peuvent faire assurer le fret à faire de leurs ballises, *ibid.*, à leurs marchands, le profit espéré de leurs marchandises, *ibid.*, et les matelots, les luyers qui ne leur servent que qu'à l'activité du navire. *Ibid.* Les gens qui sont dans le vaisseau ne peuvent faire assurer les effets qu'ils y ont, que sous la déduction d'un dixième, qui demeure à leurs risques. 243, 244. Il ne est de même du propriétaire du vaisseau, lorsqu'il fait assurer le vaisseau. 244. L'assuré peut comprendre dans le prix, dont il doit déduire la prime, la prime qu'il paie pour l'assurance des neuf autres dixièmes. Si le dixième risqué a été assuré, il y a lieu seulement à la déduction de la somme assurée. *Ibid.* Si deux choses ont été assurées, dont l'une pourrait l'être et l'autre non, la sentence d'assurance n'est nul que quant à celle qui ne pouvait en être l'objet. *Ibid.*

Il est de l'essence du contrat d'assurance, que la chose, qui en est l'objet, soit ou doive être exposée à des risques. 245. Si les risques assés cessent, lors du contrat, il n'en est pas moins valable, pourvu que l'assureur n'ait reçu ni pu s'enrichir qu'il n'existait plus. *Ibid.* Si l'assureur a été de mauvaise foi, il est tenu de la restitution de la prime et du double au sus. *Ibid.* La présomption, qui s'applique à l'assuré, pour servir à lui à couvrir la perte, s'applique à l'assureur pour savoir s'il a rompu la cessation des risques. *Ibid.* V. ci-dessus.

Quels sont les risques dont est chargé l'assureur ? *Ibid.* Il se charge des pertes et dommages qui arrivent par tempêtes, naufrages, éboulements. *Ibid.* Est-il tenu de frais extraordinaires auxquels donne lieu les fortunes de mer ? 246. Il est chargé des pertes et dommages qui arrivent par abordage, par échange de route, de voyage ou de radeau, *ibid.*, par jrt, *ibid.*, par feu, *ibid.*, par prise et pillage, 246, 247,

pas arrêté des priées, 247. Cas où l'arrêt du paquebot, fait en pays étranger, peut donner lieu au paiement de l'assurance. *Ibid.* Si l'arrêt a été fait pour contrebande, et que les marchandises aient été confisquées, cette perte tombe-t-elle sur les assureurs ? *Ibid.* Cas où l'arrêt fait dans les ports du royaume donne lieu au paiement de l'assurance, 248, par déclaration de guerre, *ibid.*, par représailles. *Ibid.* Temps pendant lesquels les assureurs restent chargés des risques des choses assurées, 248, 249. Ce temps est réglé par la police. 249. Quand il commence et quand il finit, si la police ne l'a pas réglé. *Ibid.* Les assureurs ne sont pas tenus des pertes et dommages arrivés par la faute des maîtres et matelots, 250, à moins que, par la police, ils ne soient chargés de la responsabilité du patron. *Ibid.* Les déchets, diminutions et pertes, qui arrivent par la ruse propre de la chose, ne tombent pas sur les assureurs, *ibid.*, à moins qu'il n'ait été occasionnés par la fortune de mer. *Ibid.*

Les droits de pilotage, l'enlèvement, l'embarquement, etc., et autres droits, ne sont pas supportés par les assureurs, à moins qu'ils n'aient été censés par quelque autre fortune de mer. 251. Les assureurs ne sont pas tenus des risques, lorsqu'on s'est écarté de ce qui est porté par la police, si ce n'est de leur consentement, ou en cas de nécessité. 251, 252.

Il est de l'essence du contrat d'assurance qu'il y ait une somme que les assureurs s'obligent à payer en cas de perte des choses assurées. 252. Elle ne peut excéder la véritable valeur des choses assurées. 252, 253. L'assurance est nulle, et les marchandises sont confisquées, lorsque l'assuré a même fait assurer pour une somme plus forte que la valeur, 253. S'il a été de bonne foi, l'assurance est seulement réductible à la véritable valeur des effets assurés. *Ibid.* C'est aux assureurs à prouver la fraude, lorsqu'ils l'alléguent. *Ibid.* Lorsque l'assurance est faite pour une somme au-dessous de la valeur, et indéfiniment, les risques se partagent entre l'assureur, ou prout, et la somme assurée, et l'assuré pour le surplus. 253, 254. Si, depuis l'assurance, l'assuré a retiré de sa chose une partie de ses marchandises, de manière qu'il n'en reste que pour la valeur de l'assurance, l'assureur est tenu de lui les risques ? 254.

Il est de l'essence du contrat d'assurance que l'assuré donne à l'assureur une prime pour le prix des risques dont il le charge. 254. Étymologie du mot prime. *Ibid.* La prime augmentée ou diminuée au temps de guerre ou au temps de paix, en raison de plus ou moins de risque. 254, 255. Si le contrat a été fait en temps de

paix, sous clause d'augmentation pour survenance de guerre, les sommes peuvent-elles, la guerre étant survenue, demander une augmentation de prime ? 255. Les hostilités, avant la déclaration de guerre, donnent-elles lieu à l'augmentation de prime stipulée pour le cas de guerre ? *Ibid.* Si la police a été faite au temps de guerre, le retour d'un pais imprévu donne-t-il lieu à une diminution de prime ? 256.

Le consentement des parties sur tout ce qui concerne le contrat d'assurance, est de l'essence de ce contrat. *Ibid.*

Personnes entre lesquelles il peut intervenir. 257. Les mineurs commerçants peuvent y être parties. *Ibid.* V. Mineur. Les ecclésiastiques, les officiers de judicature, les curés, des chanoines d'assurances, notaires et courtiers, ne peuvent être de contrat d'assurance, sans succéder des peines. *Id.* Les nobles peuvent. *Id.* V. Noblesse. Le contrat d'assurance peut avoir lieu avec des étrangers, et même avec des individus d'une nation ennemie. *Ibid.* L'assureur peut faire réassurer par un second assureur les choses qu'il a assurées. 258. L'assureur peut être contracté par l'intermédiaire des commissionnaires. *Ibid.*

La police d'assurance doit être rédigée par écrit. *Ibid.* Cette forme n'est exigée que pour la preuve, et non pour la validité du contrat. *Ibid.* Ainsi, le défaut d'écrit, ne rend nul le contrat. *Ibid.* Le contrat d'assurance peut être déféré sur la vérité et sur les conditions du contrat. *Ibid.* V. Serment décaloire. Faut-il également un acte par écrit, lorsque l'objet du contrat n'exède pas cent livres ? *Ibid.* S'il y a pas d'acte, le premier testimonial peut être admis, lorsqu'il y a eu commencement de preuve par écrit ? 259. Qu'if, et l'acte pédi dans un incendie ? *Ibid.* La police peut être faite en par acte devant notaires en sous signatures privées. *Ibid.* Ce qu'elle doit contenir. 259, 260, 261. Cas où elle est nulle pour omission ou erreur sur les choses qui doivent y entrer. *Ibid.* L'estimation des marchandises n'y est pas nécessaire. 261. Forme particulière des polices d'assurance pour la liberté des personnes. *Ibid.*

Obligations de l'assureur. 261, 262. Elles consistent à payer la somme assurée, et à indemniser des avances avancées par force majeure. *Id.* En cas de faillite de l'assuré, les assureurs peuvent demander la réclamation du contrat, et l'on ne fournit suffisante caution pour le paiement de la prime. 262. Les assurés ont une action personnelle contre l'assureur, pour exiger d'eux le paiement de la somme assurée. *Ibid.* Il n'y a que les cas de force majeure, qui causent la perte des choses assurées, à donner ouverture à cette action. *Ibid.* Elle a lieu en cas de prise du vaisseau, de naufrage, brûl, échouement,

arrêt de prime. 263. Il n'est pas nécessaire que la perte soit entière, mais seulement presque entière. *Ibid.* L'action n'est ouverte qu'après qu'on a reçu conseil de l'accident. *Id.* A moins que, depuis un an pour les voyages ordinaires, et depuis deux ans pour les voyages de long cours, il n'ait été reçu aucune nouvelle du vaisseau. 264. Et cela, quand même l'assurance aurait été faite pour un temps limité. *Ibid.* Quels sont les voyages de long cours ? *Ibid.* L'assuré doit faire intentionnellement signification aux assureurs de l'accident qui a causé la perte. *Id.* Avant d'avoir résolu s'il demandera la somme assurée en délaissant les effets assurés, ou un simple dédommagement. *Ibid.* La signification se fait au préposé qui a signé la police, aussi bien qu'à l'assureur. *Ibid.* Forme particulière en usage à Marseille. *Ibid.* Pour demander la somme assurée, l'assuré doit offrir le délaissement de toutes les choses assurées. *Ibid.* Si l'assurance n'a été faite que pour partie, le délaissement n'a lieu que pour cette partie. *Id.* L'assureur doit rembourser les frais faits par l'assuré pour assurer les objets délaissés. 265, 266. En cas de priar, si l'assuré a fait une composition pour le rachat de ses effets, les assureurs peuvent la prendre à leur profit, ou la rejeter. 266. S'ils l'acceptent, ils sont chargés du rachat et des dépenses jusqu'à l'arrivée. 266. S'ils la rejettent, ils paient la somme assurée, sans prétendre aux effets relâchés. *Ibid.* Les assureurs doivent, aussitôt qu'ils sont avisés, déclarer leur choix. *Ibid.* Le délaissement transféré ensemblement aux assureurs la propriété des effets assurés. *Ibid.* L'assuré, en délaissant, doit déclarer toutes les assurances qu'il a fait faire, et l'argent qu'il a pris à la grosse, sur les effets assurés, à peine d'être privé de l'effet des assurances. *Ibid.* Cette priation n'a lieu que lorsqu'on assure ou l'emprunte à la grosse recelée, accident, et ceux qui ont été déclarés, le rachat des effets assurés. 267. Elle n'a pas lieu, si l'omission n'était pas frauduleuse. 267, 268.

Les assurés doivent signifier aux assureurs, aussitôt après le délaissement, les actes justificatifs du chargement et de la valeur des effets assurés. 268. La principale preuve du chargement est le connaissement. *Id.* Moyen d'y suppléer, s'il est perdu. *Ibid.* Lorsque le chargement est fait en pays étranger, un double du connaissement est remis entre les mains du consul français, ou d'un marchand notable français. *Ibid.* Différens cas et moyens pour justifier de la valeur et de la quantité des marchandises, soit sacs, soit sacs entassés. 269. Comment on fait l'estimation des marchandises assurées. *Ibid.* Nécessité des justifications aux-

quelles est tenu l'assuré. 270. L'assureur qui a fait récouvrir en est tenu comme l'assuré lui-même. *Ibid.* Les assurés doivent aussi faire signifier les actes justificatifs de la perte des accidents de force majeure. *Ibid.* Ces significations doivent être faites immédiatement. *Ibid.*

Les assureurs peuvent opposer comme exception aux assurés, que le délaissement n'a pas été fait ni la demande donnée dans le temps réglé par l'ordonnance. 270. La reconnaissance de l'assureur qu'il a été averti de la perte, faillite ou non perception? 271. Autre exception tirée de ce que la perte ou la force majeure ne sont pas suffisamment justifiées. *Ibid.* Troisième exception tirée de ce que la somme demandée excède la valeur des effets assurés. *Ibid.* Cette exception tend à faire réduire la somme, ou à faire rejeter la demande de l'assuré, lorsqu'il y a eu fraude. *Ibid.*

Condamnation qui intervient sur l'arbitrage des assurés. 271. Les assureurs ont un terme de trois mois pour le paiement de la somme assurée. 272. La prime en valeur doit être déduite de cette somme. *Ibid.*

Les assureurs s'obligent, par le contrat, à indemnifier l'assuré des avaries dont il est surpris les risques. *Ibid.* V. *Arbitr.* Ils ne s'obligent ordinairement à l'indemnité des avaries, que dans le cas où elles seraient un peu considérables. *Ibid.* A défaut de stipulations, ils n'en sont pas tenus, si elles n'excèdent ni un pour cent. 273. On stipule quelquefois qu'ils n'en soient nullement tenus. 273. Action de l'assuré pour demander cette indemnité, et comment il doit l'exercer. *Ib.* Il n'y a lien à cette action que dans le cas où l'action au paiement de la somme assurée n'est pas survenue. *Ibid.* Elle doit être donnée dans le même terme que celle-ci. *Ibid.*

Obligation des assureurs qui ont assuré la liberté d'une personne. 274 Action de l'assuré, et justifications à faire. *Ibid.* Temps dans lequel les assureurs doivent payer. *Ib.* Si la personne assurée est morte ou capturée, ou s'est sauvée, la somme n'en est pas moins due par les assureurs. *Ibid.* Si une somme exorbitante est demandée pour raison, les assureurs, qui n'ont payé aucune somme, sont-ils tenus de la donner? 274, 275. Ils sont tenus de le faire de leur retard, si le temps du paiement a été fixé par la police. 275. Cette assurance a lieu pour un voyage de terre, comme pour un voyage de mer. *Ibid.* En ce cas, on limite le temps du voyage, pendant lequel les risques courent. *Ibid.*

L'assuré s'oblige à payer la prime sur assurances. 275. Soit que le vaisseau prime ou arrive à bon port. 275. A moins qu'en n'ait stipulé

qu'elle ne serait due que dans le cas où le vaisseau arriverait à bon port. *Ibid.* Il n'est pas dû de prime, si le vaisseau n'a pas couru de risques. *Ibid.* Si c'est par la faute des assurés, ils doivent aux assureurs deux pour cent pour dommages-intérêts de l'acception du contrat. *Ibid.* Le doivent-ils, si le voyage a été rompu par force majeure. 276. Quand y a-t-il faute des assurés. *Ibid.* Si le contrat n'a été exécuté que pour partie de la somme assurée, la prime n'est due que pour cette partie, et doit être restituée pour le reste, si elle a été payée. *Ibid.* Le demi pour cent est dû pour le surplus. *Ibid.* Lorsque les risques ont recommencé à courir, la prime entière est due, quelque que le voyage ait été recourci. 277. A moins que la prime n'ait été couverte au jour ou au mois. *Ibid.* Si elle a été couverte pour l'aller et le retour, et que le retour ne se fasse pas, l'assureur doit rendre un tiers de la prime. *Ibid.* Pourvu que le vaisseau soit arrivé au lieu de sa destination; secour, s'il a péri en route. *Ibid.* Quoi, s'il y a retour, mais pour une somme moindre que la somme assurée. 278. On peut couvrir d'une demi-couture plus ou moins grande de la prime, à défaut de retour. *Ibid.* La prime cesse encore d'être due, ou doit être restituée, après le recommencement des risques, si les assureurs tombent en faillite. *Ibid.*

Les assureurs ont leur action pour le paiement de la prime, aussitôt que le contrat est parfait. *Ibid.* A moins qu'ils n'aient accordé terme. *Ibid.* Ils ont un privilège sur les effets assurés pour en être payés. *Ibid.*

L'assureur et l'assuré ne doivent rien se dissimuler sur ce qui peut augmenter ou diminuer les risques. 278, 279. A quel ils s'obligent par cette dissimulation dans le for intérieur. 279. Il n'y a pas lieu à restitution pour cause de lésion dans le prix de l'assurance, si on n'allègue aucun dol. *Ibid.* Le nullité de l'assurance peut être prononcée, lorsque le contrat n'a été consenti que sur les fausses déclarations de l'assuré. 279, 280.

La ratification des contestations sur les assurances appartient en siège de l'arbitrage dans le cas où elles ont été passées. 280. A moins que les parties ne soient reconvenues par le contrat de soumettre leurs contestations à des arbitres. *Ibid.* V. *Arbitr.* Différence entre le contrat d'assurance et le contrat de société par lequel les parties assurent par avoir leurs contestations à des arbitres. *Ibid.* V. *Société.*

V. *Arbitr.* *Charte-partie.* *Jtt.* *Louage de maître.* *Prêt à la grosse.*

ATTACHEMENT. L'attachement oblige les



créanciers absens et opposés, puisqu'ils n'ont pas été parties au contrat. 26 V. *Acquiesce entre époux. Contum. Lettre de change.*

**ATTACHEMENT.** Quod y a-t-il attachement ? vi, 201.

**AVANCE (OBSO. N°).** V. *Étranger. Pétition d'hérédité. Succession héréditaire.*

**ACQUÉREUR DE VALEUR.** V. *Acquéreur (Retr. lignag.). Commerce. Conditio indebiti. Coacquisition. Différance des Legs. Événement. Garantie. Promesse de cendre. Rapport.*

**AUTHENTICITÉ.** V. *Téte authentique.*

**AUTORISATION MARITALE.** Acte par lequel le mari habilite sa femme à faire tel contrat ou sa telle disposition vii, 302. *Femme mariée. Mari. Puissance maritale.*

**ACAL.** Cautionnement de celui qui s'oblige dans une lettre de change pour le tireur ou pour quelques endosseurs. ii, 245, 263. Se forme. *Ibid.* Ceux qui l'ont souscrit, quelque peu commença, sont justiciables de la juridiction consulaire. V. *Endossement. Lettre de change.*

**AVANCEMENT DE SUCCESSION.** V. *Donaire de la femme. Peuple de communauté. Rapport.*

**AVANTAGE ENTRE ÉPOUX.** La coutume de Paris défend une épouse de se faire l'un à l'autre, pendant le mariage, aucun avantage, ni direct, ni indirect. re, 297. Peu importe qu'il s'agisse de biens communs ou biens, ou séparés de biens, et même de corps. *Ibid.* La prohibition de la coutume s'applique-t-elle à un homme et une femme, dont le mariage serait nul. 297, 298. Un homme et une femme, qui vivent en concubinage, sont aussi incapables de se faire aucun don. 298. Mais s'ils contractent ensuite mariage, ils deviennent capables de s'en faire par leur contrat. 298. V. *Concubine.* La coutume défend aux conjoints de s'avantager par donations entre vifs. 299. Par-là elle entend non seulement les donations d'immeubles, mais encore celles de meubles, lorsqu'elles sont considérables. 299. Les sommes qu'un homme donne à sa femme, pour son entretien, ne sont pas considérées comme donation. 299. Les époux ne peuvent pas même se donner la jouissance d'une chose. *Ibid.* On ne regarde pas néanmoins comme donation défendue, le prêt qu'ils peuvent se faire par quelques-uns de leurs meubles. 299, 300, ni le paiement d'un emprunt d'argent due, payée avant l'échéance. 300. Mais la restitution anticipée des héritiers dotés de la femme, avant la dissolution, est une donation prohibée. *Ibid.* Il en est de même de la remise gratuite d'une dette, faite par l'un des conjoints à l'autre. *Ibid.* Au contraire, n'est pas telle la remise d'une partie du profit, faite par le conjoint, auquel reliée en censive ou en fief, un héritage

seuil par l'autre. 300. Ni l'avance, accordée par la femme, occasionnellement avec les autres créanciers au mari, tombé en faillite, dont tous les biens sont mobiliers. 300. Ni la remise, faite par la femme au mari, d'un droit d'hypothèque, qu'elle a sur un de ses héritages, en consentant à la ceste. *Ibid.* Est nulle, la donation d'une somme d'argent faite par la femme au mari, pour frais de pécuniés et d'offices. 301. De même que celle donnée pour la réputation de quelques deniers impropres. 301. Les donations entre époux ne sont pas caduques par le consentement des héritiers présumptifs insérés dans l'acte. 301.

La coutume défend aussi les donations testamentaires entre mari et femme. 301. Quod même le testament avant précédé le mariage. *Ibid.* Quand même le testateur déclarerait qu'il est débiteur de la somme qu'il a chargée ou héritière d'acquiescer. 302. Y a-t-il donation prohibée, lorsque le testament charge les héritiers de rendre un immeuble à l'autre conjoint pour le prix auquel il en a estimé ? 302. La legs d'une modique somme, fait par un conjoint à son conjoint qu'il comme son exécuteur testamentaire, est valable. 303. Il en est de même d'une rente viagère alimentaire. *Ibid.*

Lorsque la donation est d'un héritage, et qu'elle a été exécutée par la tradition. 302. V. *Renonciation. Tradition.*

Il y a lieu aussi à une action personnelle contre le donataire. 302. La donataire lui-même peut exercer l'action de revendication des choses qu'il a données, contre le conjoint donataire. 303. Son légataire universel peut aussi l'exercer. *Ibid.* Elle doit être donnée contre la possession des choses données. *Ibid.* Le donataire ou ses héritiers ne peuvent la repousser en opposant la prescription, quelque longue qu'elle soit. 303. Les tiers peuvent l'opposer, quand ils ont possédé pendant le temps requis pour la prescription par la loi du lieu où l'héritage est situé. 304. V. *Prescription. Possession.* Sur la demande en revendication, l'héritage doit être restitué en l'état où il se trouve. 304. A la charge de rembourser au possesseur les impenses qui l'ont rendu plus précieux. *Ibid.* Si l'héritage au contraire est dégradé, le donataire et ses héritiers, contre lesquels la demande est faite, sont tenus des dommages-intérêts. *Ibid.* Le tiers-acquéreur, possesseur du bien fait, n'en est pas tenu, à moins qu'il n'en ait profité. 304. V. *Dégrèvement.* Le donataire ou ses héritiers, peuvent conclure contre le donataire ou ses héritiers, à la restitution des fruits par eux perçus. 305. V. *Fruits.* On ne peut, dans tous les cas, leur demander le rapport des fruits

que de vingt-neuf années qui ont précédé la demande, et ceux perçus depuis 305. On ne peut demander au tiers-acquéreur de bonne foi, que la restitution des fruits perçus depuis la demande *Ibid.* Sauf le recours pour les jouissances contre le donataire ou ses héritiers. *Ibid.*

Le donateur et ses héritiers n'ont besoin d'exercer l'action personnelle, contre le donataire, que lorsqu'il ne possède plus l'héritage donné, et qu'ils n'ont plus l'action de revendication contre les tiers. 305. Cette action personnelle est soumise à la prescription de trente ans. 306. Elle ne court pas pendant la vie du donateur. *Ibid.* V. *Action personnelle.* Il y a encore lieu à l'action hypothécaire, contre les détenteurs de l'immeuble donné de la part des créanciers du donateur. *Ibid.*

Lorsque la donation consiste en meubles, le donateur peut les revendiquer, lorsqu'ils se trouvent encore en nature, ou la possession du donataire ou de ses héritiers. 306. Il peut aussi les revendiquer sur des tiers, à moins qu'ils ne les aient achetés de justice ou au tour. *Ibid.*, ou qu'il n'y ait prescription dans le temps de leur possession. *Ibid.* Quel est le temps de cette prescription des meubles? *Ibid.* Lorsque les meubles, donnés par le mari à sa femme, ont péri, la perte est pour le mari. 306. Si le donataire ou a disposé, le donateur a, contre lui, une action personnelle pour se faire rembourser leur valeur. *Ibid.* Le donataire n'est tenu, sans tous les cas, de la restitution que jusqu'à concurrence de ce qu'il en a profité. 307.

Si la chose donnée est incorporelle, la quasi-tradition n'en transfère pas la propriété au donataire. 307. Néanmoins le débiteur, qui, sans l'acquisition du transfert, fait pas le donataire, a payé, est seulement libéré. 307. Le donateur peut seulement revendiquer la chose sur le donataire. 308. V. *Choses. Transparence.*

Si la donation consiste dans le remis d'une créance, elle est regardée comme un-aveu. 308. V. *Remis de la dette.* Si elle consiste dans une simple promesse, elle ne produit aucune obligation. 308. Néanmoins, si les héritiers du donateur ont payé, après sa mort, à l'autre conjoint, ce que le défunt lui avait promis, le paiement est valable. *Ibid.* Les donations testamentaires ne donnent au conjoint légataire aucune action pour en demander la délivrance. *Ibid.*

V. *Avantage indirect. Communauté légale. Convention matrimoniale. Donations entre-vifs. Donation entre mari et femme. Séparation de biens. Secondes noces.*

AVANTAGE INDIRECT ENTRE ÉPOUX. Contrats qui interviennent entre conjoints, qui renferment, ou sont suspects de renfermer quelque avantage que l'un a fait à l'autre. xv, 309. Distinction du droit remis entre les contrats simulés et ceux non simulés. *Ibid.* Principes des coutumes. 309, 310.

Faits qui renferment des avantages indirects entre mari et femme. 310. L'acte par lequel le mari reconnaît avoir reçu de sa femme plus qu'il n'a effectivement reçu, est un de ces faits. *Ibid.* Il en est de même si le mari diminue l'état de son propre mobilier. 310. Les héritiers du mari sont reçus à le prouver, tant de ce que la femme a dit de moi, que de ce que l'homme a dit de plus qu'il n'est porté par les états respectifs. 310. Il en est de même des héritiers de la femme, lorsqu'elle a diminué l'état du mobilier dont elle a le repris, ou soustrait les états publiés que le mari a faits de sien. *Ibid.* La suppression des pièces justificatives et enseignements des reprises auxquelles a droit l'un des conjoints, faite par l'autre conjoint, est une espèce d'avantage indirect. 311. V. *Appert. Reprise de l'appert.* Il en est de même de la fraude ou omission du prix portée par le contrat de vente d'un héritage propre de l'un des conjoints. 311. Et des billets de principaux de rejets existants sans rien prêter au mariage, et propres de l'un des époux, renouvelés pendant le mariage pour les rendre conquêtes. 311. L'extinction d'un droit de servitude existant au héritage de l'un des conjoints en faveur de l'autre, n'est pas considérée dans notre droit comme un avantage indirect. 311. Y a-t-il un avantage indirect, lorsque le mari renonce à une succession, à dessein que la femme, appelée à son défaut, le recueille, ou lorsqu'il répudie un legs qui lui est fait par ou pour de sa femme, qui n'est héritière, et chargée à cet égard de la prestation du legs? 311, 312. Quel, dans le cas où j'ai engagé un ami, qui oubliait de faire un legs, à le faire plutôt à ma femme? 312. Y a-t-il un avantage indirect, lorsque je passe intégralement à ma femme un legs, fait par un testateur dont j'étais l'unique héritier, qui n'entre considérablement les quatre quintes des propres que je puis recueillir? *Ibid.* Il n'y en a pas, lorsque j'ai choisi un legs qui m'a été fait par ou de mes parents collatéraux, dont j'étais héritier pour partie, préférablement à la part qui m'était dévolue dans la succession. 313.

Il y a avantage indirect, lorsque l'un des conjoints, en commettant l'autre son exécuteur testamentaire, le décharge de rendre compte. xv, 313. V. *Exécuteur testamentaire.* Il en est de même de la remise d'une certaine somme en-

tre les mains du survivant, ordonné par le testateur, pour être employé selon les intentions qu'il lui a fait connaître. *Ibid.*

Les conjoints ne peuvent pas plus se donner par personne interposée que directement. 313. La femme, qui a reçu par le causal d'un tiers, est obligée à la restitution. 313. A défaut par elle de faire cette restitution, le personne interposée en est tenue. 314. Elle en est tenue d'une plus forte raison, lorsqu'elle a gardé la chose qu'elle était chargée de remettre. 314. Si elle s'était chargée de remettre qu'une partie de la chose donnée, la donation n'est nulle que pour cette partie. *Ibid.* S'il s'agit d'un legs fait à un tiers, à la charge de remettre non comme à la femme, ce tiers peut demander la délivrance du legs, et remettre la somme aux héritiers du mari. *Ibid.* Ces cas ont lieu, à qui le mari fait un legs, sans consentement de la femme, et sans lui donner connaissance de ses intentions, et des soupçons probables que le testateur a eus. 315. Tout ce que nous avons dit des legs faits par le mari à un tiers, pour les faire passer à la femme, s'applique à ceux que celle-ci ferait de même, pour les faire passer au mari. *Ibid.* La femme peut faire passer à son mari, par le moyen d'une personne étrangère, le montant de ce qu'elle lui doit. 315. Le mari peut aussi le faire à l'égard de sa femme, pour des causes dont celle-ci ne peut avoir aucune preuve. 316. Lorsqu'il a dissipé les biens de la communauté, il n'est pour cela tenu à aucune restitution. *Ibid.* Coutumes qui regardent comme faites à personnes interposées, les donations faites par un conjoint à des personnes dont l'autre conjoint est héritier présomptif. 316. Hors de ces coutumes, les donations faites aux collatéraux de l'un des conjoints par l'autre, sont valables. *Ibid.* Celles faites au père ou à la mère de l'un des conjoints, ou à quelque autre de ses ascendans, sont-elles valables? 316, 317. Si l'ascendant était chargé de substitution ou autre onéreux, la donation est valable. 317. Le coutume de Paris défend aux conjoints de donner aux enfans l'un de l'autre d'un précédent mariage, en cas qu'ils, ou l'un d'eux, aient des enfans. 317. Dans les autres coutumes où la même restriction n'est pas portée, ces donations sont nulles, soit que les conjoints aient, ou non, des enfans. 317, 318. Dans celles où il n'est pas parlé des donations faites aux enfans d'un pré-

cédent mariage, ces donations sont-elles valables? 318. La défense faite à l'un des conjoints de donner aux enfans de l'autre d'un précédent mariage, comprend-elle les donations mutuelles comme les simples? 318. Les donations réciproques y sont-elles comprises? 319. Cette défense, à l'égard des enfans de l'un des conjoints d'un précédent mariage, cesse à la mort de ce conjoint. *Ibid.*

V. *Arantogr entre époux. Communauté égale. Constitution du rente. Donations entre mari et femme. Préciput conventionnel. Rapport. Remploi. Secondes noces.*

AR ARTECH SOUDREUX AUX ESPAYS. V. *Rapport.*

AVANT FAIRE DROIT. V. *Jugement.*

AR ARTE. Pertes et dommages soufferts pendant le cours d'une évigation. 112, 201. Avaries grasses ou communes et avaries simples. 201. Les avaries communes seules donnent lieu à la contribution. *Ibid.* Le jet est une des principales espèces d'avarie. 201. V. *Jet.* Les choses données par composition aux pirates pour le rachat du navire et des marchandises, sont une avarie commune qui donne lieu à la contribution. 209. Il n'en est pas de même de ce qu'un corsaire a pris par force. 209, 210. Différence entre la contribution pour le rachat et la contribution pour jet. 210. Les cables ou mâts rompus ou coupés, les ancres abandonnées pour le salut commun, sont une avarie commune. 211. Si le port est défilé par fortune de mer, ce n'est qu'une avarie simple. *Ibid.* Le placement et le nourricier du matelot ou du passager blessé dans un combat pour la défense du navire, sont avarie commune. *Ibid.* En est-il de même de ce qui est payé aux héritiers du matelot après sa mort? 212. Est aussi avarie commune le dommage souffert par le rairesse dans un combat. *Ibid.* Les frais de débarquement pour entrer dans un hâvre ou dans une rivière, ou pour mettre à flot un vaisseau, le sont aussi. *Ibid.* Distinctions et explications sur ce cas. 212, 213. Les fustages, tonnages et pilotages sont avaries simples, qui se paient au tiers par le navire, et les deux autres tiers par les marchandises. 213. Ils ne sont avaries que dans le cas où ils ont lieu par suite de tempête ou de chasse. *Ibid.* Il en est de même des droits de congé, rive, rapport, halage et encrage. 213, 214. L'échouement volontaire, pour éviter une perte, est avarie commune. 214. Le seul aussi les frais de séjour dans un port ou sous une mitraille pour éviter l'ennemi. *Ibid.* L'arrêt de prince ne l'est pas, si le navire n'est lésé ou tenu. *Ibid.* Tous les dommages soufferts par le vaisseau ou par les marchandises, même par la

fruits du maître ou de ses gens, mais non pour le salin commun, seul avries simples, et ne donnant pas lieu à la contribution. *Ibid.* Le dommage causé par l'abordage est apporté moitié par chacun des deux vaisseaux qui se sont heurtés. *Ibid.* Le maître ou les marchandises n'en sont pas tenus. 215. Si l'abordage a eu lieu par la faute du maître, il est tenu du dommage causé. *Ibid.* V. *Charte-partie*. *Jrt. Louage de matelots. Prêts à la grosse. Prejudice.*

AR 2246. Arts postérieurs on procureur comme le procureur de la partie adverse de se trouver tel jour à l'audience, pour y plaider la cause d'un des parties. *vs*, 23. Quand doit-on donner assigner? 24.

AVEU. V. *Confession*.

AVIS DE PARENT. V. *Mariage*.

AVOCAT. La demande des parties contre lui, pour la restitution des pièces, ne prescrit par cinq ans, du jour du jugement définitif, et par

dir ans, lorsque le procès n'est pas terminé. *r*, 224. V. *Prescriptions particulières*. Le mandat qui intervient entre l'avocat et son client est un contrat de mandat essentiellement gratuit. *vs*, 225. L'avocat reçoit un honoraire et non un salaire. *Ibid.* V. *Honoraires*. A Paris, les avocats se sont maintenus dans l'usage de ne mettre ni bas de leurs écritures aucune mention des sommes qu'ils ont reçues. *vs*, 187. Cependant l'article 10 du titre 31 de l'ordonnance de 1667 le leur enjoignait. *Ibid.* Les étrangers ne peuvent prêter ni avement d'avocat en France. *v*, 163. V. *Etranger*. L'avocat n'est pas tenu de déposer comme témoin de la confiance de l'accusé qui l'a consulté. *vs*, 209. V. *Conseil des accusés. Donations entre vifs*.

AYANT-CAUSE. Successeur à titre singulier. *s*, 259. Tout ce qui a été fait avec son auteur par rapport à la chose qu'il tenait de lui, est censé fait avec lui. *Ibid.* V. *Chose jugée. Contrat*.

## B

BAIL. On appelle ainsi le contrat de louer des maisons et des fonds de terr. *vs*, 293. Sur les obligations et les droits qui en naissent. V. *Louage des choses*.

Durée des baux faits sans écrit. *vs*, 299. A l'égard des baux des biens de campagne, ils sont présumés faits pour tout le temps nécessaire à la récolte des fruits. *Ibid.* A l'égard des maisons de ville, ou soit l'usage des lieux. 299. A Paris, il y a quatre termes, d'où commencent, et anachroniquement les baux. *Ibid.* Lorsqu'il n'y a pas contrat écrit, ils durent toujours jusqu'à l'un de ces termes. *Ibid.* Il faut donner congé pour les faire cesser. V. *Congé*. *Ibid.* A Orléans, il n'existe que deux termes. 299. Les baux des chambres garnies se font au jour, à la semaine ou mois ou à l'année, selon la coutume. 299. V. *Congé*.

Qui peut passer des baux? 302 *et suiv.* V. *Louage des choses*.

L'acquéreur ou le légataire ne sont pas tenus d'entretenir le bail, sans l'action de condiction en dommages-intérêts contre le locataire ou ses héritiers. *Ibid.* Il en est de même d'un usufruitier de l'héritage. *Ibid.* Le preneur d'un bail à rente d'un héritage déjà loué, peut-il expulser le locataire, ou fermier? 355. L'hypothèque du conducteur par bail authentique, sur l'héritage loué, n'empêche pas l'acquéreur de cet héritage de l'expulser. 356. Il n'y a pas lieu à l'exception de greigneur. *Ibid.* Le successeur à titre singulier du locataire est obligé d'entrete-

nir le bail, lorsqu'il a acquis à cette charge. 356. L'arbitre n'est tenu à rien vis-à-vis le conducteur, lorsqu'il s'est seulement obligé par l'acte de vente à dédommager le vendeur de ses dommages-intérêts envers le preneur s'il était expulsé. 356. Quand, si le vendeur cède à l'acquéreur les droits des baux? *Ibid.* Celui qui a acquis du bail, est tenu d'entretenir les baux. *Ibid.* Il en est de même de l'acquéreur sous faculté de rachat dans un temps limité. 356. Le donataire entre vifs et la donataire, doivent entretenir les baux faits par le donateur, ou par le mari. 357. Le successeur à titre singulier, doit au moins laisser jouir le conducteur pendant l'année convenue et ne pas l'expulser au sur-terme. 357. De son côté, le conducteur n'est pas tenu d'entretenir le bail vis-à-vis du successeur à titre singulier. 357. Il ne est tenu, dans les cas où le successeur en est lui-même tenu vis-à-vis de lui. 358. Le successeur à titre singulier, qui n'en est pas tenu par le bail, peut, par la suite, s'y obliger par une convention avec le conducteur. *Ibid.* Dans ce cas, a-t-il les droits d'hypothèque de son vendeur sur les biens du fermier, résiliés de ce bail? 358. Le substitué n'est pas tenu d'entretenir le bail fait par le grevé. *Ibid.* Il ne est de même du successeur à un bénéfice. *Ibid.* Le seigneur, qui n'est ni féodal ni seigneur de son vassal, est tenu d'entretenir le bail fait par ce dernier. 358, 359. V. *Seigneur féodal*. Le commissaire à la saisie exécute ordinairement les baux des

biens saisis, lorsqu'ils ont été faits de bonnes foi. 359. La femme est tenue d'entretenir les baux de ses héritages propres faits par son mari. *Ibid.* Celui qui rentre dans ses biens, dont il avait fait l'abandon à ses créanciers, doit entretenir les baux faits par le séquestre. *Ibid.*

**Résolutions des baux qui se font de plein droit, ou qui doivent être demandées.** 359. Le bail à ferme ou à loyer se résout de plein droit par l'expiration du temps pour lequel il est fait. *Ibid.* V. *Reconductura*. Cas auxquels le bail se résout de plein droit avant l'expiration du temps pour lequel il a été fait. 360. Lorsque le rhos, qui a été loué, n'est plus en état de servir, qu'il a été loué, n'est plus en état de servir. *Ibid.* Lorsque le conducteur a surréndu au locataire, soit pour la propriété, soit pour l'usufruit du rhos loué. *Ibid.* Le fermier, légataire du locataire, peut-il prétendre contre son héritier la restitution des impenses qu'il a faites pour faire venir les fruits de la dernière année? 360. Le bail se résout de plein droit avant l'expiration du temps, par la résolution du droit du locataire, qui n'était que temporaire, revendu sans son fait. 360. Si la résolution du bail est arrivée par son fait, il n'est pas libéré. 360, 361. Ses héritiers sont tenus de faire venir le conducteur; sinon, il se a des dommages-intérêts. 361. Application de ces principes à l'usufruitier, au bénéficiaire, et au gérant de substitution. *Ibid.* Le bail n'est pas résolu par le meurtre de l'une des parties. 361. Si ce n'est lorsqu'il a été fait sans détermination de temps. *Ibid.* Causes pour lesquelles la résolution d'un bail peut être demandée. 362. Elle peut être demandée par le locataire, lorsque le locataire n'a pas donné la maison une quantité suffisante de meubles pour répondre des loyers. 362, 363. Lorsque la maison louée est en ruine, et qu'il n'est pas indispensable de la réédifier. 362, 363. Lorsque le locataire peut-il offrir de sortir de la maison, à la charge d'y rentrer quand elle aura été reconstruite? 362, 363. Lorsque le locataire ne peut pas de la maison comme il doit en jouir. 362, 363. Lorsque, dans ces cas, le locataire peut être expulsé, malgré toute clause contraire. *Ibid.* Il ne peut demander sur un dédommagement. 362, 363. Le locataire peut de son côté demander la résolution du bail, lorsque la maison est devenue inhabitable. *Ibid.* Clause par laquelle l'une des parties peut, au bail d'un certain temps, résoude le bail au profit de l'autre. 363. Dans quel temps est nécessairement doit être fait. 363. Il se fait nécessairement ou par un bénéficiaire. *Ibid.* Celui qui a été averti, ne peut plus renvoyer, malgré l'autre partie, changer de volonté. *Ibid.* Cette clause

peut être faite dans l'intérêt d'une seule des parties. *Ibid.* Le propriétaire locataire a le droit de résoudre le bail qu'il a fait de sa maison, lorsqu'il rent l'occuper lui-même. 363, 364. 364. 365. Il suffit qu'il affirme qu'il a donné congé dans cette loi. 364. 365. 366. Le propriétaire peut user, dans le bail; le locataire ne peut l'exercer vis-à-vis de ses sous-locataires. 364. 365. 366. Un usufruitier peut-il en user? 364. 365. Le titulaire d'un bénéfice le peut pour une maison dépendante de son bénéfice; un mari pour une maison propre à sa femme. *Ibid.* Le propriétaire, dans ce cas, ne peut donner congé que pour le prochain terme, et dans un temps suffisant pour que le locataire puisse trouver à se pourvoir d'une autre maison. 364. 365. 366. On doit arriver, à cet égard, l'usage des lieux. 365. 366. Dédommagement auquel le propriétaire est obligé envers le locataire qu'il renvoie. 365. 366. 367. Le propriétaire peut renouer valablement, par le bail, à exercer ce droit, si, 365. 366. 367. Son mandataire, afin de louer sa maison, ou peut y renouer pour lui, sans en penser expressément. *Ibid.* Le propriétaire n'est pas censé y renoncer, en affectant spécialement sa maison à l'exécution du bail. *Ibid.* Ce droit du propriétaire, n'a lieu qu'à l'égard des maisons propres à être habitées, et non à l'égard des mémoires. 365, 366. 367.

**Baux des biens de la femme faits par le mari : quand la fraude s'y présume.** 367, 368. V. *Paissance maritale*.

**V. Garde-Noble. Louage des rhoses. Paissance paternelle. Retrait lignager.**

**BAIL à usage.** Contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble aliène, sous la réserve de la seigneurie directe, et d'une redevance annuelle en argent ou en fruits, en reconnaissance de l'usage de ladite seigneurie. 367, 368. Nature et essence du bail. *Ibid.* Qui peut donner à usage, et quels immeubles? 367, 368. En quoi il diffère du bail à route foncière. *Ibid.* V. *Arson de route foncière. Bail à route. Cent.*

**BAIL à ferme.** V. *Bail. Louage des rhoses*.

**BAIL à terre.** V. *Bail. Louage des rhoses*.

**BAIL à long terme.** Quand un bail est-il à long terme? 367, 368. Les baux faits antérieurement à l'année 1790 sont considérés comme à long terme. 367, 368. V. *Louage des rhoses. Retrait lignager. Reconductura*.

**BAIL à rente.** Contrat par lequel l'une des parties cède à l'autre un héritage ou un droit immobilier, moyennant une rente annuelle en argent ou en fruits. 367, 368. Il ressemble aux traités de vente et de louage. 367. Trois choses constituent également l'essence de ces traités,

*Ibid.* Il est, comme eux, du droit des gens, synallagmatique et commutatif. *Ibid.* Il ressemble partiellement au louage par la rente que le preneur est obligé de payer. 128. Néanmoins cette rente est différente des deux autres. 128. Par le louage, le locataire ou fermier n'est tenu que personnellement. *Ibid.* Par le bail à rente, la rente est imposée sur le fonds. *Ibid.* De là, le nom de *rente foncière*. 128. Le bail à rente ressemble encore à la vente, par l'obligation de garantie qui est commune au bailleur et au vendeur. *Ibid.* Il en diffère parce que le bailleur ne transfère pas tout le droit qu'il a dans la chose. *Ibid.* Il diffère encore de la rente et du louage, en ce qu'il n'est pas comme eux un contrat consensuel. *Ibid.* Il n'est parfait que par la tradition réelle ou en main fictive. 128. V. *Louage des choses. V. ante.*

*Terribusque conditor et as subsistence*, 11, 129. Il faut une chose, baillée à rente. *Ibid.* Les héritages et les droits incorporels peuvent être baillés à rente. *Ibid.* Néanmoins il n'y a que les immeubles à pouvoir l'être. 129. Ceux des mineurs, interdits, etc., ne peuvent l'être qu'en vertu du décret du juge. 129. Comment le bail à rente de l'héritage d'autrui est valable. 129. V. *Chose d'autrui*. Le contrat, par lequel quelqu'un prend à rente son propre héritage, est nul. 134. Il est valable s'il était réversible au bailleur après un certain temps. *Ibid.*

Il faut une rente que le bailleur se retire dans l'héritage. *Ibid.* V. *Rente foncière*. Il faut que la partie aient donné et reçu consentement sur la chose baillée et sur la rente. 134. V. *Consentement*. A quoi s'oblige le bailleur et le preneur par le bail à rente. 135. V. *Bailleur, Preneur*.

Choses dont le contrat est susceptible. 137. Les mêmes que celles du contrat de vente concernant la contenance et la qualité de l'héritage. *Ibid.* Il y en a d'autres qui lui sont particulières. *Ibid.*

Clauses en faveur du bailleur. 138. On peut stipuler des deniers d'entrée. *Ibid.* Le contrat sera est célébré de vente. 138. Le preneur peut s'obliger à fournir et faire valoir la rente. 138. V. *Clauses de fourniture faire valoir*. L'effet de cette clause est qu'il est tenu personnellement de la rente, comme après avoir crû d'être preneur sur de l'héritage. 11, 138. Mais il peut disputer les possesseurs. *Ibid.* Son héritier en est tenu comme lui, si il perpétué. *Ibid.* Clause par laquelle il s'oblige à payer la rente à toujours et à perpétuité. 11, 138. Elle est équivalente à celle de fournir et faire valoir. *Ibid.* L'obligation personnelle que contracte le preneur par l'une et par l'autre, n'est que subsidiaire à

l'obligation réelle. 139. Il peut encore s'obliger à améliorer l'héritage, de manière qu'il reste toujours la rente et plus. 11, 139. Cette obligation s'éteint par la destruction totale de l'héritage. *Ibid.* Cas où la clause porte l'obligation de faire certains améliorations déterminées. 11, 139. Le bailleur a une action personnelle contre le preneur pour l'y obliger. *Ibid.* Il peut, à défaut d'exécution, rentrer dans l'héritage. *Ibid.* L'amélioration doit être faite dans le temps prescrit par le contrat. *Ibid.*, sinon dans celui limité par la loi. *Ibid.* Le premier est toujours à temps de la faire, même sur l'appel. 11, 139. Il ne peut s'en dispenser en offrant d'autres sûretés au bailleur. 139. L'arbitre, qu'on le bailleur, peut être demandé contre le preneur, les baux, et les tiers détenteurs. *Ibid.* Ces derniers sont obligés d'exécuter l'obligation avant de désemparer. 140. Cette obligation s'éteint par l'induction, et par la destruction totale de l'héritage. 140. Elle s'étant encore par le rachat de la rente. 140. Clause par laquelle le preneur s'oblige à payer les arrérages sans aucune diminution. *Ibid.*

Clauses en faveur du preneur. 140. On peut stipuler que la rente sera rachetable par le preneur. *Ibid.* L'expression de la somme pour laquelle elle le sera, n'est pas nécessaire. *Ibid.* Le tiers-acquéreur de la rente est obligé de souffrir le rachat. 141. Le droit de rachat passe à ceux des héritiers du preneur auxquels l'héritage est échu en partage en tout ou en partie. 141. Même aux autres, lorsqu'il y a eu une clause de fournir et faire valoir. 141, ou lorsqu'ils sont garants de la rente envers leur cohéritier. *Ibid.* Le droit de rachat passe aux tiers-acquéreurs de l'héritage. 141. La faculté de racheter la rente se prescrit par trente ans entre égaux et non privilégiés. 142. V. *Prescription trentenaire*. La prescription n'est pas interrompue par un acte reconnaissant de la rente, et de la faculté de rachat, passé par un héritier du preneur en créancier. 142. Cette prescription ne court pas contre les mineurs. 142. Elle est de quarante ans contre les corps ou l'église. 142. L'annulation de rente rachetable dans un acte reconnaissant, ne prouve pas le temps de la prescription. 142, 143. Ce qu'il y a de commun pour le rachat entre les rentes fourrières perpétuelles et les rentes constituées. 143. V. *Rentes constituées*. En quoi elle diffère. 143. Le rachat des rentes constituées est imprescriptible, tandis que celui des rentes fourrières est sujet à la prescription ordinaire. *Ibid.* Les parties ne peuvent stipuler que la rente fourrière sera rachetable à toujours. 143. Différence des pactes sur le rachat des rentes constituées, et

sur celui des rentes féodales. *Ibid.* On peut opposer à celui de ces dernières telles conditions ou restrictions que bon semble. 143, 144. V. *Rachat des rentes constituées*. On peut stipuler sur ces que le bailleur se charge de la fin et des décrets seigneuriaux. 144. Dans ce cas, la rente est seigneuriale. *Ibid.* Cette clause est appelée *Jeu de fief*. *Ibid.* Le bail à rente secheable sans récitation de foi, est équipollent à vente, et donne lieu au retrait féodal. *vs.* 419.

V. *Déguerpissement*. *Jeu de fief*. *Remploi*. *Rentes seigneuriales*. *Récision du bail à rente*.

**BAIL JUDICIAIRE**. Bail par lequel la jouissance d'une chose est adjugée par le juge à titre de ferme ou de loyer pour un certain temps, ou plus offrant et d'autre embaillieur. *vs.* 372, *vi*, 121. Baux judiciaires des biens du fief, des corps et communautés, des seigneurs. *Ibid.* Ils ont lieu surtout pour les biens sans réellement. *Ibid.* En principe, il y a lieu au bail judiciaire, et le commissaire doit y faire procéder, soit que la chose soit déjà louée, ou non. *vs.* 372, *vi*, 121, *vs.* 516. Cependant le locataire ou le fermier peut obtenir la conversion du bail conventionnel en bail judiciaire *vs.* 372, *vi*, 121, *vs.* 516. Il faut, pour y être admis, que le bail conventionnel ait été à prix d'argent, sans fraude, à juste prix, et que le locataire ou fermier soit contraignable par corps. *vs.* 121, *vi*, 516. La contrainte ne peut avoir lieu après l'adjudication du bail judiciaire *vi*, 121. Lorsqu'elle n'a pas lieu, la location ou location a droit à des dommages-intérêts contre le saisi, pour la réalisation du bail. 121. Les saisissants ou les opposants peuvent-ils demander la conversion du bail locataire ou fermier qui ne la demande pas. *vi*, 122, *vs.* 516. Le commissaire doit assigner le saisissant, le saisi, et le procureur le plus ancien des opposants, six semaines après l'enregistrement de la saisie, pour venir procéder à l'adjudication du bail judiciaire. *vs.* 122. Passé ce délai à suivre pour y arriver. *Ibid.* L'adjudication ne se fait qu'à la dernière remise. 122. Les procureurs sont seuls admis à enchérir au nom des personnes qui leur en ont donné la pouvoir. *vi*, 123, *vs.* 516. Les juges, avocats, procureurs, huissiers, et sollicitateurs, ne peuvent être fermiers judiciaires. *Ibid.* Peines prononcées contre eux. *Ibid.* La partie saisie ne peut l'être, si ce n'est lorsque de la personne qui l'est, à peine de 3000 francs d'amende contre le décal. *Ibid.* Toute personne non contraignable par corps ne peut être fermier judiciaire. *vs.* 373, *vi*, 123, *vi*, 517. V. *Contrainte par corps*. L'adjudication du bail doit donner caution. *vs.* 373. *vs.*

123 *vi*, 517. V. *Caution*. Surenchère du tiers toujours permise pour l'année suivante. *vi*, 124. *vs.* 517. Mais si le tiers fermier judiciaire doit faire procéder à la saisie et aux poursuites des réparations. *vs.* 124. *vi*, 517. Jouissance du fermier judiciaire. *vs.* 124. Le bail judiciaire Bail, soit par l'expiration du temps pour lequel il a été fait, soit par l'adjudication de l'objet saisi, ou la main-lève de la saisie. *vs.* 373, *vi*, 123, *vs.* 517. Il est résolu pour partie, lorsqu'il est fait distraction d'une partie des biens saisis. *vs.* 373. La mort du commissaire aux saisies ne résout pas le bail. 373. V. *Bail*. *Louage* des choses. *Saisie réelle*. *Stipulation*.

**BAILLAGE**. Celui qui donne une chose à loyer ou à ferme *vs.* 294. V. *Bail*. *Châtel*. *Louage* des choses.

**BAILLAGE (Bail à ferme)**. Il s'abîme envers le preneur à rendre à lui faire avoir l'héritage. *vs.* 134. Il est tenu des fruits et des charges réelles non déclarées par le bail. *Ibid.* Garantie est la même que celle du rachat. *Ibid.* V. *Eviction*. *Gazette*. Il est tenu des mêmes obligations de bonne foi que ce dernier. 135. V. *Action de rente féodale*. *Bail à rente*. *Preneur (bail à rente)*. *Rente féodale*. *Par deux*.

**BAILLAGE**. *vs.* 116. V. *Garde-Noëlle*.

**BANALITÉ**. Droit qu'un seigneur de contraindre les gens demeurant dans sa seigneurie, à faire moudre leurs grains à son moulin, et cuire leurs pâtes à son four. *vs.* 103. *Émancipation*. 103. En quoi consiste le droit de banalité. *Ibid.* A qui il peut appartenir. 103. La banalité du four et du moulin ne peut s'exercer que sur les personnes de la seigneurie. 104. La banalité du pressoir réel, et s'exerce sur toutes les rigues situées dans le territoire de la seigneurie. 104. La banalité ne s'exerce que sur les grains et farines qui se trouvent dans le territoire sujet à la banalité, et qui doivent y être consommés. 104. Comment s'exerce le droit de banalité et comment il se perd. 104. V. *Fief*. *Prescription centenaire*. *Statut réel*. *Statut personnel*.

**BANALITÉ**. Les juges royaux ont le droit de le prononcer, aussi bien que les cours souveraines. *vs.* 176. V. *Mort civile*.

**BANQUE**. Condition auxquelles on étranger peut être banquier en France. *vs.* 165. V. *Étranger*.

**BAN DE MARIAGE**. Dénonciation publique qui se fait en présence des églises paroissiales, de mariage de deux personnes, sans injonction à ceux qui auraient des empêchements audit mariage, de les révoquer. *vs.* 334. Amour de l'usage des baux. *Ibid.* Ils ont pour but d'éviter la clandestinité des mariages, et de faire connaître les empêchements qui peuvent y mettre obstacle,

**BAT.** Le défaut de bans n'annule le mariage, quoiqu'il est consacré de clandestinité. 334, 335. Le prêtre qui a célébré le mariage, sans s'être fait représenter la certifiât des proclamations de bans, est tenu des peines canoniques, et des dommages-intérêts des parties. 335. Les bans contiennent les noms, surnoms, qualités et demeures des parties, et de leurs pères et mères. *Ibid.* La publication s'en fait par le curé de la paroisse, ou un clerc, ou un prêtre par lui commis. *Ibid.* Dans l'église paroissiale de chacune des parties. *Ibid.* Quelle résidence est nécessaire pour être d'une paroisse ? *Ibid.* La publication peut-elle se faire dans les églises annexes ou succursales ? *Ibid.* Les bans sont publiés par trois ou quatre jours de fêtes, avec intervalle compétent. 335, 336. Le curé se doit les publier que du consentement des deux parties, et de celui des personnes qui leur est nécessaire pour se marier. 336. Les églises les circonscriptions peuvent accorder des dispenses de bans. *Ibid.* Ce ne peut être que pour quelque cause urgente et légitime. *Ibid.* Quelles sont ces causes. *Ibid.* Facilité avec laquelle on les obtient. 337. L'évêque ne peut permettre qu'elles soient faites par un prêtre étranger, ou ailleurs qu'en la paroisse des parties, sous peine d'appel comme d'abus. *Ibid.* V. *Appel comme d'abus*. Toute personne qui a le droit d'empêcher le mariage, peut former opposition aux bans. *Ibid.* Comment elle se fait contre les mains du curé, et quand il doit passer outre. *Ibid.* Procédure à suivre pour avoir main-levée de l'opposition. *Ibid.* Compétence du juge qu'on doit connaître des oppositions. 329. V. *Mariage*.

**BAPTÊME.** Devoir du curé relativement à la forme de l'eau qui doit être dressé du baptême, et aux personnes qui ont été omises pour être parolés ou marraines. *ib.*, 375.

**BAPTÊME DE PÈRE.** On appelle baptême de père toutes les espèces, tant de dol que de simple imprudence, d'effort de main et impéritie, tant du patron que des gens de l'équipage. *ib.*, 250. V. *Assurance*.

**BAPTÊME.** On appelle ainsi tous ceux qui ne sont pas nés d'un mariage contracté avant les lois du royaume. v, 179. Le bâtard peut devenir légitime par le mariage subseqent de ses père et mère, et par lettre du prince. *Ibid.* Il jouit de l'état civil, mais il n'a pas les droits du famille. *Ibid.* Il ne peut recevoir des père et mère qu'à titre particulier. *ib.*, 387, v, 180. Quoique légitime par lettres, il ne succède pas à la noblesse de ses père et mère. *Ibid.* Bâtards incestueux et adultères. *Ibid.* V. *Adulterium*, *Noblesse*. Le bâtard a droit à des aliments de la part de ses père et mère naturels, et il est

reciproquement obligé de leur en fournir, s'ils sont dans le besoin. *ib.*, 430.

V. *Aliments*. *Donation entre vifs*. *Grossesse*. *Mariage*. *Parasit*. *Succession irrégulière*. *Testament*.

**BATAILLON (DROIT DE).** V. *Pétition d'hérédité*.

**BÉNÉDICTIO SCPTIALIS.** V. *Communion*. *Mariage*. *Pauvreté*. *Religieuse*.

**BÉNÉFICE.** Les clercs ou prêtres en posséder en France. Y a-t-il mutation de bnf, par la mutation des titulaires de bénéfices, quoiqu'ils ne soient pas propriétaires de leurs bénéfices. *ib.*, 398. V. *Complaisance*. *Bénéficiaire*. *Être*. *Profil* de rachat.

**BÉNÉFICE DE CESSION.** Remise que la loi fait de la contrainte par corps, à un débiteur, qui fait cession et abandon de tous ses biens à ses créanciers. *ib.*, 163, v, 466. Son origine. *Ibid.* Les Français seuls et les naturalisés peuvent en jouir. v, 163, v, 164, *ib.*, 466. Il n'a pas lieu pour dettes qui précèdent de crimes, dol ou fraude. *ib.*, 164, *ib.*, 466. Application à différents cas. *Ibid.* Ni pour réparation civile en matière criminelle. *ib.*, 164. Il n'a pas lieu pour les sommes qui font le prix de marchandises achetées au marché public. *ib.*, ou pour les dettes de deniers royaux. 165. Autres cas dans lesquels il se peut avoir lieu sous le costume d'Orléans. *ib.*, 466. Le bénéfice de cession peut être obtenu par le débiteur, seul, ou avec, soit depuis qu'il a été constitué prisonnier par ses créanciers. *ib.*, 165, *ib.*, 466, 467. Procédure à suivre. *ib.*, 165. Le débiteur doit se présenter en personne. *Ibid.* Condition imposée au débiteur de porter un bonnet noir. 165. Elle est toujours prononcée, et n'est jamais révoquée. *Ibid.* La cession ne donne aux créanciers sur les biens du débiteur, que le droit de les vendre, pour se payer de leurs créances sur le prix. 166. Il en reste propriétaire, et peut y rentrer, en payant. 166. La cession ne débte pas le débiteur, et il est tenu de payer plus tard, si d'autres biens lui viennent. *Ibid.* Elle rend le débiteur incapable de certaines fonctions. *Ibid.*

Furon dans laquelle le bénéfice de cession doit être demandé. *ib.*, 467. V. *Lettres de répit*.

**BÉNÉFICE D'ACCÈS.** Bénéfice accordé aux héritiers de n'être point tenus, sur leurs propres biens, des dettes de la succession, et de ne point confondre les dettes qu'ils pourraient avoir contre elle, à la charge de faire un inventaire. *ib.*, 429, *ib.*, 373. L'héritier bénéficiaire est, comme l'héritier pur et simple, tenu de la succession du jour qu'elle a été ouverte. *Ibid.* En testateur peut-il défendre que son héritier ait recours au bénéfice d'inventaire ? 459, 460. Ou ne peut



jouir du bénéfice d'inventaire, sans avoir obtenu des lettres de la chancellerie du roi, qui l'accordent. *iv*, 460, *vi*, 374. Ces lettres ne sont pas nécessaires dans les pays de droit écrit. *Ibid.* Elles doivent être, dans les pays coutumiers, obtenus et entrevidés avant que l'héritier ait fait succomber d'héritier. *iv*, 460, *vii*, 373. Il suffit qu'elles le soient par un seul de plusieurs héritiers, sauf aux autres à les faire déclarer communs avec eux. *Ibid.* Dans tous les cas, l'héritier, pour jouir du bénéfice d'inventaire, doit faire inventaire des biens de la succession. *iv*, 460, 471, *vii*, 374. À défaut de meubles, il faut un procès-verbal constatant qu'il n'en est pas trouvé. *iv*, 461. En pays coutumier, il n'y a pas de temps marqué pour faire cet inventaire. *Ibid.* Il peut être fait avant ou après l'obituaire des lègues. *Ibid.* Il doit être fait devant notaire. *Ibid.* L'héritier qui a détourné quelques effets, est déchu du bénéfice d'inventaire. *Ibid.* Les créanciers sont payables à l'inventaire, s'ils se sont fait connaître. *Ibid.*

L'héritier bénéficiaire administre les biens de la succession, et doit en rendre compte aux créanciers. 461. De quelle faulx il est tenu. *Ibid.* V. *Fautx*. Il ne peut rendre les meubles qui publiquement et aux enchères. 461, 462. Il doit suivre pour la vente des meubles les solennités prescrites pour les décrets d'héritages. 463. Raisons qu'il court en ne le faisant pas. *Ibid.*

L'effet du bénéfice d'inventaire est de faire considérer l'héritier bénéficiaire plutôt comme un administrateur comptable, que comme un véritable héritier. *iv*, 462, *vii*, 374. Il n'est tenu de rien sur ses propres biens, si ce n'est de présenter au compte de son administration aux créanciers. *iv*, 462, *vii*, 374. Comment le compte que l'héritier fait aux créanciers doit être établi, et ce qui doit lui être alloué en dépenses? *iv*, 462, 463, *vii*, 374. Ce qu'il a payé aux créanciers les plus diligents est bien payé. *iv*, 463, *vii*, 374. Le créancier, qui ne trouve plus de quoi être payé, peut-il agir ou recourir contre les autres créanciers et légataires, pour les obliger à rapporter? *iv*, 374, 375. S'il y a des créanciers opposés au créancier, il ne peut payer avant d'avoir fait régler qui recourt. *iv*, 463. L'enfant, héritier bénéficiaire, avec ses frères et sœurs, est-il obligé de compter aux créanciers des sommes que son père lui a données entre vifs? 463. V. *Rapport*. Doit-il leur compter de la portion qu'il a dans le rapport des choses données en son cohéritier, et rapportées par ce dernier? 463.

Un second effet du bénéfice d'inventaire est

que les droits et actions que l'héritier aient contre le défunt, ne se confondent pas dans la succession. *iv*, 464, *vii*, 375. C'est pourquoi l'héritier bénéficiaire peut se faire payer de ses créances, sans renoncer à la succession. *iv*, 464, *vii*, 375.

Enfin, l'héritier bénéficiaire peut se décharger de la succession, en abandonnant les biens aux créanciers, et en rendant compte de son administration. *iv*, 464, 465, *vii*, 375. Ce n'est pas une véritable renonciation; l'héritier reste toujours héritier et propriétaire des biens jusqu'à la rente. *vii*, 375. L'héritier bénéficiaire, qui a renoncé, demeure-t-il sujet envers ses cohéritiers au rapport de ce qui lui a été donné par le défunt? *iv*, 465, *vii*, 375. Le bénéfice d'inventaire a lieu contre quelques créanciers que se soit. *iv*, 465, *vii*, 375. En pays coutumier, le parent, quoiqu'en degré plus éloigné, qui offre d'accepter purement et simplement, est préféré à celui qui, quoique plus proche en degré, n'accepte que sous bénéfice d'inventaire. *iv*, 465, 466, *vii*, 375, 407. Pourquoi? *Ibid.*

Il n'y a que les héritiers de la ligne collatérale, qui puissent être exclus de la succession par un héritier simple. *iv*, 466, 467, *vii*, 38, 376, 408. Le conjoint survivant n'a pas le droit d'ériger un parent bénéficiaire du défunt, ou d'être héritier pur et simple. *iv*, 467, *vii*, 408. S'il y a des propres dans la succession, il faut être parent de la famille à laquelle la succession de ses propres est affectée, pour être admis à exclure l'héritier bénéficiaire. *Ibid.* L'héritier testamentaire bénéficiaire, ne peut être exclus par un héritier ab intestat. *iv*, 467, *vii*, 408. Peut-il l'être par un héritier testamentaire pur et simple? *Ibid.* La mère peut-elle exclure ses frères, héritiers bénéficiaires, de la succession des fils? *Ibid.* Le parent du double peut-il être exclus par celui du simple lien? *iv*, 468, *vii*, 376. Le mineur, sous les tutelles de Paris et d'Orléans, ne peut exclure l'héritier bénéficiaire qui est en plus proche degré. *iv*, 468, *vii*, 376. Les rentes données au ou aux parents pour se porter héritiers simples, à l'effet d'exclure l'héritier bénéficiaire. *iv*, 468, *vii*, 376. L'héritier bénéficiaire peut, après la déclaration à lui-même de l'héritier simple, renoncer au bénéfice d'inventaire. *Ibid.* Il a quatre-vingt jours pour délibérer. *iv*, 468, 469, *vii*, 376. Sentence de déchéance qui doit être obtenue contre lui. *Ibid.*

L'héritier bénéficiaire, exclu par l'héritier simple, est censé n'avoir jamais été héritier. *iv*, 469, *vii*, 377. Ce qu'il a fait dans les bornes d'une simple administration, est valable. *iv*, 469.

res, 377. La vente des meubles n'est pas valable, lorsqu'elle n'a pas été faite publiquement et aux enchères. *Id.*, 469. Les immeubles vendus par décret, sont bien vendus. *Id.*, 470, *Id.*, 377. L'héritier simple peut revendiquer tout ce qui a été donné par l'héritier bénéficiaire. *Id.*, 470, *Id.*, 376. L'héritier bénéficiaire doit rendre compte à l'héritier simple de tout ce qui lui est parvenu en nom de la succession. *Id.*, 470, 471, *Id.*, 376. Doit-il compter des fruits et revenus ? *Id.*, V. *Fruits. Possession.*

V. *Acceptation et renonciation aux successions. Acceptation de la communauté. Confusion. Dettes de la communauté et des successions. Exception dilatoire. Réalisation. Succession.*

BELLE DOTAUX. V. *Dot. Puissance maritale.*

BELLE PASSEPOUSSEUX. V. *Puissance maritale.*

BILLET À ORDRE. Billet par lequel quelqu'un promet à un autre de payer quelque chose, à lui ou à son ordre. *Id.*, 287. Il se négocie de la même manière que les lettres de change. *Id.*, Différences qui existent entre le simple billet et le billet à ordre. 287, 288. Différences qui existent entre le billet de change et le billet à ordre. 288. Le porteur du billet à ordre, ne peut, à défaut de paiement, exercer son recours que dans les dix jours, si le billet est comé pour prêt d'argent ; et, dans les trois mois, s'il l'est pour marchandises. 288. Qui doit prouver si c'est en un marchand ou en un drucier que le valeur du billet a été fourni ? *Id.*, Le billet à ordre ne donne lieu à la contrainte par corps que contre les marchands et banquiers. V. *Billet de change. Contrainte par corps. Lettre de change. Prescription.*

BILLET AU PORTÉ. Se nature. *Id.*, 289. La connaissance ce appartient à la juridiction consulaire, et le porteur est soumis à la contrainte par corps. *Id.*, V. *Billet de change. Billet à ordre. Contrainte par corps. Lettre de change.*

BILLET DE CHANGE. Billet qui est fait en exécution du contrat de change, pour lettres de change fournies ou qui devront l'être. *Id.*, 286. Forme, à peine de nullité, des billets de change par lesquels quelqu'un s'oblige envers un autre à lui payer une certaine somme pour le prix des lettres de change qu'il lui a fournies. 285. Forme de ceux par lesquels quelqu'un s'oblige à fournir des lettres de change sur un tel lieu, pour la valeur que lui en a été fournie. 285. Troisième espèce, qui serait tout à la fois pour lettres de change fournies, et pour lettres de change à fournir. 285, 286. Les billets de change sont ordinairement faits payables à ordre, et alors

ils se négocient et s'endossent comme les lettres de change. 286. Cependant l'ordre n'est pas de leur essence. *Id.*, L'ordre en transfère la propriété de plein droit et sans signification. *Id.*, Actiens accordées au porteur du billet, comme au porteur de la lettre de change. *Id.*, Le porteur du billet, en cas de refus de paiement, n'est pas obligé de faire un acte de protesté ; une simple sommation, afin de constater le refus, suffit. 286. Il doit faire ses diligences dans les dix jours. 286, 287. Le billet de change rend justiciable de la juridiction consulaire, et soumet à la contrainte par corps. 287. Billets payables à domicile. *Id.*, V. *Billet à ordre. Lettre de change.*

BILLETS DE L'ACQ. DÉFRUDES, parce qu'ils favoriseraient la fraude. *Id.*, 289. V. *Billet au porteur.*

BILLET SANS ENDOSSEMENT ENVIÉ. Antérieur au mariage, fait au profit du mari concubine. Il en profite ou en acquiesce ? *Id.*, 170.

BLANC-ESSOC. V. *Billet en blanc.*

BLÉ. La vente des blés en vert est défradée, s, 335, à moins que le prix ne soit payable qu'à la tradition. 336. V. *Acquiescement. Vente.*

BOM. V. *Retrait lignager.*

BOIS TAILLÉS. *Id.*, 50.

BONNE FOI. Le paiement fait de bonne foi ou créancier apparent, est valable. s, 157. V. *Paiement.* Il en est de même du paiement fait à l'héritier apparent. 157. V. *Héritier apparent. Bonne foi du vendeur.* s, 320, 334. *Érection. Garantie.* Bonne foi requise dans le possesseur pour pouvoir prescrire. s, 363, v, 366, et suite. Elle consiste dans la juste opinion, qu'a le possesseur, qu'il a acquis le domaine de la chose qu'il possède. *Id.*, V. *Possession. Prescription de dix et vingt ans.* La bonne foi donne à un mariage nul les effets civils. *Id.*, 343. V. *Empêchement de mariage.*

V. *Assurance. Dot. Louage des choses. Ténement de champ avec Vente de droits litigieux.*

BONDESAC D'ESPICES. Ses effets. s, 228.

BONNE FOI. Action du bonhomme qu'un voisin a contre son voisin, pour faire borner leurs héritages. *Id.*, 457, *Id.*, 252, 256. Elle est personnelle et réelle. *Id.*, Tout possesseur d'un héritage est rapable pour entretenir cette action, et ne peut être forcé de justifier de son droit de propriété. *Id.*, 457. Elle s'entretient de même contre le possesseur. 1661. Son objet est de déterminer où l'un des héritiers finit et l'autre commence, et d'y planter une borne, 458 ; cette opération se fait par des arpenteurs, et non par des titulaires. *Id.*, Le bornage se fait à frais communs. 458. Dans les villes, le voisin peut non seulement



tre l'acte la causalité du mariage, et pour cela la voie ordinaire et la voie extraordinaire. 448. Par la voie ordinaire, elle assigne devant l'officier pour son prononcé la nullité du mariage. *Ibid.* V. *Officiel*. S'il régit du fait, et non du bon, les juges séculiers sont seuls compétents. 448. La voie extraordinaire est l'appel comme d'abus. *Ibid.* V. *Appel* comme d'abus. C'est par cette voie que les père et mère doivent agir, ainsi que les parents collatéraux. 448, 449. L'acquiescement de la partie assignée ne suffit point aux juges pour prononcer la nullité du mariage. 449. Il faut que les empêchemens soient prouvés. 449. Espèces d'empêchemens dont on n'admet que la preuve littérale. *Ibid.* Comment se fait la preuve de l'impotence. *Ibid.* V. *Impotence*. Ancienne coutume, aujourd'hui abrogée, des officiers, d'ordonner sur parties, en prononçant la nullité de leur mariage, de les réhabiliter. 450. En cette matière, les jugemens passés en force de chose jugée peuvent être révisés, sur la preuve que l'empêchement, qui leur a servi de base, n'existait pas. *Ibid.* V. *Empêchement de mariage*. *Marriage*. *Requête civile*.

**CADRE DES CONTRATS.** Tout engagement doit avoir une cause légitime. 13. L'engagement sans cause, ou avec une fausse cause, est nul. *Ibid.* Il est également nul, si la cause blesse la justice, la bonne foi, ou les bons mœurs. *Ib.* Cas où la répétition de la chose donnée en vertu de l'un de ces contrats, est accordée. 13. La promesse pour faire commettre un crime, est-elle obligatoire, quand le crime a été commis? 14. Peut-on répéter ce qui aurait été donné après le crime commis? Y a-t-il une cause licite, lorsque quelqu'un s'oblige à donner ou faire une chose, qu'il était obligé déjà de donner ou de faire? 14, 15. V. *Contrat*.

**CADRE.** Celui qui accède à l'obligation d'un autre, en s'obligeant pour lui, et conjointement avec lui, envers le créancier, à ce à quoi il est obligé. 1, 108. Il est de l'essence de l'obligation des cautions qu'il y ait une obligation d'un principal débiteur qui soit valable. 1, 108. La caution, en s'obligeant, ne décharge pas le débiteur principal. *Ibid.* Elle ne peut s'obliger qu'à la chose même, ou à une partie de la chose à laquelle est obligé le débiteur principal. *Ibid.* Elle ne peut valablement s'obliger à plus qu'à ce à quoi le débiteur principal est obligé. 109. Si la dette n'est pas liquidée, peut-elle être forcée de payer par provision la somme qu'elle a cautionnée? 109. Si la dette principale est pure et simple, la caution s'oblige valablement à payer à un certain terme et sous une certaine condition. 109. *Mais non vice versa*. *Ibid.* Si le con-

tionnement n'exprime rien, toutes les clauses de la dette principale y sont sous-entendues. *Ibid.* La caution, qui s'est obligée sous condition pour une dette à terme, ne peut être poursuivie lorsque la condition est arrivée, si le terme ne l'est pas. 110. La caution peut s'obliger sous la même condition que le débiteur principal, et sous une autre conjointement. *Ibid.* Lorsque le débiteur a promis deux choses d'égale valeur sous une alternative, la caution s'oblige-t-elle valablement à payer l'une d'elles d'indistinctement? *Ibid.* Quoi, *vice versa*, lorsque l'obligation principale étant déterminée, la caution s'oblige sous une alternative? *Ibid.* Lorsque la caution s'est obligée à plus que le débiteur principal, la cautionnement est-il nul? ou seulement nul, en ce qui excède l'obligation principale. *Ibid.* La condition de la caution ne peut être à la vérité plus dure que celle du débiteur principal par rapport à ce qui est dû, mais elle peut être, quant au bien, plus étroitement obligée. 111. Elle profite des conventions antérieures entre le débiteur principal, et les créanciers, sans y avoir été partie. 50.

L'extinction de l'obligation principale entraîne l'extinction du cautionnement. 111. La caution est également libérée par la novation qui est faite de la dette. 111. Il en est de même par la confusion des qualités de débiteur et de créancier dans la même personne. 112.

Quelles exceptions du débiteur principal peuvent être opposées par les cautions. 112. Distinction entre les exceptions *in rem*, et les exceptions *in personam*. *Ibid.* V. *Exception*.

Les exceptions *in rem* peuvent être opposées par les cautions, aussi bien que par le débiteur principal. 112. Le débiteur principal peut-il, au préjudice des cautions, rapprocher par une nouvelle convention le terme d'exigibilité de la créance? *Ibid.* Les exceptions *in personam* ne peuvent être opposées par les cautions. 113. Il en est ainsi de l'exception résultant pour le débiteur principal de la cause de biens ou d'un contrat d'intermédiation. *Ibid.* Les cautions peuvent opposer au créancier la remise de la dette faite par lui au débiteur. 114, 115. Les principes du droit romain étaient différents, à cause de la nature particulière des simples pactes. *Ibid.* V. *Pacte*.

Si les cautions se pensent opposer la remise faite au débiteur principal par le contrat d'intermédiation, c'est que la dette naturelle subsiste. 115. V. *Obligation naturelle*. La remise par l'estime de l'obligation du débiteur principal, entraîne-t-elle la remise de celle des cautions? 116. Si la chose due a péri par le fait, ou pendant la demeure de la caution, elle en

est tenue malgré l'extinction de l'obligation principale. *Ibid.* Le fidéjusseur de la caution n'est pas déchargé par la confusion d'une même personne de la qualité de caution et de débiteur principal. *Ibid.* Il en est autrement dans le droit romain. *Ibid.* Si le débiteur principal meurt sans héritiers, la caution reste obligée. 117.

Division des cautions ou cautionnaires, légales, et judiciaires. 117. V. *revoir*. Quelles que doivent être les cautions. 117. Elle doivent être capables de contracter et de s'obliger. *Ibid.* V. *Capacité*. Par le droit romain, les femmes ne pourraient s'obliger comme cautions. *Ibid.* Droit du sénatus-consulte Velleien et de la novelle 34 de Justinien, admise et rejetée par les diverses coutumes. *Ibid.* On doit suivre le loi du domicile de la femme, lorsqu'elle a contracté la cautionnement. 118. Le sénatus-consulte Velleien est un strict personnel. 16. V. *Statut personnel*. Les mineurs, même émancipés, ne s'obligent pas véritablement comme cautions, pour les affaires d'autrui. 16. Cas exceptionnels dans lesquels la cautionnement des mineurs peut être déclaré valable. 118, 119. Il faut que la caution soit solvable et ait des biens suffisants pour répondre de l'obligation à laquelle elle s'engage. 119. Quelles personnes doivent être considérées? 16. La caution doit être domiciliée au lieu où elle doit être donnée. 16. Autres motifs de rejet pour le créancier. 119. Le débiteur, qui a donné une caution, peut-il être obligé d'en donner une autre, lorsqu'elle est devenue insolvable? 16. Celui qui est tenu de donner la caution, peut-il être admis à donner à la place des gages suffisants pour répondre de la dette? 120.

On peut se rendre caution pour quelques débiteurs que ce soit, et envers quelques créanciers que ce soit de celui pour qui on s'oblige. 120. Pour quelques obligations que ce soit, même naturelle, pourvu qu'elle ne soit pas réparée par les lois. 120. V. *Obligation naturelle*. On ne peut cautionner une femme qui n'est obligée contre la défense du sénatus-consulte Velleien, ou sans être autorisée. 120. Mais l'obligation contractée conjointement avec une femme non autorisée, n'est pas nulle. 121. On ne peut cautionner les obligations contrairement aux bonnes mœurs. 16. On peut se rendre caution d'un fait personnel au débiteur. 16. On peut cautionner cautionnement. 16. On peut se rendre caution d'une obligation qui doit se contracter, quoiqu'elle ne le soit pas encore. 16.

Comment se contracte la cautionnement; son étendue et sa extinction. 122, 123 et suivantes. V. *Cautionnement*.

Tome VIII.

La caution peut opposer au créancier, qui lui demande son paiement, l'exception de discussion. 124. V. *Discussion (exception de)*. S'il y a plusieurs cautions, celle qui est actionnée peut opposer au créancier l'exception de diriger contre les fidéjusseurs. 127. V. *Discussion (exception de)*. La caution, qui paie, peut réclamer le créancier de la subroger à tous les droits et actions contre le débiteur principal. 130. V. *Subrogation*. Si elle n'a pas reçu la subrogation, elle a, de son chef, une action contre le débiteur principal, pour se faire rembourser de ce qu'elle a payé. 130, 131. Cette action est l'action *mandati contraria*, ou *contraria negotiorum gestorum*. 131. V. *Mandat*. *Quasi-Contract negotiorum gestorum*. Tout paiement, de la part de la caution, donne lieu à cette action. 16. A moins que le remis de la dette ne lui ait été fait à titre purement gratuit, par le créancier. 16. Il faut cependant que la caution n'ait pas, par sa faute, négligé quelque soin de non-révoir, qu'elle eût pu opposer au créancier. 16. A moins que cela fin de non-révoir lui fût personnelle. 132. Il faut, en outre, pour que cette action ait lieu, que le paiement ait été valable, et ait libéré le débiteur principal. 16. Exception pour le cas où la caution, qui a payé, aurait ignoré que le débiteur principal avait déjà payé. 16. Enfin, il faut que le débiteur principal n'ait pas payé une seconde fois par la faute de la caution. 16. La caution peut agir contre le débiteur principal aussitôt qu'elle a payé pour lui. 16. A moins qu'il n'y ait un terme à l'obligation principale; auquel cas, elle doit attendre la revocation. 16. La caution peut agir contre chacun des débiteurs principaux qu'elle a cautionnés, lorsqu'il y en a plusieurs, pour la répétition du total de ce qu'elle a payé. 16. Elle doit subroger à ses droits, celui des débiteurs principaux, duquel elle exige le remboursement du total. 133. Si elle se prot le subroger, parce qu'elle a négligé de demander elle-même la subrogation au créancier, le débiteur n'est tenu de lui rembourser que sa part. 16. A moins qu'il n'ait aucun intérêt à exiger cette subrogation. 16. Si la caution a cautionné un seul de plusieurs débiteurs solidaires, elle n'a d'action que contre lui. 16.

Cas où la caution a action contre le débiteur principal, même avant qu'elle ait payé. 133. Lorsqu'elle est poursuivie par le créancier. 16. Lorsque le débiteur principal est en déroute. 133, 134. Lorsque le débiteur n'est obligé à rapporter à la caution le débiteur de son cautionnement dans un certain temps, et qu'il ne l'a point fait. 134. Lorsque le cautionnement

plus depuis très long-temps, à moins que la caution n'ait eu à quel rite s'obliger. *Ibid.* La caution d'une rente peut elle obliger le débiteur au rachat? *Ibid.* Distinction entre le cas où il y a eu ou non, une convention par laquelle le débiteur principal se serait obligé à décharger la caution après un certain temps. *Id.*

Si la caution est devenue héritière unique du cautionné de la rente, ou lorsque la rente est tombée dans son lot, il y a plusieurs héritiers, elle ne peut exiger le remboursement. 135. *Quid*, si la rente est tombée en lot de son coobligé, ou quel passage ne peut pas en être fait? 135. *Quid*, si le parage n'est fait, et que la rente soit restée accumulée entre la caution et son coobligé? 136. La caution peut-elle d'avoir le droit d'exiger le rachat, lorsqu'elle devient propriétaire et créancière de la rente à quelque titre que ce soit, unipécuniaire ou partiaire. *Ibid.* Si le droit auquel la caution a acquis est résoluble, ou irrévocablement est plutôt imputé qu'écrit. *Ibid.* Si la caution a elle-même racheté la rente, elle peut répéter, du débiteur principal, la somme qu'elle a payée. 136. Elle peut-elle faire revivre la rente, moyennant la subrogation qui lui est accordée par le créancier. *Ibid.* La caution, qui a payé la dette, peut, sans subrogation d'action, en répéter une part de chacun de ses coobligés. 137. *Scilicet*, dans le droit romain la subrogation seule lui donne action contre eux. *Ibid.* Tant que la caution n'est pas pourvue, elle n'a pas d'action contre les coobligés. 138.

La caution du vendeur ne doit pas être appelée en garantie par l'acheteur. 1, 311. Elle n'est tenue par elle seule pour de son obligation. *Id.* V. *Écriture Garantie*.

Celui qui doit donner caution, la présente par un acte agité à partie ou à procureur. 19, 91. L'autre partie peut le recevoir, si elle n'est pas résidente sur le lieu, capable de s'obliger, et solvable. 91. V. *Créancier*. On procède à la réception de la caution devant le commissaire, qui l'admet ou la rejette. *Ibid.*

V. *Appel*. *Boi-judiciaire*. *Compensation*. *Constitution de rente*. *Décalu*. *Des auteurs*. *Exception de garantie*. *Garde-Noble*. *Mandat*. *Retrayant Unfruit*.

CAUTION CONVENTIONNELLE. V. *Caution*.

CAUTION JUDICATIM SOLVI. Caution d'acquiescer les condamnations qui interviendront contre lui, que doit donner l'étranger demandeur devant les tribunaux français. v. 165. Quand et comment elle doit être exigée. V. *Étranger*. *Exception*.

CAUTION LÉGICIAIRE. Celle qui est ordonnée par le Jug. 1, 117. V. *Caution*.

CAUTION LÉGALE. Celle que le législateur ordonne de donner. 1, 117. V. *Caution*.

CAUTIONNEMENT. Contrat par lequel quelqu'un s'oblige pour un débiteur envers le créancier, à lui payer, en tout ou en partie, ce que ce débiteur lui doit, en accordant à son obligé. *Ibid.* 1, 108. Il renferme toujours un contrat de mandat, ou un quasi-contrat *negotiorum gestoribus* entre la caution et le débiteur pour lequel il s'oblige. *Ibid.* Il confère au bienfaiteur, sans être de la classe des contrats de bienfaisance. *Ibid.* Le cautionnement se contracte par une convention simple, soit oralement, soit sous seing-privé. 125. Il faut distinguer la reconnaissance du cautionnement par lequel on entend s'obliger. 125. Le cautionnement se contracte avant ou depuis l'obligation principale. *Ibid.* L'étendue du cautionnement est fixée par les termes de l'acte. 123. V. *Caution*. Interprétation des termes ordinaires des actes de cautionnement. Quelque étendue qu'ils soient, ils ne s'appliquent qu'aux obligations qui naissent du contrat même pour lequel la caution s'est obligée. 123. Le cautionnement s'étend comme toutes les autres obligations. 123. En outre, par l'extinction de l'obligation principale. *Ibid.* Lorsque le créancier s'est mis par son fait hors d'état de révoquer la caution à ses droits. *Ibid.* La caution ne s'oblige déchargée, lorsque le créancier a reçu en paiement du débiteur un paiement, dont il a été long-temps après épuisé? 123. *Quid*, si le créancier a accordé une prorogation de terme au débiteur, pendant lequel il est devenu insolvable? *Ibid.* V. *Caution*. *Discussion*. *Decision*. *Paie cautionnaire* *percutée*.

CÉLÈBRE 1, 228.

CENS. Redevance appelée en argent ou en fruits, imposée sur l'héritage lors du bail à cens, qui est due par le possesseur de l'héritage censuel au seigneur de censier, en reconnaissance de sa seigneurie. v. 491, 492. vii, 135. Cette redevance est due au vœu du contractant de bail à cens. v. 491, 492. Nature du cens, v. 492. vii, 135, 136. De la formalité du cens, et si les possesseurs ont tenu personnellement. v. 492. Si le cens est divisible ou indivisible. 493. Le cens est imprescriptible, quel qu'il soit; mais sa quotité est prescriptible. 493. V. *Prescription*. Le cens est-il sujet à la prescription? 494. Le cens-arrêté, fait par les seigneurs du seigneur de censier ne s'écrit pas, de ce qu'ils doivent et doivent à leur seigneur, sur le cens pas d'être porté le cens. 494. Différences supérieures de cens, cens-arrêté, sur-cens, gros-cens, cens-arrêté,

meun cens, sous possible et sans requérable. v. 495. vii. 136. Défauts, capitulés en une amende, qu'environ le censitaire faute de paiement du cens v. 495. vii. 136, 137. En quoi consiste l'amende? *Ibid.* Quand le défaut est-il encouru? v. 496, 497 Est-il dû plusieurs ou une seule amende, lorsqu'il y a plusieurs héritages possédés par une même personne, ou lorsque le cens est dû par plusieurs possesseurs, par indivis, ou à plusieurs co-seigneurs? v. 497. Le défaut est censé remis, lorsque le seigneur a depuis reçu les arriérés de cens, sous faire encourir résèque du défaut. 498. Du défaut dans les censiers répresables. 498.

Des profits censuels, de leur nature, et en quoi ils consistent. v. 499. vii. 137. *Y. Profit censuel.* Action afin d'exhibition de livres qu'a le seigneur de cens contre les arrières d'héritages titrés en leur censier. v. 503. vii. 137, 138. Contre quels arriérés est-elle liée? v. 504 En quoi consiste l'obligation d'exhiber? 504, 505 De la reconnaissance censuelle qui est due par le vassal censitaire. v. 505 vii. 138. De la saisine en censuier qui est due par le seigneur au censitaire censitaire v. 505. Actions qu'a le seigneur pour être payé de ses cens et droits censuels. 506. De la saisie censuelle. Différentes espèces particulières de cens qui ont lieu dans le comté d'Orléans. 508. Droit qu'ont les seigneurs de faire valider les saisines mains-mortes vii. 139 *V. Révocation.*

*V. Champart. Compensation. Fief. Prescription de trente ans. Servis feudaux.*

**CENSITRIS.** Le possesseur de l'héritage censuel. 491. *V. Cens.*

**CENSITRIS.** Droit de seigneurie directe qu'a le seigneur sur les héritages donnés à titre de cens. v. 491. vii. 135. *V. Cens. Jur in re. Retrait lignager.*

**CENSITRIS DESIRS.** *V. Don mutuel.*

**CENSITRIS.** *V. Transport. Vente de droits lignagers.*

**CENSITRIS D'ACTION.** *V. Polement. Subrogation.*

**CENSITRIS DE CENS.** *V. Bénéfice de cession. Lettres de répit. Propriété.*

**CENSITRIS D'UNE CREANCE OU D'UNE RENTE.** *V. Commencement légal. Transport. Vente de droits lignagers.*

**CHAISSE.** Coque ou coque. vi. 450.

**CHAMPEL.** Redevance seigneuriale qui consiste dans une certaine quantité des fruits qui se recueillent sur l'héritage qui en est chargé. v. 517. vii. 183. Nature du droit de champart. v. 517, 518. Comment il s'établit. vii. 183. Il est ou n'est pas originel. v. 518, vii. 183. Diffé-

rences dans sa nature, pour l'un ou l'autre cas. v. 518. Sur quelles terres on perçoit le champart. v. 518 vii. 183 Obligations des détenteurs des terres sujettes à champart, par rapport à la perception de ce droit. v. 518. vii. 183. Obligations en laquelle sont les possesseurs des terres à champart de les cultiver, et d'en percevoir en change la forme. v. 520. Des actions qu'a le seigneur de champart. 520, 521. Il se perçoit publiquement. s. 332 Il ne se perçoit pas par décret ou sous le comte d'Orléans. *Ibid.* *V. Décret.*

*V. Cens. Prescription de dix et vingt ans. Retrait lignager. Seigneur.*

**CHANGEMENT.** (CHANGEMENT.) Contrat par lequel on donne ou se met à donner une certaine somme en un certain lieu, pour et en échange d'une somme d'argent, que l'on s'oblige à ne faire employer dans un autre lieu. s. 235. Il s'exécute par la lettre de change. 236 Pas de seigneur du contrat de change dans le droit romain. 236. *V. Lettre de change. Lettre de change.* Origine présumée du contrat et des lettres de change 236, 237. Le contrat de change ne constitue rien d'usurpaire 236. Différences entre le contrat de change et le prêt d'argent. *Ibid.* Nature du droit de change que l'on paie aux banquiers pour l'argent qu'ils nous donnent pour une lettre de change. 246. Ils ne doivent pas exiger un droit plus fort que le cours de la place. 246. Il y a également injustice à ne leur payer qu'un droit ou d'un autre du cours. 247. Pas d'analogie avec le cas d'une constitution de rente, où celui qui donne son argent, peut, sans injustice, se contenter d'une rente en-dessous du taux légal. 247. Le contrat de change n'est qu'un simple prêt, et le droit de change est censé. Lorsqu'il n'y a pas remise de place en place. 247. *V. Bénéfice de change. Billet d'ordre. Lettre de change.*

**CHANGEMENT D'ÉTAT.** *V. Mandat. Mort civile.*

**CHANGEMENT DE ROUTE DE VOYAGE DE VAISSEAU.** vii. 246.

**CHAPPEL OU CHASSE DE MAÎTRE.** vii. 191.

**CHAPPEL.** Dénomination de chapelle dans un château, sont-ils meubles ou immeubles. vi. 60.

**CHARGE RÉELLE.** Le vendeur est tenu de la garantir. s. 332 *V. Garantie.* Par qui, du locateur ou du fermier, doivent-elles être supportées? ii. 339, 340. *V. Bail à rente. Hypothèque. Rente foncière. Retrait. Retraitant. Servitude.*

**CHARTER-PART.** Contrat de louage des navires et bâtiments de mer. vii. 179. Étymologie *Ibid.* Ce contrat s'appelle aussi affrètement. *Ibid.* Et naît sur les côtes de la Méditerranée. *Ibid.*

L'usage ordinaire pour lequel on loue les carres, est le transport des marchandises. *Ibid.* Définition. *Ibid.* Ce louage est en nature entier ou d'une partie. *Ibid.* Louage au tonnage, au quintal, à la cunillite, au rryge, au meia. *Ibid.* Les principes généraux du louage s'appliquent à la charte-partie. 180.

Quelles sont les choses qui sont de l'essence du contrat de charte-partie. *Ibid.* Il faut un navire qui en soit l'objet. *Ibid.* Il faut un fret qui met le prix du louage. 181. V. Louage des choses. Si le prix du fret n'a pas été convenu, ce sera le prix moyen, pour les marchandises de pareille qualité, au temps et dans le lieu du contrat. *Ibid.* Cas auquel il le fixer, sur lequel on ne s'est pas expliqué, au règle au plus haut prix. *Ibid.* Le consentement des parties est de l'essence du contrat de charte-partie. *Ibid.* Sur quel doit-il intervenir? *Ibid.* Le maître, qui s'aperçoit que des marchandises ont été chargées à son bord à son insu, et qui met à la voile sans les faire décharger, n'est tenu de rien. *Ibid.* Si l'a aperçu les marchandises que depuis qu'il a mis à la voile, peut-il les décharger dans le premier port? 181, 182. Le contrat de charte-partie est parfait, par le seul consentement des parties. 183. L'ordonnance veut, pour la preuve, qu'il soit rédigé en acte par écrit. 182. Ce que doit contenir l'acte de la charte-partie. *Ibid.* Il doit être dressé en acte de reconnaissance. *Ibid.* Ce que c'est que le reconnaissance, et comment il doit être fait. 183, v. 236. Il doit contenir la qualité, quantité et marque des marchandises. 183, 183. Ce qu'il doit encore contenir. 183.

Le locataire du navire est obligé à en faire jouir l'affrètement. *Ibid.* C'est ordinairement le maître qui rendra le navire pour le propriétaire. 16. Si le navire est loué en entier, l'affrètement est libre de ne lui faire porter qu'autant de marchandises qu'il veut. 184. Si l'affrètement permet au maître de recevoir d'autres marchandises, celui-ci doit lui tenir compte du fret. 16. Le maître ne peut, sans la permission de l'affrètement, charger d'autres marchandises que les siennes, même pour son propre compte. 16. Il doit même lui tenir compte du fret des malles des passagers. 16. Si le navire est loué au quintal, le maître dispose à sa volonté du reste du chargement. 16. Le maître ne peut apporter d'empêchement au chargement des marchandises de l'affrètement. 185. Il ne charge à sa garde. 16. Il doit mettre à la voile dans le temps convenu par le contrat. 16. Il est garant des vices du navire et des retards qu'il en occasionne, etc., surtout si le navire a été vu sans avoir été visité par les préposés à cette visite. 16. Le maître doit appor-

ter le soin convenable pour la conservation des marchandises. 16. Il est tenu de le faire léger. 16. V. Fauts. Il n'est pas tenu des ras de force majeurs. 186. V. Force majeure. 16. Il peut vendre les marchandises pour acheter des vivres, en cas de nécessité pressante. 16. Arrêt quelle formalité et sous quelles charges? 16.

Le maître doit-il le prix des marchandises à l'affrètement, si, depuis qu'il les a rendues pour subvenir aux nécessités pressantes du navire, le navire a péri ou a été pris par les ennemis? 186. Le propriétaire des marchandises rendues a-t-il action contre les propriétaires du navire, pour la répétition du prix des marchandises? 187. Le maître, arrivé à sa destination, doit décharger les marchandises et les remettre à leur adresse. 16. Il est tenu de la valeur de toutes celles portées au remboursement, qu'il ne représente pas, et des dommages-intérêts. 16. Si le capitaine de l'affrètement, et celui du maître, portent des qualités différentes, auquel se rapporte-t-on? 16. Le maître doit représenter les marchandises dans le même état qu'il les a reçues, sans être tenu des accidens de force majeure. 188. En cas de contestation sur l'état des marchandises, le maître peut exiger le fret par provision. 16. Ce qu'il doit faire, si l'on refuse de recevoir les marchandises. 16. Le maître doit répondre par une contribution, celle dont les marchandises ont été jetées à la mer. 16. V. Avarie. Obligations du capitaine, lorsqu'il a déclaré son navire de plus grand port qu'il n'est. 16. Quand, lorsqu'il a déclaré d'un moindre port? 16.

Des obligations du maître, nait l'action de conduite, qu'a l'affrètement contre lui. 16. Il a en outre, aux mêmes fins, l'action exercitoire contre les propriétaires du navire, qui ont posé le maître. 16. Le maître peut-il engager ses remises à leur insu et sans les consulter, lorsqu'ils sont sur les lieux? La prison que le maître s'est substituée peut passer les marchés, oblige-t-elle les propriétaires du navire? 188, 189. S'il y a plusieurs propriétaires, chacun d'eux est tenu solidairement de l'action exercitoire. 190. Ils ne sont jamais tenus que jusqu'à concurrence de l'intérêt qu'ils ont au navire. 16. Les affrêtements ont un privilège sur le navire, ses agrès et ses appareils. 16. V. Privilège.

L'affrètement a le droit de jouir d'un navire indépendant le temps du voyage pour lequel il a été loué. 190. Il peut sous-louer à plus haut prix qu'il a payé pour lequel il a été loué. 16. Celui à qui le navire a été rendu depuis la charte-partie, n'est pas obligé d'entretenir le bail qu'on a été fait.



191. L'affréteur est obligé de payer le fret. *Ib.* On entend par fret non-seulement la somme principale du fret, mais encore les sommes promises pour port du vu. *Ib.* Le fret est dû lorsque les marchandises ont été déchargées au lieu de leur destination. *Ib.* Il est dû en entier, quoique les marchands se trouvent indemnisés par quelque accident de force majeure. 191, 192. Cas où les fûts, qui contiennent des marchandises liquides, sont arrivés ridés ou presque vides. 192. S'il y a des barriques qui sont vides et d'autres neuves, suffit-il à l'affréteur, pour être déchargé des barriques ridées, de les abandonner, ou doit-il abandonner toutes les marchandises? *Ib.* Cas où le roulage est arrivé, soit par la faute du maître ou de ses gens, soit par le vice des bœufs. *Ib.* Si les marchandises ne sont pas arrivées à leur destination par la faute du maître, il n'est pas dû de fret. 193. Le maître est tenu de dommages-intérêts. *Ib.* Il n'est pas dû de fret, lorsque le voyage a été rompu avant qu'il fût commencé, par force majeure. *Ib.*

Lorsque les marchandises ont péri en chemin, ou ont été prises au pillage, l'affréteur doit-il le fret? 193. Il doit le fret de celles qui ont été saumées. 193. Et de celles qui ont été rachetées. *Ib.* Le fret est dû, en cas de prise en mer, pour les marchandises saumées, à proportion de ce que le voyage était avancé. 194. Pourquoi que la prise en mer ne soit pas arrivée par la faute du maître. *Ib.* V. *Porte*. On ne doit que le fret de l'aller, s'il arrive pendant la route une interdiction de commerce avec le pays de destination, et que le vaisseau soit obligé de revenir. *Ib.* Le fret est dû en entier sans déchet, quoique les marchandises n'aient pu arriver à leur destination. 194, 195. V. *Fût*. Il en est de même, lorsqu'elles ont été vendues pour leur incapacité pressentir du vice. 195. Si le raisseau périt dans le cours du voyage, après la vente des marchandises, le fret est-il dû? *Ib.* L'affréteur doit le fret en entier, si c'est par son fait que les marchandises ne sont pas arrivées à leur destination. *Ib.* Il en est de même, s'il retourne aux marchandises durant le voyage. 196. Ou s'il arrive le navire pendant son voyage. *Ib.* Ou s'il le laisse revenir sans chargement, l'ayant loué pour l'aller et le retour. *Ib.* Cas où l'affréteur peut retenir ses marchandises avant le départ, à la charge de payer le moitié du fret. *Ib.* Celui qui n'a pas obtenu charge peut à plus forte raison rompre le voyage aux mêmes conditions. *Ib.* Celui doit être tenu aussi que le raisseau soit prêt à mettre à la voile. *Ib.* L'affréteur peut-il ne payer que pour moitié le fret d'une partie de marchandises qu'il ne charge pas? *Ib.* Il faut

que l'affrètement soit au toucan ou au quintal, pour que l'affréteur ait cette faculté. 197. Si le navire est retardé, l'affréteur et le maître doivent des dommages-intérêts, lorsque c'est par leur faute. *Ib.* Si le retardement a lieu par force majeure, et que le navire soit loué au voyage, le fret est dû en entier. *Ib.* Si le navire est loué au mois, le fret n'est pas dû pour le temps qu'a duré la détention. *Ib.* Pour tout le temps, l'affréteur contribue à la nourriture et aux loyers des matelots. *Ib.*

A quelle époque le fret peut être demandé. *Ibid.* Le locateur n'a la rose d'action, et quelquefois celle d'exécution, pour s'en faire payer. 198. Par qui l'action peut être intentée. *Ibid.* La propriété a un privilège sur les marchandises transportées, avant tous les créanciers de l'affréteur. *Ibid.* V. *Privilège*. Pendant combien de temps dure ce privilège. *Ibid.* L'action est prescrite, si elle n'est pas exercée dans l'année, mais non l'exception. *Ibid.*

Autres obligations que contracte l'affréteur par le contrat de charte-partie. 199.

Le contrat de charte-partie se résout par le commencement des parties. 199. Il est résolu également, s'il survient avant le départ une force majeure qui l'empêche d'être exécuté. *Ibid.* La guerre survient, si elle n'aide pas à rendre le pays de la destination, un résolu pas le contrat. *Ibid.* Si la force majeure, qui retarde seulement le voyage. 199, 200. L'affréteur peut, dans ce dernier cas, décharger les marchandises, sans l'obligation de les recharger. 200. Il n'est pas tenu de les recharger, si les marchandises étaient de nature à ne pouvoir être chargées. *Ibid.*

Autre rapport sous lequel peut être considérée le contrat de charte-partie. *Ibid.*

V. *Arrière*, *Fût*, *Langage de matelots*, *Prise*.

Chasse, Espèce d'occupation par laquelle le chasseur acquiert la propriété du gibier dont il s'empare. v. 215, 216. Principes du droit romain. 216. Elle était permise à tout le monde. *Ibid.* L'animal tué sur l'héritage d'autrui appartenait au chasseur. *Ibid.* Mais le propriétaire de l'héritage pouvait empêcher le chasseur d'y entrer. *Ibid.* Dans le cas de cette défense, le gibier appartenait au gibier tué sur l'héritage? *Ibid.* Le chasseur est propriétaire du gibier, dès qu'il a été en son pouvoir, sans qu'il ait encore mis la main dessus. 216. L'animal blessé appartenait-il au chasseur qui l'a frappé? 216, 217.

Restriction du droit de chasse par les lois civiles françaises. 217. Le seigneur a-t-il le droit de se réserver le droit de chasse, et de l'interdire à ses sujets? 217. Ordonnance de Charles VI, de 1366, qui défend la chasse aux re-

foriers. 217. Ordonnance de François I<sup>er</sup> de 1515. *Ibid.* Ordonnance de Henri IV de 1601. 218. L'ordonnance de 1669 règle aujourd'hui le fait des chasses. 218. Défenses et peines qu'elle contient. *Ibid.* Le roi a seul le droit de chasse dans ses royaumes. 218. Ceux qui en jouissent, ne le font qu'à son gré et de sa permission. *Ibid.* Permission générale de chasser, accordée par l'ordonnance de 1669. 219. Les permissions accordées par le roi ne s'étendent pas sur capitaineries royales, réservées pour ses plaisirs. 219. Le propriétaire des terres tenues en fief a le droit d'y chasser; le seigneur le peut aussi quelquefois. 219. Le propriétaire des terres tenues en cens ou seigneurie n'a pas; le seigneur le conserve. *Ibid.* Un gentilhomme, propriétaire des terres en cens, doit-il au moins, à cause de sa qualité, avoir le droit d'y chasser en particulier. 219. Le propriétaire des terres en franc-alleu noble, et le propriétaire gentilhomme en franc-alleu roturier, ont le droit de chasse sur leurs terres. 220. Le propriétaire non noble, du franc-alleu roturier, ne peut le prétendre. *Ibid.* Les seigneurs hauts-justiciers ont le droit de chasse dans toute l'étendue du territoire de leur justice. 220, 221. Ils ne peuvent y chasser qu'en personne. *Ibid.* Si la haute-justice, ou le fief appartenant à plusieurs, comment se divise le droit de chasse? 221.

Ceux qui ont le droit de chasse, n'en doivent user que pour leur plaisir et celui de leurs amis. 221, 222. Ils ne peuvent l'affranchir. 222. Ils ne doivent chasser que le gibier non défendu, dans les lieux et dans les terres non défendues, et de la manière dont les ordonnances le permettent. 222. Ils ont le droit d'empêcher les autres de chasser sur leurs terres. Ils ont, à cet effet, des gardes chargés de donner procès-verbal des contraventions. *Ibid.* Exception au droit qu'a le propriétaire du fief d'empêcher de chasser. *Ibid.* Le ministre public a le droit d'empêcher de chasser ceux à qui la chasse est interdite. 222, 223. V. Occupation, *Pêche*.

Les droits de chasse appartiennent à la communauté de juge des eaux et forêts. vi. 107.

V. *Loyage des chèvres*.

CHEVALAIN. vii. 22.

CHEVÈRES. Quand sont-elles meubles ou immeubles? iv. 35, 39.

CHASSE. Un fermier peut-il vendre les chèvres? ii. 335.

CHASSE PÊCHE. V. *Concession*.

CHATEL. Trois espèces de cheptels, le cheptel simple, le cheptel à moitié, et le cheptel de fer. ix. 463.

Ce que c'est que le cheptel simple et ordi-

naire. 463. Ce contrat peut être considéré sous deux points de vue. 463. Sous le premier point de vue, ou le considérer comme un contrat de société d'habitation que les parties ont intention de faire. *Ibid.* Le bailleur est censé fournir à la société le cheptel, tant pour lui que pour le preneur, qui est débiteur envers lui du prix de la moitié de ce cheptel. 463, 464. Le preneur supporte la moitié des pertes, car il a la moitié du profit. 464. Le preneur est dédommagé des frais de garde et d'entretien du cheptel, par le profit des laitages, fumiers et labours, qui lui sont laissés en récompense. *Ibid.* La moitié fournie par le cheptel ne se divise pas par la mort de l'un des associés. 464. Sous le second point de vue, en considérant le cheptel comme un bail, lorsque l'intention du bailleur a été de rester seul propriétaire du fonds du cheptel. 464. Le contrat de cheptel doit être précédé d'une prise rentière ou juste estimation des bœufs. 465. Fourniture doit être rendue les bœufs du cheptel, pour évaluer les bœufs du cheptel ne soient pas avec ceux du preneur. 465. Réduction de l'opinion de l'auteur des Conférences de Paris, qui considérait comme illégitime et usuraire, le contrat de cheptel simple et ordinaire, par lequel le preneur supporte la moitié de la perte. 465, 466. Le contrat de cheptel simple et d'ailleurs autorisé par les coutumes. 467. Énumération et discussion des textes de différentes coutumes sur le cheptel. 467, 468, 469. Le cheptel simple à moitié de perte et de profit n'est pas légitime dans tous les pays, lorsque les coutumes ne s'en sont pas expliquées. 470. Il n'est légitime qu'à l'égard des bêtes qu'il est d'usage de donner à cheptel, lorsque les bêtes à lainer, les chèvres et les bœufs sont. 470, 471. Le cheptel de pores est illégitime, à moins qu'il ne soit fait par le bailleur à son redayer, dans la bail, ou que le bailleur ne s'oblige à payer une portion de la nourriture. 471. Conventions réprochées dans les contrats de cheptel. 471. Le preneur ne peut être chargé pour le total du risque des pertes, ni même pour une plus grande part que celle qui lui doit supporter les coutumes. 471. À moins qu'il n'en soit récompensé par une part plus forte dans les bénéfices. 471. On ne peut pas donner en récompense au preneur la part des profits qui lui appartient. 471. Le bailleur ne peut se réserver de prélever au partage quelque chose de plus que la valeur du cheptel qu'il a fourni, selon la justice. 472. Ces clauses sont-elles également illégitimes, lorsque le preneur est le métayer du bailleur, et que le cheptel fait partie du bail à ferme. 472. Obligations que contracte le bail-

leur par le content de rcheptel simple. 472. Il est obligé de faire jouir le preneur du rcheptel pendant tout le temps qu'il doit durer. 472, 473. Temps que doit durer ce cheptel. *Ibid.* Il doit faire cesser tout trouble qui serait apporté à la jouissance du preneur. 473. Le preneur peut-il former lui-même opposition à la saisie faite par le créancier du bailleur sur les baux du rcheptel? 473. Obligations du preneur. 473. Il doit apporter à la garde et au gouvernement des bestiaux qui lui sont confiés, le soin d'un bon père de famille. *Ibid.* Il est tenu de la faute légère. 474. V. *Faute*. Il ne doit restituer et rendre aucune des bêtes du cheptel d'inan et sans le consentement du bailleur. 474. Si des bêtes de vol, avant que le partage en ait été fait. 474. Il ne peut seul disposer des laies, ni surtout les enlever aux bêtes, avant le temps de la toile. 474. Lorsque le preneur a dirigé les bêtes du cheptel, le bailleur a un droit de suite contre les acheteurs et les possesseurs de ces bêtes. 475. Ce droit de suite est un véritable droit de réversion. 475. Le bailleur a-t-il le droit de suite pour les crius, comme pour les bêtes du fonds du cheptel? *Ibid.* Il n'y a pas de temps limité pour exercer ce droit de suite. 475. Justification à faire par le bailleur. 475. Cas où l'acheteur est tenu de rendre et quel est son recours. *Ibid.* Le droit de suite s'exerce sur les bêtes vendues même par vente judiciaire, sur une saisie des créanciers du preneur, faite à l'insu du bailleur. 476. Le bailleur n'est pas tenu de rendre le prix des bestiaux qu'il revendique aux adjudicataires sur vente judiciaire, ni à ceux qui ont acheté, en fait, les bêtes de son cheptel. 476. Dans les coutumes, qui n'en ont pas de disposition expresse, le bailleur peut-il se faire rendre, sans en mériter le prix, les bestiaux qui ont été achetés de boner foi, en l'aire ou marché public. 476, 478. Le bailleur, après que les bêtes de son cheptel rendent à son l'us n'existent plus, a-t-il encore action pour en demander le prix à l'acheteur qui en a profité? 479, 480. Obligations réciproques du bailleur et du preneur pour le partage du cheptel. 480.

Le preneur est tenu de représenter toutes les bêtes du cheptel, et de faire raison de toutes celles qu'il ne représente pas, ou qu'il représente en nature. *Ibid.* Il n'est pas tenu de la mort des bêtes, arrivée par force majeure. *Ibid.* Il doit supporter la moitié des pertes, comme il a droit à la moitié des profits du cheptel. 480. Le preneur peut être demandé, soit par le preneur, soit par le bailleur, pour ce qui le temps de la durée du cheptel soit fait. *Ibid.* Le l'aire, qui permettrait aux parties de le deman-

dér quand elles le voudraient, est valable, pourvu que cette faculté soit réciproque. *Ibid.* Forme particulière de procéder au partage du cheptel, prescrite par la coutume. 481, 482.

Du cheptel à moitié. 483. Le cheptel à moitié est un véritable contrat de société, à laquelle chacune des parties fournit la moitié des bestiaux, pour en retirer en commun le profit. *Ib.* Le preneur fournit plus que le bailleur à la société; comment il en est récompensé? 483. Chacune des parties garantit les bêtes qu'il apporte à la société, et est tenu de l'entretien. 483. Les obligations du preneur et du bailleur sont les mêmes que dans le cheptel ordinaire. *Ibid.* Le preneur ne peut également vendre les bêtes sans le consentement du bailleur. 484. Temps que doit durer le cheptel à moitié. 484. Quand et comment on procède au partage. *Ibid.*

Le cheptel de fer est celui qui consiste à donner, par un bail de métairie, les bestiaux dont elle est garnie, sur une estimation qui en est faite, à un fermier, qui en a seul le profit pendant le bail, et qui s'oblige de laisser à la fin du bail une quantité de bestiaux d'une valeur égale à l'estimation. 485. La propriété des bêtes est transférée au fermier, de manière que la propriété du métairie ne soit que créancière de la quantité des bestiaux que le fermier doit laisser à la fin du bail? 485.

Lorsque la prise faite à la fin du cheptel, est inférieure à l'estimation faite en commençant, le preneur est tenu de la différence. 485. Les créanciers du bailleur peuvent-ils saisir et faire vendre par exécution le cheptel de fer, sans que le fermier puisse l'empêcher? 485, 486. Le cheptel de fer n'est point nul, lorsque le bailleur ou le métairie et du cheptel assure sa terre pour un prix plus fort qu'il ne l'est formerait, si elle était sans bestiaux. 486, 487.

Autre espèce de cheptel ouïe dans le rignoble d'Orléans, par lequel un particulier donne un verbe à un rignoble pour le loger et le nourrir, et en ennuire la propriété et les risques. 487. Le bailleur doit laisser le preneur jouir des profits de la rache, qui consistent sur tout en lait. 487. Il doit retirer les veaux dès qu'ils sont en état d'être vendus. *Ib.* S'il n'y a pas de temps fixé par le contrat pendant lequel la rache doit rester chez le preneur, le bailleur peut la retirer quand il lui plaît, pourvu qu'il en soit dans un temps juste et opportun. 487, 488. Le preneur doit obtenir la rache et avoir pour elle les soins qu'un bon père de famille en doit donner. 488. Il ne peut la rendre qu'en temps réglé par le contrat. *Ib.* Si ce temps n'a pas été réglé, il peut la rendre quand il lui

piété, pourvu que ce soit dans un temps opportun, 488. V. *Communauté, Société*.

CHRYAL DE SERVICE, VII, 129.

CHOSES. Elles sont corporelles ou incorporelles, *av*, 33. v, 201. *vis*, 8. Les choses corporelles sont meubles ou immeubles. *Id.* Importunes de cette distinction. v, 201, 202. Quelles choses sont meubles. *av*, 34. v, 201. *vis*, 8. Quelles choses sont immeubles. v, 201. *vis*, 8, 2. Tout ce qui fait partie d'un fonds ou d'une maison, est immeuble comme le fonds ou la maison même. *Id.*

Règles sur les choses qui sont censées faire partie d'un fonds de terre. *av*, 34. Les édifices, construits sur un fonds de terre, font partie de ce fonds. *Id.* Les semences, jetées sur une terre, font partie de cette terre. *Id.* V. *Semences*. Les rivières, ruisseaux, ogans de fleurs, plantés en pleine terre, font partie du fonds aussitôt qu'ils y sont plantés. *Id.* Exception pour les arbres de pépinière. *Id.* Dans le cas d'erreur sur la propriété de l'arbre ou du fonds, l'arbre en fait partie de ce fonds que lorsqu'il y est attaché par des racines qu'il y a poussées. *Id.* Les choses placées sur un fond pour perpétuelle demeure sont censées en faire partie. *av*, 35. v, 202. *vis*, 8, 9. Ainsi les étables, les moulins à vent, font partie du fonds, et sont immeubles. *Id.* Les moulins situés sur bateaux sont meubles. *Id.* De même que le moulin à vent placé par l'usufruitier ou le fermier. *Id.* Les choses, qui font partie d'un fonds de terre, sont séparées telles, même quand qu'elles en sont détachées, tant qu'elles sont destinées à y être replacées, *av*, 35. v, 204; pourvu qu'elles en aient déjà fait partie auparavant, sous quel nom elles se trouvent jusqu'à leur placement. *Id.* Les pailles et les fumiers, sur un fonds de terre, sont réputés en faire partie. *av*, 35. v, 202. *vis*, 8, 9; à moins que l'usage du père de famille ne soit de les vendre au lieu de les employer à fumer la terre. *Id.* V. *Immeubles par destination*. Les choses qui ne sont pas de nature à être séparées d'un fonds, et qui ne sont pas destinées à en faire partie, sont censées en faire partie. *av*, 36. Ainsi, les animaux qui ont leur liberté naturelle dans un certain lieu font partie de ce lieu. *av*, 36. v, 202. *vis*, 9. Mais s'ils ne sont pas dans leur liberté naturelle, ils ne leur appartiennent pas, et, comme meubles. *Id.* Les abeilles d'un propriétaire sont censées appartenir à lui, même si elles se trouvent ailleurs. *av*, 36. Distinction entre les ruisseaux domestiques et les ruisseaux sans nature. *av*, 37. v, 202. Les premiers ne font partie du fonds sur lequel ils coulent. *Id.* Dérivé de l'usage de voir une loi qui attache au fonds les animaux domestiques appartenant à la cul-

ture. *av*, 37. Incertain si elle révoque de coutume. *Id.* V. *Accessoire*. Les fruits et productions de la terre, tant qu'ils y sont encore pendans, font partie de la terre qui les a produits. *av*, 38. v, 202, 203. V. *Fruits*. Les arbres de pépinière, qui ne sont pas encore plantés, sont d'une autre nature. *av*, 37, 38.

Règles sur les choses qui sont censées faire partie d'une maison, ou d'un autre édifice. *av*, 38. v, 203. Les choses qui sont dans une maison ou autre édifice, pour perpétuelle demeure, sont censées en faire partie. *av*, 38. v, 203. *vis*, 8, 9. Celles qui y sont attachées de manière à ce qu'on ne puisse facilement les en détacher, sont censées être à perpétuelle demeure. *av*, 38. Disposition des coutumes relatives aux maisons et aux caves à vin. *av*, 38, 39. v, 204. Les choses d'imprimerie, les métiers de tissage, sont censés en faire partie. *Id.* Secours des franges de marbre ou de serpillière. *av*, 39. Les choses, qui peuvent facilement être déplacées, n'en sont pas censées faire partie de la maison, lorsqu'elles y reviennent à compléter la partie de la maison où elles sont placées. *av*, 39. v, 203. Ainsi les meubles, les boiseries, les parquets, sont censés en faire partie, si on les a posés sur le sol de la maison. *Id.* Quand les glaces et tables ne sont censées en faire partie? *av*, 39. v, 203. Les choses placées dans des niches en font partie. *av*, 38. v, 204. Les entrées, les cloisons, les alcôves, les escaliers d'écurie sont censés appartenir à la maison. *Id.* Il n'est de même des écuries enfoncées dans la terre, et recouvertes en maçonnerie, qui se trouvent dans les écuries. *Id.* Les choses qui reviennent à compléter la maison, quoiqu'elles n'y soient pas attachées, sont censées en faire partie. *av*, 40. v, 203. *vis*, 9. Teller que les clefs d'une maison, l'armoire d'un château sont, les vases sacrés d'une église. *Id.* Les choses attachées à une maison, qui en font partie, sont censées en faire partie, quoique détachées, tant qu'elles sont destinées à y être replacées. *av*, 40. v, 204. Ainsi les entrées d'une maison, destinées à la reconstruire, sont censées en faire partie.

Toutes ces choses, qui sont censées faire partie d'une maison, ne sont pas censées en faire partie, lorsqu'elles y ont été placées par le fermier ou l'usufruitier. *av*, 40. Excepté les clefs. *Id.* Sont encore considérées comme immeubles les choses qui, quoique séparées en soi, sont l'accessoire d'un droit immobilier avec lequel elles ne font qu'un seul tout. 41.

Les choses incorporelles ont des droits réels ou des créances. *av*, 41. v, 201, 204, 209.

Règles pour reconnaître quelles sont les choses incorporelles qui sont meubles et celles qui

sont immeubles. *iv*, 41. Les droits que nous avons en rapport à nos héritages, sont des droits immobiliers qui sont immeubles. *iv*, 41. *v*, 209. *vi*, 9. *V. Jus de ra*. Les droits féodaux sont immeubles comme l'héritage qui en est le sujet. *iv*, 41.

Les créances sont mobilières ou immobilières, selon qu'elles tendent à quelque chose de mobilier ou d'immeuble. *ev*, 88. *89. v*, 204, 205. *vi*, 9. La créance d'un fait est mobilière. *ic*, 89. *v*, 205. *vi*, 10. La créance d'un locataire résultant d'un bail, est mobilière. *Id*. La créance contre un architecte, qui s'est obligé à bâtir une maison, est mobilière. *v*, 205. Les droits d'un acheteur de fruits, pendant ses années, ou d'un bois sur pied, pour le coupe, sont mobiliers. *ic*, 10. La créance pour le paiement d'une somme d'argent, est un droit mobilier. *ev*, 42. *V. Jus ad rem*.

La créance personnelle, pour se faire rembourser un héritage, est un droit immobilier. 42. L'action d'un conjoint contre l'autre, pour qu'il effectue l'apport d'un immeuble promis par le contrat, est immobilière. *v*, 206. *Secus*, si l'obligation consistait en une somme de deniers à prendre sur des héritages. 206. La créance d'un marchand de bois, contre le vendeur d'arbres, est un droit mobilier. *iv*, 42. Le droit de créance, qu'a le fermier d'un héritage contre le locataire pour qu'il l'en fasse jouir, n'est qu'un droit mobilier. *ev*, 42. *v*, 205. *vi*, 10. Le droit d'un usufruitier, d'un emphytéote, d'un preneur à bail est un droit immobilier. *Id*. *V. Emphytéote. Preneur à bail. Usufruit*. Le droit de créance, résultant d'une obligation de dommages et intérêts, est un droit mobilier. *ev*, 42. Lorsqu'un héritage est dû avec plusieurs choses immobilières, quoiqu'il soit l'héritage qui soit le principal objet de la créance, elle n'est néanmoins immobilière que par rapport à l'héritage. *Id*. Lorsque deux choses, dont l'une est mobilière, et l'autre immeuble, sont dans sous une alternative, la qualité de la créance est mobilière ou immobilière, selon que c'est la mobilière ou l'immeuble qui est payée. 43. *V. Obligation alternative*. Lorsqu'il y a qu'une chose due, avec faculté au débiteur d'en payer une autre à la place, c'est la nature de la chose due qui règle la qualité de la créance. 43. La créance d'une chose mobilière, quoiqu'elle soit accompagnée d'une hypothèque n'en est pas moins un droit mobilier. *ev*, 43. La cause d'où la créance procède n'est pas considérée, pour savoir si elle est mobilière ou immobilière, mais seulement la chose qui en est l'objet. *iv*, 43, 44.

Les rentes constituées sont réputées immeubles, selon la coutume de Paris et la dante con-

mun. *ii*, 202. *iii*, 45. *v*, 206. *vi*, 10. Raisons pour les assigner à la classe des meubles, et pour les assigner à celle des immeubles. *Id*. Il n'importe, pour qu'une rente constituée soit immeuble, qu'elle soit accompagnée d'hypothèque. *ev*, 45. C'est le principal de la rente, distingué des arrérages qu'il produit, que la coutume décide si elle est immeuble. *Id*. Les arrérages sont meubles à mesure qu'ils usent. *Id*. Quoique le principal d'une rente constituée soit devenu exigible, la rente ne laisse pas de continuer d'être immeuble. *Id*. Disposition des coutumes qui considèrent les rentes constituées comme meubles. *Id*. C'est la coutume du lieu du domicile du créancier de la rente, qui décide si elle est réputée meuble ou immeuble. *ev*, 47, 203. *v*, 207. Exception à l'égard des rentes dues par le roi, qui ont pour situation le lieu où est établi le bureau de perception. *Id*. Si la rente appartient à plusieurs personnes domiciliées sous des coutumes différentes, chaque portion est régie par la coutume de celui à qui elle appartient. *iv*, 47. Si la propriété de la rente appartient à l'un, et l'usufruit à l'autre, c'est la loi du domicile du propriétaire qui régit sa nature. *Id*. La rente change de nature, lorsque le créancier transfère son domicile, d'une coutume qui régit la nature d'une manière, sous une autre qui le régit différemment. *Id*.

Les rentes viagères sont meubles sous les coutumes qui déclarent toutes les rentes perpétuelles. *ic*, 231. *ev*, 48. *v*, 207. *vi*, 10. Mais sont-elles immeubles de même que les rentes constituées, sous les coutumes qui déclarent telles les dernières? *iv*, 48. La créance d'une somme exigible, qui produit intérêt jusqu'au paiement, est-elle mobilière ou immobilière? *v*, 207. *vi*, 11. *Quid*, si une rente constituée est devenue exigible? *Ibid*. *V. Rente viagère*.

Les offices sont réputés immeubles. *ic*, 48. *v*, 207. *vi*, 11. Il y a trois espèces d'offices. *Id*. Les offices qui sont à la disposition du roi, sans finance, ne sont pas dans nos biens. *iv*, 48. *v*, 208. La seconde espèce consiste dans les offices ecclésiastiques, qui sont mis dans la classe des immeubles à cause de la finance qui est attachée. *ev*, 48, 49. La pratique de certaines offices, se composent de créances de sommes d'argent, est mobilière. 49. La troisième espèce est celle des offices seigneuriaux, qui sont aussi réputés immeubles. *V. Offices*. Les privilèges des procureurs sont aussi réputés immeubles. *Id*.

C'est le lieu où ou qui s'est par une situation. *v*, 208. Les premières sont régies par le statut réel. *Id*. Les secondes suivent la personne et sont régies par la loi du domicile. 208. Situation

des choses corporelles et les ossements, meubles et immeubles *Id.* V. *Jus ad rem, Jus in re, Soli parum et soli.*

Quelles choses sont hors du commerce, v. 346 V. *Légs. Tradition.*

Choses qui n'appartiennent à personne, v. 245. V. *Occupation.*

Choses corporelles, Choses qui s'aperçoivent par les sens, et qui ont un être réel, v. 33. v. 3. V. *Choix.*

Choses d'autrui, 1. 38, 319, 350, 129, 267, 303, 304, 5. v. 29, 479.

V. *Don à titre de donation entre vifs. Légs. Louage des choses. Obligation. Prêt à usage. Tradition. Vente.*

Choses personnelles, V. *Prêt de consommation.*

Choses aliènes, V. *Vente.*

Choses incorporelles, Celles qui n'ont qu'un être intellectuel, et ne s'aperçoivent que par l'intellect, comme une créature, en droit, v. 33, 41, v. 201, 204, 209. V. *Choses.*

V. *Arrentage rural époux. Possession.*

Chose jugée, Jugement définitif qui rend et ne saurait être en un sens de demande, 1. 255. Il résulte de la chose jugée une présomption *juris et de jure* *Id.* V. *Présumptions.* Les jugements définitifs seuls parviennent à avoir l'autorité de la chose jugée *Id.* Les jugements provisionnels, ou interlocutoires, ne l'ont pas, 255, 256.

L'ordonnance de 1667 rapporte trois cas dans lesquels les jugements peuvent avoir l'autorité de la chose jugée, 256. Il faut qu'ils soient rendus en dernier ressort, ou qu'il n'y ait pas d'appel. *Id.* Ces derniers n'ont qu'une autorité honorifique de chose jugée, *Id.* Les jugements d'arrêt rendus en dernier ressort, ont l'autorité perpétuelle. *Id.* S'ils sont susceptibles d'être attaqués par l'appel ou la requête civile, ils ne laissent pas de l'avoir, mais elle peut être détruite par la cassation de jugement, 255. V. *Requête civile.*

Les jugements dont l'appel n'est plus recevable forment la ressource en rapport par l'ordonnance, où il y a autorité de chose jugée, 259. Quand l'appel n'est-il plus recevable? *Id.* V. *Appel.*

Le troisième cas de l'ordonnance est celui des jugements dont l'appel a été déclaré pécunié, 259, 260. L'appel est pécunié, lorsque l'instance d'appel est tombée en prescription, *Id.* V. *Prescription.*

Un jugement n'a pas l'autorité de la chose jugée, à moins que la nullité n'en ait été déclarée, 160. Il ne est autrement d'un jugement nul, *Id.* Quand un jugement est-il nul? *Id.*

V. *Jugement.* L'irrégularité de la chose jugée n'est présumée vraie et équitable tant qu'elle est connue dans le jugement, 263. On peut revenir contre une erreur de droit commise dans le jugement même, 264. La partie ne peut être admise à revenir contre le jugement, quand même elle apporterait des pièces décisives non produites depuis, *Id.* Il faut qu'elle ait été reconnue par le fait de l'acquiescement, pour qu'il y ait lieu à requête civile, *Id.*

L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement, 264. Pour que l'objet du premier jugement soit le même que celui de la demande, il faut que la même chose soit demandée, pour la même cause, et au même qualité, 264. Le principe que la chose demandée doit être la même, ne doit pas être entendu trop littéralement, *Id.* Je suis censé demander la même chose, lorsque je demande quelque chose qui en fait partie, 265. On peut demander des intérêts, après s'en être acquitté sur la demande de la somme principale, *Id.* Si j'ai succombé sur la demande d'un droit de passage pour les gens de pied et que je demande en droit de passage pour les bêtes de somme, peut-on m'opposer l'exception de la chose jugée? 265.

Pour qu'il y ait chose jugée, il faut que la chose soit demandée pour la même cause, 266. Distinction entre les actions personnelles et réelles à cet égard, 266. Après avoir succombé sur une demande, je puis demander de nouveau la même chose, en vertu d'une autre cause d'obligation personnelle, *Id.* Au contraire, après avoir succombé sur une action réelle, je ne puis de nouveau demander la même chose, parce qu'on ne peut avoir qu'un seul droit de propriété de la même chose, qui a déjà été jugé, 266.

Cela n'a lieu à l'égard de l'action réelle, que lorsqu'elle a été demandée d'une manière générale, 266, 267. Si elle avait été restreinte à un moyen, on peut successivement la même chose par un autre moyen, *Id.* Quelquefois même que sur la première demande, elle n'existe pas une nouvelle demande, si le titre, auquel on la fait, est postérieur à l'acte, 267.

Il faut encore, pour qu'il y ait chose jugée, que la nouvelle demande soit faite par la même partie, et au même qualité, 267. Si la chose, la cause, et la qualité, sont les mêmes, peu importe, pour qu'il y ait chose jugée, que la demande soit présentée par une action semblable ou différente, 267. L'autorité de la chose

jugée n'a lieu qu'entre les mêmes parties entre lesquelles le jugement a été rendu. 268. On est partie dans un jugement par son tuteur, curateur, ou autre légal administrateur. 268. Les héritiers et successeurs universels des parties sont censés avoir été eux-mêmes parties au jugement. 268. En matière réelle, les immeubles à titre singulier sont aussi censés y avoir été parties. *Id.* Quod même ils auraient acquis la chose à titre onéreux. 268. En ce cas, tous les ayant-cause sont censés avoir été parties au jugement rendu sans leur entrave. *Id.* V. *Agent-cause*. On peut leur opposer le jugement comme ils peuvent l'opposer eux-mêmes. 269. Le jugement rendu avec le tuteur, n'est par conséquent rendu avec son entrave. 269. Le jugement ne peut jamais être opposé à ceux qui n'y ont été parties, ni par eux-mêmes, ni par leur entrave. 269, 270. Les héritiers ne se représentent pas mutuellement, et ce qui est jugé avec l'un, n'est pas jugé avec l'autre. 270. À moins que la chose ne soit indivisible. 270. Si le jugement a été rendu par collusion, ceux qui n'y ont pas été en cause, peuvent demander le procès. *Id.* Ils peuvent en appeler et y former tierce-opposition. *Id.* La cause est renvoyée partie au jugement rendu avec le débiteur principal. 270, 271. Les légataires particuliers ne se représentent pas ni les autres; mais ils sont représentés par l'héritier institué. 271. V. *Fils de non-recevoir*.

CHOSES LITIGIEUSES. V. *Retrait lignager*.  
*Fruits de droits litigieux*.

CITIZEN. V. *Francien*.

CORRESPONDANCE des mariages: en quel elle consiste. III, 422, 423, 439, 440. Elle les rend nuls. III, 423. V. *Mariage*. Pourrison clandestine. V. *Coopération*. *Présentation*.

CLASSE. V. *Basil d'ordre*. *Développement*.  
*Franc et quitte*. *Preneur*. *Réprie d'appart*.

CLAUDE CODICILLAIRE. Clause par laquelle le testateur déclare qu'il n'écrit que son testament, vailler comme codicille, s'il ne vaut pas comme testament. IV, 328. V. *Codicille*. *Testament*.

CLAUDES DE COMMERCIAL. V. *Communauté conventionnelle*.

CLAUDE DE CONSTITUT. V. *Constitut*.

CLAUDE DE POISSON ET PAIRE VALOIS. V. *Basil d'ordre*. *Transport*.

CLAUDE PÉNAL. V. *Obligation pénale*.

CLAUDE PÉNAL. V. *Addition de la*.  
*Porte commerciale*. *Bénédictin*. *Recevoir*.

CLAUDE. Reins des reins. V. *Communauté légale*. *Tradition*.

CLAUDE. V. *Preneur*.

CLAUDE. V. *Éclésiastique*.

CLOQUE. Règles à suivre pour le vidage

d'un cloaque commun. II, 456. V. *Prière*. *Mar*. *mitogen*.

CLOTURE. Obligation de ne clore, et dispositions des coutumes sur ce point. II, 438. V. *Bornage*. *Mar mitogen*.

CLOTURE D'INVENTAIRE. V. *Continuation de*. *communauté*. *Testament*.

COCCILLE. On appelle ainsi, en droit romain, le testament qui ne contenait pas d'habitation d'héritier. IV, 519, 527, 528. On appelle air sur les noms les dispositions suppléant ajoutées à un testament, et rédaction des mêmes testaments. 519. Les codicilles, pour toute forme, devraient être faits en présence de cinq témoins. 527. V. *Testament*.

COLOMBES. Dispositions relatives de la coutume d'Orléans. VI, 161 et suiv. V. *Acquisition*.

COLON. Celui qui prend à ferme un bien de campagne. II, 234. V. *Louage des choses*.

COMBAT DE VIE. Contention entre deux seigneurs sur le mouvance du fief tenant, chacun d'eux prétendant qu'il relève de sa seigneurie. VI, 280, 281. V. *Seigneur*. *Seigneurie*.

COMBAT. V. *Profit de gain*.

COMMENCEMENT. Qui prouve de la mise-en-exécution. VI, 38. V. *Saisie-arrêt*. Qui prouve de la mise-immobilité. VI, 115, 116. Ce qu'il doit contenir et comment il doit être fait. *Id.* V. *Saisie réelle*.

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT. Il y a

commencement de preuve par écrit, lorsqu'on a un écrit soit authentique, soit privé, qui fait preuve de quelque chose qui conduit à la vérité du fait allégué. I, 242. L'appréciation du commencement de preuve par écrit, suffit pour

admettre la preuve testimoniale, si l'écrit est à l'usage du juge. *Id.* Plusieurs exemples de ce commencement de preuve par écrit. 242, 243.

Il y a encore commencement de preuve par écrit, lorsqu'un acte, soit authentique, soit privé, si le preuve de la dette, mais non de la somme. 243. On peut, dans ce cas, admettre à la preuve testimoniale de la somme. *Id.* Les écritures privées, non signées, forment contre celui qui les a écrites, un commencement de preuve par écrit de quelque chose. 243. V. *Écriture privée*.

Un commencement de preuve par écrit contre quelqu'un, ne peut résulter que d'un acte public, où il ait été partie, ou d'un acte privé signé de lui, ou du moins écrit de sa main. 244. Les registres des marchands, régulièrement tenus, font un commencement de preuve par écrit en leur faveur. *Id.* L'écrit d'un tiers ne peut jamais être considéré comme tel. *Id.* La reconnaissance faite par une femme, dans son inventaire, d'une dette de la communauté, ne

peut être regardée comme un emmencement de peur par écrit contre son mari. 244. Il en est de même de l'écrit reçu par un notaire incompétent, ou nul dans la forme, lorsqu'il n'est pas signé des parties. V. *Preuve testimoniale*.

#### V. Assurance.

COMMISSE. Le commerce déchoit à la noblesse. v. 100. Exerpté en Bretagne. *Ibid.* Les commissaires maritimes et les commissaires en gros ne dérogent pas. *Ibid.* V. *Assurance*, *Noblesse*.

COMMETTANT. L'obligation des commettants est renfermée dans celles de leurs préposés. s. 141. Le commettant, en accédant aux contrats de ses préposés, fait sa propre affaire et non la leur. *Ibid.* Il diffère en cela des escompteurs et des mandataires. V. ces mots. Il y a lieu à l'obligation accessoire du commettant, lorsque le préposé a contracté en son propre nom, et pour les affaires auxquelles il est préposé. 142. Exemples d'actes faits pour les affaires de commettants. *Ibid.* Les préposés obligent leurs commettants, tant que leur commission dure. *Ibid.* Même après le mort de leur commettant, tant qu'ils ne sont pas révoqués pour l'héritier. *Ibid.* L'obligation du commettant s'étend à tout ce que renferme l'obligation du préposé. *Ibid.* Le commettant ne peut opposer l'insupport de son préposé. *Ibid.* Il peut opposer toutes les exceptions de son rem. *Ibid.* S'il y a plusieurs commettants. Ils sont tenus solidairement et sans division. 143. Ils ne peuvent opposer l'exception de discussion; quand même ils n'auraient déjà indemnisé le préposé. *Ibid.* L'contracteur peut se débarrasser des obligations contractées par le capitaine, en abandonnant le navire et le fret. *Ibid.* Le commettant est responsable du délit et quasi-délits commis par le préposé dans l'exercice des fonctions à lui confiées. *Ibid.* Il n'en est tenu que civilement. *Ibid.* V. *Charte parties*, *Mandat*, *Obligation accessoire*.

COMMUNE (avoir de). Droit qu'a le seigneur du fief, de confaquer et réunir à toujours à son domaine le fief de son vassal, pour punition de son désert ou de sa félonie. r. 306. vii. 43. Quelques seigneurs de désert donnent lieu à la commune. vi. 306, 307, 308. vii. 43, 44. Il faut que le désert soit incurable. vi. 309, 310. Faut-il nécessairement qu'il soit judiciaire? 310. Le rachat ripable d'aliénation, peut seul commettre son fief, en désertant son seigneur. 310, 311. Cas où le désert ou un douze par lieu à la commune, à cause de l'insupport de celui qui le fait. 311. La commune n'a pas lieu de plein droit; le seigneur a une action pour l'exercer par suite du désert. vi. 311, 312. vii. 46. A quelles choses s'étend la

commune? vi. 312, 313. vii. 46, 47. Quid, des édifices élevés par le rachat sur le fief des impenses? *Ibid.* Les charges réelles et les hypothèques imposées sur le fief avant le désert par le vassal, ou ses auteurs, s'éteignent-elles par la commune? vii. 313, 314. vii. 48. Le rachat s'étend-il au préjudice des créanciers obligataires et des engagements purement personnels, contractés par le rachat par rapport au fief? vi. 314, 415. Au profit de quoi est le rachat, lorsqu'un mari a été déserté pour le propre de sa femme, ou titulaire pour le seigneurie dépendante de son bénefice, un seigneur pour le fief qu'il tenait en sa vie par le rachat féodal? 315, 316.

De la commune qui a lieu pour félonie du vassal. r. 316. vii. 44. Quelles injures sont assez atroces pour être félonie, et dans ce cas la commune? vi. 316, 317. vii. 45. Il faut que cette injure soit commune par le rachat. vi. 313, 316, 317, 320. vii. 45. Il faut qu'elle soit faite au seigneur reconnu pour tel. r. 321, 322. vii. 45, 46. De l'extinction de commune pour cause de félonie, et comment elle s'étend? vi. 321, 322, 323, vii. 45, 50. V. *Désert*, *Félonie*, *Fief*.

COMMUNES AUX REVENUS SAISIS. Personne préposée pour faire le recouvrement des fruits pendans par racine, qui ont été saisis. vi. 101. V. *Saisie-exécution*.

COMMUNES AUX SAISIES RÉELLES. Personne préposée en titre d'officier pour le roi, pour l'administration des biens saisis. vi. 119. vii. 513, 516. Ses fonctions. vi. 119 et suiv. V. *Saisie réelle*.

#### COMMISSION. V. Commettant. Préposé.

COMMUNAUTÉ. Quasi-contrat par lequel une chose est commune entre deux ou plusieurs personnes, sans qu'il y ait eu entre elles aucun contrat de société, ni aucune autre convention. s. 445. Cette communauté est une quasi-société, qui peut se former à différents titres. 445. Le droit des quatre associés dans les choses communes est le même que celui des associés dans les choses de la société. 445. Chacun d'eux est tenu des dettes de l'unité de bien commun entre eux pour la part qu'il y a. 445. Il est tenu seul des dettes contractées pour les affaires communes, sauf son recours contre ses quasi-associés. 445, 446. S'ils ont contracté ensemble, chacun d'eux n'est tenu que pour sa portion virile. 446. Chacun est tenu des charges réelles des héritages pour la part qu'il a dans ces héritages. 45. Les obligations respectives des quatre associés sont à peu près les mêmes que celles des associés entre eux. 446. Chacun d'eux doit faire raison aux autres de tout ce dont il est débiteur envers la communauté. 45; de ce





Entre l'établissement de communauté, c'est celle de l'homme qu'il est le même. *Id.* S'il s'agit d'interdire de fixer sur domicile où est celui de sa femme, c'est la loi de son domicile qu'il faut suivre. 30. V. *Domicile*. Et cela, quand même il aurait épousé sa femme dans un autre lieu que dans son domicile. *Id.* La disposition de la coutume de Normandie, qui interdit la communauté, est-elle un strict décal ? *Id.* V. *Statut réel*. Les personnes qui y sont soumises ne peuvent l'éviter, en prenant leur contrat sous une coutume qui admet la communauté pour revenir ensuite en Normandie. *Id.* Lorsqu'un Parisien va épouser une femme en Normandie, il y a communauté selon la coutume de Paris. *Id.* Elle ne peut exister, au contraire, lorsque c'est un Normand qui va épouser une Parisienne. *Id.* Dans ce dernier cas, la Parisienne peut-elle, par une convention expresse de son contrat, stipuler véritablement la communauté ? 30, 31. Jurisprudence du parlement de Paris contraire à celle du parlement de Normandie. *Id.*

La communauté légale ou conventionnelle ne peut être contractée que par des personnes capables de contracter un mariage civil. 32. Il suffit cependant que le mariage, quoique nul, produise des effets civils. *Id.* V. *Effet civil*. Les étrangers, domiciliés en France, qui se marient, le contractent selon la loi de leur domicile. *Id.* V. *Etranger*. La communauté commence du jour de la célébration nuptiale. 33. V. *Dissolution nuptiale*. Peut-on couvrir l'incertitude, s'il ne date pas du contrat de mariage. 33.

COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE. Celle qui est formée par la convention expresse des parties, portée par leur contrat de mariage. *Id.* 100, *Id.* 179. Elle peut se faire purement ou sous condition. *Id.* 100. La simple clause qu'il y aura communauté, ne charge rien à la communauté légale. *Id.* La communauté conventionnelle ne commence qu'à partir de la célébration du mariage. *Id.* 33, *Id.* 179. C'est à ce temps qu'on doit avoir égard pour savoir si les choses qui participent à chacun des conjoints doivent y entrer. *Id.* Néanmoins l'un d'eux ne peut, en fraude de l'autre, changer de nature les biens qu'il a en lors du contrat de mariage. *Id.* 100, 101. Il ne le peut non plus dans le cas d'augmentation conjointe. 101. V. *Communauté légale*.

La communauté conventionnelle peut être stipulée entre des époux différents. *Id.* 179. Entre deux lesquels les conventions doivent être faites. 179. Conventions prohibées. 179.

Les biens peuvent rentrer par une clause de leur contrat de mariage, par leur communauté sera réglée par telle coutume que n'est pas celle du domicile du mari. *Id.* 101. Lors-

qu'un homme domicilié sous une coutume qui répute meubles les biens constitués, prend une femme à Paris, le contrat porté par le contrat, que la communauté sera réglée par la coutume de Paris, exclut-elle de la communauté les biens constitués des conjoints ? 101, 102. Ces conventions n'ont d'effet que si ce qui renvoie à la communauté. 102. Celle par laquelle il est dit que les parties s'épouseront suivant une telle coutume, est plus générale, et s'applique à toutes les conventions matrimoniales. *Id.* Mais elle ne déroge pas aux conjoints la puissance de disposer, qui leur refuse le secours de leur domicile. *Id.* V. *Apport*. *Conventions matrimoniales*.

Les conjoints peuvent convenir par leur contrat de mariage qu'ils auront, au leur héritier, des parts égales au partage qui se fera des biens de la communauté. *Id.* Chacun doit supporter la même part dans les dettes, que celle qui lui est assignée dans le partage de l'actif. 152. V. *Partage de la communauté*. La femme peut convenir qu'elle jouira séparément d'un certain héritage. 155. Les acquiescements faits par elle de ses époux sur les revenus de cet héritage, tombent-elles sur la communauté ? 155. V. *Exclusion de communauté*. *Séparation contractuelle*.

V. *Antécessionnement*. *Apport*. *Antécessionnement*. *Donation entre mari et femme*. *Exécution de communauté*. *Préciput*. *Préciput conventionnel*. *Réalisation*. *Reprise d'apport*. *Séparation de biens*.

COMPTES LÉGAUX. Celle qui a lieu entre des conjoints par mariage, et dont la loi de leur mariage, quand ils ne s'en sont pas expliqués, et qui est composé tant en ce qui concerne le présent, des choses dont cette loi décide qu'ils doivent être composés. *Id.* 24. Chacun des deux est compris en actif. 33. Elle est composée des meubles, des acquêts, et des fruits des propriétés de chacun des conjoints perçus ou à percevoir pendant sa durée. *Id.* 33, *Id.* 173.

La communauté légale passe des meubles tant corporels qu'incorporels. *Id.* 33, *Id.* 173. Tant de ceux appartenant aux conjoints lors du mariage, que de ceux acquis depuis. *Id.*

Les meubles corporels sont des choses transportables d'un lieu à un autre, et qui ne sont pas partie de quelque fonds d'héritage ou de maison. 34. V. *Meubles*.

Règles sur les choses qui sont censées faire partie d'un fonds d'héritage. 34-38. Règles sur les choses qui sont censées faire partie d'une maison ou d'un autre édifice. 38-40. Toutes ces choses n'entrent dans la communauté légale, qu'autant que le fonds de terre, ou la maison,

font elles tout partie, y entre lui-même. 40. V. *Choses*. Rgles pour reconnaître les choses incorporelles qui sont meubles et celles qui sont immeubles 41-44. V. *Choses*. Application aux créances. *Id.* Le casus d'où la créance précède n'est pas considérée, pour savoir si elle est meuble ou, au contraire, 43, 44. C'est pourquoi le casus d'une somme d'argent, due à l'un des conjoints, pour retour d'un partage d'immeubles fait avant le mariage, est mobilière et entre dans la communauté. 44, 51. V. *Souls*. La créance d'une somme d'argent, qu'à l'un des conjoints lorsqu'il se marie, tombe dans la communauté légale, quoiqu'elle soit une propriété pour le cas de sa succession. *Id.* V. *Propre de succession*. La créance d'une somme d'argent due à un conjoint pour la part de sa part d'un héritage lié avec ses cohéritiers, quoique prise de la ligne d'où l'héritage procède, entre dans la communauté. 44. Il en est de même de celle due à un enfant, ou de qualité d'héritier de sa mère, pour la part de la douaire de celle-ci, laquelle, par son contrat de mariage, les deux stipulés propres à elle et aux siens, 44, 45. Quod videtur les deux dotants auraient été stipulés propres quant à leur affect, même quant à la disposition. *Id.* V. *Propre de succession*.

Les rentes constituées sont-elles meubles ou immeubles, pour entrer dans la communauté? 45, 47. V. *Chasse*. Rente constituée. La rente constituée, entrée comme meuble dans la communauté, n'a pas en devenant immeuble par la saisine, sous une autre contenance de démolir le conjoint auquel elle appartient. 47. Ou si elle est insaisissable d'abord, elle n'y entre pas en devenant meuble. *Ibid.* Les rentes de la femme, lorsqu'elle est commune du mari, les déclare d'une nature différente de celle qu'elle a même, prendra cette nature par le mariage, pour entrer ou ne pas entrer dans la communauté. 47, 48. Les rentes viagères sont-elles meubles ou immeubles? 48. Dans tous les cas, les arriérages des rentes sont meubles, et considérés comme fruits, qui tombent dans la communauté. 48. V. *Chasse*. Rente viagère et ci-dessus. Les offices sont réputés immeubles. *Id.* V. *Chasse*. La pratique de certains offices est mobilière, et tombe dans la communauté. 49. V. *Office*.

Exceptionne sur principe qui suit entre dans la communauté légale toutes meubles de chacun des conjoints. *Id.* Toutes les choses, quoique meubles, qui procèdent à l'un des conjoints, du 100 ensemble propre de communauté saue co être des fruits, y entrent pas dans la communauté. 50. Ainsi, les bestes-faites achetés durant le mariage n'y entrent pas. *Id.* Au con-

fratre, la coupe d'un bois taillis y entre. *Id.* Les pieux et la clef d'une carrière accordés au l'héritage propre de l'un des conjoints durant le mariage n'y entrent pas. *Id.* Il en est de même d'un frère trouvé sur l'héritage propre de l'un des conjoints durant la communauté. *Id.* Au contraire, le lince qui appartient au conjoint, son jure inventaire, son comme haut-justicier, l'emblème de la communauté. *Id.* V. *Pénit.* *Haut-just.* *Trécor.* Les choses mobilières substituées, durent la communauté, à un propre de communauté de l'un des conjoints, moins propres de communauté de ce conjoint. *Id.* V. *Id.* 173. La créance de la soule d'un partage d'immubles les perdant la communauté, qui appartient à l'un des conjoints, quoique mobilière, n'entre perdant la communauté. *Id.* V. *Id.* Si le partage avait été fait avant le mariage, la créance de la soule est eul de dans la communauté. V. *Souff.* *Subrogation réelle.* Les choses mobilières données ou léguées à l'un des conjoints avec la clause qu'elles lui seraient propres, n'y entrent pas. *Id.* Ce qu'un mineur, qui se marie de son, a en biens immeubles de plus que la lre de l'universalité de tous ses biens, n'est pas dans la communauté légale. *Id.* Cette exception a été établie par la jurisprudence. *Id.* Autre exception, *Id.* V. *Donations antérieures.* *Id.* *Leu.*

Les aménables conquêts ont la seconde espèce de choquant est composé le communautaire légale. sv, 52. vs, 173. V. *Conquêt de communauté. Peccore de communauté.*

La troisième chose qui tombe dans la communauté légale, est les fruits des héritages et autres biens propres des conjoints, qui sont nés, perçus ou échus pendant la durée, 79. C'est à cause de leur qualité particulière de fruits, et non pas seulement comme meubles, qu'ils y entrent. *sv*, 79, *vv*, 176. Car tous les meubles procèdent des propres des conjoints ou tombent par droit de communauté. *Ibid*. Quelles sont les choses qui sont fruits des biens propres des conjoints? *sv*, 80. Ils se divisent en fruits naturels, industriels et civils. *Id*. Définition de ces trois genres de fruits. *Id*. V. Fruits. Les fruits naturels et industriels sont acquis à la communauté, aussitôt qu'ils sont perçus pendant la durée. *Id*. Ils sont acquis par suite de leur séparation de la terre où ils étaient pendans. *Id*. La communauté recueille tous les fruits, perçus pendant sa durée, si son paterne n'a pas pu en recueillir. *sv*, 80, *vv*, 176. Quand même les fruits eux-mêmes ne sont pas le mariage, au sein le produit d'un grand nombre d'années. *Id*. En cas de dissolution, elle a des réclamations de ceux perçus après la dissolution.

quand même elle n'aurait rien recueilli pendant sa vie. *Ar. 80, vii, 176, 220.* Les fruits perçus avant le mariage y rentrent, non pas à titre de fruits, mais comme meubles. *80, 81.* Ceux qui n'ont été perçus que depuis la dissolution de la communauté n'y entrent pas. *81.* Si le mari avait retardé la récolte d'un de ses propres jusqu'à près la dissolution, les héritiers de la femme pourraient en réclamer leur part, comme ayant dû tomber dans la communauté. *Id. V. Vices* *vered*, s'il avait arrêté la récolte d'un propre de sa femme sur le point de mourir, les héritiers de celle-ci pourraient en prétendre la restitution et des dommages-intérêts. *Id.* Celui qui perçoit à son profit seul les fruits de son héritage propre, après la dissolution de la communauté, doit rembourser à son conjoint la moitié des frais faits par celui-ci pour les faire cueillir. *Id.* Il ne peut se débarrasser de cette récompense, en offrant d'abandonner la récolte à la communauté. *Id.* Elle appartient à chacun des conjoints pour moitié, dans le cas d'arrêtement. *81, 82.* Dans le cas de reconnaissance, la femme, qui le doit, doit en payer le total aux héritiers du mari. *Id.* Si c'est le mari qui le doit, il n'est rien dû à la femme qui renonce. *Id.* Les frais relatifs à l'entretien des vignes sont compris dans cette règle. *82.* La femme doit la récompense à son mari, qui a fait les travaux de ses mains, quoiqu'il soit gentilhomme. *Id.* Dispositions de quelques coutumes, qui abandonnent la récolte à la communauté pour les frais de culture par elle faits. *Id.* Application de ces dispositions en cas de la pèche d'un étang. *Id.* Il n'en résulte pas que ces coutumes considèrent les fruits pendans par racine comme meubles. *83.* Doit-on suivre sur ce point la coutume des lieux où les héritages sont situés, ou plutôt celle à laquelle les parties sont soumise, soit expressément par une clause de leur contrat, soit tacitement, parce que c'était le loi de leur domicile? *83, 84.*

Parmi les fruits civils, il n'y a que ceux qui sont nés durant la communauté qui y rentrent. *84.* Ceux qui sont nés auparavant et entrent comme meubles. *Id.* Il sont considérés quand la communauté a été dissoute. *Id.* Ainsi les fermes ne naissent que lors de la récolte des fruits pour lesquels la ferme est due. *Id.* Il faut qu'elle ait eu lieu pendant la communauté, pour que les fermes y entrent. *Id.* Les loyers de maisons en location échouent tous les jours par parties. *Id.* Ainsi la communauté a une part dans les fermes qui contiennent des dissolutions, à proportion du temps qui s'en est écoulé. *Id.* Raisons de différence entre les fermes et les loyers. *85.* Il en est des arrérages des rentes comme des loyers de

maisons; ils sont acquis de la même manière à la communauté. *Id.* Ces principes relatifs à la manière de compter les loyers des maisons, sont de droit commun. *Id.* L'usage a été interprété dans leur sens l'article 207 de la coutume d'Orléans qui paraît y déroger. *Id.* Les loyers et les arrérages ne comptent ni jour à jour. *86. V. Arrérages.* Les arrérages de cens sont tous aussi des fruits civils. *Id.* Mais ils n'appartiennent à la communauté que lorsque le jour de la reconnaissance de la seigneurie est arrivé pendant sa durée. *Id.* Si la communauté s'est dissoute le jour même de cette reconnaissance, elle a droit aux arrérages. *Id. V. Cens.* Les fermes des dîmes et champarts sont fruits civils, et des comme les autres fermes. *87.* Les droits canoniques sont aussi des fruits civils. *Id.* Les profits, les mutations, sont acquis à la communauté aussitôt que leur ouverture arrive pendant sa durée. *Id.* Si le fait de l'acte, qui y donne lieu, arrive le même jour que la mort de l'un des conjoints, il faut qu'il soit arrivé avant cette mort, pour que les profits et mutations tombent dans la communauté. *Id. V. Profits.* Les amendes, les droits de déshérence et de confiscation, sont les fruits civils d'un droit de justice. *Id.* Les amendes sont acquises à la communauté aussitôt qu'elles tombent le jour même que les prononce. *Id. V. Amendes.* Les épaves n'y tombent que lorsque l'adjudication en a été faite pendant la communauté. *Id. V. Épaves.* Le trésor, aussitôt qu'il a été trouvé. *88.* Les biens acquis en soigneur, par droit de débiteur et de constitution, le jour de la mort, ou du jour du jugement. *Id.* Les fruits des héritages propres des conjoints, qui d'ont qu'une durée bornée, tombent également dans la communauté. *Id. V. Confiscation. Déshérence. Trésor.*

Des choses dont la communauté légale est composée en meubles. *Ar. 88, vii, 176.* Elle est chargée des dettes mobilières, dont chacun des conjoints était débiteur au temps du mariage. *Ar. 88, vii, 177.* Une dette est mobilière quand la chose due est meuble. *Id.* L'obligation de faire ou de ne pas faire est une dette mobilière. *Ar. 89.* L'hypothèque qui les accompagne ne change pas leur nature. *Id. V. Cens. Obligation de faire.* La communauté est tenue pour le total de la dette contractée solidairement avec d'autres par un des conjoints avant le mariage. *Ar. 89, vii, 176.* Elle n'est tenue que de la portion de conjoint, lorsqu'il n'est obligé qu'hypothécairement pour tout. *Ar. 89, vii, 177.* En général elle n'est chargée que des dettes dont le débiteur s'est personnellement chargé. *Ar. 89.* En ce qui concerne les dettes mobilières, ayant pour cause le prix d'un propre de l'un ou

de l'autre des conjoints. *iv*, 89. *vi*, 177. Pour qu'elles ne soient pas à la charge de la communauté, il faut que le conjoint soit, lors de son mariage, possesseur de l'héritage. *iv*, 80. Cette exception n'a pas lieu en faveur des dettes actives provenant du prix d'un immeuble de l'un des conjoints; elles tombent dans la communauté. *Id.* La dette passif d'un corps certain, appartenant à l'un des conjoints qui n'est pas entré dans la communauté, n'est pas à sa charge. *Id.* Les dettes passives mobilières entrent dans la communauté, quand même elles excéderaient la valeur de l'actif mobilier. *Id.* Les créanciers de la femme ne peuvent poursuivre le mari qu'après avoir fait déclarer leurs titres exécutoires contre lui. *Id.* *V. Acte exécutoire.* La communauté n'est pas chargée des dettes passives immobilières, dont chacun des conjoints est débiteur lors du mariage. *Id.* Si la dette est alternative de deux choses dont l'une mobilière et l'autre immobilière, c'est le paiement qui détermine sa nature. *vi*, 177. *V. Obligations alternatives.* S'il s'agit d'une rente constituée, c'est la loi du domicile du créancier qui en règle la nature et qui lui donne la qualité d'immeuble ou de meuble. *iv*, 91. *vi*, 177. Les arrérages des rentes constituées sont des dettes mobilières qui sont dues dans tous les cas par la communauté. *iv*, 91. *vi*, 177. Il en est de même de ceux des rentes foncières, quoique celles-ci, vu leur qualité de dette immobilière, soient à la charge personnelle des conjoints. *Id.* *V. Arrérages. Rente constituée. Rente foncière.*

La communauté légale est chargée de toutes les dettes que le mari contracte pendant la durée du mariage et de la communauté. *iv*, 91. *vi*, 177. Il n'importe qu'elle en ait profité ou non. *Id.* Elle est même tenue des condamnations auxquelles le mari est condamné pendant le mariage. *Id.* Excepté de celles auxquelles il l'enraille par un jugement à une prime capitale. *iv*, 92. *vi*, 177. *V. Condamnation.* En est-il de même de la répétition civile à laquelle l'enraille le même jugement? *Id.* *V. Réparation civile.* Exception relative aux dettes que le mari contracte pour ses propres affaires, et dont il profite seul. *iv*, 92. *vi*, 177. Autre exception à l'égard de celles qu'il contracte en faveur de quelqu'un des enfans qu'il a d'un précédent mariage, ou même de ses héritiers présumptifs, qui seuls en profitent. *iv*, 93. *vi*, 177. C'est en temps que le mari a contracté la dette, que l'on considère si la personne était son héritier présumptif. *iv*, 93. La dette que le mari contracte, sans le consentement de sa femme, en faveur de leurs enfans communs, est non chargée de la communauté. *Id.* La communauté est-elle

chargée de l'obligation de garantie, contractée par le mari qu'elle rend, sans le consentement de sa femme, un immeuble propre de cette dernière? *iv*, 328. *vi*, 93. *V. Exception de garantie.*

Les dettes contractées par la femme, autorisée par son mari, pour les affaires de la communauté pendant sa durée, sont à la charge de la communauté. *iv*, 94. *vi*, 177. Celles qu'elle a contractées sans l'approbation de son mari, et par autorisation de justice, ne sont à la charge de la communauté que jusqu'à restitution de ce qu'elle en a profité. *iv*, 94. *vi*, 177. Si elle n'en a par profité, elle n'en est aucunement tenue. *iv*, 94. *vi*, 177. Mais le créancier conserve ses droits contre la femme. *Id.* Peut-il répéter du mari, durant le mariage, les sommes qu'il paie pour les alimens de la femme qu'il a fait constituer prise alimentaire? *vi*, 177. Les conjoints qui ont contracté la communauté des condamnations résultantes des délits du mari et de ceux de la femme sans distinction. *Id.* La communauté n'est pas tenue des dettes sous signature privée de la femme, qui ont une date antérieure au mariage. *Id.* *V. Avantages matrimoniaux.*

La communauté est tenue des dettes des successions toutes mobilières qui échouent à l'un des conjoints pendant le mariage. *iv*, 95. *vi*, 177. *Id.* Si c'est la femme qui a accepté, sur le refus de son mari, comme héritière par justice, la communauté n'est tenue que jusqu'à concurrence de l'actif dont elle a profité. *iv*, 95. *vi*, 177. Si la succession est toute composée d'immeubles, la succession n'est pas tenue des dettes. *Id.* Si ce n'est des arrérages et des intérêts comme arriérés pourrissent jusqu'à la dissolution. *Id.* Comment est-elle tenue dans le cas où la succession, qui échoue à l'un des conjoints pendant sa durée, est composée en partie de meubles, et en partie d'immeubles? *iv*, 96. *vi*, 177. Distinction entre les différences coutumières. *iv*, 96. Coutumes qui font contribuer les héritiers aux différends arriérés de biens, et toutes les différentes espèces de dettes, soit mobilières, soit rentes, à proportion de ce que chacun d'eux a dans l'actif de la succession. *Id.* Dans ce cas, la communauté est chargée de la portion dans toutes les dettes, tant mobilières que rentes, dont la coutume, qui a délégué la succession, charge le mobilier. *Id.* Le conjoint, à qui restent les immeubles comme propres, est seul tenu de l'autre portion des dettes dont le régime charge les immeubles de cette succession. *Id.* Motifs de cette opinion. *Id.* Le mari, créancier d'une rente constituée, qui devient héritier de son débiteur, peut saisir que la communauté lui fasse raison de cette rente, pour la portion dont elle est tenue des

dation. *iv*, 97, 98. *viii*, 178. De même, il doit faire raison à la communauté de la vente qu'il a fait seul au créancier dont il est devenu héritier. *iv*, 98. *viii*, 178. La communauté, lorsqu'il échoit une succession à l'un des conjoints, doit être considérée comme un cessionnaire des droits sur les meubles de ce conjoint. *iv*, 97, 98. *v*. Cessionnaire.

Les entrechargés de la communauté légale sont les aliens qu'elle doit fournir aux conjoints, et l'éducation des enfans communs. *iv*, 98. *viii*, 178. Elle est aussi chargée de l'entretien des héritages propres des conjoints. 98, 99. A l'exception toutefois des grosses réparations. 99. Elle est chargée de celles des papiers de la femme occasionnées par la négligence du mari. *Ibid*. *v*. Réparation. Il lui est dû récompense de toutes les dépenses faites sur les propres des conjoints, qui ne sont pas de simple entretien. *Ibid*. Elle doit payer les frais d'entretien, de liquidation de reprises, de partage, de dissolution. *vi*, 99. *xi*, 178. Elle n'est pas tenue des frais funéraires du prédécédé. *iv*, 99. *viii*, 178. L'habit de deuil de la femme doit partie des frais qui doivent être supportés par la succession du mari. *iv*, 99. *viii*, 178. *v*. Deuil. Les legs faits par le prédécédé sont dus par sa succession, et non par la communauté. *Ibid*. A moins qu'ils n'aient été faits pour cause quelconque fort fait par le mari ou le légataire, dont la répartition est faite de la communauté. *Ibid*. *v*. Frais funéraires.

Droits des conjoints sur la communauté. *iv*, 156. Le mari, comme chef de la communauté, est réputé seul seigneur des biens, tant qu'elle dure, et peut en disposer à son gré, sans le consentement de la femme. *iv*, 156, 157. *viii*, 204. Il peut la charger de toutes les dettes qu'il juge à propos de contracter pendant qu'elle dure. *iv*, 157. Il peut à son gré se perdre la bride, sans en être comptable. *Ibid*. Leur impose des charges réelles. *Ibid*. En disposer même à titre de donation entre-vifs envers personnes capables et sans fraude. *Ibid*. Dispositions diverses des coutumes sur ce point. *iv*, 157. Le mari peut lui-même ou les actions mobilières et possessoires de sa femme, et y défendre. *iv*, 157. *viii*, 204, 204. *v*. Puissance maritale. Le mari condamné, en cas de confiscation, ne rend rien. *Ibid*. Avec les propres, que la moitié des meubles et conquêtes immobilières de la communauté. *iv*, 158. *viii*, 204. *v*. Confiscation.

Il ne peut disposer par testament que de la moitié de ses biens. *iv*, 158. *viii*, 204, 215. *v*. Testament. Lorsque le mari a légué un objet de la communauté, le legs n'est valable pour le total vis-à-vis de ses héritiers, en ce sens qu'ils doi-

vent racheter la portion de la femme pour en faire la délivrance au légataire. *iv*, 158, 159. Si les termes mari, veuve, ont été employés, le legs paraît devoir être restreint à la part du mari testateur dans la chose. *Ibid*. Quoi, lorsque la chose a été léguée simplement, sans employer ces termes? 159, 160. On doit rechercher la volonté du testateur dans les circonstances, dans le nature de la chose léguée, et dans la qualité du légataire? 160. S'il est dit qu'il lègue la moitié d'une chose, est-ce la moitié de sa part, et conséquemment le quart, dans ladite chose, ou la moitié de la chose même, formant la part entière du mari? 160. S'il est dit clairement que la chose est léguée pour le total, les héritiers du mari doivent racheter la part de la femme, ou en payer l'alimention. 160.

Les dispositions des biens de la communauté, faites par le mari, ne sont valables qu'autant qu'il n'en a pas été faite en fraude de la part de la femme ou de ses héritiers. *iv*, 160. *viii*, 204, 215. L'acte de la donation, le temps auquel elle est faite, peuvent faire présumer la fraude. *Ibid*. Se présume-t-elle, lorsque le mari a fait une donation entre-vifs dont il s'est réservé l'usufruit? *iv*, 160. Le principal cas de fraude est lorsque la disposition tend à avantager le mari ou ses héritiers, ou préjudice de la femme ou de ses héritiers. 161. *v*. Récompense. Il ne peut s'avantager us directement us indirectement. *iv*, 161. *viii*, 284. *v*. Avantage entre époux. Une donation est suspecte de fraude comme faite à un incapable, lorsqu'elle est faite à certains. 161. Il n'en est de même de celles que le mari fait à ses héritiers présomptifs. 161. *v*. Avantage indirect. Colla tacite à des collatéraux qui ne le sont pas, ne sont pas considérées comme telles. *Ibid*. C'est au temps seul de la donation qu'on doit avoir égard, pour savoir si elle a été faite à une personne capable ou non. *Ibid*. Peu importe que l'héritier présomptif alors, ait ou n'ait de l'usufruit. *Ibid*. Que doit-on décider dans le cas inverse, où le donataire, qui n'était pas l'héritier présomptif du mari, lors de la donation, est devenu depuis son héritier? 161, 162. Si le parent donataire n'était pas l'héritier du mari au moment de la donation, mais aux propres d'une certaine ligne, la donation est-elle faite à une personne capable? 162. Tout ce que vous teniez de dire ne peut s'appliquer aux enfans qui sont communs au mari, et à la femme. *Ibid*. Lorsque le mari a doté seul un enfant commun de quelques biens de la communauté, la femme ne peut en prétendre récompense. 161, 163. Il n'est de même de la donation qu'il a faite à une personne héritière présomptive de lui et de sa femme. 163. *v*. Dot.

Les donations d'ailleurs à ses enfans d'un précédent mariage ne sont pas censées faites en fraude par le mari. 163. C'est une dette qui tombe dans la communauté. *Ibid.* Il n'en est pas dû récompense à la femme, même dans le cas d'une clause de séparation de dettes. *Ibid.* A moins que l'enfant n'eût été biens antérieurs pour ses besoins, et que le mari n'ait pas porté en dépenses dans son compte les avances à lui faites par la communauté. 163, 164. Ce qui risait d'être dit s'applique aux alimons fournis par le mari à un collatéral, son héritier présumé. 164. Et au cas où il l'aurait reçu dans sa maison, sans qu'il lui payât de pension. *Ibid.* Le douaire à l'héritier présumé collatéral est encore présumée faite sans fraude, lorsque la femme y a expressément consenti. 164. Il n'en est pas dû même relativement aux enfans que le mari a d'un précédent mariage. 164. On serait donné aux enfans de son mari et l'avantageur lui-même. *Ibid.* Les dettes du mari à des personnes incapables, ne sont déduites d'abord que ris-à-vis de la femme. 164, 165. Elles sont valables ris-à-vis du mari. *Ibid.* Il en fait récompense à la communauté en rapportant par fiction à la masse, lors du partage, le montant des dites dettes, lequel est présumé sur sa part. 165.

Le droit de la femme sur la communauté, pendant qu'elle dure, n'est qu'une espérance de partager les biens, lors de la dissolution. 165, 166, 205. Elle ne peut seule disposer des biens de la communauté. *Ibid.* Mais elle le peut conjointement avec son mari, soit en sa qualité de commune, soit en son propre nom. *Ibid.* En sa qualité de commune, elle est censée contracter tacitement dans tous les actes faits par son mari. 163. Si elle est partie au contrat, elle contracte en outre en son propre nom. 165. Si elle contracte seule, comme marchande publique, elle est censée contracter conjointement avec son mari. *Ibid.* V. *Marchande publique*. Lorsque la dissolution de la communauté arrive par une condamnation capitale de la femme, sa moitié ne tombe pas en nullification. 165, 166. La part de la femme, dans lesdits biens, doit-elle demeurer au mari, ou doit-elle appartenir aux héritiers de la femme? 166.

Comment se dissout la communauté? 167. Par la mort naturelle de l'un des parties, *ibid.*, et par leur mort civile. 167. V. *Mort civile*. Dans le cas d'absence de l'un des conjoints, elle est aussi provisionnellement dissoute du jour de la demande d'enrol en possession. 168, V. *Absent*. Elle se dissout encore par la séparation de biens. *Ibid.* V. *Séparation de biens*. Et par la séparation de corps. *Ibid.* V. *Séparation*

d'habitation. Le jugement qui déclare l'adultère de la femme opère aussi la dissolution. 168. V. *Adultère*. A moins que le mari ne renonce à reprendre sa femme. *Ibid.* La nullité du mariage entraîne la nullité de la communauté. 168. Cependant il reste une société qui a existé de fait. *Ibid.* V. *Cancellation de mariage*. *Mariage*.

Après la dissolution de la communauté, on doit liquider les créances de chacun des conjoints contre la communauté, et ses dettes envers elle. 168. Dans le cas de renonciation, il n'y a pas de liquidation à faire de la part du mari. 168, 169. La première ordonnance des conjoints consigne dans la reprise du mobilier qu'ils se sont réservé propre. 169, 169, 193. V. *Régime de la communauté*. La seconde est le rempli du prix des propres aliénés durant la communauté. 169, 169, 193, 195. V. *Régime de la communauté*. Chacun des conjoints est encore créancier de la reprise de toutes les choses mobilières, qu'il, sans en être de fruits, sont provenues de ses propres. 169, 195. En général, chacun des conjoints est créancier de tout ce dont il a enrichi la communauté, pendant qu'elle a duré. 169, 195, 197, 193. Le mari n'est créancier de la communauté que de ce qu'il y a fait entrer réellement; la femme au contraire est créancière de ses reprises, quoique le mari ne s'en soit pas fait payer, si c'est par sa faute ou sa négligence. 169, 195, 195, 195. Le mari, pour ses créances, ne peut se reposer que sur ce qui reste dans la communauté; la femme, au contraire, a défaut de biens dans celle-ci, peut se reposer sur ceux de son mari. 169, 195, 195. Elle a hypothèque sur les biens du mari pour la reprise de ses propres, aliénés du jour du contrat. 169, 195, 195.

Chacun des conjoints est débiteur envers la communauté, lors de sa dissolution, de ce qui reste dû de la somme qu'il avait promise d'y apporter. 169, 195. V. *Apport*. Il est encore débiteur des récompenses qu'il peut devoir pour ce qu'il en a tiré pendant sa durée, pour ses affaires particulières. *Ibid.* V. *Récompense*.

Bettrade l'un des conjoints envers l'autre, à la dissolution de la communauté. 213, 214. V. *Dettes des conjoints l'un envers l'autre*.

Le survivant doit faire inventaire des biens de la communauté. 215. V. *Inventaire*. *Recel*. Il doit en outre, avant le partage, être établi un compte par lequel les parties se font respectivement raison de ce que chacune d'elles a reçu de la communauté, un y a mis depuis sa dissolution. 217. Il doit aussi être fait un acte de liquidation, contenant état des reprises et créances sur la communauté, et des dettes et récompenses d'elle due. 218. V. *Récompense*. *Régime*. Enfin, l'affirmation des conquêts de la commu-

nanté et des réparations faites aux héritages propres des conjoints, dont aussi avoit lieu avant le partage 218 V. *Partage de la communauté*.

V. *Acceptation de communauté. Continuation de communauté. Dot. Exclusion de communauté. Préceptat légal. Renonciation à la communauté. Séparation de biens*.

COMMUNAUTÉ TRIPARTITE. Communauté qui existe entre un conjoint survivant, ses enfans du premier mariage, et le conjoint avec lequel il contracte de nouveau mariage. *av.* 275. *vue* 229. V. *Continuation de communauté*.

Elle est composée des choses qui entrent dans l'une et dans l'autre communauté qui la forment, *ac.* 275. 276. *cas* 231. Toutes les choses qui sont de la communauté du survivant avec les enfans, et qui celui-ci fait entrer dans la communauté qu'il contracte avec la seconde femme, sont de la communauté tripartite. *av.* 276. Toutes les choses que la seconde femme fait entrer dans la communauté conjugale que le survivant contracte avec elle, sont de la communauté tripartite. 277. Toutes les choses que le survivant acquiert depuis le second mariage, et qui entrent dans les deux communautés, en sont aussi. *av.* 277. *vue* 230. Excepté, sous la coutume d'Orléans, le mobilier advenu au survivant, par acquisition, donation ou legs. *Ibid.* Sous la coutume de Paris, les immeubles même donnés ou légués au survivant pendant son second mariage, tombent dans la tripartite. *ac.* 277. Cene qui lui échut par succession n'y tombent pas. 278. Elle est créancière de ce que la seconde femme, les enfans ou le survivant en ont tiré. *Ibid.*

Les charges de l'un et de l'autre communauté sont chargées de la communauté tripartite. *ac.* 278. *vue* 230, 231. Toutes les dettes mobilières de la continuation de communauté du survivant avec ses enfans, sont de la communauté tripartite. *av.* 278. *vue* 230. Même les dettes envers le survivant ou les enfans. *av.* 278. Les rentes dues par la communauté du survivant avec ses enfans, n'y tombent pas. *Ibid.* Les dettes des deux communautés sont payées par la tripartite, lorsque le nouveau contrat porte séparation de dettes. *Ibid.* Les dettes mobilières propres du survivant n'y entrent pas. *Ibid.* Toutes les dettes passives mobilières de la seconde femme, qui tombent dans la communauté conjugale, sont de la communauté tripartite. *ac.* 278. *vue* 230. Les rentes dues par elle n'y entrent pas. *Ibid.* Toutes les dettes contractées par l'homme survivant pendant le temps de la communauté tripartite, sont dettes de cette communauté. *av.* 279. Les créances du se-

conde femme, du survivant, et de ses enfans, pour la reprise de biens mobiliers aliénés propre par le contrat du second mariage, le sont aussi. 279. La communauté tripartite est encore chargée de l'entretien de tous les héritages dont elle perçoit les revenus. *av.* 279. *vue* 230.

L'homme, qui contracte un second mariage, est le chef de la communauté tripartite. *av.* 279. *vue* 229. Si c'est la femme qui se remarie, son second mari ou est le chef. *av.* 279. Le chef de la communauté tripartite n'a pas, *ci-dé-cis* des enfans, le même pouvoir sur les biens de cette communauté, qu'il a *ci-dé-cis* de la femme. *av.* 280. *vue* 229. Différence à cet égard. *Ibid.*

La communauté tripartite se dissout par la dissolution de l'un ou de l'autre des communautés dont elle est composée. *av.* 280. *vue* 231.

L'homme survivant ne peut renoncer, après la dissolution, ni à l'une ni à l'autre des communautés dont elle est composée. *av.* 280. *cas* 232. La seconde femme ne le peut non plus, tant que la communauté conjugale dure. *Ibid.* Les enfans, en renonçant à la continuation de communauté qui étoit entre leur père et eux, renoncent à ce qu'ils auroient pu prétendre dans la communauté conjugale de leur père avec la seconde femme; mais il ne peuvent renoncer à cette dernière seule. *av.* 280, 281. Sous la coutume d'Orléans, les enfans ne peuvent renoncer ni à l'une ni à l'autre. *av.* 281. *vue* 232. Effet de la renonciation des enfans à leur communauté avec le survivant. *Ibid.* Dans ce cas, la communauté tripartite est censée n'avoir jamais existé. *Ibid.* La renonciation de la femme à la communauté conjugale produit le même effet. *av.* 281. Le second mari de la femme renonçante, qui est chef de la communauté tripartite, ne peut renoncer ni à l'une ni à l'autre des communautés dont elle est composée. 281. La femme renonçante ne peut non plus renoncer ni à l'un ni à l'autre, tant qu'elle est la communauté conjugale. *Ibid.* Effet de cette renonciation. 282. Les enfans ne peuvent antiequer la renonciation ni l'acceptation que leur mère juge à propos de faire. *Ibid.*

Le partage de la communauté tripartite, après sa dissolution, se fait par tiers entre les trois parties qui y ont droit. *Ibid.* Ce qu'il y a de biens parvenus. *ac.* 282. *vue* 231. Créanciers qui le surent, qui ont la continuation de communauté avec ses enfans, peut avoir contre la communauté tripartite. *av.* 282. *vue* 231. Créanciers qui lui sont communs avec ses enfans, comme dépendants de la continua-



tion de communauté. IV, 282. VII, 231, 232. Créances qu'il lui sont communes avec son second mari contre la communauté tripartite. IV, 282, 283. VI, 231. Dettes dont le survivant est seul débiteur envers la communauté tripartite. IV, 283. Dettes dont il est débiteur envers elle conjointement avec son épouse. *Ibid.* Dettes dont il est débiteur envers elle conjointement avec son second mari. 232. Créances que les femmes ont toutes contre la communauté tripartite, et dettes dont ils sont débiteurs seuls envers elle. IV, 284. VI, 231, 232. Créances qu'a la seconde femme contre la communauté tripartite, et dettes dont elle est débitrice seule envers elle. IV, 284. Prélèvements auxquels donnent lieu les créances que chacune des parties a contre la communauté tripartite. 284. Rapports auxquels donnent lieu les dettes dont chacune des parties est débitrice envers elle. 284. Les intérêts des rapports et des prélèvements sont dus du jour de la dissolution. 284. Car où un enfant du premier mariage, ou un enfant du second mariage, a été doté des biens de la communauté tripartite. *Ibid.*

Les parties qui ont part à la communauté tripartite, sont, entre elles, tenues des dettes de ladite communauté, chacune pour la part qu'elle a dans la biens de ladite communauté. IV, 285. VI, 232. Si le passif excède l'actif, le second femme n'est tenue de son tiers des dettes que jusqu'à concurrence de ce qu'elle a eu de biens de la communauté conjugale. IV, 285. Il en est de même des refus, lorsque n'est la femme qui était survivante. *Id.* Les refus de la femme prédécédée n'en sont tenus que jusqu'à concurrence de ce qu'elle a eu de biens de la communauté, que de la communauté d'entre la survivante et leur mère prédécédée. *Id.* Les dettes de la communauté tripartite sont dues pour le total vis-à-vis du créancier, par la partie qui lui a contracté, ou du chef de qui elles procèdent. 285.

Après partition dans laquelle il est question de savoir si un enfant peut prétendre, contre sa belle-mère, la continuation de communauté par tiers. IV, 286. VI, 233. V. *Communauté légale. Continuation de communauté.*

COMMUNICATIO JURIS. L'accusé ne peut l'obtenir après l'interrogatoire, quoiqu'il n'ait de crimes légers. VI, 231. Sinon, il ne l'a que par la lecture qui lui en est faite lors de la confrontation. *Id.* V. *Confrontation.*

COMMUNION. Ce que c'est.

COMPENSATION. Extinction qui se fait des dettes de deux personnes soit réciproquement débiteurs, l'une envers l'autre, par les créances

qu'elles ont créées l'une réciproquement l'une de l'autre. I. 190. Équité de la compensation. 191. Elle peut être opposée contre les dettes d'une somme d'argent, ou d'une certaine quantité de choses fungibles. *Id.* La dette d'une chose indéterminée d'un certain genre en est aussi susceptible. 191. La dette d'un corps certain et déterminé, quoique fungible, n'en est pas susceptible, si ce n'est dans un cas. 191. On peut opposer la compensation contre une dette qui en est susceptible, de quelque chose qu'elle proviende. 191, 192. Excepté contre celle qui a pour cause la spoliation, ou un dépôt. *Id.* En cas de dépôt, elle peut avoir lieu, si la dette à compenser procède du dépôt. *Id.* V. *Dépôt.* Elle ne peut être opposée contre une dette causée pour aliments. 192. Ni contre l'obligation d'aller payer le rans au seigneur, ou d'enlever l'impôt du débiteur du censitaire d'une dette du pareil au même. *Id.* V. *Cens.* Le débiteur, obligé par irrevocable, peut-il opposer la compensation de ce qui lui est dû par son créancier? 193. V. *Servant.* La compensation peut être opposée aux villes et aux corps. *Id.* Elle peut l'être au fisc, pourvu que les deux dettes dépendent du même bureau. *Id.*

Pour qu'une dette puisse être opposée en compensation, il faut qu'elle soit du même genre que celle contre laquelle on l'appose. 193. On peut cependant, contre la dette d'une quantité, opposer la compensation d'un corps certain et déterminé, du même genre. *Id.* Il faut que la dette qui est opposée en compensation, soit une dette échue. 194. Le terme de grâce n'empêche pas la compensation. *Id.* Il faut, en outre, que la dette soit liquidée et déterminée. 194. Qu'elle soit due à la personne même qui on oppose la compensation. 194. Un créancier peut-il opposer la compensation de ce qui est dû à son co-credancier? 194, 195. La ratification peut l'apposer non seulement de ce qui lui est dû, mais de ce qui est dû au débiteur principal. 195. Mais son vice versé. *Id.* Un débiteur solidaire peut-il l'apposer de ce qui est dû à son co-débiteur? *Id.* V. *Cautions. Obligation solidaire.* Il faut que la dette opposée en compensation soit due par la personne même à qui on l'appose. 195. Elle peut être opposée au repreneur du créancier pour la dette de son réceptif, contractée avant la liquidation du transport. 195. Le mari peut l'apposer pour une dette due à sa femme commune, comme il peut lui être opposée pour une dette due par elle, pourvu qu'elle en soit personnellement débiteur. 195. La compensation d'une somme due en un lieu différent peut être opposée, en faisant raison de la valeur de la monnaie. 196.

La compensation se fait de plein droit. 196. Explication de ce qu'on entend par-là. *Id.* Assimilé qu'elle existe, les deux débiteurs sont respectivement débiteurs. 196, 197. Effets de la compensation relativement à la mariée dont s'éteignent les deux dettes, lorsque l'un d'elle a un sort pas d'égalé somme. 197, 198. Les intérêts de la dette la plus forte éteints par la compensation, cessent du moment où la compensation a eu lieu. *Id.* Celui qui a payé une dette éteinte par la compensation, n'a le répétition. 198. Des créanciers peuvent-ils repousser d'un oser le créancier qui a négligé d'exercer la compensation contre son débiteur saisi, qu'il a payé? 198. Celui, qui néglige d'opposer la compensation et qui est condamné à payer, peut-il se faire rembourser après l'exécution de la condamnation? 199. La créance lui est-elle restituée avec les hypothèques? 199. V. *Lettre de charge. Partage de communauté. Paiement. Rôle des créances constituées. Rétention. Terme de paiement.*

**CONTRAINS. V. Alliance spirituelle.**

**COMPÉTENCE. La chose demandée et non le chose des, fixe la compétence du juge qui ne peut juger que jusqu'à une certaine somme. c. 240. Devant quel juge doit être portée la demande en garantie? c. 310. Distinction. *Id.* V. *Garantie. Compétence du juge devant lequel l'exception de forclusion doit être portée. vs, 195, 203. V. Accusation.***

**COMPLAINTE. En cas de saisie et novellité. v. 341. Action possessoire que le possesseur d'un héritage, d'un droit réel, ou d'une universalité de meubles, a contre celui qui le trouble dans sa possession, aux fins qu'il y soit maintenu, et qu'il soit fait défrance à celui qui l'y trouble de l'y troubler. v. 341. vs, 57, vis, 145. Disposition des coutumes et ordonnances sur la complainte. v. 342. Elle a la prérogative d'être portée directement devant les juges seigneuriaux, dont les sentences, dans ce cas, s'exécutent sans appel. *Id.* Elle peut être intentée pour tous les droits incorporels v. 342, rs, 57, 58, rs, 145. Elle ne peut l'être pour les droits incorporels de pure tolérance, à moins de rapporter un titre. v. 342. Ne pour de simples meubles. v. 343. vs, 145. Mais elle peut l'être pour une universalité de meubles. v. 343, rs, 58, vis, 145. Le possesseur seul peut intenter l'action en complainte. v. 343, vis, 145. Ne le peuvent ceux dont la possession est vicieuse, clandestine ou précaire, contre ceux sur lesquels ils l'ont usurpée, mais bien contre les tiers. r. 344 vs, 58, vis, 145. Le mari peut l'intenter pour sa femme tiers r. cas de rapine de bras. r. 344. Le saisi réellement et le sans fraudeusement, peuvent**

l'intenter, ce dernier seulement contre les tiers. *Id.* Elle ne peut l'être pas ceux qui détiennent pour un autre et au son nom. v. 344, rs, 145. L'usufruitier peut la former pour son droit d'usufruit, mais non pour l'héritage même. *Id.* On l'intente contre tous ceux qui troublent la possession, quels qu'ils soient, fût-ils même le propriétaire de l'héritage. v. 344, rs, 545, 546. Il y a deux espèces de trouble, le trouble de fait et le trouble de droit. r. 344, 545, vs, 58. La complainte doit être intentée dans l'année du trouble. vs, 58, vis, 546. Procédure de l'action en complainte. r. 345, rs, 59. Si le défendeur ne conteste pas la possession, le demandeur y est maintenu. *Id.* Si la conteste, on ordonne l'enquête. *Id.* Le juge peut adjuger la possession pendant la procès, ou subordonner une possession provisoire à l'une des parties prouver la prae au pétition. v. 345, rs, 546. V. *Action personnelle. Possession. Rétention. Remédiation.*

**COMPLAINTE (BÉNÉFICIAIRE). Action que le bénéficiaire, pour être maintenu dans la possession du bénéfice dont il est pourvu, toutes celles qui l'y trouble. r. 350, vs, 62. En quoi elle diffère de la complainte, en matière profane? v. 62. A quels juges en appartient la connaissance? v. 350. De la prise de possession du bénéficiaire qui doit prouver le r. complainte. 351. De la prise de possession réelle. 351. De la prise de possession civile. 352. De la possession triennale que exclut la complainte. 352. Quelles choses sont requises pour que le possesseur d'un bénéfice puisse joindre du bénéfice accordé à la possession triennale? 352. Ce qu'on doit entendre par le titre coloré, dont cette possession doit être précédée; quels sont les vices que le titre coloré, entenu de la possession triennale, peut purger? 353. Par qui et contre qui la complainte est-elle formée? v. 354, vs, 62. De la procédure qui se tient sur la complainte. v. 355, vs, 62, 63, 64. Des jugements qui interviennent sur la complainte. v. 356, vs, 64. V. *Possession.***

**COMPROMIS. V. Arbitres.**

**COMPTABLES. Doit être obligés des comptables. vi, 54, 57. V. *Régime de compte.***

**COMPTES. V. Mandat. Rendition de compte.**

**COMPTES DE TUTELLE. V. *Tuteur.***

**COMPTABLES. Ce qu'on entend par ce mot, et dans quelle cas le juge peut subordonner des tiers à se faire délivrer des expéditions d'actes dans lesquelles n'ont pas été prae, ou à remplir les arches par lui-même. v. 29, 27. Concernant la faculté de compiler doit être accordée au préneur de qui et pas que? 27. Comment le dépositaire ou notaire, qui a refusé de compiler, peut y être contraint. *Id.* Procédure**

avant et après la compulsion. *Ibid.* V. *Notaire*, *Constitutions*, vi, 230.

CONCOMITANCE. Sorte de mariage expressément permis par les lois romaines : *ibid.*, 319, 320, iv, 388. V. *Mariage*.

CONCUBIN. V. *Adultera* entre époux. *De actione entre uxor. Daution entre mar et femme. Testament*.

CONDEMNATION. Les Juges condamnent l'accusé convaincu du crime, à la peine qui leur paraît lui être due. *ibid.*, 237. Les Juges inférieurs ne peuvent prononcer en dernier ressort pour les cas récidivés du procès. *Ibid.* Quelles condamnations sont capitales? *ibid.*, 5. V. *Exécution des condamnations. Jugement en matière criminelle. Mort civile. Prisons*.

CONDICTION PECTORA. 1, 349. V. *Præteur. Pæd.* CONDICTION INOFFICI. Action que a lieu toute les fois que quelqu'un a payé à un autre une somme d'argent ou quelque autre chose, qu'il auroit pu enlever sans erreur. *Ibid.* Elle est personnelle. *Ibid.* Elle n'a lieu que jusqu'à concurrence de ce dont s'est enrichi celui à qui a été fait le paiement par erreur. *Ibid.* Il faut que on qui a été payé ne sût pas dû. *Ibid.* Cas dans lesquels on paie ce qui n'est pas dû, qui donnent lieu à l'action *condictio indebiti*. 70, 73. Il faut qu'il n'y ait eu aucun sujet réel de payer la chose non due qui a été payée. 73. Le paiement d'une dette naturelle ne donne pas lieu à l'action *condictio indebiti*. *Ibid.* V. *Obligations naturelles*. Elle n'a pas lieu non plus pour ce qui a été payé par libération sur un procès prêt à naître ou déjà né, relativement à une chose non due. 74.

Il faut que la chose non due, qui a été payée, l'ait été par erreur. 74. Si l'un serait ne pas devoir la chose, la répétition n'a pas lieu. *Ibid.* Dans le doute si on le savait ou non, on est présumé l'avoir ignoré. *Ib.* Il s'agit d'une erreur de fait, et non d'une erreur de droit. *Ibid.* V. *Erreur*.

L'action *condictio indebiti* appartient à celui qui a payé par erreur, soit par lui-même, soit par un mandataire. 75. Les jurisconsultes romains l'accordaient directement au mandataire qui avait payé pour quelqu'un, afin d'éviter le circuit d'actions. *Ibid.* A plus forte raison, quand le mandant dénuie son mandataire. *Ibid.* Si le légataire universel a payé une dette non due du défunt de la succession, et que le testament n'est annulé, la répétition appartient à l'héritier. 75, 76.

L'action s'exerce contre celui à qui le paiement a été fait, tant qu'il n'a ni été fait à lui-même, ou à un autre, chargé de recouvrer pour lui. 76. Dans ce dernier cas, il faut un ordre

expres, ou une ratification postérieure. *Ibid.* Une procuration générale de recouvrer tout ce qui est dû ne suffit pas. *Ibid.* V. *Procuration générale*.

L'objet de cette action est la répétition de la chose payée par erreur. *Ibid.* S'il s'agit d'une somme ou d'une chose fongible, la répétition est d'une somme ou d'une quantité pareille. *Ibid.* Sinon, c'est la chose même payée qui est l'objet de la répétition. 77. Celui, contre qui s'exerce la répétition de la chose même, ne supporte ni la perte, ni les détériorations de cette chose, tant qu'il a eu de bonne foi qu'elle lui était due. *Ibid.* Celui, qui a payé par erreur, recouvre la chose avec les augmentations naturelles et accessoires, ou rembourse seulement la plus-value. *Ibid.* Si un immeuble a été donné en paiement d'une somme dont partie seulement était due, peut-on répéter l'immeuble seulement pour partie, ou en entier, à la charge de payer la somme due? 78.

L'action *condictio indebiti* s'éteint lorsque la chose, qui en est l'objet, n'est plus, ou devient hors de commerce. 78. Néanmoins celui qui a reçu la chose, doit faire raison de tout le profit qu'il en a tiré avant sa perte. 79. S'il ne la possède plus, parce qu'il l'a vendue, il est tenu de restituer le prix. *Ib.* S'il savait que la chose ne lui était pas due, il doit de dommages-intérêts. *Ib.* Celui qui a payé par erreur, ne peut revendiquer la chose sur les tiers détenteurs, lorsqu'ils l'ont acquise à titre onéreux, mais il le peut lorsqu'ils la possèdent à titre gratuit. 79, 80. V. *Quasi-contrat promissum. Traditum. V. Compensation*.

CONDICTION EX TRO. 1, 34. vii, 23. Sorte d'action personnelle. V. *Loi*.

CONDICTION. Cas d'un événement futur et incertain, qui peut arriver ou ne pas arriver, auquel on fait dépendre l'obligation. 1, 82. Conditions positives ou négatives, potestatives, causales, ou mixtes. 1, 82. Pour qu'une condition suspende une obligation, il faut qu'elle ait d'une chose future. 1, 82. vii, 321. D'une chose qui peut arriver ou ne pas arriver. 1, 83. *Quid*, si la chose était déjà arrivée, mais susceptible d'arriver une seconde fois? *vi*, 321. Il faut alors que ce soit la condition d'une chose possible, libre, et non contraire aux bonnes mœurs. 1, 83. vii, 321, 322. Sinon, l'acte est nul, lorsque l'acte est *in faciendo*. *Ib.* Si ce n'est dans les testaments, où elle est regardée comme non écrite. 1, 83. vii, 313, 322. V. *Léga*. Effets de la condition impossible, illicite, ou contraire aux mœurs, ou aux bonnes mœurs. *Ib.* Il faut enfin que la condition ne détruise pas la nature de l'obligation. 1, 83.

Les conditions positives s'accomplissent, lorsque la chose survient, 1, 54. vii, 323. Lorsque la condition consiste à donner ou à faire, il faut, pour son accomplissement, que la chose ait été donnée en fait, de la manière dont il est envisageable que les parties l'ont entendu, 1, 54. Le fait, dont lequel consiste la condition, doit-il être nécessairement et rempli par la personne elle-même? 54. Les renditions des actes entre-vifs peuvent s'accomplir après la mort de celui envers qui il est contractée l'obligation, 54, 55. Il n'en est pas de même des conditions des legs, 55. Ce principe s'applique-t-il aux conditions potestatives? 55. Cas où la condition renferme un temps précis, peut-elle être accomplie en quelque temps qui le soit? *Id.* Application aux conditions négatives, 1, 56. vii, 323. Toute condition doit passer pour accomplie, lorsque le débiteur, obligé sous cette condition, en a, par son fait et directement, empêché l'accomplissement, 1, 56. vii, 323, 324. Différence, à cet égard, entre les conditions dont l'accomplissement est momentané, et celles qui ne s'accomplissent que par succession de temps, 1, 56. vii, 323, 324. Les conditions potestatives passent pour accomplies, lorsqu'il n'a pas tenu à un légataire de les accomplir, 1, 56, 57. vii, 324. Cette règle ne s'applique pas aux actes entre-vifs, 1, 56. L'accomplissement de la condition est indifférent, même quand ce qui fait l'objet de la condition est quelque chose de dérisoire, 57. La condition apposée à un legs ne dérive, lorsque le legs n'a été que pour partie, 58.

L'effet de la condition est de suspendre l'obligation, jusqu'à ce que la condition soit accomplie, ou réputée pour accomplie. *Id.* La condition s'accomplit intérieurement, si la chose a péri. *Id.* La chose est due en l'état où elle est, quand la condition s'accomplit. *Id.* L'accomplissement de la condition a un effet rétroactif en temps de la constitution. *Id.* L'hypothèque est acquise du jour du contrat. *Id.* Le créancier conditionnel peut faire tous les actes conservatoires. *Id.* Lorsqu'une obligation est contractée sous plusieurs conditions, est-il nécessaire que toutes s'accomplissent? 58, 59. Différence entre les conditions résolutoires et les conditions suspensives, 59. Obligations résolubles, et dont la durée est limitée à un certain temps. *Id.* V. *Condition résolutoire. Obligation. Terme.*

V. *Acceptation. Adjudication souffrante. Cautum. Contrat. Don mutuel. Enchère. Legs. Paiement. Prescription de dix et vingt ans. Quasi-contrat promettum. Retrait lignager. Risque. Substitution fidéicom-*

*missaire. Testament. Terme de paiement. CONDITION POTESTATIVE. V. Condition. Lien de droit.*

CONDITION RESOLUTOIRE. Condition, qui, par son existence, opère la résolution d'une obligation contractée, 1, 209. Dans les contrats synallagmatiques, l'existence de quelqu'un des engagements sert souvent de condition résolutoire, 210. Pour obtenir la résolution, il faut que préalablement sommation d'exécuter. *Id.* L'existence peut souvent résouler le contrat, sans qu'elle ait été approuvée comme condition résolutoire, 210. V. *Condition.*

CONDITION SUSPENSIVE. V. *Condition.*

CONFESSION. Celui qui prend une chose à loyer, 11, 253. V. *Langage des choses.*

CONFESSION. V. *Donation entre-vifs. Legs.*

CONFESSION ARTIFICIELLE. Celle qui se fait hors justice, autrement que dans des contrats, 1, 251. Distinction entre le cas où elle est faite à moi-même ou à un tiers, 251. Dans le premier cas, elle fait une preuve complète, à moins qu'il ne soit reconnu. *Id.* Dans le second cas, elle ne forme qu'une preuve incomplète, excepté dans quelques cas, 251. C'est à celui qui accuse de la confession, à le prouver, soit par écrit, soit par des témoins, s'ils sont admissibles, 252. V. *Preuve testimoniale.* Pour qu'elle fasse preuve, il faut que celui, qui l'a faite, soit capable d'être en jugement. *Id.* Elle fait preuve contre les héritiers de celui qui l'a faite. *Id.* A moins qu'il ne s'agisse d'une dette reconnue envers une personne à qui la confession ne pourrait donner, 252. La confession faite à la même personne que la confession expresse, 252. Elle résulte du paiement; la chose est censée avoir été due. *Id.* C'est alors à celui qui veut le répéter, à faire la preuve qu'elle n'était pas due. *Id.* Exception. *Id.* V. *Confession judiciaire. Confession judiciaire.*

CONFESSION JUDICIAIRE. Acte qu'une partie fait devant le juge, d'un fait sur lequel il doit être interrogé, et dont le juge donne acte, 250. Cette confession fait pleine foi du fait confessé, et décharge l'autre partie d'en faire la preuve, lorsque celui, qui l'a faite, était capable d'être en jugement, 250. La confession ne peut être dénuée. *Id.* La preuve, qui résulte de la confession, peut être détruite en prouvant l'erreur que y a donné lieu, 250. Il faut que ce soit l'erreur d'un fait, dont la connaissance n'est survenue que depuis la confession, à celui qui l'a faite, 251. V. *Erreur.* Distinction entre l'erreur de fait et l'erreur de droit. *Id.* Si l'erreur est difficile et longue à prouver, celui, qui a fait la confession, peut être condamné par prescription. *Id.* V. *Confession judiciaire.*

**CONFISCATION.** La remise de la confiscation, faite par des lettres d'abolition au condamné lui-même, le fait rentrer dans ses biens, en la qualité qu'il les possédait auparavant. *v.* 128, 129. Lorsqu'elle est faite à ses proches parents, elle est au par don du roi, qui n'est que des acquies. *v.* 128. *vis.* 386, 387. *V. Propriété réelle.*

Le profit du rachat est-il dû pour les mutations par confiscation? *vis.* 385, 386.

*V. Communauté légale. Extinction des condamnations. Propriété.*

**CONFRONTATION.** Acte par lequel le témoin est représenté à l'accusé, pour que l'accusé fournisse contre lui ses reproches, s'il en a, et pour que le témoin reconnoisse l'accusé, et lui sentencie la vérité de sa déposition. *vis.* 225. La déposition d'un témoin ne peut faire charge contre l'accusé, s'il n'a été confronté, si ce n'est à l'égard des contumaces et déjeuns qui se sont évadés, tant qu'ils ne se représentent pas. *Id.* Exceptions. *Id.* Quels témoins doivent être confrontés? 225. La confrontation ne peut se faire qu'en telle ou telle a été ordonnée par le règlement à l'extraordinaire, et après l'interrogatoire de l'accusé. 226. Comment sont entendus les témoins pour la confrontation? 226. Où se fait la confrontation? 227. Comment elle se fait? *vis.* 227, 228. Le juge comme l'accusé de fournir ses reproches contre le témoin. 227. Il lit la déposition, et l'avoue la contredit. *Id.* Les pièces de conviction sont représentées. 227, 228. Le témoin est interpellé de déclarer si c'est de l'accusé présent qu'il entend peüir. 228. Confrontation littérale, dans le cas où le témoin est mort, ou est contumace de par sa déposition. 228. *Quid*, à l'égard des serments-jurés, ou lorsque l'accusé refuse de répondre? *vis.* 246, 247. *V. Faux incident. Infirmité. Récusation.*

**CONFUSION DE LA DETTE.** Confusion des qualités du créancier et débiteur d'une même dette sous une même personne. *v.* 200. Autre espèce de confusion, lorsque la caution surrède au débiteur principal. *Id.* *V. Caution.* La confusion se fait, lorsque le créancier devient héritier de son débiteur, ou s'en recrée; ou lorsque la même personne surrède au créancier et au débiteur. 200. L'acceptation, sous bénéfice d'inventaire d'une succession, n'opère aucune confusion. *Id.* *V. Bénéfice d'inventaire.*

La confusion a pour effet d'extinguir la dette, et détermine la qualité de créancier et de débiteur, qui ne peuvent exister dans la même personne. *Id.* L'extinction de l'obligation principale par la confusion, entraîne celle de l'obligation des coobligés. 200, 201. Mais l'extinction

de l'obligation de la caution par la confusion, n'entraîne pas l'extinction de celle du débiteur principal. 201. La confusion diffère en cela des autres modes de paiement. *Id.* Si la confusion s'opère entre le créancier et l'un de deux débiteurs solidaires, comment et pour combien le second débiteur demeure-t-il obligé? 201. *V. Obligation solidaire.* Si la créance a été cédée par le créancier avant la confusion, sans que la signification du transport ait été faite au débiteur, le créancier doit en payer le montant à son coobligé. 201. Il y a confusion, lorsque le créancier surrède au gérant du débiteur. 201. Si le créancier ou le débiteur ne le sont que pour partie. 202.

La confusion, qui se fait des droits qu'une personne a sur un héritage, par l'acquisition qu'elle fait de cet héritage, produit-elle une extinction absolue de ses droits, ou seulement une suspension et cessation de ces droits, qui reviennent, si l'héritage come de lui appartenir? *v.* 155. *vis.* 463, 464. *V. Désignation personnelle.*

*V. Extinction des obligations. Hypothèques. Lettre de change. Portage de communauté. Réalisation. Rétrograt.*

**CONFESSION.** Nomme d'acquies par droit d'incrimation. *v.* 253. Elle a lieu par le mélange de plusieurs matières appartenantes à différents propriétaires, qui acquiescent en common la chose formée par ce mélange. 253, 254. Cela est ainsi, soit que les matières aient été mélangées par leur constructeur ou par le fait du hasard. 254. Deux en dernier cas seulement, la chose n'est commune que lorsque les matières ne peuvent pas se séparer. 254. Il est plus équitable de décider que la chose appartient à celui, dont la matière forme celle des autres en valeur et en quantité, sans égard au nombre de prix de leurs matières ou autres. 254. *V. Accusation. Spécification.*

**CONGÉ.** Temps dans lequel on doit donner congé des lieux faits sans écrit. *À Paris.* *Id.* 299, 363. *Arts de notoriété des Châtelains*, du 20 mars 1713. *Id.* Il doit être signifié six mois d'avance, lorsque le loyer surrède 1600 livres. *Id.* Trois mois d'avance, en-dessous de 1600 livres et au-dessus de 300 livres. *Id.* Six semaines d'avance en-dessous de 300 livres. *Id.* *V. Bail. Louage des choses.*

**CONCÉ.** *V. Difant.*

**CONCÉ D'ANCIEN.** Jugement qui ordonne que l'héritage sera tenu et adjugé en bonté de la quarantaine, dans la forme ordinaire, et qu'à cet effet les baux seront mis. *vis.* 132 et suiv. *V. Adjudication par décret. Saisie réelle.*

**CONNAISSANCE.** Reconnaissance, que le capitaine, préposé à la conduite du navire, donne au marchand de ses marchandises dont le raisseau est chargé, et qu'il oblige de conduire à leur destination. *vu*, 183. r, 236. V. *Assurance*, *Charta-partie*, *Pris*.

**CONQUÊTE.** Sous ce terme, la coutume de Paris entend aussi bien les conquêtes immobilières, que les conquêtes mobilières. *vu*, 603. V. *Retrait conventionnel*, *Retrait féodal*.

**CONQUÊTE DE COMMERCIAUX.** Acquies faite durant la communauté par l'un ou l'autre des conjoints. *vu*, 52, 53. *vu*, 173. Quels immeubles sont conquêtes ou propres. *vu*, 52, 53. *vu*, 173, 174. V. *Communauté légale*, *Peuples de communauté*.

**CONQUÊTE.** Droit qu'a un seigneur d'acquies, lorsqu'il fait justement la guerre, le domaine des villes, châteaux et terres de l'ennemi, en s'en emparant. *vu*, 230. V. *Bataille*, *Occupation*, *Pris*.

**CONSEIL.** Un conseil donné de bonne foi n'est pas un mandat; il s'oblige pas celui qui l'a donné. *vu*, 139, 140. V. *Mandat*.

**CONSEIL UN ACCUSÉ.** Il n'est pas permis à l'accusé, avant le premier interrogatoire, de communiquer avec un conseil. *vu*, 230, 231. Après l'interrogatoire, il peut appeler un conseil pendant l'instruction, si la crime n'est pas capital. 231. Le juge n'est pas obligé de lui en nommer un, s'il n'en demande pas. *vu*. Si la crime est capital, l'accusé ne peut être assisté d'un conseil, si ce n'est dans certains cas où il se pourrait se défendre seul. *Id.* V. *Accusé*.

**CONSEIL DE FAMILLE.** Sa formation. *vu*, 185. V. *Tutelle*.

**CONSENTEMENT.** Quand doit intervenir dans le mariage. *vu*, 403 et suiv. Consentement du père et mère, ou de l'un des, nécessaire aux enfants pour contracter mariage. 404 et suiv. V. *Mariage*. Les bâtards n'en ont pas besoin. 412. V. *Bâtard*. Fondement de la nécessité de ce droit. *Id.* V. *Présomptions paternelles*.

**DES CONTRACTIONS.** V. *Cause des contrats*, *Contrat*, *Dél*, *Erreur*, *Léon*, *Lien de droit*.

**CONSERVATEUR.** V. *Actes conservatoires*.

**CONSIGNATION.** Dépôt que le débiteur fait par autorité de justice, de la somme ou de la somme qu'il doit, entre les mains d'un tiers personnel. *vu*, 175. La consignation équivaut au paiement, et étant le débiteur. *vu*, 175. *vu*, 522. Il faut pour cela, que le créancier ait été mis en demeure de recevoir par des offres valables à lui faites. *Id.* V. *Offres de paiement*. Lorsque la consignation a été ordonnée, elle se fait au jour et à l'heure indiquée; si ce n'est par acte. *vu*, 175. La consignation, jugée valable, libère pleinement le

débiteur. *Id.* Les créanciers cessent d'être à ses risques. *Id.*

L'augmentation ou la diminution qui peut survenir dans leur valeur, est au profit ou à la perte du créancier. *Id.* Si le débiteur retire volontairement les espèces par lui consignées, la consignation est-elle considérée comme non avenue vis-à-vis de ses créanciers et de ses coobligés? 176. V. *Paiement*, *Recat des ventes constituées*, *Retraitant*.

**CONSIGNATION.** Dépôt qui se fait chez un receveur préposé pour cela. *vu*, 107. Création des offices de receveurs des consignations sous Henri III. *Id.* Les adjudicataires des biens vendus en justice, consignent le prix de leur adjudication. *vu*, 107. *vu*, 137. *vu*, 523, 523. V. *Adjudication par décret*, *Ordre*, *Différence de la consignation et du dépôt*. *vu*, 107. La consignation n'est pas gratuite. *Id.* Elle est renfermée dans un contrat. *Id.* Le receveur est seulement obligé par le titre de son office à rendre sur créanciers la pris consignée. *Id.* L'adjudicataire est libéré du prix par la consignation. *vu*, 107, 108. *vu*, 137. *vu*, 523. Le privilège des derniers consignés, est transféré aux créanciers précédents et opposés, pour la part de chacun d'eux après l'ordre. *vu*, 108. Cette consignation diffère en cela de celle qui est faite sur le refus d'un créancier de recevoir. *Id.* La perte des créanciers consignés avant la clôture de l'ordre, tombe sur les créanciers. *vu*, 108. *vu*, 523. Doit-elle être supportée seulement par ceux qui devaient venir en ordre utile pour tomber? *vu*, 109.

**Obligations du receveur des consignations.** *Id.* Il doit garder avec soin les deniers consignés. *Id.* S'il s'en sert, il commet un vol. *Id.* V. *Dépôt*, *Vol*. Il est tenu de la faire la plus légère. *Id.* V. *Faute*. Il ne doit rendre les deniers qu'après le jugement d'ordre. 110. Il doit les rendre dans les mêmes espèces qui ont été consignées. 110. L'obligation de rendre les deniers consignés est imprescriptible. *Id.* Il est contraignable par corps, à la restitution de ces deniers. *Id.* V. *Contrainte par corps*. S'il les a dissipés, les créanciers, entre l'obligation personnelle, ont un privilège sur son office, qu'ils peuvent faire saisir réellement et rendre. *Id.* Il n'en est pas de même pour des consignations faites à un notaire ou à un greffier. *vu*. S'il y a plusieurs consignations, elles ont la même priorité, sans égard à leur antériorité. *Id.* V. *Privilège*. Les créanciers ont une hypothèque sur tous les biens du receveur, du jour de la consignation. *Id.* V. *Hypothèque*. L'obligation du receveur d'être tenu par la perte des deniers consignés sans sa faute, ou par leur restitution. *Id.*

Par la résignation de son office, le receveur transfère à son successeur toutes ses obligations. *Id.* V. *Dépt. Séquestre*.

CONCILIATION. V. *Rente foncière. Usufruit*.

CONSUMPTION 118, 27.

CONSTITUT (CLAUSE). Clause par laquelle le donateur ou le vendeur, en continuant de retenir la chose par devant lui, défère qu'il entend désormais ne le tenir que pour et au nom de l'acheteur ou du donataire. r, 17, 257. VII, 278. V. *Donation entre-vifs. Séquestre. Tradition*.

CONSTITUTION DE RENTE. Contrat par lequel l'un des contractans vend à l'autre une rente annuelle et perpétuelle, dont il se constitue débiteur pour une somme ou deniers qu'il rapporte lui, avec la faculté de pourvoir le racheter, quand il lui plaît, pour le prix de la constitution. 22, 173. C'est une espèce de contrat de vente. 173. Il est réel et nulitél, et il diffère en cela du contrat de vente. 174. En quoi il diffère du prêt à intérêt. 174. V. *Prêt de consommation. Usure. Vente*. Est-il licite? *Id.* En quel temps il a commencé d'être en usage. 174, 175. L'état-il chez les Romains? 174.

Taux auquel les rentes doivent être créées. 175. Anciens taux. *Id.* Aujourd'hui, elles doivent être créées au denier vingt. 176. Le taux n'est réglé qu'en faveur des débiteurs; on peut acquiescir aux rentes à un prix plus cher. 176. La constitution à un taux trop élevé, peut être considérée comme un arantage indirect, fait par le constituant en débiteur de la rente. *Id.* V. *Arantage indirect*. Lorsque la rente est constituée au taux de l'ordonnance, on ne peut stipuler rien de plus du constituant, ni directement, ni indirectement. 176. Moyens d'excéder indirectement le taux légitime. *Ibid.* Quand la déduction des dixièmes et vingtièmes est considérée comme licite. 177, 184. On ne doit avoir égard qu'au temps où le contrat est passé pour régler la légitimité du taux de la rente. 177. Il n'en est pas de même des intérêts d'une somme exigible, qui sont dus selon le taux de la loi du temps où ils ont couru. 177. V. *Intérêts compensatoires*. On ne peut convenir, dans un contrat de constitution de rente, que les arrérages seront dus aux différents taux qui pourront engager par la suite. 178. Comment sont réprimées les conventions à la loi qui règle le taux des rentes constituées? 178. Cas où elles donnent lieu à la nullité du contrat, et à l'insaisissabilité des arrérages sur le principal. 179. Cas où il y a lieu seulement à réduire la rente au taux légitime, et à réformer le contrat. 179. Aucun laps de temps, pas même de cent ans, ne peut couvrir le vici d'un contrat

de constitution, qui contient une convention contraire à la loi qui règle le taux des rentes. 180. L'usure ne se punir jamais. 180. V. *Usure*. L'action en répétition, des arrérages usuraires payés, se prescrit au contraire par trente ans. 180. V. *Prescription de trente ans*.

On ne peut constituer à prix d'argent, que des rentes d'une somme d'argent. 181. Le prix de la constitution doit être une somme d'argent; le contrat n'est parfait que lorsqu'il a été payé. 181. La tradition des deniers doit être une tradition réelle. 181. Elle doit être faite avec les deniers appartenans à l'acquéreur de la rente. 181. Un marchand peut-il se faire constituer une rente en paiement de la somme pour laquelle il rend ses marchandises? 182. Cas où ces rentes peuvent être suspectées d'usure. 182. Les décisions, dans ces différents cas, dépendent beaucoup des circonstances. 183. La somme en paiement de laquelle le débiteur peut constituer une rente, doit être une somme principale. 183. On peut en constituer une en paiement d'arrérages de rente foncière, des fermages, d'héritages et de loyers. *Id.* La constitution en paiement d'intérêt d'un arrérage, n'est jamais illicite que vis-à-vis du créancier à qui ils sont dus. 183. Si la somme pour laquelle j'ai constitué rente, n'était pas exigible, les arrérages ne sont dus que du jour où elle le sera. 184.

Il faut, pour que le contrat de constitution soit valable, que le sort principal soit étendu. *Ibid.* Pas d'exception pour les deniers des mineurs. *Ibid.* Si le sort principal est exigible pour partie, ou pendant un certain temps, le contrat est nul seulement pour partie, ou pendant ce temps. 185. Quand la rente, que le débiteur sera tenu de racheter la rente au bout d'un certain temps, est valable? *Ibid.* Le débiteur de la rente peut être forcé au rachat, quand il a renoncé aux conditions du contrat, et quand les intérêts sont diminués. 184, 185. Le débiteur de la rente peut s'obliger à racheter la rente sous acquisition. 185. Le débiteur, qui a constitué la rente, et les successeurs, ont toujours la faculté de racheter la rente et de s'en libérer. 185. Cette faculté est imprescriptible, et s'entendue dans tous les contrats de constitution; toute clause contraire est nulle, quand même elle ne serait que gênée, sans la prescrire entièrement, cette faculté. 186. Une telle clause peut rendre le contrat nul. *Ibid.* Faculté inventée pour éluder la loi en ce point. 186.

La constitution de rente est une véritable aliénation. 187. Un tuteur peut-il, sans l'autorité du juge, constituer une rente pour son mineur? 187. Un titulaire de bénéfice peut-il en constituer sur les biens de son bénéfice? 187. Le

largé, les états de provinces, les villes et communautés, les corps, les fabriques, les hôpitaux, peuvent en constituer en vertu de lettres patentes dûment enregistrées. 188.

Le contrat de constitution se passe aux frais du constituant. 188.

Différences qui peuvent être opposées au contrat de constitution. 188. Pactes qui concernent le rachat du fonds de la rente. *Ibid.* Pacte par lequel le débiteur d'une rente constituée par acte sous seing-privé, s'oblige d'en passer acte devant notaires, lorsque le créancier le requerra 188, 189. Effet de ce pacte et conséquences du défaut d'exécution de la part du débiteur. *Ibid.* Le créancier peut-il exiger, à défaut d'exécution, la restitution de la somme que le débiteur a reçue pour le prix de la constitution? 189. Cette clause est purement accessoire au contrat, et ne s'y supplée pas, quand elle y a été omise. 189. Clause d'assignat; n'a d'autre effet que de donner une hypothèque spéciale sur l'héritage assigné. 189. V. *Assignat*. Clause d'emploi de la part du débiteur qui a reçu la somme pour laquelle il doit la rente. 190. Cas où les deniers sont laissés entre les mains du notaire jusqu'à l'emploi. 190. Cas où ils sont comptés au débiteur au moment du contrat, sous la condition de les employer. 190. Effet de cette clause et de son inexécution dans l'un et l'autre cas. 191. Elle a pour objet de procurer une sûreté à l'acquéreur de la rente, et peut être assurée par équivalent. 191. Si la constitution, après d'être en demeure, cessant d'être pu faire l'emploi, a péri par force majeure les deniers qu'il avait reçus, est-il obligé de donner une sûreté équivalente, ou de rendre le prix de la constitution? 191. Peut-on exiger par le contrat que si non hypothèque stipulée vient à périr, le débiteur sera tenu de donner en échange une autre sûreté équivalente, ou de rembourser la rente? V. *Emploi*. On peut convenir que le débiteur donnera caution dans un certain temps, et, à défaut de le faire, restituera le principal. V. *Caution*. Clause par laquelle un héritage que le constituant hypothèque, pour la sûreté de la rente, est déclaré fruer d'autre hypothèque. 192. Si le constituant a trompé l'acquéreur de la rente, et qu'il existât des hypothèques sur son immeuble, il est condamné comme stellionataire, et en outre à racheter la rente. 192. V. *Stellionat*. Au moins qu'il ne soit justifié que le créancier, au temps du contrat, avait connaissance des hypothèques existantes. *Ibid.* Il peut ignorer celle de la femme du constituant et de minoré dont il seait tuteur. 192. Il n'y a pas stellionat, lorsque le constituant a pu lui-même ignorer l'hypothèque qui

grèverait ses biens. *Ibid.* Différence entre ce cas-ci, et celui où il a été de mauvaise foi. 193. Le créancier a qui le débiteur propose de décharger de l'hypothèque quelques héritages qu'il veut vendre, peut-il exiger quelque chose pour cette décharge sans diminution des arrérages ni du principal de la rente? 193. Clause de délégation pour le paiement des arrérages de la rente, sur les fermes et loyers de l'héritage sur lequel elle est assignée. 194. La signification de cette délégation par le créancier aux fermiers et locataires, n'est pas erronée. *Id.* V. *Délégation*. Clause qui déroge à la faculté qu'a le débiteur de faire déduction sur les arrérages d'usufruits, vengements, etc. 177, 194. Quelles clauses peuvent paraître ou non renfermer cette dérogation. 194, 195. Interprétation des termes des anciens contrats, *réduction par force de principal, francement, quittance*, etc. 195. La clause qu'un ponce par deux termes de six mois en six mois, est valable. 195. Mais celle qui l'un paiera chaque année d'avance n'est pas valable. 195. Autres erreurs de clauses par lesquelles on stipule qu'il sera dû plus d'un an de paiement au terme fixé. 196. Toutes les clauses qui tendent à faciliter la faculté de rachat sont valables. 196. Exemples de différentes clauses de ce genre. *Ibid.* Quoi, de la clause que le rachat pourra se faire en plusieurs paiements, sans dire en combien? 197. S'il est dit que le rachat pourra se faire en deux paiements égaux, sans néanmoins, qu'après le premier paiement, la rente soit diminuée jusqu'à l'entier amortissement, la clause est-elle valable? 197. Le créancier, dans cette espèce, peut-il opposer la nullité de la convention, et en conséquence refuser le remboursement partiel qui lui serait offert par le débiteur? 197, 198. La clause par laquelle on convient que le rachat de la rente ne pourra se faire que dans le même espace de mensuaire que celle qui a été payée pour le prix de la constitution, est-elle valable? 198. Clause par laquelle on s'oblige à ne pouvoir racheter la rente en papier. 198, 199.

Interprétation de ce qui peut se lire en d'ambigu dans un contrat de constitution de rente. 199. On doit suivre les règles générales d'interprétation. *Ibid.* V. *Interprétation des conventions*. Quoi, lorsque le fait indiqué dans le contrat, ne coïncide pas avec le rachat constitutif? 199. Comment et quand l'en supplée aux mots omis dans le contrat? 199, 200. Quels termes entend-on, lorsqu'il est dit que la rente sera payable par trimestre? 200. Nature de la rente constituée. 200 et suite. V. *Arrérages*. *Rachat de rentes constituées*. *Rente constituée*. *Rente viagère*. *Utrius*.



CONSTITUTION DE PROCURER. V. *Procurer*.  
 CONVECTIONS FAITES PAR LE FONDEUR D'ETUI, ou  
 avec les matériaux d'etui. v. 247, 248, 250.  
 V. *Accession*.

CONVULS. Jurisdiction composée de *strichoudi*, établie pour juger les reues entra  
 marrbende, pour fait de marchandises. vi, 66.  
 Procédure particulière à cette Jurisdiction. *Ibid*.  
 Point de prurur, point de présentation, point  
 de défenses par écrit. *Ibid*. La preuve par té-  
 moins y est admise même au-dessus de 100 lir.  
 66. Forme pour entendre les témoins. *Ibid*. Le  
 reconnaissance préalable des écritures n'y est  
 pas exigée. 67. Si elles sont données, les conseils  
 les renvoient devant le juge ordinaire de la ré-  
 vision. *Ibid*. Foi des livres des négocians.  
*Ibid*. Leur compétence. 67. V. *Lettre de*  
*change*. *Preuve testimoniale*. *Reconnaissance*  
*et certification d'écritures*.

CONVULS DE LA CHOSE VENDUE. Ne doit  
 comprendre que ce qui fait partie de la chose  
 vendue. i, 345. Le rhamin public qui traverse  
 un champ, n'est fait pas partie. *Ibid*. Les bairs  
 et les fossés en font partie. *Ibid*. Comment deve-  
 nent d'autrefois les terres : au rariem. *Ibid*.  
 La coutume en matière selon l'usage de lieu  
 de la section. 346. S'il s'agit de choses mobi-  
 lières, selon l'usage du lieu du marché. 346.  
 La clause de contraire n'est qu'une farrur de  
 l'acheteur. 346. V. *Acheteur*. *Acténa*. *Louage*  
*de chose*. *Echange*. *Fauder*.

CONVULSION EN CAUSE. Il y a contestation  
 en cause après le premier règlement, appointe-  
 ment, ou jugement qui interviennent après les dé-  
 fences fournies sur la fonde. ii, 161. vi, 24. Un  
 jugement de continuation r huitains, forme la  
 contestation en cause. *Ibid*. Il en est de même  
 d'un jugement par défaut, tant qu'il n'y a pas  
 d'opposition. *Ibid*.

#### V. *Déguerpissement*.

CONTINUATION DE COMMUNAUTÉ. Elle est é-  
 mple au composé. v, 238. Elle est établie par  
 les articles 240 et 241 de coutume de Paris. *Ié*.  
 Leur disposition s'étend aux conjoints qui ne  
 s'en sont pas expliqués. 239. La continuation  
 de communauté est une peine imposée au sur-  
 vivant des deux conjoints, faite d'après fait  
 constaté par un inventaire, après la mort du  
 prédécédé, la part de leurs enfans dans la com-  
 munauté. 239. La continuation de la com-  
 munauté, d'après la coutume de Paris, est-elle une  
 nouvelle communauté qu'on contracte entre le  
 survivant et les enfans mineurs héritiers du  
 prédécédé, ou bien est-ce la même commu-  
 nauté qui est renouée après continué? 239, 240.  
 D'après la coutume d'Orléans, la continuation  
 de communauté est une nouvelle communauté,

qui se contracte, après la mort du prédécédé,  
 entre le survivant et les héritiers du prédécédé.  
 241. La continuation de communauté entre le  
 survivant et les héritiers du prédécédé, lorsque  
 les conjoints ont changé de domicile pendant  
 le mariage, se régit-elle surant la coutume du  
 lieu où ils ont contracté leur communauté, ou  
 de celui où ils avaient leur domicile lors de la  
 mort du prédécédé. 241, 242.

Quand y a-t-il lien à la continuation de com-  
 munauté, enrant la coutume de Paris? 243. Il  
 faut qu'au temps de la mort du prédécédé, il y ait  
 eu une communauté de biens qui subsistait en-  
 tre les deux conjoints. 243. Il faut que le pré-  
 décédé ait laissé pour héritiers ne ou plusieurs  
 enfans mineurs du mariage, et qu'ils lui aient  
 succédé à une part dans la communauté. 243.  
 Si les enfans sont majeurs, il n'y a pas lieu à la  
 continuation. 243. Dans les coutumes, où les  
 enfans sont majeurs à vingt ans, lesquelles suc-  
 cedent sur la continuation la coutume de Paris, il  
 y a lieu à cette continuation, lorsque le pré-  
 décédé a laissé un rofuit majeur de vingt ans,  
 mais au-dessus de vingt-cinq ans. 244. Elle a  
 lieu, quoiqu'un enfant majeur ait marié et doif  
 par ses père et mère. *Ibid*. Si le prédécédé a  
 laissé un enfant mineur, lors de sa mort, mais  
 devenu majeur avant l'expiration des trois mois  
 accordés au survivant pour faire inventaire, y  
 a-t-il lieu à la continuation de communauté? 244.  
 Y a-t-il lien, dans le cas où l'héritier,  
 laissé par le prédécédé, était majeur, mais en  
 demeure? 244, 245. Il faut que les enfans mi-  
 neurs, laissés par le prédécédé, aient été ses  
 héritiers ou du moins ses successeurs abin-  
 eris. 246. Il ne suffit pas même qu'ils aient été  
 héritiers; il faut qu'ils aient succédé à une part  
 dans les biens de la communauté. 245. Il faut  
 que les enfans soient enfans du prédécédé et de  
 survivant, et non d'un précédent mariage du  
 prédécédé. 245. Lorsque le survivant est dé-  
 tailleur de la part de prédécédé dans les meubles  
 et conquits, ou seulement dans les meubles de  
 la communauté, y a-t-il lieu à continuation,  
 fait par le survivant d'un inventaire d'après  
 ses enfans mineurs? 245, 246. Le survivant est  
 dispensé de l'inventaire pour empêcher la  
 continuation, lorsqu'un enfant a été doté avec  
 la clause qu'il se pourrait dresser l'inventaire  
 si partage ou survrait? 246, 247.

Il faut, pour qu'il y ait lieu à la continuation,  
 que le survivant ait menqué à quelque un des  
 choses prescrites par la dissolution de la com-  
 munauté. 247. A faire inventaire. *Ibid*. V. *In-*  
*ventaire*. Ce que doit être cet inventaire. *Ibid*.  
 Il doit contenir tous les effets de la commu-  
 nauté qui sont à la connaissance du survivant,

247. Dont quelle forme il doit être fait? 247. Il doit être fait dans les trois mois de la dissolution de la communauté. 247, 248. Il doit être fait avec un légitime contradicteur. 248. C'est le tuteur des mineurs, lorsqu'ils ne sont pas autres que le survivant. *Ibid.* Si il est lui-même tuteur, il leur fait comme par le jeu en subrogé l'un qui doit être présent à l'inventaire sous, 248. L'aveu doit être clos dans les trois mois. 248, 249. Il n'y a que les mineurs qui puissent opposer le défaut des formalités qui empêchent la continuation de mourir. 249. Il faut, pour qu'il y ait lieu à la continuation de la communauté, qu'elle ait été demandée. 249.

Quand y a-t-il lieu à la continuation, d'après la coutume d'Orléans? *av.* 249. *ria.* 223, 224. Elle veut aussi qu'il y ait eu, au temps de la mort du prédécédé, une communauté entre les conjoints. *av.* 249. *va.* 224. Pen imperta, d'après elle, que les héritiers du prédécédé soient des enfants d'un précédent mariage, ou même des collatéraux. *Ibid.* Il faut aussi que les héritiers du prédécédé lui aient avoué à une part des biens de la communauté. *av.* 250. Il n'y a pas lieu à la continuation, sans la coutume d'Orléans, lorsque les héritiers du prédécédé sont des enfants mineurs qui tombent en la garde-noble du survivant. *Ibid.* V. *Garde Noble.* Si les uns tombent, et les autres ne tombent pas en garde-noble, elle a lieu avec ces derniers. *Ibid.* Quelle sera, en ce cas, la part qu'auront, dans la continuation de communauté, les enfants auxquels elle a été contrainct? 250, 251. Il ne s'agit que de la coutume d'Orléans comme à Paris, relativement à la donation des meubles faite au survivant, et à la clause par laquelle il est interdit à l'enfant de lui demander sa part entière ou partage. 251. Il n'y a pas besoin, pour empêcher la continuation, que le survivant fasse un inventaire, mais la jurisprudence l'a établi. *av.* 251. *va.* 224. Elle ne requiert en aucun cas une clause d'inventaire. *av.* 251. *va.* 224. Il n'y est pas nécessaire que l'inventaire soit fait dans le délai de trois mois; il suffit qu'il intervienne dans l'année ou acte contraire à la continuation. *Ibid.* Sous la coutume d'Orléans, la continuation a lieu de plein droit, sans avoir été demandée, lorsqu'elle n'a pas été empêchée de mourir. *av.* 252.

Entre quelles personnes a lieu la continuation de communauté. 252. Si le prédécédé a laissé pour ses héritiers plusieurs enfants, dont un mineur, et les autres majeurs, les autres majeurs peuvent-ils, à la faveur du mineur, demander tout ensemble la continuation, pour la part entière de la succession du prédécédé, un

le mineur seul le peut-il pour sa part? *av.* 252, 253. *va.* 224. Ce qu'il s'applique aux majeurs dans cette espèce, s'applique aux enfants d'un précédent mariage. *av.* 253. Pour que l'enfant mineur de son ouverture à la continuation, au profit des majeurs et des enfants d'un précédent mariage, suffit-il qu'il ait existé au temps de la mort du prédécédé, quoiqu'il soit mort depuis, sans l'avoir demandé, ou qu'il n'y ait eu d'ailleurs aucunement renoncé? 253. Les filles dotées excluent de la succession du prédécédé, ne sont pas admises à la continuation. 254. Ces questions n'ont pas lieu sous la coutume d'Orléans, qui autorise la continuation avec les héritiers quels qu'ils soient. *Ibid.*

Quelles sont les choses qui tombent dans la continuation de communauté? *av.* 256. *ria.* 225. Le mobilier, qui est dans la communauté, lors de la mort du prédécédé, y tombe de part et d'autre. *Ibid.* Il en est de même de tous les revenus des biens immeubles. *Ibid.* Les conquêtes de la communauté ne demeurent dans la continuation que quant à leurs revenus. *Ibid.* Quant aux rentes constituées, conquêtes de communauté, on doit avoir égard au temps de la mort du prédécédé, pour savoir si elles tombent au non, comme meubles, dans la réminiscence. *av.* 254, 255. Les droits et créances propres à chacun des conjoints n'entrent pas dans la continuation, sur laquelle elles pourraient s'exercer après sa dissolution, comme elles se seraient exercées sur la communauté. 255. Toutes les choses, qui entrent dans la communauté, lorsqu'elles adriennent à l'un des conjoints pendant sa durée, entrent dans la continuation, quand elles adriennent au survivant. 255. V. *Communauté légale.* Le mobilier adrienant par succession aux conjoints, quoiqu'il émane de communauté par le contrat, n'en entre pas moins dans la continuation. 255, 256. De même, les immeubles de succession émanés par le contrat, n'entrent pas dans la continuation. *Ibid.* Rien de ce que les enfants acquièrent, durant la continuation, à quelque titre que ce soit, si ce n'est qu'ils avaient d'ailleurs que de la succession du prédécédé, n'entre dans la continuation de communauté. 256. La coutume d'Orléans est différente de celle de Paris, qu'en ce que celle-ci ne fait entrer dans la continuation que ce que le survivant acquiert du fonds commun, ou par son industrie. *av.* 256. *va.* 225. Tout ce qui lui adrient par succession, don ou legs, n'y entre pas, pas même le mobilier. *Id.* Le journalement même de ce qui est éché à ces titres au survivant, n'y entre pas. *av.* 257. Excepté à cette règle dans ce cas. 257, 258.

Toutes les dettes mobilières, dont la commu-

coûté était tenue au temps de la mort du prédécédé, devaient dettes de la continuation de communauté. *av.* 228, *vm.* 225. Même celles dont la communauté était débitrice envers chaque une des parties. *Ibid.* Elle est tenue encore des arrérages et intérêts des dettes propres de chacun des conjoints. *av.* 228. Les frais funéraires du prédécédé ne sont pas dettes de la continuation. *iv.* 229, 229. *vis.* 225, 226. Les arrérages des legs de rentes en pension en meuble, les faits par loi, sont à la charge de la continuation de communauté. *av.* 259. *vis.* 225. Elle est tenue de toutes les dettes que le survivant contracte pendant le temps qu'elle dure. *av.* 259. *vis.* 225, 226. Excepté celles qu'il eût contractées pour ses affaires particulières, et dont il profite seul. *Ibid.* Et celles qui sont pour cause d'une pure donation. *Ibid.* La garantie due par le survivant qui a rendu l'héritage propre de ses enfants, n'est pas une dette de la continuation de communauté. *av.* 259, *vis.* 225. Différence entre la coutume d'Orléans et celle de Paris, relativement aux dettes contractées par le survivant pendant la continuation de communauté. *av.* 259, 260. *vm.* 225, 226. La continuation n'est pas tenue des dettes contractées pendant sa durée par les héritiers du prédécédé. *av.* 260.

Les dettes des conjoints, qui échient au survivant durant la continuation de communauté, sont dettes de ladite continuation, à proportion du mobilier desdites successions qui y entre. *Ibid.* Il n'en est pas de même sous la coutume d'Orléans. *av.* 240 *vm.* 226. La continuation de communauté est chargée, tant des alimens du survivant, que de ceux des héritiers du prédécédé, pendant qu'elle dure. *av.* 260. *vis.* 226 Elle est chargée des réparations et frais d'entretien des héritages dont elle a la jouissance. *av.* 260. *vis.* 226, et des frais de l'entretien qui est fait pour sa dissolution. *Ibid.*

Le survivant est le chef de la continuation de communauté. *av.* 260. *vis.* 225. Il n'en est pas le maître absolu, mais seulement l'administrateur adhérent de rendre compte. 250, 261. *Ibid.*

La dissolution de la continuation de communauté peut être demandée, soit par l'une, soit par l'autre des parties. *av.* 261. *vm.* 226 Le survivant, pour opérer cette dissolution, doit faire un inventaire, tel que celui nécessaire pour empêcher la continuation. *av.* 261. *vis.* 226. S'il est défendeur, les enfants peuvent demander la continuation. *Ibid.* La continuation se dissout encore par la mort du conjoint survivant. *Ibid.* La mort de l'un des enfants ne la dissout pas. *av.* 262 S'ils meurent tous sans enfants, elle est dissoute. 262. Dans le cas où ils meurent sans avoir demandé la continuation,

elle n'est véritablement pas dissoute, puisqu'elle s'est pas cessée. *Ibid.* Dans ce cas, si tous les enfants mineurs sont morts sous l'âge de l'émancipation, continue-t-elle avec les majeurs qui restent? *Ibid.* L'enfant, quoique marié et doté pendant la continuation, ne cesse pas d'être en continuation de communauté. 262. Sous la coutume d'Orléans, il suffit, pour opérer la dissolution de la continuation, que les parties aient sur cela fait connaître leur volonté. *Ibid.* La mort de tous les héritiers du prédécédé ne la dissout pas. 262, 263. Elle continue avec leurs héritiers et même avec leur succession vacante. *Ibid.*

Si l'un des enfants, qui a continué la communauté, meurt, il y a lieu à accroissement de sa portion en faveur du ou des survivans. 263. V. *Accroissement.* Le survivant n'est privé que des biens de ses enfants morts durant la continuation, faisant partie de la continuation, et non des autres. 264. C'est à titre de succession que la portion de l'enfant mort accroît aux autres enfants. 264. S'il laisse une veuve commune, elle a droit à sa part comme commune dans la portion de son mari dans la continuation. *Ibid.* L'accroissement n'a lieu que lorsque l'enfant meurt lui-même sans enfants. *Ibid.* Il a lieu aussi entre les enfants représentant l'enfant mort dans la continuation. *Ibid.* Il n'y a que les enfants qui acceptent la continuation de communauté qui puissent prétendre à l'accroissement. 264. Différence de l'accroissement accordé par la coutume d'Orléans. 205. Le survivant a une année, à jour de la mort de l'enfant, pour se réserver sa succession, en faisant demander dans ledit temps la continuation. *Ibid.* La coutume d'Orléans a pris le survivant qui de la portion de l'enfant mort, dans les revenus d'acquies, pendant le temps que dure encore la continuation, et non de la propriété. 265.

Les enfants ont le choix d'accepter la continuation de communauté ou d'y renoncer. *av.* 265. *vis.* 225. Chacun des enfants peut le demander, sans le conjoint d'avoit fait ce que la coutume ordonne pour l'empêcher. *av.* 265. Le droit de demander la continuation, accordé aux enfants, leur est-il personnel, sans que ceux, qui sont à leurs droits, puissent s'en servir? 265, 266. Ce droit est-il sujet à prescription et à quelle prescription? 266 Dissolution de la coutume d'Orléans, relative à cette prescription. 267. V. *Prescription trentenaire.*

Par l'acceptation, les enfants ont, dans la continuation de communauté, la même part qu'ils ont dans la communauté. 267. Chacun des enfants a ensuite avec celle part la même portion pour laquelle il succède dans les biens

du prédécédé. 267. V. *Acceptation de communauté*.

Les enfans peuvent renoncer à la continuation, soit en le déclarant en bas de l'acte antérieur, en par tout autre acte, soit par quelque fait qui renferme la volonté de renoncer. *av.* 267. *vas.* 228. Ils peuvent renoncer tant à la continuation qu'à la communauté, ou seulement à la première, en acceptant orléans. *av.* 268. L'effet de la renonciation est que tous les meubles qui se trouvent dans la maison du survivant, et toutes les immeubles acquis par lui depuis la mort du prédécédé, lui appartiennent. 268. V. *Association à la communauté*.

Les uns des enfans du prédécédé peuvent demander continuation de communauté, et les autres y renoncer. *av.* 268. *vas.* 229. V. *Dérégulation*. Ils peuvent avoir, à cet égard, des intérêts différens. *Id.* Dans ce cas, quelle doit être la part de ceux qui demandent la continuation de la communauté? *av.* 268, 269. *vas.* 229. Sous la coutume d'Orléans, les héritiers du prédécédé ne peuvent renoncer à la continuation de communauté, mais seulement en demandant la dissolution pour l'avenir, *av.* 270. *vas.* 229, à moins qu'il n'y ait des mineurs, auquel cas les mineurs peuvent y renoncer. *Id.* Il suffit qu'il l'ait été en temps de la mort du prédécédé. *Id.* Ils peuvent faire cette renonciation même après l'âge de trente-cinq ans, *av.* 270. Elle doit être faite pour tout le temps que la continuation a duré depuis la mort du prédécédé. 270. Son effet est qu'il est dû un compte par le survivant aux renonçans, pour leur part dans la succession du prédécédé. *Id.* Lorsque la communauté n'a continué qu'avec une partie des héritiers du prédécédé, sous la coutume d'Orléans, chacune des parties n'y a qu'une part égale, proportionnée à ce qu'elle y a mis. 270, 271.

Ce qu'il y a à faire pour parvenir au partage des biens de la continuation de la communauté. *av.* 271. *vas.* 226. Il faut d'abord faire inventaire. *Id.* Ensuite faire la liquidation des créances de chacune des parties, et de celles de la communauté. *Id.* Créances de chacune des parties à verser contre la communauté. *av.* 271. *vas.* 226. Dettes dont chacune des parties est débitrice envers la continuation de communauté. *av.* 271, 272. *vas.* 226, 227. Si les créances de l'une des parties excèdent ses dettes, elle prélève la somme dont elle demeure créancière. *av.* 272. Si, au contraire, ses dettes excèdent ses créances, elle fait le rapport à la masse de la somme dont elle reste débitrice. *Id.* L'actif marié, qui a reçu une dot du fonds de la continuation de la communauté, doit en faire le

rapport. 272. Il en est de même de ce qu'il aurait reçu à tout autre titre pour son établissement. *Id.* Lorsqu'une fille a été professeuse religieuse pendant la continuation, et qu'elle a reçu une dot, les frères et sœurs précomptent, sur la portion qui leur revient, la dot qu'elle a reçue. 272. V. *Partage de la communauté*.

Dans la subdivision, la partie qui a apporté plus en rehaus, l'ait par exemple, ne peut prétendre que sa part virile et égale à celle de ses copartageans. 272, 273. Il ne peut prétendre non plus dans les acquêts de la continuation, quelques lédoaux, qu'une part égale à celle de ses parents. 273.

Le survivant est tenu des dettes de la continuation pour le total, pendant qu'elle dure, et même jusqu'au partage. *av.* 273. *vas.* 228. Après le partage, il est tenu pour le total, vis-à-vis des créanciers, de celles qu'il a contractées pendant la continuation. 273. Quant à celles de la communauté, qui sont tombées dans la continuation, il en est tenu comme s'il n'y avait pas eu de continuation. *Id.* V. *Dettes de la communauté*. Les héritiers du prédécédé ne sont tenus envers les créanciers des actes contractés par le survivant pendant la continuation, que pour la part qu'ils y ont. *Id.* Cependant on dira tenu hypothécairement. 274. Le privilège accordé à la femme et à ses héritiers de n'être tenus des dettes de la communauté que jusqu'à concurrence de ce qu'ils en ont accordé, a-t-il pareillement lieu à l'égard des dettes de la continuation de communauté? *av.* 274. *vas.* 228. *Quid*, sous la coutume d'Orléans? *Id.* V. *Communauté tripartite*.

CONTRAIRE PAR CORPS. Droit qu'a un créancier, pour certaines espèces de créances, de faire, par le ministère d'un aubergin, arrêter son débiteur, et le constituer prisonnier, jusqu'à l'entier paiement de la dette. *va.* 153. Elle n'a pas lieu aujourd'hui en matière civile, si ce n'est pour les condamnations de dépens au-dessus de deux cents livres. 153. Pour les condamnations de restitutions de fruits et de dommages-intérêts au-dessus de deux cents livres. 153. Pour les reliquats de comptes, créances et liquidations, des intendants et administrateurs publics. *Id.* La contrainte par corps peut encore être prononcée pour stationnat. *s.* 340, 341. *vi.* 153, 154. V. *Dot*. *Stipulation*. En matière de réintégration. *va.* 154. V. *Régulation*. En matière de dépôt nécessaire ou judiciaire. *va.* 154. V. *Dépôt nécessaire et judiciaire*. Pour lettres de change, quod il y a remise de place en place. *va.* 154, quelle que soit la qualité d'un des tireurs, endosseurs ou accepteurs. 155. V. *Lettre de change*. Pour lettres

entre marchands, pour fait de marchandises dont ils se mêlent. 155. Elle n'a pas lieu contre l'héritier en la section du marchand, surmoulée aux-mêmes marchands, s'ils n'ont pas pris part au marché. 155. Autres cas où la contrainte par corps peut être prononcée. 155, 156. Pour quelle puisse être exercée, il faut qu'elle ait été expressément prononcée. 156. Certains cas où elle a lieu sans condamnation. 156. Les sujets du roi ne peuvent se soumettre, ni contracter, à la contrainte par corps, si ce n'est les fermiers des baux à ferme. 156. Les ecclésiastiques ne sont pas sujets à la contrainte par corps, à moins qu'ils n'aient frauduleusement caché leur qualité, pour prendre celle de marchands. 157. Les femmes et filles n'y sont pas sujettes, si elles ne sont marchandes publiques, ou s'il n'y a rien qui les rende telles. 157, 158. V. *Marchands publics*. Y faut-elle ajouter pour lettres de change par elle tirées ou acceptées? 158. Les septuagénaires ne peuvent être emprisonnés que pour délit, recelé et dépeceur de lettres criminelles. 158. Les arpinogénaires sont ceux qui ont fini et non par accomplir leur soumission annuelle. 158. Les mineurs, hors le cas de dol ou de commerce, ne peuvent être contraints par corps. 158. Autres personnes qui ne peuvent, à cause de leur qualité, être contraintes par corps. 158. Pour les condamnations de dépeceur, restitution de fruits et dommages-intérêts, la contrainte par corps ne peut être exercée que quatre mois après la signification du jugement et après une nouvelle signification de ce jugement. 159, 160. Dans les autres cas, elle peut l'être après la signification, sans commandement de payer. 159. Quel temps doit-il y avoir depuis la signification et le commandement, avant de pouvoir l'exercer? 159. La contrainte par corps excède en vertu d'un jugement susceptible d'opposition ou d'appel, conserve son effet, si l'appel ou l'opposition n'arrive pas dans le préfixé. 159. La contrainte par corps ne peut être exercée que de jour. 159. Elle ne peut l'être le dimanche et fêtes, si ce n'est dans les cas pressés. et au rectu de l'ordonnance du juge. 159, 160. Leur où la contrainte par corps peut être exercée. 160. On ne peut arrêter un débiteur dans sa maison. 160, à moins d'une ordonnance du juge. 160. Comment l'exerce la contrainte par corps? 160, 161. V. *Erreur*. *Emprisonnement*. *Recommandation*.

V. *Ajudication par décret*. *Bail judiciaire*. *Consignation*. *Etranger*. *Lettre de change*. *Louage des choses*. *Sous-contrat*. *Séquestre*. *Tuteur*. *Vendeur*.

CONTRAT. Commentent de deux ou plusieurs  
TOME VIII.

personnes, pour former entre elles quelque engagement. 1, 2. VI, 27, 28. En quoi il diffère de le simple promesse sans engagement. 1, 3. Et de la pollicitation qui n'est que dans le droit romain. 3. V. *Pollicitation*. *Promesse*. *Des choses qui sont de l'essence du contrat*. 3, 4. Des choses qui sont seulement de la nature du contrat. 4, 5. En quoi elles diffèrent des choses qui sont accidentelles au contrat. 5.

Division des contrats. 5. Les divisions en contrats nommés et innommés, bons fides et stricti juris, n'ont pas lieu dans notre droit. 15. Ils sont synallagmatiques ou unilatéraux. 1, 5. VII, 28. Contrats synallagmatiques parfaits et moins parfaits. 1, 5. Contrats consensuels ou réels. 5. Les parties, en contractant sous un prétexte, prouvent cependant faire dépendre la perfection du contrat de la réalisation d'un événement. 5, 6. Contrats innommés, de bienfaisance et mixtes. 6. Les contrats intéressés sont commutatifs ou aléatoires. 6. Les premiers sont distribués en quatre classes : de ut des, scilicet ut facias, scilicet ut des, de ut facias. 15. Contrats prius et a posteriori. 6. Parmi les contrats, les uns sont soumis à certaines règles et former du droit civil, les autres se règlent par le pur droit naturel. 15. L'erreur n'est que pour la preuve ; la nullité existe indépendamment de lui. 7. Des vices qui peuvent se rencontrer dans les contrats. 7. V. *Cause*. *Dol*. *Erreur*. *Lésion*. *Lien de droit*. *Vice*.

Des personnes qui sont capables, ou non, de contracter. 15. V. *Commentent*. *Prima marita*. *Interdit*. *Interdit*. *Minor*. *Personne*, qui, étant capable de contracter par la nature, en est rendue incapable par la loi civile. 15.

De ce qui peut être l'objet des contrats. 17. V. *Obligation*. Ce ne peut être, dans tous les cas, que ce que l'une des parties stipule pour elle-même? 15. Pourquoi ne peut-on stipuler ni promettre pour un autre? 15. La convention par laquelle on stipule pour un autre, est obligatoire dans le for intérieur. 17, 18. Celle par laquelle on promet pour un autre, n'est jamais valable, à moins qu'on se soumette à une peine. 18. On peut stipuler que la chose sera dévolue ou payée à un tiers. 18. La stipulation de faire quelque chose pour un tiers, est valable lorsque celui qui stipule a un intérêt appréciable à ce que cela fasse. 18. S'il n'y a aucun intérêt, la convention n'est pas valable. 19. On peut stipuler et promettre pour ses héritiers comme tels. 19. Pour sommes même rendues ordinairement l'argent fait, quoique cela ne soit pas exprimé. 19. Exception à ce principe. 19. On peut restreindre la stipulation à l'un d'entre ses héritiers. 19, 20. La sti-

putation pour un seul de ses héritiers, n'est pas toujours restreinte à cet héritier. 20. En général, nous ne pouvons stipuler et promettre pour quelqu'un qu'autant et pour la part qu'il sera notre héritier. 20. Nous pouvons stipuler, relativement à une chose qui nous appartient, pour nos ayant-cause à titre onéreux ou gratuit. 21. V. *Ayant-cause*. Nous sommes censés l'avoir fait, quoique rien ne soit point exprimé. 21. Celui qui stipule pour ses héritiers, n'est pas censé stipuler pour ses ayant-cause. 24. Ce qui concerne un autre que le parliculier contractant, peut être le mode ou la condition d'une convention, quoiqu'il ne puisse pas en être l'objet. 22. Effets de cette condition ainsi les principes de l'ancien droit romain. 22. L'une des parties contractantes peut-elle remettre à l'autre, ce que celle-ci s'est obligée, par forme de condition, de donner à un tiers, sous l'intervention de ce tiers? 22, 23. V. *Condition*. On peut stipuler et promettre pour soi par le ministère d'un tiers. 23. Ainsi, le tuteur, le curateur, l'administrateur, le mandataire, le préposé, l'associé, le mari commun, contractent au nom et pour d'autres. 24, 25. V. *Tout ces mots*.

Effet des contrats. 25. Ils produisent des obligations. *Id.* V. *Obligations*. La convention n'a d'effet qu'à l'égard des choses qui en sont l'objet, et seulement entre les parties contractantes. *Id.* L'estimeinement, consenti par les trois quarts des créanciers, est obligatoire pour les autres et les opposants, n'est par une exception à ce principe. 26. V. *Affirmement*. Exception relative aux ratifications et aux substitutions. 26. V. *Interprétation des conventions*. *Serment*.

CONTRAT ALIÉNATOIRE. V. *Affirmance*. *Contrat*. *Don manuel*. *Jam.* *Prêt à la grosse*. *Rente saignée*.

CONTRAT DE BIENFAISANCE. V. *Contrat*. *Dépôt*. *Donation*. *Mandat*. *Prêt de consommation*. *Prêt à usage*.

CONTRAT COMMUTATIF. V. *Bois à rente*. *Charge*. *Constitution de rente*. *Contrat*. *Louage*. *Société*. *Vente*.

CONTRAT CASUEL. V. *Affirmance*. *Contrat*. *Mandat*.

CONTRAT DU DROIT DES GENS. V. *Affirmance*. *Bois à rente*. *Contrat*. *Mandat*.

CONTRAT ANTICIPÉ. V. *Affirmance*. *Contrat*. *Prêt à la grosse*.

CONTRAT MARITIME. V. *Affirmance*. *Charte-partie*. *Louage de matelot*. *Prêt à la grosse*.

CONTRAT DE MARIAGE. Il doit être fait avant le mariage, et pardevant notaires. 126, 329. V. *Constitution matrimoniale*. *Famille*. *Mariage*.

CONTRAT PIGNORATIF. Contrat par lequel le propriétaire d'un héritage l'engage, pour quelque temps, à son maître, et lui en cède, et à ses successeurs, le droit d'en jouir jusqu'au remboursement volontaire qu'il fera de cette somme. v. 475. En quel cas l'engagement diffère de l'anticipation et de la vente à réméré. v. 475. *Id.* 346. L'engagement n'est pas préjudiciable de l'héritage engagé. *Id.* Ce contrat a lieu entre le maître et les particuliers. v. 475, 476. Les offices domaniaux sont de droit de domaine engagé à des particuliers par contrat pignoratif. 476. Continues où il se pratique entre particuliers. *Id.* V. *Anticipation*. *Offices domaniaux*. *Réméré*.

CONTRAT RÉEL. V. *Constitution de rente*. *Dépôt*. *Prêt de consommation*. *Prêt à la grosse*. *Prêt à usage*.

CONTRAT STALLAGMATIQUE. V. *Affirmance*. *Bois à rente*. *Dépôt*. *Mandat*.

CONTRAT TRIPLATÈRE. V. *Constitution de rente*. *Prêt à la grosse*. *Rente saignée*.

CONTRIBUTION. II, 411.

CONTRAT TITRE. Toute nouvelle convention ou donation qui déroge, en est contraire à celles portées au contrat de mariage. *Id.* 25. V. *Constitution matrimoniale*.

V. *Société commerciale*.

CONTRAT-MAÎTRE. II, 217.

CONTRAT-MAÎTRE. Quand requis, II, 451.

CONTRIBUTION AUX AVANCES. V. *Affirmance*. *Charte-partie*. *Jam.* *Louage de matelot*.

CONTRAT DE MARIAGE. Ce que c'est. *Id.* 6.

CONTRAT-MAÎTRE. Comment on agit en lui par le passé continué par lequel on détermine le prix du corps à été décerné. *Id.* 216, 225. Saisie de ses biens. 216. V. *Dépôt*. Effets de la consommation.

218. V. *Exécution des conventions*. Pre rapport à la mort civile. *Id.* 441. v. 177. V. *Mort civile*.

CONVENTION. Consentement de deux ou plusieurs personnes, pour former entre elles quelque engagement, ou pour en résoudre un précédent, ou pour le modifier. II, 2 V. *Contrat*. *Interprétation des conventions*. 26. V. *Interprétation des conventions*.

CONVENTIONS MATRIMONIALES. Les contrats de mariage sont susceptibles de toutes sortes de conventions. *Id.* 23. On y a même même qui ne sont pas valables par tout autre sein. *Id.* 14, 23. *Id.* 11, 15. *Id.* 179, 275, 276, 282. Les donations par contrat de mariage ont affranchies de certaines règles rigides par les autres à peine de nullité. *Id.* 23. Les conventions matrimoniales à l'ordre public ne sont cependant pas valables. *Id.* 23. *Id.* 179. Celles qui tendent à soustraire le femme à l'autorité du mari,

rent utiles. *iv*, 23, 24. Celles qui servent à contraindre aux lois prohibitives, ou qui traduisent même à leur égard, sont également utiles. *iv*, 24, 295, 296. *vii*, 179. Par exemple, celles qui servent à contraindre la puissance de l'époux à l'égard de la femme. *Ibid.* La concession par laquelle la femme ne pourrait renoncer à la communauté, est utile. *Ibid.* L'est aussi celle qui asservirait le mari à l'égard de l'indivision. *iv*, 24. Celle par laquelle on consentirait que les conjoints n'aussent aucun emploi des propres réciproques. *iv*, 296, *vii*, 180. Celle par laquelle les parties, se mettraient sous communauté, ne résoudraient néanmoins la puissance de l'époux, si bon leur semblerait. *Ibid.*, etc., etc. Les choses qui tendent à augmenter le propre de la femme sont aussi utiles. *vii*, 180.

Les concessions matrimoniales doivent se faire avant la célébration du mariage. *iv*, 24. *vii*, 179. Elles se font par un acte appelé *contrat de mariage*. *Ibid.* Il doit être passé devant notaire. *Ibid.* Provisoirement les contrats de mariage sont révoqués par le divorce. *Ibid.* Les futurs conjoints ne sont pas obligés d'appeler leurs parents au contrat. *iv*, 25. Mais s'ils y ont été appelés, tout changement doit être porté devant eux avant leur présence, et au lieu. *iv*, 25. Ce qu'on eût dû par contre-lettre, par rapport au contrat de mariage. 25. Sont utiles, ou seulement celles qui interviennent entre les futurs conjoints, mais qui interviennent entre l'un d'eux et un tiers. *Ibid.* L'absence d'un seul des parents ne rend pas nulle la contre-lettre. 25.

#### V. Contrat de mariage.

Tout les concessions matrimoniales sont censées faites avant la célébration du mariage. 25, 26. Il n'y a qu'un mariage civil, et qui ait les effets civils, qui puisse recueillir cette condition. 26. Les parties ne peuvent plus déroger aux conventions matrimoniales, même par convention mutuelle, après la célébration du mariage. 26. Elles ne peuvent pas même se désister, par le mari, de la faculté de rien changer. 26. Ce serait enlever la faculté de s'arranger durant le mariage. *Ibid.* V. *Annulation entre conjoints*, *Communauté*.

Les conventions matrimoniales ne sont pas sujettes à l'insinuation. *v*, 22. V. *Insinuation*.

V. *Don mutuel légitime*, *Insinuation contractuelle*, *Préciput conventionnel*, *Renonciation à la communauté*.

CONVOL. V. *Généralité*, *Secondaire*, *voies*.

COPIAIRE. V. *Licitation*.

COPIE DE TITRES. Elles ne font foi que de ce qui se trouve dans le titre original, lorsqu'il subsiste. *i*, 233. Quelle foi peuvent-elles faire,

lorsque l'original est perdu, et qu'elles ont été tirées par un procureur public? *Ibid.* Les copies en forme tirées par l'official du juge, font la même foi que l'original, contre les parties prétendantes ou démettes appelées, lorsqu'elles ont été tirées. 233. Lorsque ces copies sont nouvelles, sur description un autre peut pour contester l'authenticité du juge, il faut la représenter. 233. Serait, lorsqu'elles sont anciennes; elles sont présumées telles au bout de dix ans, sans en avoir. *Ibid.* Les copies faites en présence des parties, ont la même force que les copies en forme. 233, 234. La copie tirée hors de la présence de la partie, et sans qu'elle ait été appelée, ne fait contre elle qu'un simple commencement de preuve par écrit. 234. V. *Commencement de preuve par écrit*. Peu importe qu'il y ait ou non ordonnance du juge, ou que la copie soit tirée par le même officier qui a reçu l'original. 234. Les copies reçues sont faites contre un, à défaut de l'original. 234. Elles sont reçues sur le bout de l'acte à qu'on le veut. *Ibid.* La copie d'une description sur le registre des jurés, ne fait pas foi de la donation. 235. Faut-elle au moins au commencement de la preuve par écrit? 235. Car on le douteur aurait voulu dire que le registre. *Ibid.* Les copies informées, qui ne sont pas tirées par un procureur public, ne font aucune preuve quoiqu'authentiques. *Ibid.* Il en est de même de celles tirées par un procureur public qui n'est pas rempli les formalités voulues. 235. La copie du copier ne peut être que la même preuve qu'un autre fait la copie sur laquelle elle a été tirée. 235. Elle ne le fait même pas, lorsque celui, à qui on l'a présentée, n'est pas le même. *Ibid.* V. *Titres authentiques*.

CORRECTION. V. *Dirige des corrections*, *Lettre*, *Obligation*.

CORPS NOUVEAU. On appelle ainsi l'individu même du délit. *vi*, 205. Car où le juge doit se transporter sur les lieux pour le constater. 205. V. *Procès-verbal des juges*.

CORRECTION. Ce que c'est. *ii*, 469.

COPIE ET COMMUNICAT. V. *Communauté*, *Corrections*, *v*, 231.

CORRECTION. Coquille de la défilé ouvrage d'un jour pour l'insinuation du mariage. *vii*, 105. Différence entre les copies. *Ibid.* Personnelles ou réelles. 105. Le titre qui les établit en limite le nombre par an, 105. Si non, limite à deux par an par la jurisprudence qui en a été fixée par l'époux. *Ibid.* Car où les héritages se divisent et où le nombre des feux rigoureux ou dominus. *Ibid.* Quand le reigreur peut dominer.

des la corvée en argent, *Ibid.* Les corvées ne sont pas combles par le brigueur, si ce n'est à son fermier par le bail. 105, 100. Où le corvée doit être frist. 106. Comment le droit du corvée s'établit et se perd. *Ibid.* V. *Fief*.

CORVÉES. Évale des religieux curés, auquel succèdent le monastère ou la fabrique. *av.* 518. V. *Succession ecclésiastique*.

COURS. Valeurs des actions. V. *Pris*.

COURS. V. *Agent de change*. *Lettres de change*.

COURS. V. *Mariage*.

COUTUMES. Époque de leur rédaction. vii, 1. Elles sont en état de personnel, en principe réel, et s'ajoutent au droit de la formation des lois. 2. V. *Statut personnel et réel*.

COUSIN. Une obligation contractée par crainte peut être rescindée. *ca.* 174. Il faut pour cela que le cousin ait été celui d'un mal considérable et imminent. *Ibid.* V. *Contrat*. *Brutal*.

COUSIN. V. *Chose*. *Communauté légale*. *Droit légitime*. *Rapport d'appart*.

COUSIN. Effet des obligations à son égard. 38. V. *Obligation*. Action, qu'on le récrimine contre les héritiers d'un défunt, leur débiteur, pour se faire payer ce qui leur est dû. *av.* 514. et *suiv.* V. *Dette des successeurs*. Droit des récrimins de revenir sur ce qui a été fait en fraude de leurs droits. *av.* 181, 182, 1, 56.

## D

DARE CERTAME. Les lois sont interprétées n'ont de date certaine en la date des lois, que du jour où ils ont été promulgués, ou de la mort de l'un de ceux qui les ont promulgués. 1, 229, v. 383. V. *Écriture privée*.

DATION EN PAIEMENT. Acte par lequel un débiteur donne une chose à son créancier, qui veut bien la recevoir, à la place et en paiement d'une somme d'argent, ou de quelque autre chose qui lui est due. 1, 424, 425. Remboursement au créancier de la chose. 1, 424. Leurs différences. 1, 424, 425. La dation en paiement ne peut avoir lieu que par la tradition et la transmission de propriété de la chose. 425. Le créancier à qui est faite la dation en paiement a l'action pour cause d'extinction comme l'acquiescent. 425. Le débiteur qui en outre traque envers lui de la même garantie que le créancier. 425, 426. La dation en paiement donne lieu

V. *Acceptation de la communauté*. *Acceptation des successions*. *Interprétation des conventions*. *Paiement*. *Rente foncière*. *Rapport d'appart*. *Résolution de la communauté*.

COUSIN. V. *Succession*. V. *Actes hypothécaires*. *Hypothèque*. *Résolution de la chose réelle*. *Caution*. V. *Lettre de crédit*.

COUSIN. Proclamations, qui sont faites par un sergent, pour annoncer au public qu'un tel héritage a été ainsi réellement, et sera vendu par décret. vi, 125. et *suiv.* V. *Saisie réelle*.

COUSIN. Action légale, qui tend à troubler l'ordre et la tranquillité publique. *ca.* 193. Comment se poursuivent les accusations des crimes? 193. V. *Accusation*. Crimes compris sous le nom de crimes royaux. 196, 197. Crimes d'hérésie, de sacrilège, lèse-majesté au premier et au second chef, et autres. *cto.* 196, 197, 198, 199. Crimes rompus sous le nom de crimes proutaux 200, 201, 202. V. *Cas prévôtux*. *Châtiments*. Des crimes commises. 202, 203.

CURATEUR. Personne auxquelles on donne des curatelles. v. 193. Curateur aux rurs et mineurs. 194. Aux actions en rurs. 194. Curateur au rurs. 194. V. *Puissance maritale*. *Tutelle*. Curateur aux successions vacantes. V. *Rapport légal*. Curateur à la mémoire, ou au rurs d'un défunt, dans le cas où on leur fait leur procès. vi, 247, 248. Aux rurs maris poursuivis criminellement. 247. V. *Procès de la mémoire*.

CURAT. V. *Testament solennel*.

ou retrir et au profit. 426. V. *Extinction*. *Garantie*. *Profit de vente*. *Rapport légal*. *Vente*. V. *Remploi*.

DÉBITEUR. Effet des obligations à l'égard du débiteur. 1, 37. V. *Interprétation des conventions*. *Obligation*. *Paiement*.

DÉBITEUR. Comment se prouve le débiteur. *ca.* 344. Par quels actes peut-on supplir aux actes monétaires ordinaires, lorsque les registres ont été perdus ou détruits? 344.

DÉCHARGE ACCORDÉE à un débiteur par son créancier. 1, 187. V. *Requête de la date*.

DÉCLARATION. V. *Arrière*.

DÉCLARATION. Quel propos l'accusé contre la juge droit lequel il est cité pour répondre à l'interrogatoire. *ca.* 222. V. *Interrogatoire des accusés*.

V. *Exceptions déclinatoires*.

DÉCLARATION d'une terre nouvelle. Le possesseur, ou s'y établissant, acquiert la propriété.



pourvu qu'elle ne lui ait pas habillé. v, 226 V. *Occupation*.

**DÉCRET.** Ordonnance du juge par laquelle il agit l'arrêté, pour répondre à l'accusation intentée contre lui. vi, 212. Décrets de pris de corps, d'ajournement personnel et d'assigné pour être ouï. 212. On ne peut rendre sur une autre espèce de décrets. 212. En quels cas et contre quelles personnes se rendent les décrets. 212, 213. Les décrets se rendent par le juge chargé de l'instruction du procès, et sur les réquisitions du ministère public. 214. En cas de flagrant délit et lorsque le décret lui rendra en la chambre, les réquisitions du ministère public ne sont pas nécessaires. 214. Comment s'exécutent les décrets d'ouï et d'ajournement personnel. 214. Conversion du décret d'assigné pour être ouï, en décret d'ajournement personnel et de ce dernier en décret de pris de corps. 214, 215, 217. Comment s'exécute le décret de pris de corps? 215. En quel temps et comment peut se faire l'arrestation de l'accusé, en vertu du décret? 215. Les accusés qui doivent être fait de ses effets. *Ibid.* Le décret qui ne peut être exécuté par le repla de l'accusé, s'exécute par la perquisition de sa personne. 215. Comment et où se fait la perquisition? 215, 216. Saisie des biens du condamné qui peut être faite, en ce cas, à la requête du la partie civile ou publique. 216. Comment on continue d'agir contre le condamné qui ne se représente pas. 216 V. *Châtiment*. Les décrets peuvent être exécutés sans parents, sans du territoire du jugeant ils sont émanés. 217. Ils peuvent être émanés nonobstant appel, à moins de défenses qui n'ont été que différément, et après avoir eu les réquisitions. 217. En quels les différents espèces de décrets diffèrent entre elles? 217. Les décrets d'assigné d'être ouï n'emportent aucune suite contre l'accusé. *Ibid.* Il n'en est pas de même des deux autres qui entraînent de plain droit contre l'accusé l'interdiction des fonctions publiques qu'il exerce. 217. V. *Exécutoire*, *Information*, *Interrogatoire des accusés*.

**DÉCRET ROYAL.** V. *Adjudication par décret*, *Saisie réelle*.

**DÉCRET VOLONTAIRE.** Crimi qui intervient sur une saisie réelle qu'un acquéreur fait faire licitement sur lui, de l'héritage qu'il a acquis, à l'effet de purger les hypothèques et autres charges réelles. vi, 148. vii, 527. On observe pour les décrets volontaires toutes les formalités des saisies réelles. v, 148. vii, 530. Les créanciers du vendeur, délégués par le contrat à l'acquéreur, doivent former opposition au décret pour conserver leurs hypothèques. *Ibid.*

L'acquéreur qui fait décréter sur lui, doit-il former lui-même opposition pour les créanciers hypothécaires qu'il a contre son vendeur? vi, 148. vii, 530. L'acquéreur, après le paiement, se fait adjuger à l'audience l'immeuble pour le prix qu'il a acheté. vi, 148. vii, 530. L'adjudication, dans ce cas, n'est qu'une acte confirmatif du premier contrat. vi, 149. vii, 530. Différence de ces effets de cette adjudication, avec l'adjudication sur saisie réelle forcée. *Ibid.* S'il n'y a pas de créanciers opposés, il n'y a lieu à consigner le prix. vi, 149. Pour éviter les droits de consignation, on peut obtenir un jugement qui consigne tant les oppositions ou sans arrêtés sur le prix. 149. Cas où le décret devient force, lorsque l'un des créanciers opposés porte une enchère au-delà du prix, et que l'on procède à une adjudication nouvelle qui est suivie. vii, 530. V. *Adjudication par décret*, *Ordre*, *Saisie réelle*.

**DÉFAUT.** Acte qu'on donne en justice au demandeur, de la demande sur laquelle est la partie assignée de se présenter, au défendeur en de venir plaider. vi, 50. Dans quels cas on donne défaut de se présenter? 50, 51. Il faut que la demande soit bien fondée, pour adjuger le profit du défaut. 51. S'il y a plusieurs défendants, dont quelques-uns ne se présentent pas, le défaut est joint au principal, pour y être statué par un seul jugement. *Ibid.* Quand se donne le défaut faute de se présenter? 51. V. *Présentation*. Défaut, suite de romancier, suite de venir plaider, etc. 51. V. *Jugement*.

**DÉFENSES.** Le défendeur doit, sur la demande qui lui a été donnée, constituer un procureur. vi, 7, 8. Juridictions où le ministère du procureur n'est pas nécessaire. *Ibid.* Le défendeur doit satisfaire à la présentation. 8 Il doit signifier ses moyens contre la demande au procureur du demandeur. *Ibid.* Dans les affaires sommaires, elles ne plaident à l'audience. *Ibid.* Le défendeur doit présenter ses exceptions. 8. V. *Exceptions*, *Présentation*.

**DÉFENSE DES ACCUSÉS.** Lorsque les faits justifiés allégués par l'accusé pour sa défense, sont admissibles et possibles, il est admis à en faire la preuve. vi, 233. Ces faits sont possibles, lorsqu'on peut en faire la reconnaissance que l'accusé n'est pas coupable. 234. Un de ces faits les plus ordinaires est l'alibi. *Ibid.* Lorsque l'accusé est admis à la preuve, il doit sur-le-champ nommer ses témoins, sans pouvoir par la suite en nommer d'autres. 234. L'accusé ne doit point être déçu pendant l'enquête sur les faits justificatifs. *Ibid.* Les juges peuvent d'office ordonner la preuve de la défense de l'accusé, au temps où le crime n'est commis.

234. Les premiers juges peuvent-ils admettre la preuve des faits de déshonneur, ou le seul serment peut-il en faire l'appel? 235. V. Jugement en matière criminelle.

**DÉGRADATIONS.** Ces où le vendeur est tenu de faire raison à l'acheteur des indemnités qu'il a été condamné à payer pour les dégradations faites par le premier sur l'héritage évincé. n. 312, 317. V. *Éviction*.

**V. Acquéreur (Retrait lignager).** *Action hypothécaire.* *Avantage entre époux.* *Dégorgement.* *Dépense de la femme et des enfants.* *Partage des successions.* *Pétition d'hérédité.* *Rescission de la vente.* *Revendication.* *Tierce détenteur.*

**DÉGRI DES COMMUNES.** Comment il se compte? n. 118, 119. V. *Substitution fidèle commerciale*.

**DÉGRI DE PARENTÉ.** Distance qu'il y a entre deux personnes, laquelle se règle par le nombre des générations qui forment leur parenté. n. 351. Manière de compter les degrés en ligne directe et collatérale d'après le droit civil et d'après le droit canonique. 351. et suiv. V. *Parenté.* *Retrait lignager.*

**DÉGRISSER UN BIEN.** Acte par lequel le propriétaire d'un héritage chargé d'une rente foncière, pour le débarrasser de cette rente, abandonne en justice l'héritage au créancier de la rente. n. 152. vii, 458. Le prorogé et les détenteurs de l'héritage, chargés de la rente foncière, ont le droit de dégripper. n. 152, 153. vii 458, 459. Le dégorgissement ne peut être fait que par le propriétaire de l'héritage. n. 153. vii, 459. Un usufruct ne peut dégripper. *Ibid.* Un mari ne peut dégripper seul l'héritage propre de la femme. *Ibid.* Si le propriétaire gréé de substitution a dégripper l'héritage de la substitution, cet héritage sera chargé de la substitution. *Ib.* V. *Substitution fideicommissaire.* La saisie réelle n'empêche pas de dégripper l'héritage seul. *Ibid.* Pour dégripper, il faut avoir la capacité de disposer et d'aliéner. n. 153. vii, 459.

Pour que le dégorgissement soit valable, il faut qu'il soit de tout l'héritage chargé de la rente. *Ibid.* Le dégorgissement fait par le propriétaire de toute la partie de l'héritage qu'il possède, le libère seul de la rente. *Ibid.* Le dégorgissement doit être total même dans le cas où la rente aurait été répartie par le contrat sur chaque arpent de l'héritage. n. 154. vii, 459. Peut-on dégripper ce qui a été, depuis le bail, uni à l'héritage baillé à rente? 154. Mutation entre l'union naturelle, l'union juridique et l'union de simple destination. *Ibid.* Ce qui a été uni de deux premières manières doit être dégripper avec l'héritage. 154. *Secur,*

à l'égard de l'union de simple destination. *Ibid.* V. *Union.* Le dégorgissement peut se faire de gré à gré, si le créancier consent à rentrer dans l'héritage. 155. Sinon, pour être valable, il doit être fait par justice. *Ibid.* Il ne suffit pas, dans ce cas, d'assigner l'un de plusieurs à qui la rente est due. *Ibid.* A moins qu'il ne consente à reprendre l'héritage, et alors il devient lui-même débiteur de la rente envers les autres créanciers. *Ibid.* Lorsque l'héritage est chargé de plusieurs rentes, le dégorgissement ne doit être fait aux créanciers de toutes ces rentes. *Ibid.*

Conditions sous lesquelles le preneur ou les héritiers sont soumis au dégorgissement. n. 155. vii, 460. Ils doivent satisfaire préalablement pour le posséder à toutes les obligations du bail à rente. *Ibid.* Créanciers d'abord à payer toutes les arriérées et débet jusqu'au jour du dégorgissement. *Ibid.* Contremaître qui veut que le dégorgement soit paisible encore le forme auparavant. *Ibid.* Lorsque le créancier refuse de recevoir les arriérées, la consignation en est nécessaire pour rendre le dégorgissement valable, et libérer le dégorgissement de la rente? n. 155, 156. Le preneur et ses héritiers, pour pouvoir dégripper, doivent payer les deniers d'entre-prise stipulés par le contrat. 157. Il doivent remettre l'héritage en aussi bon état qu'il était lors du bail n. 157. vii, 460. Distinction à cet égard entre les réparations de simple entretien et les reconstructions ou plantations nouvelles. *Ibid.* Ils doivent faire les réparations d'entretien, de quelque cause qu'elles procèdent. n. 157. vii, 460. Ils ne sont tenus que de celles de reconstruction ou plantation nouvelles, auxquelles ils ont donné lieu par leur fait ou par leur négligence. n. 167. Ils n'y sont point tenus si les bâtiments ou les plantations ont été détruits par quelque force majeure. 157. V. *Forc majeure.* *Réparations.*

Le preneur et ses héritiers ne sont pas obligés, pour être reçus à dégripper, de remettre l'héritage dans le même état qu'il était lors du bail. n. 157, 158. vii, 460. Il suffit qu'il soit dans une forme aussi favorable. n. 158. Celui qui veut dégripper, ou serait pas reçu à offrir le prix des dégradations, mais remettre l'héritage dans son état. *Ibid.* Si le preneur a imposé des servitudes sur l'héritage, il doit les abolir ou en payer la valeur si le rachet est impossible n. 158. vii, 460. Le dégorgissement n'est pas tenu de purger les hypothèques qu'il a empruntées sur l'héritage n. 158. vii, 461. *Quid,* si le dégorgissement n'est trouvé en tenant? vii, 461. Le dégorgissement se fait avec frais de celui qui dégrippe. n. 158. vii, 461.

Conditions sous lesquelles le tiers-détenteur qui a reconnu la charge de la rente ou qui en a eu connaissance, est tenu de déguerpissement. II, 158, vii, 461. Il doit payer tous les arrérages courus et les dégradations survenues depuis son acquisition. 158, 159. Il doit également les arrérages courus et les dégradations survenues avant son acquisition. II, 159. Il doit aussi indemnifier le créancier des intérêts et charges imposés depuis le bail, quoiqu'elles ne l'aient pas été par lui. *Ibid.* La coutume d'Orléans ne l'oblige pas à payer les arrérages échus avant son acquisition. II, 159 vii, 461. Mais elle l'oblige à tenir compte des dégradations faites avant son acquisition. 159, 160. Il a son recours contre son vendeur pour le remboursement des arrérages échus avant son acquisition, et payés par lui; mais non pour les dégradations. 160. Le créancier qui accepte le déguerpissement sans se faire payer des arrérages, conserve son action, soit contre le détenteur, soit contre ses auteurs. 160.

A quel est obligé le tiers-détenteur qui déguerpit, lorsqu'il n'a pas eu connaissance de la rente. II, 160, vii, 462. Cas où il ne l'a pas eu jusqu'au temps de la demande donnée contre lui. *Ibid.* Il peut déguerpir sans payer les arrérages de la rente, même ceux de son temps. *Ibid.* Il peut déguerpir l'héritage en l'état où il le trouve. *Ibid.* Il n'est tenu que des dégradations dont il a profité. *Ibid.* Le détenteur, qui produit son contrat d'acquisition dans lequel il n'a pas été chargé de la rente, est réputé n'en avoir pas eu connaissance. II, 160. S'il ne présente pas son contrat, c'est à lui à prouver qu'il n'en a pas eu connaissance. 161. Le tiers-détenteur, pour être dispensé des arrérages et des réparations, doit déguerpir avant contestation en cause. II, 161, vii, 462. Est-il par conséquent nécessaire qu'il ait auparavant sommé en garantie son vendeur ? II, 161. Si le détenteur ne déguerpit qu'après la contestation en cause, il doit payer les arrérages courus depuis la délation, et les dégradations jusqu'à concurrence des fruits. 161. Quand y a-t-il contestation en cause ? *Ibid.* V. *Contestation en cause.* A plus forte raison en est de même pour celui qui ne déguerpit qu'après la renouveau définitive. 161. Si le rentier est par défaut et saisi d'apposition, elle est comme non avenue. II, 162, vii, 463. Cas auquel la connaissance de la rente est survenue au détenteur depuis son acquisition et avant la demande. *Ibid.* Il ne peut être reçu à déguerpir qu'en payant les arrérages courus depuis le temps qu'il a eu cette connaissance. II, 162. Ceux qui ont connaissance, acquiescent depuis le contrat, doit être plus formelle que

celle qu'il enrit pu avoir avant l'acquisition. II, 162, vii, 463.

Effets du déguerpissement à l'égard de celui qui déguerpit. II, 162, vii, 463. Il opère la résiliation du bail à rente. *Ibid.* Seulement pour l'avenir. *Ibid.* Il fait revivre les droits de servitudes ou d'hypothèques qui le déguerpissant avait dans l'héritage déguerpé, tant du bail ou de l'acquisition. II, 162, vii, 463. V. *Confusion.* Cela a-t-il lieu également, lorsque le déguerpissant est un tiers-détenteur ayant acquis pour le charge de la rente, ou lorsque c'est le preneur ou un acquéreur ayant reçu la charge de la rente ? II, 163, vii, 464. Les droits qui revivent par le déguerpissement, ne sont sujets à aucune prescription pendant la possession du déguerpissant. II, 164.

Effet du déguerpissement à l'égard de celui à qui il est fait. II, 164, vii, 464. Le créancier rentier dans la propriété de l'héritage, mais n'acquiescé pas aux propriétés nouvelles. *Ibid.* Il n'a le droit de rentrer que par l'exception qu'il fait du déguerpissement. *Ibid.* Tout qu'il n'a pas accepté, et qu'il n'est pas rentré dans l'héritage, est héritage est tenu maître. *Ibid.* Le déguerpissement, n'étant pas un titre d'acquisition pour le créancier, ne donne pas ouverture aux droits régaliens. II, 164. Si le déguerpissant n'y avait pu assentir que d'une partie de l'héritage, le créancier fait extinction de la rente pour une partie proportionnée à la partie de l'héritage dans laquelle il est rentré. 164. Les autres débiteurs, qui n'ont pas déguerpé, sont-ils trou du reste de la rente réduits ? 164, 165. Même raison de décider dans le cas où le créancier est devenu de quelque manière que ce soit propriétaire d'une portion de l'héritage. 165. Si le créancier refuse le déguerpissement, il en a le droit de se faire payer la rente en entier par ceux des débiteurs qui n'ont pas déguerpé. 165. Quelque le déguerpissement ait été de tout l'héritage, le créancier peut cependant le refuser. 165. Mais le débiteur est-il chargé vis-à-vis de lui. *Ibid.* Si y a plusieurs copropriétaires de la rente, qui acceptent le déguerpissement, ils restent chargés dans l'héritage, pour la même portion qu'ils ont dans la rente. *Ibid.* La portion de celui qui refuse revient aux autres. *Ibid.* Si c'est un déguerpissant volontaire, le créancier de la plus ancienne rente est préféré. 165, 166. Le déguerpissement n'opère pas la résiliation des droits de servitudes

ou d'hypothèques, que le preneur en ses accords ait depuis le bail à rente, accordé à des tiers sur l'héritage déguerpî? 166. Si le créancier n'a pas risqué du désignement ni erré de ces droits, ceux, à qui ils ont été accordés, pourront les exercer sur l'héritage. 166. Sauf au créancier à leur abandonner l'héritage pour ces droits. *Ibid.* S'ils refusent cet abandon, le créancier est libéré par son refus. *Ibid.* Le créancier, qui a désintéressé un créancier hypothécaire, a-t-il un recours de garantie contre celui qui lui a fait le déguerpissement? 166, 167.

Le preneur et les héritiers ne sont pas responsables du déguerpissement, lorsque, par une clause du bail, le preneur a reconnu cet acte. *Ibid.* 11, 167. vii, 463. Clause qui renferme cette reconnaissance. V. *Bail à rente*. Celle par laquelle le preneur, pour un certain somme, s'oblige à payer à un tiers, ou l'acqué du bailleur, une rente d'une somme d'argent, rat de sa somme. *Ibid.* Il n'en est pas de même lorsque le preneur s'oblige à payer la rente tant qu'il aura sa vie, ou lorsqu'il oblige tous ses biens. *Ibid.* Il n'en est de même du cas par lequel il s'oblige de fournir ou faire valoir la rente. vi, 463. Celle par laquelle il s'oblige à faire une amélioration, l'empêche de déguerpir jusqu'à ce que cette amélioration ait été faite. *ibid.* vii, 463. Toutes ces clauses ne peuvent être opposées à un tiers-débiteur, quand même il a acquis en prenant à la charge de la rente. *ibid.* vii, 463. V. *Action de rente foncière*. *Bail à rente*. *Possession*. *Propriété*. *Rente foncière*.

*Délivrance*. V. *Rente*.

Délai. Délai accordé par les lois, et toujours présumé dans les obligations de faire et de donner, nécessaire pour arriver à l'acte où la chose doit être donnée ou faite. vi, 273. Par le droit romain, il était estimé à raison de vingt milles par jour; et nous à raison de dix heures par jour. *ibid.* vi, 273. *Présumption*. V. *Ajournement*.

Délai ne saurait être. Quand le juge peut en accorder. *ibid.* 38. *art.* 565. V. *Délivrance d'acte*. *Lettes de change*. *Obligation*.

V. *Exécution*. *Arbitrage*.

Délai pour rendre qualité et déléguer. V. *Bénéfice d'inventaire*. *Exception d'abus*. *Renonciation à la communauté*, et aux successions.

Délivrance et. V. *Action hypothécaire*. *Assurance*. *Exécution*. *Remède*.

Délivrance. Espèce de notation, par laquelle le débiteur, pour acquiescer à son créancier, lui donne une tierce personne, qui, à sa place, s'oblige à lui en rendre, ou envers la personne qu'il indique. *ibid.* 182. Le délégué se fait par le renoncement de trois per-

sonnes. 182. Pour qu'elle ait lieu, il faut que la volonté du créancier de déléguer le premier débiteur, soit bien marquée. *Ibid.* La délégation rentre ordinairement sous double notation. *Ibid.* La personne déléguée n'en est pas moins obligée envers le créancier, quoiqu'elle ne l'ait pas délégué. 183. Elle ne l'est pas si le créancier n'a pas renoncé au délégué. 183. Si la personne déléguée ne s'oblige que sous condition, son obligation et la libération du délégué, sont suspendues jusqu'à ce que la condition soit arrivée. 183. Si la délégation a été faite aux risques du délégué, le créancier peut renoncer contre lui en cas d'insolvabilité du délégué. 183. Pourvu qu'il ait fait les diligences nécessaires pour être payé. *Ibid.* Le délégué est encore tenu de l'insolvabilité du débiteur délégué, si cette insolvabilité était arrivée avant la délégation, et ignorée du créancier. 184. Différence entre la délégation, le transport, et la simple indication. 184. V. *Constitution de rente*. *Indication*. *Notation*. *Reception*. *Transport*.

Délivrance. V. *Appointement*.

Délit. Fait par lequel une personne, par dol ou malice, cause du dommage à un quelconque d'un autre. *ibid.* 32, vii, 28. Celui qui le commet est obligé à sa réparation. *ibid.* 32, 33. Il n'y a de culpabilité d'un délit, que lorsque la personne qui l'a commis a la raison. 33. Les personnes qui ont l'usage de la raison. 33. Les personnes qui n'ont pas l'usage de la raison. 33. V. *Présumption*. *Interdit*. *Minors*. Les personnes responsables de ceux qui commettent un délit, sont tenues de la réparation; mais civilement, et non par corps. 33. V. *Obligation*.

On est toujours admis à le prouver par témoins. 244. V. *Présumption*. *Témoignage*.

V. *Constitution*. *Minors*. *Père de famille*. *Puissance maritale*.

Délivrance. V. *Don manuel*.

Délivrance des legs. Les légataires ont une action en délivrance contre les héritiers ou autres personnes, grées de la prestation du legs. *ibid.* 560, vii, 324. S'il y a un exécuteur testamentaire, c'est contre lui qu'elle doit être formée. *ibid.* 560, vii, 325. Elle est dévouée par lui aux héritiers; il doit les mettre en cause. *Ibid.* La demande peut être donnée aussi contre l'héritier, à la charge par lui de mettre en cause l'exécuteur testamentaire, s'il y en a un. *Ibid.* Si un héritier est grevé seul et nominativement du legs, l'action en délivrance ne se donne que contre lui. *ibid.* 560, vii, 325. Si plusieurs en sont grevés ils en sont tous tenus pour sa part virile, à moins que le testateur ne les ait obligés solidairement. *ibid.* 561, vii, 325, 326. Quand même l'un des grevés nommément, an-

rait une plus grande part que les autres dans la succession, ar, 561. r1a, 325. Si le testateur n'a chargé personne commodément des legs, il sera une charge de la succession, lorsqu'ils ne sont pas des corps certains. r, 561. r11, 325. L'héritier aux propres rendra-t-il nos legs, ou prendra seulement de la portion disponible des propres, ou par proportion de la valeur relative des propres qui lui échent? r, 561. v1a, 325. Si le legs est d'un corps certain, celui qui y accède en est tenu. r, 561. vii, 325. *Quid*, lorsque le corps certain légué appartient à l'héritier en à un étranger? r, 561. 562. r1a, 325. Lorsque l'héritier en entre, qui a été greffé nommément de la prestation d'un legs, ne renouvelle pas la succession, on ne qui lui a été légué, celui qui recueille à son place, est-il tenu de ce legs? r, 562. r11, 325. La délivrance du legs d'un corps certain, connue dans la tradition qui en est faite, et qui en procure au légataire la libre possession. r, 563. Si le corps certain est engagé pour une partie de la succession ou d'un tiers, l'héritier est tenu de le dégager? 563. Est-il obligé de racheter l'usufruit dont le corps certain est greffé? 563. Si c'est un héritage, il le délire avec ses servitudes actives et passives, et n'est pas tenu de garantir les érections. 563. V. *Gorouche*. Si le legs est d'un corps indéterminé, ou d'une quantité, la délivrance consiste à en transférer au légataire la propriété irrévocable. 564. Le corps certain, légué, est délié dans l'état où il se trouve lors de la délivrance. 564. Ce pendant l'héritier, ou autre greffé du legs, est responsable de sa faute ou de sa débauche. *Ibid.* V. *Démours*. *Poste*. La chose irrévocablement doit être déliée loyalement marchande. 564. Le legs de tout de l'ouïe d'or est-il sujet aux augmentations ou diminutions de valeur qui ont pu survenir? 564.

La chose léguée doit être déliée aussitôt qu'elle est demandée, s'il n'y a ni condition ni terme. r, 563. vii, 325. Quoiqu'il y ait une condition ou un terme, l'héritier peut être dispensé de la délivrance anticipée du legs, avant l'expiration du terme ou l'accomplissement de la condition. vii, 327. *Quid*, si le légataire, par sa mort prématurée ou la débauche de la condition, n'est pas dû recueillir? 327. Si le legs est d'une somme d'argent, le juge peut quelquefois accorder un délai. r, 565. v1a, 327. Autrement en la chose léguée n'est pas délivrable au débiteur, ar, 565. Or la chose léguée doit-elle être déliée? ar, 565. vii, 327. Dans quel état la chose léguée doit-elle être déliée? vii, 328. L'héritier doit déliée, avec la chose léguée, ses accessoires nécessaires. r, 565, 566.

vii, 328, 329. Il ne doit que les fruits qu'il a perçus depuis la demande, en délivrance. r, 566. vii, 329. Il peut être des jours de délie, si le testateur l'a ordonné. r, 566. Cas où l'usufruit de la chose léguée doit être délié au légataire à la fin de la chose, et cas où elle ne lui est pas due. ar, 566. r1a, 329. Qu'il la chose soit comprise dans la délivrance d'un legs universel? vii, 330, 331. V. *Fruits*. *Léga*.

*Délivrance du seigneur*. V. *Seigneur*.

*Demande pour obtenir la chose due*. r, 40.

V. *Obligation*. Elle doit être formée devant le juge compétent, par un acte appelé assignement ou assignation. va, 1. V. *Ajournerment*.

*Demande incertaine*. Demande formée par le défendeur par un simple acte de procureur à procureur. vi, 22. Le demandeur peut aussi former une demande incidente dans la cause de l'instance. *Ib.* Toutes les demandes incidentes, tant du demandeur que du défendeur, doivent être formées par un même acte. 22. V. *Réconciliation*.

*Démouvement de vie*. Notamment distingué trois espèces de démouvement de vie. v, 438, 439. vi, 88, 89. *Variété des coutumes*, et dispositions de la coutume de Paris sur le démouvement. va, 439, 440. V. *Fief*. *Jon de fief*.

*Démouvement*. V. *Travail*.

*Démouvement des accusés*. V. *Défense des accusés*. *Ingenier* en matière criminelle.

*Démouvement*. Quand un débiteur est en demeure de payer ce qu'il doit. a, 38. V. *Exécution de la chose due*. *Obligation*. Effets de la demeure. r, 576, 577. La demeure, en laquelle est l'acheteur, de payer le prix, peut donner lieu à la résolution de la vente. r, 394, 395. V. *Porte commerciale*. *Résolution*.

V. *Acquéreur (Retrait lignager)*. *Délivrance des legs*. *Dépôt*. *Domage-intérêt*. *Force majeure*. *Livraison*. *Obligation*. *Obligation pénale*. *Perle*. *Prêt de consommation*. *Prêt de usage*. *Réintégration*. *Retard*. *Spécialité*. *Prudent*.

*Démouvement de biens*. Acte par lequel une personne, en anticipant le temps de sa succession, se dispense de son rituel de l'universalité de ses biens, et en fait d'autres ses héritiers présumés, en cotisant néanmoins le droit d'y rentrer, lorsqu'elle le jugera à propos. vii, 391. Elles sont conservées par l'ordonnance de 1739. *Ib.* La démission doit être de l'universalité des biens, et non de certains particuliers. 391, 392. La démission ne peut être faite que par ceux qui ont le droit de transmettre leur succession entièrement à leurs héritiers présumés, et pour la partie auxquels ils auront droit. 392. Si l'acte de démission est précédé de la démission, la démission de rien vaille quant à lui. 392. *Quid*,

a'il laisse des enfans? *Id.* Les enfans *survivaux* au démentier, depuis la démission de biens, peuvent, après sa mort, dresser leur part. 392. Les immeubles compris dans le démentier de biens sont propres la personne du démissionnaire, quoiqu'ils soient de la ligne collatérale. *Id.* Le démentier transfère ses démissionnaires, dès avant sa mort, la propriété des biens dont il se démet, par la tradition qu'il leur en fait. *Id.* Il a droit de révoquer la démission jusqu'à sa mort, 392, 393, à moins qu'elle ne soit faite par contrat de mariage. 393. Les démissionnaires peuvent, après la mort du démentier, accepter sa succession au bénéfice d'inventaire, ou y renoncer. 393. Peuvent-ils, en renonçant à la succession, pour s'être pas tenus des dettes postérieures à la démission, retirer les biens compris dans la démission, voulant leur renonciation, en se chargeant des dettes antérieures? *Id.*

DÉNÔCOTTE. V. *Jugr. Prête à partie*.

DÉNÔCOTTE. V. *Attaque*.

DÉNÔCOTTE. V. *Bail à rente. Déguerpissement*.

DÉNÔCOTTE. On entend par dénôcoteur, non seulement celui qui le femme a stipulé propre, mais ceux qu'elle a fait entrer en communauté libres et dépris le mariage, et dont elle a stipulé la reprise, sur la reconnaissance, art. 614. V. *Dot*.

DÉNÔCOTTE. Descripteur que le vassal doit donner à son seigneur, par lequel de tous les héritages et droits qu'il tient de lui. vi, 324, vii, 50. Forme intrinsèque du dénôcoteur. va, 324, 325. vii, 50, 51. Sa forme rituelle. vi, 325, 326, 327. vii, 51. Il est dû, tant que le fief qu'il y a mutation de vassal, par le nouveau vassal. va, 327, vii, 51. Le seigneur ne peut l'exiger qu'après que le vassal a été reçu au fief. va, 327. Quel délai le vassal pour le donner, et quand peut-il l'exiger? vi, 327. vii, 51. Le dénôcoteur est dû par le vassal, c'est-à-dire par le propriétaire du fief servant, ou celui qui en tient lieu. vi, 328, 329. vii, 52. Par qui doit-il être présenté? vi, 329, 330. A quel âge dû, et comment doit-il être donné. va, 330, 331. vii, 52. Bâmes que le seigneur peut fournir contre le dénôcoteur. vi, 331, 332. vii, 52. De la réception du dénôcoteur : elle est présente, ou lante. va, 332, 333. vii, 53. Quelle foi fait le dénôcoteur, tant vis-à-vis du seigneur que vis-à-vis du vassal. va, 334, 335, 336, vii, 53. Faute par le vassal de donner le dénôcoteur dans le délai prescrit, le seigneur peut saisir fraudulemment le fief jusqu'à ce qu'il le donne. va, 336, vii, 52. V. *Fief. Souveraineté*.

DÉCONCILIATION. Acte par lequel un particulier donne avis à l'officier du ministère public d'un crime ou d'un délit. vi, 204. Tortiloyon peut se rendre déconciateur. 204, 205. La déconciliation doit être agréée et inscrite sur un registre. 205. Le déconciateur est tenu de dommages-intérêts envers l'arresté. *Id.* V. *Mortification*.

DÉPENSE. La partie qui succombe doit être condamnée aux dépens. vi, 85. Celle qui succombe sur un incident, doit être condamnée aux dépens de cet incident. 85. Lorsque l'arresté est condamné sur quelque chef, les dépens peuvent être compensés. *Id.* La partie, qui a fait des offres insuffisantes, des origines du procès, ne peut être condamnée aux dépens. *Id.* Si les offres sont faites de vent l'instance, elle n'est pas condamnée aux dépens faits par les offres. 85, 86. Le ministère public ne peut être condamné aux dépens. 86. Dans les justices subalternes, et dans les justices royales, les arrêts rendus en première instance de procédure, la condamnation à la liquidation de la liquidation se fait sans frais de procédure, dans ces justices. *Id.* La déclaration de dépens est un état détaillé de tous les articles de frais légitimement faits. 86. Quels frais peuvent entrer dans cet état? 86, 87. Sur la déclaration de dépens, la partie condamnée doit faire des offres par acte de procurer à premier. 87. A défaut par elle d'en avoir fait, ou si elles ont été refusées, il faut procéder à la lre. *Id.* Comment et dans quelle forme elle se fait par un procureur tiers? 87, 88. Quand le droit d'assistance pour la lre est dû aux procureurs? 88. Dans quel cas la déclaration de dépens arrêtée par le procureur tiers doit être prise en juge? *Id.* Comment et devant quels juges on interjette appel de la taxe des dépens? 88. Cette procédure n'a lieu que de la part de la partie à laquelle les dépens ont été adjugés, contre celle qui a été condamnée à les payer. *Id.* Le procureur a une action en paiement de salaires contre sa partie, pour le remboursement de ses frais. 88, 89. Elle se prescrit par deux ans, du jour du décès de la partie, en de la réclamation du procureur. 89. *Id.* Elle ne se prescrit que par trois ans, si y a eu arrêt de compte. *Id.* Le procureur, en obtenant la distraction des dépens à son profit, est subrogé aux droits de sa partie contre la partie condamnée. *Id.* V. *Appel. Procureur ad litem. Séparation de dettes*.

DÉPENSE. EN MATIÈRE CRIMINELLE. vi, 238, 239.

DÉPOSITAIRE. Gardien des choses saisies, qui est présenté par le maître, et accepté par le seigneur. vi, 98. V. *Soumission*.

**DÉPOSITAIRE. V. Dépôt.**

**DÉPÔT. Contrat par lequel l'un des contractans donne une chose à garder à l'autre, qui s'en charge gratuitement, et s'oblige de la rendre, lorsqu'il en sera requis. 81, 81. Distinction entre le dépôt et le séquestre. 16. Les choses corporelles peuvent seules être l'objet du dépôt, 81, 82. Les immeubles ne peuvent être donnés en dépôt, 82. Il n'y a pas de dépôt, lorsque la chose appartient au dépositaire. 16.**

Le contrat de dépôt peut intervenir entre toutes les personnes capables de contracter, 83. **V. Capacité. Consentement.**

Le dépôt est un contrat réel qu'on n'a lieu que par la tradition. 83. **V. Tradition.** La tradition faite, apprécie brève mens, est suffisante. 83, 84. Il faut, pour qu'il y ait dépôt, que la fin de la tradition soit uniquement la garde de la chose. 84. Distinction à faire en certains cas entre le dépôt et le mandat. 16. Règle à suivre, 84, 85. Si le dépôt consiste en choses fongibles, dès qu'elles ont été ramassées, on contracte de prêt au lieu de dépôt. 85. Le dépositant reste propriétaire et possesseur de la chose déposée. 16.

Le dépôt est essentiellement gratuit. 85. Le consentement des parties est de l'essence du contrat de dépôt, du même que de tous les autres contrats. 16. Il peut être express ou tacite. 16. Il doit intervenir sur le contrat même. 16. Et sur la chose qui en fait l'objet. 86. L'erreur sur la qualité et quantité de la chose, et l'erreur sur la personne, ne vicient pas le contrat de dépôt. 16. Le contrat de dépôt est de pur droit naturel. 16. Il fait partie des contrats de bureau. 16. Il est civil et synallagmatique. 16.

L'obligation du dépositaire est la principale obligation d'un contrat de dépôt, 87. Elle consiste, 1<sup>o</sup> à garder avec fidélité la chose; 2<sup>o</sup> à la rendre au déposant. 16. Le dépositaire doit apporter le même soin à la garde de la chose que lui-même a eu à la garde des siennes. 16.

Il est tenu de la négligence civile. 16. Cette négligence est exigée au dol. 16. Une clause qui l'affranchirait de la fidélité à la garde du dépôt, n'a nulle valeur contraire aux mœurs. 16. Il n'en est pas de même de celle par laquelle le dépositant s'en rapporte à la bonne foi du dépositaire. 87, 88. Le dépositaire n'est pas responsable des fautes, même légères, commises dans la garde de la chose. 89. En cas et de même, si l'on prouve qu'il est soigneux et attentif pour ses propres affaires? 16. Exemples de la faute légère. 89. **V. Fautes.** Exceptions au principe qui rend le dépositaire responsable de la faute légère. 89, 90. Il n'est pas tenu des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été tenu en

demeure de rendre la chose. 90. **V. Demeure.** Le dépositaire ne peut pas se servir des choses qui lui ont été confiées. 16. S'il s'en sert, il commet un véritable vol. 16. **V. Vol.** A moins que ce soit avec le consentement exprès ou présumé du déposant. 91. Quand le consentement du déposant peut être présumé? 16. Le dépositaire ne doit pas chercher à connaître les clauses qui lui ont été données en dépôt. 92. S'il les connaît, il ne doit pas en donner connaissance aux autres. 16.

Le dépositaire doit restituer au propriétaire ces mêmes choses qu'il a reçues en dépôt. 92. S'il s'agit d'un dépôt d'argent, dont la valeur a changé, à défaut de bordereau qui constate la nature des espèces, le dépositaire doit en être tenu sur sa bonne foi. 92, 93. Il n'est tenu de rendre la chose qu'en l'état où elle se trouve, même détériorée, si ce n'est par son dol. 93. Il n'est tenu de la rendre, qu'autant qu'il l'a par devant lui. 16. Si c'est par son dol qu'il ne l'a plus, il est tenu d'en rendre le prix. 16. Lorsqu'il n'a plus la chose, il est tenu de rendre ce qu'il en reste, ou ce qu'il a reçu de la chose. 16. L'héritier du dépositaire, qui a rendu la chose de bonne foi, n'est tenu de rendre que le prix de son action pour l'acheteur, s'il n'est pas payé. 94. Le dépositaire doit encore restituer les fruits qu'il a perçus de la chose déposée. 16. Et ceux qu'il aurait dû percevoir, s'il a été mis en demeure de rendre la chose. 16. De même pour les intérêts d'une somme d'argent. 16. La chose doit être rendue au déposant. 16. Et non à celui qui a été chargé de déposer pour un autre. 16. Le déposant n'a pas besoin de prouver qu'il est le propriétaire. 94, 95. Le déposant ne peut demander la restitution de la chose, qu'autant qu'il a conservé son état civil. 95. La chose peut être rendue à celui qui est chargé de la recevoir pour le déposant. 16. Après le mort du déposant, la restitution de la chose se fait à ses héritiers. 16. Si cette chose a été léguée, la restitution s'en fait au légataire. 96. La restitution du dépôt doit se faire dans l'endroit dont on est convenu, et, à défaut de convention, ou lieu où se trouve la chose. 16. Elle n'est jamais aux frais du dépositaire. 16. Elle doit être faite aussitôt que le déposant la requiert. 16. Exceptions au principe des quatre cas. 96, 97.

De l'obligation du dépositaire, soit l'action *depositi* et *restituti*. 97. Elle n'appartient qu'au déposant, quand même il n'est pas propriétaire de la chose. 97. Si plusieurs personnes ont donné la chose en dépôt, elle peut être rendue à l'une d'elles. 97. Le déposant n'a pas d'action contre les tiers, à moins que la chose n'ait été donnée en dépôt par le dépositaire. 16. Si la chose a

été donnée en dépôt à deux personnes, elles sont tenues solidairement de la restitution. 68. V. *Obligation solidaire*. Les héritiers du dépositaire en sont tenus chacun pour leur part, du ruf du leur père. *Id.* Exceptions qui peuvent être opposées à l'action de dépôt direct. 76. Le prescription ne peut pas l'être par le dépositaire, ni par ses héritiers, à moins qu'ils ne rucot pas détestera de la chose déposée. 99.

Le déposant doit rembourser au dépositaire les avances faites pour la conservation de la chose. 99. Il doit aussi l'indemniser de tout ce que lui a coûté le dépôt. *Id.* Cas où il y a lieu à cette indemnité. *Id.* Le dépositaire n'a contre le déposant l'action de *depositum contrarium*. *Id.*

De dépôt aérénaire. 100. L'infidélité dans ce dépôt était punie du double chez les Romains. *Id.* La preuve par témoins est toujours admise pour le prouver. *Id.*

De dépôt de l'hôtelier. 101. En quel il diffère du dépôt ordinaire. *Id.* Lorsque la chose déposée n'est ni en ou en dommage dans l'auberge, l'aubergiste n'est responsable. 101. Pour qu'il y ait dépôt, en ce cas, il faut que la chose ait été expressément donnée en garde à l'aubergiste. *Id.* Il ne se fait pas, pour rendre celui-ci responsable, que la chose ait été apportée dans l'auberge. *Id.* Le dépôt peut être fait entre les mains d'une personne préposée par l'aubergiste pour le recevoir. *Id.* La preuve, par témoins, de dépôt d'hôtelier, peut toujours être reçue. *Id.* V. *Preuve testimoniale*.

De dépôt régulier et de la différence avec le dépôt ordinaire. 102. Il ressemble beaucoup au contrat de prêt mutuel. *Id.* En quel il en diffère. *Id.* Dans la pratique, ces contrats ont les mêmes effets. *Id.* V. *Prêt de consommation*.

V. *Compensation* *Consignation*.

DÉPÔT D'INSTRUMENTS. V. *Dépôt*.

DÉPÔT INTELLECTUEL. V. *Dépôt*.

DÉPÔT JUDICIAIRE. Quel dépôt est considéré comme tel ? 119, 104, *et suite*, va, 154. Il donne lieu à la contrainte par corps. *Id.* V. *Contrainte par corps*. *Gardien*, *Séquestre*.

DÉPÔT NÉCESSAIRE. V. *Dépôt*.

DÉPÔT. Acte par lequel on demande tenir au bailleur pour le profit annuel qui lui est dû. v, 501 et *suiv.*, vii, 137, 138. V. *Cons.* *Profit annuel*.

DÉPÔT ANNUEL. Jugement rendu en dernier ressort. i, 256. V. *Chose jugée*.

DÉPOSITAIRE. V. *Noblesse*.

DÉPÔTEUR. V. *Procureur ad litem*.

DÉPÔTEUR (matière féodale). Du seigneur, par son vassal. vi, 305, 306, 307. Distinction entre le désaveu parfait et le désaveu en tantum,

307 et *suiv.* Quel désaveu donne lieu à la ramise ? 306-316. V. *Commises* (*droit des*).

DÉPOSER ses votes. Elle a lieu lorsqu'il est nécessaire que le juge, pour son institution, voir de ses propres yeux les lieux controversés. vi, 23. Quels magistrats, dans les cours, bailliages et présidiaux, peuvent être nommés pour descendre sur les lieux ? 30. Le juge-commissaire, par son ordonnance, le jour où il sera le descendre. 30. Les experts, au jour fixé, doivent se trouver sur les lieux. *Id.* Le juge-commissaire donne un procès verbal de sa visite. 30. Tenir par chaque session. 30.

DÉTACHER D'APPR. V. *Appri*.

DÉTACHÉMENT. Quel est le titre auquel on succède par détachement ? v, 123. vi, 385.

V. *Communauté légale*. *Pétition d'hérédité*, *Propre réel*. *Succession irréductible*.

DÉTACHEMENT. V. *Régulation de la vente*.

DÉTACHÉMENT. V. *Chose*. *Propre de communauté*.

DÉTACHER son. V. *Action de rente foncière*. *Bail à rente*. *Déguerpissement*. *Rente foncière*.

DÉTACHÉMENT. i, 353, 381, 382, 115, 10, 77, iv, 564. V. *Condition* (*indivis*). *Détachement des legs*. *Demanche*. *Dommage* (*intéressé*). *Non-tiement*. *Pacte commissoire*. *Prêt*. *Prêt* (*de rente*). *Prêt* (*à usage*). *Retard*. *Rémision*. *Revendication*. *Risque*.

DÉTACHÉ. V. *Garde*. *Noble*. *Séparation de dette*. *Société*.

DÉTACHÉ DE LA COMMUNAUTÉ. Le mari et les héritiers du prédécédé, sont tenus, après la dissolution, chacun pour moitié, de toutes les dettes de la communauté. iv, 227. vii, 200. Le mari reste toujours débiteur, après la dissolution, envers les créanciers, de toutes les dettes qui étaient tombées dans la communauté. iv, 227, 228. Il reste de même des dettes d'accessions qui lui sont échues, soit avant, soit depuis son mariage. 228. Le mari est tenu envers les créanciers pour le total des dettes qu'il a contractées pendant la communauté. iv, 228, vii, 200. Même dans le cas où la femme se serait obligée conjointement avec lui, mais non solidairement. iv, 228. vii, 200. Il n'est tenu que pour sa moitié, envers les créanciers, des dettes qui procèdent du chef de la femme. iv, 228, 229. vii, 200. La femme, après la dissolution, est débitrice pour le total, envers les créanciers, des dettes qui procèdent de son chef. iv, 229. vii, 201. Si son mari s'est obligé conjointement avec elle, elle n'est débitrice que pour sa moitié envers les créanciers. iv, 229. vii, 201. Elle n'est débitrice que pour sa moitié envers les créanciers, de toutes les autres dettes de la communauté auxquelles elle ne s'est pas personnellement obli-



gée. m, 229. En renouant à la communauté, elle se décharge de toute contribution au detter. *Id.* V. *Renouant à la communauté*.

En cas d'acception, elle et son héritier ne sont même tenus des dettes, que jusqu'à concurrence des biens qu'ils ont eus dans la communauté. iv, 229, 230. m, 200, 212, 213. Il faut décharger des dettes, ne abandonnant ce qui leur est venu de la communauté. iv, 230. Cet abandon ne détruit pas la qualité de commun. *Id.* Ce privilège donne-t-il seulement à la femme une exception contre les créanciers, ou même la répétition de ce qu'elle aurait payé, pr arrent, au-delà de ce qui lui restait des biens de la communauté? iv, 230, vii, 212. Différence entre ce privilège de la femme, et la bénéfice d'inventaire. m, 230. vii, 213. V. *Bénéfice d'inventaire*. Ce privilège a lieu non seulement contre les héritiers du mari, mais même contre les créanciers de la communauté. *Id.* Il n'a lieu à l'égard des dettes que pour les dettes que le mari a contractées seul, tandis qu'il a lieu pour toutes les dettes indistinctement à l'égard des seconds. iv, 231. vii, 213. La femme a également le privilège à l'égard des dettes dont la communauté est débitrice envers elle. *Id.* V. *Partage de la communauté*. Tout ce qui est dit de la femme s'applique à ses héritiers. *Id.*

La femme, pour obtenir le bénéfice de ce privilège, doit faire inventaire, iv, 231. V. *Inventaire*. Elle doit le faire, dans ce cas, quand même la dissolution aurait été prononcée par une séparation de corps. *Id.* V. *Renouant à la communauté*. Les héritiers de la femme, lorsque la dissolution est arrivée par son prédécès, doivent aussi représenter un inventaire aux créanciers, pour jouir de ce privilège. 232. L'aveu est indispensable au mari à cet égard. 233. L'aveu est indispensable au mari à cet égard. 233.

Pour que la femme ou ses héritiers soient admis à ce privilège, il faut encore qu'il n'y ait eu fraude ni fraude de leur part. iv, 232. vii, 213. Lorsqu'ils veulent en jouir, ils doivent non seulement un compte des biens qu'ils leur ont échus de la communauté. 232. La femme doit être chargée en cette dette de compte de tout ce que lui est advenu de quelque manière que ce soit de la communauté, soit pendant le mariage, soit après. 232, 233. Ou lorsqu'elle en met en déduction tout ce qu'elle a payé pour l'acquisition ou au profit de la communauté, et sur préliminaire qu'elle n'a pas fait lors du mariage. 233. D'après la brèveté du compte, la femme est tenue de ce qu'elle a amendé des biens de la communauté. 233. Si le créancier, qui pour-

rait la femme, est privilégié sur certains meubles qui lui restent, elle ne peut repousser son action. 233, 234. V. *Privilège*. La femme, détentrice des meubles de la communauté, peut être poursuivie hypothécairement pour le total, par les créanciers auxquels son mari l'a hypothéquée, pour des dettes contractées par elle notariées par lui pendant le mariage. m, 234. vii, 201, 213. Il n'en est pas de même des créanciers envers qui le mari n'est obligé avant le mariage, qui n'ont aucun droit hypothécaire sur les meubles échus à la femme par le mariage. m, 234. Disposition exclusive de la coutume d'Orléans. 234. Le mari ne peut être poursuivi hypothécairement par les créanciers de la femme, que lorsqu'il est tenu à son lot ou proprement par elle, qu'elle aurait hypothéqué avant son mariage. 235. V. *Annulation*. *Hypothèque*. La femme est obligée de défrayer l'immuable hypothéqué, sur la demande du créancier hypothécaire. *Id.* Si elle a une dette de dette préférable sur l'immuable à celui du créancier, celui-ci doit lui en faire raison. 235. Et si elle n'en a pas, elle-même sur son hypothèque légale. 235. Mais non de ce qu'elle aurait payé à des créanciers chirographaires, ou hypothécaires postérieurement à lui. *Id.*

Chacun des conjointes a une action d'indemnité contre l'autre, pour être remboursé de ce qu'il a payé de plus des dettes de la communauté, qu'il n'a devant rapporter. 235. Le mari ne peut avoir de recours contre la femme pour les dettes que dans le cas d'acceptation de la communauté, tandis que la femme peut l'avoir contre lui dans les deux cas. 235. Le mari n'a de recours d'indemnité contre les héritiers de la femme, qu'après qu'il a payé les dettes, tandis que la femme l'a contre les héritiers du mari, pour être acquittée des dettes de la communauté auxquelles elle est obligée au cas mort. 233. Le mari n'est pas d'hypothèque sur les biens de la femme pour l'action d'indemnité qu'il a contre elle ou son héritier. iv, 236. vii, 201. La femme, au contraire, a hypothèque du jour du contrat, sur tous les biens de son mari, pour l'indemnité qu'il lui doit pour les dettes de la communauté, qu'il est tenu d'acquitter. iv, 236, 37. V. *Hypothèque de la femme*. *Dette des conjoints entre eux*.

Chacun des conjointes est tenu pendant le mariage, et qui fait partie de son patrimoine. 98. et non. V. *Communauté légale*.

V. *Communauté tripartite*. *Communauté des conjoints*. *Dette des conjoints*.

DETTE DES CONJOINTS ENTRE EUX. Chacun des conjoints est débiteur envers l'autre des som-

moi que celui-ci a employée à payer les dettes propres du premier. IV, 213, 214. Si c'est la femme qui est créancière, elle a hypothèque sur les biens du mari, pour cette somme, du jour du contrat. 214. V. *Hypothèques de la femme*. Si la dette existait avant le mariage, et qu'elle ait été acquie de part et d'autre de la communauté, les conjoints seuls en sont débiteurs. 214. Dommages, si l'un d'eux a succédé pendant le mariage, au créancier de l'autre. 214.

Chacun des conjoints a un recours d'indemnité contre l'autre, petite et faible rembourser ce qu'il a payé de plus des dettes de la communauté, qu'il n'en devait supporter. 235. V. *Dettes de la communauté*.

Le deuil de la femme et son deuil sont des ordonnances que la femme a contre les héritiers de son mari. 214. V. *Deuil de la femme*. Eu quel consiste le deuil, et à qui il est accordé. 214. V. *Deuil*. Les donations faites par l'un des conjoints à l'autre ne sont pas dues par la communauté. *Id.* Les avances que l'un des conjoints a contre l'autre ne se prélèvent pas sur les biens de la communauté. *Id.* V. *Communauté légale*. *Récompense*.

Dettes des conjoints envers la communauté. V. *Récompense*.

Dettes par succession. Toutes les dettes du défunt résultantes des obligations qu'il a contractées, sont dettes de la succession. IV, 513. VII, 386. Les frais funéraires du partage et liquidation, et les legs, sont dettes de la succession, sans avoir été dettes du défunt. *Id.*

Les héritiers, et ceux qui ont à leurs droits, les donateurs à un versé, les légataires universels, et tous successeurs universels, sont tenus des dettes. IV, 503. VII, 386. L'héritier succédant à tous les droits, tant actifs que passifs du défunt, est obligé à ces dettes. *Id.* Les héritiers ont différents espèces de biens, tout au moins des dettes du défunt, sans en considérer l'origine. IV, 503, 504. VII, 387. Les reprises, que le survivant a droit d'exercer sur la communauté, sont-elles, pour la moitié dont le prédécédé est tenu, une dette de la succession de ce dernier, à laquelle son héritier ou propres qui n'a rien à prétendre dans la communauté, doit succéder? IV, 503. VII, 387, 388. *Quid*, des reprises de la femme, soit qu'elle renonce ou accepte, et de son préciput? IV, 505. VII, 388. Les arrérages des rentes foncières conues jusqu'au jour du décès, sont dettes de la succession. IV, 505. VII, 388. L'obligation de fournir et faire valoir la suite est aussi une dette de la succession, dont est tenu chacun des héritiers. IV, 506. La dette d'un corps certain n'est due que par l'héritier qui a succédé à ce corps

certain. IV, 506. Si le corps certain n'existe pas dans la succession du défunt, les autres héritiers sont tenus de l'obligation du défunt. 507.

Dans certains Coutumes, celui qui succède au mobilier, est seul chargé des dettes mobilières. 507. Ce droit n'est pas suivi dans les Coutumes qui ne s'en sont pas expliquées. 507. Par qui sont payées les dettes mobilières, lorsque le défunt laisse des propres situés, les uns sous une Coutume qui fait payer les dettes mobilières par les héritiers aux meubles, les autres sous une Coutume qui les fait payer individuellement par tous les héritiers? 507. L'héritier au mobilier, chargé de toutes les dettes mobilières, en est-il tenu au-delà du mobilier, lorsqu'il y a des propres plus que suffisants pour les payer, auxquels succède un autre héritier? 507. Pourquoi le défunt est chargé des dettes à une espèce de biens particulièrement de quelques legs, dans le droit commun les autres héritiers doivent y contribuer. 508. Les frais de liquidation et partage de chaque espèce de biens, sont dus par les héritiers seuls à cette espèce de biens. 508.

Tous ceux qui ont aux droits de l'héritier, tels que les héritiers de l'héritier, les cessionnaires de droits successifs, sont tenus comme lui des dettes de la succession. IV, 503, 509. VII, 386. V. *Faute de droits successifs*. La femme, qui accepte la communauté, dans laquelle sont tombées les successions de son mari, est tenue de dettes de ces successions pour sa moitié dans la communauté. IV, 509. Si le mobilier seul, et non les propres des successions échoient au conjoint, est tombé dans la communauté, les dettes se partageant entre le conjoint et la communauté, proportionnellement aux biens qu'ils ont eus en commun. *Id.* V. *Dettes de la communauté*.

Les donateurs et légataires universels d'une personne, sont tenus de ses dettes. IV, 509. VII, 386. Quelles personnes sont donateurs ou légataires universels? *Id.* V. *Donateurs*. *Légataires*. Le donateur universel des biens présents n'est tenu que des dettes contractées au temps de la donation. IV, 509. VII, 386. Les donateurs universels des biens à venir sont tenus de toutes les dettes du défunt, à ce n'est des legs. IV, 509, 510. VII, 386. Les légataires universels sont tenus tant des dettes que des legs, et autres charges. IV, 510. VII, 386. Les légataires particuliers n'en sont jamais tenus. *Id.* Cependant leurs legs peuvent être réduits à mesure le franc, lorsqu'il ne reste pas assez de biens libres pour les acquitter. *Id.* Le roi et les seigneurs, lorsqu'ils succèdent, sont aussi tenus des dettes. IV, 510.

Tous ceux qui sont tenus des dettes doivent faire constater le relief des biens par un inventaire, sous peine, à défaut de l'avoir fait, d'en être tenus indéfiniment *sv*, 510. L'héritier, soit pour partie, soit unique, est tenu des dettes du défunt, même au-delà de la valeur de ses biens. *rr*, 510. Exception pour les héritiers sans bénéfice d'inventaire. 510. *V. Bénéfice d'inventaire*. Il en est ainsi, même lorsqu'il a cédé ses droits héréditaires, ou qu'il y a un donataire ou légataire universel, sans son recours. *Ibid*. Il n'est tenu des legs que jusqu'à concurrence des biens. *Ib*. En abandonnant les biens, il demeure quitte envers les légataires. 511. Tous ceux qui sont tenus des dettes, autres que l'héritier ou ses successeurs, peuvent s'en débarrasser en abandonnant les biens. 511.

Chaque héritier est tenu des dettes pour la part dont il est héritier. 511. Continus qui les y obligent solidairement. *Ib*. En cas de représentation, les représentants sont tenus des dettes chacun pour leur part, dans la part de celui qu'ils représentent. *Ib*. S'il y a des héritiers à différentes espèces de biens, ils supportent une part des dettes proportionnée à la valeur des biens qu'ils recueillent, *sv*, 511, *rr*, 389. Il faut faire une ventilation pour connaître cette valeur. *Ib*. Dans les successions de famille, les mâles supportent une plus grande part des dettes que les filles. 512. Mais l'indivision n'est tenue que de la même portion des dettes dont les puînés sont tenus. *sv*, 512 *vis*, 389. *V. Absence (droit d')*. Cependant le précepte de l'indivision peut être attaqué, dans le cas où les dettes absorbent le surplus des biens. *sv*, 512. On doit même se retrancher sur légitime pour les puînés. 513. Les donataires et légataires universels d'une quantité de biens, sont tenus des dettes pour la même part. 513. Les donataires et légataires de tous les biens sont tenus de toutes les dettes, même au-delà de la valeur des biens, s'il n'y a point de légataires. *Ib*. Chaque héritier ou donataire est tenu pour la totalité des dettes indivisibles. *sv*, 513, *vis*, 349. Quelque dette soit, indivisible? 513. *V. Obligation divisible ou indivisible*. Les héritiers et successeurs sont tenus des legs pour la même part dont ils sont tenus des dettes, 514. Lorsqu'il y a un héritier unique, et un héritier sans membres et co-quelte, le premier ne doit-il contribuer aux legs qu'à proportion de la valeur du total des propres? *Ibid*.

Les créanciers de la succession ont une action personnelle contre chacun des héritiers, pour la part dont il est héritier, ou pour sa portion virile, si la part dont il est héritier n'est pas fixée, sans son recours contre ses cohéritiers.

*sv*, 514. *vis*, 389. Les créanciers hypothécaires ont une action réelle contre les héritiers et successeurs, et même contre les tiers-détenteurs des immeubles de la succession. 515. L'héritier peut éviter la condamnation hypothécaire, en abandonnant tous les immeubles échus en son lot. *Ib*. Mais sa condamnation personnelle pour sa part subsiste toujours. 515. L'héritier pour partie qui a cessé, sans fraude, de posséder les immeubles de la succession, continue-t-il d'être tenu solidairement envers les créanciers hypothécaires? *Ib*. L'héritier obligé de payer la dette peut recourir sur l'action hypothécaire, à son recours contre ses cohéritiers. 515. Lorsqu'il s'est fait subroger aux actions du créancier, les recourt-il solidairement contre chacun de ses cohéritiers? 515. 516. *V. Obligation solidaire. Subrogation*. Les créanciers du défunt n'ont pas d'hypothèques sur les biens des héritiers. 516. Ils ne peuvent les révoquer, avant d'avoir un nouveau titre contre eux. *Ib*. Actions des légataires pour se faire délivrer leurs legs. *Ib*. *V. Délivrance des legs. Legs*. Les cohéritiers et les légataires ont le droit de demander la séparation des biens de la succession d'avec ceux de l'héritier, pour être payés préférentiellement sur réserves de celui-ci. 516 *V. Séparation des patrimoniers*.

**DETTE MOBILIÈRE**. Dette de quelque somme d'argent exigible, ou de quelque autre chose mobilière. *sv*, 89. *vis*, 177. *V. Chose. Commandement légal*.

**DEUTE**. La femme a une créance contre la succession de son mari, qui est tenue de lui fournir le somme qui lui est nécessaire pour porter le droit de son veuv. *sv*, 99, 214. *vis*, 178. En quoi consiste le droit. *Ib*. Il fait partie des frais funéraires, et doit venir du même privilège. *sv*, 99. *vis*, 389. *V. Frais funéraires*.

**V. Dette des conjoints entre eux**.

**DÉVOU**. Dans quelle cas et comment s'introduit la demande en dévou d'un bénéficiaire? *vis*, 64, 65. Le demandeur doit donner caution de cinquante livres. 65. Comment le dévolutaire doit prendre possession du bénéfice, et quel commencement il a pour en jouir? *Ib*. *V. Complainte bénéficiaire*.

**DEUX EXPLOIÉS**. *V. Récit Régulier*.

**DIRECTE**. *V. Fief. Seigneur*.

**DIRECTEUR** et **CONFESSEUR** incapables de recevoir de leurs parents *v*, 10.

**DUCATION** (*EXCERCA* ou). Qui peut être opposée par le contin, au créancier qui lui demande son paiement. *v*, 124. Elle n'est pas lieu d'un droit remançant le morcelle 4 de Justinien, par laquelle elle a été introduite. *Ib*. Les cautions judiciaires et pour les formes du

roi, ne prouve l'opposer. *Id.* Ni celle qui s'est obligée à la garantie de la rente, ni, 82. Ni celles qui ont erré à cette exception. *a.* *Id.* en errant y renonce, le rapt, éra la cautionnement, ou s'oblige comme débiteur principal? *Id.* Car ma de style qui s'importe au verbe elles auront rapies de renonciation. *Id.* Le créancier n'est pas obligé à une discussion qui serait trop difficile, 124, 125. On peut discuter les biens d'un abbaté. *Id.* Secoir, dans le droit romain. *Id.* L'exception de discussion doit être opposée, 125. Elle est déclinée. *Id.* V. *Exception de discussion* Elle peut être opposée après la contestation et rase, si les biens ne sont eueus que depuis un débiteur. *Id.* Le créancier, à qui elle est opposée, commence par saisir les meubles du débiteur, et ensuite les immeubles, qui doivent être indiqués par la caution dans un même acte. *Id.* Le créancier ne peut être obligé à la discussion des biens du débiteur situés hors du royaume, ou litigieux, ou possédés par des tiers. *Id.* Ces tiers, au contraire, détenteurs des biens hypothéqués, ont le droit de renvoyer le créancier à la discussion du débiteur et de ses cautions. 1, 125, 4, 446. V. *Action hypothécaire*. Dans les déclarations, donataires ou légataires universels, doivent-ils la discussion des biens qu'ils tiennent du débiteur principal. *Id.* La caution peut-elle obliger le créancier à discuter un autre avant le débiteur qu'il a cautionné, mais qu'elle ne cohabitants solitaires principaux? 1, 126. La discussion se fait aux frais et aux risques de la caution qui l'oppose. *Id.* Le créancier, qui a menqué à faire la discussion, est-il tenu de l'insolvabilité survenue du débiteur, sans pouvoir recourir contre la caution? *Id.* V. *Caution*, *Cautionnement*, *Déclaration* (exception de).

Déclaration des biens du débiteur, qui a lieu pour constater l'insolvabilité qui donne lieu au recours du créancier d'une renonciation contre son créancier. *a.* 416. Elle se fait par un procès-verbal de saisie ou de carence. *Id.* Le créancier ne peut indiquer de faux biens, lorsque l'acheteur a communiqué une amie réelle. *Id.* Ce dernier n'est obligé à donner que les biens qui sont en la possession du débiteur. 416. V. *Transport*.

DISCOURS DE HOMMES. V. *Ménage*.

DISPENSES. Le pouvoir d'accorder des dispenses d'empêchement de mariage appartient à la puissance séculière, 114, 387. Il appartient aussi à l'Église, puisqu'elle a le pouvoir d'établir des empêchemens canoniques. 388. Ce droit ne lui appartient qu'en vertu de l'approbation tacite du prince. *Id.* Chaque évêque a-t-il, dans son diocèse, le droit d'exercer le pouvoir qu'a

l'Église de dispenser des empêchemens de mariage, ou ce droit n'a-t-il réservé au pape seul? 388, 389. Disons des courtes et usages différents, dans les différents diocèses de la France. 389. Des les docteurs n'y le pape est en possession de les accorder, n'en a-t-il pas acquies par principes le droit en bas contre les évêques? 389, 390? Les vicaires-généraux, les chanoines, abbés, et autres qui ont une juridiction quasi-épiscopale, peuvent-ils les accorder? 390, 391.

Pour qu'il ne s'agisse d'empêchemens on peut obtenir les dispenses. 391. On ne peut les obtenir pour les empêchemens résultans du défaut de raison ou puberté, de l'impotence, ou d'un mariage subsistant. *Id.* Quand les arrêts de mariage ont été rendus des ordres accés? *Id.* La dispense de l'empêchement résultant de la profession religieuse, se part sans obtenir. *Id.* Eût-elle même été accordée par le pape, le religieux ne pourrait contracter mariage, puisqu'il est mari civillement. *Id.* Il en est autrement, lorsque ses vœux ont été déclarés nuls par un jugement de l'officiel. *Id.* Qui n'accorde jamais de dispenses d'empêchement de mariage, dans la ligne directe. 391, 392. En collatérale on n'en accorde pas pour le mariage du frère et de la sœur, ni pour celui du frère avec la tante. *Id.* Mais elle s'accorde sans difficulté pour le mariage de l'oncle avec la nièce. 392. Et pour ceux de certains germains avec leurs cousines germaines, au sixième degré plus éloigné. *Id.* Elle ne s'obtient pas pour affinité en ligne directe. *Id.* En quelle cas on les accorde pour affinité en ligne collatérale. 392, 393. On accorde facilement les dispenses pour parenté spirituelle. 393. Quand elles s'accordent pour les empêchemens tirés de l'honnêteté publique, du rapt, de l'adultère, et de la dissimulation de religion. *Id.* Nature du pouvoir qu'ont les évêques et les évêques d'accorder des dispenses. 393, 394.

Les dispenses des empêchemens de mariage ne doivent s'accorder que très rarement. 394, 395. Relativement de la discipline et la ruse de Rome, qui les accorde trop facilement. 395. Différence, à l'égard de la concession des dispenses, entre les mariages non raptés contractés et ceux à la célébration de laquelle les parties ont déjà juré. *Id.* Principales causes qu'on a eues d'apporter pour obtenir les dispenses, et cas où elles s'accordent sans cause. 396. Forme des dispenses. 397. L'officiel est délégué par le pape pour les accorder. *Id.* Besoin de la permission pour lever les empêchemens secrets. 397. Supplique qui doit être présentée pour obtenir les dispenses, et ce qu'elle doit contenir. 398, 399. Cas où existent plusieurs

empêchement, ou deux parentés entre les parties. 399. Fulmination des dispenses par l'officiel. *Id.* Si la fin est exposée dans la supplique était faux, le dispensé est obreptier et nullé, l'officiel ne doit pas le fulminer. 400. Il n'y a eu de même si elle est obreptice, c'est-à-dire si elle ne contient pas tout ce qui doit y être rapporté. *Id.* Marche à suivre, en ce cas, pour en obtenir la fulmination. *Id.* V. *Empêchement du mariage*. Dispenses pour célébrer le mariage aux heures et dans les temps défendus. 424, 425. V. *Mariage*.

**DIMOLITION DE LA COMMUNAUTÉ.** V. *Communauté légale*. *Communauté tripartite*. *Contestation de communauté*.

**DIVOLUTION DE MARIAGE.** V. *Adultère*. *Diverge*. *Profession religieuse*. *Séparation d'habitation*.

**DISTRACTION DES DÉBETS.** V. *Dépense*.

**DIVULGATION.** V. *Obligation civile et individuelle*.

**DIVULGATION (EXCEPTION DE).** Elle a lieu entre plusieurs rentiers, obligés à la même obligation principale. 1, 127. En cela, il est dérogé à la solidarité qui existe entre les coobligés. *Id.* Cette exception a été introduite par l'empereur Adrien. *Id.* Quelles rentes ne peuvent opposer l'exception de division. *Id.* Elle peut l'être, lorsqu'elle a lieu, même par les héritiers des rentiers. *Id.* La division s'opère entre les coobligés principaux, solvables, du même débiteur. 127, 128. Le créancier est tenu de l'insolvabilité survenue depuis la constitution en rente. 128. L'exception de division est présumptive. *Id.* V. *Exception présumptive*. On peut opposer l'exception de division, quand le coobligé est solvable, quand même son obligation ne serait pas exigible. *Id.* On ne peut l'opposer, lorsque le coobligé est devenu hors du royaume. *Id.* Un cautionnement ne peut se diviser entre une rente qui n'a pas relativement contracté, *id.*, ni avec une caution vicieuse. *Id.* Secus, dans le droit romain, selon l'opinion de Papinien. *Id.* L'exception de division peut être opposée en tout état de cause, même au appel, comme étant une exception présumptive. 129. L'effet de cette exception est de restreindre seulement à la part de la caution qui a opposé la division, la dette de laquelle il a été donné contre lui. 129. Avant la division prononcée, chacun des coobligés est débiteur du total, il ne peut répéter de recouvrer la part de son coobligé, qu'il aurait payé. 130. Si le coobligé a payé une partie de la dette supprimeant l'exception, doit-il payer sa part de ce qui reste dû, mais n'en peut imputer de ce qu'il a payé? *Id.* V. *Caution*. *Cautionnement*. *Discu-*

*tion* (exception de). *Exception dilatoire*.

**DIVORCE.** Per le droit romain, le divorce était une des manières de dissoudre le mariage. 111, 430, 451. Néanmoins, sous les empereurs chrétiens, l'Eglise regardait comme un adultère le mariage contracté par un époux divorcé. 451. Le divorce est encore admis dans les États protestants. 451. Il n'est pas admis chez nous; nous n'admettons que la séparation d'habitation. *Id.*

Lorsque l'un des conjoints, étant infidèle, se fait chrétien, peut-il dissoudre par le divorce le lien du mariage qu'il a contracté avec l'autre qui persistera dans l'irréligion? 451, 462. Raison pour tout cela que St-Paul permet un véritable divorce qui rompt le lien du mariage. 463. Raisons pour soutenir qu'un infidèle converti au christianisme ne peut rompre le lien du mariage qu'il a contracté dans l'infidélité, et arde intervenir cette question. 464, 468. V. *Adultère*. *Mariage*. *Séparation d'habitation*.

**DIXIÈME.** V. *Arrière*. *Constitution de rente*. *Impérations*. *Rentes*. *Pénitence*.

**DOL.** On appelle de cette manière d'artifice, tout quelque chose se fait pour se tromper un autre. 1, 10, 11, 154. Tout coarteur enrobé de dol peut être annulé, un présent de lettres de rentes dans les dix ans. *Id.* V. *Rentes*. Différence entre ce qui est relatif à la bonne foi dans le for intérieur et dans le for extérieur. *Id.* V. *Bonne foi*. Il faut que le dol ait donné lieu au contrat, et ait été commis par le partie contractante. 11. V. *Contrat*. *Consentement*. Les faits de dol peuvent toujours être prouvés par témoins. 1, 241. V. *Preuve testimoniale*. Dol du vendeur; comment il est tenu. 4, 290, 335, 336, 340, 341. Dol de l'acheteur. 332, 334. V. *Dommages-intérêts*. *Vente redhibitoire*.

**V. Acceptation de la communauté**. *Serment de divorce*. *Fente de droits légitimes*.

**DOMAINE.** Domaine utile et domaine direct. 1, 210. V. *Fief*. *Déclaration de domaine dans le droit romain*, en quérédaine et bonifidum. *Id.* V. *Jour à jour*. *Propriété*.

**DOMAINE OU RENTE.** Est-il imprescriptible même par la possession vicieuse? 1, 431, 432. V. *Prescription trentenaire*.

**DOMESTIQUE.** Le maître est responsable de ses faits. 1, 143, 11, 336, 111, 214. V. *Louage de service*. *Maître*. *Serviteur*. *Turlement*.

**DOMICILE.** Lieu où une personne a établi le siège principal de ses affaires et de ses affaires. 111, 2. Le domicile dans un bon n'est pas indispensable pour que le domicile y réside. 2. Le domicile de la femme est le même que celui du mari. 2. Celui des enfants est le même que celui du père. 111, 419. 111, 3. Chacun peut le transférer en

tel lieu que bon lui semble. 3. Il faut pour cela le concours de la volonté et du fait. *Id.* Quand ces deux conditions sont réunies. 3. Un mineur ne peut à son gré transférer son domicile. 3. C'est où il le peut. *Id.* La mineur, à la mort de son père, s'acquiert-il le domicile de son tuteur? 3. 4. Il n'est le domicile de sa mère, tutrice légale, tant qu'elle n'est pas mariée. 4. *Quid*, dans le cas où le domicile est lucratif? 4. On peut, sans fraude, changer de domicile, afin d'acquiescer par les lois sur-quelles on desire soumettre, une espèce qu'on n'avait pas. *av*, 294, 225. V. *Statut personnel*.

V. *Contrat nuptial légal*, *Donation entre mari et femme*, *Fief*, *Mariage*, *Paiement*.

**DOMMAGES-INTÉRÊTS.** Ils se composent de la perte faite et du gain qu'on a manqué de faire. *r*, 41, 46, 302. *vs*, 89. Modération dans l'estimation des dommages-intérêts. *r*, 41, 43, 44. Lorsqu'il n'y a pas de dol, on n'accorde que ce que l'on a pu prévoir lors du contrat. 41, 43. Quels dommages sont présumés avoir été prouvés par le contrat. 41, 42, 43. Distinction entre les dommages-intérêts substantiels et accessoires au contrat, on qui sont la suite directe de son exécution, ou seulement le rite éloignée. 42, 43. La loi romaine voulait que les dommages se fissent par tiers au-delà du double de la valeur de la chose. 43. Cette règle n'est pas admise dans notre droit. 44. Si le débiteur a résé de dol, il est tenu indistinctement de tous les dommages-intérêts *substantiels*, 44, par ce qu'ils soient une suite nécessaire et directe du dol. 45. On n'est pas tenu de les mesurer comme les autres. 45.

Dommages-intérêts qui résultent du retard dans l'exécution. 45. Les règles générales sont les mêmes que pour le cas d'exécution. *Id.* Ils consistent dans l'intérêt légal, lorsqu'il s'agit du retard à payer une somme d'argent. 46. Exception pour les lettres de change; on doit en outre le rechange. 46. Les intérêts ne sont dus que dans le cas où le créancier a subi un préjudice, lorsque le créancier n'a souffert aucun préjudice du retard. 46. Les intérêts sont dus du jour où le débiteur est mis en demeure. *Id.* Il n'est pas besoin toujours, dans le cas de la contenance, d'une interpellation judiciaire pour les faire et verser. 47. V. *Dommages*, *Intérêt compensatoire*. Procédure à suivre pour la liquidation des dommages-intérêts surquels une partie a été condamnée. *vs*, 89. Les parties sont quelquefois renvoyées devant un tiers, ou devant des arbitres, pour cette liquidation. 89.

Dommages-intérêts dus par le vendeur à défaut de tradition. *r*, 302. Ils consistent dans tout ce que l'acheteur perd ou manque de gagner.

302. V. *Tradition*. Ils sont dus toutes les fois qu'il y a eu un retard. 305. Ils ne peuvent être supportés que par ce qui a rapport à la chose même vendue. 302. L'acheteur exempté d'indemnité par erreur dont l'auteur sera du contrat n'est celui qui la cause déçoit. 302, à moins qu'ils n'aient été prévus lors du contrat. 302. V. *Actes et exempt*. Ils ne sont dus pour le retard apporté dans la tradition. 303. Ils consistent dans tout ce que l'acheteur perd ou manque de gagner par le retard. *Id.* Le vendeur, en ce cas, est tenu de la détérioration de la chose survenue pendant sa demeure. *Id.* A moins que le perle est né par cette détérioration, n'est également en lieu, si la chose est défectueuse au moment de l'acheteur. 303. L'acheteur peut refuser de prendre la chose après le retard. 303. Le vendeur est tenu des déclarations survenues pendant le retard de la prise de la chose. *Id.* En ce cas il doit indemniser l'acheteur de toutes les dépenses auxquelles le retard l'a obligé. 303. Il est tenu des fruits perçus, en qui seraient dû l'être. 304. V. *Détérioration*.

Dommages-intérêts dus par le vendeur en cas d'insolence. 314, 317. V. *Exécution*, *Prix*.

V. *Fiscus*, *Lettre de change*, *Louage de chose et d'ouvrage*, *Preuve testimoniale*, *Prix*, *Promesse de vente*, *Réglement*.

**DONATAIRE.** Particulier ou universel *vs*, 302. *v*, 39. V. *Dalles des incertitudes*, *Don mutuel*, *Donation entre vifs*, *Exception de garantie*.

**DONATION A CAUSE DE MORT.** Est celle, si elle n'est faite par testament. *v*, 2, 5. V. *Donation entre vifs*, *Étranger*, *Institution contractuelle*.

**DONATION CONJUGALE.** V. *Communauté légale*.

**DONATION CONTRACTUELLE.** V. *Contrat*, *Contrat matrimonial*, *Propriété de communauté*.

**DONATION AUCUNTE.** Est celle, *r*, 294. V. *Arrière*, *Entre époux*, *Arrière*, *Indivisibilité*, *Pris*, *Pris de droit litigieux*.

**DONATION DE PART D'UN PAST.** V. *Secondes noces*.

**DONATION ENTRE VIFS.** Convention par laquelle une personne, par libéralité, se dessaisit irrévocablement de quelque chose en profit d'une autre personne qui l'accepte. *v*, 1, *vs*, 275. La donation est du droit des gens. *v*, 1, *vs*, 275.

Un étranger peut donner entre vifs. *Id.* V. *Étranger*, *Les religieux*, *Les femmes mariées*, *Les mineurs*, *Les interdits* peuvent-ils donner? *v*, 1, 2, *vs*, 275, 276. V. *en mots*. L'interdit peut aussi donner, en reconnaissant la minorité, reconnaître de plein droit la faculté de donner, sans être relevé de son interdiction? *v*, 2. *Quid*, du sourd-muet? *Id.* Un mineur de

la maladie dont il meurt peu de jours, cause d'être capable de donner entre vifs, dès que la maladie en est l'effet, et qu'il procède à la mort. *v*, 2, vii, 276. Quand même le donateur avant d'être déclaré qu'il entendait la donation eût le même sort, que s'il eût donné en plein santé. *v*, 2. Temps différent, sous les diverses coutumes, dans lequel il faut que la mort soit arrivée, pour que la maladie soit considérée avoir eu un trait prochain à la mort. 3. C'est la coutume où les héritiers sont cités qui doit décider. 3. *V. Statut réel*. S'il s'agit de biens-mobiliers, c'est la coutume du domicile du donateur. *Id*. Peu importe que le testateur ait été malade en lit, ou l'ait donné en sauturail. 3. Une donation faite par un malade dans un temps où on désespérait de sa vie, mais qui a été guéri, est elle réputée pour cause de mort, et peut-elle être en conséquence révoquée par le donateur survivant en santé? 3, 4. *Quid*, de celle faite par un novice, qui, depuis, a quitté l'habit? *v*, 4, vii, 276. La donation faite par un accusé de crime capital, pendant l'interrogatoire, est-elle réputée pour cause de mort, lorsque le donateur est mort avant le jugement? 4, 5. *Quid*, si le donateur avant d'être déclaré malade a été condamné capital, et que le donateur fût mort pendant l'appel? *Id*. Une donation faite à la suite d'un grand danger, ou par une femme pendant sa grossesse, ou par un homme quelque âgé qu'il soit, mais non malade, n'est pas réputée à cause de mort. *v*, 5, vii, 276.

Les étrangers sont capables de recevoir des donations entre vifs. *v*, 5, vii, 276. Les mineurs et interdits peuvent recevoir des donations par le ministère de leurs tuteurs. *Id*, 5, 6. Les fous et les enfans ne le peuvent. 6. Les femmes mariées ont besoin pour les recevoir de l'autorisation de leurs maris. *Id*. Les religieux ne peuvent rien recevoir, si ce n'est des biens mobiliers, lorsqu'ils sont hors du cloître. *v*, 6, vii, 276. Les communautés et établissements, qui ne sont pas érigés par lettres-patentes du roi, enregistrés, ne peuvent recevoir de donations. *v*, 6, vii, 276. Ceux qui sont profanes de pauvreté ne peuvent jamais recevoir. *Id*. Les mari et femme ne peuvent se faire pendant le mariage aucune donation entre vifs, si ce n'est par dou mutuel. *v*, 6, 7, vii, 277. *V. Don mutuel*. Les enfans des époux sont également incapables de recevoir des biens. *v*, 7. Cette défiance ne s'étend pas aux héritiers présomptifs de l'un des époux ou collatéraux; il ne s'agit seulement dans ce rapport. 7. *V. Rapport*. Les mineurs (ou) incapables de recevoir des donations entre vifs de ceux avec qui elles y avaient, si ce n'est de quelques-uns pour

cause d'émancipation. *v*, 7, vii, 277. *V. Contrainte*. Les bâtarde irritables et adultères ne peuvent recevoir des donations. *v*, 8, vii, 277. *V. Bâtard*. Tout jure, officier et esclave de justice, ne peuvent rien recevoir de ceux qui ont des procès devant eux, ou qui ont affaire à eux. *v*, 8, vii, 277. Les tuteurs et administrateurs ne peuvent recevoir de ceux qu'ils administrent. *v*, 8, 9, vii, 277. Il faut, pour qu'ils soient incapables, qu'ils aient quelque pouvoir sur l'esprit de ceux qui leur donnent. *Id*. Les ascendants, toujours de leurs enfans, sont incapables de la prohibition. *v*, 9. L'incapacité des tuteurs dans après la tutelle finie, jusqu'à ce que la compte ait été rendu. 9. C'est-à-dire, lorsque le tuteur a rendu compte, s'il n'en a pas payé le reliquat? 9, 10. Les enfans des tuteurs et administrateurs sont, comme eux, incapables de recevoir de leur père. 10. Les pédagogues ne peuvent recevoir de leurs élèves et disciples. *Id*. On comprend sous ce nom les pensionnés, collèges et communautés. 10. La jurisprudence a étendu cette incapacité aux directeurs et confrères; sur infirmes, chirurgiens et apothicaires, à l'égard de ceux qu'ils dirigent ou qu'ils soignent. 11. Les procureurs ne peuvent recevoir de leurs clients, lorsque l'affaire est embarrassée. 11. Il n'en est pas de même des avocats. 11. Les donations médicales, ou dont le motif est apparent, faites à nos médecins, ne sont pas nulles. *Id*.

La capacité de donner et de recevoir doit exister au temps de la donation. *v*, 11, vii, 277. Exception au contrat de mariage, dans lesquels on peut donner aux enfans à naître du mariage. *v*, 11, vii, 274, 275. Variété des coutumes sur ce dont elles permettent de disposer par donation entre vifs. *v*, 12. C'est celle du lieu où les biens sont situés qui doit être suivie. *Id*. *V. Statut réel*.

La donation, pour être valable, doit être acceptée solennellement et expressément. *v*, 12, 13, vii, 280. Une acceptation tacite, et pour le dire quelque minute que ce soit, si elle n'est solennelle, n'est pas valable. *Id*. Elle peut être faite par acte séparé, après la donation. *v*, 13, vii, 281. Dans ce cas, la donation n'est valable que du jour de l'acceptation. *Id*. Les mineurs ne peuvent être restitués contre le défaut d'acceptation, de la part de leurs tuteurs, d'une donation à eux faite. *v*, 13, vii, 280. L'acceptation n'est-elle un effet retroactif au jour de la donation, quant au donateur? La restitution? *v*, 13, 14. L'acceptation ne peut se faire qu'au vu et su du donateur et du donataire. *v*, 14, vii, 282. Il faut que le donateur soit capable de recevoir au temps de l'accepta-

lieu, v, 14, vii, 282. Si le donataire, dans le temps intermédiaire de la donation et de l'acceptation, est devenu le mari du donateur, le premier... etc., du donateur, la donation est-elle valable? *Id.* Quelles personnes peuvent en droit faire l'acceptation d'une donation? v, 15, vii, 281. Les donations fidéicommissaires n'ont besoin d'être acceptées que par le premier donataire, r, 15, vii, 282. V. *Substitution fidéicommissaire*. Les donations aux enfans nés et à naître, par les enfans d'eux-mêmes, r, 15, rii, 276, 278, 281. Les institutions contraires n'ont et donations par contrat de mariage, ne sont pas sujettes à l'acceptation. r, 15, rii, 282. Les donations de meubles corporels avec tradition, sont valables sans acceptation, et même sans acte. *Id.* Il faut, pour qu'une donation soit valable, qu'il y ait tradition de la chose donnée, et l'irrévocabilité parfaite de la donation. v, 16. Variété des coutumes sur la tradition qu'elles exigent. r, 16. Les vices rattachés à une tradition réelle, les autres se rattachent à une tradition fictive. v, 16, vii, 278. La clause de rétraction d'un fruit, de résiliation, du précaire, forme une tradition fictive suffisante, v, 16, vii, 278. Il en est de même de la clause de démission-mano. rii, 278. V. *Contrat de Précaire Rétracté d'un fruit*. La tradition n'est pas nécessaire dans les donations avec condition ou à terme. v, 17. La tradition est aussi requise pour la donation des choses incorporelles, dans le forme qui leur est propre. v, 17, rii, 277, 278. La donation d'une somme ou d'une rente n'est pas susceptible de tradition. v, 18, *Id.* Le défaut de tradition ne peut être opposé par le donateur lui-même. v, 18, rii, 278. V. *Tradition*.

Tout ce qui est contraire à l'irrévocabilité de la donation, relatif au donateur, la rend nulle, conformément à la maxime, *donum et retrahitur*. r, 18, vii, 277. C'est pourquoi on ne peut donner les biens à vau, ni sous une condition potestative, ni à la charge de payer les dettes futures du donateur. v, 18, vii, 277. Si l'on a charge de payer ces dettes futures, jusqu'à une certaine concurrence seulement, la donation ne sera nulle que jusqu'à cette concurrence. v, 19, rii, 277. La donation des biens présents et à venir est-elle totalement nulle? v, 19.

Exception à tous ces principes en faveur des donations faites par contrat de mariage. v, 19, rii, 278, 279.

Contre les donations entre vifs, quel requiescissent, sont sujettes à l'insinuation. v, 20. V. *Insinuation*.

Tous actes postérieurs donations entre vifs doi-

vent être passés devant notaires, et il doit en rester minute, à peine de nullité. v, 28, rii, 279. Exception pour les donations de choses mobilières, lorsqu'il y a tradition réelle. r, 28, vii, 279. Le donateur peut-il lui-même opposer le défaut d'authenticité de la donation? *Id.*

La donation dépossède le donateur de la propriété de la chose donnée, et la transfère au donataire par la tradition qui se est faite. r, 29, rii, 285. Le donateur n'est pas tenu de la garantie sur ses donations. *Id.* Doit-il au moins, en cas d'éviction, le remboursement des dépenses qu'il a faites occasionnées? v, 29. Quel est-il, à l'égard du donateur, la donation de la chose d'autrui? 29. Le donateur peut acquiescer par prescription la propriété de la chose d'autrui, qui lui a été donnée. 30.

Le donateur particulier n'est pas tenu des dettes du donataire, à moins que le donataire ne soit complètement insolvable au temps de la donation. v, 30, vii, 285. Les donataires universellement trans des dettes qu'aurait le donateur lors de la donation. *Id.* Quelles personnes sont donataires particuliers ou donataires universels? r, 30. V. *Donataire*. Le donataire d'une certaine espèce de biens est tenu de la portion des dettes dont est chargée la portion des biens dont il est donataire. 30. Les donataires des biens présents ne sont tenus que des dettes qui existaient lors de la donation. 31.

Quand y a-t-il lien à la révocation des donations? 31 et suiv. V. *Révocation des donations*. Retraitement des donations pour le légitime des enfans, 44 et suiv. V. *Légitime*.

V. *Avantage entre époux*. *Don mutuel*. *Donation entre mari et femme*. *Don Quirre*. *Prêt à usage*. *Retrait lignager*. *Second natus*. *Substitution*.

DONATION MANUELLE. v, 15, 29, vii, 279, 282. V. *Donataire entre vifs*.

DONATION MUTUELLE. V. *Don mutuel*.

DONATEUR PARTICULIER. Donation d'une chose, qui est faite sous certaines charges, que le donateur impose au donataire. r, 427, vi, 419. Les charges sont appréciables à prix d'argent, elle tient de la rente. r, 427. Elle donne, dans ce cas, ouverture au retrait et aux profits. 427. Elle peut être nulle. *Id.* Est-elle sujette à l'insinuation? v, 20. V. *Don en paiement*, *Remploi*, *Retrait lignager*, *Révocation des donations*, *Prêt*.

DONATION UNIVERSITARIENNE. Faite pour services appréciables à prix d'argent, elle est une donation en paiement. r, 426, v, 20. Elle peut être nulle. *Id.* Conséquences, dans le cas d'éviction. r, 426. La donation est purement gratuite.



si les services ne sont pas appréciables à prix d'argent. 426. Quand sont-ils appréciables? *Ibid.* Quand est-elle sujette à l'insinuation? v. 20.

V. *Avantage indirect. Donation en paiement. Donation entre vifs. Insinuation. Légitime. Remploi. Révocation des donations.*

**DONATION A TITRE VIAGÈRE.** Si le rentier est révoqué le revenu de l'héritage, n'y a-t-il pas un avantage à la cause. 427. Il en a tiré les effets. *Ib.* Si elle est à peu près égale à ce revenu, c'est une donation. *Ib.* Bénéfice de donner aux gens de main-morte des biens à rente viagère plus forte que les revenus des choses données. 427. V. *Rente viagère. Remploi légal.*

**DONATION ENTRE MARI ET FEMME.** Variété de nos lois sur ces sortes de donations. xv. 289. Suivant le droit romain, l'homme et la femme ne pouvaient se faire pendant le mariage aucune donation entre vifs. *Ib.* Il prouvait des lois pour cause de mort, ou par testament. 289. Une constitution de Sévère et d'Antonin-Caracalla, ordonne que l'héritier du donateur ne serait pas tenu à répéter les choses données, lorsque la donation n'aurait pas été révoquée avant la mort. 289. Les créanciers, dont l'un des conjoints aurait fait remise à l'autre par donation, ne pourraient non plus être répétés par l'héritier. *Ib.* La Novelle 163 de Justinien étendit la constitution aux donateurs qui n'auraient pas été cotés par la tradition, et donna sanction au conjoint donataire. 290. Ces principes du droit romain, qui rendirent les donations entre mari et femme, étaient-ils abrogés dans les provinces du droit écrit, par l'ordonnance de 1731? 290.

Variété des coutumes sur les donations entre mari et femme. 290. La première classe est de celles qui déclarent toutes donations, entre mari et femme, pendant le mariage, les testamentaires aussi bien que celles entre vifs. *Ib.* La seconde classe est de celles qui, en déclarant les donations entre vifs, permettent les donations testamentaires. 291. Parmi celles-ci, les unes le permettent, soit qu'il y ait des enfants ou non; les autres, dans le cas où il n'y a pas d'enfants. *Ib.* Les unes permettent au conjoint de donner à son conjoint par testament, tout ce qu'il pourrait donner à un étranger, les autres et surtout les dernières. 291. Les coutumes qui ont défendu les donations entre vifs, entre conjoints par mariage, et qui ne se sont pas expliquées sur les testamentaires, doivent-elles être rangées dans cette classe? 291. La troisième classe est de celles qui admettent non seulement les donations testamentaires,

mais même les donations entre vifs, lorsque le conjoint est prévenu de son avoir révoqué. 291. La quatrième est de celles qui permettent à l'un des conjoints par mariage, de faire à l'autre donation entre vifs simple, de certains effets, et sous certaines restrictions. 292. Ces restrictions doivent-elles s'appliquer aux donations testamentaires, lorsque la coutume ne s'en est pas expliquée? 292. Sont les coutumes, qui exigent que les conjoints n'aient pas d'enfants, pour que les donations soient valables, suffisantes pour le conjoint dont on s'est servi, quoique l'autre en ait d'un précédent mariage? 293.

Les lois municipales, qui concernent les donations entre mari et femme, sont des lois locales. 293. V. *Statut réel.* C'est la loi du lieu où les biens sont situés, qui décide si les donations, que s'en font les conjoints par mariage, sont permises ou défendues. 293. Les rentes constituées n'ont pas de situation, et les donations qui en sont faites sont régies conséquemment par la loi du domicile de la personne. 293, 294. V. *Rente constituée.* Il se est de même des donations de choses mobilières, corporelles ou incorporelles. 294. Aient les conjoints, en transportant leur domicile d'une coutume sous une autre, peuvent changer leur capacité relativement aux rentes et aux meubles. 294. Pourvu toutefois que cette translation ait été réelle, et faite avec la véritable intention d'y établir son domicile. 294. Et cela quand même le changeant de domicile n'aurait eu lieu que dans le but de pouvoir se faire une donation dont il était incapable sous la coutume de son ancien domicile. 294. Les donations testamentaires de rentes ou de meubles sont régies par la loi du domicile, lors de la mort. 295. V. *Domicile.*

Les conjoints ne peuvent, par leur contrat de mariage, déroger aux lois prohibitives qui défendent les donations entre mari et femme. 295. Toute convention, qui tend même indirectement à laisser aux conjoints le pouvoir de se faire, pendant le mariage, quelques avantages indirects défendus par ces lois, est nulle. 295. V. *Avantage indirect.* Telle est la classe que les conjoints n'auraient aucun emploi du pur de leurs propres biens pendant le mariage. 296. Et celle par laquelle, en se mariant, on exclut de communauté, les biens communs qu'il leur aurait permis d'établir non communautaire pendant le mariage, si bon leur semblait. *Ibid.* Il en est de même encore de celle par laquelle il serait dit que la femme aurait misé dans la communauté, et ne serait point tenue du droit, ou n'en serait tenue que pour un tiers. *Ibid.* V. *Convention matrimoniale. Exclusion de*

*communauté, Remploi.* Les conjoints peuvent-ils, par leur contrat de mariage, déroger aux lois qui leur permettent de se donner, et s'interdire cette faculté? 295. V. *Avenants entre époux, Avenants indirects, Don mutuel.*

*DONATEUR TESTAMENTAIRE. Avenant entre époux. Donation entre mari et femme. Testament.*

*DON MUTUEL.* Validité des coutumes par rapport au don mutuel entre mari et femme, *cy*, 319. Différens cas dans lesquels les coutumes permettent le don mutuel. *Id.* Différentes espèces de biens dont les coutumes permettent aux conjoints de se faire don mutuel. 320. Coutumes qui ne permettent de faire le don mutuel qu'en venant, et d'autres en propriété. *Id.* Coutumes qui requièrent, pour sa validité, une égalité parfaite dans ce que l'un des conjoints donne à l'autre. 320. Coutumes qui requièrent une égalité d'âge entre les conjoints. 320. Coutumes sous lesquelles le don mutuel est sujet à déchéances. *Id.* Coutumes qui ne permettent le don mutuel en venant, obligent le donataire à donner rien. *Id.* Coutumes qui font perdre au venant, qui s'en rendent, son don mutuel, lorsqu'il se remarie. 320, 321.

Sous la coutume de Paris, le don mutuel est un don entre vifs égal et réciproque, que deux conjoints par mariage se font réciproquement l'un à l'autre, à défaut d'enfens de l'un et de l'autre, et, au cas de survie, de l'un après les biens de leur communauté. *cy*, 321. *cy*, 296, 297. Ce don mutuel est-il un véritable don entre vifs, ou n'est-il qu'un contrat judiciaire de part et d'autre, de la classe des contrats judiciaires, qui n'a de la donation que le nom? 321, 322.

Il est irrévocable aussi qu'il est fait. 322. Toutes les ruses par lesquelles les parties se réservent de lui porter quelque atteinte le rendent nul. *cy*, 323. Les parties ne peuvent, sous le rendre nul, se réserver une faculté indéterminée de tester de leurs meubles et conquêtes, à moins d'excepter de ce don une certaine somme, égale pour chacune d'elles. 323. Si les parties stipulaient, qu'on rasât elles n'auraient pas disposé de cette somme, elle demurerait comprise dans le don mutuel, cette ruse rendrait le don nullement nul. 323, 324. Le don mutuel, fait par contrat de mariage, ne peut se révoquer pendant le mariage, même par le consentement mutuel des parties. 324. V. *Conventions matrimoniales.* Celui qui est fait pendant le mariage, peut être. *Id.* La révocation, pour être valable, doit se faire dans la même forme que le don mutuel. 324. Elle ne peut se faire

pendant le mariage de l'un des parties. *Id.* Est-elle, comme le don mutuel, sujette à l'insinuation? *Id.* V. *Insinuation. Révocation des donations. Irrévocabilité du don mutuel et autres points que celle des donations entre vifs.* 324. Leur différence. *Id.* V. *Donation entre vifs, Irrévocabilité.*

Le don mutuel est nul, s'il n'y a pas une parfaite égalité dans les choses que chacune des parties se sont données, *cy*, 323. *cy*, 297, 298. Les héritiers de la femme ne peuvent attaquer, pour défaut d'égalité, le don mutuel qu'elle a fait au mari, en soutenant que, si le mari fut précédé, la femme n'eût pu profiter du dou qu'il lui avait fait de sa part dans la communauté, laquelle survenait obscurcie par les dettes, *cy*, 325. L'égalité, exigée pour le don mutuel, ne porte pas seulement sur les choses données, mais encore sur l'espérance de survivre qui doit être égale. 325, 326. Cas où l'égalité n'est pas, et où le don mutuel devient nul. *cy*, 297, 298.

Pour que les conjoints puissent se faire un don mutuel, il faut qu'ils soient unis par un légitime mariage. *cy*, 326. Le don mutuel devient nul, si, par le suite, le mariage est déclaré nul. 326, 327. À moins que le mariage ne conserve les effets civils, à cause de la bonne foi des contractans, auquel cas le don mutuel continue d'exister. 327.

Il faut que les conjoints soient rattachés en biens, pour pouvoir se faire un don mutuel. 327. Ils ne peuvent se le faire, lorsqu'il y a une clause dans le contrat, par laquelle la femme ou ses héritiers ont, pour tout droit de communauté, une somme fixe. 327. Il en est de même, quand un de la faculté de communauté est réciproque. *Id.* Les conjoints ne peuvent se donner, par don mutuel, la moitié que chacun d'eux a dans un immeuble qu'ils ont acheté en commun pendant le mariage. 327, 328.

La Coutume de Paris exige encore que les conjoints soient en santé, lorsqu'ils se font le don mutuel. 328. Doit-on entendre par là l'exemption de toute maladie, ou que le don mutuel ne peut être fait pendant une maladie dangereuse de l'un des conjoints, ou n'en peut pendant la dernière maladie dont ce conjoint est mort? 328, 329. Dans les Coutumes qui ne se sont pas expliquées sur le point des conjoints, il suffit que le don mutuel n'ait pas été fait pendant la dernière maladie. 329. Excepté dans celles qui requièrent l'égalité d'âge, où le don mutuel, fait pendant une maladie dangereuse, n'est pas valable. *Id.* Dans les Coutumes qui n'exigent le don mutuel fait dans la dernière maladie, ou ne regardent pas comme nul celui qui est fait dans le cours d'une maladie longue, quelque mor-

telle était son principe, mais qui n'avait pu atteindre les derniers périodes. 329, 330. Il en est autrement dans les Coutumes qui exigent une égalité de probabilité de recueillir le don mutuel. 330. L'état de grossesse de la femme n'est pas considéré comme un état de maladie. *Ibid.* Dans les Coutumes qui ne l'ont pas expliquées sur l'âge des conjoints, la grande inégalité d'âge est-elle un obstacle au don mutuel? 330. Les conjoints par mariage, mineurs, peuvent en faire le don mutuel. 331. Un mari et une femme peuvent-ils en le faire, lorsque le mari est interdit pour cause de prodigalité? *Ibid.* Des conjoints étrangers, non naturalisés, malade-mariés en France, le peuvent-ils? *Ibid.* V. *Étranger*.

Les conjoints ne peuvent se donner, par don mutuel, que les biens meubles de la communauté, pour la part qui leur en appartient. iv, 331. vii, 299. Lorsque le mari est débiteur d'une somme envers la communauté, qu'il en avait tirée pour payer la propre dette, et qu'il prédécède; la femme, donataire universelle, pourra-t-elle prétendre que la moitié de cette somme, qui appartenait au mari dans la communauté entière que la communauté avait contre lui, et dont il a fait confusion; est entrée dans le don universel que son mari lui a fait? iv, 232. vii, 299. Le mari survivant, donataire mutuel, peut-il prétendre jouir en usufruit de l'apport fait par la femme, dont la reprise a été disputée en faveur de ses père et mère, lesquels ont renoncé? iv, 332, 333 vii, 299. Le mari a-t-il droit, en ce cas, de jouir du don mutuel de toute cette reprise, ou seulement de la moitié? iv, 333. vii, 299. La femme qui, ayant stipulé la reprise de son apport, renonce à la communauté, peut-elle demander le don mutuel que son mari lui a fait des biens de la communauté? iv, 335, 334. Lorsque les conjoints se sont donné par don mutuel plus que le loi ne leur permettait de se donner, le don mutuel est entièrement nul de part et d'autre. 334, 335. Même dans le cas où le surplus de ce qui était permis par la loi eût été donné par un acte séparé. 335. V. *Rédaction*.

Le don mutuel doit être fait par acte devant notaires, dont il reste minute. iv, 335, 336. vii, 298. Il doit être fait par un seul et même acte. iv, 336. Est-il sujet à la forme de l'irritation? iv, 336, v, 20. V. *Irritation*. Elle n'est nécessaire, sous la Coutume de Paris, que pour le donateur que le femme fait à son mari. iv, 337. La femme peut-elle révoquer le don mutuel pour défaut d'insinuation? 337. Le délai de quatre mois prescrit par la Coutume pour faire l'insinuation, n'est pas de rigueur; elle peut être faite pendant tout le temps de la vie

de la femme. 337. Il suffit que l'insinuation du don mutuel soit faite au demandeur des parties. 337, 338. Le don mutuel n'est pas sujet à l'exception, ni aux autres formalités des donations entre vifs. 338. La tradition ne peut en être exigée. *Ibid.* La femme doit être autorisée de son mari pour le faire. iv, 338. vii, 299.

Le don mutuel et toujours fait sous la condition de service du conjoint donataire. iv, 338. La mort civile de l'un des conjoints, par condamnation à une peine capitale, fait-elle cesser la condition de la survie de l'autre conjoint? 338. V. *Mort civile*.

Il est encore fait sous la condition que si l'un ou l'autre conjoint n'aime des enfants lors du décès du premier mourant. iv, 330, 331, 330. vii, 298. Les enfants du donateur, auxquels ce ruz du donateur, font déchoir la condition. *Ibid.* Il suffit pour cela d'un seul enfant. 339. L'enfant non né, mais conçu lors du décès du premier mourant, fait déchoir la condition. iv, 339 vii, 298. Quelques peu de temps qu'il ait vécu, pourvu qu'il ait né à terme. *Ibid.* Sa postérité n'est point au monde, quoiqu'à terme, il ne fait pas déchoir la condition. iv, 339. C'est au parent du prédécédé à prouver que l'enfant venu à terme a eu vie. *Ibid.* C'est également à lui à prouver que l'enfant est mort le premier, lorsqu'il a péri avec l'un des conjoints dans le même naufrage. 340. L'enfant enfant de la routure s'entend de tous les enfants en quelque degré qu'ils soient. 340. Elle n'est pas perdue par ce ruz qui sont habillés à mourir. *Ibid.* Alors les bâtards de l'un des conjoints n'y sont pas compris. *Ibid.* Il en est de même de ceux qui ont perdu leur état civil avant la mort du premier mourant des conjoints. iv, 340. vii, 298. L'état civil de l'enfant étant en rupture par non reconnaissance expresse par contract, le don mutuel reste aussi en lui, malgré la délivrance par provision qui en est faite. iv, 340. Les enfants réhabilités ne font pas non plus déchoir la condition. iv, 341. vii, 298. Il faut qu'ils soient exécutés par l'un et par l'autre des conjoints. *Ibid.* L'enfant, qui renonce à la succession, ne lasso pas de faire déchoir la condition. iv, 341. Il n'est pas permis aux conjoints de déroger à la clause qu'il n'y ait pas d'enfant, ni de la modifier en aucune manière. iv, 341. vii, 298. L'intervention des cofens majeurs au contrat du don mutuel des père et mère, ne dispense pas les conjoints de la condition. 341.

Les conjoints peuvent opposer au don mutuel leurs conditions que bon leur semble. 341, 342. Ces conditions ne sont pas de rigueur, et non testamentaires, mais qui le don mutuel est nul, 342.

Il faut que la condition, pour être valable, soit apportée à l'époque des donations que les conjoints se font réciproquement. 342. V. *Condition*.

Le mort du premier mourant des conjoints donne ouverture au don mutuel. *rr*, 342. *rrr*, 300. Le survivant est obligé de répondre aux héritiers du prédécédé de la délivrance du don mutuel. *Id*. Le don mutuel fait par contrat de mariage, saisit de plein droit le donataire. *Id*. Les clauses de coartut et préférence réservées pour le contrat de don mutuel ne l'empêchent pas d'être soumis à la délivrance. 342, 343. Le survivant donataire mutuel doit tenir compte des fruits des biens de la communauté dont il est en possession, aux héritiers du prédécédé pour leur part, jusqu'au jour de la délivrance, 343, ou jusqu'en jouir où il leur a présenté une caution suffisante pour l'obtenir. *Id*. Il est nécessaire qu'il ait préalablement justifié de la caution qu'il a présentée? *Id*. Si la caution a été débilitée et rejetée, le survivant est-il censé être entre la jouissance du jour de sa présentation. *rr*, 343. *rrr*, 300. Si le donataire ne trouve par de caution, si on peut obliger les héritiers à jour par leurs mains du don mutuel et à lui en tenir compte. *rr*, 343. Les conjoints ne peuvent pas, par le don mutuel qu'ils se font pendant le mariage, se débarrasser de cette caution. *Id*. Il en est autrement de celui qu'ils se font par contrat de mariage. *Id*. V. *Caution*.

Les héritiers du prédécédé peuvent, après l'ouverture du don mutuel, recourir au donataire le caution qu'il leur doit. 344. La validité de la clause qui débarrasse le donataire de la caution, ne sert pas nul le contrat. *Id*. La Coutume d'Orléans exige, comme celle de Paris, que le donataire donne une caution valable pour être sûr de son legs. *Id*. Il n'est pas nécessaire, sous la Coutume d'Orléans, que la caution soit présentée en jugement. 344. Le donataire y est même sur le simple présentation de la caution jugée insuffisante. 344. Contume où le donataire est tenu de plein droit, du jour de la mort du prédécédé. *Id*. Le droit d'usufruit du donataire mutuel par rapport aux congrués immeubles de la communauté est au droit d'usufruit ordinaire. *rr*, 344. *rrr*, 300. V. *Usufruit*. À l'égard de l'argent et des effets mobiliers, le donataire a un droit de quasi-usufruit, et la propriété lui en est transférée, à la charge d'en rendre aux héritiers du prédécédé le montant, en tant que la perte faite par l'usufruitaire. *rr*, 345. *rrr*, 300. Le donataire mutuel n'est pas obligé d'ajouter à la somme de l'inventaire le cens du prélat. *rr*, 345. *rrr*, 300. V. *Inventaire*. Le donataire peut, après l'inventaire, faire non vanto public des meubles,

auquel cas il ne doit, à la fin de sa jouissance, que la somme perçue de cette vente. *rr*, 345. Il a en droit de quasi-usufruit, non seulement sur les choses qui se consomment par l'usage, mais encore sur les meubles susceptibles d'un usufruit proprement dit. *Id*. V. *Quasi-usufruit*. Il peut se faire payer de dettes actives, à la charge d'en restituer la somme. 346. Il doit même faire en son de celui qu'il a reçu de recevoir. *Id*. Il n'est tenu que de ce qui lui est parvenu des dettes déléguées en sa qualité de donataire. 346. Application de quasi-usufruit du donataire mutuel, à une rente viagère constituée sur sa tête, qui se trouve dans la communauté, et appartenant conséquemment pour moitié à la succession du prédécédé. 346. Car où la rente viagère est constituée sur la tête d'un tiers. 346. V. *Rente viagère*.

Quelles sont les charges du don mutuel? *rr*, 347. *rrr*, 300. Le donataire mutuel doit rayer les frais funéraires du prédécédé. *rr*, 347. *rrr*, 301. V. *Frais funéraires*. Il est tenu d'avancer encore la part des dettes communes, dues par le premier décédé. *rr*, 347. *rrr*, 301. On ne peut le contraindre à avancer la part du défunt d'une autre dette. *rr*, 347. Ainsi le femme donataire mutuelle ne souffre sur son don mutuel aucune diminution ni confusion de son douaire préfix. *Id*. Elle a le droit de l'exiger de l'héritier du prédécédé. *Id*. Les créanciers personnels du prédécédé peuvent saisir sa part dans la communauté, avant que la délivrance en ait été faite au donataire. *Id*. Celui-ci doit arrêter tant les dettes contractées avant le don mutuel, que celles qui l'ont été depuis. 348. De ce nombre sont celles dont la communauté est débitrice envers chacun des conjoints. 348. Lorsqu'il y a des héritiers aux meubles et acquêts, et des héritiers aux propres, le donataire mutuel doit-il avancer le total des frais funéraires, et le total de la part des dettes de la communauté, ou seulement pour la part dont en est tenu l'héritier sur propres? *rr*, 348, 349. *rrr*, 301. Le donataire mutuel est encore tenu d'avancer les frais d'inventaire. *rr*, 349. *rrr*, 301. Le donataire mutuel n'est pas tenu de payer les legs, ni autres dispositions testamentaires. *rr*, 349. Si le prédécédé n'y par laissa d'autres biens que ceux de la communauté, les légataires peuvent-ils exiger seulement leur legs de l'héritier qui n'a succédé qu'à une nue-propriété. 349, 350. Quelque Contume obligent le donataire mutuel à acquiescer les legs. 350. C'est la Coutume qui régit les biens compris au don mutuel, qui décide si le donataire mutuel en doit être chargé ou non. 350. Si le don mutuel n'est que d'une portion de la part du prédécédé dans la commu-



mort avant son père et mère. 363, 364. *Quid*, dans le cas où l'enfant mort eût nuir, et où les enfans viennent de leur chef à la succession des père et mère? 364. Si un autre enfant non marié avec celui conventionnel, ou qui n'a pu être marié du tout, demande le partage au survivant, quel est, en ce cas, l'effet de la convention, à l'égard de celui qui a été marié avec celui conventionnel? 364, 365. Si l'enfant est légitime, ou seulement du précédé, est-il tenu de laisser jouir le survivant de toute la part qu'il a droit de transmettre comme légataire universel, ou seulement de la part héréditaire, et doit prélever? 365. Effet de la clause de ne pouvoir provoquer le survivant à l'acte de partage, dans les Coutumes qui ne permettent pas l'espèce de don mutuel que celle de Paris permet par l'article 281. 365, 366. *V. Donalog entre époux.*

Interprétation de l'article 68 de la Coutume de Blois, qui ne permet aux conjoints par mariage de se rien donner, que par une donation mutuelle, confirmée par un testament mutuel. 366, 377. *V. Testament.*

Le don mutuel donne-t-il lieu au profit du survivant? *vi*, 393.

*V. Donation entre mari et femme. Donation entre vifs. Étrangers. Retrait de moitié dernier. Unfruit.*

*Donneur de valeur. V. Lettre de change.*

*Dot.* Le dot des enfans venant de leur père et mère, est une dot de leur communauté, mais plutôt une dette propre de leurs deux, pour la part dont chacun doit y contribuer. *Id.* La loi ne donne rien aux enfans contre leurs père et mère pour leur dot. *vi*, 206. Autre chose de conjoints ne contribue à la dot que pour la part qu'il a. *Id.* Le mari peut, sans le consentement de la femme, l'y faire contribuer pour la part qu'elle a dans les effets de la communauté, qu'il donne en dot à un enfant commun. *Id.* *V. Communauté légitime.* Le mari qui dote en dot à un enfant commun des effets de la communauté, est censé, si le mariage se fait, se les être donnés en qualité de chef de la communauté, pour se faire valoir sur lui. 207. Mais quel est l'un des époux doit récompenser la communauté, pour le dot fourni aux enfans communs? 205, 210. *V. Récompense.* Ce n'est la dot est censée constituée par le père et la mère conjointement, ou par l'un d'eux seul. *vi*, 217, 618. *vi*, 486. *vi*, 381. La dote d'un immeuble va paiement de la dot par les père et mère n'est par une vente. *vi*, 250. *V. Accusé d'adultère de famille.* Quand le proscrit-

tion de la dot peut avoir lieu, et de quelle époque elle vout? *vi*, 375, 376. *V. Prescription de dix et vingt ans.*

*V. Apport. Communauté légitime. Droits dotaux. Donation entre mari et femme. Donation entre vifs. Hypothèque. Ordre. Rapport. Renonciation aux successions futures. Séparation de biens. Séparation de droit.*

La plupart des principes analysés sous ce mot, se trouvent répétés au mot *Recompense*.

*DOUAIRE DE LA FEMME.* Ce que la Coutume ou la loi réserve à la femme, dans les biens de son mari, pour sa subsistance, en cas qu'elle lui survive. *iii*, 517. *vi*, 236. On distingue le douaire conventionnel, et le douaire coutumier. *iii*, 517, 519. *vi*, 236. Les Coutumes qui accordent un douaire, ne l'accordent pour la plupart qu'à défaut de conventionnel. *iii*, 517. Quelques-unes accordent le voir même les deux. *Id.* La femme peut renoncer au douaire par le contrat de mariage; cette renonciation doit être expresse. *iii*, 517. *vi*, 236.

Origine du douaire parvenu chez les Romains. *iii*, 518. Le douaire n'est pas considéré comme une donation. *Id.* Pour même l'excédant du douaire conventionnel sur le douaire coutumier. 519. Le douaire est-il sujet à récompense pour la légitime des enfans? *Id.* *V. Légitime.* Pour la cas de renoncer par la femme conventionnel est présumé donation en ce qu'il excède le coutumier. *Id.* *V. Seconda nœx.*

Le douaire est un effet civil du mariage. 520. Il n'est, quoique le mariage soit nul, lorsqu'il a été civil. *Id.* Le femme étrangère, qui se marie en France, a droit au douaire conventionnel qu'elle a été stipulée. *iii*, 520. *vi*, 236. A-t-elle droit au douaire coutumier? *iii*, 520. *vi*, 236. Coutumes qui n'accordent le douaire qu'à une femme civile seulement, ou qu'à une femme étrangère. *iii*, 520.

Le douaire coutumier, dans la plupart des Coutumes, consiste dans l'usufruit d'une partie des biens du mari. *iii*, 521. *vi*, 237. Cet usufruit, selon le droit romain, porte sur les biens que le mari avait à l'époque du mariage, ou qui lui étaient venus de son père, mère, ou autres ascendans. *iii*, 521. Différences entre le droit commun qui est celui de la Coutume de Paris, et celui de plusieurs autres Coutumes. 521, 522. Les Coutumes, sur la qualité de la portion des biens sur laquelle porte l'usufruit de la femme, se sont partagées entre le moitié et le tiers. 522. Autres Coutumes qui régissent le douaire différemment. *Id.* Deux autres variétés de Coutumes, le douaire en usufruit et le douaire par vente des

lieux où sont situés les héritages du mari. *us*, 522. *vi*, 237. V. *Statut réel*. S'ils sont situés dans différentes Coutumes, la femme a deux parts sur la portion que la Coutume exige pour le douaire. *Id.* Le douaire, qui consiste dans une créance de la femme contre le mari, se règle par la loi du domicile du mari, lors du mariage. 522, 523. V. *Statut personnel*.

Quels sont les biens du mari que la Coutume de Paris, et le droit le plus commun, assujettissent au douaire ? 523. Par le terme d'*héritages*, la Coutume entend les immeubles tant incensés que réels. *us*, 523. *vi*, 237. Les offices sont sujets au douaire que subérogationnel, et à défaut d'autres immeubles. *Id.* Le droit d'usufruit, ou la rente viagère, s'imputent sur le légal d'un tiers, au profit du mari, tout sujets au douaire. *us*, 523, 524. *vi*, 238. Le propre conventionnel du mari n'est jamais sujet au douaire. *us*, 524. *vi*, 238. Ni la somme d'argent à lui donnée par ses père et mère, pour être employée au solat d'héritages. *us*, 524. Pour être sujet au douaire, il faut que l'héritage ait été possédé par le mari, à l'époque du mariage, à titre de propriété. 524, 525. Il n'est pas nécessaire d'exiger qu'il ait le douaire direct, pourvu qu'il ait le domaine utile. *Id.* Les immeubles encablés par le mari ne sont pas sujets au douaire. *us*, 525. *vi*, 238. Même dans le cas où la femme renonce à la communauté. *Id.* Sont sujets au douaire les immeubles dont le mari n'est devenu propriétaire que depuis le mariage, mais sur lesquels il avait le droit en vertu duquel il l'est devenu. *us*, 525. *vi*, 238. Il n'est pas même nécessaire que ce droit fût ouvert et formé au temps du mariage, pourvu que ce soit en vertu de ce droit, alors rationnel, mais ouvert depuis, que l'immeuble ait été acquis. *us*, 525. Sont sujets au douaire les biens échus au mari par le partage, postérieur au mariage, d'une succession ouverte à l'époque du mariage. *us*, 526. *vi*, 238. Ces héritages ne sont sujets au douaire qu'à la charge du retranchement des charges. *us*, 526. *vi*, 238. Pour que l'héritage acquis au mari en vertu d'un droit qu'il avait à l'époque du mariage, soit sujet au douaire, il faut que ce droit ait été la cause immédiate de l'acquisition. *us*, 526. *Quid*, du droit de retranchement en faveur du mari à l'époque du mariage, mais qui n'a été exercé que depuis ? 527. Pour que les immeubles, dans lesquels tombe le mari, soient sujets au douaire, il faut qu'il y rente *ex causa* nuptiale. *us*, 527. *vi*, 238. Cas où le mari, entre la fiançaille et la célébration du mariage, avait acquis les immeubles sujets au douaire. *us*, 527. *vi*, 238. La Coutume rend

sujets au douaire les immeubles qui échangent et s'acquièrent en ligne directe au mari. 527, 528. Non seulement à titre de legs, mais à autre titre qui soit avantageux de succession. *Id.* Il faut que ces choses soient immeubles non meublées dans la personne du mari, mais entrées dans celle du défunt à qui il a succédé. 528. Les immeubles provenant de succession directe au mari, cessent d'être sujets au douaire, lorsque, par une clause du contrat, ils entrent en communauté. *Id.* Les successions des ascendants du mari, qui ne se sont ouvertes qu'après sa mort, sont-elles sujettes au douaire ? *Id.* *Quid*, dans ce cas, lorsque le père du mari lui a assuré, par le contrat de mariage, le pain qu'il doit avoir pour sa subsistance ? *Id.* Quelles choses sont considérées comme en ligne directe ? 528, 529. V. *Avancement de succession*.

Le douaire est de la moitié des immeubles que le mari possède à l'époque du mariage, et de ceux qui lui advenant en ligne directe pendant sa durée, d'après l'article 246 de la Coutume de Paris. 529. *Quid*, si les biens du mari, à l'époque d'un second ou ultérieur mariage, sont déjà engagés au douaire d'un précédent mariage ? 529. Réduction du douaire du dernier mariage. 530. Explication de la règle : *Douaire sur douaire n'a lieu*. *Id.* Cette règle s'applique-t-elle, lorsque par le contrat du premier mariage, il y a clause d'exclusion du douaire ? *Id.* Que doit-on décider, lorsqu'il y a un douaire précédé d'une somme d'argent, mais que le douaire n'est que de la moitié ? *Id.* *Quid*, au contraire, si le douaire du premier mariage est plus fort que le second ? 531. Le principe : *Douaire sur douaire n'a lieu*, ne s'applique pas au douaire de la mère du mari. *Id.* Il ne s'applique pas dans les Coutumes qui n'admettent pas le douaire des enfants. *Id.*

La douairière est tenue des charges censuelles des héritages sur lesquels porte son douaire. *us*, 531. *vi*, 242. Elle est tenue proportionnellement à son douaire des arrérages de rentes dont le mari était débiteur à l'époque du mariage. *us*, 531. *vi*, 242. Obligations à faire pour rembourser le mari de ce qu'il doit en payer, lorsque les immeubles, sujets à son douaire, sont illudés sous des Coutumes qui disposent différemment sur la qualité du douaire. *Id.* Elle ne contribue pas aux dettes mobilières ; l'héritier du mari doit la garantie des poursuites hypothécaires. *us*, 522. *vi*, 243. Même lorsque les dettes mobilières excèdent les biens mobiliers à l'époque du mariage. *Id.* Le douairier n'est pas tenu des rentes créées par son mari depuis le mariage. *Id.* À moins que cette rente ne soit subrogée à une rente réelle frap-

par les immeubles du mari avant le mariage. *Jb.* Elle n'est pas terre des rentes créées entre le contrat et la célébration du mariage. 533. Elle contribue proportionnellement aux dettes des successions échues au ligne direct ou marié. *Jb.*

Les biens, dont le mari est grevé de substitution, peuvent être ajoutés au douaire de la femme, subsidiairement, et à défaut de biens libres. *aa.* 533. *vis.* 240. Lorsque l'autre de la substitution est le père ou la mère, ou quelque autre ascendant du mari. *aa.* 533. *vis.* 241. Il suffit, pour cela, que le mari n'ait pas une quantité suffisante de biens, pour assigner un douaire raisonnable, eu égard à ses facultés. *aa.* 533. Le douaire, à défaut de biens libres, se prend-il sur les biens héréditaires, même dans le cas où la substitution n'aurait été faite que depuis le mariage? 534. 534. Lorsque l'entour de la substitution n'est pas un ascendant du mari, peut-on que les biens substitués soient ajoutés au douaire, si fait que renferme les renferme grevé qui sont appelés à la substitution est qu'il soit fait sous la condition qu'il mourra sans enfants, *aa.* 534. *vis.* 241. Les biens substitués sortent-ils du douaire même des ascendants et héréditaires mariages? *aa.* 534. *vis.* 241. Sortent-ils du douaire des autres degrés de substitution, lorsque la substitution est graduée? *aa.* 534. *vis.* 241. L'entour de la substitution, qui a rempli de sa légitime l'enfant grevé, peut-il ordonner que les biens substitués ne pourront être obligés ni au douaire, ni à la dot de la femme, ni pour autre cause? *aa.* 534. 535.

Ce qui est uni, par union naturelle, depuis le mariage, à l'héritage sujet au douaire, y est sujet comme l'héritage même. *aa.* 535. *V. Accroissement.* Tout ce qui est uni d'un héritage sujet au douaire, doit lui par conséquent appartenir sans la suite du mari, reste sujet au douaire. *aa.* 536. *vis.* 239. Ce que le mari reçoit à la place d'un immeuble sujet au douaire, est subrogé à cet immeuble et devient sujet au douaire. *aa.* 536. 537. *vis.* 239. L'héritage, sujet au douaire, cesse d'y être sujet, lorsqu'il cesse d'exister. *Jb.* Les biens immobiliers que le mari peut laisser précéder, sans être tenu de l'indemnité. 537.

L'héritage, sujet au douaire, cesse d'y être sujet, lorsque le don, qu'avait le mari sur cet héritage au temps du mariage, vient à se résoudre en chose acquise et nécessaire. *aa.* 537. *vis.* 240. Si la résolution n'a lieu que pour l'usufruit, les sommes que le mari reçoit à la place de l'héritage, sont sujettes au douaire; mais non si

les droits du mari sont exclus même pour le passé. *aa.* 538. Application de ce principe à plusieurs exemples. 538. 539. L'héritage, sujet au douaire, aliéné volontairement par le mari, produit le mariage, continue d'y être sujet en quelque temps qu'il passe. *aa.* 539. *vis.* 240. Si l'aliénation est nécessaire, le droit de la femme est transféré sur la somme que le mari reçoit pour prix. *aa.* 539. *vis.* 240. Tant que le mariage dure, l'affirmation ou le désistement de l'immeuble aliéné ne peut être purgée ni par prescription ni par décret. *aa.* 539. La femme ne peut porter son douaire contre les héritiers de son mari que subsidiairement et à défaut d'autres biens du mari. *aa.* 539. *vis.* 240. Le déguerpissement d'un héritage par le mari, pour se décharger d'une rente fondée, n'est pas considéré comme aliénation nécessaire. *aa.* 540. La femme peut exercer son douaire sur lui. *Jb.* La veuve par décret d'un héritage sujet au douaire par décret au mari, postérieure au mariage, n'est pas en condition nécessaire. *Jb.* Il est autrement si le mari, ou les opposants, avaient des hypothèques antérieures au mariage. *Jb.* Ce qu'on paie du prix de l'adjudication, même sans de même réelle, et comme antérieure au mariage, étant payée, est-il sujet au douaire? *Jb.* Les créanciers postérieurs au mariage, qui ont touché ce reliquat à l'ordre, sont-ils tenus de le rapporter à la femme? *Jb.* La femme n'a aucun droit sur les immeubles qu'elle a acquis au temps du mariage, sans être prouvée par le partage aux héritiers de son mari. 541. Il ne peut de même pour les immeubles communs au temps du mariage, qui, depuis, ont été livrés; la femme n'a de droit que sur la somme qui forme la part du mari dans le prix. *Jb.* Si le mari, dans la succession de son père et mère ou ascendants, a reçu plus de meubles que d'immeubles dans sa portion, la femme doit être indemnisée de la réduction que son douaire éprouve. *Jb.* L'héritage rapporté par le mari à la succession de son ascendant, cesse d'être sujet au douaire 542. S'il n'en sort qu'au mari de le garder, elle en doit être indemnisée sur ses autres biens. *Jb.*

La fortune de Paris, à défaut de biens soumis au douaire, n'est accordée qu'à la femme. *Jb.* Au contraire, la fortune d'Orléans lui est accordée un douaire subsidiaire sur les autres biens du mari. *aa.* 542. *vis.* 241. 246. Il faut, pour cela, qu'il n'y ait eu par le contrat de mariage aucune convention de douaire. *aa.* 542. et que le mari n'ait aucune propre héritière soumise au douaire ordinaire 542. 543. C'est au temps de la mort du mari qu'on a égard pour savoir s'il y a quelque successible soumis au douaire



ordinaire. 543. Si, à cette époque, il ne s'en trouve pas, mais que le mari en ait aliéné quelqueun, il n'y a pas lieu au douaire subsidiaire. *Id.* Si, pour tout bien sujet au douaire, il n'y a qu'une rente dont le débiteur ait un débiteur, il y a lieu au douaire subsidiaire. 543, 544. Il en est de même, si le seul immeuble sujet au douaire est chargé d'un usufruit antérieur au douaire. 544. La femme a l'option d'attendre la fin de l'usufruit. *Id.* L'héritier du mari peut racheter l'usufruit, pour éteindre le douaire subsidiaire. *Id.* S'il n'y a qu'une immeuble de nulle considération, tel qu'une rente de vingt sous, il y a lieu au douaire subsidiaire. *Id.* Des héritiers propres, situés sous d'autres coutumes, excluent-ils le douaire subsidiaire de la coutume d'Orléans? 544, 545. La femme a pour son douaire subsidiaire le quart des conquêtes de la portion des héritiers du mari en usufruit. 545. Si elle renonce, elle a le quart de tous les conquêtes. *Id.* Lorsqu'il y a une clause d'exclusion de communauté, les héritages, que le mari a acquis depuis le mariage, sont-ils sujets au douaire subsidiaire? 545, 546. Qu'ind, en cas de séparation de biens? 546. Quand, des héritages échus au mari par la succession collatérale, pendant le mariage? 546. Trois héritiers qui renouvent entre le douaire ordinaire et le douaire subsidiaire. 546, 547. A défaut de conquête, la coutume d'Orléans accorde un douaire subsidiaire sur les meubles. 547. La douairière a dans ce cas le quart des meubles en toute propriété, les droits déduits. *Id.* Douaire subsidiaire accordé par quelques autres coutumes. 547, 548.

Les parties, par leur contrat de mariage, peuvent faire consacrer le douaire conventionnel en telles choses qu'il leur plaît. *Id.* 548. vii, 237. Le douaire conventionnel est toujours présumé viager, et moins que la propriété entière ne soit attribuée à la femme en termes formels. *Id.* 548. vii, 237. Dispositions contraires de certaines coutumes. *Id.* 548. Est-ce par celle du lieu où le contrat a été passé, ou par celle du domicile des parties, que la question doit être décidée, lorsque l'usage est contraire? 548, 549. Variété des coutumes sur la question, si le douaire conventionnel peut excéder le coutumier. 549. Dans cette variété, par quelle coutume doit-on décider si le douaire conventionnel, qui se trouve plus fort que le coutumier, doit être réduit ou non au coutumier? 549, 550. V. *Statut réél.* Si les choses, qui composent le douaire, n'ont pas de situation, le douaire est réglé par la coutume du domicile du mari. 550. Est-ce le coutume du domicile du mari, lors de son mariage, ou lors de son décès? *Id.* Distinction de cas où

le douaire est formé de certains biens que le mari laisse à son décès. 550, 551. Dans ces cas, la loi du domicile au temps du décès est seule applicable. 551. La femme, qui souffre un tranchement de son douaire conventionnel, sous une coutume qui ne permet pas de l'accrocher plus considérable que le coutumier, peut-elle demander récompense sur les biens revenus d'une autre coutume que la première? 551. Lorsque le douaire conventionnel consiste en une somme d'argent, et rachat de la rentière, quel que la loi du domicile du mari transmette le douaire conventionnel au coutumier, la femme pourra se faire payer sur les biens situés sous une coutume qui n'apporte aucune restriction. 552. Dans les coutumes, qui consacrent le douaire conventionnel au coutumier, la femme peut-elle avoir le premier, lorsque le second ne pourrait avoir lieu, n'ayant aucun droit dans lesquels la coutume accorde un douaire? 552. Dispositions de la coutume d'Auxerre, qui, à défaut de douaire coutumier, déclare le conventionnel ou sujet à la réduction. 552, 553. Le douaire constitué par un tiers à la femme n'est pas rédhibitoire. 553. L'héritier du mari ne peut requérir la réduction. *Id.* La femme est-elle responsable, si renonce au douaire conventionnel qui lui a été constitué, à prétendre la coutume? *Id.* Variété des coutumes sur cette question. *Id.* Savaient quelle coutume doit-on décider la question? 554. Qu'ind, dans le cas où les biens du mari sont situés sous plusieurs coutumes, dont l'une accorde le choix à la femme, et l'autre l'en exclut? *Id.* Si l'homme avait des autres constitutions au temps du mariage, c'est la coutume du domicile du mari à cette époque, qui doit régler le choix de la femme. *Id.* Qu'ind, de celui qui adriennement au mari pendant le mariage, depuis la translation de domicile? *Id.* Lorsque, par le contrat, il est dit que la femme aura pour douaire une chose de tant, ou le coutumier, et qui, sous la coutume de Paris, appartient le choix du mari ou de la femme? 555. Lorsque la femme a le choix, soit par la coutume, soit par la convention, dans quel temps doit-elle l'exercer? *Id.* La femme, qui a fait son choix, peut-elle se faire restituer pour léon? *Id.* Les héritiers de la femme succèdent-ils à son droit d'option? 556.

L'obligation du douaire coutumier se contracte par le mariage même. *Id.* 556. vii, 237. C'est de conventionnel, par le contrat de mariage, pourvu que la créature en épouse. *Id.* Anciennement opinait qu'il fallait que le mari fût connu au mariage, pour que le douaire fût acquis réellement. *Id.* 557. Variété des coutumes sur ce point. *Id.* Selon d'autres, le douaire est

acquis par le célébration du mariage. *Id.* Ce point est réglé par le costume de la situation des biens. *Id.* Conditions de l'usufruit ou du douaire, qu'elles qu'il n'y a pas de conventions contraires par le contrat. *Id.* L'obligation du douaire est contractée par le mariage, même dans les coutumes qui ne le font connaître que dans nos parles des biens que le mari laisse à son décès. 558.

Le douaire est ouvert par la mort du mari arriéré du vivant de la femme. *Id.* 558. *Id.* 237. Lorsque l'homme et la femme ont péri dans un naufrage, y a-t-il eu des biens au douaire pour les héritiers de la femme? *Id.* Le mort civile du mari donne-t-il ouverture au douaire? 559. *V. Mort civile.* L'abus, dans l'incertitude de la mort ou de la vie, n'y donne pas ouverture. *Id.* *V. Abus.* Cas où certaines coutumes donnent à la femme le droit d'exiger le douaire de vivant du mari. *Id.*

Coutumes selon lesquelles la femme est saisie de plein droit de son douaire. *Id.* 559, 560. *Id.* 245. Il faut, pour cela, que les héritiers soient au décès en ayant trouvé dans la succession du mari. *Id.* Conséquence de ce principe. 560. La femme ou son mari a-t-elle le plein droit du douaire préfix? *Id.* Limitations apportées par quelques coutumes au principe que la femme est saisie de son douaire de plein droit. 561. Coutumes qui ont admis le principe contraire, que le douaire n'est dû que du jour qu'il est demandé. *Id.* Dispositions ambiguës de la coutume d'Orléans, leur explication. *Id.* Par quelle coutume doit-on décider si la femme est saisie ou non de son douaire? 562, 563. Distinction entre le douaire coutumier et le conventionnel. *Id.*

L'ouverture du douaire coutumier donne lieu à l'action de partage et à l'action, *corfamoris servitutis usufructus*. *Id.* 564, *Id.* 245. Plus de nouveauté qui peuvent exclure la femme de cette action. *Id.* 244. Forme du partage à faire entre le douairier et l'héritier du mari. *Id.* 564. Sous plusieurs coutumes, le douairier lola, et l'héritier rabaît. *Id.* Temps accordé à le douairier pour faire les loia. 564, 565. Sous les autres coutumes, on suit la forme ordinaire des partages. 565.

Raisons respectives qu'on a de se faire quelquefois le douairier et l'héritier du mari. 565. Lorsqu'ils ont des raisons à se faire l'un à l'autre, il s'en fait compensation jusqu'à concurrence. 565, 566. Si la femme a seule des raisons à faire à l'héritier du mari, et qu'elle soit remuée ou bue, il se fait compensation de ce qu'elle lui doit pour les sommes déboursées par le mari, avec le paiement de la récompense du mariage desdites sommes, que l'héritier lui doit en

sa qualité de commune. 566. Cette compensation n'a pas lieu, lorsque la douairière a renoncé à la communauté. 567. L'héritier peut-il alors demander à la femme l'intérêt des sommes déboursées par le mari sur les héritiers saisis au douaire, pendant tout le temps de sa jouissance? 567. La douairière et l'héritier se doivent réciproquement la garantie qui suit de tout partage. 567, 568. *V. Garantie.*

L'action *confamoris servitutis usufructus* a pour objet la réconciliation de l'usufruit acquis à la femme sur les biens saisis au douaire. 568. Cette action est réelle. *Id.* Sous les coutumes qui saisissent de plein droit, la femme a droit à la restitution des fruits de la part de l'héritier, et elle peut se mettre d'elle-même en possession, à moins de contestation sur le fond du droit. *Id.* Elle n'a pas droit aux fruits rabaît des terti-détenteurs. *Id.* Cas où la femme peut donner son action contre la terti-détention, et où elle en est exclue. 569.

L'ouverture du douaire conventionnel donne également lieu à l'action ou au partage et à l'action *corfamoris usufructus*. 569.

Du droit d'usufruit de la douairière sur les héritages et autres immeubles qui y sont saisis. *Id.* 570. *Id.* 241, 242. Ses obligations et droits sont les mêmes que ceux de tout autre usufructier. *Id.* *V. Usufruit.* La douairière est-elle obligée d'entretenir les lieux saisis par son mari, des héritages saisis à son décès? *Id.* 570. *Id.* 241.

Pour quelles causes la femme peut être privée de son douaire? *Id.* 590. *Id.* 244. Elle peut l'être pour adultère, pourvu que l'action ait été intentée du vivant du mari. *Id.* 590, 591. *Id.* 244. *V. Adultère.* Elle en est également privée, lorsqu'elle abandonne son mari. *Id.* 591. *Id.* 244. Ses débauches pendant sa viduité, peut aussi l'en faire priver. *Id.* 591. Ces divers, selon les différentes coutumes, dans lesquelles la femme peut être privée de son douaire. *Id.* 591, 592. *Id.* 244. Coutumes sous lesquelles la femme ne peut avoir son douaire à la fois. *Id.* 592. *V. Dou. mortel.* Dans les coutumes où elle le peut, elle a le rabaît du douaire du douaire. 592, 593. Les dispositions des coutumes sur ce point sont des statuts réels. 593. *V. Statut réel.* A moins que le douaire ne consiste dans une somme d'argent. *Id.* Le douaire finit aussi par toutes les manières dont l'usufruit finit. *Id.* 244.

À la mort de la douairière, l'héritier du mari restreint de plein droit dans la pleine jouissance de son héritage. *Id.* 594. Différence entre les héritiers de la douairière. *Id.* L'héritier du mari n'est pas tenu d'entretenir les lieux saisis par la douairière. *Id.* L'héritier du mari ou les succeps-

sous à la propriété des héritiers, doivent donner le temps à ceux de la douairière d'emporter les meubles qu'ils y ont. *Id.* Ceux-ci peuvent emporter toutes les choses qui y ont été mises par la douairière, à la charge de remettre les lieux en même et semblable état. *Id.* À moins que ces choses n'y eussent été mises pour l'entretien de l'héritage. 593. L'héritier du mari, ou le successeur à la propriété, doit rembourser les fruits faits par la douairière pour faire venir les fruits qui étaient pendans lors de sa mort. 595. Peut-il abstenir aux héritiers les fruits pendans, pour se décharger envers eux du remboursement des fruits? *Id.* *Quid*, sous les coutumes qui laissent à la communauté, lors de la dissolution, les fruits pendans sur les héritages propres des conjoints? 596. Le propriétaire doit-il rembourser les héritiers de la douairière des impenses faites que les réparations qu'elle a faites sur l'héritage et dont il a profité? *Id.* Les améliorations viennent-elles au moins en compensation avec les dégradations? 597. Les héritiers de la douairière sont obligés de laisser l'héritage en bon état de réparations d'entretien. *Id.* Ils sont tenus des dommages-intérêts du propriétaire, soit pour les dégradations par elle faites, soit pour en qu'elle a laissé perdre par sa faute. *Id.* Les héritiers de la douairière doivent faire raison des fruits ou loyers recueillis ou perçus par eux depuis sa mort, ou qu'elle-même aurait indûment recueillis ou perçus durant son usufruit. 598. V. *Douaire des enfans. Usufruit.*

Droit d'habitation accordé par certaines Coutumes aux veuves, outre le douaire. 628. V. *Habitation (droit d')*

V. *Destinées conjoints. Des mutuel. Étranger. Exhérédation. Ordre. Prescription du droit et vingt ans. Secondes noces. Séparation de biens.*

**DOUAIRE DES ENFANS.** Quelques Coutumes accordent le douaire aux enfans 588, 589. Les unes ne l'accordent qu'entre eux nobles, les autres entre nobles. *Id.* Quelques-unes distinguent entre les fiefs et les héritages roturiers. *Id.* Dans la plupart des Coutumes le douaire des enfans consiste dans la propriété des mêmes choses, dont l'usufruit forme le douaire de la femme. 600. Il est de même nature que ce dernier. *Id.* Il n'y est pas sujet à ratrauchement pour la légitime des autres enfans. *Id.* Il y est sujet, lorsqu'il est stipulé dans les Coutumes qui ne l'accordent pas. *Id.* Ce douaire est une espèce de légitime que la loi ou la convention accorde aux enfans. 600, 601. Ils en sont privés, lorsqu'il est stipulé que la femme n'aura pas de douaire. 601. Ils peuvent l'être égale-

ment, lorsqu'elle en ait un. *Id.* La convention que la femme aura le douaire sans retour, ne l'eura en propriété, est-elle censée exclure du douaire les enfans? *Id.* Le douaire tient lieu aux enfans de la succession de leur père. 601, 602. Le douaire coutumier des enfans consiste dans la propriété des héritages dans l'usufruit desquels consiste l'opinion de la femme. 602. C'est pourquoi tout ce qui a rapport à la nature, à la qualité et à la formation du douaire de la femme, s'applique au douaire des enfans. *Id.* V. *Douaire de la femme.* En quels cas les enfans doivent-ils avoir une indemnité pour les choses sujettes au douaire? qui ont cessé d'exister ou d'y être sujettes? 602, 603. Par quelle Coutume doit-on décider si la propriété des choses sujettes au douaire coutumier de la femme appartient aux enfans? 603, 604. V. *Statut réel.* Les héritages sujets au douaire coutumier des enfans leur passent avec leurs charges réelles et foncières, antérieures au mariage. 604. *Quid*, des autres dettes antérieures ou postérieures au mariage? 604, 605.

Le douaire coutumier des enfans est le même douaire que celui de la femme dont elle a la jouissance, et dont elle est la propriétaire. 605. Application de cette règle à différens cas qui peuvent se présenter. 605, 606. Par quelle Coutume doit-on décider si le douaire préfix de la femme doit être propre aux enfans, lorsqu'on ne s'en est pas expliqué par le contrat de mariage? *Id.* 606, 607, 608. V. *Statut réel.* En quel cas consiste le douaire, lorsqu'on a laissé à la femme le choix de deux choses pour le sieg. 608. *Quid*, si la veuve a choisi le douaire coutumier consistant en héritages situés sous une Coutume qui n'accorde pas de douaire aux enfans? *Id.* Quand le choix passe-t-il aux enfans? 608, 609.

L'obligation du douaire coutumier des enfans se contracte par le mariage et lors du mariage. 609. Les immeubles du mari y sont affectés du jour du mariage, ou du jour qu'ils lui arrivent. *Id.* Le douaire des enfans s'est ouvert qu'à la mort de leur père. 610. Les enfans qui meurent du vivant de leur père, ne transmettent rien du douaire dans leur succession. *Id.* Le décret fait du vivant du père sur les héritages sujets au douaire, ne purge pas le douaire. *Id.* Il est assés autrement des provisions d'un office. *Id.* En matière de douaire, la prescription commence à courir du jour de la mort du mari. *Id.* Les enfans sont, dans tous les cas, obligés de justifier de son décès. *Id.* Après cent ans depuis sa naissance, il est présumé mort. 611. La mort civile donne-t-elle ouverture au douaire? *Id.* V. *Douaire de la femme. Mort civile.*



par expert à l'estimation des héritages donués et de ceux anjels au douaire. *Id.* Ou établit le balance des sommes dont la succession du père, et l'enfant, doivent réciproquement se faire raison. *Id.* Si le douaire reste créancier, il fait compensation jusqu'à des concurrentes, de ce qui lui est dû, sur les sommes à imputer sur le douaire. 624. On retranche ensuite des biens formels le douaire, une portion égale à ce qui reste à imputer sur ce douaire. *Id.* Est-ce l'héritier du père, ou le douaire, qui choisit les biens à retrancher du douaire? *Id.* Si le montant des choses données excède le douaire, l'enfant peut-il, en renonçant au douaire, conserver tout ce qui lui a été donné? *Id.* Le douaire est la succession de son père, qui a survécu à sa femme, les fruits ou les intérêts des héritages ou des sommes qu'il rend, du jour où il a droit aux fruits ou aux intérêts du douaire. 625. Dans les cas où le femme a survécu, l'enfant doit-il les fruits et les intérêts du jour que les fruits et les intérêts du douaire ont commencé à appartenir à sa mère? *Id.*

Après l'ouverture du douaire, le douaire se partage entre les enfants qui y ont droit. 626. On ne compte pas dans le partage les enfants incapables de succéder. 626. On compte celui qui s'est exclu du douaire, en prenant la qualité d'héritier? *Id.* Il en est de même de celui qui a renoncé tant à la succession qu'au douaire, pour s'en tenir à la donation. *Id.* Mais s'il renonce gratuitement, sans avoir rien reçu de son père, sa part dans le douaire accroit-elle aux autres enfants douaires? *Id.* Il n'y a plus de doute, lorsqu'il renonce expressément en faveur de la succession de son père. 627. V. *Accroissement*. Le partage du douaire entre les héritiers douaires, se fait comme tout partage entre propriétaires. *Id.* Le douaire n'a aucune prérogative dans les biens d'usufruit qui composent le douaire. *Id.* Si l'usufruit se porte héréditaire, peut-il alors prétendre au droit d'usufruit sur les biens? *Id.* V. *Usufruit* (droit d').

#### V. Douaire de la femme.

**DOUAIRES.** Partage qui est formé de deux portions communes. *Id.* 383. Exemples et explication. *Id.* Prérogative accordée par les nouvelles 84 et 118, aux frères et sœurs, et aux neveux et nièces du double lien, sur les frères et sœurs, neveux et nièces, conjoints d'un seul côté. 440. Variétés des Coutumes sur cette prérogative. *Id.* A-t-elle lieu dans les Coutumes qui ont admis les dispositions des nouvelles sur le double lien, les sœurs enfants du frère germain excluent-ils les neveux enfants d'un frère consanguin et utérin? 441, 442.

Tome VIII.

Dans les Coutumes qui ont exprimé les parents auxquels elle accordaient la prérogative du double lien, peut-elle être étendue à d'autres. 442. Lorsqu'elles l'accordent au terme globale, quels parents sont censés compris dans la disposition? *Id.* La prérogative du double lien ne peut être exercée que sur les parents d'un seul côté au degré égal. 443. A quels parents et sur quels parents la Coutume d'Orléans accorde-t-elle la prérogative du double lien? 443. Cette prérogative a-t-elle lieu que pour le seul douaire des meubles et acquits, et non des propres. 444. A-t-elle lieu dans la succession des propres qui ont été affectés à aucune ligne? 44. V. *Propres*. *Succession*.

**DOITS CANONIAUX.** V. *Canon*.

**DOITS CIVILS.** V. *Communauté*.

**DOIT COMMUN.** Les choses de droit commun sont toujours choses communes, s. 332. V. *Communauté*.

**DOIT D'ALIENCE.** V. *Aliénation*.

**DOIT D'AUBAIN.** V. *Aubain*. *Stranger*.

**DOIT DE JUSTICE.** V. *Retrait lignager*.

**DOIT DE PRÉLATION.** V. *Droit de refus*.

**DOIT DE RÉSERVE.** Droit qui se réserve un vendeur, un aliénant son héritage, d'avoir le préférence pour l'acheter toutes les fois que l'acheteur ou ses successeurs le mettront en vente. *Id.* 91. *Id.* 438. Il s'appelle aussi droit de prélation et de retrait conventionnel. *Id.* V. *Retrait conventionnel*.

**DOIT DE SAISIE SUR LES MEUBLES.** 44. 350. V. *Louage des choses*. Le bailleur a droit de saisi sur les meubles vendus par le preneur sans son consentement. 475. V. *Chapitre*.

**DOITS SÉQUESTRÉS.** Ne sont pas payés par le décret. *Id.* 140. V. *Adjudication*. *Préf*.

**DOIT SUCCESSIONNEL.** V. *Communauté légale*. *Heute félicité*.

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté légale*. *Id.* *Id.* *Id.*

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté*.

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté*.

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté*.

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté*.

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté*.

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté*.

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté*.

**DOITS SUCCESSIONNELS.** V. *Choses*. *Communauté*.

**DEVOIRS UTILES.** V. *Deuxième*, *Profit de fait*.

**DEVOIRS SUCCESSIONS.** Il n'y a pas lieu à la garantie de la part du rendeur de droits successifs, dans le cas d'écriture d'une chose de

la succession. 1, 308, vi, 355. V. *Entre de droits successifs*.

**DUZ.** Procédure et dispositions particulières contre le crime de duel. vi, 198, 233, 248, 249, 250.

## E

**EADW.** Un vassal ne doit rien faire pour chasser ses vassaux sur le fonds inférieur, ou pour les faire recueillir sur le fonds supérieur. s, 450. V. *Feitings*.

**ECCLÉSIASTIQUE.** Les ecclésiastiques forment le premier ordre du royaume. r, 151. *Prélat*. 151. *Exemption*. *Ib.* Elle n'est réelle ou personnelle. 151, 152. Devant quel juge un ecclésiastique, archid d'un crime, doit-il être poursoivi? V. *Accusation*. *Complainte bénéficiaire*. *Contrainte par corps*. *Lettre de change*.

**ÉCHANGES.** Quand placés à perpétuité demeure. 39, 35.

**ÉCHANGES.** Contrat par lequel l'un des contractans s'oblige à donner une chose à l'autre, à la place immédiatement d'une autre chose, que l'autre contractant s'oblige de sa part à lui donner. 1, 427. Les choses échangées doivent être d'égal valeur. *Ib.* Le contrat d'échange ressemble au contrat de vente. 428 Il produit de part et d'autre l'obligation de garantie. *Ib.* Chaque des contractans est obligé de transmettre à l'autre la propriété de la chose qu'il lui donne en échange. 429. L'échange diffère de cela de la vente. *Ib.* Ils ont tous les mêmes obligations de bonne foi que dans la vente, relativement à la contenance, à la qualité, et à la tradition de choses rendues. 429. Le contrat première en échange est aux risques de celui à qui elle est promise. 429. V. *Garantie*. *Risque*. La rescision de l'échange peut avoir lieu pour lésion. *Ib.* Dans ce cas, l'action rescissive s'a pas pour lui le supplément du prix. 366. V. *Lésion entre majeurs*. *Rescission*. L'échange de deux immeubles fait lui à lui, ne donne pas lieu aux profits. *Ib.* S'il y a un retour, il y donne lieu jusqu'à concurrence du ce retour. *Ib.* Quand l'échange donne lieu au retour. *Ib.* L'échange d'un immeuble contre des meubles donne avantage aux profits et au retour. 1, 429. vi, 417. L'immeuble échangé est hypothéqué de plein droit au lieu et place de celui par lequel il est donné. r, 429, 430. Quelles sont celles de ses qualités qu'il prend. 430. V. *Subrogation réelle*.

**V. Longue par échange**. *Propre fief*. *Propre de communauté*. *Remploi*. *Retrait lignager*.

**ÉCRITURES PRIVÉES.** Les actes sous signatures privées ordinaires, font la même foi entre ceux qui les ont souscrits et leurs héritiers ou successeurs, que les actes authentiques. 1, 227. Le rédacteur qui veut asseoir un acte sous signature privée, doit, avant tout, le faire reconnaître par celui qui l'a écrit et en les héritiers. *Ib.* V. *Reconnaissance d'écriture*. Si le débiteur donne sa signature, ou que les héritiers déclarent ne pas la reconnaître, le juge ordonne la vérification. 228. Si la signature est démentie par une juridiction compétente, on renvoie devant le juge ordinaire, pour procéder à la reconnaissance et à la vérification. *Ib.* V. *Vérification d'écriture*.

Pour qu'une promesse fasse foi contre celui qui l'a écrite, lorsqu'elle n'est pas écrite de sa main, il faut qu'il y ait joint le bon *pro et contra* dont il s'agit, écrit de sa main en toutes lettres. 228. Exceptions au fardeau du notaire, pour les marchands, artisans, laboureurs et gens de la campagne. *Ib.* Si la somme exprimée dans le bon est moindre ou plus forte que celle du corps de l'acte, la présomption est pour la moindre somme. 228. S'il s'agit d'un compte ou d'un bordereau, c'est la somme qui s'y trouve, et non celle exprimée par l'acte, qui est due. *Ibid.*

Les actes sous signatures privées ne font pas foi contre celui qui les a écrits, lorsqu'ils se trouvent en sa possession. 228, 229. Ils ne font foi contre les tiers de l'existence de la convention, que du jour qu'ils leur sont produits. 229, à moins qu'ils n'aient acquis une date certaine. *Ib.* Les actes sous signatures privées insérés dans des archives publiques, font foi, quoiqu'ils n'aient pas été reconnus. 229. Les papiers terriers et censiers ne font pas preuve pour le seigneur contre d'autres; mais ils font preuve pour d'autres contre lui. *Ib.* Les livres des marchands ne font pas preuve entre des fournisseurs qui y ont porté, contre ceux à qui elles ont été faites. 230. Cependant les juges peuvent y avoir égard, surtout de marchand à marchand. *Ib.* Cas où les mentions contenues dans ces livres ont plus ou moins de force en faveur du marchand qui les produit. *Ib.* Les livres des marchands font une

preuve complète contre eux. *Id.* Il n'en est pas de même des fausses valeurs trouvées dans le livre journal. 230. Le contenu dans les livres ne peut être donné contre le marchand. *Id.* V. *Letres des marchands*. Les papiers domestiques des particuliers ne font pas preuve en leur faveur. 231. Ils font preuve contre eux, lorsqu'ils tendent à les obliger envers quelqu'un, et qu'ils sont signés d'eux. *Id.* Si on qui est écrit tend à libérer mon débiteur, signé de moi, cela fait foi contre moi. 231. Les fautes valables non signées, tendentes à libérer, qui se trouvent dans les mains du débiteur, peuvent quelquefois faire foi contre celui qui les a écrites. 231. Car dans lesquels les écritures sont signées, qui sont à la suite, ou à la marge, ou au dor d'un écrit rigué, peuvent faire foi. 232. Distinction entre les écritures tendantes à libération, ou à une nouvelle obligation. 232. Entre le cas où l'acte est sur main de créancier, ou en celui du débiteur. *Id.* V. *Commencement de preuve par écrit*. *Quittance*. *Traité*.

ÉCROU. Procès-verbal dressé par le greffier à qui l'accusé remet le délit ou le crime par corps, v. 161. Ce qu'il doit contenir. *Id.* V. *Emprisonnement*. Écrou en matière criminelle. 216. V. *Décret*.

ÉDIFICES. Appartiennent par droit d'accroissement aux propriétaires du terrain sur lesquels ils sont bâtis. v. 248.

ÉTAT DES ACCORDS NOCES. V. *Secours des noces*. ÉDUCATION. Les père et mère ont tenor de fournir à l'éducation de leurs enfants. 118, 428. V. *Mariage*.

EFFETS CIVILS. V. *Bonne foi*. *Communauté légale*. *Douaire*. *Dominions*. *Empêchement de mariage*. *Mariage*.

EFFETS DES CONTRAITS. V. *Contrat*. *Obligation*.

ÉGALITÉ. V. *Contrat d'intérêt*. *Douaire*. *Partage*.

ÉGLISE. V. *Communauté*. *Péremption*. *Prescription*. *Quarantaine*. *Rente foncière*. *Témoignage* de cinq ans.

ÉCOUT. v. 257.

ÉLARGISSEMENT. Ces deux lesquels l'élargissement de l'accusé doit être prononcé. v. 220. Le siège assemblée peut seul l'ordonner. 228. Sur les conclusions de la partie publique. *Id.* L'appel interjeté par elle de la sentence qui ordonne l'élargissement, ou reprend l'exécution. *Id.* V. *Emprisonnement*. *Écrou*. *Requête* ou *criminal*.

ÉLARGISSEMENT. Par lettres du prince. v. 198. V. *Garde-noble*. *Mineur*.

EMPÊCHEMENT DE MARIAGE. Division des empêchements de mariage en prohibitif et dirimant. v. 338. Les empêchements dirimants rendent nul le mariage de la personne en qui ils se rencontrent. 338, 339. *Id.* Les empêchements prohibitifs empêchent de contracter légalement le mariage, sous ses conséquences. 339. Quand les vœux sont un empêchement prohibitif ou dirimant de mariage. *Id.* Les fiançailles sont un empêchement prohibitif. *Id.*

Les empêchements de mariage sont absolus ou relatifs. *Id.* Ils naissent de la nature même du mariage ou de la loi naturelle; des lois des princes séculiers, ou de la discipline ecclésiastique. *Id.*

Empêchement dirimant de mariage qui sont absolus. 340 et suiv. Le défaut de raison rend absolument incapable de contracter mariage. *Id.* Les lois ont un seul objet, et les seules et maîtres se sont par en ce sens, incapables de mariage 340. Le défaut de puberté est aussi un empêchement absolu de mariage. 340, 341. La virginité est présumée à l'égard des filles. *Id.* Si la femme mariée avant l'âge de puberté, est devenue majeure, le mariage est valable. *Id.* La cohabitation des époux, depuis la puberté survenue, rend le mariage valable. L'impuissance à la génération, est un empêchement dirimant de mariage, soit qu'elle soit de naissance, ou survenue depuis. *Id.* Mais si seul qu'elle soit perpétuelle et incurable, et qu'elle nait en moment du mariage. *Id.* Un mariage subséquent, est un empêchement dirimant pour le précédent au cas 341, 342. La polygamie est contraire à l'institution primitive du mariage et à l'ordre de Dieu. 342. Elle est par conséquent à l'encontre même du mariage. *Id.* Elle est dite permise par Dieu, à certains époux. *Id.* La polygamie est contraire au droit naturel, et à toujours été condamnée. 342, 343. Depuis la promulgation de l'Évangile, la polygamie est défendue. 343. Un mariage existant est un empêchement dirimant de mariage, quand même le second mariage eût été contracté de bonne foi, sous le croyance que l'autre était dissous. *Id.* Cependant ce second mariage, contracté de bonne foi, contredit les effets civils. *Id.* Le préteur ne doit pas marier une personne déjà engagée par le lien d'un premier mariage, sous le prétexte de l'absence de la loi qui courtait la mort de son conjoint. 343, 344. Quels sont les effets qui font du second mariage un empêchement dirimant de mariage. *Id.* Les vœux solennels sont pour les religieux prêtres, un empêchement dirimant de mariage. 344, 345. À quelle

époque est empêchement a-t-il été introduit dans la législation ? 343, 346. Les serments seuls sont un empêchement dirimant ; tout autre rite n'est qu'un empêchement prohibitif. 347. Les rites, faits dans un ordre religieux, approuvés par les lois du royaume, sont seuls regardés comme rite solennel. *Ibid.* Pour que les rixes soient valables, il faut qu'elles aient été faites librement, publiquement, après une année d'épreuve, et par une personne âgée de seize ans accomplie. *Ibid.* V. *Faux*. Les ordres sacrés sont aussi un empêchement dirimant de mariage. 348, 350. Pendant long-temps ils n'ont qu'un empêchement prohibitif. 348, 349. Le mariage, qu'on pétre a contracté après avoir embrassé le calvinisme, est-il valide ? 349. Le sous-diacon, qui a recouru l'irrégularité, peut-il se marier valablement ? *Ibid.* Les ordres sacrés ne rompent pas le mariage contracté précédemment.

Empêchement de mariage relatif, qu'on forme une incapacité particulière à certaines personnes de se marier. 350. Empêchemens qui résultent de la parenté. *Ibid.* V. *Parenté*. La parenté de la ligne directe, en quelque degré éloigné qu'elle soit, a été de tous les temps, et est encore un empêchement dirimant de mariage. 351. Dans la ligne collatérale, le mariage entre le frère et la sœur, le neveu et la tante, sont condamnés comme incestueux par la loi divine. *Ibid.* Dispositions du droit romain sur les empêchemens de mariage entre parons de la ligne collatérale. 354, 355. Changemens de doctrines et de législation depuis les Romains jusqu'à nous, dans les différens siècles et selon les canons des différens conciles. 355, 361. On suit aujourd'hui, parmi nous, la décision du concile de Latran, qui a fixé au quatrième degré inclusivement la défense de mariage entre parons. 361. L'affinité dans la ligne directe, en quelque degré qu'elle soit, est un empêchement dirimant de mariage par le droit naturel 361, 362. V. *Affinité*. Par la loi du lévitique, l'affinité de la ligne collatérale était aussi, à l'égard de certaines personnes, un empêchement de mariage. 362. Dispositions des lois romaines. *Ibid.* Discipline de l'Eglise ; momens qui ont servi à prouver que le mariage entre affins était défendu de tous les ordres de degrés, dans laquelle il est défendu entre parons. 363, 364. L'affinité qui existait entre l'un des conjoints et les affins de l'autre conjoint, selon les canoniques, a été abrogée par le concile de Latran. 364. L'affinité, que produit une union illicite entre l'un des conjoints qui ont eu un commerce ensemble, et les parons de l'autre, est elle une personne ou empêchement dirimant de mariage.

363, 364. Cette espèce d'affinité étoit-elle connue dans le droit romain, et formoit-elle, par ce droit, un empêchement de mariage ? 365. En formant elle un dans les premiers siècles de l'Eglise ? *Ibid.* Avant le concile de Trente, le fornicil-elle dans tous les mêmes degrés que l'affinité proprement dite qui naît du mariage consommé ? 366. Depuis le concile de Trente, il n'existe d'empêchement qu'en premier et en second degré de cette affinité. *Ibid.* Cette affinité forme-t-elle un empêchement dirimant de mariage même dans ces degrés, lorsque le commerce illicite a été tenu secret ? 367. Quelles preuves peut-on recevoir de ce commerce ? Effet de l'affinité, formée par un commerce illicite, que l'un des conjoints a eu pendant son mariage avec la parenté de l'autre, par rapport au mariage, durant lequel elle a été contractée. 367, 368. Empêchement dirimant qui résultait autrefois de la parenté parociale illicite. 368. Empêchement dirimant qui résulte de l'alliance spirituelle. 369. L'alliance spirituelle se contracte entre les personnes baptisées et les parons ou maritimes qui l'ont tenue sur la fontaine de baptême ; entre le parrain et le marrain, et le père et la mère de la personne baptisée ; entre la personne baptisée, et les enfans de son parrain et de sa marraine. 369, 370. Triomphe de l'Eglise dans les différens siècles sur l'empêchement dirimant de mariage que forme l'alliance spirituelle. 370, 378. Le concile de Trente restreint l'alliance spirituelle qui forme un empêchement de mariage, à celle que celui qui a consacré le sacrement, et les parrains ou maritimes, contractent avec la personne baptisée, et avec le père ou la mère de cette personne. 374. Elle continue par conséquent d'être un empêchement dirimant de mariage. *Ibid.* Elle ne l'est pas une fois que de la rite de Rome, pour éviter occasion d'outrage des dispenses burlesques. *Ibid.* D'où du rite, quant à l'acte du baptême qu'il doit dresser sur son registre. 375. L'alliance spirituelle des parons de catholiques et de ceux qu'elle sont, lorsqu'on répelle les cérémonies du baptême, qui forment autrefois un empêchement de mariage, a été abolie par la nouvelle de Trente. *Ibid.* Autrefois quelconque, également abolie aujourd'hui par le concile de Trente, de servir à la parenté spirituelle d'état civil au mari en été la femme des personnes avec qui elle est contractée. 376. Les enfans des deux conjoints ou commères pourment-ils valablement contracter mariage ? 376, 377. Le parrain et la marraine contractent-ils ensemble quelconque alliance spirituelle qui les empêche de contracter mariage l'un avec l'autre ? 377. Empêche-



ment d'honnêteté publique. *Ibid.* L'honnêteté publique ne permet pas que l'un des parties forcées contraindre l'autre à mariage, même après la dissolution des fiançailles, avec la parenté de la ligne directe de l'autre partie. 378. Cet empêchement n'existe que le premier degré de la ligne collatérale, et n'est formé que par des fiançailles valablement contractées. *Ibid.* Les fiançailles n'ont pas besoin d'être bénites, pour former cet empêchement. *Ibid.* V. *Fiançailles*. Le mariage non consommé écarte l'un des époux et les parents de l'autre époux, qui est ainsi tenu de lui qui résulte de l'adultère. 378, 379. Loi des Égyptiens, qui permettait d'épouser la sœur de son frère, lorsqu'elle était encore vierge, le mariage n'ayant pas été consommé. *Ibid.* Y a-t-il empêchement d'honnêteté publique au mariage d'un homme avec la belle-mère de sa défunte femme? 379. Le rapt est un empêchement dirimant de mariage, tant que la personne ravie n'est ni la puis sance du ravisseur. 380. Il en est de même de la séduction. 380, 381. La séduction est présumée de droit, lorsqu'un mineur s'est marié sans le consentement de ses père et mère, tuteur ou curateur. 380. V. *Séduction*. L'adultère, d'après les lois romaines, était un empêchement dirimant de mariage, qui empêchait que la femme adultère se pût, après la mort de son mari, contracter valablement mariage avec lui. 381. L'Église avait mis ses lois dans la discipline, qui, depuis, a subi des variations. 381, 382. Aujourd'hui l'adultère n'est empêchement dirimant de mariage, que lorsqu'il a été accompagné d'une promesse de s'épouser, intervenue durant de l'autre époux. 382. Quand l'adultère public, que commet l'un des époux en contractant un second mariage du vivant de son époux, empêche que ce second mariage puisse être réhabilité après la dissolution du premier. 381, 382. Ce mariage peut être réhabilité, lorsqu'il a été contracté de bonne foi, et dans l'ignorance du premier mariage. 383. V. *Adultère*. Le mariage de l'un des deux conjoints forme un empêchement dirimant de mariage entre le survivant et le conjoint criminel. 383, 384. Lorsque le mariage s'est fait avec le consentement du conjoint survivant, ou que le mort était son adultère. *Ibid.* Il faut que le mort ait été reconnu. 384. Empêchement qui résulte de la diversité de religion. 384. Le Nouveau Testament ne contient aucune loi sur cette matière. *Ibid.* Plusieurs conciles ont défendu les mariages des catholiques avec les infidèles ou hérétiques, à cause du danger qu'il y avait pour la foi en se mariant avec eux. 384,

385. Ces conciles ne prononçaient que des peines canoniques, et ne déclaraient pas ces mariages nuls. 385. Lois des empereurs sur cette matière. *Ibid.* Édit de Louis XIV, de novembre 1680, qui les déclare nuls. 387. Dispositif qu'on accorde des empêchements de mariage qui se contractent dans les personnes. 387 et suiv. V. *Dispenses*. Carrière de mariage. *Mariage*.

**EMPRUNT. V. Commerce légal. Louage des choses. Rémédiation.**

**EMPLOI.** Stipulation de l'emploi du prix auquel s'oblige le vendeur. s. 348. A pour but la sûreté de l'acheteur. 348. Afin de lui faire acquiescer la subrogation au droit des vendeurs de son vendeur. *Id.* V. *Vendeur*.

Clause d'emploi de la part du débiteur d'une rente rentière insérée dans le contrat de constitution. s. 190, 192. V. *Constitution de rente*. Emploi du prix des meubles que doit faire le gérant de substitution. s. 107. V. *Substitution fideicommissaire*.

**EMPRISONNEMENT.** Un débiteur ne peut être emprisonné que par un huissier compétent, porteur des titres en bonne forme, en vertu desquels il exerce la contrainte par corps. s. 160. L'huissier remet le débiteur arrêté au greffier de la prison, qui dressé un procès-verbal d'écrou. 161. Ce que doit contenir cet érou. *Id.* V. *Érou*. L'huissier doit consigner entre les mains du geolier des aliments taillés par le juge. 161. Le débiteur emprisonné peut être recommandé par tout autre créancier, ayant contre lui la contrainte par corps. *Id.* V. *Recommandation*. L'emprisonnement dure tant que le créancier n'est pas payé, à la charge pour lui de payer de temps en temps d'avancer les aliments. 161. Le débiteur peut obtenir son élargissement, en faisant prononcer la nullité de l'emprisonnement. *Id.* Si cette nullité est prononcée par des moyens du fond, les recommandations s'en continuent pas moins de subsister. *Id.* Secus, pour les nullités en la forme. *Id.* Le recommandant n'est pas tenu de garantir le paiement de la dette et des arriérés entre les mains du geolier, et le défaut de consignation des aliments par le créancier, donne lieu à l'élargissement. 162. Comment, à défaut d'aliments, le débiteur doit-il agir pour obtenir son élargissement? 163. V. *Contrainte par corps*.

**EMPRUNTEUR. V. Prêt à usage.**

**ENCAISSE.** Obligation des acheteurs de biens

rendus à l'acheteur. s. 502.

**ENCAISSE.** Acte par lequel une personne offre en certain prix de la chose exposée en vente, et s'engage à l'acheter pour ce prix, ou car que personne n'en offre davantage. s. 133, 134,

520. 621. Les enabêles se font en greffe ou à l'insu des, *vs.*, 134. Poursuivre pour qui les procureurs ou peuvent nuire *Ibid.* Nature de l'enabêles et tout quelle condition elle est faite. *vs.*, 134. *ni.*, 621. L'engagement qui est réenté au dessus de plus d'un d'ici qu'il y a une telle manière. *Ibid.* A moins que la seconde enabêles ne soit nulle par défaut de forme. *Ibid.* Exemption en matière d'aux et frères. *vs.*, 431. La chose n'abêles n'est pas aux risques de l'enabêles, jusqu'à ce qu'elle lui soit adjugée. *vs.*, 134. Son engagement est enu lorsque la chose n'abêles n'est déduite depuis l'enabêles. *vs.*, 134. *vs.*, 521. Au contraire, l'engagement est enu, mais, moi le chose n'abêles n'est déduite, soit qu'on suppose la condition, sans la quelle il a échut, réenté ou suspension. *vi.*, 134. *ni.*, 531. *V. Adjudication sans qu'on n'ait, Promesse d'acheter. Saisie réelle. Vente en justice.*

**Endossement.** Substitution que fait, à qui la lettre de change appartient, fait d'un autre personne à la même, pour en recevoir le paiement à sa place. *vi.*, 230. Deux espèces d'endossement *Ib.*

L'endossement contenant mention de la propriété de la lettre, doit contenir les mêmes formalités que la lettre de change. 242. 243. Il doit en outre être daté 243 Impartance de cette formalité. *Ib.* Les antécédents sont défendus, à peine de faux. *Ib.* Le défaut de date de l'endossement peut-il être suppléé par la date d'un autr, ou d'un paiement? *Ib.* Les endossements on deux sont défendus. *Ib.* Il n'importe de quelle main ils soient remplis. *Ib.* L'endossement irrégulier ne peut comme un mandat de payer, et ne transfère pas la propriété de la lettre. 243. Conséquences. 243.

La seconde espèce d'endossement est un simple mandat de rembourser. *Ib.*

L'endossement de la première espèce exerce un véritable contrôle de change mais l'endossement et celui à qui il passe son ordre, qui produit les mêmes effets et les mêmes obligations entre eux, qu'entre le tireur et le donneur de mandat. 253. L'endossement ne n'est ni enu ni enu de tous les droits et actions de l'endosseur. *Ib.* L'endossement régulier opère de plein droit ce transport, sans signification. 253. L'endossement fait dans les dix jours avant le décès ne n'est valide lorsqu'il y a un autre fin. *Ib.*

La seconde espèce d'endossement produit les obligations ordinaires du mandat. 253. 254. Celui qui a reçu pour l'endossement, c'est tenu de lui rembourser l'argent qu'il lui en a reçu. 254. Cependant il peut lui faire remise de celle

somme par une lettre de change de pareille valeur, qui est à son propre risque. *Ibid.* 51. n'est pas de papier sur le mille de l'endossement, enu, à qui a reçu pour lui, fils l'écrit ou l'écrit de change par une personne du lieu où il demeure, aux risques de qui est cette lettre? 254. *Quid*, si l'endossement a été indiqué le tireur? *Ibid.* L'endossement n'est ordinairement un mandat chargé de recevoir pour lui une somme de tant pour seul appelée provision. 255. Le mandat étant gâté, n'est provision n'est pas due, à moins de conventions particulières. 255. Différences entre l'endossement qui ne contient qu'un simple mandat, et celui qui contient un transport de la lettre. 255. *V. Lettre de change. Mandat Transport.*

**Enfant.** Les enfants de la femme, et les enfants naturels hors père et mère. *iii.*, 428. 429. Ils ne peuvent contracter mariage sans leur consentement. *Ibid.* *V. Empêchement de mariage. Pénalités pourcelles. Us leur donnent des aliments.* 429 *ni.* *V. Aliments.* L'enfant né en mariage légitime requiert les droits de noblesse et de fief de son père, la parenté est la même à la légitime. 432 *V. Mariage.* L'enfant légitime et la condition du père; l'enfant naturel est de la mère. *v.*, 163. Quelles personnes sont comprises sous le nom d'enfants, ils et leurs fils? *iii.*, 615. *vi.*, 133. *v.*, 81. 414. *vi.*, 353 *V. Don mutuel. Donations entre vifs. Pénalités légal. Rapports d'appart. Substitutions fideicommissaires. Succession. Retrait lignager.*

**Engagiste.** N'est pas propriétaire; n'est que le droit de percevoir les fruits; son droit est une espèce d'usufruit. *vi.*, 377. *vi.*, 288. *V. Actes de. Contrat pignoratif. Possession Retrait lignager. Réconciliation.*

**Enquêtes.** Quand le tiers est enu fait en des enquêtes qu'il mentionne. *vi.*, 226. *V. Titres authentiques.*

**Esquète.** Lorsque la décision d'une cause dépend d'un fait contesté, on peut être admis à le prouver par témoins. *vi.*, 31. La partie qui demande à être admise à le prouver, et celle avec laquelle on se fait à prouver, et l'autre partie y répond de même. *Ibid.* Ces auxquels la preuve par témoins peut être admise ou non. 31. Elle n'est admise que sur des faits, et non sur la suite des Contumes. *Ibid.* On l'admet sur les faits d'un usage généralement pratiqué, et non sur des affaires finies. *Ibid.* *V. Preuve testimoniale.* La preuve par témoins doit être rejetée, lorsque les faits dont on demande la preuve ne sont pas pertinents à la contestation. *Ibid.*

**Procédure à suivre dans les enquêtes.** 34 et suite. La partie, qui veut faire preuve, tire le jugement qui l'ordonne à faire preuve, et le si-

guise ou prononceur de la partie adverse. *Ibid.* Déclar pour faire enquête à partir de cette signification. 34. Le juge dira le jour où les témoins seront entendus par une ordonnance. 34. Arrêté des témoins 34, 35. Comment ils doivent être entendus, et comment leur disparition doit être constatée. 35. Formalités à suivre, et choses qui doit contenir le procès-verbal de la sanction de l'enquête. 35. L'enquête, nulle par le fait de la partie, ne peut être recommencée. *Ibid.* Elle peut l'être, si c'est par le fait du juge. 35, 36. Par qui le procès-verbal d'enquête doit être lu et enregistré. *Ibid.* De la preuve qui résulte des enquêtes. 36. De la forme du témoignage d'un seul témoin, de deux témoins irrépréhensibles, de plusieurs témoins qui se contredisent, etc. 36. On peut faire entendre dix témoins sur un même fait. 36. Quelque personne peut être entendue comme témoin. 36, 37. Causes pour lesquelles on peut reprocher un témoin, et demander le régal de sa déposition. 37. Les reproches doivent être circonstanciés. 37. Forme d'un jugement de devant être prononcé. *Ibid.* Ils doivent être juges avant le procès. *Ibid.* V. *Maître rammeur. Rapports. Témoin.*

**EXAMENEMENT.** Acte par lequel le seigneur déclare solennellement qu'il met la cessionnaire en possession de l'héritage tenu à cœur de lui. v. 505. V. *Cens.*

**EXERCICE.** Acte judiciaire, par lequel celui qui se prétend propriétaire d'une chose mobilière, la fait saisir et arrêter par le ministère d'un huissier, lequel la réquisition entre les mains d'une tierce personne. v. 281. Cette forme a été abolie par les lois républicaines. *Ibid.* Elle ne s'applique qu'aux meubles corporels, et sauf le droit d'autrui. 282. Le possesseur peut demander main-levée de l'entiercement en donnant caution, ou même lorsqu'il offre une solvabilité suffisante. 282. La chose peut être remise entre les mains d'un séquestre. *Ibid.* L'ordonnance du juge est nécessaire pour faire saisir le meuble qu'on tient à dans sa maison. *Ibid.* On assigne celui sur qui la chose a été saisie, pour en voir ordonner la restitution. 282. Il peut mettre en cause son créancier qui il le tient. 282. C'est à celui qui a fait l'entiercement à prouver sa propriété. *Ibid.* V. *Prætor factum.* Après la sentence, il retire la chose des mains du séquestre. 283. Si il y a appel, la réquisition, à qui il a été dénommé, ne doit pas la remettre. *Ibid.* Il en est de même de l'effet d'une appointion d'un jugement par défaut. 285. Si la chose est entre les mains du défendeur, il doit la remettre en lieu où elle se trouve. 285. Le défendeur doit rendre la chose

sur la première sommation qui lui est faite; sinon on fait saisir et enlever par huissier. 286. Si la chose ne se trouve plus entre les mains du possesseur, il est condamné aux dommages-intérêt du propriétaire. 286. Disposition différentes du droit romain sur ce point. *Ibid.* V. *Action réelle. Restitution.*

**EXERCICEUR.** A quoi est tenu celui qui entreprend des ouvrages de, 330 et *seq.* V. *Louage d'ouvrage.*

**EXERCICE.** Choses éternelles dont on ne connaît pas le maître, v. 235, *voir* 160. Celui qui les trouve n'en acquiert pas le domaine, v. 236, il doit les déclarer à justice. 236. Sur sa déclaration, le juge ordonne le dépôt au greffe, ne le met en saisière, et en rend des sommations. *Ibid.* Temps d'un jour la déclaration doit être faite, et punition contre celui qui ne la fait pas. *Ibid.* Il est tenu, sous le pain, des dommages-intérêts du propriétaire de la chose. 236. Lorsque l'épave a été déclarée à justice, elle doit être gardée pendant un certain temps, et vendue ensuite au profit du seigneur, après plusieurs proclamations. 236, 237. Diversité des Coutumes sur le temps qu'a le propriétaire pour la réclamer, et sur le nombre et la forme des proclamations. 237. Après les proclamations faites, et le temps expiré, le propriétaire de la chose peut encore la réclamer, tant qu'elle n'a pas été adjugée, au remboursement des frais. 237. Forme des adjudications. *Ibid.* Devoir des seigneurs et seigneurs à qui l'on apporte des bijoux à acheter. 237. Certaines Coutumes accordent au seigneur haut justicier le droit d'épaves sur les caisses d'abeilles que l'on trouve sur les arbres ou sur les buissons. 238. Ce droit ne leur appartient par dans les coutumes qui ne s'en sont par expliquées. 238. Par où les épaves qui appartiennent au seigneur, au propriétaire, et à l'inventeur. *voir* 160.

V. *Communauté légale. Fruits. Mine. Occupations. Trépas.*

**ERRAT.** V. *Pat de vie. Révocation. Retrait.* *Erreur.* L'erreur annule les conventions prises qu'elle détruit le consentement. 1, 2. *voir* 174, 175. Il faut pour cela qu'elle tombe sur la chose, ou sur la qualité de la chose que les instructions ont été principalement en vue. *Ibid.* Si elle tombe sur quelques qualités accidentelles. 1, 7. L'erreur sur la personne détruit-elle le consentement, et annule-t-elle la convention? 7, 8. L'erreur dans le motif l'annule-t-elle? 8. V. *Contrat. Consentement.*

Quand l'erreur vicia le consentement d'un acte de mariage, et le rend nul. *voir* 401 et *suiv.* V. *Mariage.* Quand l'erreur sur la personne, sur la chose, ou sur le motif, peut être une

cause de nullité des legs? *sv*, 530, 532. *Legs*. On peut revenir contre la confession pour cause d'erreur de fait, mais non d'erreur de droit. 1, 250, *rr*, 74. *V. Confession judiciaire*. Influence de l'erreur de fait ou de droit, qui porte sur le bon ou mal requirir du le poursuivant pour prescrire. *v*, 366. *V. Prescriptions de dix et vingt ans*. L'erreur de fait ne peut servir d'ouverture à la requête civile. *vi*, 180. *V. Chose. Cédente cedenti. Rectores. Venta*.

*Esclaves*. Suleant le droit romain, les esclaves acquiescent pour leurs maîtres. *v*, 269. *V. Pécale. Propriété*. Ils ne peuvent contracter mariage. *sv*, 320. *V. Mariage*. Ils le peuvent char cour. 338. L'excès de l'un des époux rompt le mariage. 451. Reconnaître la femme, avant de la marier, devant attendre pendant quelques années le retour de son mari, et réciproquement. *Ibid*. *V. Commencement légal*.

*Escompte*. Rédemption faite au rachat payée avant l'échéance du terme, pour le rachat de l'intérêt de cette somme depuis le jour du paiement, jusqu'à celui de l'échéance du terme auquel cette somme échoit payable. *ss*, 66. Ressemblement de l'escompte et l'intérêt du prêt. 66, 67. Il est licite, lorsque le paiement fait d'une cause quelque perte à celui qui le fait, ou le paie de quelque gain. 67. Escompte pour négociation de billets ou de ordonnance entre commerçants, est licite. 67, 68. Il est au art de même de celui qui estient un acquiescent sur son prix payé escompté, pour le temps où il ne jouit pas de l'immeuble, qui ne doit lui être locé que plus tard. 68. *V. Prêt de consommation. Usure*.

*Espérance*. Peut être l'objet des contrats. *ss*, 286, 330. *V. Garantie*.

*Espece*. Diminution et augmentation des espèces. *V. Dépôt. Roborant*.

*Estimation*. Quand l'estimation vaut vente, *ii*, 337. *rr*, 16, 17. *sv*, 488.

*Étape*. *Commencement légal. Délivrance de legs. Louage des charrues. Prêt à usage. Rapprochement*.

*ÉTAT*. Dispositions de la Coutume d'Orléans, sur les états. *vii*, 163 et *ss*. *V. Accouchement*.

*ÉTAT CIVIL*. *V. Des mariages. Mort civile. Principes correctionnels. Principes légal. Traitements*.

*ÉTRANGERS*. Personne née de parents étrangers, ou hors des pays de la domination française. *v*, 163, 164. Quels pays sont considérés comme étrangers. 164. Ancienneté d'induction des étrangers en subside et épave. *ss*. Ils étaient traités comme *ss*. *Ibid*. Ils ne peuvent posséder ni bénéficier ni officier, ni remplir aucune fonction publique dans le royaume. 164. Application du

principe aux archevêchés, évêchés, etc., etc., et bénéfices supérieurs. 164. Les étrangers ne peuvent prêter serment d'aveu en France. 164. Ils doivent donner le cautionnement *ss* lorsqu'ils sont demandeurs contre un Français. 165. A quel art tenue cette caution, et quand elle doit être exigée. 165. Deux étrangers peuvent-ils l'exiger l'un de l'autre? 165. L'étranger n'est par admis au bénéfice de succession. *ss*. *V. Bénéfice de succession*. Il est contrainvable par coepe en matière civile. *Ibid*. *V. Contrainte par coepe*. Il ne peut être légalement un testament *ss*, 325 *e*, 165. *vii*, 329. *V. Témoin testamentaire*. Les étrangers ne peuvent disposer de leur bien situés en France, ni recevoir, soit par testament, soit par donation *e* entre de mort. *ss*, 310. *e*, 166. *vii*, 314. Ils peuvent faire tout ce qu'ils ont entre eux. *ss*. *V. Donation entre vifs*. L'étranger est-il responsable de contracter un mariage légitime à Rome? *v*, 7. Deux conjoints étrangers peuvent-ils fruire d'un mutuel? *v*, 166. Un étranger peut-il fruire par contrat de mariage une institution d'héritier? 166. Une femme étrangère peut-elle prétendre à un douaire coutumier ou prédécesseur sur les biens de son mari situés en France? *Ibid*. Les étrangers ne peuvent instituer leurs successions à leurs parents, ni recueillir les leurs. 167. Exception dans certains cas. 167. Les étrangers peuvent-ils se servir de la prescription? 167, 168, 363. *V. Prescription de dix et vingt ans*. Ils ne peuvent exercer le retrait lignager. 168. Il en est autrement du retrait féodal. *Ibid*. En cas de guerre, il est enjoint aux étrangers de quitter le France. 168. *V. Des mariages. Retrait lignager et féodal. Succession*.

Les étrangers ne peuvent devenir Français que par des lettres de naturalité. 168. *V. Lettres de naturalité*. Droits des étrangers naturels. 168, 169. Les plus proches parents naturels leur succèdent. 169. Villes dans lesquelles les étrangers, qui s'y établissent, sont naturalisés. 169. Car où le bénéfice de la naturalisation est accordé. 169. Les particuliers ou les peuples exemptés du droit d'aubaine, ne sont par pour cela citoyens. *ss*. *V. Français. Personnes. Testament*.

*ÉCARTON*. Par défection on entend en général le délaissement qu'on oblige quelqu'un de faire d'une chose, en vertu d'une sentence qui l'y condanne. *v*, 314. Le mot *écarter* se prend aussi quelquefois pour le sentence même. *ss*. Autre réception de ce mot. *ss*.

Le *écarter* est tenu de défection dont la cause est tirée dès le temps du contrat. 1, 303. Acheteur a contre lui l'écarter *ss*. 300. A moins que le contrat ne le lui en charge l'acheteur. *ss*. Le gendre ne s'en pas lieu à l'écarter.

tion reste sans effet. 305. De même si c'est une éviction dont l'acheteur était obligé lui-même de défendre le vendeur. *Id.* De même lorsqu'elle procède de fait de l'acheteur, quoique le reuse soit antérieur au contrat. *Id.* Le vendeur est tenu des évictions dont le reuse n'a communiqué que depuis le contrat, mais qui précèdent de son fait. 305, 306. Il n'est pas tenu de celles qui procèdent de l'injustice du juge, lorsqu'il n'a pas été appelé ou garanti par l'acheteur. 306. Le vendeur est tenu du défaut fait à un tiers par l'acheteur sans y être contraint par sentence, pourvu qu'il en doive justifier des droits de celui à qui il a été fait. *Id.*

Il y a éviction, dont est tenu le vendeur, lorsque l'acheteur a surrédié à quelque titre que ce soit, à la chose qui lui a été vendue dont le vendeur n'était pas le propriétaire. 306, 307.

A qui faut-il que la chose ait été évacuée, pour qu'il y ait lieu à garantie? 307 et suiv. V. Garantie.

En cas d'évacuation le vendeur doit être condamné à restituer le prix. 312. V. Vendeur. Cas où il y a lieu à faire des déductions sur le prix. *Id.* Si l'acheteur a été condamné à restituer les fruits, le vendeur doit l'en indemniser. 313. A moins que l'acheteur n'ait tenu son droit, le vendeur ayant déclaré qu'il n'avait pas de moyens. *Id.* Il en est de même des dégradations dont l'acheteur a été condamné à faire raison. *Id.* Distinction entre celles dont l'acheteur a ou n'a pas profité. *Id.* *Quid*, de celles qu'il a faites, avant qu'il n'eût pas profité de l'héritage? 314. V. Dégradations. *Fructus*.

Le vendeur doit être condamné à tenir compte à l'acheteur de tous les dépens, depuis qu'il a été appelé. 314. A moins qu'il ait déclaré un pauvre de moyens. *Id.* Il doit être condamné encore sur dommages-intérêts soufferts par l'acheteur au-delà de son prix. *Id.* Ce ne sont pas les soufferts par rapport à la chose même, lorsque le vendeur était de bonne foi. 314 et suiv. Les loyers, robes, l'augmentation ou la diminution de la chose en tout partie. 314, 315. A moins que cette augmentation n'ait pu être prévue lors du contrat. 315. Les améliorations faites par l'acheteur y entrent aussi. *Id.* Le vendeur est tenu de son prix lorsque le demandeur originaire a été condamné à en faire raison à l'acheteur. *Id.* Il est tenu du surplus lorsque le premier n'a pas été condamné à l'indemnité totale. 315, 316. *Quid*, lorsque la somme déposée par l'acheteur excède celle dont l'héritage est augmenté de prix? 316. Si le vendeur était de mauvaise foi, et est tenu de tous les

dommages causés par l'évacuation, quoiqu'ils ne se rapportent pas à la chose même vendue. 316. Excepté pour qu'on en serait qu'un autre trop déçu. *Id.* Cas particuliers où il n'est tenu même lorsqu'il a été de bonne foi. 316, 317. V. Dommages-intérêts.

Cas où l'acheteur ne souffre éviction que d'une portion de la chose vendue. 317. Le vendeur doit être condamné proportionnellement à cette portion, de même que dans le cas d'évacuation totale, à faire raison du prix, des dépens, etc. *Id.* L'incommode de se trouver en communauté peut entrer dans les dommages-intérêts. *Id.* Lorsque la portion évacuée n'est pas indivise, il y a lieu à restitution. *Id.* On doit considérer l'effet de la chose au jour du contrat. *Id.* L'importance de la portion évacuée peut donner lieu à la résiliation du contrat en entier. *Id.* Cas où l'évacuation ne porte que sur ce qui est prêté de la chose. *Id.*

Clauses par lesquelles l'acheteur s'oblige, dans le contrat de vente, à rendre à l'acheteur, le cas d'évacuation arrivant, la part avec une certaine portion de ce prix en sus. 318. Différence de cette clause avec la stipulation Duple du droit romain. *Id.* C'est un forfait, qui fixe les dommages-intérêts. *Id.* Le vendeur et l'acheteur sont également liés par loi. *Id.* Cas où l'acheteur peut arguer d'autres dommages-intérêts outre le forfait. 318, 319. Inconvénient de ce forfait et d'une clause pénale. 319. Cette convention faite avec le caution, n'a d'effet que si le cautionnaire, elle est restreinte son cautionnement au forfait. *Id.* V. Contens. Obligation pénale.

Cas où c'est le second acheteur qui est évacué. 318. Le vendeur originaire est tenu, envers le second vendeur, de tout ce que celui-ci a été condamné à payer au second acheteur de plus que le prix du premier contrat. *Id.* Le second acheteur peut se faire subroger aux droits de son vendeur contre le premier vendeur. *Id.*

Explication des rapports contenus dans le loi 64 et mille ff. de evict. 319, 323. V. Garantie.

Évacuation des choses louées que souffre le locataire; comment le locataire en est tenu. 11, 313. 316. V. Location des choses.

Y a-t-il lieu à la répétition du profit, lorsque l'acheteur d'un sir a été évacué par son demandeur sur reddition? V. 361, 364. V. Profit de rente.

V. Aménagement. Appari. Dettes en paiement. Partage de la communauté et des successions. Société.

Évocation. Dans quel cas on peut évoquer d'un siège en un autre. V. 13.

**EXCEPTIONS.** Moyens qu'on, sans attaquer le fond d'une demande, tendant à prouver que le demandeur ne doit pas être écouté et le proposer. *Id.* Elles se divisent en exceptions péremptoires et dilatoires. *Id.* Celle-ci se subdivisent en dilatoires et dilatoires simplement dilatoires. *Id.* V. *Exceptions péremptoires. Exceptions dilatoires. Exceptions déclinatoires.*

Distinction entre les exceptions *in rem*, et les exceptions *in personam*. s. 112, 113, 142, V. *Coutume*.

**EXCEPTIONS CENOMANIC ACTIONUM.** V. *Prætorius. Subrogatus*.

**EXCEPTIONS DÉCLINATOIRES.** Elles tendent à décliner la juridiction du juge devant qui la demande est portée. vi, 10. Elles se jugent sommairement et à l'audience. 10. Elles doivent être opposées séparément et avant les autres. 10. Elles ont lieu pour cause d'incompétence, de privilège, ou de litigendans. *Id.* La compétence résulte de la matière qui fait l'objet de la demande, ou de la qualité de la personne assignée. 10. Quel y a-t-il d'incompétence, à raison de la matière, ou à raison de la personne? *Id.* Toute personne non justiciable d'un juge, peut le décliné, à raison de la matière qui fait l'objet de la demande, à raison de la garantie dont elle est tenue, et à cause du privilège du demandeur. 11. Il y a lieu à l'appellation de déni de renvoi, ou d'incompétence, lorsque le juge a décliné le défendeur de son exception déclinatoire, ou lorsqu'il a jugé une cause qui n'était pas de sa compétence. *Id.* On peut opposer ces appellations, et comment sont-elles réglées? *Id.* Le juge, dont on a appelé, peut-il continuer l'instruction du procès? 11, 12. La juridiction, à qui appartient la connaissance de la cause, peut-elle se revendiquer. 12. Ces revendications peuvent-elles faire en tout état de cause. *Id.* Le juge, qui a retenu une cause qui n'est pas de sa compétence, peut être pris à partie, et son jugement est nul. *Id.* V. *Prius à partie*.

**EXCEPTIONS DILATOIRES.** Elles tendent à différer la poursuite, sans exclure entièrement de la demande. *Id.* Elles doivent être opposées avant la contradiction en cause, et toutes par un même acte. *Id.* Cependant les exceptions déclinatoires doivent être opposées séparément et avant les autres. *Id.* Le délai, pour faire introduction et pour faire débiter, accordé aux héritiers et à la veuve d'un défunt, est une exception dilatoire qui doit être opposée séparément. 9, 17, 18.

L'exception pour appeler garni est dilatoire. 18. Délai accordé au défendeur pour appeler son garni. 19. Pour opposer cette exception, il

doit liquifier au demandeur originaire, la copie de l'exploit de demande en garnie. 19. V. *Garnie*.

Les exceptions de discussion et de division sont aussi des exceptions dilatoires. 21. Elles doivent être proposées avant du défendeur au fond. *Id.* V. *Discussion. Division. Exception*.

**EXCEPTIONS PÉREMPTOIRES.** Les deux conservent la forme, les autres le droit. *Id.* Les premières tendent à faire renvoyer le défendeur de la demande, à cause de quelques nullités qui se trouvent dans l'assignation. *Id.* Elles doivent se proposer à l'audience, et sont conservées par les défenses au fond. 8, 9. Les secondes sont celles qui, sans entrer dans le mérite de la demande, tendent à prouver que le demandeur n'a pas le droit de la former. Elles peuvent être présentées après la conclusion en cause. V. *Exception*.

**EXCEPTION DE GARANTIE.** Elle a lieu lorsque le vendeur, qui n'était pas propriétaire, ou son héritier, ou son ayant cause, intentent contre l'acheteur une demande en restitution de la chose par lui vendue, dont il est, depuis le contrat, devenu propriétaire. s. 324. vu, 483. Elle peut être opposée par l'acheteur qui a été mis en possession, à un second acheteur qui le revendiquerait contre lui, comme l'ayant acquis du vendeur depuis qu'il en est devenu propriétaire. 325. Elle a lieu contre les héritiers du vendeur, lorsqu'ils étaient propriétaires de leur chef. *Id.* Même à l'égard du mineur héritier de son tuteur qui avait vendu en immeuble à lui appartenant. 325. Il n'en est pas de même à l'égard du substitué héritier de grevé qui avait vendu les biens de la substitution. *Id.* L'ordonnance des substitutions a introduit un droit nouveau sur ce point. 326.

Celui, qui n'est qu'héritier en partie du vendeur, ne peut pas être exclu en entier de sa demande pour faire démettre l'héritage, par l'exception de garantie qui lui est opposée. *Id.* V. *Garantie*. Il peut l'excepter, excepté pour la portion dont il est héritier. *Id.* L'acheteur a le choix de retracer cette portion ou d'exiger les dommages-intérêts de l'héritier relatif à cette portion, en déduction de la total. 326, 327.

L'héritier bénéficiaire ne peut être exclu entièrement par l'exception de garantie. V. *Bénéfice d'inventaire*. Elle peut être opposée aux légataires et aux autres ayant cause. 327. Il pourrait être dégager en abandonnant les biens donnés ou légués. *Id.* Elle peut être opposée à l'acheteur du vendeur qui intenterait une action contre l'acheteur. 327. Celle-ci peut, pour s'en défendre, opposer l'exception de discussion. 327. L'exception de garantie peut être opposée

aux héritiers de la caudelle par l'acheteur qu'il aille enlever de leur chef ou délaissera de la chose vendue 328. Peut-elle être à la forme commune en biens pour la moitié dont elle est tenue des dettes de la communauté? 1, 328, *av.* 93, 94. Même quand elle révoque son propre. *Id.* Elle ne peut être opposée qu'à celui qui est obligé personnellement à l'acheteur. 1, 328. V. *Contes. Garantie. Prætor communis.*

Excepius de garantie qui peut être opposée par le tiers détenteur contre l'action hypothécaire de celui qui est empruntant. *av.* 449, 450, *vis.* 483. V. *Action hypothécaire.*

Excepius de garantie contre celui qui oppose le défaut d'insolence d'une donation dont il est responsable. *av.* 26. V. *Insolence.*

Excepius de garantie qui peut opposer la condition de l'acheteur et à ses héritiers qui voudraient empêcher de jouir. 11, 315, 316, 317. V. *Lesage des choses.*

Exclusion de communauté (classe d'). Convention par contrat de mariage qu'il n'y aura aucune communauté de biens entre les conjoints. *vi.* 293 *vis.* 167. La femme et ses héritiers n'ont aucun droit sur les acquisitions faites par le mari pendant le mariage, et ne peut pas l'ouïr des dettes contractées par lui pendant ce temps. *Id.* Le mari a le droit de jouir des biens de sa femme. *Id.* Cette jurisprudence est celle de tout les fruits perçus ou nés durant le mariage. *Id.* V. *Communauté légale. Faut.* Le mari, à la dissolution, doit rendre à sa femme ou à ses héritiers tous les biens qu'elle lui a apportés. *Id.* V. *Communauté conventionnelle. Puissance maritale. Séparation contractuelle.*

Exercice V. *Tutelle déléguée.*

Exécuteur testamentaire. Personne nommée par le testateur à laquelle il confie l'exécution de ses dernières volontés. *av.* 553, *vis.* 336. Cette charge est purement volontaire. *Id.* Toute personne capable de s'obliger peut l'exercer. *av.* 553, *vis.* 336, 337. Une femme, un mineur, ou homme sous tutelle, le peuvent-ils? *Id.* Ceux qui ne pourraient être légataires, ou étrangers, peuvent l'être. *av.* 554.

Les exécuteurs testamentaires sont seuls des biens de la succession, pour l'accomplissement du testament du défunt. *av.* 551, *vis.* 361. Le temps de cette tenure, tel que la plupart des coutumes, doit durer au et jure *av.* 554, *vis.* 361. Le Contume d'Orléans retrouve le même des biens meubles et immeubles à la concurrence de ce qui est nécessaire pour l'exécution du testament *av.* 554, *vis.* 361. Le testateur peut restituer cette somme à son vicaire même. *av.* 555, *vis.* 361. Si cette somme ne

va pas à l'exécuteur testamentaire, l'héritier doit y pourvoir. *av.* 555. Le testateur peut-il étendre la somme? *Id.*

L'effet de la somme est que l'exécuteur testamentaire peut se mettre au pouvoir des biens dont il est tenu. *av.* 555, *vis.* 361. Il peut vendre les meubles jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour l'accomplissement du testament. *Id.* L'héritier peut l'en empêcher, ou lui remettre toutes les valeurs entre les mains. *Id.* Il ne peut ni vendre les héritages, ni se faire les bras. *av.* 555, *vis.* 368. Il peut contraindre au paiement les débiteurs de la succession et rembourser d'argent ce qu'ils doivent. *av.* 555, 556. Peut-il recevoir le remboursement des rentes? *Id.* Il peut intenter les actions pour raison des héritages. *Id.* Il peut défendre aux actions des créanciers de la succession, mais il est prudent de les débiter à l'héritier. 556. Les intérêts ne courent-ils au profit du créancier ou légataire, que du jour de la décollation à l'adhésion. *Id.*

L'exécuteur testamentaire doit, avant tout, faire inventaire des effets de la succession. *av.* 556, *vis.* 362. Le testateur peut-il le dispenser de cette obligation? *av.* 556, 557, *vis.* 362. Il doit acquitter les legs et les dettes mobilières, et faire tous les actes de gestion d'un bon administrateur. *av.* 557, *vis.* 362. Il doit rendre compte aux héritiers et aux autres successeurs universels. *av.* 557. Quel est l'effet de la dispense de rendre compte portée dans le testament? *Id.*

L'exécution testamentaire finit après l'accomplissement des legs ou des donations. 557, 558. Elle finit aussi l'un revole, par le mari de l'exécuteur. *Id.* A moins que le testateur n'ait considéré en lui qu'une qualité qui se perpétue et ne meurt pas. *av.* 558 *vis.* 337. V. *Délivrance des legs. Legs. Testament.*

V. *Avantages interdits.*

Exécution. Quand le créancier peut faire exécuter le débiteur 1, 40, 41. V. *Actes ordinaires. Obligations. Somme exécutoire. Saisie réelle.*

V. *Séparation des biens.*

Exécution des condamnations. Elle ne peut avoir lieu avant que le jugement ait été prononcé au condamné. *vi.* 240. Quand et où le jugement doit être prononcé au condamné. 240, 241. Quand le jugement condamne à mort ou doit offrir au condamné, avant l'exécution, le serment de renoncer 241. Les jugements doivent être exécutés, autant que possible, le jour où ils ont été prononcés. *Id.* Excepius à l'égard des femmes qui se déclarent enceintes, ou des condamnés qui ont avoué des complices. *Id.* L'exécution se fait au lieu public qui est

en usage. *Id.* Le greffier y assiste et en dresse acte. 241, 242. Le juge assiste ainsi sur récrécutions à tout pour recevoir les déclarations du condamné. 243. En cas de refus fait par le condamné d'écouter la lecture, il est, après trois injonctions consécutives, condamné à une plus grande peine. *Id.*

Comment s'exécute les condamnations par contumace. 242. Exécution par effigie. *Id.* Elles s'exécutent aussitôt qu'elles sont rendues. *Id.* Effets de l'absence des jugemens par contumace. 242, 243. La mort civile, quand elle a lieu, est encourue par le condamné du jour de l'exécution, s'il ne se représente pas dans les cinq ans. *Id.* S'il meurt, ou s'il se représente dans les cinq ans, le condamné est purgé et mis à néant. 243. Quoiqu'il ne se représente qu'après les cinq ans, il peut obtenir des lettres en chancellerie qui lui permettent de la purger. *Id.* Après trois ans depuis l'exécution, le condamné ne recourt pas à la voie civile; il n'a prêté que la peine. *Id.* Effets des jugemens par contumace relativement à la confiscation. 243. Quand le condamné a main-lent de la femme, en se représentant ou ses héritiers après sa mort. *Id.* Après les cinq années, si le condamné ne s'est pas représenté, les biens appartenant à l'état. 243, 244. V. *Confiscation, Contumace, Mort civile.*

EXCUSES PROPOSÉES Quand a-t-elle lieu notamment à l'appel? 70, 72. V. *Appel Opposition.*

EXEMPTION. Sorte de privilège accordé à certaines classes. V. *Arrérages, Ecclésiastiques, Noblesse.*

EXERCICES, m. 169.

EXHERÉDATION. V. *Mur mûrier.*

EXHÉRDATION. Acte par lequel une personne est exclue de sa succession, pour une juste raison; quelque'un de ses enfans ou autres parens. *Id.* 392, 393, 398. Droit accordé par nos lois aux parens d'exhérer leurs enfans pour quelques causes très graves. *Id.* 392, 393. Les père et mère peuvent-ils exhérer leurs enfans pour d'autres raisons que celles-là, si elles sont également graves? 393, 394. L'exhérédation peut se faire par un acte quelconque, pourvu qu'elle soit expresse, et que la clause soit répétée. 394. C'est à l'héritier à prouver contre l'hérédité la vérité de la cause. 394. L'exhérédation prive l'exhérédié du droit de succéder au défunt qui l'a exhérédié. *Id.* Il ne peut prétendre le droit d'usufruit. *Id.* V. *Usufruit.* Peut-il prétendre usufruit dans les biens de son père? *Id.* V. *Donaire de sa femme.* Il n'est pas privé des biens antérieurs dont le défunt est grevé envers lui. 394. Il succède à ses frères et sœurs. 394, 395.

Il ne perd pas les droits de famille. 395. L'exhérédation ne s'étend pas sur enfans de l'exhérédié. *Id.* Pour que l'exhérédation soit révoquée, il suffit qu'il existe des marques de réconciliation. *Id.* V. *Représentation en ligne directe, Succession vocée, Succession.*

EXTINCTION DE TITRES. En quel consiste l'obligation d'exhiber les titres, r. 505.

EXTRA. Acte qui contient les raisons pour lesquelles un accusé ne se présente pas sur l'assignation qui lui a été donnée en conséquence d'un décret, 28, 218. En quels cas, et pour quelles raisons le juge ordonne-t-il d'extraire? 218. Forme dans laquelle doit être présenté l'extra. V. *Decret.*

EXTRA. Cas où la liste d'expert est nécessaire, vi, 27. Jugement qui ordonne. *Id.* Nomination d'un juge qui doit recevoir le serment des experts, et devant lequel les parties comparaitront pour convenir de ceux qu'elles choisissent. 27, 28. Si le lieu de la rixe est éloigné, le juge il leur peut être présenté. 28. Moyens de récusation qui peuvent être présentés contre les experts; ils sont les mêmes que contre les juges. 28. V. *Récusation.* Serment à prêter par les experts. 28. Comment ils doivent s'acquitter de leur mission en présence ou en l'absence des parties. 28, 29. Cas où un tiers expert est nécessaire. 29. Comment leur rapport doit être fait et déposé? *Id.*

Forme dans laquelle procéder à cet entretien des experts nommés pour la comparaison des écritures, en matière de faux incident. 188. V. *Faux incident.*

EXTRA. V. *Nullité d'exploit, Soins réels.*

EXCOMMUNION. On appelle ainsi la personne qui s'oblige pour un débiteur, lequel est lui-même déchargé. 177. V. *Notation.* Il diffère de l'insolvabilité. *Id.* V. *Caution.*

EXCOMMUNION. Pour cause d'utilité publique. V. *Forêt forcée.*

EXCOMMUNION VOÉE. V. *Adjudication par décret, Soins réels, Faux en justice.*

EXTRACTION DE LA CHOSE POS. Elle emporte l'extinction de l'obligation. r. 202. Il en est de même, si elle cesse d'être dans la commerce. *Id.* L'obligation s'éteint encore lorsque la chose cesse entièrement de pouvoir être due au débiteur. *Id.* Par exemple, lorsque le créancier d'un corps certain, ou vestu d'un titre barbare, en devient propriétaire en vertu d'un autre titre pareillement lucratif. 202. Lorsque la chose a été perdue sans la faute du débiteur, il est débarrassé de son obligation. 203. Lorsque le débiteur alloue la perte de la chose, ou un cas fortuit, tel-est à lui à en faire la preuve, ou au



créancier à établir qu'il y eut faute de sa part ?

*Id.* Les obligations alternatives ou réciproques pas par la perte de l'une des choses dues. 204.

Il en est de même des obligations de quelque qualité, ou d'un corps indéterminé. *Id.* Si la chose, quoique indéterminée, fait cependant partie d'un nombre déterminé de certaines choses, l'extinction a lieu par la perte de toutes ces choses. *Id.* La dette est éteinte, lorsque la chose est totalement périée; autrement elle subsiste pour ce qui en reste. 205. Il faut en outre que la perte arrive sans la faute ni la faute du débiteur, et sans qu'il ait été mis en demeure. *Id.* *V. Demande. Faute.* Pour que la perte, arrivée depuis la mise en demeure, purifie l'obligation, il faut qu'au moment de la perte, la demeure n'ait pas été purgée, et que la chose ait été périmée sans la faute du créancier. *Id.* Pour les choses volées, ou est toujours en demeure, et le voleur en est tenu, sans même si elles ont été périmées également chez le créancier. *Id.* La réduction du prix de la chose, lorsqu'elle a péri, et que le débiteur en est tenu, existe non seulement contre lui et ses héritiers, mais aussi contre les cautions et tous ceux qui ont accédé à son obligation. 205, 206.

Si la chose a péri au contraire par le fait ou la faute de la caution, ou depuis sa mort, elle seule en est tenue, et le débiteur principal est

libéré. 206. Si c'est par le fait ou la faute, ou depuis la mort de l'un des codébiteurs solidaires, les autres codébiteurs en sont tenus.

*Id.* *V. Obligation solidaire.* Si c'est par la faute de l'héritier, les héritiers n'en sont pas tenus. *Id.* Si le débiteur s'est chargé de ses fortuits, il est tenu de la perte de la chose. 206. Cette convention n'a rien de contraire à l'équité, quand même le débiteur ne rencontrerait rien pour le risque dont il se charge. *Id.* Dans tous les cas, cette clause ne comprend jamais que les risques qui ont pu être prévus au moment du contrat. 206, 207. Lorsque l'obligation est éteinte par l'extinction de la chose due, elle est éteinte à ce point qu'elle ne subsiste pas pour ce qui reste de cette chose, ni pour les droits et actions qu'a le débiteur par rapport à cette chose ? *V. Extinction des obligations. Faut morosa. Hypothèque. Perte de la chose. Risque. Unfruct.*

**EXTINCTION DES LEGS. V. Legs. Révocation des testaments.**

**EXTINCTION DES SUBSTITUTIONS. V. Substitution fideicommissaire.**

**EXTINCTION DES OBLIGATIONS. V. Compensation. Confusion. Consignation résolutoire. Extinction de la chose due. Fin de non recevoir. Novation. Paiement. Prescription. Remise de la dette. Temps.**

## F

**FACONQUE. V. Communauté.**

**FAMILITE. V. Sordid.**

**FAIT ET CAUSE.** Lorsque le vendeur prend le fait et cause, l'acheteur peut être mis hors de cause. 311. Le jugement qui intervient n'en est pas moins rendue pour ou contre lui. *Id.* Le jugement ou l'exécution, en cas de condamnation, contre l'acheteur, que pour le principal.

*Id.* Le vendeur seul est tenu des dommages-intérêts. *Id.* 311. C'est à lui à juger des moyens de dénier. 312. S'ils sont mauvais, il peut offrir à l'acheteur de lui rendre le prix, et de l'indemniser de l'infirmité, sans obtenir le procès. *Id.* Si l'acheteur veut le vouloir, c'est à ses risques. *Id.* Parmi les brebis genre, l'on peut prendre le fait et cause, et les autres acquiescent. *V. Acheteur. Action de garantie. Dommages-intérêts. Exécution Garantie.*

**FAITS PRETÉRITS. Défense de l'accusé. Engage.**

**FAMILLE. V. Retrait lignager.**

**FAUTE.** Distinction entre trois espèces de faute, la faute lourde, légère et très légère. 1, 280. Le débiteur, dans les contrats qui sont

faits pour le seul intérêt du créancier, n'est tenu que de la faute lourde. *Id.* Exception à l'égard de mandat et de quasi-contrat *negotiorum gestorum*. 280. Dans les contrats qui se font pour l'intérêt réciproque des parties, le débiteur est tenu de la faute légère. *Id.* Dans les contrats qui se font pour le seul intérêt du débiteur, il est tenu de la faute très légère. *Id.* Le droit romain ne fait qu'une division bipartite entre le dol et la faute. 280, 281. Mais la prestation de la faute s'y subdivise entre la prestation de la faute légère et de la faute très légère. *Id.* Opinion nouvelle de Lehmann. *Refutation*, 281, 283, 283. La faute lourde est assimilée au dol. 1, 296, 297. *V. Dol.*

*V. Acquéreur (Retrait lignager). Archaïsme. Bénéfice d'assurance. Carte-partie. Communauté. Consignation. Délivrance des legs. Dépôt. Extinction de la chose due. Legs. Lenage des âmes. Nantissement. Quasi-contrat *negotiorum gestorum*. Obligation. Père de famille. Prétendu. Prêt à usage. Séquestre. Surtout féodal. Substitution fideicommissaire.*

**FAUTS.** Procédure particulière pour instruire

le faux en matière criminelle. v, 248. V. *Faux incriminé*.

**FAUX INCRIMINÉ.** Ar. question de faux en d'altération, que l'un des parties, en matière civile, propose contre quelque pièce sur laquelle l'autre partie prétend établir sa demande ou ses défenses. vi, 183. Elle n'a d'autre objet que de faire rejeter la pièce du procès. 184. Elle se fait soit contre les pièces authentiques que privées. 18. Elle n'est nouvelle, contre celles-ci, que lorsqu'elles ont été dérangées pour ressuscer. 18. Procédure qui précède l'inscription du faux. 18. Il faut déclarer, par requête, au juge, la permission de le former. 18. On fait sommation au défendeur de déclarer s'il veut, ou non, se servir de la pièce arguée de faux. 18. Il doit répondre dans les trois jours, augmentés de deux jours, par dix livres de distance de son domicile. 18. S'il déclare vouloir s'en servir, il doit, dans les vingt-quatre heures, le déposer au greffe, et, dans le même délai, signifier le dépôt au demandeur. 18. Ces deux délais le rejettent de la pièce arguée de faux et ordonnent, sous que le demandeur ait besoin de passer à l'extinction de faux. 185. Le demandeur en faux doit former, hors ce cas, son inscription de faux, au greffe, sous le vingt-quatre heures du dépôt de la pièce ou de la signification qui l'a été faite. 18. Procès-verbal qui doit être dressé par le juge, de l'état des pièces arguées de faux. 185. 186. Ce que doit contenir ce procès-verbal. 186. Le juge peut ordonner l'appel des minutes des autres arrêts de faux, et différer jusqu'à la fin du procès-verbal, pour le dresser sur le tout ensemble. 186. Tout dépositaire de minutes est forcé de les apporter sur la réquisition du juge. 18. Trois jours après la clôture du procès-verbal, le demandeur doit déposer ses moyens du faux au greffe. 18. Il interviennent les jugements, sur les conclusions du ministère public, qui les admet ou les rejette en tout ou en partie, et ordonne qu'il en sera informé soit par lettres que par témoins, et comme des rapports, s'il y a lieu. 18. Instruction qui se fait et finit du jugement qui permet d'informer sur le faux. 186, 187, 188. Après l'information, le juge peut décréter l'absolue, et prouver à un nouvel interrogatoire. 188. Procédure qui se fait, lorsque le juge ordonne que l'accusé envoie un corps d'écritures. 188. Cas où le juge ordonne le règlement à l'extraordinaire; le règlement et consultation qui se font sur récitation de ce règlement. 189. V. *Confrontation*, *Récusation*, *Requête* du faux, pour faire nommer de nouveaux experts, ou pour fournir de nouvelles pièces de compensation. 189, 190. Cas auxquels le demandeur en

incident de faux doit être condamné en l'instance, et cas auxquels on doit lui ordonner la restitution de celle qu'il a versée. 190. Comment et quand s'écrit le jugement qui ordonne la restitution ou la réformation d'une pièce? 18. Remise et recense des pièces déposées au greffe sur l'inscription de faux. 190, 191. V. *Expertise*, *Faux*.

**FÉLONIE.** Injure atroce faite par un vassal à son seigneur. vi, 316. vii, 44. Quelle injure est une atrocité pour être félonie? 316, 317. Quand la félonie donne lieu à la commise? 18. et *suiv.* V. *Commise* (*droit de*).

**FEMME.** Les fonctions civiles et offices publics sont interdits aux femmes. v, 180. Pourquoi? 180, 186.

**FEMME COMMISE.** V. *Commisariat*. *Exceptions de garantie*. *Femmes mariées*.

**FEMME MARIÉE.** Elle doit suivre son mari partout où il juge à propos de résider, à moins que ce ne soit hors du royaume. vi, 427. Le mari a autorité pour l'y contraindre. 18. Autres obligations de la femme. 18. V. *Mariage*, *Puissance maritale*. Elle prend le nom de son mari et suit sa condition. 431. Elle perd son domicile et acquiert celui de son mari, et lors duquel elle est soumise du jour de son mariage. 18. V. *Domicile*. Elle est soumise au mariage. 18. V. *Domicile de la femme*.

Elle est incapable de contracter sous l'autorité de son mari ou de justice. vi, 15. Nullité des aliénations par elle faites. vi, 29. Différence entre l'incapacité des femmes mariées, et celle des mineurs. vi, 281. v, 441, 442. V. *Acceptation des successions*, *Commisariat légal*, *Domicile*, *Donation entre vifs*, *Hypothèque*, *Jura*, *Jugement*, *Lettre de change*, *Mari*, *Prescriptions*, *Puissance*, *Propriété*, *Rachat des rentes*, *Renonciation aux successions*, *Tolérance*.

**FEMMES MARIÉES.** V. *Compensation*, *Puissance maritale*, *Rachat des rentes*, *Recept*, *Séparation des biens*, *Séparation de habitation*.

**FEMME.** Pris de la jouissance ou de l'usage d'un bien de campagne devalé à l'usage. vi, 300. V. *Commisariat légal*, *Femmes*, *Louage des râteaux*.

**FEMME.** Celui qui prend à ferme un bien de campagne. vi, 293. V. *Louage des champs*.

**FEMME MARIÉE.** V. *Bail judiciaire*.

**FÊTES.** Quand l'homme peut instrumenter un jour de fête. vi, 37, vi, 4. V. *Action de retrait lignager*, *Apprentissage*, *Retrait*.

**FÊTE.** L'assesseur est-il tenu des accidents de son? vi, 246.

**FIDELLES VOLONTÉS.** vi, 231.

**FIDUCIAIRE.** Convention par laquelle un

homme et une femme se promettent réciproquement qu'ils célébreront mariage. 311, 325. Autricité de l'usage des fiançailles. *Ib.* Motif des fiançailles. *Ib.* Ceux-là seuls peuvent contracter les fiançailles, qui sont capables de contracter ensemble mariage, ou qui peuvent espérer de le devenir. 326. Les impubères, âgés de plus de sept ans, peuvent les contracter. 328. Forme dans laquelle les fiançailles doivent être rédigées. *Ib.* Les parties doivent joindre de toute leur liberté, pour y consentir. *Ibid.* Le consentement tacite suffit. *Ibid.* Il faut que les personnes soient certaines et déterminées. *Ibid.* Il faut, pour la validité des fiançailles, le consentement des personnes requies pour la validité du mariage. *Ib.* L'engagement doit être réciproque. 327. Les fiançailles peuvent être contractées à terme et sous condition. *Ib.* Les conditions, qu'on peut apposer aux fiançailles, doivent être honnêtes et possibles. *Ib.* Un mariage n'est point si au moins relatif comme fiançailles? 327, 328. Les fiançailles doivent être accompagnées de la bénédiction apostolique. 328. Cette bénédiction n'est cependant pas de leur essence. *Ib.* Arrhes que re donnent en contractant le fiancé et le fiancée. 328, 329. Dispositions des lois romaines sur ce point. *Ib.* La partie, qui refuse d'accepter son engagement, perd ses arrhes, et rend celles qu'elle a reçues. 329. Si les arrhes sont trop considérables, elles peuvent être réduites par le juge. *Ibid.* Preuves qui ont continué d'accompagner les fiançailles. *Ibid.* Si le mariage n'a pas lieu, on peut réclamer les choses données. *Ibid.* Les romaines sur ce point. *Ibid.* Les fiançailles sont ordinairement accompagnées au moins du contrat de mariage. 329, 330.

L'effet des fiançailles est d'obliger chacun des parties à accomplir sa promesse. 330. Les fiançailles sont pour les parties un empêchement prohibitif de se marier à un autre, et un empêchement d'augmenter les parents de l'autre partie. *Ibid.* V. *Empêchement de mariage*.

Les juges d'église, par tolérance, connaissent de la validité ou de l'invalidité des fiançailles. 330. Comment on procède devant l'officier, et à quoi se réduit sa juridiction. *Ibid.* Il ne peut employer que les voies d'exhortation vis-à-vis des parties, sous peine d'appel comme d'abus. V. *Appel comme d'abus*. *Ibid.* Il ne peut prononcer sur les dommages-intérêts, pour invalidité de l'engagement, sous le même peine. 330. Les parties sont obligées de se pourvoir devant le juge séculier de la partie refusante. 331. De quoi se composent les dommages-intérêts. *Ib.*

Les fiançailles peuvent être dissoutes par le consentement mutuel des parties. *Ib.* Si l'un

d'elles est coïssé, elle a besoin du consentement des personnes qui lui a été nécessaire pour contracter. *Ibid.* Cas où le consentement mutuel des parties est prescrite intervenir tacitement. *Ibid.* Causes pour lesquelles une des parties est dégagée de son engagement, sans le consentement de l'autre. 332. Lorsqu'une des parties a manqué à la foi qu'elle avait donnée. *Ib.* Lorsqu'il est survenu quelque chose à l'ouïe des parties, qui soit certainement empêché l'autre, ou qui l'ait empêchée elle-même de contracter, si elle l'eût prévu. 332, 333. Quid, s'il est survenu une grosse fortune depuis les fiançailles à l'un des parties, qui l'ait empêchée de les contracter, si elle l'eût prévu? 333. Les fiançailles sont également dissoutes, lorsqu'un motif, qui les avait empêchées, s'il avait été connu, n'eût été découvert que depuis. 333, 34. Depuis la découverte, les parties ont continué à se fréquenter, elles sont non recarables si s'en dégager. *Ibid.* L'une des parties peut se dégager des fiançailles, en faisant des vœux solennels de religion. *Ibid.* Les vœux simples et l'habit religieux ne suffisent pas. 334. V. *Empêchement de mariage*. *Mariage*. *Puissance maritale*. *Poux*.

Fiction. V. *Communauté légale*.

Fiducier. V. *Avantage indirect*. *Substitution fiducicommissaire*.

Fiducier. V. *Caution*.

Fief. Concession qui est faite à quelqu'un d'un héritage ou d'un droit immobilier, pour être tenu à perpétuité à la charge de la foi et hommage, et sous le réserve de la seigneurie directe. *vo.* 257. *vo.* 31, 32. Explication des termes fief dominant, fief en l'air. *Seigneurie*, vassal, seigneur, tenure en mouvance fiefale, pleins fief et arrière-fief. *vo.* 257, 258. *vo.* 32, 33. Origine et progrès des fiefs. *vo.* 258. Les immeubles sans pancoût être donnés à titre de fief. 258. Il est de la nature du fief, que celui qui donne la chose à ce titre, s'en réserve la seigneurie directe. *vo.* 259. *vo.* 33. Celui qui tient en fief, peut sous-bailler et être de fief ou à titre de cens, et celui qui tient à cens ne le peut pas. *Ibid.* V. *Cens*. Le fief de la foi est envers le seigneur de qui le fief est tenu, et de l'essence du fief. *vo.* 259, 260. *vo.* 33. Le service militaire est de sa nature. *vo.* 260, *vo.* 33. Droits qui appartiennent aux seigneurs de fiefs. *Ibid.* V. *Auxaire* (droit d'). *Banalité*. *Dénombrement*. *Dénombrement de fief*. *Foi et hommage*. *Jour de fief*. *Profit de vente*. *Profit de rachat*. *Seigneurie fiefale*. *Seigneurie des fiefs*. *Succès fiefale*. *Souffrance*. *Succèsion aux fiefs*.

V. *Chose*. *Jus in re*. *Retrait lignager*. *Succèsion*.



de les admettre au partage. 153. Celle clause n'est lut du partage que lesdits héritiers et non la femme, et ne peut avoir lieu que lors de la dissolution par son prédécès. 154. Elle comprend tous ses héritiers. *Id.* Le mari relit sur la somme qu'il doit aux héritiers, la valeur de toutes les créances que le communauté a contre la femme. *av.* 154. *vu.* 187. Si ces créances excèdent la somme, les héritiers de la femme sont débiteurs du surplus envers le mari. *Id.* *V. Séparation de dettes.* La somme tirée de la communauté pour laquelle la femme a contribué pour sa part, à la dot des enfans communs, fait partie de ses créances. *av.* 154. *vu.* 187. *V. Dot.* Le mari, dans ce cas, est seul tenu pour le total des dettes de la communauté. *iv.* 154. Les héritiers de la femme, qui ont reçu la somme du mari, n'en sont pas tenus, même envers les créanciers, à moins que la femme ne se fût obligée envers eux. *Id.*

Quelquefois c'est à la femme qu'on assigne par le contrat une somme pour tout droit de communauté. *iv.* 154, 155. Ou suit les mêmes règles que dans le cas précédent. *Id.*

Enfin on peut convenir que ce seront les héritiers du prédécédé, tant du mari que de la femme, qui n'auront qu'une certaine somme. 155. Dans cette troisième espèce, la femme survivante n'est pas privée du droit de renoncer, par la faculté qu'elle a de conserver tous les biens. *Id.* Si elle renonce, les héritiers du mari restent investis de toute la communauté et ne peuvent rien lui demander. *Id.* *V. Acceptation de la communauté. Communauté conventionnelle.*

*Fonds.* Règles pour reconnaître, à défaut de titres, si un fonds qui sépare les héritages de deux voisins, leur est commun, ou s'il appartient seulement à l'un d'eux. *iv.* 455. *vis.* 252, 257. S'il est commun, les deux voisins sont tenus de contribuer à son entretien. *is.* 456. *V. Communauté. Coexistence. Hous. Mur mitoyen.*

*Frais.* L'acquéreur est toujours tenu des frais extraordinaires de vente. *v.* 455. Les frais extraordinaires sont privilégiés dans l'ordre du prix. *Id.* *V. Ordre.*

Distinction entre les frais ordinaires et extraordinaires faits par le pourvoyeur d'une maison. *is.* 142, *vis.* 525. *V. Dommages-intérêts.*

*Frais funéraires.* Les frais funéraires du conjoint prédécédé, somme de toute personne, sont dus par sa succession, et non par la communauté : le droit de la femme en fait partie. *is.* 635. *iv.* 99, 258, 317, 503. *vis.* 178, 389.

*V. Communauté légale. Continuation du communauté. Dettes des successions. Dents de*

*la femme. Don mutuel. Garde-noble. Ordre. Précept légal des nobles.*

*Français.* Quelles personnes sont Françaises. *v.* 162. *vis.* 6. *Quel,* de ceux qui sont nés dans des provinces réunies à la France, ou qui en ont été démembrées, ou qui, ayant été acquiesces, ont été rendues par un traité de paix? *v.* 162, 163. Pour qu'un enfant, né en pays étranger, soit Français, faut-il que le père et la mère, ou l'un d'eux indistinctement, ou l'un plutôt que l'autre, soient Français? 163. L'enfant né en légitime mariage suit la condition du père; l'enfant naturel celle de la mère. 163.

Comment les Français perdent les droits de régence? *v.* 169. *vis.* 6, 366. En abandonnant leur patrie sans aucun esprit de retour. *Id.* L'après de retour se présume toujours. *v.* 170. Le Français, qui a perdu cette qualité de cette manière, recouvre ses droits en revenant en France avec dessein de s'y fixer, à moins seulement du moment de son retour. 170. Les enfans, nés de Français expatriés, recouvrent leurs droits de citoyens, en revenant en France. 170. Peines particulières contre les religieux fugitifs. *Id.*

*V. Étranger. Succession.*

*Franco-alle.* On appelle terres en franco-alleu celles qui ne relèvent d'aucun seigneur. *v.* 220. *vis.* 258. Deux espèces de franco-alleu, le noble et le roturier. *v.* 220. *av.* 406. *vis.* 250.

*Franco et quote (clause de).* Convention par laquelle les parents de l'un des futurs conjoints en font fort envers l'autre qu'il n'a pas de dettes. *av.* 126. *vis.* 167, 188. Ce sont ordinairement les parents de l'homme qui, se le faisant, s'obligent à indemniser la femme du préjudice à elle causé par les dettes de son mari antérieures au mariage. *Id.* Le plus grand préjudice qu'elle souffre est pour la dot, pour laquelle elle ne serait pas utilement colloquée, ou pour une si grande somme qu'elle l'eût été sans lesdites dettes. *av.* 126. *vis.* 187, 188. La seconde espèce de préjudice consiste en ce que, par, dans la communauté, eût été meilleure, si elle n'eût pas été damnée par ces dettes. *Id.* La clause de franc et quote oblige-t-elle à l'indemnité de celui de la première espèce? *av.* 126, 127. *vis.* 188. L'obligation des parents du mari, qui l'ont déclaré franc et quote, est acquittée, lorsque la femme a trouvé dans ses biens, à la dissolution de la communauté, de quoi être payée entièrement de toutes ses créances. *av.* 127. *vis.* 188. Même de celle qu'elle a contre son mari, pour son indemnité des obligations qu'elle a contractées pour lui durant le mariage. *av.* 127, 128.



somme des fruits de chaque année, 90. S'il y a contestation sur la quantité des fruits, les parties sont admises à la preuve tant par titres que par témoins, 90. S'il y a contestation sur les fruits de labour, arrosements, etc., etc., on ordonne l'expertise, 16. Le prix des fruits chaque année est le prix moyen de ces fruits sur les marchés, constaté par le mercenaire, 90. On ne peut être rachaté et restituer sa nature sous le fruit de la dernière année, 90.

**V. Acheteur. Action hypothécaire. Acquéreur (est, l'ég.). Apport. Avantages entre époux.**

**GARDE DE CHOSE. V. Don manuel. Prépôt conventionnel. Prépôt légal.**

**GAGE. V. Nantissement.**

**GAGNER. V. Louage des choses. Sémé-gagner.**

**GARANTIE. Obligation de défendre aux personnes de quelque action donnée, ou qui pourrait être donnée contre elle, 12, 18. Elle est formelle ou simple, 16. Délai accordé à celui qui est assigné pour appeler son garant, 19. Le défendeur peut appeler son garant qu'un appel, 19. Faute de l'appel appelé, il n'est pas déchu de son droit à la garantie, 16. Mais s'il doit prouver contre son garant, quand il agit contre lui, le droit du tiers qui a obtenu contre lui, 19. Il n'a pas la répression des dépens faits par le demandeur principal, si ce n'est le cas de l'appel de demandeur, 16. Dans quelle forme doit être fait l'appel de demande en garantie ? 20. Le garant doit défendre devant le juge où il est assigné, 20, et moins que le demandeur n'ait été donné qu'à dessein de le traduire hors de sa juridiction, ou qu'il ne soit privilégié, 16. Le garant formel doit prouver le fait et cause du défendeur originaire 20. Le garanti, dans ce cas, peut être mis hors de cause, 20. Le garant simple intervient pour défendre conjointement avec le défendeur originaire 21. V. Exception d'absence.**

L'acheteur a l'action en garantie, soit qu'il ait été évincé lui-même, ou son successeur, 1, 307, et moins qu'il n'ait transféré la chose à titre de donation, 307. Dans ce cas là même, l'action en garantie a lieu, lorsque l'acte contient la réserve des droits et actions du donateur 307. L'acheteur a l'action en garantie, soit qu'il ait été évincé de son chef, ou comme héritier d'un tiers à qui il avait vendu, 307, 308. L'évincé de quelque partie que ce soit de la chose donne lieu à la garantie, 308. Il n'en est pas de même dans le cas d'une vente

*Bénéfice d'arrucioire. Choix. Communauté légale. Délivrance de legs. Exclusion de communauté. Exaction. Pétilion d'hérédité. Prix. Promesse de vente. Réintégration Réméré. Remploi. Retrait lignager. Saisie-arrière. Saisie féodale. Substitution fiduciaire. Usufruit. Vices-délivrance. Usufruit.*

**EXPANSION DES NATURES. V. Dispense. Fruits. Sont-ils meubles en immeubles. 14, 35**

**FACTURE. V. Récompense. Recession de la vente. Usufruit.**

## G

de droits successifs, 308. V. *Faute de droits successifs.* Le vendeur est garant de tout ce qui reste de la chose après son estimation, 308.

L'action en garantie est une branche de l'action personnelle au simple, 309. Elle a lieu non seulement dans le cas d'évincé, mais même dans le cas de trouble, 16. Elle a pour objet la prise de fait et cause pour l'acheteur, 16. Elle est indivisible 16. Elle se résout en cas de refus de prendre le fait et cause, ou, si le garant succombe, dans une obligation divisible de payer des dommages-intérêts, 309. Ces deux dommages-intérêts sont d'être divisibles, 16, 309. *Dommages-intérêts. Trouble.*

L'acheteur peut appeler le vendeur en garantie aussitôt qu'il est trouble, et devant le même juge ou est portée la demande originaire, 310. Différence avec le droit romain, 16. Dans quelle forme l'acheteur est toujours à temps de le faire, même après la sentence qui le condamne, 16. A moins qu'il n'y ait prescription de trente ans, 16. Il doit, dans ce cas, agir devant le juge du vendeur, 16. V. *Compétence. Prescription trentenaire. Intérêt de l'acheteur à l'absence avant la sentence définitive.* 16. L'action de garantie s'adresse contre le vendeur, ses héritiers ou autres successeurs universels 310. Elle peut s'exercer contre un seul d'eux, 16. Intérêt de l'acheteur à l'absence contre tous, 16. L'acheteur n'est pas tenu d'appeler les cautions, 311. Celui, qui a simplement consenti à la vente n'est pas tenu de la garantie, 311.

**V. Cautions. Exception de garantie. Fait et cause.**

Plusieurs espèces particulières qui dépendent bien aux questions de savoir pour que les parties l'action de garantie peut être exercée, lorsque, depuis la vente, une partie de la chose vendue ayant péri, tout ce qui en restait ou une partie seulement, a été évincé, 319 et suiv. Première espèce, 319, 320. Seconde espèce, 321,





Garde-beurgeoise sous le Coutume d'Orléans, in, 643, vii, 165. La garde-beurgeoise ne se défait que par la mort du père ou de la mère des mineurs. in, 646. La garde-beurgeoise s'annule comme la garde-noble. 646, 647. Le survenant, bourgeois de Paris, qui se marie, par erreur, noble, est-il censé avoir annulé la garde-beurgeoise, par l'acceptation tacite qu'il a faite de la garde-noble? 647. Contumes sous lesquelles le gardien est obligé de donner caution, 652. Comment finit la garde-beurgeoise. 657. V. Garde-noble. Tutelle.

GARDE-CHASSE. Mode de leur exercice, v, 222. Ne peuvent contraindre à fournir la foule, celui qui de traversant ne montre venant. Id. V. Chasse.

GARDE-MORT. Droit que la loi municipale accorde au survivant de deux conjoints nobles, de percevoir à son profit le revenu des biens que ses enfants mineurs ont eus de la succession du prédécédé, in, 639, vii, 96. Primatien donne à ce droit par quelques Coutumes, in, 639. Erreurs sous quelques autres. Id. Ce droit est quelquefois appelé bail, et le gardien bailleur. in, 639, vii, 96. Signification de ces mots. Id. Origine de la garde-noble. in, 640, vii, 96. La garde-noble est déferée, selon les Coutumes, soit au père ou à la mère survivant, soit aux frères ou sœurs. in, 641. D'après les Coutumes qui ne l'étendent qu'aux sœurs, à défaut du père et mère et des frères, un autre descendant peut-il prétendre la garde? Id. S'il se trouve des mineurs ou sœurs, tant du côté du prédécédé, que du côté de la survivante, ne peut-on lui en donner la préférence? 642.

Contumes qui déferent la garde-noble aux descendants, en quelque degré qu'ils soient, 642. La Coutume d'Orléans la donne même aux enfants légitimes à titre de bail. in, 642, vii, 97. Outils l'émulation? in, 642, 643. La garde-noble ne peut être déferée qu'à des nobles. in, 643. Les morts civilement, les infames, les interdits, peuvent-ils avoir la garde de leurs enfants? 643. V. Infame. Interdit. Mort civile. Les mineurs en sont exceptés. Id. V. Mineur. La garde-noble ne peut être déferée que sur des mineurs nobles. in, 644, vii, 97. Agr des mineurs auquel onse la garde. in, 644. La garde-noble se défère par la mort du père ou de la mère des mineurs. in, 645, vii, 97, 98. Elle ne se défère que une fois. Id. Autre chose est de refuser purement et simplement la garde, ou de refuser l'émulation. in, 645, vii, 98. Un conjoint peut-il, par son testament, défendre que la garde soit déferée à son conjoint survivant? Id. Peut-on stipuler, par contrat de mariage, que la survivante ne l'aura pas? Id.

Contumes sous lesquelles la garde a besoin d'acceptation. in, 646, 647. Forme et délai de l'acceptation, selon les différentes Coutumes. Id. L'acceptation, au quel temps qu'elle soit faite, fait elle passer au gardien les fruits perçus avant son acceptation? 647. La survivante peut-elle reprendre la garde, à l'égard de l'un de ses enfants, et y renoncer à l'égard des autres? 647, 648. Coutume qui ne requiert pas l'acceptation de la garde. Id.

En quoi consiste la garde-noble, in, 648, in, 98. La garde-noble ne s'étend que sur les biens de la succession du prédécédé du père ou de la mère, moins aux mineurs. in, 648, vii, 98. Les autres biens, qui entrent dans sa succession, sont l'objet de la tutelle. in, 648. Quels biens sont considérés comme faisant partie de la succession du prédécédé. 649. Dispositions des Contumes relatives aux membres de ces successions. in, 649. Le gardien noble a le droit de percevoir pour les fruits, tout ustensile qui est à lui, qui sont à percevoir sur les biens nuyés à la garde-noble, pendant le temps qu'il dure. in, 649, vii, 99. V. Fruits. Le droit de retrait féodal des héritiers mineurs au fin des rigueurs de la succession du prédécédé, est-il considéré comme un fruit de la garde, et le gardien peut-il l'exercer, sur être obligé de restituer les immeubles retraités à ses mineurs? in, 650. Garde des meubles que quelques Coutumes attribuent en propriété au gardien noble. in, 651, vii, 98, 99. L'usufruit qu'il est obligé de faire sous la Coutume de Paris, que ne lui donne que l'administration du meuble. 651, 652. V. Inventaire. Contumes sous lesquelles il est tenu de donner caution. 652.

Le gardien doit nourrir et entretenir les mineurs et les freres, et leur donner une éducation convenable. in, 652, vii, 100. Il doit entretenir en suffisant état les héritiers sujets à la garde. in, 652. Il doit friser les freres des procès mineurs et leur conservation. 653. Distinguer et charger que le gardien est tenu d'acquiescer. 653, 654. Doit-il acquiescer les freres funéraires, et les legs du prédécédé? 655. V. Fruits funéraires. Legs. Est-il tenu de donner et de recevoir de la garde même au-delà de l'annulation qu'il en reçoit, et peut-il se faire restituer contre l'acceptation qu'il en a faite? 656.

La garde finit par le mariage du mineur, par son émancipation, lorsqu'il a acquis un certain âge, par la mort naturelle et civile, et par celle du gardien, et lorsque celui-ci se remarie. in, 656, 657, vii, 101. Quand la gardienne noble, qui se remarie, perd la garde. in, 657. La garde peut encore finir par la destitution du gardien par le juge. Id. Les dispositions des

Coastlines leaching the garde-noble, sont-elles  
saintes personnes ou réels? see, 658, 659. via,  
102. V. Garde-bourgeois. Global personnel.

V. *Cratimnism de communauté. Puissance*  
*notre ville.*

Garnier. Personne proposée par l'auteur, de la part du souriant, à la garde des choses saines. 104, et an. 71, 98. V. *Soirée-récolle*. *Sténose*.

Grasses, Dispositions de la Coutume d'Orléans sur les gares, vii, 161 et suite, V, *Accession*.

GASSERON. On appelle ainsi plusieurs gardies établis à son usage, vs, 98. V. *Sous-écriteur*.

GÉNÉALOGIE. Comment elle s'établit, v. 303.

GRANDS MARIAGES. On appelle ainsi les alliances de bourgeois, les époux les félicitent, et les gens les romanesques, tant recueillant que séculiers. v. 423. vu, 119. Parce qu'ils les héritages, qui tombent dans leurs mains, sont morts pour le commerce. 16. Brill ordonné sur un de leur faire rider les mares. Ibid. Comment ils procèdent ce droit. Ibid.

HAUTE. Quelles ébénis sont comprises sous ce mot? 149 V. Précision conventionnel.

**HÉRITAGES (droit e').** Droit que certaines Coutumes accordent aux parents, outre le donaire, ou qui est quelquefois réservé au leur faveur dans les coutumes du mariage. *see*, 618. La femme peut renoncer à ce droit par son contrat de mariage. *Ibid.* Est-elle censée y renoncer, en renonçant au donaire? 629. La stipulation d'une habitation pour l'entrepreneur, est-elle une reconnaissance au droit d'habitation des Coutumes? *Ibid.* Variété des Coutumes sur la qualité des retraits qui elles accordent au droit d'habitation. 619, 630. Faut-il que la femme soit noble en roturier. *Ibid.* Variété des Coutumes sur les choses qui font l'objet du droit d'habitation. 630. Le père peut-il prendre son habitation sur les biens affectés de substitution de son mari? 631.

Le droit d'habitation s'étend à tout ce qui fait partie de la maison. *Mme.* La femme peut-elle jouir de son profit la maison sujette à une droi d'habitation ? *Mme.* A-t-elle le droit d'obliger l'héritier de son mari à mettre un locataire dans la maison qu'elle a choisie pour y avoir son habitation ? 632. Différence entre le cas de l'habitation temporaire, et de l'habitation conventionnelle. *Mme.* La femme doit accuser les charges

V. *Conséquences, Prescriptions particulières.*  
*Reur vingt, Retroyant. Retrait consen-*  
*tionnet. Serf. Testament.*

Gérant d'une société. Ses pouvoirs doivent être fixés par l'acte social, n. 417. Quel est le rôle, lorsque l'on a été fixé par l'acte? 417, 418. V. Société.

Greville. V. *Mondat, Quasi-centrat nego-*  
*litum orafum.*

Genr<sup>2</sup>, V. Substitution fiduciary.

GROSSEIR. Plaigni quo poi frimr uno filo  
 contra l'homme drafala daquel rila rat grossa.  
 440, 430, S'il est prouvé que cet homme eu com-  
 merce arrr elle, il rat condamné é se charger  
 de l'enfant. 430.

GACHONNE. Droit qui appartenait au duc d'Orléans, d'arrir son portion dans le prix des camps de bois situés sous le Comte d'Orléans, qui écrivait sujets à re droit, in, 572. vii, 123. V. *Excell.*

GONZALEZ, V. Otago, Prime, Prisonnier de guerre. Rouen.

GUSTAVEST, Terme employé dans le Coutume d'Orléans, en matière de reversion. Voy. 143. V. *Reversion*.

III

financières, souffrir les servitudes, et faire les réparations d'entretien, de la maison sur laquelle elle a son droit d'habitation 633. Elle n'en est tenue que pour partie, si elle n'a que partie de la maison. *Ibid.* Mais non par acutement des réparations locatives. *Ibid.*

Le droit d'habitation s'éteint par la mort naturelle ou civile de la veuve, par le non usage, par la reconstitution. *Ibid.* Par la destruction de la maison. *Ibid.* La veuve peut-elle, en cas de prétendu joint de la piece, et du prix qu'on dit être entre les mariés ? *Ibid.* Est-elle fondée à demander l'héritier de mari sur autre maison, lorsqu'il y en a plusieurs dans le succession ? 634. Le droit d'habitation s'éteint, lorsque la veuve repare à un autre mariage. *Ibid.* La disposition des Coutumes qui accordent une habitation à la femme, est-elle statut réel. *Id.* La veuve exerce-t-elle son droit sur plusieurs maisons, lorsque le mari en a eu plusieurs situées sous différentes Coutumes qui l'ont accordé l'habitation à la femme ? 634, 635. *V. Statut réel.*

Comment se stipule l'habitation conventionnelle. 635 On peut désigner une maison. *Ibid.* Drapeau héréditaire est tenu de la mère royale. *Ibid.* Convention que la femme aura son habitation dans le château, ou toute mai-

son. *Ibid.* *Quid*, si la maison a péri par la faute du mari? *Ibid.* Coarctation d'arrêts relative à l'habitation de la femme. 536. V. *Douaire de la femme. Jur in re.*

**HAIN.** Règles pour l'annulation, à défaut de litres, si une lin, qui sépare les héritages de deux voisins, leur est commune, ou si elle appartient seulement à l'un d'eux. II, 455. Tout ce qui procède de la haine commune appartient aux voisins en commun, de même qu'ils sont tous en commun de son ruetier. 456. V. *Communauté. Contenance. Foist*

**HAIRE-YTALIZ.** V. *Communauté légale. Révision. Oufreit.*

**HETAN.** V. *Retrait lignager.*

**HÉRÉIZ.** En quoi consiste le rime d'hérédité, vi, 196. V. *Ces regaux.*

**HÉSTOITZ.** V. *Succession. Voie de droit successeur.*

**HÉTATK.** Quelles choses sont réputées héritages, relativement à l'exécution du retrait? II, 7 et suite, vii, 415. V. *Retrait lignager.*

**HÉTATZ.** L'héritier est celui qui succède à tous les droits actifs et passifs du défunt. IV, 503. On est toujours tenu de répondre pour ses héritiers. 19. Les héritiers du vendeur sont tous, comme lui, de la garantie. I, 310. V. *Garantie.* Comment les héritiers sont-ils tenus des dettes de la succession. V. *Dettes des successions. Détaillez.* Comment les actes testamentaires, entre le défunt, peuvent être exécutés contre eux? IV, 516, vi, 96. V. *Actes exécutoires.* Qu'est-ce que faire acte d'héritier? IV, 453.

**V. Acceptation des successions. Bénéfice d'inventaire. Exemption de garantie. Mari du débiteur et du créancier. Obligation individuelle et individuelle. Rapport. Succession.**

**HÉTATZ AUX ARRETS.** V. *Acquêt. Retrait lignager. Succession.*

**HÉTATZ APPELANT.** Le paiement qui lui est fait est valable. II, 157. V. *Bonne foi. Paiement.*

**HÉTATZ AUX PROPRIÉTÉS.** V. *Acceptation de communauté. Propre. Retrait lignager. Succession.*

**HÉTATZ BÉNÉFICIAIRE.** N'est pas tenu des obligations du défunt sur ses propres biens. I, 327. V. *Bénéfice d'inventaire. Exemption de garantie.*

**HÉTATZ ET FEMMES.** Empêchement de mariage fondé sur l'innocence publique, qui ne permet pas de le contracter. III, 378, 380. V. *Dissuader. Empêchement de mariage.*

**HÉTATZ.** V. *Arroci. Moudai.*

**HÉTATZ.** V. *Communauté. Péremption.*

**HÉTATZ.** De quel elles lieu à l'augmentation

de primes avant l'admission de guerre. III, 235.

**HÉTATZ.** Responsabilité des débiteurs de forme, II, 59. Pas de lui perçu que établisse une prescription contre la demande en paiement de leurs salaires. I, 224. *Prescription particulière. Retrait lignager.*

**HÉTATZ.** On dit qu'un créancier a dans la chose d'autrui, qui consiste à pouvoir le faire rendre, pour, sur le prix, être payé de la créance. V, 435 et 478. C'est un *jus in re*. *Id.* V. *Jus in re.* L'hypothèque est générale ou spéciale. V, 435 et 478. Elle est conventionnelle, légale ou tacite. V, 435 et 478. Hypothèques privilégiées. *Ibid.*

Les causes qui produisent l'hypothèque, sont : les actes notariés, les jugements, et la loi seule; ou certains cas. V, 436. Comment s'acquiert l'hypothèque dans le droit romain? *Ibid.* Chez nous, la simple convention ne peut produire l'hypothèque, il faut qu'elle soit inscrite au bureau de l'impôt public. V, 436, vii, 476. Les actes des notaires étrangers ne produisent pas l'hypothèque en France. V, 437, vii, 476. Car il n'y a aucune autorité de pouvoir et de juridiction. *Ibid.* Les actes des notaires royaux apostoliques, et des notaires ambassadeurs produisent aussi l'hypothèque. V, 437, vii, 477. Pour produire l'hypothèque il faut que les actes des notaires aient été passés dans le territoire de leur juridiction. *Ibid.* Les notaires de Paris, d'Orléans et de Montpellier, ont le droit d'en passer dans tout le royaume. *Ibid.* V. *Notaires.* Formes dont les actes des notaires doivent être revêtus pour produire l'hypothèque. V, 438, vii, 477. Les actes sous seing privé, revêtus par devant notaire ou en justice, produisent l'hypothèque du jour de cette reconnaissance. V, 438, vii, 477. S'il y a dénégation de signature, et qu'elle ait été reconnue, du jour de la dénégation. *Id.*

Tous les jugements, rendus par des juges de royaume, produisent l'hypothèque. V, 438, vii, 477, 478. Les jugements étrangers n'en produisent pas sur les biens situés en France. *Id.* Les jugements des officiers n'en produisent pas. vii, 438, 439. Ceux des arbitres, du jour seulement de l'homologation. 439. V. Il faut que la peine, contre laquelle le jugement a été rendu, soit capable d'être en jugement. V, 439, vii, 477, 478. De quel jour l'hypothèque judiciaire est acquise. V, 439.

L'hypothèque tacite, produite par la loi seule sur les biens. V, 439, vii, 478. En faveur des femmes mariées et douairières, sur les biens de leurs maris et de leurs tuteurs. *Id.* Sur les biens des administrateurs, en faveur de ceux pour qui ils administrent. V, 439, 440, vii, 478. Quelles personnes sont regardées, à cet égard,

comme administrateurs. *Ib.* Aux subordonnés, sur les biens du grevé, pour les dégrèvements dont il est tenu. v. 440. vii, 478. Au fils, sur les biens de ses débiteurs. *Ib.* Hypothèque larvée, limitée à certains lieux que le loi arrête au partageant, au légataire, à l'outrier, au créancier. v. 440. vii, 478.

Tous les immeubles qui sont dans le commerce sont susceptibles d'hypothèque. v. 440. vii, 479. Coutumes qui admettent l'hypothèque sur les meubles. *Ibid.* Le droit d'hypothèque lui-même, les droits constitués, lorsqu'ils sont immeubles, les offices, le droit d'enfant, sont susceptibles d'être hypothéqués. v. 441. Un sergent ne peut être hypothéqué que par celui qui en est propriétaire. v. 441. vii, 479. Il ne suffit pas d'être propriétaire de la chose; il faut avoir le droit d'en disposer; vna qui ne l'ont pas ne peuvent l'hypothéquer. *Ibid.* Lorsque le mineur tuté, à sa majorité, un acte, contracte pendant sa minorité, l'hypothèque date du jour de l'acte. v. 441, 442. vii, 479, 480. Au contraire, si une femme tutée, après le mariage, un acte contracté par elle sans autorisation, pendant sa durée, l'hypothèque ne date que du jour de la ratification. v. 442. Les sergents, les tuteurs, administrateurs et mandataires, faits valablement, produisent hypothèque à eux-mêmes. v. 442. vii, 479. Lorsqu'on s'est porté fort pour quelqu'un et qu'il est intervenu une ratification, l'hypothèque ne date que de la ratification. v. 442. L'hypothèque, sur les biens présents et à venir, n'a d'effet sur les biens à venir que du jour où ils sont acquis par le débiteur. v. 442, 443. Les différences séculières hypothécaires sur les biens à venir, dont les droits existent avant l'acquisition, viennent-ils sur les biens acquis par concurrence ou à leur rang? 443. L'hypothèque donnée par un possesseur est valable. *Ibid.* Il n'y a pas d'hypothèque sans dette. v. 443. vii, 480. Un contrat nul ne peut produire d'hypothèque. v. 443. vii, 480. On peut constituer des hypothèques pour quelque dette que ce soit, d'autrui, conditionnelle et même future. v. 444. vii, 480.

L'effet de l'hypothèque est d'affecter au total de la dette la chose hypothéquée et chacune de ses parties. v. 444. vii, 480. En cas d'effacement de l'obligation personnelle. v. 444, 445. La fin de l'hypothèque est la vente de la chose hypothéquée. v. 445. V. *Saisie réelle*. Il faut avoir entre les mains un titre exécutoire pour poursuivre cette vente. *Ib.* V. *Tites exécutoires*. Actes qui naissent de l'hypothèque v. 445. V. *Action hypothécaire*. De l'extinction des hypothèques. 465. V. *Saisie réelle*. *Prête en Justice*. De la subrogation des hypothèques d'une

créance à une autre. *Ib.* V. *Subrogation*. De l'ordre entre les créanciers hypothécaires. 465 et suiv. V. *Ordre*.

Dramatiquement s'appelle l'hypothèque. v. 462. vii, 486. Elle s'éteint par l'extinction de la chose hypothéquée. *Ib.* Cette règle s'applique aux hypothèques assues sur des immeubles incorporés en un autre. v. 462. vii, 486. Le créancier hypothécaire peut empêcher l'extinction de la chose hypothéquée par le rachat, en faisant arrêter du fonds de cette rente. v. 462. vii, 486. Pour que l'hypothèque soit éteinte il faut qu'il y ait extinction de la chose. *Ib.* Le changement de forme accidentelle n'éteint pas la chose, ni conséquemment l'hypothèque. v. 462, 463. Il n'est autrement de changement qui arrive dans la forme substantielle. v. 463. L'hypothèque est éteinte, lorsque la chose cesse d'être dans le commerce. v. 463. vii, 486. V. *Extinction de la chose*. L'hypothèque s'éteint par la confusion, lorsque le créancier acquiert la propriété de la chose sur laquelle il avait hypothèque. v. 463. vii, 486. Il faut pour cela que l'acquisition soit irrévocable. *Ib.* Autrement, le droit d'hypothèque rente, lorsque l'acquisition est révoquée. 464. V. *Confusion*. Elle s'éteint par la résolution et l'extinction du droit du propriétaire qui l'a constituée. v. 464. vii, 486. Nul ne peut transférer à un autre plus de droit dans une chose qu'il n'en a lui-même. *Ib.* Exception en faveur de l'hypothèque de la dot et du douaire sur les biens subordonnés. *Ib.* Pour que l'hypothèque soit éteinte de cette manière, il faut que le droit du propriétaire soit résolu au moment où elle a été constituée. v. 464. La résolution, pour cause de lésion d'autre-fois, de la vente en vertu de laquelle le débiteur possédait un héritage, n'est une résolution nécessaire qui éteigne l'hypothèque qu'il s'y avait constituée? vii, 486. L'hypothèque s'éteint par l'extinction de la dette pour laquelle elle a été constituée. v. 465. vii, 487. Tous les modes de paiement, qui éteignent la dette, éteignent l'hypothèque. *Ib.* Il faut que le paiement soit entier. *Ib.* Cas où le paiement entier transfère l'hypothèque à celui qui l'a fait, v. 465. vii, 487. La novation et la confusion de la dette éteignent aussi l'hypothèque. *Ib.* V. *Confusion de la dette*. *Novation*. *Subrogation*. L'extinction de la dette par la prescription de trente ans s'éteint pas l'hypothèque. v. 465. La chose jugée et le serment dérivent de la rente du nul effet. 465. L'hypothèque s'éteint par la renonciation ou l'acte qui fait le créancier de son droit d'hypothèque. v. 466. vii, 487. Qu'il y ait prudence ou non, on ne peut faire renoncement du droit d'hypothèque. vii,

456, vii, 457. Le consentement donné par le créancier à l'aliénation ou même à l'obligation de la chose hypothéquée, renferme des renies tacite de son droit d'hypothèque, lorsqu'il n'a pas fait de réserve. v, 466, vii, 457. Il faut que ce consentement soit formel. v, 466, vii, 488. La simple connaissance de la cession n'a pas le même effet. v, 456, 467, vii, 488. La remise par le consentement n'a pas lieu, lorsque la cession n'a pas eu son entière exécution, ou lorsqu'elle est nulle ou simulée, ou lorsque les parties s'en sont réservées. v, 467, vii, 488. Le consentement du créancier peut être limité à certains titres d'aliénation, et alors il n'a aucun effet pour les autres. v, 467, 468, vii, 488. *Quid*, s'il n'est consenti qu'à une vente faite sous certaines conditions qui n'ont pas été suivies? v, 468. L'hypothèque ne s'éteint pas, si le débiteur acquiert de nouveau le même héritage. vii, 488. Le consentement, qu'un créancier donne à ce qu'un débiteur hypothèque son immeuble à un autre créancier, peut-il être considéré comme une renie d'hypothèque? 488, 489. L'hypothèque s'éteint par le décret. 489. Enfin elle s'éteint par la prescription. v, 468, vii, 489. Différence pour le temps de la prescription entre le tiers détenteur et le possesseur personnellement obligé. v, 468, 469. V. *Prescription*.

V. *Actus hypothecarius*. *Communio Consuetudinis de rebus et digniorum*. *De rebus voluntatis*. *De rebus de la communauté et des successions d'un conjoint*. *Jacques*. *Mandel*. *Partage*. *Prescription de dix et vingt ans*. *Rebus foris*. *Retrait lignager*. *Tuteur*.

**HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE**. V. *Hypothèque*.

**HYPOTHÈQUE DE LA FEMME**. *Hypothèque tacite*, produite par la loi seule, sans aucun titre, en faveur des femmes mariées sur les biens de leurs maris. v, 239. Elle a lieu pour la restitution de la dot, et dès le jour de la célébration du mariage, s'il n'y a pas de contrat. *Id.* La femme a l'hypothèque de jour du contrat sur tous les biens de son mari, pour l'indemnité qu'il lui doit pour le dot de la communauté, qu'il est tenu d'acquitter. 20, 235, vii, 201. Ou du jour de la célébration, s'il n'y a pas de contrat. vii, 237. Lorsqu'une femme réprime le contrat quelque obligation pour son mari, a-t-elle par elle-même hypothèque pour son indemnité du jour du contrat de mariage? re, 237, vii, 201. Les créanciers de la femme, qui s'est obligée pour le mari, sont colloqués à l'hypothèque de la femme, du jour du contrat sur tous les biens du mari. iv, 237, 238. La femme, qui s'est obligée conjointement avec son mari, depuis le mariage, a-t-elle l'hypothèque sur ces biens du jour du mariage? 238. L'a-t-elle pour les dettes de la communauté, auxquelles elle n'était pas obligée, qu'elle a payées depuis le décès de son mari, et après qu'elle a renoncé? 238. V. *Dot de la communauté*. *Dot de la conjointe*. *Hypothèque*. La femme a hypothèque du jour du contrat pour le créancier des sommes qu'elle a employées à payer les dettes propres de son mari. iv, 213. V. *Dettes des conjoints entre eux*.

V. *Ordre*.

**HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE**. V. *Hypothèque*.

**HYPOTHÈQUE SACRÉE**. V. *Hypothèque*. *Hypothèque de la femme*.

## I

**ILES**. Par le droit romain, les îles qui se formaient dans le fleuve, et le lit entier, lorsque le fleuve l'eût abandonné, appartenaient aux propriétaires riverains. 246. Chez nous, sur les fleuves et les rivières navigables, ils appartiennent au roi. 246. Le chenal, développé par le fleuve, continue d'appartenir au propriétaire. *Id.* Les îles flottantes appartiennent aussi au roi. *Id.* Des les rivières non navigables, le domaine appartient aux riverains. *Id.* V. *Attraction*.

**IMMEUBLES**. Les immeubles sont les fonds de terre, les maisons, et tout ce qui en fait partie. v, 202, vii, 8. V. *Choses*. *Communauté légale*.

**IMMEUBLES PAR DESTINATION**. V. *Choses*. *Communauté légale*. *Retrait lignager*.

**IMPRIMÉS**. Nécessaires, utiles ou voluptueux. v, 372, 373, 386. re, 322, 421. re, 165, 457, 461. re, 448. v, 29, et *infra*. vii, 482. Grosses ou d'estime. v, 95, 97.

V. *Actus hypothecarius*. *Donaire des censeux*. *Partage de la communauté*. *Loans de choses*. *Pétition d'hérédité*. *Présent de rente*. *Quasi-contrat negotiorum gestorum*. *Rapport*. *Récompense*. *Renouveau*. *Remission de la rente*. *Retrait*. *Revendication*. *Secours naces*. *Tierce d'attribution*. *Substitution fideicommissaire*.

**INTÉRÊTS**. Quand elles donnent lieu à la réclamation? ii, 206. V. *Arrière-pensée*. *Droit de réclamation*. *Devoir de payer* par le locataire au preteur le conducteur? ii, 339, et *infra*. V. *Charger réelles*.

**IMPENSANCE.** Comment on doit être faite la preuve <sup>211</sup>, 449. V. *Consentement du mariage. Empêchement de mariage.*

**IMPUTATION DES BAUFERS.** 1. 173. Le débiteur, qui paie, a le pouvoir de déclarer sur quelle dette il entend imputer le somme qu'il paie. *Ibid.* Il peut imputer sur le capital, avant les intérêts, lorsque la créance n'est pas échue. *Ibid.* Si le débiteur ne fait point d'imputation, l'incassable peut le faire par la quittance. *Ibid.* Mais il faut que cette imputation ait été faite dans l'acte, et qu'elle soit équitable. *Ibid.* Quand cette imputation, faite dans la quittance par le créancier, doit être écartée? 173. Si l'imputation n'a été faite ni par le débiteur ni par le créancier, elle doit se faire sur celle des dettes que le débiteur avait alors le plus d'intérêt d'acquiescer. 173. Elle doit se faire plutôt sur les dettes contractées que sur les antérieures; sur la dette exigible que sur celle non encore échue; sur la dette réelle que sur la dette personnelle; sur la dette présumée que sur celle qui provient d'un titre qui n'est pas dû; sur la dette hypothécaire que sur la dette chirographaire; sur la dette ancienne que sur la dette nouvelle; sur la dette simple que sur la dette composée; sur la dette de même nature, et d'ailleurs égales; sur les intérêts, quand la dette est produite, sur le capital. 173, 174. Quand même la quittance porterait que le somme a été payée à compte du principal et des intérêts, 174. Elle s'impute sur le capital, quand on n'y a point parlé que des intérêts, lorsqu'elle marque les intérêts. *Ibid.* Règles de l'imputation pour le cas où un créancier se paie par lui-même sur le prix d'une chose, à l'hypothèque, qu'il a fait vendre. 174, 175. V. *Devoir de rachat. Paiement. Quittance. Secondar accés.*

**IMPUTATION DES DOWERS.** Sur le dower, que doit faire l'exécuteur. 111, 617, 625. V. *Dower der refusa. Rapport.*

**INCENDIE.** V. *Louage des choses.*

**INCIDENTS A LAISSE RÉGÉE.** V. *Suivre réité.*

**INCOMPTABLES.** V. *Comptabilité. Exception déductive. Jugement.*

**INCASSATION D'UNE PERSONNE A QUI PAYER.** 61, 160. V. *Adjournement général. Paiement.*

**INCOGNITÉ.** Les causes d'incognition, sont une cause d'incognition, qui exclut de la succession celle à qui elle est opposée. 14, 313, 315. V. 308. V. *Exhérédation. Legs.* L'indignité n'a pas lieu de plein droit, elle doit

être prouvée. 14, 316. V. *Représentation en ligne directe. Succession.*

**INDIGNITÉ DES LÉGAIRES,** qui annule les legs. 14, 573. V. *Legs.*

**INDIVIDUALITÉ.** V. *Obligation individuelle et individuelle.*

**INQUIRITION.** Nécessité de rester dans l'incertitude; les causes d'incertitude, ou les causes des causes sont celles. V. *Communauté. Partage des successions.*

**INQUIRITION.** État de l'incertitude. V. 178. Quelles personnes sont incertaines, et quelles personnes sont incertaines. 178. Effets de l'incertitude, relativement à la responsabilité de ceux qui l'ont incurré. 178, 179. Différences entre les effets de l'incertitude et ceux du défaut d'incertitude personnel ou de ceux de ceux, ou d'aucun pour être ou. *Ibid.* L'incertitude peut être évitée par des lettres de réhabilitation ou bonne renommée. 179. V. *Mort civile.*

**INQUIRITION.** Actes qui contiennent les dépositions des témoins sur l'incertitude. 178, 208. Toutes personnes qui sont incertaines sont quelques-unes des causes, peuvent individuellement, et individuellement de nombre, être appelés en témoignage. *Ibid.* Les témoins sont assignés à la requête de la partie civile et publique, devant le Juge qui s'en promet d'informer. 209. Délais pour les assigner. *Ibid.* Communication rogatoire, lorsque les témoins sont éloignés. *Ibid.* Le témoin peut être contraint de déposer, par serment et emprisonnement. 208. Ces où certaines personnes ne peuvent être obligées à déposer contre d'autres. 208, 209. Les témoins sont incertaines dans les causes. 209. Ces où il se transmettent auprès d'eux pour les entendre, soit par nécessité, soit par différence. 209. Comment les témoins doivent être entendus. 209, 210. Leur déposition doit être écrite par le greffier. 210. Forme générale de l'acte d'information. 210. Forme particulière de la disposition de chaque témoin. 210, 211. Si l'acte des formalités ou des formalités exigées par l'ordonnance a été omis, la disposition est nulle. 211. Droit du greffier dans les informations. 211. V. *Confrontation. Récolement.*

**INQUIRITION.** V. *Résolution des donations.*

**INQUIRITION.** V. *Communauté hypothécaire. Filiales. Résolution des donations.*

**INQUIRITION DE FAUX.** V. *Faux incident. Faux oulégués.*

**INQUIRITION.** Description qui est faite de l'acte de donation d'un registre public. 14, 20. V. 282. Toutes les donations entre vifs, quelle qu'elle soit, sont sujettes à l'incognition. 14, 20. 14, 282. Les donations rétroactives et les donations oratoires y sont-elles sujettes?

v, 20. vii, 283. Les douzaines mineilles y sont-elles sujettes? v, 21. vii, 283. Les donations faites, dans le contrat de mariage, en conjoints par les succédans, n'y sont pas sujettes v, 21. vii, 283. *Secus*, pour celles faites par autres personnes que les succédans ou par les conjoints entre eux. *Ibid.* Les conventions matrimoniales ordinaires, quelque-elles contiennent un titre formel, n'ont pas besoin d'être insinuées v, 22. vii, 283. Les donations mobilières sont dispensées de l'insinuation, lorsqu'il y a tradition icelle, ou lorsqu'elles n'excèdent pas mille livres v, 22. vii, 283. La donation de biens à venir, faite par contrat de mariage, ou d'autres que les succédans, est-elle sujette à l'insinuation? v, 22. Les donations faites par le roi n'y sont pas sujettes. v, 22. vii, 283.

L'insinuation se fait aux greffes des insinuations de la présidence royale ressortissant moment aux cours, et qui annulent des cours v, 23. vii, 284. On suit le loi de temps où l'insinuation se fait. v, 23. La juridiction où elle doit se faire est-elle réglée par le domicile du donateur au temps de la donation ou au temps de l'insinuation? v, 23. vii, 284. L'insinuation a lieu aussi au bureau de la situation des biens, lorsque les choses données ont une situation. v, 23, 24. vii, 284. Quand, des donations de biens incorporelles, de droits et créances, de reclus, des offices, des droits seigneuriaux? v, 24. L'insinuation se fait par la transcription de l'acte même des donations sur les registres à ce destinés. v, 24. vii, 284. Elle doit être faite dans les quatre mois de la donation. v, 24. vii, 283, 284. Lorsqu'elle est faite dans le temps romain, elle a un effet rétroactif au temps de la donation. v, 24. vii, 284. Si elle est faite après ce temps, mais du vivant du donateur, elle n'a d'effet que de sa date. v, 25. Est-elle nulle, si elle est faite après la mort du donateur? v, 25. vii, 284.

Toutes personnes qui y ont intérêt, excepté le donateur, peuvent opposer le défaut d'insinuation et la nullité de la donation par suite. v, 25. vii, 284, 285. Non seulement les créanciers et les acquéreurs, mais les donataires postérieurs et les légataires. v, 25. vii, 284. Les héritiers du donateur peuvent aussi l'opposer. iv, 25, 26. De même, le femme, à l'égard d'un acquêt de communauté donné par son mari et ses héritiers. v, 26. Celui qui oppose le défaut d'insinuation peut être repoussé par l'exception qu'il est responsable de ce défaut envers le donateur. 26. Les héritiers du donateur ne sont pas garantis de ce défaut envers lui. 26. Le fruct de celui ou la puissance de qui la donation a été, ne lui donne pas d'exception contre les tiers. 27. Les administrateurs des

biens du donateur, leurs héritiers et leurs assignataires, ne peuvent lui opposer le défaut d'insinuation. vii, 285. Le donateur peut opposer au défaut d'insinuation la possession pendant trente ans de l'héritage donné, depuis la mort du donateur. v, 27. Quoiqu'il paraisse prescrire contre le titre de sa donation, qui serait sicus et imparfait par le défaut d'insinuation. 27, 28. V. *Prescription*. Nulle personne ne peut se faire restituer contre le défaut d'insinuation. vii, 285.

Insinuation des substitutions. v, 70. xi. *suiv.*  
V. *Don mutuel*. *Substitution fidéicommissaire*.  
V. *Donation entre vifs*.

INSTITUTIONS. En matière de retrait lignager, 31. V. *Retrait lignager*.

INSTITUTION CONTRACTUELLE. Donation que quelqu'un fait de sa succession en tout ou en partie, par contrat de mariage, à l'un des parties contractantes, ou aux enfans qui naîtront du futur mariage. vii, 394. Elle est irrévocable. 394. Est-elle à cause de mort? 394. Quelles personnes peuvent la faire, et à qui? 395. L'institution contractuelle, en tout qu'elle est institution d'héritier, a les mêmes effets que l'institution testamentaire, dans les personnes où elle est admise. 395. En tout qu'elle est en vertu d'un contrat de mariage, l'institution ne peut donner atteinte. 396. Cependant il peut s'enlever être ager ses biens sans fraude par contrat entre vifs depuis l'institution. *Ibid.* L'institution contractuelle est sujette à révocation pour cause de survenance d'enfans. 396. V. *Révocation des donations*. Toute institution contractuelle contractant une substitution directe n'a lieu en faveur des enfans à naître du mariage, qui est irrévocable comme elle. 396. V. *Institution d'héritier*.

INSTITUTION D'HÉRITIER. Acte par lequel le testateur comme une ou plusieurs personnes pour lui succéder en tous ses droits actifs et passifs. iv, 528. Sous le droit romain, il n'y avait pas de testament sans institution d'héritier. *Ibid.* Si l'institution est nulle ou caduque, le testament est nul, à moins qu'il ne contienne la clause codicillaire. *Ibid.* Dans nos Coutumes, l'institution d'héritier n'a lieu. 528. L'institution d'héritier, qui y est faite, est une fois universelle. *Ibid.* V. *Legs universel*. La loi sur l'institution d'héritier est un statut réel. 56. Le lieu où le testament est fait, et le domicile du testateur, ne sont pas considérés. 529. On y a égard pour décider si le legs universel, fait par un domicilié en pays de droit écrit, sans une Coutume, peut valoir comme institution. 529. V. *Statut réel*.

V. *Institution contractuelle*.

INSTRUMENTS. V. *Appentissans*. *Compté*





peut en rechercher la preuve dans les réponses que fera l'autre partie, et la faire interroger par le juge *vi*, 33. Quelles personnes peut-on faire interroger ? *Ib*. Sur quels faits doit porter l'interrogatoire. *Ib*. Il peut être demandé en tout état de cause. 38. Il se fait par un juge commis à cet effet. *Ib*. Procédure à suivre pour arriver à l'interrogatoire sur faits et articles. 39, 39. L'effet de cet interrogatoire est de faire résulter une preuve, une présomption ou un argument, des aveux et contradictions contenues dans les réponses. *i*, 276. *vi*, 39. Prime encourue par la partie qui refuse de comparaître ou de répondre. *vi*, 39. Les faits sont tous pour confondre. *Ib*. Les réponses ne peuvent pas être dirigées. *i*, 276. V. *Serment*.

**INTERRUPTION DE LA PRÉSCRIPTION.** Elle est naturelle ou civile, *v*, 369. Principes sur l'inter interruption naturelle, et sur l'inter interruption civile, 369 et suiv. V. *Arreger*. *Prescription*. *Témoignage de cinq ans*.

**INTERRUPTION D'INSTANCES.** Elle a lieu ou par des lettres d'état, ou par la mort et le changement d'état, soit des parties, soit des procureurs, *vi*, 43. Les lettres d'état sont données par le roi, et ont pour effet d'empêcher toutes poursuites de la part des personnes à qui elles sont signifiées, 43, 44. Elles ne s'accroissent qu'aux personnes occupées au service de l'état. 43. Comment elles se propagent. *Ib*. Instances dont elles ne peuvent arrêter le cours. 43, 44. V. *Lettre d'état*. Toutes procédures cessent, après le décès de l'une des parties légalement connu. 44. Il n'est de même, lorsque l'une des parties change d'état. *Ib*. Ou lorsque l'un des deux procureurs meurt. *Ib*. L'instance n'est qu'interrompue, et elle doit être reprise. 45. V. *Reprise d'instance*.

**INTERRUPTION DES INSTANCES DE SAISIE RÉELLE.** *vi*, 134, 135. V. *Saisie réelle*.

**INTERVENIR D'OFFICIEL.** V. *Action hypothécaire*. *Hypothèque*.

**INTERVENTION.** Acte par lequel on tire demande à être reçu partie dans une instance formée entre d'autres parties, pour se joindre, soit au demandeur, soit au défendeur. *vi*, 22. Forme dans laquelle se fait l'intervention. 22, 23. Si l'intervenant est privilégié, il peut faire renvoyer le tout devant le juge de son privilège. *Ib*. Les parties en instance doivent défen-

dre à l'intervention. *Ib*. Lorsque la cause est en état, on peut, en recourant à l'intervention, faire droit sur le tout par un seul et même jugement. *Ib*.

**INTÉRIEUR.** En matière de communauté *vi*, 215. *vi*, 191. Description détaillée de tous les effets dont la communauté est composée. *Ib*. Ce qu'en doit y faire entrer. *vi*, 215. *vi*, 191. On joint à chaque des meubles corporels qui y sont compris, une mention de la somme à laquelle il a été estimé. *vi*, 192. Les héritiers premiers sont chargés de cette estimation. *Ib*. Après la description des meubles corporels, l'inventaire doit comprendre la déclaration de tous les titres, papiers et renseignements des biens de la communauté, soit des choses actives que passives. *Ib*. L'inventaire se fait ordinairement par acte devant notaire, ou la maison qui était le domicile des parties. *vi*, 216. Il se fait à la requête du survivant et quelquefois à celle des héritiers du prédécédé. *vi*, 216. Le survivant doit faire l'inventaire en présence des héritiers du prédécédé, ou eux même appelés. *Ib*. V. *Communauté légale*. *Recel*.

**INTÉRIEUR** doit faire le greffe de substitution. *vi*, 106, 107. V. *Substitution fidéicommissaire*.

V. *Dépense d'entretien*. *Continuation de communauté*. *Dette de la communauté*. *Don mutuel*. *Extinction testamentaire*. *Garde noble*. *Préjudice légal des nobles*. *Renonciation à la communauté*. *Séparation de dettes*. *Tutelle*.

**INTÉRIEUR.** Sont d'occupation par laquelle celui, qui trouve une chose qui n'est à personne, en acquiert la propriété ou s'en emparant. *vi*, 224. Exemples de différentes intensions. 224. Les choses, qui ont un maître quel qu'en cause, ne peuvent être l'objet de l'intention. *Ib*. V. *Épave*. La découverte d'un trésor est elle une invention qui appartient à celui qui la fait ? 224. V. *Trésor*. Pour acquérir la possession des choses qui nous trouvent, faut-il mettre la main dessus, ou suffit-il de les avoir regardées, sans le dessein de s'en emparer ? 224, 225. V. *Occupation*.

**INTÉRIEURITÉ.** V. *Don mutuel*. *Donation entre vifs*.

**INTÉRIEUR.** Une personne en état d'inceste est incapable de contracter. *i*, 13. V. *Contrat*.

## J

**JESUITES** Variations, et dernier état de la jurisprudence sur leur état civil. *v*, 176, 176. V. *Profession religieuse*.

**JET.** Il a lieu pour alléger le vaisseau, dans le cas de tempête ou de pourrissure par l'ennemi. *vi*, 202. Il donne lieu à la contribution, lorsqu'il

procure la conservation du navire et des marchandises qui y sont renfermés. *Id.* Il faut, pour cela, qu'il ait été à propos de le faire. *Id.* Le maître doit garder l'avis des marchands et des priorités de l'équipage. *Id.* Non seulement pour savoir si le jet est nécessaire, mais encore pour s'enrayer qu'il y ait des marchandises devant être jetées. 203. Formalités à remplir par le maître, pour être déchargé des marchandises jetées à la mer, et ren à faire contribuer les autres. *Id.* Il faut que le jet, pour qu'il donne lieu à la contribution, ait été fait par nécessité, et non par avarice ou le pillage du navire. *Id.* Si, dans la même navigation, un autre avarice a fait périr ou prendre le navire, il y a lieu à la contribution. 203, 204. Toute la perte, et tout le dommage causé par le jet est commun, doit être réparé par la contribution. 204. Les choses, non sujettes à contribution, y donnent cependant lieu, si elles sont jetées. *Id.* Les effets jetés, dont il n'y a pas de connaissance, ne sont pas payés. *Id.* Ni leur propriétaire par le tillon, ni le recet contre le maître. 204, 205. Les propriétaires du navire saisis par le jet, contribuent à la perte. 205. Mais non pour les marchandises qui sont de bonho, qu'on a retirés dans le navire. *Id.* Les propriétaires des marchandises non jetées y contribuent en proportion de la valeur de ces marchandises. *Id.* Déduction faite, toutefois, du fret. *Id.* Les propriétaires des marchandises non jetées ont droit de contribution pour leur part dans la contribution. *Id.* Mais non dans le cas où les marchandises jetées ont été endommagées par un accident postérieur au jet de celles-ci. 206. Les passagers contribuent pour leurs bagages et leurs bijoux. *Id.* Les matelots ne contribuent pas. *Id.* Les officiers contribuent contre le maître l'action de loyauté, pour qu'il leur fasse indemniser par une contribution. *Id.* Et si l'action est rendue, pour les y appeler. *Id.* Pour parvenir à la contribution, on dressa deux listes, l'une du montant des pertes, l'autre du montant des effets jetés. 207. Comment on fait l'estimation des marchandises tant saisis que jetés? *Id.* Différence entre l'ordonnance et le droit romain. *Id.* Comment s'établit la mesure des pertes, et celle qui mesure le montant des effets jetés à contribution? 207, 208.

Salaper plusieurs des marchandises refusés de contribuer, le maître peut rendre par jure les marchandises jusqu'à concurrence de leur port. 208.

Si les marchandises jetées à la mer ne sont retirées, elles appartiennent aux propriétaires. 209. Car où la contribution était on s'était pas faite, et ainsi que les marchandises aux col

lés recouvrées. *Id.* V. *Arrière. Charte-partie.*

Jeu. Contient plusieurs et intéressés de part et d'autre, par lequel deux joueurs conviennent que celui d'entre eux, qui aura le perdant, donnera une certaine somme à celui d'entre eux qui sera le gagnant. 118, 297. Le jeu d'adresse et le jeu de hasard n'ont rien de moral en eux-mêmes. 298. En fait-il de même des jeux de pur hasard? 298, 299. Opinion des théologues sur ce point. *Id.* Conditions à observer pour que le jeu soit juste. 299. Il faut que chacun des joueurs ait droit de disposer de la somme qu'il joue. 299, 300. Si le jeu de famille, le mariage et la femme mariée, peuvent jouer raisonnablement. *Id.* La somme qu'un gagnant ne leur est pas due. 300. V. *Femme mariée. Mariage.* Il faut que chacun des joueurs ait apporté sa libre et volontairement au jeu. 300, 301. Le contrat de jeu avec un homme irascible, en produit un autre, soit qu'il perde, soit qu'il gagne. 301. Si l'un des joueurs a contrainct l'autre à jouer, le contrat de jeu n'est pas valable. 301. Puis-je recourir légalement, si je gagne, le prix du jeu, de la part de celui qui m'a contrainct? 301, 302. Il faut que les chances soient égales de part et d'autre. 302. Lorsque le risque est égal, il faut que la part du jeu soit égal. *Id.* Lorsque le risque est inégal, par la supériorité de talent de l'un des joueurs, celui qui est le plus habile se récompense par un avantage donné au plus faible joueur, ou en jouant une somme plus forte contre lui. 303. Lorsque l'un des joueurs a été averti de la supériorité de l'autre, le contrat est-il nul, en vertu de l'indivisibilité de la somme que le plus faible joueur aurait pu jouer équitablement contre l'autre. 303, 304. *Quid*, si les deux joueurs ne se reconnaissent pas? 304. Dans les jeux d'adresse, le joueur le plus fort ne peut élever la partie qu'à l'arbitraire et l'autre ne peut s'y opposer. 304, 305. Les joueurs ne doivent mutuellement la fidélité au jeu. 305. Celui qui a gagné sa partie, doit la restituer de la somme gagnée. *Id.* Les tricheries de la part du joueur ne les empêchent pas de la part de l'autre. *Id.* On doit avertir son adversaire de la tricherie qu'il fait au jeu. *Id.* Plus légitime que l'on peut se proposer dans les jeux de hasard. 306. Plus légitime que les jeux de hasard. *Id.* Mais la loi de jouer pour gagner. 307. Lorsque et la parure sont les passions qui portent à jouer gros jeu. *Id.* Le désir du gain, en jouant gros jeu, est contraire à la charité chrétienne. 307, 308. Loi des Romains sur le jeu, 308, 309. Loi française; ordonnances de Louis XIV, 309, 310.

Toute action pour le jeu est déclinée. 310. Si ce n'est à l'égard des jeux propres à exercer au

fait des sacs, et pourra que l'on n'ait pas joué de trop grosse somme. 311. Les gages sont-ils obligés, dans le cas de la rousure, à la restitution des sommes gagnées, et les perdus sont-ils obligés dans ce cas au paiement des sommes perdues? 311, 314. Raisons de la question dans les pays où il y a une loi en vigueur qui donne aux perdans une action pour la restitution des sommes perdues, contre les gagnans qui les ont reçus. 314, 315. La rousure, fait pour le prix d'une somme gagnée au jeu, ne donne pas lieu à la garantie, quand même elle aurait été stipulée. 332. V. *Garantie*.

#### V. *Contrat aléatoire*.

JACQ. RIZ. En quoi consiste le jeu de l'urf, et sa différence de démenbrement. vi, 430, 441. Disposition des *Coutumes* expédictes; question. vi, 441, 442, 443 Effet du jeu de l'urf, et principes qui sont relatifs au jeu. vi, 444, 445. vii, 80. V. *Bail à rente*, *Démenbrement de fief*, *Fief*.

JAYSUS. Ce qu'on entend par ce mot, vi, 149.

#### V. *Préceptum correctionis*.

JEU. Le jeu doit être les causes et état de l'être. vi, 48, 49. Action ou d'un de justice pour l'y contraindre. 49. De quel caractère est-il elle doit être prêter. *Id.* Les juges en dernier ressort ne peuvent être pourvus par décret de justice; il faut se pourvoir en premier par devant le parlement. *Id.* V. *Prix à porter*.

JURAMENT. Tout jugement, qui n'est pas nul, est présumé équitable. s, 260 Un jugement peut être nul par rapport à ce qu'il ordonne, aux personnes qui y ont été parties, au juge qui l'a rendu, ou par l'incapacité de quelque forme. *Id.* Un jugement est nul, lorsque l'objet de la condamnation qu'il prononce, est incertain. 260, 261. Il suffit qu'il soit raphé par quelque acte auquel le jugement se rapporte. 261. Il n'est pas nécessaire que l'objet de la condamnation soit liquide, pourvu qu'il puisse le devenir. *Id.* Un jugement est nul, lorsque l'objet de la condamnation est quelque chose d'impossible, ou lorsqu'il a prononcé expressément contre l'acte. 261. Il l'est également, lorsqu'il contient des dispositions contraires, qui impliquent contradiction. 261. V. *Requête civile*. Et lorsqu'il a prononcé sur des choses non demandées et non contestées. 262. Les nullités doivent être opposées par le voie de l'appel ou de la requête civile, si le jugement est en dernier ressort. 262. Un jugement rendu avec un incapable, est nul. *Id.* Les personnes, qui ont perdu l'entendement, sont incapables d'être juges. *Id.* V. *Mort civile*, *Profession religieuse*. Les mineurs ne peuvent être en jugement qu'avec leur tuteur ad hoc, s'ils sont

démontés. *Id.* V. *Mineurs*. Les femmes mineures, en pays coutumier, ne le peuvent pas draulage, sans avoir été autorisées par leur mari. 261. Exemple relatif au mariage pour l'usage. *Id.* La femme est tenue autorisée, lorsque son mari est en état de rousure. *Id.* V. *Femme mariée*, *Parenté morale*. Un jugement, rendu contre une femme morte, est-il valable? 263. Le jugement est nul, lorsqu'une partie a procédé pour une autre, sans que quelque chose défende ou pour agir pour elle. 263. Le mandataire, est d'interdire aux demandeurs, de le demander au nom du mandant. *Id.* Le jugement est nul, si le juge a été déclaré d'office du juge qui l'a rendu. 263, or pour l'observation de certaines formalités. *Id.* Comment on pourroit dans ce cas? *Id.* V. *Appel*, *Chose jugée*, *Opposition*, *Requête civile*.

Le jugement est le résultat de l'opinion des juges. vi, 49. Les opinions d'un père et d'un fils, d'un frère et d'un beau-frère, d'un oncle et d'un neveu qui ne sont pas semblables, ne comptent que pour une, lorsqu'ils sont les mêmes. 49. Ce qu'on fait, en cas de partage. *Id.* Formulaire du jugement. *Id.* Jugement avec force de loi. *Id.* Le jugement est, aussi, qu'il a été prononcé au public à l'audience. 50. Devoirs du greffier et du procureur. 50. Jugement par défaut. 50 V. *Defaut*.

Quelle jugements sont exécutoires, et quand on-le brise, par l'ère, d'un pouvoir du grand sceau? 92, 93. Veux pour contraindre une partie à exécuter le jugement. 92. V. *Contrainte par corps*, *Saisie-arrest*, *Saisie-exécution*, *Saisie-gagante*, *Saisie-réelle*.

Moyens de se prêter contre les jugements. 68. V. *Appel*, *Cassation*, *Opposition*, *Requête civile*, *Tierce opposition*.

JURISDICTION MATRIE CRIMINELLE. Auteurs de crimes, ou criminels, ne peut être saisis par un seul juge. vi, 231. Dans les juridictions où il n'y a qu'un, il est fait assés de deux gradués. 231, 232. Ces gradués doivent être Français, possesseurs de l'état civil, et bornés dans une circonscription du royaume. 232. Les mineurs, les interdits, les fous, les mûrs, ne peuvent être. *Id.* Seul juge peut en dresser l'acte, il faut sept juges au moins pour le rendre; le nombre en est complété par des gradués. 232. Avant de procéder au fond, les juges doivent sur les reproches, quand il en a été présenté par l'accusé. 232. Dans le cas où il s'agit d'une peine afflictive, l'accusé doit être interrogé sur la vérité. *Id.* Il est interrogé par le procureur. 233. Ce dernier interrogatoire ne fait pas préjudice pour la défense et justification de l'accusé. *Id.* On procède ensuite au jugement;

en matière de partage, l'avis de plus des deux prévaut. 233. Degrés des parents. *Ib.* V. *Parents*. Le greffier écrit le jugement; il est signé par tous les juges. *Ib.*

Les jugements sont interlocutoires ou définitifs. 233. Jugement interlocutoire qui ordonne que les faits justifiés allégués par l'accusé, soient prouvés. 233, 234. V. *Défense des accusés*. Ce jugement est-il exécutoire avant l'appel? 234. V. *Appel en matière criminelle*. Jugement qui ordonne d'offrir la preuve de la démission des accusés, dans le temps que le crime a été commis. 234, 235. V. *Démence des accusés*. Jugement qui ordonne la question préliminaire. 235. Il ne peut être rendu que par les cours souveraines. *Ib.* V. *Questions préliminaires*. Jugement qui ordonne qu'il en sera plus amplement informé dans un certain temps. 236. Il est libre aux juges, lorsqu'il ne s'agit d'un accusé, de prendre nouvelles, de condamner ou d'absoudre. 236, 237. Jugement définitif d'absolution ou de condamnation. 237. V. *Absolution*. Condamnation. Exécution des condamnations. *Peines*.

JURISDICTION. V. *Compétence*. Exemption de châtiments. *Privilèges*. *Recommandation de rance*.

JURISDICTION CONCORDÉE. V. *Concordat*. *Écritures privées*. *Lettre de change*. *Peure testamentaire*. *Reconnaissance d'écritures*.

JUR AD REM. Ce droit nait d'une obligation personnelle, et ne donne aucun droit sur la chose qui en est l'objet. v. 209 vis, 26. Il n'empêche pas le propriétaire, contre lequel il existe, d'aliéner la chose. vis, 26. En quel il diffère du *Jus in re*, vis, 29, 30. V. *Action personnelle*. *Jus in re*. *Choses*. *Obligation personnelle*.

JUS IN RE. Droit dans la chose, v. 209, vis, 23. La principale espèce de droit dans la chose est le droit de propriété. *Ib.* V. *Propriété*. Définition de la propriété vis, 23, 24. Les conventions ne lui infèrent pas la propriété, si elles ne sont accompagnées ou suivies de tradition réelle ou fictive. 24. V. *Tradition*. Le domaine direct est un droit dans la chose. vis, 112 et suiv. vis, 25. V. *Concier*. *Fief* Il y a eu de même des droits de rente foncière, de servitude et d'hypothèque. V. *Hypothèque*. *Rente foncière*. *Servitude*. *Ib.* *Usufruit*, l'usufruit l'habitation, sont des servitudes personnelles et des droits dans la chose. *Ib.* V. *Habitation*. *Usufruit* (droit d'). La possession n'est pas proprement un droit dans la chose. *Ib.* En quel il se distingue du *Jus ad rem*, vis, 29, 30. V. *Action réelle*. *Choses*. *Jus ad rem*. *Possession*.

JUSTE TITRE. V. *Titre*.

## L

LAIQUES ET SOMERCE. V. *Acquéreur* (*Reir*, *lign.*). *Fruits*. *Promesse de mari*. *Réméré*, *Solus fœderis*.

LAIQUES. Ne peuvent être ecclésiastiques avant la tonsure. v. 335. V. *Peines*.

LAIQUE V. *PEUNIERS*.

LE MARIAGE. *Quid?* 160, 213.

LÉGALISATION. Attestation donnée par le juge royal, par laquelle il certifie qu'un officier, qui a reçu et signé un acte, est effectivement officier public. v. 226. Elle est nécessaire sous les ordres des seigneurs, qui doivent être présents lors de la juridiction où ils ont été passés. 226. V. *Titre authentique*.

LÉGISLATION. Droits et ordres de législateurs, relatifs aux choses qui lui ont été léguées. v. 226. V. *Délivrance des legs*. *Legs*. Obligation du législateur, vis, 333. Lorsque le legs a été fait sous une certaine charge. 333, 334. Lorsque la chose léguée renferme elle-même quelque charge. 335. Contumes où a lieu la maxime, nul ne peut être héritier et légataire à la fois, et développement des principes y relatifs. sv, 492 et suiv. 543. v. 90. V. *Rapport*. *Testament*. *Légataire particulier* et *légataire*

universel. 509. V. *Délivrance des successions*. *Legs*.

LÉGITIMATION. Origine de la légitimation par mariage subséquent, vis, 432. Constitution de Constantin; loi de l'empereur Zénon; loi de Justinien. 432, 433. Selon le droit romain, la légitimation est admise en faveur, des enfants, pourvu que, lors du remariage dont ils sont nés, leur père et mère soient d'âge capables de contracter ensemble mariage. 433. Or présumons qu'ils aient eu auparavant contracté mariage. *Ib.* Cette présomption ne peut se présumer, lorsque le mariage est impossible. 434. Les principes du droit romain, qui n'ont pas été suivis dans notre droit civil, ont été suivis dans notre droit. 434. Non seulement l'enfant du père et mère qui se marient, mais encore les enfants de celui-ci, jouissent du bénéfice et des droits de la légitimation. 434. Les descendants de l'enfant mort avant le mariage? sont-ils légitimés par ce mariage? *Ib.* Il suffit, pour qu'il y ait lieu à légitimation, que les parents, lors du remariage qu'ils ont eu ensemble, aient été capables de contracter mariage à l'aide d'une dispense épiscopale obtenue, quoique non encore obtenue. vis, 435. sv, 390.

Si elles étaient absolument incapables de reconnaître, la légitimation n'est pas possible. *Id.*, 435. L'enfant né d'un commerce adultérin ne peut être légitime. *Id.*, 390, 391. Cette règle souffre-t-elle exception, dans le cas où l'un des parents aurait ignoré que l'autre était marié, lors du commerce charnel qu'ils ont eu ensemble ? *Id.*, 435, 436. *Id.*, 391. Suffit-il que les parties fassent libres dans le temps où l'enfant est venu au monde ? *Id.*, 437.

Un mariage valable et produisant les effets civils, peut seul légitimer les enfants nés auparavant. *Id.*, 437, *Id.*, 391. Mariages qui, quoiqu'adultérins, ont les effets civils, et opèrent la légitimation. *Id.*, 437, 438. *Id.*, 391. Un second mariage opère la légitimation des enfants nés avant le premier mariage, qui avait été contracté et qui est dissous. *Id.*, 438, 439. La légitimation se fait par le triple for et l'efficacité du mariage, sans le consentement du père et de la mère. 438. Le mariage, pour opérer la légitimation, doit-il être accompagné d'un contrat dotal ou non ? *Id.*, 391. Un enfant peut-il contester l'effet qu'a le mariage de le légitimer, en prattant par écrit qu'il ne veut pas l'être ? *Id.*, 438, 439.

La légitimation rend les enfants nés avant le mariage aussi parfaitement légitimes que s'ils étaient nés durant le mariage. *Id.*, 439. *Id.*, 391, 392. Différence en cela entre la légitimation par lettre du prince, et la légitimation par mariage subséquent. *Id.*, 392. *V. Bédard. Mariage.* L'enfant légitime a-t-il le droit d'adoption sur les enfants nés d'un mariage intermédiaire entre sa naissance et sa légitimation ? *Id.*, 392.

**LÉGITIMES.** Portion de la part qu'aurait eue un enfant dans les biens de ses père, mère ou autres ascendants, s'ils n'en avaient pas disposé par donations entre vifs ou testamentaires, auxquelles on lui tient en remboursement pour le compléter. *Id.*, 428, 432. *v.*, 44, *Id.*, 296. L'enfant qui a eu de plein droit de la légitime, de l'enfant de la mort de son père et mère, ou autres ascendants. *Id.*, 286. Le légitime est de moitié des biens soumis au Coutume de Paris et d'Orléans. *v.*, 44. *Id.*, 286. Dans les Coutumes qui ne s'en expliquent pas, doit-elle être réglée par celles-ci ou par la nouvelle ? *Id.* La loi qui règle la légitime est aussi celle pour les héritages, et même personnel pour les biens qui n'ont pas de situation. *Id.* *V. Statut personnel et réel.*

Les enfants habiles à hériter ont seuls droit de la légitime. *v.*, 45, *Id.*, 287. Sans certaines Coutumes, le fils doit, ou qui renonce par son contrat de mariage à la succession, n'y a

pas droit. *Id.* Sans les coutumes où ils y a droit, quoiqu'adultère, doit-elle précompteur sa dot sur la légitime ? 44. Il faut qu'elle ait reçu effectivement la dot, pour être rattachée de la légitime. *Id.* L'enfant, pour avoir droit à la légitime, doit-il accepter la succession au moment où son père est décédé ? *Id.*, 44, 45.

Les donations faites avant que le légitime soit au monde, sont-elles sujettes au remboursement de la légitime ? *v.*, 45. *Id.*, 286. Les dots des filles y sont-elles sujettes du vivant du gendre et pendant que la communauté dure ? *v.*, 45. *Id.*, 287. Qu'adviendra-t-il de la dot si le mariage est annulé, soit par la loi du pape ? *v.*, 45. *Id.*, 287. La dot fournie pour la profanation religieuse d'une fille, les donations mutuelles, rémédiales et onéreuses, y sont-elles sujettes ? *v.*, 45. 46. *Id.*, 287. Les conventions matrimoniales n'y sont pas sujettes *v.*, 46, *Id.*, 287.

Pour fixer la réputation de la légitime, il faut composer sur toutes les donations faites par le défunt, même de ceux légers ou douteux, qu'on rapporte strictement à la succession. *v.*, 46. *Id.*, 287. Les biens mobiliers et les offices s'estiment en argent au temps de la donation. *Id.* Les dots des filles, la légitime est de moitié de la part qu'aurait eue le légitime dans les biens restants. *v.*, 46. *Id.*, 288. Quelle enfant ne doit compter on ne peut compter pour fixer la part de la légitime. *Id.* L'enfant doit imputer et précompteur sur sa légitime tout ce qu'il a reçu de la libéralité du défunt. *v.*, 47. *Id.*, 288. Dans le droit romain, il fallait, pour cela, une condition expresse imposée à la donation. *Id.* Les donations entre vifs et les legs souffrent remboursement, pour la légitime des enfants, quoiqu'il n'y a pas dans les biens de défunt de quoi la couvrir. *v.*, 47. *Id.*, 288. Les donations entre vifs n'y contribuent qu'après que les legs ont été épuisés. *v.*, 47. *Id.*, 288. Les legs y contribuent au-delà de la libéralité. *Id.* Les dernières donations doivent être épuisées avant les autres. *Id.* Un donataire par contrat de mariage, de tous les biens présents et à venir, est seul chargé d'acquiescer les légitimes, avant les donations postérieures, à moins qu'il ne s'en tienne de la donation des biens présents. *v.*, 48. *Id.*, 289. Serait-il d'un donataire qui d'une partie des biens présents et à venir. *v.*, 48. L'enfant donataire ne contribue pour les légitimes que pour sa part de sa dot ou de son legs contracté de plus que sa propre légitime 48. Si le dernier donataire est insolvable, l'enfant peut-il se pourvoir pour sa légitime contre les donataires antérieurs ? *v.*, 48. *Id.*, 289. La demande en

légitime ou lieu contre les tiers acquéreurs des choses données. v, 48, vii, 291. La restitution de tout ou partie des choses données doit être faite en nature peu le donateur ou légitimataire. v, 48, vii, 289. La légitime ou ses seuls valeurs des biens, en regard du temps du décès vii, 289. L'enfant légitimataire doit-il profiter des augmentations, et souffrir des diminutions successives depuis la décès, dans les choses dont est composée la masse qu'un forme pour la répartition de la légitime? 289. Les choses données retiennent au légitimataire sans aucune des règles réelles constituées par le donateur u, 46, vii, 286. Le retranchement donné lieu à une sorte de partage entre le légitimataire et le donateur, dont ils se disent mutuellement la garantie. u, 49, vii, 292. Le légitimataire a un privilège pour cette garantie, sur tout créancier, sur les biens du donateur. v, 49. L'enfant qui renonce n'a aucun droit à la légitime. *Ibid* Ses créanciers, lorsqu'il a renoncé ou fraudé de leurs droits, peuvent exercer ses droits pour tout ou de la légitime. *Ibid*. La prescription de trente ans contre la demande en légitime. v, 49, vii, 292. V. *Prescription trentenaire*. L'enfant, qui n'a pas fait inventaire, est-il recevable dans la demande en cette réclamation de la légitime? v, 49, vii, 292.

**Légitime coutumière**, consistant dans une portion des propres d'un certain Coutume descendant du disposant, u, 50. Cette légitime est accordée aux héritiers de la ligne dont dépendent les propres. 50. Quelles donations sont injustes à ce retranchement. *Id*. C'est au temps du décès du donateur qu'il faut avoir égard pour juger de quel bien il a pu disposer. 50. Le donateur entre lui ne peut imputer aux légitimes des propres situés en une Coutume, les propres auxquels succède le légitimataire en une autre Coutume. *Id*. En est-il de même des légataires? 51. Lorsqu'une personne, ayant des propres de différentes lignes, a donné tout ceux d'un ligne, les héritiers de cette ligne peuvent-ils demander le retranchement de cette donation? 54. La légitime coutumière est-elle sujette aux dettes de la succession, lorsque l'héritier légitimataire l'a acceptée sans bénéfice d'inventaire? *Id*.

**Retranchement** que peuvent souffrir les donations par le premier et second chef de l'édit des secondes nocces. 51, 65. V. *Secondes nocces*.

La légitime des pures ne peut être allouée par l'exercice du droit d'insinuation. iv, 418, 412, vii, 290, 291. V. *Alinea* (droit d').

**Légitime réserve**. Légitime de l'ind, qui consiste dans un droit d'insinuation, tel que la Coutume le lui accorde, auquel il ne peut être

donné atteinte. iv, 430. V. *Alinea* (droit d').

**Legs**. Du mot latin directus qui le testament fait au profit de quelques personnes, soit de l'universalité ou d'une qualité de ses biens, soit de quelques choses particulières. iv, 629, vii, 307. Différence entre les legs universels et les legs particuliers. iv, 630, vii, 307. En quoi les legs diffèrent des fiducies en matière d'insinuation. *Id*. V. *Substitution fiducie*.

Un legs est nul, lorsqu'on ne peut absolument discerner quel est celui en profit de qui le testateur a voulu le faire. iv, 630, vii, 312. Il est valable, si quelques circonstances peuvent faire présumer quelle est cette personne. iv, 631, vii, 312. Il n'est pas nécessaire que la personne soit nommée, pourvu qu'elle soit désignée, et qu'on puisse la reconnaître. *Id*. L'erreur dans le nom, ou dans la désignation, ne vicie pas le legs, lorsque la personne est constante. iv, 631, vii, 312. Le legs est également nul, lorsqu'il est incertain quelle est la chose que le testateur a voulu légier. iv, 631, vii, 312. Si la chose du legs fait connaître la chose légée, le legs est valable. *Id*. L'erreur sur le nom de la chose légée ne vicie pas, lorsque cette chose est constante. iv, 631, vii, 312. L'erreur sur le motif qui a porté le testateur à légier, n'empêche pas le legs d'être valable, à moins que le testateur n'ait voulu le faire dépendre de la vérité de ce motif. v, 632, vii, 312, 313. Les legs faits à *ex rato* sont-ils valables? v, 632. Le legs fait par le testateur en une de ses personnes héritières est nul, lorsqu'il a pour objet de faire révoquer quelque chose que les lois défendent. iv, 632, 633, vii, 313. Les legs, par lesquels le testateur institue le légataire, sont nuls. iv, 633, vii, 312. Les legs faits par une personne incertaine, fondés sur un motif plausible, et par sur le plus expresse du testateur, sont valables. iv, 633. Les legs qui tendent à récompenser le mariage, sont nuls, comme contraires aux bonnes mœurs. iv, 634, vii, 313. Il en est de même de ceux qui ont le même objet, sans la suggestion. iv, 634, 635, vii, 313. V. *Suggestion*. Les legs faits sous la condition, si l'héritier le veut, sont nuls. iv, 635. Il en est autrement de ceux qui sont faits sous la condition d'un fait, dont l'accomplissement dépend de la volonté du légataire. 635. Validité du droit romain sur ces différents cas. *Id*. Le legs, que le testateur laisse entièrement à la volonté d'un tiers, est-il valable? 636. Les conditions imposées, répandues aux legs, sont regardées comme nulles. iv, 638, vii, 318, 322. V. *Conditions*.

Le legs peut être ou de l'universalité, ou

d'une quotité de biens, ou de corps certains, ou de choses indéterminées. *ar.* 544. *vos.* 316. On peut léguer la chose de l'héritier, et même celle d'un tiers. *iv.* 541, 545. *vi.* 317. Le legs de la chose d'un tiers est valable, lorsque le testateur, en le léguant, a eu qu'elle ne lui appartenait pas. *ar.* 545. *vis.* 317. Quand le legs d'une chose concourent entre le testateur et un tiers, est présumé de la chose entière. *ar.* 545. Si la chose léguée n'appartient qu'imparfaitement au testateur, il est censé n'avoir légué que le droit qu'il y avait. *iv.* 545. *vis.* 317. Le legs d'une chose qui appartient déjà au légataire est nul. *Id.* Si la propriété de cette chose n'était qu'imparfaite dans le sein du légataire, l'effet du legs est de la consolider. *ar.* 545, 546. *vis.* 317. Le legs d'une chose qui n'est pas dans le commerce est nul. *iv.* 546. *vos.* 317. Quelles choses sont considérées comme étant hors du commerce. *Id.* V. *Chose.* Le legs d'une chose qui s'éteint par la mort du testateur, est nul. 546. Le legs peut exister dans un fait, pourvu qu'il soit possible, licite, et utile au légataire. *iv.* 547. *vis.* 317.

Jusqu'à quelle concurrence de ses biens un testateur peut-il léguer? *iv.* 547. *vis.* 317. V. *Légitime Réserve.*

Les legs ont effet du jour du décès du testateur. *iv.* 556. *vis.* 320. Le terme apposé par le testateur en diffère seulement l'exigibilité. *iv.* 556. *vis.* 320. V. *Termes de paiement.* Mais s'il est incertain quand le terme arrivera, et s'il arrivera du vivant du testateur, le legs devient conditionnel. *Id.* Il est pur et simple, si le terme incertain n'est apposé qu'à l'exécution du legs. *iv.* 556. *vis.* 324, 326. Ne rendent pas le legs conditionnel, les conditions qui tiennent à la nature même de la chose léguée. *vis.* 324. Il ne faut pas confondre avec les conditions, les phrases qui n'expriment que le motif du testateur, ou la destination de la somme. 332. Il faut aussi distinguer de la condition, la charge de donner ou de faire quelque chose. 222, 323. V. *Condition.* Lorsque le legs est pur et simple et d'un corps certain, la propriété de la chose léguée passe au légataire de plein droit, et sans tradition. *iv.* 559. S'il est conditionnel, la propriété ne lui passe qu'à l'accomplissement de la condition. *iv.* 559. *vis.* 323. Quand la condition est-elle accomplie? *vis.* 323. Elle est réputée pour accomplie, toutes les fois que c'est par le fait de l'héritier, ou autre grevé du legs, qu'elle ne l'a pas été. 323, 324. Les conditions potestatives passent pour accomplies, dès qu'elles ont come de pouvoir l'être. 324. V. *Condition.* L'héritier ne peut aliéner la chose léguée avant l'échéance de la condition. *iv.* 559. Le possesseur

de la chose léguée ne passe au légataire que du jour où la tradition et dévotion lui en est faite. 559. Quand même le testateur aurait ordonné qu'il serait tenu de plein droit. 559.

Le légataire a le droit de demander la délivrance de la chose léguée, et l'héritier est dans l'obligation d'y satisfaire, du jour du décès du testateur. 559, 560. *vis.* 324. V. *Délivrance des legs.* Le légataire est obligé de demander cette délivrance, quand même le testateur l'aurait dispensé. 560.

Le légataire, après avoir été saisi par l'héritier, peut revendiquer sur un tiers le corps certain qui lui a été légué. *vi.* 567. Il a une hypothèque sur les biens du testateur pour l'exécution du legs. *ar.* 567. *vis.* 332. Mais on peut exercer l'action hypothécaire, qu'après avoir été saisi. *ar.* 567. Cette hypothèque n'a lieu sur la part des biens attribuée à chaque héritier, que pour la part dont cet héritier est tenu du legs. *iv.* 567. *vis.* 332. V. *Hypothèques.* L'héritier est-il garant des évictions que souffre le légataire? *vos.* 330.

Comment démentent les legs. *ar.* 568 et suiv. *vis.* 337. Le survenant d'enfant au testateur peut quelquefois annuler le testament. *iv.* 562. *vis.* 338. La mort civile du testateur l'annule toujours. *ar.* 569. *vos.* 337. V. *Mort civile.* Le legs devient nul par la révocation expresse ou tacite qui en est faite par le testateur. *ar.* 569 et suiv. *vis.* 338. V. *Révocation des testaments et des legs.* Le legs s'éteint par le prédécès ou l'incapacité du légataire avant la mort du testateur, en avant la condition qui y donne ouverture. *iv.* 572, 573. *vos.* 338. Les legs, faits à des personnes qui ne meurent pas, comme le le roi par exemple, ne s'éteignent pas de cette manière. *ar.* 573. Les legs s'éteignent par l'indignité du légataire. *ar.* 573. *vis.* 338. Causes d'indignité du légataire, chez nous. *iv.* 573. *vis.* 339. Le legs est éteint, lorsque le légataire refuse d'accomplir la charge sous laquelle il lui a été fait. *vis.* 339. Le legs s'éteint, lorsque le légataire le répudie. *ar.* 573. *vis.* 339. Il faut être usé de ses droits, pour répudier un legs. *Id.* Le mari peut-il répudier le legs fait à sa femme? *Id.* La répudiation d'un legs est comme un tacite. *ar.* 574. Le légataire de plusieurs legs ne peut accepter l'un fait sans charges, et répudier l'autre à cause des charges. *ar.* 574. *vis.* 339. Le legs d'une chose certaine et déterminée s'éteint, lorsque cette chose a péri tant le fait et avant la mort du grevé. *iv.* 574. *vis.* 339. Le legs alternatif s'éteint, lorsque les deux choses ont péri. *iv.* 574. *vis.* 340. Une chose a péri, lorsque ce que constituait son essence ne subsiste plus. *iv.* 574, 575. *vis.* 339, 340.

340. V. *Perte de la chose*. Lorsqu'il réside quelque partie de la chose léguée, qui n'a pas péri ou n'est, le legs subsiste pour cette partie. *ir*, 575, 576, vii, 340. Lorsque la chose avait péri au moment même l'ouverture du legs, le légataire ne peut avoir aucune préférence sur ce qui en reste. *ir*, 576, vii, 340. Si elle n'a péri que depuis l'ouverture du legs, il a droit à ce qui en reste si d'ans l'acte. *ir*, 576, vii, 340. Appréhension d'un autre espèce. *ir*, 576. Si la chose léguée a péri par le fait ou la faute de celui qui est grevé du legs, ou pendant sa demeure, il en doit l'indemnité au légataire. *ir*, 576, 577. V. *Demeure*. *Faute*. L'heritier n'est tenu, à cet égard, que de la faute légère. 576. S'il y a plusieurs héritiers, celui qui est tenu de la perte de la chose léguée qui l'auroit eue par son fait, sa faute, ou sa demeure. 577. Le legs est étroit, lorsque la chose léguée a cessé d'être susceptible du legs qui n'a été fait au légataire. 577. Si elle a cessé d'être dans la commerce par le fait ou la faute de l'héritier, ou pendant sa demeure, il est tenu d'en indemniser le légataire. *ib*.

Si le légataire ne recueille pas le legs et qu'il y ait substitution, le substitué le recueille à sa place. *ir*, 577, vii, 340. A défaut de substitution, il a lieu au droit d'accroissement, s'il y a plusieurs légataires. *ir*, 577, vii, 340, 341. V. *Accroissement*. A défaut de substitution et de co-légataires, la chose reste aux héritiers. *ib*. Sont-ce les héritiers ou le légataire universel, qui profitent de l'extinction des legs particuliers. *ir*, 578, vii, 340, 341. La même chose, léguée à plusieurs, le partage par portions égales entre les légataires. *ir*, 578, vii, 341. Si les uns sont nommés séparément, les autres par une appellation collective, ces derniers ne prennent pour eux tous qu'une part. *ir*, 578, vii, 341. Il faut toujours consulter, dans ces rapèces, le vœu du testateur. *ir*, 579.

Lorsque deux ou plusieurs choses ont été léguées sous une alternative, ou lorsqu'une chose a été léguée à prendre dans un certain genre de choses, celui-ci à l'héritier ou au légataire que le choix appartient ? vii, 330, 331. Obligations des légataires. 333. Lorsque le legs n'est fait sous une certaine charge. 333, 334. Lorsque la chose léguée renferme elle-même quelque charge. 335.

Règles générales sur l'interprétation des legs. *ir*, 582, vii, 343. Les dernières volontés doivent être interprétées largement, il faut s'attacher à découvrir le vœu du testateur. *ib*. Il ne faut pas s'écarter de la signification propre des termes. *ir*, 583. On doit les prendre dans

un autre sens que leur vrai sens, lorsqu'il y a des justes causes de crainte que le testateur les a entendus ainsi. *ir*, 583, vii, 342, 343. Exemples de cas où il y a juste cause de le prendre ainsi. *ib*. Une disposition s'étend plutôt dans le sens où elle a été faite, que dans le sens où elle n'en aurait aucun. *ir*, 583, vii, 343. Si la chose léguée n'est pas clairement désignée, on fait usage de l'usage des circonstances qui peuvent servir à découvrir le vœu du testateur. *ir*, 584, vii, 343. A défaut de circonstances sur la quantité, on doit décider pour la moins grande. *ir*, 584, vii, 344. Exception, lorsque le vœu du testateur est contraire. *ir*, 584. Ce n'est pas toujours celui par qui le testateur a marqué que la somme serait complétée, qui est grevé du legs. *ir*, 584, vii, 344. Si celui qui a été chargé qu'il n'aurait complété, qui est le légataire. *ir*, 584, 585, vii, 344. Le legs général de toutes les choses d'une certaine nature, renferme celles qui continuent quelque autre matière comme accessoire. *ir*, 585, vii, 345. Le legs des choses d'une certaine espèce exclut les autres, renferme celles qui ont cessé d'être d'une autre nature et celles qui ne les ont pas. *ib*. L'extension de plusieurs espèces d'un même genre renferme le legs des rapèces exclues, lorsqu'il n'y a pas d'autres. *ir*, 585, vii, 345. Il en est de même pour les choses énoncées d'un même rapèce. *ir*, 586, vii, 345. Un legs général ne renferme ni les choses de ce genre qui s'appartiennent pas au testateur, ni les choses de ce genre acquises depuis sa mort, ni celles de ce genre qui ont été léguées en particulier à d'autres personnes. *ir*, 586, vii, 346. Le legs d'un homme, d'un particulier d'un certain genre, ne comprend pas celui qui était malade au testateur, ou d'un autre en particulier. *ir*, 586, vii, 346. La recommandation de quelques-uns de ces personnes ne renferme pas le legs d'un autre. *ir*, 586, vii, 346. Une disposition conçue à la pluralité se distribue en plusieurs portions égales. *ir*, 587, vii, 346. Les termes, *mon héritier*, signifient tous mes héritiers. *ir*, 587. Une telle chose, signifie la chose entière. *ib*. Ce qui est dit à la fin d'une phrase se rapporte à toute la phrase, lorsqu'il y a accord ou genre et le nombre avec toute la phrase. *ir*, 587, vii, 347. Le genre masculin renferme le féminin mais le féminin ne comprend jamais le masculin. *ir*, 587, vii, 347. Une disposition conçue par terme du présent ou du passé, ne s'étend pas à ce qui survient depuis. *ir*, 587, vii, 347. Exception, dans le cas desquelles on entend que ce qui est l'époque de la mort du testateur. *ir*, 588, vii, 347. Une disposition conçue par terme du futur, se réfère au temps



de la mort de testateur. *iv*, 588. *vi*, 347, 348. Celle qui n'exprime aucun laps, ni passé, ni futur, se rapporte ordinairement au temps du testament. *iii*, 588. *vi*, 348. Exception relative aux choses qui se subrogeant les unes aux autres. *ic*, 588. *vii*, 348. Il faut bien distinguer les parties des dispositions des parties des exécution. *iii*, 348. Deux dispositions qui se contraignent, se détruisent mutuellement si n'ont pas d'effet. *iv*, 589. Ce qui est écrit en dernier lieu, est censé contenir la dernière volonté du testateur. *iv*, 589. *vii*, 348. La répétition du legs de la même somme, au même légataire, par le même testament, est punition faite par inadvertance, sauf la preuve contraire. *iv*, 589. *vii*, 349.

Règles pour l'interprétation de certains clauses dans les testaments. *iv*, 589. *vii*, 349. Clause par laquelle on dérogeait par avance aux dispositions qu'en pourrait faire pinaleid. *ic*, 589. La clause d'exécution d'une certaine chose d'un legs général, a son effet, quand même elle subrogeait le legs entier. *iv*, 589. *vii*, 349. Clause de prérogative, par laquelle le testateur accorde à ses héritiers un certain tiers pour le paiement de ses legs. *iv*, 589. *iii*, 350, 351. Elle ne comprend pas les légataires à un si élever de ce qui lui est dû. *Id.* Clause de répétition par laquelle le testateur répète, au profit de quelqu'un, le legs d'une somme ou d'une chose, qui lui a déjà été fait. *iv*, 589. *iii*, 351. Cette clause peut quelquefois rendre valable un legs qui était nul. *Id.* Clause par laquelle le testateur lègue à ses légataires non ou plusieurs fois autant qu'il leur a déjà légué. *ic*, 589. *vii*, 350. Cette clause ne comprend que le legs de sommes d'argent, ou de quantité. *Id.*

Interprétation de différents noms employés par les testaments. *ic*, 591. *vii*, 350. Interprétation des mots meubles, biens de celle, dans les legs. *Id.* Ce qui comprend le legs des meubles, et celui des biens meubles ou effets mobiliers. *ic*, 591. *vii*, 351. Quels meubles sont compris dans le legs d'une terre avec les meubles servant à son exploitation? *iv*, 591. *iii*, 351. Que comprend le legs d'une terre ou d'une maison meublée? *iv*, 591. 592. *vii*, 351. Le legs des choses qui sont dans un tel lieu, comprend celles qui s'en sont que momentanément absentes, et ne comprend pas celles qui ne s'y trouvent qu'en passant. *iv*, 592. *iii*, 352. L'argent comptant, les billets et ordres qui s'y traitent, font-ils partie du legs. *v*, 592. *iii*, 352. Que comprend le legs de l'argenterie? *ic*, 592. *vii*, 352. Que comprend celui de la garde-robe, de la toilette, des bijoux? *iv*, 593. *vii*, 353. Celui des provisions

de ménage, ou de maison? *iv*, 593. *vii*, 353. Celui des meubles d'hôtel ou meubles meublés? *iv*, 593, 594. *vii*, 353. Le legs d'une certaine somme par chacun an, fait à quelqu'un pour la durée de sa vie, équivaut à une rente viagère, et est dû par jour. *iv*, 594. *vii*, 354. Lorsque le nombre d'années est limité, chaque année est due par chacun an, et seigneur des que l'an est commencé. *iv*, 594. *vii*, 354.

Règles d'interprétation sur les conditions et les termes de paiement des legs. *vii*, 354. Quand la condition ou le terme, approuvé à une disposition, se rapportent aux dispositions précédentes ou antérieures. 354. Autres espèces: 355. Quel, des conditions: *Lorsqu'il sera en âge, lorsqu'il sera marié, lorsqu'il aura des enfants, après quelques années, etc., etc.*? 355, 356.

*V. De la des successions. Grade-noble. Substitution fideicommissaire. Testament.*

LEGS CONVENTIONNEL. *V. Communauté légale. Legs.*

LEGS PARTITIF. Legs de quelque chose particulière. *ic*, 529. *V. Legs. Légataire. Testament.*

LEGS UNIVERSEL. Legs d'une universalité, ou d'une qualité des biens, ou d'une certaine espèce de biens du testateur. *iv*, 529. *V. Legs. Testament.* Il faut qu'un legs, pour être universel, soit fait *per modum universalitatis*. 529. *V. Legs. Propriété.*

LÈGE MAJESTÉ. Le crime de lèse-majesté au premier chef, est tout à fait direct contre la personne du roi et de l'état. *ic*, 197. Ce appelle crimes de lèse-majesté au second chef, les crimes qui blessent, soit directement, soit indirectement, le respect dû à la majesté et autorité royale. *Id.* Énumération des crimes de lèse-majesté au premier et au second chef. 197, 198. *V. Cas royaux.*

LÈGE VITAE MAJESTAS. La lèse-majesté au second chef, est tout à fait indirecte. *ic*, 197, 198. Dans le cas de lésion, il y a imperfection du consentement, *ic*, 11. Quel est le juste prix? *Id.* *V. Prix.* Il faut que la lésion soit de plus de la moitié du juste prix. *ic*, 11, 336, 336, 478. Dans les partages, il suffit qu'elle excède le quart, *ic*, 11, 12, 433. Les transactions ne peuvent être rescindées pour lésion, quelque énorme qu'elle soit. *ic*, 12. *V. Transactions.* La restitution pour lésion n'est pas plus admise dans les contrats aléatoires, ou dont l'objet est incertain, tels qu'une vente de droits successifs, *ic*, 12, ni dans les contrats où il y a un prix d'affection, *ibid.*, ni enfin, dans ceux qui n'ont pour objet que des choses mobilières.

*Id.* La lésion n'opère pas la rescision du contrat de louage n. 300 V. *Contrat. Commisément Louage des choses. Vente de droits rattachés.*

V. *Arbitrage arbitraire. Arbitrage. Échange. Louage des choses. Partage de la communauté. Partage des successions. Révision de la rente. Fillet de prêt.*

**LÉSION ENTRE MINEURS.** Les mineurs sont admis à la restitution contre toutes leurs conventions pour quelque lésion que ce soit. 1, 12, 13. Si ce n'est contre les conventions pour l'aliénation ou l'acquisition des choses mobilières. 13.

**LETRE.** Le consentement à la vente et au louage peut se donner par lettre V. *Contrat. Contrat Louage des choses. Vente.*

V. *Traitement élogistique.*

**LETRE D'ARROISEMENT.** V. *Noblesse.*

**LETRE - EN - CHARGE.** Lettre reçue d'un certain forme prescrite par les lois, par laquelle vous mandra au correspondant que vous êtes dans un certain lieu, de m'y remplir, ou à celui qui aura mon ordre, une certaine somme d'argent en échange d'une somme d'argent ou d'un autre que vous avez reçu de moi, ou réellement, on ne compte. 11, 235. Quatre espèces de lettres de change : lettre tirée, lettre reçue, lettre de change, lettre de change, valeur en soi-même, valeur en argent ou en espèces. 237. Lettres de change payables à vue, à tant de jours de vue, à jour fixe, à une ou plusieurs années, à certaines époques de l'année. 237.

Il faut au moins, pour que la lettre de change soit, l'intervention de trois personnes, le tireur, le preneur et l'accepteur, et presque toujours une quatrième, le porteur. 238, 239. Il peut en intervenir un plus grand nombre, au moyen des endossements. 239. V. *Endossement.* Deux espèces d'endossement : ils contiennent ou un mandat ou une cession à la personne qui y est désignée. 239. Il intervient encore d'autres personnes dans la lettre de change, soit pour accepter par intervention, soit pour cautionner le tireur en les endossant. 239. Toute personne capable de contracter peut faire une lettre de change. 240. Elle se soumet par là à la juridiction commerciale et à la contrainte par corps. *Id.* Les ecclésiastiques ne la peuvent. *Id.* Les mineurs commerçants, et les femmes mariées marchandes publiques la peuvent. 240. Il est défendu aux agents de change et courtiers, de fournir et prendre des lettres de change, ou de les signer par eux-mêmes. 240.

Trois choses constituent l'essence de la lettre de change. 241. Il faut qu'il y ait un tireur, un tiré, et un preneur. 241. Il faut qu'il y ait re-

mise d'un lieu à un autre. 241, 247. Il faut que la lettre soit reçue des premiers propriétaires par l'ordonnance. 241. L'ordonnance exige qu'elle contienne le nom du porteur, le temps du paiement, le nom du donneur de valeur, et en quel lieu la valeur a été fournie. *Id.* Pourquoi veut-on qu'on exprime en quel lieu la valeur a été fournie? 241, 242. La lettre doit en outre contenir le nom du tiré et une désignation suffisante de la somme. 242. Quand le tireur est obligé de donner avis de la lettre au tiré, 242. Cas où il est nécessaire ou d'usage de faire plusieurs copies de la lettre, et règles à suivre. 242. Forme des endossements. 243. V. *Endossement.* Celui, sur qui est tirée une lettre de change, doit en faire l'acceptation par écrit. 244. Forme de l'acceptation. *Id.* V. *Acceptation.* De l'aval. 245. V. *Aval.*

Différence capitale que renferme la législation des lettres de change. 245.

Contrat de change qui intervient entre le tireur et le donneur de valeur. 245. V. *Change.* Refutation de l'opinion qui regarde le change comme un commerce nul et illicite. 245. Différence entre le contrat de change et le prêt d'argent. *Id.* Nature du droit de change que l'un peut avoir sur l'argent prêté qu'il a versé au donneur pour une lettre de change. 246. Les banquiers ne doivent pas exiger un droit de change plus fort que le cours de la place. 246. Il y a également injustice à ne lui payer qu'un droit au-dessous du cours. 247. Pas d'analogie avec le cas d'une constitution de rente, où celui, qui donne son argent, peut sans injustice se rembourser d'une rente au-dessous du taux légal. 247. Peut qu'il y ait contrat de change par la lettre de change. Il faut qu'il y ait remise de place en place. 247. Quand y a-t-il remise de place en place? *Id.* Autrement, le contrat n'est qu'un simple prêt. 248. Le droit de change, dans ce cas, est nul. 248. Le tireur contracte l'obligation de faire payer au porteur de la lettre de change, au temps et au lieu convenu, l'argent ou la valeur qu'il a reçu de lui en échange de cette lettre. 248. Il est tenu de fournir la lettre, lorsqu'il en reçoit la valeur. 249. On peut contracter que le tireur en sera fourni que lorsque la lettre aura été acceptée ou payée. 249. Le tireur ne peut plus tard exiger caution, lorsque cette convention a été faite. *Id.* Le tireur, à défaut de paiement de la lettre, est tenu des dommages-intérêts du donneur de valeur. *Id.* A quel intérêt ces dommages-intérêts? 249. V. *Dommages-intérêts.* Entre lettres de change, le tireur doit rembourser le change au celui à qui il a fait la lettre. 250. V. *Remboursement.* Le tireur est tenu, en cas de

proité faite de paiement, d'indemniser le porteur de tout ce dont il est tenu envers celui au profit de qui il a endossé la lettre, et des frais de la dénonciation des porteurs à lui faite. 250, 251. Le donneur de valeur, au lieu de dommages-intérêts, peut réclamer ce qu'il a donné pour la valeur de la lettre. 251. Le refus de paiement de la lettre donne ouverture à rescission; elle devrait être intentée par le propriétaire actuel de la lettre à qui elle est arrivée par voie d'endossement. *Id.* Lorsque la lettre n'est payable qu'à terme, le tireur contracte l'obligation de la faire accepter en attendant, sinon de donner caution. 251. Le donneur de valeur n'a aucun recours contre le tireur, lorsqu'il lui a répondu de la solvabilité du tiré. 251. Le donneur de valeur doit payer la remise, à moins de conventions contraires. 251, 252. Action et privilège du tireur pour se faire payer le prix de la lettre de change qu'il a fournie. 252. Ils cessent, lorsque la lettre a été rabaissée à un tiers par le porteur. *Id.* Obligation du porteur de présenter la lettre à son échéance, d'en faire le profit en cas de refus de paiement, et de décaisser ce profit au tireur. 252. A défaut d'avis lui avoir été accepté, le porteur n'est pas déchu de son recours en garantie. 252. Le contrat de change intervient entre le tireur et le donneur de valeur, ne peut se résoudre ni recevoir aucun changement, sans le consentement des deux parties. 253.

Des contrats qui interviennent entre l'endosseur ou le tireur, et celui à qui il passe son ordre. 253. *V. Endossement.*

Contrat qui intervient entre le tireur et le tiré. 255. C'est un véritable contrat de mandat. 255. Il est parfait par l'acceptation du tireur ou par son coaccepteur donné par lettre. *Id.* Si le tiré est débiteur du tireur, le contrat existe sans son acceptation ou son coacceptement, et il est tenu du payer. 256. Le tiré, faute d'accepter ou de payer, est tenu, par l'action directe du mandant, des dommages-intérêts du tireur. 256. Cas où il peut ne pas accepter quoique l'accepte par lui. 256. Le tireur est obligé d'indemniser le tiré de tout ce qu'il lui en a coûté pour l'exécution du mandat. Lorsque le porteur a falsifié la lettre en augmentant la somme, le banquier, qui a payé la somme telle qu'elle paraissait portée sur la lettre, a-t-il son recours contre le tireur, son mandant, pour ce qu'il a payé de plus que la somme qui y était affectivement portée? 257. Cas où c'est par la faute du tireur que le tiré a pu être induit en erreur. 257. Cas où le tiré pouvait s'apercevoir facilement de la falsification. 258. Lorsque la lettre de change a été fabriquée tout entière par le

fournisseur, le banquier, qui a payé, n'a pas de recours contre la personne fautive ment indiquée comme tireur. *Id.* Si la lettre a été enlevée par violence, et que le voleur en ait reçu le paiement, ou se faisant passer pour la véritable porteur, qui, du tireur ou du tiré, doit se supporter la perte? 259.

Si la lettre de change est tirée pour le compte d'un tiers, c'est celui qui est le mandant du tiré, et qui en contracte les obligations. 259. Si le tiré, ne voulant pas accepter la lettre pour débiteur, déclare parer la lettre par honneur pour le tireur, le tireur est-il tenu envers lui? 259. Le tiré doit faire connaître ses protestations et son refus au tireur. 259, 260. Malgré la protestation du mandant, le tiré peut recevoir un droit de commission. 260. Les endosseurs ou contractants annu engagent-ils envers l'accepteur. 260.

Quel contrat argiturum gentium, qui intervient entre celui qui, pour faire bonjour au tireur, ou à l'un des endosseurs, acquitte la lettre au profit de celui sur qui elle est tirée, et ludit tireur ou endosseur. 261. *V. Paiement et par solatizatione.*

Contrat qui intervient entre l'accepteur et le porteur de la lettre. 261. L'accepteur s'oblige à payer à l'échéance de la lettre la somme qui y est portée. *Id.* Faut-il de paiement à l'échéance, il est tenu des dommages-intérêts, des frais et du change, à l'égard du tireur. 261, 262. L'accepteur ne peut se dispenser de payer, sous prétexte qu'il n'a pas reçu les fonds, ou que le tireur s'est fait faillir depuis l'acceptation. 262. Il peut se faire restituer contre son acceptation, lorsque c'est le dol du porteur qui l'a engagé à la donner. 262. Il doit payer, quand même il serait acceptif depuis la faillite. 262, à moins que le porteur ne fût un créancier du failli, et qu'il le fût aussi lui-même. *Id.* Le porteur n'a aucune action contre le tiré, tant qu'il n'a pas accepté. 263.

Obligation qui est des arats. 262. C'est un véritable cautionnement, qu'à tous ses effets. *Id. V. Arat.*

Toutes les actions qui naissent de la lettre de change doivent être portées devant la juridiction commerciale. *V. Chancel.* Le tiré n'a pas besoin d'être contrôlé, *Id.*, ni d'être préalablement vaconné. 263, 264. On peut, en vertu de la lettre de change, saisir et arrêter aussitôt après le protêt, avec permission du juge. 264. Les sortiturs de condamnation sur des lettres de change rapportent la contrainte par corps. *Id. V. Contrainte par corps.*

Extinction de la cession de la lettre de change. 264. Le porteur de la lettre, qui n'est

que le mandataire du tireur, doit le faire accepter le plus tôt possible. *Id.* Si le tiré ou le propriétaire, ou le frêt accepteur qui a été jugé à propos. 264. Dans tous les cas, il doit se présenter à l'échéance pour recevoir le paiement. *Id.* Si la lettre de change a été faite à l'ordre d'un tiers, il doit s'en faire donner un second exemplaire. 264, 265. Formalité à suivre pour se faire payer au second exemplaire. 265. Le porteur, a droit d'acceptation ou de paiement par le tiré, doit faire protester la lettre, pour avoir son recours contre le tireur. 265. V. *Protest.*

Différences auxquelles le porteur d'une lettre de change a droit de paiement. 272. Il peut intenter ou même temps toutes actions contre les différents débiteurs qui sont tenus. *Id.* Le tireur a de son côté action contre l'accepteur à qui il a remis les fonds, pour qu'il le garantisse de l'action du porteur. 272. Il en est de même du baron des endosseurs contre les endosseurs précédents. 272. Comment les collations de tenues ayant droit doivent être faites dans une distribution. 272, 273.

Différences auxquelles doit s'éteindre la créance de la lettre de change. 274. Le paiement de la lettre n'est valable que lorsqu'il est fait au véritable propriétaire, ou à son mandataire. 273. Défendeur, pour la validité du paiement, entre le transport fait par endossement, ou par acte séparé. 274. V. *Transport.* Quand le paiement d'une lettre de change fait à un mineur est valable. 274. V. *Mineur.* Quand le paiement fait à une femme mariée est valable. 274. V. *Femme mariée.* Le paiement reçu par le cessionnaire de la lettre de change qui s'est fait passer pour le mandataire du propriétaire, libère-t-il l'accepteur vis-à-vis le tireur et vis-à-vis le propriétaire? 274, 275. Quid, lorsque l'acte n'est pas fait par le propriétaire, ou de son mandataire, que l'accepteur a été induit en erreur? 276. Par qui le paiement de la lettre de change peut être fait. 276. Si la lettre est à terme, le paiement ne peut être exigé qu'après l'échéance du terme. *Id.* Le débiteur peut en outre d'un terme de grâce de dix jours après l'échéance. 276. Le porteur de la lettre de change ne peut être obligé à recevoir le paiement avant l'échéance du terme. 277. V. *Termes de paiement.* Le porteur de la lettre retardataire, est tenu de recevoir le paiement sur le pied de la valeur des espèces lors de l'échéance. 277.

La créance de la lettre de change s'éteint par la remise qu'en fait le créancier au débiteur. 277. La remise se fait au tireur, à l'accepteur, ou aux endosseurs. *Id.* V. *Remise de la dette.* La remise faite par une lettre mineure du propriétaire à l'accepteur, ne peut être opposée

par ce dernier aux tiers auxquels la lettre de change aurait depuis été transférée par le propriétaire. 277, 278. La remise faite à l'accepteur avant qu'il ait été, par le protêt, rendue en demeure de payer, profite-t-elle au tireur? 278. Si la remise a été faite à l'accepteur depuis le protêt, décharge-t-elle le tireur et les endosseurs des actions auxquelles le protêt avait donné ouverture? 278. Différence entre l'effet des remises volontaires et des remises forcées, à l'égard du tireur et des endosseurs. 279. L'acceptation avec l'accepteur n'ôte pas au porteur ses actions contre lui-ci. *Id.* La remise faite au tireur après la libération de l'accepteur. *Id.* En est-il de même, lorsque l'accepteur a reçu les fonds pour l'acquiescement de la lettre de change, avant la remise qui a été faite au tireur? 279. La décharge du tireur libère les endosseurs. 279. Le débiteur d'une endossement ne libère ni l'accepteur, ni le tireur, ni les endosseurs précédents. *Id.* La lettre de change s'éteint par la compensation, lorsque l'accepteur se trouve, à l'échéance, créancier du porteur d'une somme égale à celle portée dans la lettre. 280. V. *Compensation.* Cette compensation éteint la créance de la lettre de change, de même qu'elle l'auroit été par un paiement réel. *Id.* Elle ne peut se faire qu'au lieu de l'échéance ou depuis. 280. Et si nécessaire, pour qu'elle ait lieu, d'attribuer aussi l'échéance du terme de grâce? 280. La diversité des lieux auxquels les deux dettes sont payables, en empêche-t-elle, dans ce cas, la compensation? 280, 281. La compensation peut aussi avoir lieu, lorsque le porteur a trouvé débiteur du tireur, après le protêt et la dénomination à celui-ci. 281. La régence d'une lettre de change peut aussi s'éteindre par la confusion. 281. V. *Novation.* Espèce dans laquelle il est question de savoir s'il y a novation d'une lettre de change. *Id.* La lettre de change s'éteint par la confusion, lorsque le porteur devient héritier pur et simple de l'accepteur, ou vice versa. 282. V. *Confusion.* Du moment où la confusion a eu lieu, il ne peut plus se faire d'endossement valable. 282. Il y a aussi confusion, lorsque le porteur devient héritier du tireur. 282. Quand l'accepteur et les endosseurs sont libérés par cette confusion. *Id.* Cas où le porteur devient héritier, ou vice versa, de l'un des endosseurs. 283. La confusion peut n'avoir lieu que pour partie. 283. Les lettres de change s'éteignent par la prescription de cinq ans. *Id.* V. *Prescription particulière.* De quel courant les cinq ans à l'égard des lettres à rue qui n'ont pas été protestées? *Id.* Cette prescription a-t-elle lieu contre l'action que l'accepteur, qui a

payé la lettre, sans que le tireur lui en eût remis les fonds, a contre ce dernier pour ne être acquitté? 283. *Quid*, de l'écrit du tireur contre l'arrapier qui a laissé proteler, quoiqu'il eût reçu les fonds? 283. La prescription court du jour du dernier paiement. *Ibid.* Si l'arrapier a obtenu des lettres de répit, et qu'il les ait signifiées au porteur, la prescription court-elle pendant le temps du répit? 284. Le porteur, auquel on oppose la prescription, peut déconsigner le sergent au défendeur. 284. Prescription particulière pour les lettres payées à Lyon. 284. Prescription de trois ans ou faire des cautionnements des lettres de change. 284. Ces prescriptions courent contre les absents et les mineurs. *Ibid.* *V. Billet de change. Billet à ordre. Change.*

#### V. *Contractata par corps. Subrogation.*

**LETTERE DE CADAST.** Lettre par laquelle on requiert un individu ou son correspondant, d'aller au lieu, de compler à la personne dénommée dans la lettre, l'argent dont il témoigne avoir besoin. *II.* 293. Ces lettres ont limité. *Ibid.* Elles contiennent un mandat sur celui qui doit la lettre, et la personne à qui elle est adressée. *Ibid.* *V. Mandat.*

**LETTERE D'ÉTAT.** par lesquelles le roi ordonne qu'il soit surseis, pendant un certain temps, à l'ouïssance et contre celui qui les a obtenues. *VI.* 43, 44. *V. Interruption d'instance.*

**LETTERE DE GRACE.** Le droit de faire grâces aux criminels est attaché à la souveraineté, et ne se sépare point. *VI.* 250. Il y a différentes espèces de lettres de grâce. 250. Lettres d'abolition qui s'accordent par le roi en grande chancellerie, pour un crime capital. *Id.* Crimes pour lesquels on ne les accorde pas. 250. Lettres de rémission ou de justice, pour les homicides involontaires, ou commis dans le besoin d'une légitime défense de la vie. 251. Lettres de pardon, pour la raison il n'y a pas peine de mort et qui ne peuvent être révoqués. *Id.* Forme des lettres de grâce, et où elles doivent être adressées. 251. Présentation des lettres de grâce, et les révis. 251, 252. Procédure pour parvenir à l'obtention des lettres. 252. Jugement pour l'obtention des lettres. 252, 253. Effet de l'obtention; et élargissement de l'impétrant; appel 253. Le procureur du roi peut-il appeler de l'obtention des lettres de grâce. 253, 254. Lettres de commutation de peine, de rappel de galères, de rappel de ban et de réhabilitation. 254. Différence entre toutes ces lettres. *V.* 177. *V. Mort civile.*

**LETTERE DE SURSÉANCE.** décernées à l'étranger pour défaut Français. *VI.* 168. *II.* 10.

Comment elles s'obtiennent. *Id.* *V. Étranger. Français.*

**LETTERE DE JUSTIFICATION.** Lettres qu'obtiennent ou la grande chancellerie l'archevêque de Reims, à l'effet de purger les hypothèques de leurs auteurs. *VI.* 152. *V. Hypothèques.*

**LETTERE DE RÉPÉTITION.** *V. Étranger. Infamie. Lettres de répit. Noblesse.*

**LETTERE DE RÉPIT.** Lettres qui s'accordent au grand chancelier, par lesquelles on donne terme et délai aux débiteurs qui ne peuvent immédiatement payer leurs créances. *VI.* 166. *II.* 467. Les juges ne peuvent accorder de délai; deux ras où ils peuvent faire des défenses générales. *VI.* 167. *II.* 477. Les lettres de répit ne s'accordent pas pour plus de cinq ans. *VI.* 167. *II.* 467. Les étrangers ne les obtiennent pas. *Id.* Dites pour lesquelles elles ne peuvent être accordées même à des Français. *II.* 167. 168. *VI.* 467. Ceux qui en ont obtenu, ne peuvent en obtenir de secondes. *VI.* 168. Ils ne peuvent être accordées que pour des considérations importantes. *VI.* 168. *II.* 467. Il faut joindre à la demande, des recommandations de preuves authentiques des causes qui les font solliciter. *VI.* 168. *II.* 467. Elles sont adressées au plus prochain juge royal du domicile de l'impétrant, par qui elles doivent être introduites dans les six mois. *VI.* 169. *II.* 467. L'impétrant, après l'expédition des lettres, doit déposer aux gabelles du juge et du royal, un état exact de ses effets et de ses. *VI.* 169. Il signifie les lettres aux créanciers, avec copie de cet état. 169, 170. Délai de cette signification. *Id.* L'effet de ces lettres, par rapport au débiteur, est de surseoir pendant quelques années au paiement de ses dettes. *VI.* 170. *II.* 467. Par rapport aux créanciers, c'est de les empêcher d'attaquer à la personne du débiteur, et aux meubles servant à son usage. *VI.* 170. *II.* 467. A moins qu'ils n'aient commencé leur créance, avant la signification des lettres. *VI.* 170. *II.* 467. Toutes les fois que des lettres de répit ont été obtenues, un caucien ne peut être payé plutôt que l'autre. *Id.* Les lettres de répit n'ont pas d'effet sur les dettes. *VI.* 171. Tache qu'imprime les lettres de répit; l'obligation de celui qui les obtient, pour remplir certaines formalités; réhabilitation après le paiement. *VI.* 171. *V. Bénéfice de créance.*

**LETTERE DE RÉSOLUTION.** Lettres qui s'obtiennent au grand chancelier, et qui ont pour objet de faire révoquer un acte, contre lequel il existe quelque juste cause de nullité, en vers le parti lésé. *VI.* 171. Elles s'obtiennent ou immédiatement à quelque contestation, ou



LOUS ET VENTES. V. *Profil de rente*.

**LOUAGE DES CHOSES.** Contrat par lequel quelqu'un s'oblige à faire jouir ou user une personne d'une chose pendant un temps certain, moyennant un certain prix. *ss.* 293, VII, 446. Ce contrat s'appelle aussi bail à loyer, ou bail à ferme, quand il s'agit de for ou de terre. *Id.* Et quel ce contrat couvrent avec le contrat de rente. *ss.* 293, VII, 447. Il en diffère en ce que le locataire ne s'oblige pas à faire assier la chose au conducteur, mais seulement à l'en faire jouir ou user. *ss.* 294. Cette différence est nouvelle. *Id.* **Incendie.** Dans certains cas, s'il y a un contrat de louage ou de arde. *ss.* 294. Lorsque le temps de la jouissance excède neuf ans, et que le prix est payé d'avance, on suppose qu'il est présumé contrat de vente. *Id.* Différence et rapport du bail à loyer et du bail à arde. *Id.* V. *Bail à rente*. *Penal.*

Ce qui est de la substance du contrat de louage. 294. Il faut qu'il y ait une chose louée. 294, 295. Le contrat est nul, si la chose, qui en était l'objet, n'existait plus dès le temps où il a été passé. 295. Il n'est pas nécessaire que la chose soit déterminée. 295. On peut louer toutes sortes de choses, meubles et immeubles, corporelles et incorporelles, droits seigneuriaux, de justice, offices, etc. *Id.* Chose qui ne soit pas susceptible de vente, et qui soit susceptible de louage. 295. Chose, au contraire, susceptible de vente, et non de louage, telle que celle qui est consommée par l'usage. 295. Chose qui ne peut ni se louer ni se vendre, telle que les biens spirituels, les honneurs, la fonction à certains jours, les choses consacrées au culte ou destinées aux usages publics. 296. Le droit de chose ne peut pas s'affranchir seul, et dépendamment de la terre sur laquelle il s'exerce. 296. V. *Chose*. On ne peut louer le droit de servitude prédictive, ni celui de servitude postdictive. 297. Il en est autrement d'un droit d'usufruit. 297. V. *Usufruit*. Comment dit-on qu'il peut louer la chose d'autrui. *Id.* V. *Chose d'autrui*. On ne peut prendre à loyer ou à ferme sa propre chose. 297.

Il est de l'essence du contrat de louage qu'il y ait une jouissance ou un usage pour lequel la chose est louée. 297. Si l'espèce de jouissance ou d'usage n'est pas exprimée par le bail, la chose est louée pour celui auquel elle est par sa nature destinée, ou auquel on a raison de la faire servir. 298. Une chose ne peut être louée que pour un usage déterminé, et non contraire aux bonnes mœurs. 298. Responsabilité du locataire dans le cas où il a été au devoir de servir pour un même usage. *Id.* Les contrats de louage se font pour un certain temps fixé par

les parties. 298. Les baux faits pour un temps au-dessous de dix ans, sont regardés comme aléatoires. *Id.* Si le temps de la durée du bail n'a pas été exprimé par le contrat, il n'en est pas moins valable. 299. Lorsqu'il s'agit d'un bœuf de campagne, le bail est censé fait pour tout le temps nécessaire à la récolte du fruit. *Id.* A l'égard des baux des maisons de ville, il faut suivre l'usage des lieux. 298. Termes où l'on commence à louer, et auxquels ils finissent à Paris et à Orléans. 299. V. *Bail*. *Coupé*.

Il est de l'essence du contrat de louage qu'il y ait un prix certain payé pour la jouissance de la chose. 300. Un prix dont on ferait remise par le contrat même, ou de très petite valeur, n'est pas un prix sérieux. 300. Si le terme n'a été fait que long-temps après le contrat, le louage n'est pas annulé. 300. Il n'est pas nécessaire que le prix égale la véritable valeur de la jouissance de la chose. 300. Le rachat du contrat de louage pour le tout n'est pas permis. *Id.* V. *Échange*. Le loyer doit être certain et déterminé. 300. Le contrat est nul, si le loyer, qu'ayant été fixé moyennant le prix qui serait réglé par un tel, cette personne a refusé de faire l'estimation, ou si même sous l'année faite. 301. V. *Prêt*. Le loyer doit rembourser argent. 301. Exception en faveur des baux à ferme, où il peut rembourser une certaine quantité de fruits. *Id.* Il n'est pas nécessaire que le prix soit exprimé par le contrat; il suffit qu'il soit convenu ou tacitement convenu. 301.

La nature même du contrat de louage de l'essence du contrat de louage. 302. Le contrat de louage ne peut intervenir qu'entre personnes capables. 302. V. *Capacité*. *Consentement*. Créancier d'un contrat de louage peut intervenir et résister au paiement, capable d'ailleurs de contracter. 302. V. *Bail judiciaire*. L'usufruitier peut louer son droit d'usufruit. 302. Le locataire peut sous-louer. 302. Les tuteurs et administrateurs peuvent faire des baux des biens dans lesquels ils ont l'administration. 303. Ils ne peuvent le faire par anticipation. *Id.* V. *Administration*. *Tuteur*. Le bail de la chose d'autrui est valable, si le bailleur n'est obligé de la bailleur sur dommages intérêts du preneur. 303. Le remboursement du bail peut être donné totalement ou par écrit, ou même par lettre. 303. Il doit intervenir sur la chose qui est louée, sur sa qualité substantielle, sur l'usage pour lequel elle est louée, sur le temps du bail, et sur le prix. 303.

Engagement que contracte le locataire par la nature même du contrat. 304. Il doit faire jouir et user de la chose tel qu'il est à l'époque. *ss.*

304. *vis*, 447. A cet effet, il est tenu de la lui délivrer sans ses arruoirs. *no*, 305. *vis*, 447. La tradition doit être faite à ses frais. *no*, 305. Mais l'irréductible est aux frais du locataire. 305. La tradition des choses mobilières louées se fait au lieu où elles se trouvent, s'il n'y a convention ou usage contraire. 305. Elle se fait au jour convenu par les parties, ou réglé par l'usage, lorsque les parties ne s'en sont pas expliquées. 305. Artion qu'à le conducteur pour se faire délivrer la chose dont on lui a fait bail. 306. Elle est personnelle et mobilière. 306. Elle est divisible ou indivisible, selon que la chose est divisible ou indivisible. *Id*. V. *Obligation divisible ou indivisible*. Cette action n'a lieu que contre le locateur, ou ses héritiers. 306. *Quid*, lorsque la même chose a été louée à deux personnes différentes? 307. Trois cas dans lesquels elle action a lieu, à défaut par le locateur de délivrer la chose louée. 307. Cette action n'a pas lieu, lorsque la chose a péri, ou qu'elle a été mise hors de commerce. 307. V. *Peri de la chose*. Le locateur peut-il se faire mettre en possession de la chose louée, sur le refus du locataire de l'en faire jouir, quoiqu'elle soit entre ses mains, par la force même, ou n'a-t-il droit qu'à des dommages-intérêts? 308. Cette action a deux objets: la décharge du prix du loyer, et la condamnation aux dommages-intérêts pour irrécution du contrat. 308. Ces dommages-intérêts consistent dans la perte que l'irréxecution du contrat a causée au conducteur, et dans le gain dont elle l'a privé. 308. V. *Dommages-intérêts*. Lorsque ce n'est pas par mauvaise foi que le locateur manque à son obligation, il n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont pu être purifiés lors du contrat. 309. S'il est par mauvaise foi, il est tenu indéfiniment de réparer tout le préjudice que l'irréxecution du contrat a causé, à moins qu'elle n'en ait été qu'une cause occasionnelle et éloignée. 309. S'il y a eu seulement retard dans l'exécution, le conducteur a droit à des dommages-intérêts pour ce retard. 309, 310. Il faut que le locataire ait été considéré comme demeure. 310. Le conducteur a même le droit, en cas de retard, de demander la résiliation du contrat. *Id*. Si la chose louée, que le locateur offre de délivrer au conducteur, n'est plus suffisante, ou n'est pas dans le même état que lors du contrat, le conducteur peut demander la résiliation du contrat. 310. Il a droit à des dommages-intérêts, s'il y a eu défaut de la part du locateur. *Id*. Le locateur ne doit apporter aucun trouble à la jouissance du con-

ducteur pendant la durée du bail. *no*, 310, 311. *vis*, 447. Quand il y a trouble apporté à la jouissance d'une maison, d'une métairie ou d'une maison de ville. *no*, 311. V. *Trouble*. Le locataire ne trouble pas la jouissance du locateur, en faisant les réparations nécessaires. *no*, 311. *vis*, 448. Si elles durent plus de six semaines, le locataire peut demander une diminution du loyer. *no*, 311, 312. Si les réparations ne sont pas nécessaires, ou lorsqu'elles sont nécessaires, elles ne sont pas répétées, le locataire peut s'y opposer. 312. V. *Réparations*. Le locateur est tenu de garantir le conducteur du trouble apporté à sa jouissance par des tiers. *no*, 312. *vis*, 447, 448. Il ne garantit pas les vices de fait. *Id*. Quels sont les troubles de fait? 312. *vis*, 447. Il garantit l'éviction, lorsque le gérant en risquait au temps du contrat. *no*, 312, 313. *vis*, 447. Lorsque le conducteur connaît le droit du tiers, et que le locateur l'ignorait, au temps du contrat, le garant n'a pas lieu. *no*, 313. *vis*, 447. Elle est même lorsque le conducteur est le même garant du locateur en une autre qualité. *no*, 313. Quoique la cause de l'éviction n'ait existé que depuis le bail, le locateur est garant, lorsqu'elle procède de son fait. 313. Il est garant, non seulement des évictions, mais des troubles qui ne font que gêner ou diminuer la jouissance. 314. Le garant est le même, lorsque le trouble a été fait par son locataire. 314. L'obligation de garantir de la part du locateur, donne lieu à une action en garantie contre lui de la part du conducteur. *Id*. Elle est soumise à des dommages-intérêts pour l'éviction ou la diminution de la jouissance. *Id*. Différence entre la garantie du vendeur, et la garantie du locateur. 314. L'action en garantie du locataire n'est ouverte que lorsqu'il a été contracté de quitter la jouissance, ou que sa jouissance a souffert quelque atteinte. *Id*. Cette action a deux objets, la décharge du loyer, et les dommages-intérêts. 315. V. *Dommages-intérêts*. Comment s'élève, quant à la décharge du loyer, la valeur des parties de la chose louée, dont le locataire s'est démis. 315. Le conducteur a une exception de garantie contre le locateur et ses héritiers, qui rendent l'exception de jouir. 315. Exemple et questions 316. Cette exception n'a ni pas lieu contre l'héritier sans bénéfice d'inventaire du locateur. 316. Elle ne peut être opposée à l'héritier pour partie du locateur que pour la part de garantie de laquelle il est tenu. 316. Cependant le conducteur peut demander la jouissance du total, sauf son action en garantie contre les héritiers. 316. S'il s'agit d'un droit de servitude réclamé par





pour l'année dont les fruits ont péri, pourrait-il le révoquer, ou au contraire sur l'abandon des années inséables? 329. L'abandon d'une ou plusieurs années ou peut même donner lieu à un engagement de ferme. 329. Enfin, il faut que la perte ait été causée par un accident extraordinaire. II, 329. *vis.* 449. Tout censé ne s'applique pas aux fermiers particuliers. *Ibid.* Le fermier peut convenir solennellement par le bail qu'il ne pourra prétendre aucune diminution de la ferme, pour quelque accident que ce soit II, 342. *vis.* 449. Cette clause ne le présume pas faiblement. Elle doit être très expresse. *re.* 332. Fin du non-rumour que les fermiers ou locataires peuvent opposer. 333. Les quittances des trois années consécutives établissent une présomption du paiement des loyers précédents. 333. V. *Quittances*. Il faut pour cela que les fermes des années précédentes fassent dues à la même personne que a donné les quittances et par la même à qui elles ont été données. 333. Le présumption cesse, quand la créancier peut justifier de quelque raison pour laquelle il a reçu les nouvelles fermes sans les anciennes. 333. A défaut de raison, il n'a d'autre recours que de débiter le servant deserre au fermier. 333. Une quittance de trois années consécutives payées par un seul personnel, ou trois consignations de trois années consécutives, opérant-elles une présomption suffisante du paiement des années précédentes? *Id.* Autre fin du non-rumour établie par l'ordonnance de 1629, non regardée en paiement du Paris. 334. Lorsqu'il n'y a pas de bail écrit, le locataire, qui a dilaté en en et au du propriétaire, n'est pas du paiement des loyers sur son affidavit II, 334 *vis.* 450. Le condigneur est obligé de ne faire avoir la chose qu'aux mains pour lesquels elle lui est louée. *re.* 334, en, 450. Il doit joindre et user de la chose qui lui est louée en bon père de famille. II, 335. *vis.* 450. En quoi consiste cette obligation pour les fermiers. *Ibid.* Il doit conserver la chose qui lui est louée et en empêcher les détériorations. *re.* 335. *vis.* 450. Quel soin doit apporter le condigneur à la conservation de la chose, et de quelle sorte est-il tenu? II, 335. V. *Faute*. Le locataire est tenu, à l'égard de la conservation de la chose, de la faute de ses domestiques et de louer les personnes dont il est responsable. II, 336. *vis.* 450. *Quel*, dans le cas d'immense dans une maison où il y a plusieurs locataires, ou dans une auberge? *re.* 336. *vis.* 450. Le condigneur est tenu de la perte ou de la détérioration de la chose louée, lorsque même que un fruit n'en a été que l'occasion. *re.* 337. Le soin du condigneur cesse, lorsqu'il y a une personne préposée à la

garde de la chose louée. 337. Le condigneur est obligé de rendre la chose au bon état après l'expiration du bail. 337. Il ne répondant à sa payer l'estimation, s'il l'a perdue. 337. L'estimation en tant seule, si la chose est retrouvée, le locataire ne peut être forcé à la reprendre. 337. Le locataire n'est pas tenu de la perte de la chose qui a péri sans sa faute. 337. Il doit faire constater l'estimation en présence du locataire, s'il est possible. 338. Le locataire, qui a reçu la chose sans protestation, ne peut plus réclamer à l'égard des détériorations qu'elle aurait souffertes, à moins qu'il les ait constatées par un acte apparent. *Id.* Obligations du condigneur qui résultent de la bonne foi. 338. Il ne doit rien démentir des bonnes qualités de la chose qui fait l'objet du contrat. *Id.* Le condigneur ne doit pas louer la chose au-dessous du juste prix. 338. Ennemi de fermiers l'impôt indûment démentir à ferme à bas prix. 338. Le condigneur doit, pendant la durée du bail, annoncer au locataire du bail ne doit il a intérêt d'être informé touchant la chose louée. 338. Il doit la faire voir à ceux qui viennent la visiter pour l'habiter, ou pour la louer après lui. *Id.* Les Cantons obligent le locataire d'une maison à la garde de meubles suffisants pour répondre des loyers. II, 339. *vis.* 450. Les fruits de la terre répondent des loyers. II, 339 *vis.* 450. Le condigneur est obligé de s'enquêter de tout ce qu'il a promis par les clauses particulières du bail. II, 339. Obligation de faire les réparations des matériaux nécessaires pour les réparations des bâtiments de la métairie. II, 339. *vis.* 450. De quels matériaux et séparations entend-on parler? *Id.* Conscience qui le fermier acquittera les sous et ventes seigneuriales. 339. C'est le locataire et non le fermier, qui doit supporter les charges réelles de l'héritage loué, à moins de conventions contraires. 339, 340. Application du principe au rachat, à la dîme, aux impositions publiques, et à celles pour réparations à faire aux églises parissiales. 340. Le locataire est tenu de toutes les réparations à faire à l'héritage qu'il a donné à louer. 341. Cependant il y a des menues réparations dont le locataire est chargé. *Id.* V. *Reparations locatives*. Le paiement des loyers ou fermes ne peut être arrêté par aucune lettre de rapit ou d'arrêt. 342. On peut stipuler dans les baux à ferme, la renonciation par corps contre les fermiers, à défaut du paiement de leurs fermes. *Id.* V. *Contraintes par corps*.

Expense de droit du gage qu'on les locataires ont les fruits sur les meubles qui servent à l'exploitation des maisons. II, 343. *vis.* 451. Ce droit tire son origine du droit romain. *Id.* Il

n'est pas admis par toutes les Coutumes. *ss*, 344. En quoi il diffère chez nous de ce qu'il étoit dans le droit romain, 344. Ce droit se contredit par le bail, ne fait-il que réchauffer, *ss*, 344, *vi*, 451. Il est accordé à tout locataire, où à celui qui succède à ses droits. *ss*, 344. Il s'étend à tous les fruits, qui ont été recueillis de la métairie, et à tous les meubles qui garnissent la maison louée. *ss*, 344, *vii*, 451. Les sous-fermes et les membres des sous-fermes y sont sujets. *ss*, 344, *viii*, 454. Les meubles des personnes que le locataire loge gratuitement y sont aussi sujets. *ss*, 344, 346. Le droit du locataire sur les meubles du sous-locataire, qui n'occupe qu'une partie de la maison, est toutefois, pour la use la location. *ss*, 345 *cas*, 452.

Le sous-locataire, qui a été exécuté pour le bail, et qui est en brégé aux droits du locataire contre les autres sous-locataires, peut-il agir pour le total contre eux, sans en part, ou seulement contre chacun pour sa part ? *Id.* Les meubles du sous-locataire peuvent également être exécutés pour le total, quand même le locataire aurait contracté un sous-bail, à moins de s'être unis avec lui. *ss*, 346, *viii*, 452. Ce droit sur les meubles existe même sur ceux qui appartiennent à des tiers, lorsque c'est de leur consentement qu'ils ont été garnis dans la maison. *ss*, 346, *xix*, 452. Quand même le propriétaire des meubles n'aurait expressément protesté qu'il n'entendait point consentir que ses meubles fussent obligés au locataire. *ss*, 346, *viii*, 452. Mais il faut toujours que ces meubles soient entrés dans la maison par le volonté de celui qui est propriétaire. *ss*, 346, 347, *viii*, 452. Un marchand peut revendiquer, à défaut de paiement, des meubles qu'il a laissés importer par le locataire. *ss*, 347, *viii*, 452. Les meubles, pour être sujets au droit du locataire, doivent appartenir à la maison ou métairie qui a été louée. *ss*, 347, *xix*, 453. Les choses qui, n'appartenant pas au locataire, ne sont dans la maison qu'en passage, n'y sont pas censées placées pour l'exploiter. *ss*, 347, *xix*, 453. Il n'est du même des meubles ou effets déposés en dépôt ou en nantissement, ou qu'ils ne sont pas censés en dépôt, et qu'ils ne sont pas de nature à garnir une maison. *ss*, 347, *xix*, 453. Les marchandises qui garnissent la maison ou la boutique, sont censées au droit de gage. *ss*, 347. L'argent comptant n'y est pas soumis. *ss*, 348, *viii*, 453. Ni les créances ou obligations qui se trouvent dans la maison. *Id.* Les locataires ont le droit d'être préférés aux autres créanciers du condoteur, sur les fruits et les meubles de la métairie ou de la maison. *ss*, 348, *xix*, 449, *viii*, 454, 469. Si le bail n'est que verbal, et si sous signé

leur priée, leur droit de préférence ne peut s'exercer que pour les trois derniers termes échus. *ss*. Le locateur de métairie est-il préféré, pour les avances qu'il a faites à son fermier pour faire valoir la métairie ? *ss*, 348, *viii*, 451. Certains créanciers qui sont préférés au locateur. *ss*, 349 *vi*, 102. *V. Privilège*. Le locateur a le droit d'empêcher le déplacement des meubles qui garnissent sa maison ou métairie. *ss*, 349 *viii*, 453. Il a action pour les faire rétablir. *Id.* Il a aussi le droit de saisir ces meubles, et de les saisir. *ss*, 349, 350, *xix*, 454, 472. Ce droit doit être exercé dans un court délai, suivant l'usage du lieu. *ss*, 350, *viii*, 454. Il peut l'être, même contre un acheteur de bonne foi. *ss*, 350. Les meubles du locataire ne peuvent passer à un autre qu'à la charge de ce droit. *Id.* Exceptions, qui peuvent être opposées au locateur par les tiers. *ss*, 350, 351, *viii*, 454. C'est à celui qui allègue ces exceptions à les prouver. *ss*, 351 *viii*, 454. Le locateur ne peut cependant empêcher le créancier de disposer de ses meubles, tant qu'il en reste suffisamment pour répondre des fermes ou des loyers pour trois termes échus et deux à échoir. *ss*, 351, *viii*, 454.

Droit d'exécution que le Coutume d'Orléans accorde au locateur sur les meubles du conducteur. *ss*, 361, 362 *xix*, 455, 469. Il ne peut exécuter en vertu de sa simple qualité, que les meubles qui sont dans la maison ou métairie ; autrement, il lui faut un titre exécutoire. *ss*, 362, *viii*, 455. Cette exécution se peut avoir lieu que pour trois termes échus. *Id.* En quoi cette action diffère et se rapproche des autres actions. *ss*, 362, *xix*, 455. Le droit d'exécution subsiste contre l'héritier du locataire ou fermier. *ss*, 362. Droit du gageur ou s'agit s'agit accordé par la Coutume de Paris. *Id.* *V. Séquestre*.

Droits du sublocuteur. *ss*, 363. Il a le droit de jouir de toute la chose qui lui a été louée. 363. Peut-il louer, sans augmentation de la ferme, de l'accrocher par ailleurs qui s'est faite pendant le bail ? 363. *V. Alluvion*. Le fermier ne peut pas de logement du maître, ni de sous de haute futaie. 363. Il peut défricher les terres qui, lors du bail, étoient en friche. 363. Le droit du conducteur par ses héritiers, pourvu que ces tiers jouissent comme il serait joui lui-même. *Id.* Quel, s'il est dit par le bail que le locataire pourra sous-louer à qui il le verra ? 364. Celui que le conducteur ne pourra sous-louer sans le consentement par écrit du locateur. 364. Comment cette clause doit être interprétée et exécutée. 364. Le conducteur possède pour le locateur 365. En cas de trouble dans sa

jouissance de la part de ce dernier ou d'un tiers, il n'a contre lui qu'une action personnelle afin de le faire raser. 355.

Différence entre le droit d'un locataire, ou fermier, et celui d'un usufructier ou d'un emphytéote.

Quand les successeurs du bailleur ou du preneur, sont tous d'entretenir les lieux les uns vis-à-vis des autres? 355-359. V. Bail.

Comment se récom le roulier du louage, et de la résolution des lieux à loyer et à ferme. 359 et suite. V. Bail.

LOUAGE DE MEUBLE. Les meublés sont loués au voyage, au mois, au profit, ou au fret. 111, 216. Le maître choisit et loue le pilote, l'autre maître, matelots et compagnons. 15. Si les propriétaires du navire sont sur les lieux, il doit les consulter. 217. Le contrat de louage des meublés doit être rédigé par écrit. Id. L'ordonnateur n'est tenu des pertes par léviées, et vrai que les matelots en ont leur part. Id. Car où le serment peut et doit leur être déféré. Id.

Le matelot, loué au voyage, doit ses services avant le départ du vaisseau. 218. Son obligation ne cesse qu'au lieu de la destination ou de décharge. Id. Il en est de même, s'il est loué au mois; il n'y a de différence que dans le mode de paiement. Id. Le matelot peut être contraint à rendre les services qu'il a promis. Id. Peines infligées au matelot qui dévie avant le voyage. 16. Il n'est sujet à aucune, s'il est retenu par une maladie. 229. Quand, s'il est prisonnier, comme prévenu d'un crime? 16. Cas où, avant les surmises loies, le matelot était dispensé de remplir ses obligations. Id. Le matelot est-il obligé de servir sous un autre maître que celui auquel il s'est loué? Id. Et sur un autre vaisseau? Quand, si le voyage est changé? Id.

La principale obligation du maître envers le matelot, est de lui payer le loyer convenu. 219, 220. Cas de force majeure ou l'obligation de payer le loyer au matelot peut changer selon la nature de l'autre qui l'ont empêché de faire son service. 220. En cas d'interdiction de commerce avant le voyage, il n'est dû aucun loyer aux matelots. Id. Si c'est pendant le voyage, ils sont payés à proportion du temps qu'ils ont servi. 16. Dans le cas d'arrêt du prince, avant le voyage, il ne leur est dû que les journées employées à équiper le vaisseau. Id. Si c'est pendant le voyage, le loyer des matelots au mois court par motif pendant l'arrêt, et celui des matelots en voyage est dû en entier. 220, 221. Les matelots au profit et au fret n'ont jamais droit à aucun dédommagement. 221. En

cas de perte, hris et usufage, avec perte entière du vaisseau et des marchandises, les matelots ne peuvent prétendre aucun loyer. Ils ne sont pas tous de restituer ce qui leur a été avancé. Id. Si quelque partie du vaisseau est saisi, les matelots au voyage et au mois sont payés de leurs loyers échus sur les drûes saisis par eux. 222. S'il y a des marchandises saisiées, les matelots, même ceux engagés au fret, sont payés par le maître, à proportion du fret qu'il reçoit. Id. Ils sont tous indistinctement payés des journées employées à sauver les débris des effets usufagés. Id. Il n'est dû aux héritiers du matelot mort, ou malade pour maladie, lors du départ, que le prix des journées employées au service du vaisseau. Id. Le matelot tombé malade ou blessé au service du navire, gagne en entier son loyer. 223. Il perd son avantage, s'il a été libéré, ou s'il est tombé malade par sa faute. 223. S'il est blessé en combattant pour la défense du navire, c'est une avarie commune. 16. V. Avarie. Le loyer du matelot au mois, tant pendant le voyage, est payé à ses héritiers jusqu'en jour de son décès. Id. Si le matelot est engagé au voyage, il est dû le moitié du loyer, s'il meurt en allant, et le total, si c'est au retour. Id. Lorsqu'il est engagé au fret ou au profit, sa part est acquise à ses héritiers, au lors de sa mort, le voyage n'est commencé. 224. Le loyer du matelot tué ou défendant le vaisseau est dû en entier, si le vaisseau arrive à bon port. Id. C'est une avarie commune. 16. V. Avarie. Il n'y a lieu à contribution pour ce cas, que lorsque le navire n'est pas tombé entre les mains de l'ennemi. 225. Cas où le maître, par son fait ou par celui de ses commis, n'a pas joué des services du matelot. Id. Si le voyage est rompu avant le départ par le fait des propriétaires, maître ou marchand, les matelots ont droit au voyage ou droit au prix de leurs journées et au quart de leur loyer. Id. Quand même ils trouveraient en arrivant un marché plus avantageux pour le service d'un autre navire. 225, 226. Ils ont une action en dommages intérêts contre le maître, pour le préjudice que leur cause la rupture. 226, sauf son recours contre ceux qui l'ont occasionné. Id. Les matelots engagés au mois sont payés dans la même proportion. Id. Quels sont les droits des matelots engagés au voyage qu'ils ont, dans le cas de rupture du voyage depuis le départ? 226, 227. Dans tous les cas, ils doivent être payés de leurs journées jusqu'au lieu du départ du vaisseau. 227. Le tiers du loyer est dû au matelot rongé sans cause valable par le maître avant le voyage commencé. 228. Le total du loyer, avec les frais du retour, lui sont dus, s'il n'a été

congédiés que depuis le voyage commencé. *Id.* Quelles causes sont valables pour congédier un matelot ? *Id.* Les matelots allant au fret ou au profit, ont part aux dommages-intérêts dus au maître pour la rupture arrivée par la faute des marchandises. *Id.* Le maître ne peut, sans pelon d'usage, payer les matelots de leur loyer, en pays étranger. 228, 229. Moyens pour les faire payer après leur retour dans leurs foyers. 229. Le maître doit nourrir le matelot pendant son voyage, et lui fournir le passement, s'il est blessé. *Id.* Il doit, dans certains cas, leur payer les frais de conduite pour retourner chez eux. *Id.* Cas où ces frais de conduite sont dus. 229, 230. Le maître et les propriétaires du navire sont-ils obligés de payer les ransons des matelots faits prisonniers ? 230. Autres obligations que peuvent contracter le maître et les propriétaires du navire. 231.

Artions qu'ont les matelots pour le paiement de leurs loyers. *Id.* Ils ont aussi un privilège sur tous les autres créanciers. *Id.* Leur action se prescrit par un an depuis le voyage fini. *Id.*

#### V. *Araris. Charte-partir. Jet.*

Locaux d'ouvriers. Contrat par lequel l'une des parties donne un ouvrage à faire à l'autre, moyennant un prix convenu qu'elle s'oblige de lui payer. et, 375 *vis*, 446.

Différences entre le louage d'ouvrage et le louage des choses. et, 375, 376. En quels cas le contrat. 376. Rapports qui existent entre le louage d'ouvrage et le vente, et manière de les distinguer. 376. Il n'y a pas de louage d'ouvrage, sans un ouvrage que le locuteur donne à faire au conducteur qui se charge de le faire. 376. Il faut que cet ouvrage soit possible, et qu'il en soit restreint et aux lois et aux mœurs. 376, 377. Il faut au prix que celui, qui donne l'ouvrage à faire, paie à celui qui s'en charge de le faire. 377. Autrement le contrat est un contrat de mandat. *Id.* Ce prix doit être réel et d'une certaine valeur relativement à l'ouvrage. 377. Il doit consister en une somme d'argent. 377. Il n'est pas nécessaire que cette somme soit déterminée dès le temps du contrat ; il suffit qu'elle doive le devenir par l'estimation qui en sera faite. *Id.* Le paiement des parties doit intervenir sur les choses qui font le salaire du contrat. 377, 378.

Obligations du locuteur. 378. Elles dérivent, en de la nature du contrat, ou de la bonae fœi, ou de clauses particulières. *Id.* Le locuteur est tenu de payer la somme convenue pour le prix de l'ouvrage. 378. Le conducteur n'est reçu, dans son action afin d'être payé, qu'après qu'il a fait l'ouvrage, à moins de convention con-

traire. *Id.* Le locuteur doit en outre payer le prix des augmentations d'ouvrage qu'il a été nécessaire de faire, et qui n'auraient pas été prévues. 378, 379. Il faut, pour qu'il en soit tenu, qu'elles aient été nécessaires, ou qu'elles aient été faites de son ordre ou consentement. 379. Une femme qui accouche sur un vaisseau, met-elle toute d'une augmentation de prix pour la levée de son enfant ? *Id.* Le locuteur doit faire ce qui dépend de lui pour mettre le conducteur en mesure de faire l'ouvrage qu'il lui a donné à faire. 379. Faute d'y satisfaire, il est tenu des dommages-intérêts du conducteur, et le contrat peut même, en certains cas, être résolu. 379. Obligations du locuteur de ne rien démanter de l'échafaud de l'ouvrage, et de ne pas profiter de l'erreur du conducteur ou de l'incapacité du prix. 379, 380. Le locuteur doit exécuter tout ce qu'il a promis par les clauses particulières du contrat, sous peine des dommages-intérêts du conducteur. 380. Grand nombre des clauses particulières qui peuvent être ajoutées au contrat 380. Clause que le locuteur, après les travaux finis, donne une gratification au conducteur, outre le prix convenu, s'il est content. 380.

Les obligations du conducteur naissent aussi de la nature du contrat, de la bonae fœi ou de clauses particulières du contrat. *Id.* Le conducteur est obligé en premier lieu à faire l'ouvrage dont il s'est chargé. 381. Il peut le faire faire par un autre, à moins qu'en n'ait considéré son talent personnel. *Id.* De cette obligation naît une action qu'a le locuteur pour faire exécuter l'ouvrage dont le conducteur s'est chargé. *Id.* Cette action est indivisible. *Id.* V. *Obligation indéfinie.* Le conducteur doit faire et achever l'ouvrage dans le temps porté par le marché, sous peine des dommages-intérêts du locuteur pour le retard. 381. V. *Dommage-intérêt.* Le conducteur est tenu des déficiences de son ouvrage, soit qu'elles procèdent de la mauvaise qualité des matériaux, ou de l'ignorance de l'ouvrier. 381, 382. En cas de doute, le juge ordonne la visite et l'expertise. 382. Sans locuteur a fourni les choses et les loquies l'ouvrage doit être fait, le conducteur doit les employer. *Id.* S'il les a glaciées ou mises hors d'état de servir, il doit en fournir d'autres en ne payer le prix au locuteur. *Id.* Le conducteur est tenu du fait des sous-conducteurs à qui il a donné l'ouvrage à faire. *Id.* Il n'est tenu de rien, si la perte est arrivée par la vice de la chose fournie par le locuteur, à moins qu'il ne se soit chargé expressément de tout risque. 382. Il est responsable du tel qui l'a été fait de la chose fournie, sans la subrogation dans les droits et actions du

locateur pour la répétition de cette chose. *Id.* Quand est-il déchargé du paiement de la valeur de la chose, lorsque la chose a été restituée? 383. Le conducteur est obligé par la bonne foi d'usur d'aucun artifice relativement à l'ouvrage dont il se charge, et à le faire au juste prix. 383. Il est tenu d'acquiescer toutes les choses particulières opposées au contrat. *Id.* L'ouvrage, avant qu'il soit reçu, est même parachevé, est aux risques du locateur. 383. En cas de perte par force majeure, le conducteur doit être payé du prix, ou de partie du prix seulement, si l'ouvrage n'était pas achevé. *Id.* Le travail du conducteur, et même le matériel qu'il fournit, sont à la charge principale sur laquelle il travaille, et appartenant comme elle, à mesure qu'ils s'y consomment, au locateur. 383, 384. Si la chose principale appartenait au conducteur, ce ne serait plus un louage, mais un contrat de vente. 384. Si l'ouvrage qui a péri, quoique par force majeure, est défectueux, la perte en tomberait sur le conducteur, en proportion de ce qu'il lui en eût coûté pour réparer les déficiences. *Id.* Lorsque la force majeure n'est ni arrivée ni prévue, l'ouvrage est présumé péri par la faute de l'auteur, et le conducteur ne peut supporter la perte. 384. L'entrepreneur qui loue peut faire recevoir son ouvrage au fur et à mesure des travaux. 384. L'ouvrage est censé reçu, lorsque le locateur en a payé le prix sans protestation. *Id.*

Comment se résout le contrat de louage d'ouvrage? 385. Il peut se résoudre par la survenance d'un événement, même lorsque l'ouvrage a été commencé. 385. Il peut se résoudre par la volonté du locateur seul, ou arrachement du conducteur et l'indemnité. *Id.* Le conducteur est tenu de discontinuer le travail du jour que la signification lui en a été faite. 385. Si le prix de l'ouvrage avait été payé à l'avance par le locateur, peut-il le répéter, sous la déduction du prix du travail déjà fait, et des dommages-intérêts du conducteur? 385. A l'égard du conducteur, lorsque le marché a été conclu, il ne peut se dispenser de l'exécuter. 386. La mort du locataire résout pas le contrat de louage; son héritier succède à ses droits. 386. Si y a plusieurs héritiers, ils doivent convenir entre eux si on exécute le marché ou non; le conducteur peut les assigner à cette fin devant le juge, qui prononce en cas de dissentiment entre eux. *Id.* Lorsque l'ouvrage est à faire sur un héritage propre d'une certaine ligne, et que le locateur laisse un héritier aux propriétés de cette ligne, et un héritier à ses meubles et arçets, lequel de ces deux héritiers succède aux droits résultants du contrat de louage, et à l'action du locateur

contre le constructeur? 386, 387. L'obligation du locateur pour des ouvrages faits sur un de ses héritages propres et non dote de sa succession, dont tous ses héritiers sont tenus indistinctement chacun pour leur part héréditaire. 387. Il en est ainsi, lorsque l'ouvrage était achevé, d'époque de la mort du locateur. *Id.* Si l'ouvrage n'a été commencé que depuis sa mort, l'héritier, qui a succédé à l'héritage sur lequel l'ouvrage devait être fait, est seul tenu. 387. Si le défaut, de son vivant, avait entraîné le prix au conducteur, l'héritier aux propres en profite seul. 388. Si l'ouvrage était commencé du vivant du locateur, l'héritier au mobilier en doit contribuer qu'en prix de ce qu'il y avait de fait lors de l'ouverture de la succession. *Id.* Si le marché n'a pas été exécuté par la volonté de l'héritier aux propres, l'héritier du mobilier est-il tenu de contribuer avec lui aux dommages-intérêts du constructeur pour l'inexécution? 388. Le contrat de louage d'ouvrage est résolu par la mort du conducteur? 388, 389. Il n'est raté que dans le cas où le locateur a consenti, en contractant, les autres personnes du conducteur. 389. La mort du conducteur éteint-elle aussi l'obligation du constructeur, lorsque l'ouvrage était déjà commencé lors de cette mort. 389. Le contrat de louage d'ouvrage est résolu, lorsqu'il est fait une force majeure qui en empêche l'exécution. 389. *V. Louage des choses. Louage par échange.*

*LOUAGE MARITIME. V. Charter-partie. Louage des matelots.*

*LOUAGE PAR ÉCHANGE. Contrat de louage par lequel l'une des parties s'oblige à donner à l'autre l'usage d'une certaine chose pour l'usage d'une autre chose, que l'autre partie s'oblige réciproquement de lui accorder. *Id.* 390. Il intervient surtout entre les gens de campagne. *Ibid.**

Ce contrat n'est ni un contrat de vente, ni un contrat de prêt à usage. 390. Il ressemble beaucoup plus au contrat de louage, mais il est précisément le louage. 390. Il se régit par les mêmes principes et donne les mêmes actions. 391. Transcrit au mot de l'absence de ce contrat: les deux choses demandent l'une pour l'autre, et le consentement des parties. *Id.* Contra les choses, susceptibles du louage ordinaire, le seul de celui-ci. 391. *V. Louage des choses.* Il faut que l'usage de chacune des choses soit donné à peu près comme équivalant de l'autre. 391. Sur le constructeur voyez au mot *Louage des choses*.

Chaque des parties accorde l'usage de sa chose pour un temps qui peut être différent. 392. Lorsque le temps de la jouissance a été accordé



les présumant à l'avance. 331, 332. Les domestiques des officiers sont considérés comme docteurs, s'ils les quittent avant la fin de la campagne. V. *Louage des choses*. *Louage de mortels*.

**LOTAUX COURTS.** En quoi ils consistent. 21, 65,

**MAÏN-MORTS.** V. *Communauté*. *Genre de miné-*

*morte*. *Doubtation relative*. *Traitement*.

**MATRES.** Sont le nombre d'enfants de leurs domestiques, lorsqu'ils en le ont pas empêchés, ayant pu le faire. 2, 143. *Id.* 336. *Id.* 224. Ils ne sont trus de leurs engagements, que lorsqu'ils ont été contractés pour leur service. 2, 143, 144. V. *Communauté*. *Domestique*. *Louage de services*. *Père de famille*.

**MAITRE DE NAVIRE.** V. *Assurance*. *Avaris*. *Charte-partie*. *Jet*. *Louage de matelots*. *Prêt à la grosse*.

**MALADE.** *Valeur de ses dons*.

**MAL.** V. *Attour* (droit d'). *Noblesse*. *Succession*.

**MANDAT.** Contrat par lequel l'on doit entretenir contre la gestion d'une ou plusieurs affaires, pour la faire en sa place et à ses risques, à l'autre contractant, qui s'en charge gratuitement, et s'oblige de lui en rendre compte. 110, 113. *Étymologie*. *Id.* Il appartient à la classe des contrats du droit des gens, du hirsfausner : ornements et synallagmatiques. 16.

Il est de l'essence du mandat qu'il y ait une affaire qui en soit la matière. 114. Il faut que ce soit une affaire à faire. 16. Il faut qu'elle ne soit contraire ni aux lois ni aux bonnes mœurs. 115. Ne faut-elle pas considérée telle en elle-même, il en est, pour servir d'indice, qu'elle le soit dans les circonstances particulières du mandat. 16. Il faut que l'affaire ne soit pas quelque chose d'incertain. 16. L'affaire doit être de nature que le mandant puisse être censé la faire lui-même par le ministère de son mandataire. 116. Le mandat de faire une chose interdite par la loi, est mandant, est-il nul ? 116. Il faut qu'un prince suppose que l'affaire pourra se faire par le mandataire. 117. Il en est de l'acte en sa seule liberté. 117. Le mandataire ne peut être chargé d'acheter sa propre chose, si, à moins qu'il n'en soit que propriétaire pour partie, et qu'il y ait lésion. 16. L'affaire ne doit pas concerner l'intérêt seul du mandataire. 117, 118. Est-il nécessaire que l'affaire ait l'aspect du mandat, en même pour partie ? 118.

Il est de l'essence du mandat que le mandant et le mandataire soient les volontés de s'obliger

66, 67. Le vendeur en est tenu envers l'acheteur envers. 1, 314, 315. V. *Écriture*. *Retrayant*.

**MAN.** Prix de la jouissance ou de l'usage des choses données à usage. V. *Bas*. *Louage des choses et d'ouvrage*.

V. *Communauté légale*. *Fruir*.

## M

L'on en vers l'autre. 118, 119. Par-là, le mandat diffère de la simple recommandation. 119. C'est ce qui le distingue aussi du conseil. 16. Le conseil s'oblige pas celui qui le donne, à moins qu'il n'ait été donné avec menace ou. 16.

Il est de l'essence du mandat d'être gratuit.

16. La promesse d'honoraires ne change pas le nature du mandat. 119, 120. Les honoraires ne sont pas le prix des services rendus. 120. La promesse qui en est faite ne produit pas d'obligation. 16. Quelque promesse est cependant reçue à lui demander en justice. 16. Différence entre la récompense due à ses personnes, et le loyer d'un service appréciable. 120, 121. V. *Honoraires*. *Salaire*.

Le mandat s'est éteint à aucun terme. 121. Il peut être verbal, sauf la prohibition de le prouver par témoins ou-dessus de cent livres.

16. Il peut être tacite. 16. Il s'établit le plus ordinairement par un acte appelé *procuratio*. 16. Il faut que le procureur soit accepté par le mandataire. 16. Une acceptation tacite est suffisante. 121, 122. Quand est-elle prescrite. 122. Le mandat peut être à terme ou sous condition. 16. Autrement, la prescription n'est tant qu'elle n'est pas révoquée. 16. On peut avoir plusieurs mandataires, même pour la même affaire. 16.

Le mandataire est tenu, sous peine de dommages-intérêts, de faire l'affaire dont il s'est chargé. 122. Cas dans lesquels il peut être légitimement empêché d'exécuter le mandat. 123. Il n'est dispensé, dans tous les cas, qu'il le charge d'en donner avis au mandant. 123. Le mandataire peut se démettre du mandat, après l'avoir accepté, si la chose est encore retournée. 16. Il doit résister de l'exécution, s'il apprend quelque chose qui doit porter le mandat à la révoquer. 124. Le mandataire est tenu de toute espèce de faute envers le mandant. 124, 125. Non seulement du commettre, mais encore de l'omission. 125. Il est tenu de son devoir d'habileté dans l'affaire qu'il a gérée. 16. La faute dont il doit être tenu, se règle par le nature de l'affaire dont il est chargé. 16. Il n'est jamais tenu de ces fautes et de ces accidents de force majeure, s'il n'en est chargé. 16. On



peut stipuler qu'il ne sera pas responsable des fautes. *Id.* Le mandataire doit rendre compte de sa gestion. *Id.* Ce qui doit entrer au chapitre de la recette. 126. Le dommage causé dans une affaire par le mandataire au mandant, peut-il se compenser avec de grands avantages qu'il lui a procurés dans d'autres affaires? *Id.* Ce qui doit entrer dans le chapitre des mises. 126. On ajoute quelquefois au chapitre des mises. 127. Le reliquat se compose de ce qui reste des sommes de la recette, après en avoir déduit les mises et les reprises. *Id.* Le mandataire en doit les intérêts du jour de sa démission. *Id.* Si la mise et les reprises excèdent la recette, il reste créancier pour cet excédant du mandant. *Id.* V. *Régulation de compte.* Le mandataire doit restituer au mandant tout ce qui lui est parvenu de sa gestion. *Id.* Si ce sont des corps certains, il peut les retenir jusqu'au remboursement de ses déboursés. *Id.* Il subroge le mandant dans les droits et actions qu'il a acquis contre des tiers. *Id.* Des obligations de mandataire naît l'action *mandati directam* faveur de mandant. *Id.* Celui-ci l'exerce, quand même l'affaire aurait été celle d'un tiers. 128. S'il y a plusieurs mandataires, cette action s'intente solidairement contre chacun d'eux. *Id.* Elle peut s'exercer par les héritiers du mandant, et contre les héritiers du mandataire. *Id.* Chez les Romains cette action était infamante (*famose*). *Id.* La procuration passée devant notaires sur donne pas d'hypothèque au mandant sur les biens du mandataire. *Id.*

Le mandant est tenu d'indemniser le mandataire des sommes qu'il a déboursées pour la gestion du mandat. 129. Quand même le mandataire aurait action contre un tiers pour s'en faire payer. *Id.* Il doit aussi être remboursé du prix de la chose qu'il a employée ou aliénée pour la gestion de l'affaire. 130. Celui chargé de cautionner le mandant, il a délégué le créancier de celui-ci, avec son débiteur personnel. *Id.* Le mandataire doit être remboursé non seulement de ce qu'il a lui-même déboursé, mais encore de ce qui a été déboursé en son nom, par un tiers, ou tiers qui lui-même voudrait l'en garantir. *Id.* Peu importe que le mandataire ait payé réellement, ou payé par compensation, la somme qui doit lui être remboursée. 130, 131. La remise de la dette fait par le créancier du mandant au mandataire qui l'a certifié, se récompense de ses services personnels, n'est pas à retenir l'action *mandati contraria*. 131. La cession-lui, si la remise lui a été faite purement et simplement, et non par récompense de services rendus? 131. Quand, si elle est faite à la charge que la remise en profitera seule? 132.

V. *Caution.* Pour avoir droit au remboursement, il faut que les déboursés du mandataire aient eu pour cause le mandat. *Id.* Non attribué la somme principale payée par le mandataire, mais tous les accessoires nécessaires par le mandat, doivent lui être remboursés. *Id.* Il doit lui être tenu compte des pertes dont le mandat a été la cause prétextuelle. *Id.* Il en est de même pour la gestion entre associés. *Id.* V. *Société.* Si la gestion du mandataire ou de l'associé a été que l'occasion, et non la cause de la perte, il n'est pas dû d'indemnité. 133. Exemples puisés dans les lois romaines. 133, 134. Est-il dû de l'indemnité pour la perte que fait éprouver au mandataire l'imprii exclusif de son temps aux affaires du mandant? 134. Le mandataire n'est pas remboursé de ce qu'il a déboursé de trop par sa faute. *Id.* Mais il doit l'être, quoiqu'il l'affaire dont il était chargé, ait eu ou même surrê. *Id.* Le mandant doit procurer au mandataire le débiteur des obligations qu'il a contractées pour l'exécution du mandat. 135. Des obligations du mandant, null en faveur du mandataire l'action *contraria mandati*. *Id.* S'il y a plusieurs mandants, cette action est-elle solidaire? *Id.* Elle n'a lien que contre le mandant et ses héritiers. 135, 136. Elle peut s'exercer aussi que le mandataire a fait des déboursés, et renoncé des obligations pour l'exécution du mandat. 136. Le mandant n'est pas tenu à offrir d'abandonner au mandataire tout ce qui est provenu de l'affaire. *Id.* Le mandataire a, pour cette action, hypothèque sur les biens du mandant, lorsque la procuration est notariée. *Id.* Est-ce du jour de la procuration ou du jour de l'acceptation du mandat que date cette hypothèque? 136, 137. Si le procurateur n'est pas notarié, le mandataire a également un privilège sur les biens du mandant. 137.

Le mandat est censé contracté par la simpleté de ser mandataire, et s'oblige envers les tiers. *Id.* Si le mandataire n'a pas contracté ou cette qualité, mais en son propre nom, il s'oblige personnellement avec son ascendant. *Id.* Il suffit, pour que le mandant ait obligé par le mandataire, que l'affaire ne paraisse pas, aux termes de la procuration, excéder le mandat. *Id.* Si le mandataire est sorti des bornes du mandat, il est obligé pour son compte, et le mandant ne l'est pas. 137, 138. Le mandataire, qui fait précieusement l'affaire portée par le mandat, sans aucune condition, n'estéde pas ses pouvoirs. 138, ni lorsqu'il l'a faite à des conditions plus avantageuses que celles prescrites par le mandat. *Id.* S'il l'a faite, au contraire, à des conditions plus dures, il est tenu des bornes du

mandat. *Ibid.* Dans ce cas le mandant peut approuver ou non le marché conclu par le mandataire. *Ibid.* Il n'est obligé ni envers ni contre, ni envers les tiers. *Ibid.* Le mandataire peut-il obliger le mandant à perdre le marché, ou l'indemniser de la différence entre le mandat et ce qui s'en fera? 138, 139. Le mandataire qui a conclu une partie du mandat, oblige le mandant pour cette partie. 139. A moins que l'intention du mandant ne soit que l'affaire ne se fit que pour le total. *Ibid.* Le mandataire, qui a fait plus que le mandat, oblige le mandant pour ce qui était porté dans le mandat. *Ibid.* Il ne l'oblige pas, s'il a fait une autre affaire que celle portée dans le mandat. 139, 140. Quand même cette autre affaire était plus avantageuse pour le mandant. 140. A moins que le mandant ne l'ait fait ce qui a été fait, et, or qu'il y ait plusieurs mandats accomplis le mandat, dont l'un a été pris. *Ibid.* Cas où le mandataire n'a pas fait par lui-même, mais par une personne substituée, l'affaire dont était chargé. *Ibid.* Cas où il a fait seul ce qu'il était chargé de faire avec ou sans, ou par le conseil d'un tiers. 140, 141. Tout ce que fait le mandataire, même hors des bornes du mandat, au vu et au su du mandant, oblige le mandant. 141.

Le mandat finit par la mort du mandataire. *Ib.* Si l'exécution du mandat était commencée, ses héritiers la continuent. *Ibid.* S'il y avait plusieurs mandataires, la mort de l'un n'annule pas le mandat, à moins que l'héritier d'un d'eux n'ait le pouvoir de faire cesser l'affaire. 142. Le mandat s'étant par la mort naturelle ou civile du mandant avec son exécution. *Ibid.* Le jugement, qui rend en possession des biens d'un héritier, éteint le mandat qu'il avait donné. *Ib.* V. *héritier*. La mort du tuteur, qui a chargé quelqu'un d'une affaire de son mineur, éteint-elle le mandat? *Ibid.* Le mandat du procureur substitué, éteint de même par la mort du procureur substitué. 143. Le mandataire, ignorant la mort du mandant, qui a ordonné le mandat, doit en être indemnisé par les héritiers de ce dernier. *Ibid.* Il doit, dans certains cas, l'excuser, quoiqu'il achève la mort du mandant. *Ib.* Mandats qui ne doivent s'éteindre qu'après la mort. *Ib.* Le changement d'état du mandant éteint-elle le mandat. *Ib.* V. *Mort civile*. Le mandat finit par la cessation des pouvoirs du mandataire. 144. Par la révocation. *Ib.* Par qui peut elle être faite? *Ib.* La révocation se présume, lorsque quelqu'un, après avoir chargé d'une affaire un premier mandataire, en charge une autre personne. *Ib.* Sur quoi s'il s'agit de deux personnes apprises. *Ib.* Quand il n'y a pas de circonstance contraire il est présumé

liou. 145. Une première procuration est-elle révoquée par une seconde passée à la même personne? *Ib.* Autant qu'il s'agit de présumer la révocation de mandat. *Ib.* Pour que la révocation éteigne le mandat, il faut qu'elle, ou les faits qui la font présumer, soient connus du mandataire. 145, 146. V. *Procuration générale*. *Procureur ad litem*. *Procureur omnium bonorum*.

Mandat de recevoir un paiement. 1, 158, 159. V. *Paiement*.

On peut contracter mariage par procureur spécial. 111, 423. V. *Mariage*.

V. *Emprisonnement*. *Lettre de crédit*. *Mandator pecunie credendo*. *Paiement*. *Quasi contract negotiorum gestorum*. *Rescription*.

MANDATAIRE. On peut contracter par mandataire. 1, 24, 137. Il faut que le contrat n'ait été fait par les pouvoirs. *Ib.* Par quels actes le mandataire excède son mandat les pouvoirs qu'il a. 1, 24, 111, 131, 138. Il s'agit de savoir par son mandat, s'il a suivi les termes d'un pouvoir apparent, quoique réellement par un pouvoir secret, ignoré des tiers. 1, 24. Le mandataire, qui a conclu seul des figures de la mort du mandant, oblige sa succession. 1, 24, 111, 143. Obligations du mandataire. V. *Contrat*. *Mandat*.

MANDATUM PRECIBUS CREDENDUM. Celui par lequel on prête de l'argent à quelqu'un. 1, 139. Il s'agit de le prêter à laquelle il a chargé de prêter. *Ib.* En cela, il contracte avec les ratifications. *Ib.* Il n'a d'être, en ce qui concerne la obligation n'est pas recevable, mais a une cause principale autre que celle de la dette de l'emprunteur. *Ib.* L'emprunteur est tenu et causé mutuellement le mandataire et le mandant. *Ib.* Le paiement fait par le mandataire, n'éteint pas la dette de l'emprunteur comme celui de la caution finit celle du débiteur principal. 140. Le prêteur cède au mandataire, qui l'a payé, ses droits contre l'emprunteur. *Ib.* V. *Subrogation*. L'obligation du mandataire n'est pas toujours arrêter le rôle de l'emprunteur, en ce cas qu'elle cesse d'être, si celle-ci n'est pas ratifiée et est éteinte. *Ib.* Pour que le mandataire soit tenu, il faut qu'il ait véritablement donné mandat de prêter. *Ib.* Un simple conseil, donné de bonne foi, ne l'oblige pas. *Ib.* Le mandataire n'est tenu envers le prêteur, que lorsqu'il s'est tenu et a reçu l'argent de son mandat. 140, 141. V. *Mandat*.

MANDATUM. Quid?

MANDATA. Maisons qui demeurent, soit de ville, soit de campagne, qui appartiennent à l'état par privilège, et à son droit. 1, 412 et suiv. vii,

34, 131. De quoi se compose le mœur. V. *Aïnass* (droit d.).

*Mascescens* ne font pas partie d'une succession, etc. IV, 215.

*Masceano*. Celui qui subit pour raser. V. 135. Quand les mariés ont eu conjugal et la contrainte par corps ? 155, V. *Constat*. *Contrainte par corps*.

*Masceano* *reputat*. On appelle ainsi la femme qui fait un commerce séparé, dant son mari ne reçoit pas. IV, 5, 98, 157, V. *Communauté légale*. *Contrainte par corps*. *Lettres de change*. *Purges matrimoniales*.

*Masce*. Il est obligé de recevoir sa femme cher loi, et de l'y trader maritalement. III, 427. La femme active contre lui, pour l'y faire condamner. *Id.* Anté obligations du mari. *Id.* Il contracte au nom de sa femme et pour elle. I, 25.

V. *Acceptation des successeurs*. *Autorisation maritale*. *Communauté légale*. *Contraint*. *Femme mariée*. *Mariage*. *Purges matrimoniales*. *Hypothèque*.

*Masce*. Le contrat de mariage est le plus ancien et le plus excellent des contrats. III, 317. C'est un contrat par lequel un homme et une femme se lient à contracter, s'engageant réciproquement l'un envers l'autre à demeurer toute leur vie ensemble dans l'union qui doit être entre un époux et une épouse. 318. L'union charnelle n'est pas le seul but du mariage ; elle n'est pas même de son essence. 318. Différentes espèces de mariages que pouvaient contracter les citoyens romains. 319. Différence chez eux entre le mariage légitime et le concubinage. *Id.* Légitimité et effets du concubinage. *Id.* Les étrangers, à Rome, n'étaient capables ni de mariage ni de concubinage. 320. Ils n'étaient capables que d'un mariage naturel appelé *matrimonium*. *Id.* On admet encore en Allemagne le concubinage, qui est appelé mariage de la main gauche. *Id.* Cette espèce de mariage n'a pas lieu en France. *Id.* Les esclaves ne pouvaient contracter qu'un mariage naturel, appelé *concubinage*, dénué de tout effet civil. *Id.*

Le mariage est à la fois contrat civil et sacrament. 320. Les prières sacerdotales ont et ont toujours eu le droit de faire des lois sur le mariage, soit pour l'interdire à certaines personnes, soit pour en régler les formalités. 321, 322. Réfutation des auteurs ultramontains qui soutiennent que la puissance spirituelle a seule le droit de faire des lois sur le mariage. 322, 323. Les mariages contractés contre la disposition de la loi civile, sont nuls, même quant au lien. 323, 324. Le mariage, en tant qu'il sacrament, est

soumis aux lois de l'Eglise. 324. La loi civile n'admet plusieurs dispositions de la loi ecclésiastique relativement aux effets civils du mariage. 324, 325. Choses qui ont coutume de précéder le mariage. 325, V. *Bons de mariage*. *Fiançailles*.

Pouvoit contracter mariage toutes les personnes dans lesquelles il n'y a aucun empêchement de le contracter, ou qui en ont obtenu une valable dispense. 328. Cher ceux, les classes peuvent contracter mariage, mais qui n'a aucun effet civil. *Id.* V. *Dispenses*. *Euphémisme de mariage*.

Le mariage ne peut être formé que par le consentement des parties. 401. L'erreur de l'une des parties qui tombe sur la personne même qu'elle se propose d'épouser, détruit son consentement et rend le mariage nul. *Id.* Lorsque j'ai consenti à rester une avec la personne que j'ai prise pour une autre, après l'erreur reconnue, le mariage devient valable. 403. L'erreur qui ne tombe que sur la qualité de la personne, ne détruit pas le consentement, et ne rend pas le mariage nul. *Id.* Erreur sur l'égard de la condition du mariage dans l'une des parties, ignorée par l'autre. *Id.* Cette exception n'a pas d'application en France. 403. Différence l'égard de l'erreur sur l'état civil de l'une des parties. L'erreur de nom, lorsque la personne est certaine, n'est d'aucune considération. *Id.* V. *Erreur*. La violence détruit le consentement nécessaire au mariage, et le rend nul. *Id.* Il faut pour cela que la violence exercée soit capable de faire impression sur une personne qui a quelque fermeté d'esprit. *Id.* Il faut que cette violence soit injuste et abusive. 404. Des menaces vagues ou une crainte présente, ne sont pas considérées comme violence. *Id.* V. *Violence*. La séduction rend nul le mariage nul. *Id.* V. *Séduction*.

Consentement des personnes, qui doit, dans les mariages, précéder à celui des parties contractantes. 404. Les mineurs ne peuvent contracter mariage qu'avec le consentement de leurs père et mère, ou de leurs tuteurs ou curateurs. *Id.* Le mariage contracté sans consentement est-il nul ? 404, 408. Discipline du concile de Trente ; les romains ; ordonnances de nos rois ; opinion de M. D'Aguesseau. *Id.* Y a-t-il présomption de réduction dans le mariage des mineurs contracté sans le consentement de leurs père et mère, ou de leurs tuteurs ou curateurs ? 404. L'approbation donnée au mariage du mineur par les plus proches parents en l'absence des père et mère, ne supplée pas au consentement de ceux-ci. 408. A moins qu'il ne soit abus de longue durée, ou tel autre ou

pays étranger pour cause de religion. *Id.* Le consentement des père et mère qui ont perdu l'état civil, n'est pas nécessaire. 409. Le mineur peut-il, sur un refus rogné de ses père et mère, être autorisé par le juge, d'après un avis de parens, à contracter mariage? *Id.* Lorsque le mineur n'a ni père ni mère, il doit requérir le consentement de son tuteur ou oncle. 409, 410. Le tuteur ne peut donner consentement qu'après avoir pris l'avis des parens. 410. S'il refuse, il est suppléé par le juge, sur l'avis des parens assemblés auprès de lui. *Id.* Le défaut de consentement du tuteur ne rend le mariage nul, que lorsqu'il y a présomption de séduction du mineur. *Id.* Les enfans majeurs sont obligés, comme les mineurs, de requérir le consentement de leurs père et mère à leur mariage. *Id.* 410, 411. VII, 60, 61. Cependant le défaut de ce consentement ne rend pas leur mariage nul; *Id.* les rend seulement sujets à la peine de l'exhérédation, pour avoir manqué à leur devoir. *Id.* Lorsqu'une fille est majeure de vingt ans, et un garçon majeur de trente ans, ils n'ont besoin pas même l'exhérédation, lorsqu'ils ont requis ce consentement, puisqu'ils ne l'ont pas obtenu. 411. Le mariage du majeur est soumis aux mêmes règles que celui du mineur, lorsqu'il n'a été contracté que par suite de la séduction pratiquée en minorité. *Id.* Formes de nomenclatures respectueuses par lesquelles le consentement doit être requis. *Id.* Le garçon majeur de vingt-cinq ans, mais n'ayant pas trente ans, ne peut contracter mariage sans ce consentement; mais le mariage une fois contracté sans ce consentement, n'est pas nul. 411, 412. Les enfans bâillards ne sont sous l'obligation ni d'obtenir, ni de requérir le consentement de leurs père et mère pour se marier. 412. S'ils sont mineurs, ils ont besoin de celui de leur tuteur. *Id.* V. *Edourd*. Les princes du sang ne peuvent contracter mariage sans le consentement du roi. *Id.*

De la célébration du mariage en face d'église. 412. Antiquité de cette célébration et de la bénédiction nuptiale. 413. La bénédiction nuptiale n'était qu'un pieux usage, elle n'était pas nécessaire pour le mariage. 413, 414. La bénédiction nuptiale a été requise dans la suite pour remédier aux abus de la clandestinité. 415. Elle se donne maintenant qu'aux premiers mariages. *Id.* L'usage de la célébration en face d'église étant tombé en désuétude dans le douzième siècle et les suivans, jusqu'au concile de Trente, les mariages clandestins furent considérés comme valables. 416. Division dans le concile de Trente relativement à la nullité qui y fut prononcée contre les mariages clandestins. 416, 417. Ordonnances

de nos rois contre les mariages clandestins. 417. Elles requièrent, pour la validité du mariage, la présence du curé qui reçoit le consentement des parties et leur donne la bénédiction nuptiale. 418. Le curé doit célébrer le mariage, et ne pas se borner à recevoir le consentement. *Id.* Si le curé refuse de le célébrer, les parties se pourvoient devant l'officiel. *Id.* Tous actes passés par les outsiders pour suppléer à la célébration sont nuls. *Id.*

Pour que le mariage soit valable, il faut qu'il ait été célébré par un prêtre compétent. *Id.* Le prêtre compétent pour la célébration des mariages est le curé des parties. *Id.* Le curé des parties est celui de leur domicile établi par six mois de résidence depuis qu'elles y demeurent, si elles n'ont pas changé de domicile, et par un si elles en ont changé. 419. Le curé des parties mineures est celui de leurs père et mère ou de leurs tuteurs. *Id.* V. *Domicile*. Tout prêtre, avec la permission de l'évêque ou du curé, peut célébrer le mariage. *Id.* Le mariage célébré par un prêtre incompétent est nul. 419, 420. Cette nullité est absolue, et ne peut se couvrir que par une nouvelle célébration du mariage faite par le prêtre compétent. 420. Le mariage célébré en pays étranger, par fraude, est également nul. *Id.* Serait-il les parties, si les parties avaient leur résidence, et que l'absent de culte catholique les ait forcées d'avoir recours à l'aumônier de quelque ambassade catholique. 421. Peines des prêtres qui célèbrent les mariages sans le consentement par écrit du curé des parties ou de l'évêque. 421. Le curé de l'un des parties, lorsqu'elles sont de différentes paroisses, peut-il valablement célébrer le mariage, sans le concours et le consentement de l'autre partie? 421 et *suiv.* Lorsque la publication des bans a été faite dans les deux paroisses, il y a concours suffisant du curé qui ne célèbre pas le mariage. 421. Pas de difficulté, lorsque l'évêque des deux parties a donné des dispenses de trois bans. *Id.* Lorsque les bans n'ont été publiés que dans la paroisse de celle des parties dont le curé a célébré le mariage, le mariage est nul par le défaut de concours et de consentement du curé de l'autre partie. 421 et *suiv.* Analyse de l'opinion de M. Bagnieu, développée dans un de ses mémoires. *Id.* On peut contracter mariage en face l'église par un procureur spécial. 423, V. *Mandat*. Lorsqu'il y a des oppositions au mariage, le prêtre doit assister à la célébration jusqu'à ce qu'en loi on rapporte la main levée. 423. S'il a passé outre, le mariage est néanmoins valable; mais le prêtre est passible des peines spirituelles et temporelles. *Id.*

Les mariages ne peuvent être célébrés dans les temps défendus, sans une dispense de l'évêque. 424, 425. Temps de pénitence dans lesquels les mariages ne peuvent être célébrés. 425. Heures auxquelles il est défendu de les célébrer. 426.

Acte civil du mariage qui est dressé par le curé. *Id.* Dans quelle forme et avec quelles formalités il doit être rédigé. *Id.* En cas d'erreur, les juges civile seuls peuvent le réformer. *Id.* Ces actes font preuve des mariages et établissent les parentés qui en naissent. *Id.*

Obligations qui naissent du mariage entre les personnes que le contrat unit. 427. Obligations du mari envers la femme. *Id.* V. *Mari.* Obligations de la femme envers le mari. *Id.* V. *Femme mariée.* Obligations des père et mère envers leurs enfans. V. *Alimens. Éducation. Légitime.* Obligations des enfans envers leurs père et mère. 428 et suite. V. *Alimens. Enfans.* Obligations respectives du père et mère, et de leurs enfans bâtarde. 430. V. *Bâtard.*

Effets civils du mariage. 430 et suite. La confirmation des conventions matrimoniales, et des donations postées au contrat, le communauté légale, l'affinité civile, la puissance paternelle et maritale, sont des effets civils du mariage. 431. V. *Commune.* La femme prend le nom de son mari, et suit sa condition. *Id.* Elle perd son domicile et acquiesce celui de son mari, aux lois duquel elle est soumise du jour de son mariage. *Id.* V. *Domicile.* Son domicile. *Id.* V. *Domicile de la femme.* Les enfans, nés en mariage légitime, acquièrent les droits de noblesse et de famille de leur père, la parenté civile, et leur droit à la légitime. 432. Un des principaux effets civils du mariage est de légitimer les enfans nés d'un commerce que les époux ont eu ensemble avant leur mariage. *Id.* et suite. V. *Légitimation.* Mariages qui, quoique valablement contractés, n'ont pas les effets civils. *Id.* 439 et suite. *Id.* 388, 389. Les mariages clandestins sont de ce nombre. *Id.* 439, 440. *Id.* 389. C'est à ceux qui attaquent ces mariages, à prouver la clandestinité. *Id.* 440. Ils sont privés des effets civils à l'égal de la veuve comme des enfans. *Id.* V. *Clandestinité.* Les mariages d'extrême ont été dépourvus des effets civils, lorsqu'ils sont contractés avec une femme que le mari avait entretemu avant le mariage. *Id.* 440. *Id.* 388, 389. Quand le mariage est ainsi contracté d'extrême. *Id.* 440, 441. Le mariage contracté par une personne morte civilement, est dépourvu des effets civils. *Id.* 441. *Id.* 389. V. *Mort civile.* Lorsqu'une personne morte civilement par suite d'une condamnation par contumace, s'est mariée, et est morte des les cinq

ans, sans être représentée, son mariage doit-il avoir les effets civils? *Id.* 441. V. *Contumace.* Les enfans nés d'un mariage dépourvu des effets civils, ne sont pas bâtarde. *Id.* Le mariage, quoique nul, a les effets civils, lorsque les parties étaient de bonne foi, et ignoraient l'empêchement diuine qui le rendait nul. *Id.* 442. *Id.* 388. La bonne foi des parties donne également l'effet aux conventions matrimoniales. *Id.* La bonne foi de l'une des parties seule suffit pour donner aux enfans du mariage les droits d'enfans légitimes même vis-à-vis de l'autre. *Id.* La bonne foi des parties ne peut donner à un mariage nul le force de légitimer les enfans qu'il en ont nés auparavant. 443. V. *Légitimation.*

Comment se poursuit la nullité des mariages. 443 et suite. V. *Casation de mariage.*

Le mariage se dissout par la mort naturelle des époux. 258. Peut-il se dissoudre, tant qu'ils vivent l'un et l'autre? *Id.* V. *Adultère. Dissolution. Séparation. Profession religieuse. Séparation d'habitation.*

Des seconds mariages. 471 et suite. V. *Seconds noces.*

MARIAGE SE EXTENSIF. V. *Mariage.*

MARIAGES. V. *Alliance spirituels. Emptement de mariage.*

MATRIENX. V. *Propre de communauté.*

MATRIÈRES COMMUNALES. Matières dont l'instruction se fait d'une manière plus courte que l'instance ordinaire. *Id.* 52. Quelles matières sont sommaires. 52, 53. Ce qu'il y a de particulier en matière sommaire. 53. On obtient du juge la permission d'assigner à bref délai. *Id.* Les requêtes se font à l'audience et non devant le juge-commissaire. 53. Dispositions de l'ordonnance y relative. *Id.*

MATYANT FOI. V. *Écriture. Pétition d'hérédité. Possession. Prescription. Revendication.*

MÉNAGE. Pendant combien de temps ils peuvent demander le paiement de leurs soins. *Id.* 222. V. *Prescriptions particulières.*

V. *Donation entre vifs. Legs. Rapport des médietés.*

MÉNAGES. V. *Possession à l'usufruit. Révision des peines.*

MENAGE (vente à la). *Id.* 358, 359.

MENAGES. Chose qui se trouve tant d'un bien à un autre. *Id.* 33, v. 201, 202. *Id.* 8 V. *Choses.*

Différence entre le *men* des meubles, biens meubles, effets mobiliers, meubles meublés, argenterie et bijoux, employés dans les dispositions testamentaires. *Id.* 591, 594. *Id.* 351, 352. V. *Choses. Communauté légale. Précepte légal des aînés.*

**METRES CORPORELS.** V. *Choses*. Communauté légale.

**METRES INCORPORELS.** V. *Choses*.

**METRES.** V. *Dispenses*. *Empêchement de mariage*.

**MINE.** V. *Époux*. *Réméré*. *Rescission*.

**MINEUR.** Incapable par la détal civile de contracter sans l'autorité de son tuteur. 16. Braville des écoles par lui faite sans son père permis dans le far extérieur. 18. A moins qu'il n'ait fait se conditior meilleure. 18. Les mineurs peuvent obliger les autres en cas de rui, si non s'obliger eux-mêmes. 18. Héritier et créancier le frum mesido non autorisé, dont les constitutions sont absolument nulles. 18. V. *Contrat*. *Femme mariée*.

Les immeubles de mineur ne peuvent être rendus que par cause nécessaire. vi, 116. C'est pourquoi ils ne peuvent être saisis qu'après discussion de son mobilier. 18. V. *Saisie réelle*. Le délit pour lequel l'action criminelle ne rait pas contre les ouvrages. vi, 163. Ils peuvent rander le rindé 378. Droits des mineurs émancipés. vi, 168.

Droits du mari et de la femme mineurs, quel à l'autorisation, et à l'absence de leurs biens. vi, 7. V. *Passeport marital*.

V. *Acceptation de la comence uti*. *Acceptation des successions*. *Amortissement*. *Amour*. *Communauté légale*. *Contratation de communauté*. *Don mutuel*. *Donation entre vifs*. *Donaire*. *Garde noble et baronnie*. *Hypothèque*. *Jus Jurement*. *Lésion*. *Lettre de change*. *Mariage*. *Partage*. *Pôremption*. *Préjudice*. *Prescription*. *Possession*. *Prêt à usage*. *Propre fief*. *Quom contract negotiorum gestorum*. *Rachat des rentes rachetées*. *Refutation*. *Renonciation aux successions*. *Réméré*. *Revent lignager*. *Serment dévot*. *Société*. *Témoignement de cinq ans*. *Tutement*. *Tradition*.

**MISÉRABLES.** Il doras se rerdreins délies et non motivées dans les penses criminelles. vi, 280. Il les dépose par lettre ou greffe; les juges les ontent qu'après avoir eu le procès. 18.

**MISERE.** Tout dépositaire de minutes d'écrit est tenu de les porter aux greffes, sur la requête du juge. vi, 169. V. *Faux verbal*. *Notaire*.

**MON.** V. *Contrat*. *Constitution*.

**MONSIEUR.** Prix du louage d'un héritage de campagne. vi, 323 et suiv. V. *Louage des choses*.

**MORTIFICES.** Lettres publiées aux primes des personnes, par lesquelles l'officier du docteur accorde les fidèles de rerdre le comenceur qu'ils ont des auteurs et complices d'un crime,

avec menace d'excommunication contre ceux qui ne révéleront pas. vi, 206. Ils s'obtiennent à la requête de la partie civile ou publique, sur la permission du juge qui connaît du crime. 18. Cas où l'on y a recours en malice ordie. 18. Il faut, pour y avoir recours, qu'il s'agisse de faits graves, et qu'on ne puisse faire la preuve d'ailleurs. 18. Forme des monitoires, et ce qu'ils contiennent. 206. Obligation en laquelle sont lors les officiers d'accorder les monitoires, et leur durée de les publier; leurs droits. 207. Opposition à la publication des monitoires; comment on peut en obtenir inter-lours. 207. Les rurs et les rures requerront les révelations faites en rerdre des monitoires. 207. La partie civile ne peut avoir commutation que des notes et durées des révelations. 207. Ces révelations ne sont pas acter du procès. 18. V. *Informations*. *Plainte*.

**MORALE.** Valeur de la monnaie. i, 385. En quelle monnaie doit être fait le rerdre des rentes rachetées? ii, 198. V. *Constitution de rente*.

**MORT-DE-VIE.** V. *Intérêt commensal*.

**MORT CIVILE.** Ect de mort civilement chez nous. vi, 441. v, 171. La mort civile résulte au de la profession dans un ordre religieux, ou d'être condamné. 18. vii, 5. V. *Profession religieuse*. *Condamnation qui entraîne la mort civile*. i, 176. Quand la mort civile est rerdre survenue par les condamnés. 176. Du jour de la condamnation contradictoire pour mort civile par un juge criminel. 18. v, 176. vii, 5. De jour de l'exécution, et l'arrêté de la cour. i, 176, 177. vii, 5. Distinction entre le cas où le rerdre s'est rerdre, et été repris, où se rerdre, dans les cinq ans ou après les cinq ans. vii, 441. r, 177. Si un condamné par le jugement contradictoire, le mort civile n'a lieu qu'à partir de ce jugement. 18. La mort civile est irrévocable, si le condamné ne s'est pas rerdre dans les trois ans. v, 177. Erreur pour cause de rerdre. 177. La vie civile peut toujours être rerdre par la rerdre de la prison. 18. V. *Contraintes*. *Lettres de grace*. Les rerdrements poudrés par un rerdre de guerre n'empêchent pas la mort civile. 177. La prescription de cinq ans ne fait pas cesser le mort civile que le condamné accorde de plein droit. vi, 230. V. *Prescription de rerdre*.

V. *Communauté légale*. *Condamnation*. *Don mutuel*. *Donaire*. *Garde noble*. *Infame*. *Jurement*. *Légitime*. *Mortel*. *Mariage*. *Préjudice*. *Prescription*. *Serment*. *Succession*. *Tutement*. *Usufruit*.

**MORT DU VÉTÉRAN ET DU CATHOLIQUE.** Les créanciers et les débiteurs ne s'extinguant pas par la mort du débiteur et du créancier; elles passent à l'héritier, s. 210, à moins qu'il ne s'agisse de quelque chose qui soit personnel au créancier. *Id.* Dans le cas-là même, les héritiers sont tenus des dommages-intérêts prononcés avant la mort du créancier. *Id.* De même, les créanciers des héritiers. *Id.* La date du débiteur ne s'étend pas à sa mort, que lorsqu'il s'agit d'un fait à lui personnel. *Id.* Les obligations civiles, qui naissent des délits, passent aux héritiers. 211. V. *Hérédité. Succession.*

**MURUS.** Saint-Étienne. s. 35, 41.

**MUR MITOYEN.** Un mur est mitoyen, lorsqu'il a été construit à frais communs par les propriétaires de deux bâtiments voisins, ou lorsque l'un d'eux en a acquis le mitoyenneté de son voisin quoiqu'il l'ait fait construire. s. 448. La prescription fait à un mur mitoyen par l'usage des copropriétaires seul d'est pas mitoyen. *Id.*

**Règles à suivre pour le mitoyenneté,** lorsqu'on ignore par qui et aux frais de qui un mur de séparation a été construit. *Id.* Lorsque le mur supporte des bâtiments d'un seul côté, il est présumé appartenir au propriétaire des bâtiments. 448, 449. Dans les lieux où l'on est sûr de sa chose, tout mur de séparation est présumé mitoyen jusqu'à la hauteur prescrite pour les murs de clôture. s. 449. *Id.* 255. Lorsqu'il y a des bâtiments de chaque côté du mur, il est présumé mitoyen. *Id.* Il suffit pour cela qu'il y ait des bâtiments de chaque côté du mur. *Id.* Les corbeaux de pierre saillants d'un côté où il n'y a pas de bâtiments, ni les filets, peuvent servir d'indices pour établir le mitoyenneté. s. 449. *Id.* 257. Lorsque les filets existent des deux côtés, et que le chapeau a deux pentes, le mur est commun. s. 449. *Id.* 256. Ces présomptions n'ont lieu qu'à défaut de titres. *Id.*

**Droit que la communauté du mur mitoyen donne à chacun des voisins.** s. 449, 450. *Id.* 252. Chacun des voisins peut construire contre le mur mitoyen, et, à cet effet, le priver pour y planter et élever des poutres. s. 450. *Id.* 255. Différence entre les diverses Coutumes sur le point de savoir si les poutres ne peuvent traverser le mur qu'à moitié ou en entier. *Id.* Limitations apportées par les Coutumes à la faculté de bâtir contre un mur mitoyen. s. 450. *Id.* 255. Le mur mitoyen ne peut être percé, pour y ouvrir une porte, dans l'endroit où le ruissau se déverse, s. 451, ni à l'endroit où se jettent

étaient déjà en service même les s. 450, *Id.* 255, 256. Le Coutume de Paris veut que l'on fasse faire dans le mur des jambages, chaînes et cornues solides de pierres de taille pour porter les poutres. s. 451. *Id.* 255. Défense d'adonner aux murs mitoyens, sous une espèce vide d'intervalle et un contre-mur, les forges, fours, fourneaux, fumiers, arènes, pressoirs, puits et cloques s. 451, 452. *Id.* 258. Lorsque des intervalles, et beaucoup des contre-murs. *Id.* Chaque ruissau peut élever à son dépens le mur mitoyen, qui, pour la partie d'en face, lui sera propre s. 452. *Id.* 255. Peut-il faire élever le mur, quoiqu'il habite dans une ruelle ou dans une cour? s. 452. *Id.* 245. Celui qui élève le mur mitoyen, doit payer à son voisin le prix de la surcharge que supporte la partie mitoyenne. s. 452. Si le mur a besoin d'être reconstruit en entier, et indépendamment de l' exhaussement à faire, le voisin peut être tenu de y contribuer. 453. Si le mur n'est pas encore sorti pour supporter l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser, peut le reconstruire au premier des murs de largeur de son côté, et en indemniser le voisin du préjudice que lui cause la reconstruction. 453. Dans ce cas la surcharge ne se paie pas. *Id.* Le voisin, à qui la surcharge a été payée, et qui veut bâtir contre l'exhaussement, doit payer la moitié du prix de l'exhaussement, et rembourser la surcharge ou proportion de la partie de l'exhaussement dont il se sert. 453. Le voisin ne peut faire des travaux d'entretien dans le mur mitoyen sans la permission de l'autre voisin. 454. Si le mur mitoyen est dégradé par la faute de l'un des voisins, il doit le réparer ou le reconstruire à ses dépens, et l'autre voisin a action pour l'y contraindre. 454. Chacun des voisins doit y contribuer, si la dégradation de la réparation en de la reconstruction, ou rien pas du fait de l'un d'eux. s. 454. *Id.* 256. À la campagne, et dans les ruelles où la Coutume n'oblige pas les voisins à se clore, le voisin peut se débarrasser d'y contribuer, ou abandonner son droit de communauté au mur, et la terre sur laquelle il est bâti. s. 454. *Id.* 511 ne peut passer d'un côté à l'autre, ni de l'autre à l'autre, mais seulement selon l'ancienneté du mur et l'ancienneté de la propriété. Dans les ruelles où la Coutume oblige les voisins à se clore, il est aussi forcé de contribuer, mais seulement jusqu'à la hauteur exigée pour les murs de clôture, et en raison de leur qualité ordinaire 455. V. *Communauté.* Le propriétaire d'un mur contigu à l'héritage de son voisin, est tenu de vouloir à ce voisin la mitoyenneté de ce mur, s'il désire y appuyer un bâtiment. 451. Le ruissau, sans rou-

loir bâtir, peut-il forcer son voisin à lui rendre la moitié de son mur ? 461. Cela s't-il lien à la ville romaine à la campagne ? *Id.* Le propriétaire du mur ne peut forcer son voisin d'acquiescer la moitié de tout le mur, lorsqu'il n'est pas devenu que d'une portion ? 461. Différentes ob-

jections qui peuvent se présenter, relativement au prix qui doit être payé, et à la portion de mur vendue. 462. Le prix doit être fixé eu égard à la valeur présente. 462. V. *Fœtus natus*.

MURATRON (ODIT DE). V. *Communauté légale*, *Fruir*, *Profit de rachat*.

## N

NANTISSEMENT. Contrat par lequel un débiteur, ou un autre pour lui, donne au créancier une chose pour la distraire par-dessus lui pour la sûreté de la créance. v. 469, 477. En quoi le nantissement diffère de l'hypothèque. *Ibid.* Ce qui est de l'essence du contrat de nantissement. 478.

Il faut une chose qui soit l'objet du contrat. *Id.* Ce sont ordinairement les meubles corporels. 479, 478. L'argent comptant peut être donné en nantissement. 478. Les choses incorporelles n'en sont pas susceptibles. 479, 478. Doctrines du droit romain, et arrêt contraire de la cour des siens. 478, 479. Le nantissement de la chose d'autrui est-il valable ? 479. Il est de l'essence du nantissement qu'il y ait une tradition réelle de la chose. 479, et moins que la chose ne se trouve déjà à un autre titre par devant le créancier. *Id.* La promesse de nantissement diffère du contrat de nantissement. 479. Il faut que la chose soit donnée au créancier, afin qu'il la distraisse pour sûreté de sa créance. 480, 480. Il n'importe quelle que soit la créance pour sûreté de laquelle elle est donnée. *Id.* Il suffit qu'elle soit donnée pour sûreté d'une créance future. 480.

Le nantissement est de la classe des contrats réels, synallagmatiques imparfaits, intermédiaires de part et d'autre, du pur droit naturel. 469, 480. Les parties peuvent convenir qu'au bout d'un certain temps, le débiteur ne retire pas la chose qu'il a donnée en nantissement, elle sera du plein droit acquise au créancier ou prêtant de sa dette. 471, 481. Caractères de ce contrat nantissement, pour éviter de le confondre avec la convention litigieuse qui lui ressemble. 481. V. *Porte remission*. La convention d'anticipation est prohibée dans notre droit. 481, 482. V. *Anticipation*.

Le créancier a sur la chose qui lui est donnée en nantissement, un droit de gage, qui consiste à la distraire pour sûreté de sa créance. 469, 482. Le débiteur a en revanche la propriété. *Ibid.* Le créancier n'a pas le droit de s'en servir. 483. Le droit du créancier de la chose renferme celui de la faire rendre pour être payé par privilège sur le prix. 479, 483. On ne peut donner en

nantissement la chose d'autrui. 483. Cependant si elle a été donnée, le débiteur n'est pas responsable à la restitution de l'argent payé la dette. *Id.* Le créancier est obligé de rendre la chose qu'il a en nantissement, quand il est payé. 471, 483. Cette obligation cesse, lorsque la chose ou partie ou perdue sans sa faute. *Id.* V. *Extinction de la chose*, *Profit de la chose*.

Le créancier est tenu de conserver la chose. 484. Quel est le degré de son qu'il doit appartenir à son conservateur, et de quelle faute est-il tenu ? 484. V. *Fruir*. Il doit rendre compte des fruits qu'il a perçus de la chose. 485. Doit-il rendre compte de ceux qu'il a perçus de percevoir par sa faute ? *Id.* Il doit, après son paiement intégral, rendre au débiteur ce qui reste du prix de la chose. *Id.* Le débiteur a l'action *pignoratitia* contre le créancier. 471, 485. Elle a pour objet la restitution de la chose ou de la valeur après le paiement. 485. Les dommages-intérêts des pertes déductionnelles faites à la chose, et le compte des fruits ou du prix de la chose, sont des objets accessoires de cette action. 472, 485, 486. Il y a ouverture à cette action, lorsque la dette a été entièrement payée, ou qu'on y a satisfait. 482. Tant qu'il reste encore quelque chose due, aucun partie de la chose ne peut être restituée. 470, 486. Il faut que la dette soit totalement acquittée au principal et intérêts. 486. Si une seconde dette a été contractée depuis celle pour laquelle la chose a été donnée en nantissement, le créancier peut-il retrahir la chose pour servir de gage à cette dette, lorsque la première a été payée ? 486, 487. Il faut, pour qu'il le puisse, que la seconde dette soit certaine et liquide. 487. Pour qu'il y ait ouverture à l'action, il n'importe de quelle manière, ni par qui la dette ait été acquittée. *Id.* Il suffit que le créancier ait été satisfait, sans avoir été payé. 487. Différence dans l'exercice de l'action, dans le cas où le créancier reçoit son paiement, et le cas où il est satisfait. 487. L'action peut être intentée, quoiqu'il ne soit pas encore ni payé ni satisfait, lorsqu'il s'agit de la chose. 488. Cette action est-elle sujette à prescription. 488.

Le débiteur, en donnant une chose en nan-



tissement, contracte l'obligation de faire avoir dans telle rhose un droit de gage à son créancier. 468. Artiste qui se rétracte contre le débiteur de celle fin. 489. Ce dernier est tenu de tous les actes de mauvaise foi qu'il a pu commettre. *Ibid.* Le débiteur est obligé de rembourser le créancier des dépenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la rhose. 472, 489. Quand est-il tenu des impenses utiles? 489, 490. V. *Hypothèque. Impenses.*

NATURELLES CONTRATS. V. *Contrat. Obligation.*  
NATURELLETTION (LETTRES DE). V. *Lettres de naturalisation.*

V. *Étranger. Français. Personnes.*

NÉGOCIANTS GASTON. V. *Quelques contrats negotiorum gestorum.*

NÈCES. V. *Communauté légale. Esclaves.*

NOBLESSE. Elle forme, après le clergé, le second ordre de l'État. v, 153. vis, 7. Noblesse de race et noblesse de concession. *Ib.* Quelle est la noblesse de race et comment elle se prouve? v, 153. vis, 7. Une possession de cent ans l'établit. v, 154. Son origine. *Ibid.* Le roi seul donne la noblesse de concessions. 154. Les concessions sont générales ou particulières. *Ibid.* Offices auxquels la noblesse est attachée par concession générale de mille ruides. *Ib.* Conditions de la transmission. 154, 155. Offices municipaux qui confèrent la noblesse. 155. Elle s'acquiert aussi par le service militaire v, 155. vis, 7. Temps de service requis sous différents grades pour l'obtenir. 155, 156. Edict de Louis XV de 1750 sur cette matière. *Ibid.* Concession particulière, ou lettres d'anoblissement. 156. Le roi seul les donne. *Ibid.* Elles doivent être scellées du grand-sceau, et enregistrées au parlement, à la chambre des comptes, et à la cour des aides. 157. Finances à payer. *Ibid.* Com où elles sont irrévocables ou révocables. 157. Les fiefs de dignité anoblissent-ils ceux qui en ont reçu l'investiture? *Ibid.* La noblesse est, par sa nature, transmissible. 157. Mais seulement par mâles, et en légitime mariage. 158. Exception. *Ib.* Noblesse personnelle. 158. Simples privilèges. 158.

Privilèges primitifs attachés à la noblesse, dans tout le royaume. 158, 159. Privilèges particuliers à certaines Coutumes. 159. Les étrangers nobles, non naturalisés, jouissent-ils en France des privilèges de la noblesse? 159. La noblesse se perd par la dégradation. v, 160. vis, 7. La noblesse acquise par la réception en un ordre, se perd-elle par la déstitution? *Ib.* Elle se perd par les actes qui y dérogent. 160. Par quels actes déroge-t-on? v, 160. vis, 7. V. *Commerce.* Les ruides de ceux qui ont été dégradés de noblesse, en qui l'ont perdu par quelque

acte dérogeant, perdent-ils la noblesse avec leur père? v, 160. Comment se reconvoit la noblesse? 161. Lettres de réhabilitation. v, 61. vis, 7. Usurpateurs de noblesse. v, 161. V. *Édard. Personnes.*

V. *Autorité. Garde-noble. Prépôt légal des nobles.*

NOTA. V. *Secondes notes.*

NOTA. V. *Charte-partie.*

NOTAIRES. Notaires royaux, notaires apostoliques, notaires ambassadeurs. v, 437. Les notaires n'ont le droit d'instrumenter que dans l'étendue de leur juridiction. r, 226 v, 437. vis, 477. A l'exception de ceux de Paris, d'Orléans et de Montpellier, qui ont le privilège d'instrumenter dans toute la France. *Ibid.* Ils sont les seuls officiers compétents pour dresser des notes des conventions judiciaires des particuliers. v, 437. Forme dont doivent être revêtues les notes des notaires. v, 438. vis, 477. Ils produisent hypothèque. v, 437. V. *Hypothèque.* Les notaires ne doivent délivrer d'expéditions des actes, ou les communiquer, qu'à ceux qui ont été parties, ou à leurs héritiers ou représentants, à moins qu'ils n'y soient contraints par l'autorité du juge. vis, 26. V. *Compulsatoire.* Pas de loi qui fixe la prescription de l'action qu'ont les notaires en paiement de leurs ruides. r, 224. V. *Prescription particulière.* Il est notaire que le notaire qui signe un acte en ruid, n'assiste pas à cet acte. r, 38.

V. *Titre authentique. Titre authentique.*

NOVATION. Substitution d'une nouvelle dette à une ancienne. r, 177. Elle est de trois modes d'extinction des obligations. *Ib.* Trois espèces de novation. *Ib.* La première, lorsqu'un débiteur contracte un nouvel engagement avec son créancier. *Ib.* La seconde, lorsque quelqu'un se rend débiteur à la place d'un autre envers un créancier qui l'accepte. *Ib.* La troisième, lorsqu'un débiteur s'oblige envers un nouveau créancier, du consentement du premier, envers lequel il est déchargé. La novation d'une dette conditionnelle ne peut avoir lieu que lorsque la condition existe. *Ib.* Elle n'a pas lieu de vantage, ni la chose due a péri avant la condition. 177, 178. Si la nouvelle dette est conditionnelle, il n'y a pas de novation, lorsque la condition n'est pas arrivée avant l'extinction de la première. 178. On peut faire novation d'une dette à terme non échuée échu, par une dette pure et simple, et vice versa. 178. Pour qu'il y ait novation, il suffit que la première dette ait précédé la seconde d'un pur instant de temps. *Ib.* Pris importe quelle que soit la première dette à la quelle on en substitue une nouvelle, et quelle que soit celle qu'en on substitue. *Ib.*

Pouvu qu'elles ne soient pas révoquées par la loi. *Id.* Il n'y a que ceux qui l'ont fait, et qui peuvent payer véritablement, qui pourront faire novation. 178. V. *Présumé* La novation ne fait pas la simple exonération. *Id.* Sur le droit novatio, elle ne peut se faire que par le stipulation. *Id.* Il faut pour la novation, une volonté de la faire dans le présent ou l'avenir, ou dire celle qui le représente. 179. A moins que cette volonté ne soit évidente, la novation ne se présume pas. 179 Cette volonté n'est cependant pas besoin d'être formellement exprimée. *Id.* Il n'y a pas de novation, toutes les fois que la dette est réellement modifiée. 179. Lorsque le débiteur constitue une créance à son créancier pour la somme qu'il lui doit, y a-t-il novation, en ce cas, novation? 179, 180. La chose par laquelle les parties déclarent qu'elles s'ont par entendement novatio, n'est d'autre effet que d'empêcher l'extinction des hypothèques de l'ancienne dette. 180 Anciens jurisprudentes sur ce point, 180, Il faut, pour qu'il y ait novation entre les mêmes personnes, malgré la destruction de l'ancien ou soit la perte de l'objet, que le nouveau dette continue quelque chose de différent de la première.

181. Le novation par l'intervention d'un nouveau débiteur s'opère entre le créancier et le premier. *Id.* L'effet de la novation est que la première dette est éteinte avec tous ses accessoires. 181. On peut transférer à la seconde dette les hypothèques attachées à la première. *Id.* Si le nouveau dette est plus forte que l'ancien, l'hypothèque ne sera transférée que jusqu'à concurrence de la première. *Id.* La novation ne peut s'en faire, dans tous les cas, qu'avec le consentement de la personne à qui les hypothèques appartiennent. 181. V. *Délégation*. Finement.

V. *Hypothèque*. *Lettre de change*. *Obligations*. *Pacte committatiprenant*. *Rechts fonsere*. *Transport*.

Nature des actes. Il y a des actes nés de plein droit, sans qu'il soit besoin de l'acte de l'homme pour les faire annuler. *Id.* Il faut que le nullité soit prononcée par la loi. *Id.* Elle résulte ou de la forme de l'acte, ou de l'incapacité de la personne, ou du vice de la convention elle-même. 172. V. *Lettre de change*.

V. *Action rescissive*. *Autosatisfaction*. *Corruption de mariage*. *Empêchement de mariage*. *Traitement*.

## O

OBLIGATION. Signification de ce mot. 1. 1. Obligation primitive et imparfaite. 1. 1. Définition de l'obligation.

Ce qui est de l'essence des obligations. 2. Il faut une cause d'un autre l'obligation. *Id.* V. *Contrat*. *Débit*. *Les*. *Quasi-contrat*. *Quasi-débit*. Il faut, dans toute obligation, deux personnes, dont l'une est débiteur, et l'autre créancier. 31. Si le débiteur ou le créancier ou l'un des deux, l'obligation continue d'être ou contre le successeur naturel. *Id.* Les coobligés sont des personnes capables de contracter. *Id.* V. *Communauté*. *Personnes*. Les faire, les intérêts, les effets ne peuvent contracter par eux-mêmes. *Id.* Il faut non chose due qui soit le motif de l'obligation. *Id.* La chose due est une chose proprement dite, ou un fait. 35. Toutes les choses qui sont de commerce peuvent être l'objet des obligations. 35, 36. Quand même elle serait indéterminée, pourvu qu'elle soit déterminable. 35. Même celle qui n'est pas par elle-même, mais dont on attend l'existence. *Id.* Les successions futures ne peuvent être l'objet des obligations, ni ce n'est par contrat de mariage. 35, 36. Autre exception par le loi de police. 36. Les choses qui ne nous appartiennent pas peuvent être

l'objet d'une obligation. *Id.* Faut d'entendre, elle se résout en dommages-intérêts. *Id.* On ne peut s'obliger de donner à quelqu'un une chose qui lui appartient déjà. *Id.* On ne peut s'obliger de donner à quelqu'un une chose qu'il est incapable de recevoir. *Id.* Il n'y a qu'un fait possible, ou non contraire aux lois ou aux bonnes mœurs, qui puisse être l'objet d'une obligation. *Id.* Il faut qu'il existe un intérêt appréciable à la chose que l'on doit faire ou ne pas faire. 38, 37. Un fait sans intérêt, peut cependant être le fondement de la charge d'une obligation. 37. Un intérêt de juste affection suffit pour qu'il y ait une obligation naturelle. *Id.*

Effet des obligations de la part du débiteur. 37. De l'obligation de donner. *Id.* Le débiteur est obligé de donner la chose en temps et lieu convenablement énoncié. *Id.* Si c'est un emprunt qui est dû, il est tenu de la conservation de la chose jusqu'au paiement. *Id.* Comment il en est tenu? 37, 38. V. *Faite*. Il n'est pas tenu des événements de la force majeure. 38. V. *Forfait*. *Force majeure*. De quoi est tenu le débiteur d'un emprunt qui n'est pas demeure de payer? 37, 38. V. *Dommage*. Quand l'obligation de donner s'étend sur le fruit et sur les intérêts? 38. L'effet de l'obligation de faire, est

d'être tenu de dommages-intérêts, lorsque la chose n'a pas été faite. 38, 39. Le débiteur doit être mis en demeure, à moins que la chose ne pût se faire qu'à un certain temps, qu'il a laissé passer. 38. Mais en vain, le juge peut lui accorder un délai. *Ibid.* V. *Délai*. L'obligation de ne pas faire se résout aussi en dommages-intérêts. 39. Ces intérêts se font jour à jour. *Ibid.*

Effet de l'obligation par rapport au créancier. 39. V. *Cautions Compensation. Novation*. Brait qu'elle lui donne de poursuivre en justice le débiteur, pour le paiement de ce qui lui est dû. 39. C'est ne droit contre la personne pour avoir la chose, mais non dans la chose. *Id.* La chose ne peut être saisie entre les mains des tiers. 39, 40. A moins qu'il n'y ait eu fraude ou qu'il ne s'agisse d'un immeuble sur lequel l'obligation produit hypothèque. 40. Obligations à l'exécution desquelles la chose est affectée. 40. Le créancier peut employer, pour obtenir la chose due, le voie de simple demande, ou de commandement d'avoué. 40. Ces où l'on peut employer chacune de ces voies. *Id.* V. *Demande. Exécution*. L'obligation de faire, par rapport au créancier, se résout en dommages-intérêts. 41. Il va en de même de l'obligation de ne pas faire, à moins qu'on ne puisse détruire ce qui a été fait. 41. V. *Dommages-intérêts*.

Division des obligations en différentes espèces. 47. Obligations civiles et obligations naturelles. Obligations qui sont à la fois civiles et naturelles, ou qui sont ou civiles ou naturelles seulement. 47. Obligations pures et simples et conditionnelles. 48. Obligations de donner ou de faire. 48. Obligation liquide ou non liquide. *Ibid.* Obligation d'un corps certain ou d'une chose indéterminée. *Ibid.* Obligations individuelles ou individuelles. 49. Obligations principales et accessoires. 49. Primaires ou secondaires. 49. Différente nature des obligations secondaires. *Ibid.* Obligations pénales. *Ibid.* Obligations privilégiées et non privilégiées. 50. Obligations hypothécaires et chirographaires. 50. Obligations extérieures et par corps. *Ibid.* V. *Tous ces mots*.

Une obligation peut être contractée à terme ou sans terme. 50. V. *Termes de paiement*. On peut y déguiser le lieu du paiement. 61. V. *Lieu de paiement*. On peut y déguiser une personne, autre que le créancier, à laquelle se fera le paiement. 61, 62. V. *Paiement*. On peut soustraire du paiement d'une autre chose que celle qui est due, et qui fait l'objet de l'obligation. 62. Des obligations accessoires des fidéjusseurs, et autres qui émanent de celle d'un

principal débiteur. 68 et suiv. V. *Cautions. Contingences*.

Obligation accessoire. V. *Cautions. Contingences. Commencement. Mandat. Personne. Vendeur. Obligation pénale. Poste. Vendeurs. Pères de famille. Préposé*.

Obligation alternative. Obligation par laquelle quelqu'un s'oblige à donner ou à faire plusieurs choses à la charge que le paiement d'une chose l'exemptera de toutes. 1. 62. Pour qu'une obligation soit alternative, il faut que deux ou plusieurs choses aient été promises sous une disjonctive. *Ibid.* Le débiteur a le choix de la chose qu'il voudra payer. *Ibid.* Les choses comprises dans une alternative sont toutes dues tant qu'aucune soit due déterminément. 63. Le créancier, pour agir régulièrement, doit demander les deux choses sous l'alternative. *Ibid.* Si l'une des deux choses n'était pas susceptible de l'obligation, l'obligation est déterminée. *Ibid.* L'extinction de l'une des deux choses n'ôte pas l'obligation. *Ibid.* Le débiteur n'est pas recevable à offrir le prix de la chose pour éviter de payer la chose qui reste. *Ibid.* Peu importe que la chose ait péri sans le fait ni la faute du débiteur. *Ibid.* Si les deux choses ont péri successivement par sa faute, il doit le prix de la dernière. *Ibid.* Tout que les deux choses dues subsistent, l'obligation reste indéterminée. *Ibid.* Lorsqu'une chose a été donnée avant que l'alternative fut connue, le débiteur peut il, après avoir eu connaissance de l'alternative, régler cette chose, pour donner l'autre? 63, 64. Diversité d'opinion des jurisconsultes romains. *Ibid.* V. *Obligation*.

V. *Commencement. Egalité. Obligation divisible et indivisible. Paiement. Rigueur*.

Obligation conditionnelle. Obligation qui est suspendue par la condition sous laquelle elle a été contractée, qui n'est pas encore accomplie. 52. V. *Condition. Obligation*.

Obligation de donner. V. *Obligation*.

Obligation de faire ou de ne pas faire. V. *Obligation. Dommages-intérêts*.

Obligation divisible ou indivisible. Une obligation est divisible ou indivisible, selon qu'elle a pour objet une chose qui peut, ou non, se diviser. 1. 79. Une chose est divisible, lorsqu'elle est susceptible de division et de partie, et réciproquement, soit intelligiblement et individuellement. 79, 80. La chose indivisible est celle qui n'est susceptible ni de parties réelles, ni de parties intelligibles. 80. La même règle s'applique aux obligations de faire ou de ne pas faire, selon que le fait qui en est l'objet, est, ou non, divisible. *Ibid.*

Il y a trois espèces d'indivisibilité. 80, 81,

Judicialité appelée par Domolin *indivisum contractu*; elle est absolue. 81. Indivisibilité d'obligation, *indivisum obligatum*; une obligation n'est indivisible de cette manière que par l'existence des parties. 81. Indivisibilité appelée *indivisum solutionis tantum*; elle ne concerne que le paiement de l'obligation. 82. L'obligation de faire une pièce de terre, est une obligation divisible. *Ibid.* L'obligation d'une journée ou corvée est indivisible. *Ibid.* L'obligation de faire un ouvrage est indivisible d'obligation. 83. L'obligation de donner une certaine somme pour unique fin indivisible, est divisible. *Ibid.*

Nature et effets des obligations divisibles. 83. Distinction entre l'indivision et l'indivisibilité. *Ib.* L'obligation se divise entre les héritiers du créancier, et ceux du débiteur. *Ibid.* Chaque héritier du débiteur n'est tenu de la dette que pour sa part. *Ib.* Exception à l'égard des dettes hypothécaires, et des dettes d'un corps certain. 82, 84. L'exception s'étend à la restitution d'une chose dont le créancier est propriétaire, et dont le débiteur n'avait que le simple détention. 84. Celui des héritiers, par le fait ou le fait duquel le chose est perdue, est tenu du total de la dette. 85. En ce cas, les autres héritiers sont libérés. *Ib.* Néanmoins, chacun de sa part, dans la peine stipulée pour le cas où la chose ne serait payée. *Ib.* Il faut pour cela, qu'il y ait une clause pénale, distincte de la première obligation. 86. V. *Obligation pénale*. Lorsque la chose a péri par le fait ou le fait de plusieurs héritiers, chacun d'eux en est tenu solidairement. *Ib.* L'un des héritiers peut être tenu pour le total, par convention, par le vœu du défunt, ou par suite de partage. *Ibid.* Dans ces cas, l'héritier, qui n'est tenu que pour sa part, n'est pas même tenu subrogairement du surplus, en cas d'insolvabilité de ses cohéritiers. 86, 87. Exception à ce principe, dans trois cas. 87. Le paiement partiel d'une dette alternative, ou de choses indéterminées quoique divisible, n'est pas valable. 88. V. *Obligation alternative*. Obligation indéterminée. Le paiement partiel, par les héritiers du débiteur, ne peut avoir lieu, lorsqu'on est convenu au contraire que ce paiement ne pourrait se faire par parties. 88. Même dans ce cas, les héritiers du créancier ne peuvent recevoir que chacun leur part. *Ib.* Les héritiers ne peuvent acquitter la dette par parties, lorsqu'il résulte de la nature de l'engagement, ou de la chose qui en est l'objet, ou de la fin du contrat, que telle a été la volonté des parties. 88, 89. Comment, dans tous ces cas, les héritiers du débiteur doivent être assignés, et quelles offres ils doivent faire

pour purger le demeure. 89. Une rente constituée, ou hypothèque, se divise entre les héritiers du débiteur comme une autre dette. 89, 90. La faculté de rachat ne se divise pas. *Ibid.* V. *Rente constituée*. Ces où la division de la dette se fait tout de la part du créancier que de celle du débiteur. 90. La réunion des portions, soit des héritiers du créancier, soit des héritiers du débiteur, ne rend aucune personne devenue héritière des autres, fait cesser la faculté de payer la dette par parties. *Ib.* Il en est de même, lorsque l'un des héritiers a acquis par cession, les droits de tous les autres. 90, 91. *Quod*, s'il n'y avait pas de cession? 90. Tout ce qui s'en suit n'est applicable au cas où une dette a été contractée d'abord envers deux créanciers ou par deux débiteurs, chacun pour leur portion. 91. Différence entre la dette de plusieurs corps certains et celle de plusieurs choses indéterminées, tant pour le créancier que pour le débiteur. *Ib.*

Nature et effets des obligations indivisibles. 91. Lorsqu'il y a plusieurs obligés à une chose indivisible, chacun des débiteurs en est tenu pour le total. *Ibid.* Il en est de même des héritiers. *Ibid.* La chose est due pour le total à chacun des héritiers du créancier. *Ib.* Différence entre l'indivisibilité et la solidarité. 92. L'indivisibilité est une qualité réelle de l'obligation; la solidarité est un fait personnel aux contractans. *Ib.* Le débiteur d'une chose indivisible est tenu pour le total, comme le débiteur solidaire, mais non totifère. *Ib.* *Alind est debere totum, aliud est debere totum*. *Ibid.* Une obligation indivisible ne laisse pas de pouvoir souffrir retranchement. *Ib.* Chacun des débiteurs du créancier d'une chose indivisible peut donner le demande pour toute la chose. 92, 93. Le codébiteur ne peut être condamné aux dommages-intérêts, pour défaut d'exécution, que pour sa part. 93. Le codébiteur solidaire peut en contraire l'être pour le tout. *Ib.* L'héritier pour partie d'une dette indivisible, ne peut en faire remise pour le tout. 93. V. *Remise de la dette*. La demande d'une chose indivisible peut être donnée contre chacun des débiteurs pour la chose entière. 93. Il peut demander au débiteur pour mettre en cause ses cohéritiers. 93. Le codébiteur solidaire, ou retranché, est tenu de payer aussitôt qu'il est interpellé, sous le serment. *Ib.* Dans le cas où la dette est du nature à ne pouvoir être acquittée que par le seul des héritiers qui est assigné, il en est tenu seul, sans son recours ni indemnité contre ses cohéritiers. 94. Si elle est de nature à pouvoir être acquittée séparément, soit par celui qui est assigné, soit par chacun de ses cohéritiers, celui-ci doit mettre les autres en cause. 94. Si

elle ne peut être acquittée que conjointement par tous les obligés, l'assigné n'est tenu à la remplir qu'autant qu'il est co-lit de la faire. 95. Différence à l'égard des obligations indivisibles du non *faciendi*. 96. La contravention, commise par un seul des débiteurs de débiteurs, donne ouverture à l'action contre tous les héritiers. *Ibid.* Celui qui a contrevenu peut être condamné pour le total et les autres pour leur part, et seul l'un sera tenu. *Ibid.*

L'action *ex empto*, la garantie du vendeur, et l'action *redhibitoire*, sont indivisibles. 298, 309, 337. V. *ex mto*. L'action *recursiva* pour l'union, l'action de réméré, l'action de retrait lignager, et l'obligation de garantie du vendeur sont divisibles. 2, 368, 367, III. V. *ex mto*.

V. *Acceptation de communauté. Cens. Dette des successions. L'usage des choses. Paiement. Prescription de dix et vingt ans. Retrait lignager. Prêt à usage. Servitude.*

CHAPITRE ANNEXE. On peut contracter l'obligation d'une chose indéterminée d'une certaine sorte. 77. Chacun des choses du genre est en faculté de l'autre. 77. Le créancier ne peut demander qu'indéterminément une chose du genre. *Ibid.* La peine des choses du genre tombe sur le débiteur, à moins que la chose n'ait été déterminée par des offres au créancier. 78. Il faut que la chose offerte soit bonne et loyale. *Ibid.* Le débiteur peut-il donner une chose qui n'aurait pu être valablement promise au créancier lors du contrat. *Ibid.* Le débiteur d'un certain genre, qui a payé une certaine chose qu'il croyait devoir déterminer, en a la répétition. 79. Si le choix de la chose appartient au créancier, toutes les choses du genre lui sont dues, jusqu'à ce qu'il ait fait son choix. *Ibid.* V. *Obligation. Paiement.*

OBLIGATION NATURELLE. Ce qu'on appelle ainsi dans le droit romain. 80, 120. Distinction entre les peines et les contrats. 81. Quelles sont les obligations purement naturelles dans notre droit? 81. Des débiteurs d'obligations valablement pour une dette naturelle? 81. Le seul effet des obligations naturelles, n'est que celui qui a été payé en vertu de ces obligations n'est pas sujet à répétition. 81. Distinction entre les obligations naturelles et les obligations imparfaites. 81, 81. V. *Obligation. Pacte.*

V. *Caution. Cession d'héritier.*

OBLIGATION RÉELLE. Celle qui naît de la clause d'une convention, par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'un premier engagement, s'oblige, par forme de peine, à quelque chose, en cas d'inexécution de cet engagement. 1, 96. L'obligation pénale n'est accessoire à

Tenir VIII.

une obligation principale, la nullité de celle-ci entraîne la nullité de la première. 96. La nullité de l'obligation pénale n'entraîne pas celle de l'obligation principale. 97. L'obligation pénale a pour fin d'assurer l'exécution de l'obligation principale. 98. La peine stipulée est compensatoire des dommages-intérêts que souffre le créancier de l'inexécution de l'obligation principale. 97. Le créancier a le choix entre la peine ou l'exécution de l'obligation principale. 97. La clause pénale n'est pas un réservoir des exceptions et fins de non-recevoir qui résultent pour lui de l'engagement principal. 98. Le créancier peut avoir à la fois le principal et la peine, lorsque le principal a été stipulé pour simple retard dans l'exécution. 99. Le principal stipulé en cas d'inexécution d'une obligation, peut, lorsqu'elle est excessive, être réduite et modérée par le juge. 98, 99. La peine, en cas de défaut de paiement d'une somme d'argent, doit être réduite au taux légal des intérêts. 100. V. *Intérêts et préjudice*. Quand il y a lieu à l'ouverture de l'obligation pénale. *Ibid.* S'il s'agit d'une obligation de ne pas faire, la peine est due aussitôt que la chose a été faite. *Ibid.* Est-il nécessaire que le fait, qui donne ouverture à l'obligation pénale, ait eu effet? *Ibid.* Si l'obligation est de donner ou de faire, la peine est due lorsque le débiteur a été mis en demeure de donner ou de faire ce qu'il a promis. 100. Différence des lois romaines et des nôtres sur le terme *prei* et le *demeure*. 101. V. *Demeure*. Le débiteur ne peut, en offrant d'acquiescer partie de son obligation, éviter la peine pour partie. 101. Mais si le créancier a volontairement reçu partie de sa dette, il n'a droit qu'à une partie de la peine, à défaut du paiement du reste de l'obligation. 101. Quand même la peine serait stipulée pour le fait d'un tiers. *Ibid.* Cette décession a lieu dans certains cas, même à l'égard des obligations indivisibles. 102. Elle a lieu, quand même la peine consisterait dans quelque chose d'indivisible. *Ibid.* La peine est-elle encourue pour le total et par tous les héritiers du débiteur, par la contravention de l'un d'eux? *Ibid.* Si l'obligation est indivisible, chacun des héritiers, par le fait de la contravention d'un seul, est tenu de la peine pour le tout dont il est héritier, sauf son recours contre celui qui y a donné ouverture. 102, 103. Le créancier peut demander la peine entière à celui qui a fait la contravention. 103. Si la contravention a été faite par plusieurs héritiers, ils sont tous solidairement de la peine. 104. Tout ceci s'applique aussi à plusieurs débiteurs principaux, qui ont contracté une obligation indivisible sous une peine. *Ibid.* Si l'obligation est divisible,

II

relief des héritiers du débiteur, qui contrevenait pour sa part à cette obligation, n'en est-il seul la peine pour la part dont il est héritier? 104. Antinomies des lois romaines sur ce point. 105. *Quid*, s'il a contracté pour le prêt, et non pas seulement pour la part dont il est héritier? 105, 106. La peine est-elle courue pour le total, et aussi tous les héritiers du créancier, par la contrevention faite en son l'un d'eux? 107.

V. *Obligation solidaire, Obligation dividuelle et subrogation*.

OUVERTURE PERSONNELLE. V. *Chose. Jurand rem. Obligation*.

OBLIGATION SOLIDAIRE. Obligation solidaire entre plusieurs créanciers. 1, 65. Effets de cette obligation sur l'appel aux créanciers. 65, 66. Obligation solidaire de la part des débiteurs. 66. Ce qu'il faut pour qu'une obligation soit solidaire entre plusieurs débiteurs. 10. Il faut que chacun des débiteurs se soit obligé aussi totalement que s'il eût contracté seul. 10. Il faut surtout qu'ils se soient obligés à la même chose. 10. On impose qu'ils soient obligés différemment. 10. La dette n'est solidaire entre les débiteurs que vis-à-vis du créancier; elle se dissout par la mort. 10. La solidarité, pour exister, doit être expresse. 67. Cependant il y a des cas où elle existe de plein droit. 10. Elle a lieu de plein droit entre associés pour fait de leur commerce. 10. V. *Société*. Il n'est de même entre les intrus ou administrateurs, pour une même question. 10. Tous ceux qui ont contracté à un droit, sont tenus solidairement à le réparer. 10. Les héritiers ou successeurs sont tenus solidairement à la restitution d'un legs, lorsque le testateur a déclaré qu'il les chargeait solidairement de l'acquiescer, ou lorsqu'il s'est tenu d'un dysmisme pour les en exonerer. 67, 68. Effets de la solidarité entre plusieurs débiteurs. 68. Le créancier peut s'adresser pour le tout à un seul des débiteurs solidaires et son choix. 10. Le créancier de l'un des débiteurs ne libère pas les autres, tant que le créancier n'est pas payé. 10. L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires, interrompt la prescription contre tous. 68. V. *Prescription*. Si la chose a été prise de l'un des débiteurs solidaires, la dette est prescrite contre tous. 68. V. *Extinction de la chose due*. Mais ceux-ci ne sont pas obligés aux dommages-intérêts dont peuvent être tenu le premier. 69. Le paiement fait par l'un des débiteurs, libère tous les autres. 10. Le débiteur principal peut-il opposer sa compensation à celui que le créancier doit à son coobligé? 10. Le remède, suite de la dette à l'un des débiteurs, libère les

autres, s'il paraît que l'intention du créancier a été d'étendre la dette pour le total. 69, 70. Si un débiteur seul a été déchargé, le créancier ne peut poursuivre les autres pour le total, que déduction faite de la part de celui-ci. 70. Quand même il aurait réservé sa créance entière contre les coobligés. 10. La confusion de la dette dans l'un des débiteurs, dissout l'obligation unique du créancier, n'éteint pas la dette vis-à-vis des autres débiteurs. 10. Le créancier peut renoncer à la solidarité soit en faveur de tous les débiteurs, soit en faveur de l'un seulement. 70. Soit par une reconnaissance expresse, soit tacitement. 10. Quand un créancier est-il censé avoir renoncé tacitement à la solidarité. 70, 73. Effets et interprétation des mots pour sa part, et sans préjudice de la solidarité, opposés par le créancier dans tout acte ayant pour objet de décharger ou de poursuivre l'un des débiteurs solidaires. 10. Application des principes à la question des arrérages d'une rente. 73. Le débiteur solidaire, qui a payé toute la dette, peut se faire subroger aux actions du créancier contre ses coobligés. 73. V. *Subrogation*. Quand même le créancier les acquiesce, la subrogation a lieu de plein droit, lorsque l'un a été reconnu. 10. A-t-elle lieu de plein droit, si elle n'a pas été requise? 73, 74. Le débiteur subrogé exerce toutes les actions du créancier, même contre les cautions. 75. Peut-il agir solidairement contre ses coobligés, deduction faite seulement de sa part? 10. Le débiteur, qui, ou payant, a pas reconnu la subrogation, a, de son chef, contre chacun de ses coobligés, une action ou répétition de leur part. 10. Cette action diffère selon les causes d'où procède la dette. 10. Si l'affaire en concerne que l'un des débiteurs, enfin la seule est toute de la dette vis-à-vis du coobligé qui a payé. 76. Cas où la dette était contractée pour une affaire commerciale, où elle avait pour cause une donation, ou elle procédait d'un prêt. 75, 76. V. *Obligation*.

V. *Compensation Confusion, Délit, Dettes des successions, Dépôt, Rachat des rentes constituées Société ou non collectif*.

OUVERTURE DES ACTES. *Interprétation* autre chose que la stipulation. 1, 353. V. *Interprétation des conventions*. Quand est-elle une cause de nullité des lois? 17, 560 et 561. V. *Lois*.

OUVERTURE. Empêchement qu'on met à la jouissance du créancier, ou du créancier lui-même. 1, 507. V. *Sous caution*.

OCCUPATION. Titre par lequel on acquiert la jouissance de propriété d'une chose qui n'appartient à personne, ou s'en emparant dans le dessein de l'acquiescer. 1, 214. Des choses qui n'appar-

particuliers à personne, dont la propriété peut être acquise par le premier occupant. 215. Ces choses sont appelées par les juristes, *res communes, res nullius*. 215. V. *Choses*. La chose est une sorte d'occupation. V. *Choses*. Il en est de même de la pêche et de la chasse. 223. L'urention, la découverte des trésors, des épaves, des pays inhabités, sont des occupations. 224, 225. V. *res nullius*. Droit de varech et choses gares, dans la Coutume de Normandie. 228. V. *Foreck*. Autres espèces d'occupations qui n'ont pas de nom particulier. 229. Par exemple, j'acquies par occupation la propriété de l'eau que je vais puiser à la rivière. *Id.* D'après le droit romain, celui qui bâtit un édifice dans la mer ou sur son rivage, acquies par occupation le domaine de la partie de la mer ou du rivage qu'il a occupé par ses bâtiments. 230. Il faut cependant la permission du magistrat. *Id.* Autre espèce d'occupation du droit des gens, par laquelle le souverain ou ses sujets acquies le domaine des choses qu'ils prennent sur leurs ennemis dans une guerre juste. 230. V. *Bellin*. *Conquête*. *Prius*.

**OFFICE.** Les offices sont domaniaux, réaux ou purement personnels. iv, 48, v, 207. viii, 11. La fonction seule est dans le commerce. *Id.* V. *Choses*. Les offices réaux de judicature et de finances sont immeubles, et peuvent être saisis réellement et rendus comme les autres immeubles. vi, 491, vii, 49 et suite. viii, 11. V. *Officio réelle*. Les créanciers, pour couvrir leurs droits, doivent former opposition au seau. vi, 150, 151. Quand le conjoint survivant doit récompense à la communauté pour l'office qu'il retient, ou quand il est obligé de la laisser à la communauté? vi, 210, 213. V. *Récompense*.

V. *Communauté légale*. *Consignation*. *Dix annuel*. *Noblesse*. *Ordre*. *Propre de communauté*. *Rapport*. *Remploi*. *Restitut lignager*.

**OFFICE DOMANIAL.** Les offices domaniaux sont des droits du domaine engagés à des particuliers par contrat pignoralif. v, 476. V. *Choses*. *Contrat pignoralif*. *Offices*.

V. *Communauté légale*. *Récompense*.

**OFFICE RÉAL.** Un office réel peut-il être dû à une femme? i, 36. V. *Choses*. *Offices*.

V. *Communauté légale*. *Récompense*.

**OFFICIEL.** Juridiction de l'officiel pour prononcer sur la validité ou l'invalidité des fiançailles. iix, 330, 331. V. *Fiançailles*. Pour fulminer les dispenses. 397, 400. V. *Dispenses*. Sa compétence pour connaître la nullité des mariages. 458 et suite. V. *Appel comme d'abus*. *Consolation de mariage*.

**OFFRE DE ROS.** V. *Foi et hommage*.

**OFFRES DE PAIEMENT.** Pour être valables, elles doivent être faites au créancier capable de recevoir, ou à celui ayant qualité pour recevoir à sa place. i, 175. Elles peuvent se faire à la personne indiquée par le contrat pour recevoir. 175. V. *Adjectas solutemini gratia*. Elles doivent être faites par une personne capable de payer. *Id.* Elles doivent être de la somme certaine. *Id.* Il faut que la condition soit arrivée ou le terme échu, et la dette doit conditionnelle ou à terme. *Id.* Elles doivent être faites au lieu où doit se faire le paiement. *Id.* V. *Lieu de paiement*. *Paiement*. Il doit être dressé un acte des offres et de la sommation faite au créancier de recevoir. *Id.* Cette sommation contient assignation devant le juge. *Id.* La sentence, qui ordonne la consignation, est signifiée au créancier, avec sommation d'être présent au dépôt. 175, 176. La consignation se fait au jour et à l'heure indiquée, et il en est dressé acte. 176. V. *Consignation*. *Expense*. *Signature*.

V. *Régime des rentes existantes*. *Régime*. *Régime*.

**OFFRES RÉELLES.** V. *Offres de paiement*.

**OPPOSITION.** Voie cruciale de se pourvoir contre les jugements pardevant le juge qui les a rendus. vi, 77. Elle a lieu contre les jugements rendus par défaut, faits de comparution, au sein de pléner. 77. V. *Défaut*. L'opposition n'est pas admise contre les jugements rendus suite de pléner, au tour de rôle de l'affaire. *Id.* Autres oppositions non recevables. 78. L'effet de l'opposition est de détruire le jugement viridit de la partie opposante. 78.

V. *Tierce opposition*.

**OPPOSITION.** Acte conservatoire des droits d'un créancier, pour être payé sur des valeurs, ou sur le prix des meubles appartenant à son débiteur. vi, 101 et suite. V. *Saisie-arrestation*.

**OPPOSITION AU MARIAGE.** V. *Bonne de mariage*. *Empêchement de mariage*.

**OPPOSITION AUX CAUSES RÉELLES.** Il y en a quatre espèces: l'opposition afin d'annuler, afin de contester, afin de détruire et afin de charger. vi, 126 et suite. V. *Saisie réelle*.

**OPPOSITION AU SEAU.** Opposition formée par le créancier du titulaire d'un office, qui empêche qu'on ne délasse les provisions, sur la résignation du débiteur, qu'à la charge de l'opposition. vi, 151. V. *Offices*. *Saisie réelle*.

**OPPOSITION AUX SCELLES.** V. *Scellés*.

**ORDRE.** Entre les créanciers hypothécaires. v, 455. Jugement qui règle le rang dans lequel les créanciers doivent être payés sur le prix de l'adjudication des biens saisis. vi, 141 v et 325. On ajoute à ce prix, pour être distribués comme lui, les revenus des biens saisis, perçus depuis  
11\*

le bail judiciaire. *Ibid.* Procédure pour parvenir à l'ordre. 142.

Règle pour fixer le rang dans lequel chaque créancier doit être colloqué dans l'ordre. r, 435. vi, 142. Les créanciers privilégiés passent avant les créanciers hypothécaires. r, 435. V. *Privilège*, la créance, qui a profité et tenu à l'utilité commune des créanciers, doit être privilégiée; lorsqu'elle a profité même aux créanciers privilégiés, ce privilège doit l'emporter. *Ib.* Les fruis de consignation sont colloqués au premier rang. v, 455. r, 142. vii, 525. Viennent ensuite les fruis extraordinaires de créance. v, 455. r, 142. Ils passent même avant les redevances religieuses et profitent même au censurés. r, 456. vi, 142, 143. vii, 525. Les fruis laudercies de la dernière maladie du défunt. v, 456. r, 143. vii, 525. La créance de celui qui a tellement consacré l'héritage, qu'il serait totalement peris sous le travail qu'il a fait. v, 456. Telles que celle des ouvriers qui ont été drapés: elle n'est ni privilégiée ni hypothécaire. *Ibid.* Tous ceux qui ont fait des réparations, fussent-ils même créanciers hypothécaires, ont un privilège égal, sans égard à la date de leurs travaux. v, 456, 457. vii, 525. Ceux qui ont amélioré l'héritage ont aussi un privilège, mais seulement sur la plus-value. v, 457. vii, 525. L'opposant à fin de distraire renvoie à l'ordre, ne peut être colloqué pour le prix de la portion de l'héritage qui lui appartenait, qu'après les créances privilégiées. r, 457. vii, 525. Entre privilèges, on n'a égard qu'à la cause, et non à la date de la créance. r, 143.

Après les créances privilégiées, on doit colloquer les créances hypothécaires des précédents propriétaires, avant celles du vendeur. r, 457. vii, 525. Entre les créanciers d'un même propriétaire, l'hypothèque de celui qui a obtenu l'héritage à ce propriétaire, passe avant les autres. r, 457, 458. rii, 526. Après le vendeur, ou ceux dont le privilège est semblable au sien, le roi a un privilège sur les héritages rachetables. v, 458.

Après les créances privilégiées hypothécaires, les créanciers supérieurs ont dans l'ordre de la date de leurs hypothèques. v, 458. vii, 143, 144. vii, 526. Même ceux dont les créances existeraient avant l'acquisition de l'héritage par leur droit commun. v, 458. Entre les créanciers du même jour, celui dont le titre porte avant moi, est préféré. v, 458. vii, 526. *Quid, s'il n'y a aucune mention?* v, 458. Le créancier, qui ne présente qu'une seconde expédition de son titre, n'est colloqué qu'à la date de cette seconde expédition. *Ibid.* Le créancier, qui a

acquitté de ses dernières créances privilégiées, ou plus anciennes, et qui s'est fait subroger, est colloqué au rang du créancier qu'il a payé. r, 143, 144. vii, 526. L'ancien créancier est colloqué par préférence à sur, pour le roi qui lui restitue d'ici. r, 144. V. *Subrogation*. Les créanciers subrogés en différents temps aux hypothèques d'un même créancier, ont tous colloqués concurremment. v, 458, 459. vii, 144.

Ordre entre les créanciers qui datent du contrat de mariage. r, 459. vii, 526. La dot, le douaire, les autres redevances de la femme, le remploi de ses propres aliénés, et l'indemnité pour les dettes auxquelles elle s'est obligée. v, 459, 460. La somme apportée en communauté, dont la reprise a été stipulée en cas de renouveau, doit-elle être censée faire partie de la dot, pour être préférée au douaire? r, 459, 460. Autres questions. 460.

Chaque créancier est colloqué non seulement pour son capital, mais encore pour les arrérages. intérêts et fruis. v, 460. rii, 144. Le créancier ordinaire n'est colloqué avant l'accomplissement de la rente, mais il ne peut toucher qu'après. vi, 144. vii, 526. Aucun créancier ne peut être colloqué, s'il n'a fait opposition en droit; cette opposition peut être faite jusqu'au jugement de l'adjudication. r, 460. Tout ce qui a été dit sur le rang et l'ordre des hypothèques sur les héritages, s'applique sur autres immeubles. *Ibid.* Ce qu'il y a de particulier touchant l'ordre et le rang des hypothèques sur les offices. r, 460. r, 151. r, 529. V. *Action hypothécaire*. *Hypothèque*.

Sous-ordre, par lequel la somme pour laquelle un créancier a été colloqué ultérieurement, est distribuée à ses créanciers particuliers. vi, 144. vii, 526. On n'y procède qu'après que l'ordre a été réglé, et d'après les mêmes règles. vi, 144.

Comment se fait le paiement aux créanciers colloqués dans l'ordre? vii, 527.

V. *Compensation*. *Décret colonial*.

ORDRE. Synonyme d'endossement. vii, 139.

V. *Endossement*.

ORDRE DE SUCCESSION. V. *Succession*.

ORDRE DE SUCCESSION. Sont un empêchement dissolvant de mariage. vii, 348 et suite. V. *Empêchement de mariage*. *Profession religieuse*.

ORDRE. V. *Rang*.

OUVERTURE DES SUCCESSIONS. V. *Succession*.

OUVERTURE. V. *Louage d'ouvrage*.

OUVERTURE. V. *Louage d'ouvrage*. *Louage de service*.



## P

**PACTE.** Nature des simples parts dans le droit romain. *a.*, 115. Formalité de l'acceptation. 115. Ces formes sont inconnues chez nous. *Id.* Différence entre les parts et les contrats dans le droit romain, inconnue chez nous. 2, 51. Les parts n'ont pas produit d'obligation chez les Romains. 1, 428. *V. Obligation naturelle.*

*V. Contain.*

**PACTE COMMISSOIRE.** Clause du contrat de vente, par laquelle les parties conviennent que si l'acheteur ne paie pas le prix dans un temps limité, le contrat sera résolu. 1, 382. *vi.*, 357. Différence entre le droit romain et le nôtre, sur ce pacte. *a.*, 392. Il n'opère pas de plein droit la résolution du contrat. 392. Il est fait en faveur du vendeur. *Id.* Il peut en être, ou contraire l'acheteur au paiement du prix. *Id.* Une fois qu'il a opéré, il ne peut plus changer. 392, 393.

L'action du pacte commissaire est personnelle réelle. 393. Elle a pour but la résolution du contrat. *Id.* Ce que doit rendre l'acheteur ; il doit faire raison des détériorations survenues par sa faute. 393. Ce que doit rendre le vendeur : il fait raison des améliorations. 393. Il ne rembourse pas les frais d'une acquisition dont il n'a pas profité. 394. Il n'est pas même tenu de restituer les arrhes. 394. *V. Arrhes. Améliorations. Dégradations.*

On peut convenir que l'acheteur sera tenu de la différence du prix, si le défaut de paiement fait le vendeur à revendre. 394. Que le vendeur garde pour sûreté de cette différence dans le prix, la partie du prix qu'il avait déjà reçu. *Id.* Cas où il n'est pas lié de celui pour le paiement du prix. 394, 395. *V. Demeur.* Donne-t-il lieu au profit de quint? *vi.*, 357. *V. Profit de quint.*

*V. Acheteur. Nonpaiement. Propriété réelle. Résolution.*

**PACTE CONSTITUTIF PECUNIV.** Espèce d'obligation accessoire, qui est ajoutée à une première obligation, et qui n'est constatée que pour la corroborer. 1, 144. Chez les Romains, il consistait à assigner à un créancier un certain jour ou un certain temps, dans lequel le débiteur promettait de payer. *Id.* Chez nous, c'est une convention par laquelle quelqu'un promet à un créancier de le payer. *Id.* On peut faire cette promesse de son créancier ou au créancier d'un autre. *Id.* Utilité de ce pacte. 144, 145. Il était utile chez les Romains d'avoir plusieurs actions pour la créance d'une même chose. 145. Cette

utilité n'était pas chez nous. *Id.* Néanmoins toute promesse de payer à un créancier ou qui lui est dû, peut être appelée pacte constitutif pecuniv. *Id.* Ce pacte, pour exister, suppose une dette préexistante ; il ne peut constituer une donation. Si cette dette était conditionnelle, le pacte sera valable, lorsque la condition sera accomplie. *Id.* Qu'il, si j'avais promis de payer, quand même la condition n'aurait pas eu lieu? 145, 146. Il n'importe de quelle manière soit dû ce qu'on promet de payer. 146. Le pacte est-il valable, lorsqu'on s'oblige à payer une dette révoquée par la loi civile? 146. Différence, dans ce cas, entre le conditionnement et le pacte. *Id.* *V. Conditionnement.* Cas où cette dette est révoquée par un vice de la cause d'où elle est née. 146. *V. Causes des contrats.* Le pacte, qui n'est dû que par la faculté du droit, ne peut servir de fondement au pacte. 147. L'existence de la chose, qu'on promet de payer par le pacte, n'est pas toujours nécessaire pour sa validité. 147. Le pacte peut être consenti par une autre personne que le débiteur, et son insu et même malgré lui, pourvu qu'il existe une dette. *Id.* On peut promettre, par ce pacte, à un autre que le créancier, pourvu que ce soit avec le consentement de ce dernier. *Id.* Le pacte constitutif pecuniv ne renferme pas nécessairement chez nous, comme chez les Romains, un terme dans lequel on promet de payer. 148. On peut promettre, par ce pacte, de payer une somme moindre, mais non plus grande que celle qui est due. *Id.* On peut promettre de payer une autre chose à la place de celle qui est due. *Id.* Non seulement le débiteur, mais un tiers le peut. *Id.* Le pacte diffère de celui du conditionnement. *Id.* *V. Conditionnement.* On peut s'obliger, par ce pacte, différemment que par l'obligation principale. 149. Tandis que le rachat ne peut s'obliger à d'autres termes. 149. On doit cependant exprimer, dans les titres nouveaux, qu'on entend déroger au titre primordial. 149. *V. Cautions.* Titre nouveau. Le pacte constitutif pecuniv ne rend pas de novation. 150. *V. Novation.* Il apporte des changements à l'obligation. 150, 151. Il subsiste par sa propre force, et n'est pas une simple adhésion première à l'obligation. 150, 152, 153. Le paiement de l'une de ces obligations éteint et acquiesce l'autre. 150, 153. Peu importe le mode de paiement. 153. Seuls pactes ne comprennent qu'un pacte de l'obligation, son exécution par le paiement n'éteint celle-ci que jusqu'à concurrence. 153. Si deux

personnes ont promis par le pacte, elles sont tenues solidairement comme deux fidéjusseurs. 153. Perte résultant d'une promesse certaine assurée. 154. Perte de son donner, on peut être contraint au paiement de la dette. *Ibid.* Quand on est déchargé de cette promesse. *Ibid.*

**PAIEMENT.** Accomplissement réel de ce qu'on s'est obligé de donner ou de faire. 154. Le paiement est la manière la plus naturelle dont les obligations se purgent. 154.

Pour être valable, il doit être fait par le propriétaire de la chose. 155. Le paiement d'une chose déterminée, fait par l'un des héritiers, est-il valable? *Ibid.* Il faut que celui, qui paie, soit capable d'hériter? *Ibid.* Si le paiement, fait par une personne incapable, est d'une chose qui se consume, la consommation, qu'on fait de bonne foi la rassure, valide le paiement. *Ibid.* Tout paiement valable peut faire ce paiement valable à l'insu du débiteur, et même malgré lui, pourvu qu'il ait fait au nom du véritable débiteur. 155, 156. Le paiement fait au nom d'une personne qui ne devait pas, doit être valable, si cette personne devient par la suite débiteur. 156. Le créancier peut-il être forcé de recevoir son paiement d'un étranger, au nom de son débiteur? 156. Il ne le peut, s'il s'agit d'une obligation de faire, qui ne puisse être exécutée indifféremment par un autre que le débiteur lui-même. 156.

Le paiement, pour être valable, doit être fait au créancier, ou à quelqu'un qui ait pouvoir de lui, ou qualité pour recevoir. 156. Le paiement est fait valablement à l'un des héritiers du créancier pour sa part, et au créancier de la créance, lorsque le transport a été accepté ou accepté. 157. Le paiement fait à l'ancien créancier, après la notification du transport, n'est pas valable. *Ibid.* V. *Transport.* Le paiement fait au créancier postérieur est valable. *Ibid.* Il en est de même de celui fait à l'héritier apparent. *Ibid.* V. *Héritier apparent.* Le paiement est nul, s'il a été fait à une personne incapable d'administrer son bien, à moins qu'elle n'en ait profité. *Ibid.* Le paiement fait au préjudice d'une saisie-arrest, est nul vis-à-vis des opposants. 158. V. *Saisie-arrest.*

Le paiement fait à la personne qui a pouvoir du créancier, est valable, cette personne s'il elle incapable par elle-même. 158. On peut payer valablement un mandataire d'une personne qui a qualité pour recevoir. *Ibid.* Pour que le paiement fait au mandataire soit valable, il faut qu'il ait pu être fait véritablement au créancier lui-même. *Ibid.* Il faut en outre que le paiement dure encore, ou que le débiteur ait ignoré la révocation. *Ibid.* Si le pouvoir était

faux, le paiement est nul. *Ibid.* V. *Mandat.* Le paiement doit être fait par celui qui a une qualité pour recevoir, cette arde a qualité. *Ibid.* Le paiement est valable, soit que le pouvoir soit spécial ou général. 158, 159. Le pouvoir de recevoir on de louer, ne ferme-t-il celui de recevoir le prix de la vente ou du louage. 159.

Quelles sont les personnes à qui le loi donne qualité pour recevoir à la place d'un créancier? 159. La proximité de parenté, quelque étroite qu'elle soit, n'est pas une qualité suffisante pour servir pour celui avec qui elle existe. *Ibid.* On peut indiquer dans le contrat une personne à qui l'on veut que le débiteur puisse payer. *Ibid.* V. *Adjectif substantif grece.* Le plus ancien acte personnel est un récépissé du créancier. *Ibid.* La chose, que l'on veut que soit payée à un tiers, peut être différente ou moindre que celle qui serait payée au créancier. 160. Le lieu et le temps du paiement peuvent aussi être différents. *Ibid.* On peut faire dépendre d'une condition l'obligation, quoique l'obligation soit pure et simple; mais non vice versa. *Ibid.* On peut aussi changer le terme. *Ibid.* Les héritiers du débiteur ont, comme lui, le droit de payer à la personne indiquée. *Ibid.* On ne paie pas valablement aux héritiers ou autres personnes qui représentent la personne indiquée. *Ibid.* A moins que cette personne ne soit un créancier du créancier. *Ibid.* On cesse de pouvoir valablement payer à la personne indiquée, lorsqu'elle a changé d'état. *Ibid.* Quoique la personne, dans l'état où elle est tombée depuis, ait pu être indiquée par le créancier. *Ibid.* Différents entre le créancier et le débiteur si le débiteur de pouvoir pour recevoir. 161. Il ne dépend pas du créancier d'empêcher le débiteur de payer à la personne indiquée. *Ibid.* Le paiement de partie au créancier, ne fait pas cesser la faculté de payer le restant à la personne indiquée. *Ibid.*

Le paiement fait à une personne qui n'avait ni qualité ni pouvoir pour recevoir, n'est valable par la ratification postérieure du créancier, ou lorsque la somme payée a tourné par suite à son profit, ou si cette personne est devenue l'héritière du créancier. 161.

Le rachat due peut seule être payée. 162. Le créancier, qui a reçu autre chose par erreur, peut exiger la chose due, en affidavit de rendre ce qu'il a reçu. *Ibid.* On peut revenir par le contrat, ou postérieurement, de la faculté de payer autre chose que ce qui est dû. 163. Cette convention est l'usage présumée faite au faveur du débiteur. *Ibid.* Le créancier n'est pas obligé de recevoir par partie ce qui lui est dû, lorsque la dette soit divisible. 163, 163. L'une de

plusieurs cautions ne peut obliger le créancier de recevoir le paiement par passiva, tant que le créancier ne les paierait pas. 162. 163. Elle n'a d'autre ressource que de payer toute la dette, et de se faire subroger aux droits et actions du créancier. 163. Le paiement peut être fait par parties, lorsque le contrat a fixé qu'il y aurait deux ou plusieurs paiements. *Id.* A défaut d'expressions, cela s'entend de paiements égaux. *Id.* Le paiement du paiement en deux lieux différents, sera-t-il dû de payer par moitié dans chacun desdits lieux. *Id.* Le juge peut ordonner un paiement proportionnel, lorsqu'il y a contribution sur la quantité de ce qui est dû. *Id.* Le paiement porté par erreur admet dans le cas de compensation pour partie de la dette. *Id.* Le créancier de plusieurs dettes, ou de plusieurs années d'arrérages, peut être forcé de recevoir partiellement l'une des dettes, pourvu qu'il n'y ait pas de prescription. 162. 163.

Pour que le paiement d'une chose soit valable, il faut que la propriété irrévocable de cette chose soit transférée au créancier. 164. *V. Propriété.* Lorsque la dette est d'un corps certain, elle est valablement payée en quelque chose qu'elle se trouve, pourvu qu'elle ne soit pas détournée par le fait du débiteur. 165. Si la dette est d'un corps déterminé, celui qui est payé doit n'avoir aucun vice notable. *Id.* Le paiement fait avant la reddition accomplie, n'est pas valable et peut être répété tant que la reddition n'est pas revenue survenue. *Id.* Le paiement fait avant le terme est valable. *Id.* *V. Condition.* L'erreur de paiement. Le paiement doit se faire au lieu prescrit par la convention ; à défaut de convention, au lieu où est la chose. 165. 166. Le débiteur ne peut charger la chose de lieu d'une manière dommageable au créancier. 165. Si la chose est indéterminée et conséquemment sans situation, elle doit être payée au domicile du débiteur. 166. Si la chose a été connue payable au domicile du créancier, et qu'il ait depuis changé de domicile, il peut être forcé d'y aller en son lieu par la convention. 165. *V. Domicile.* Le paiement se fait aux dépens du débiteur. *Id.*

L'effet du paiement est d'éteindre l'obligation et tant ce qui en est l'arrêtoire, et de libérer toutes les débiteurs. *Id.* Un seul paiement peut éteindre plusieurs obligations, lorsqu'elles ont un seul objet. *Id.* Cette règle a lieu même à l'égard de différents créanciers. *Id.* Elle a lieu aussi à l'égard de différents débiteurs. *Id.* Toutes les fois seulement qu'il n'y a pas lieu à une caution d'actions d'un débiteur contre l'autre. 167. La dette n'est pas éteinte vis-à-vis de ceux contre qui les actions du créancier ont été éteintes.

*Id.* Qui sont ceux qui, en payant une dette, ont droit de se faire céder les actions du créancier contre les autres débiteurs qui en sont tenus ? *Id.* Le créancier est-il tellement obligé à cette cession, qu'il ne puisse saisir son paiement, lorsqu'il est par son fait, dans l'impossibilité de le faire ? 168. 169. Cette cession n'a-t-elle lieu de plein droit, ou doit-elle être requise ? 170. Quels en sont les effets ? 170. 171. *V. Subrogation.* Le paiement d'une dette de celui qui est débiteur la dette pour cette partie. 171. Exemption pour les dettes antérieures qui ne sont pas acquittées au paiement, jusqu'à ce que l'une des deux choses naitte soit payée. *Id.* Il en est de même à l'égard du paiement d'une obligation indéterminée. *Id.* Et dans le cas où le créancier est forcé d'un ou de plusieurs corps certains à lui donner en paiement d'une somme due. 172. *V. Obligation indéterminée. Obligation indéterminée.* Lorsque le débiteur est obligé à plusieurs dettes, comment doit-on imputer les paiements par lui payés ? 172. *V. Imputation.*

*V. Arrérages. Contingents. Compensations. Conventions. Délégation. Extinction de la chose due. Impatiens de paiement. Lieu de paiement. Normes. Offre de paiement. Prescriptions. Réduction. Remise de la dette. Terme.*

PAYEMENT PAR INTERVENIR. Paiement d'une lettre de change, lorsque le tiré refuse de payer, par un tiers, qui fait honneur à la signature du tireur et du porteur. 173. 174. Obligation et action qui naissent de ce paiement. 201. *V. Lettre de change. Subrogation.*

PAYERS. Sont-elles valables. 17. 35.

PAYS. N'a-t-il aucun pouvoir en France sur les matières temporelles, ou bien n'y a-t-il aucune autorité que les juges ont été démentés par les lois, ou confirmées par les lois parantes de nos rois. 17. 406.

*V. Degré.*

PAYERS DOMESTIQUES. *V. Écrivains privés.*

PARENTÉ. Le parenté est la liaison que le mariage a mise entre deux personnes qui descendent ou l'une de l'autre, ou d'une même racine. 350. 351. 356. 357. Il y a deux degrés de parenté, le direct et le collatéral. 351. 352. 356. 357. Le degré de parenté est la distance qu'il y a entre deux pères, laquelle se compte pas le nombre de générations. *Id.* Dans la ligne directe, il n'y a qu'une seule manière de compter les degrés de parenté par le nombre des générations qui l'ont formé. 351. En ligne collatérale, selon le droit civil, on compte toutes les générations en remontant depuis l'un des parents jusqu'à la souche com-

mons, et toutes celles qu'il y a eu en descendant depuis la couche commune jusqu'à l'autre parent. 351. Selon la dose canonique, on ne compte que les générations de l'un des parents jusqu'à la couche commune. III, 351. IV, 367. etc., 367. Si les deux parents sont à des degrés inégaux de l'ascendant commun, on compte les générations dans la ligne de celui qui est le plus éloigné. III, 351, 352. A quelle époque a commencé dans l'église cette manière de compter les degrés selon la dose canonique, et comment est-elle établie? 352 et suiv. V. *Affinité*. *Empêchement de mariage*. Parole: celui qui était favorisé par l'adoption entre l'adopté et son père adoptif, et tous les parents de nom et de la famille de son père adoptif. 308. V. *Adoption*.

La parenté, pour donner le droit de succéder, doit être légitime et au degré susceptible. II, 387, 388. voir, 367. Les bâtards et les parents d'une ligne descendant d'un bâlard, ne succèdent pas. *Ibid.* V. *Bâtard*. Il n'y a de conjonction légitime que le mariage canoniquement contracté. IV, 388. voir, 367. Un mariage nul peut cependant donner la légitimité aux enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi. *Ibid.* Mariages qui, quoique canoniques, sont cependant privés des effets civils. II, 389. V. *Mariage*. La légitimation par mariage subordonné peut donner aux enfants la parenté légitime 390. V. *Légitimation*. *Succession*.

V. *Ajournement*. *Héritier*. *Récession*.

PARTEAU. V. *Alliance spirituelle*. *Empêchement de mariage*.

PARTAGE. Le partage n'est pas, dans notre droit, un contrat d'échange, comme chez les Romains. I, 430. Chez nous le partage est un acte qui détermine la part indéterminée qu'avait, avant le partage, chaque copartageant dans la masse qui a été partagée, sur toutes choses qui tombent dans son lot. 430. Il est distinct de la suite, et ne donne lieu à aucun profit, quoiqu'il y ait suite. 430. V. *Suite*. Les copartageants se doivent réciproquement la garantie des choses tombées dans leurs lots. 431. Mais une femme se soude la dot à l'acheteur. 431. Cette garantie se borne au rétablissement de l'égalité entre les copartageants. 432. Le cohéritier peut-il opposer, à son cohéritier, devant qui réclame, la part qu'il a éprouvée par son sort? 433. Les copartageants sont garants entre eux de l'insolvabilité des débiteurs des ventes tombées dans leur lot. 432. *Sous*, de la part du vendeur d'une rente. *Ibid.* Ils sont garants les uns pour les autres. 433. La tenue de plus du quart donne lieu à la rescision du partage. *Ibid.* V. *Chapitre*. *Garantie*. *Légitime*.

*Légitime*. *Partage de la communauté*. *Partage des successions*. *Société*. *Raisonnement*.

PARTAGE DE LA COMMUNAUTÉ. Division qui est faite entre les parties des biens de la communauté. IV, 218. Un seul des héritiers du conjoint prédécédé, peut demander aux autres parties le partage des biens de la communauté. *Ibid.* Un mineur ne peut demander qu'en partage provisionnel des immeubles 218. V. *Mineur*. Mais il peut être procédé à un partage définitif des immeubles par une partie majeure. 218. La demande aux fins de partage, doit être donnée contre toutes les parties. 218, 219. Tant que les parties sont dans l'indivision, l'action de partage n'est soumise à aucune prescription. 219.

Le partage des biens de la communauté commence ordinairement par celui du mobilier. IV, 219. voir, 192. Il peut en être autrement. *Ibid.* On peut ceder les meubles au lieu de les partager, quand il n'y a pas de quoi payer les dettes. *Ibid.* Pour procéder au partage des immeubles, on fait une masse de tous ceux de la communauté selon leur valeur. IV, 219, 220. voir, 192. La femme préleée, sur cette masse, le montant de ses reprises et autres créances. *Ibid.* Après ceux de la femme, se font les prélèvements du mari. *Ibid.* Ensuite deux lots égaux sont formés et tirés au sort. *Ibid.* S'ils ne peuvent être égaux, on assigne le plus fort à un lot. IV, 220. V. *Suite*. Si les parties ont partagé, sans avoir fait préalablement leurs prélèvements sur la masse, elles doivent s'en faire raison après le partage. 220. Pour cela, elles font compensation, jusqu'à concurrence, des sommes dont chacune d'elles est créancière de la communauté, et celle qui reste créancière, après avoir fait confusion avec elle de sa moitié dans le somme qui lui est due, se fait payer l'autre moitié par l'autre partie. 220. La femme n'est obligée de compenser la somme dont elle est créancière, avec celle dont le mari est créancier, que jusqu'à concurrence de sa part dans la communauté. 220. Par la même raison, elle n'est obligée de faire confusion pour moitié de ce qui lui est dû, que jusqu'à concurrence de sa part dans la communauté. 221. V. *Compensation*. *Confusion*. Si l'un des parties est resté débiteur envers la communauté, par la liquidation, elle doit en faire raison au partage. 221. Ou en ajoutant à la masse la créance de la communauté contre la partie débitrice, et en la lui précomptant sur sa part, ou en permettant à l'autre partie de prélever, avant le partage, une somme égale sur la masse. *Ibid.* Si les deux parties sont débitrices envers la communauté, elles peuvent ou faire entre elles des créances dans la masse, ou les compenser jus-

qu'à des concurrents, en agissant pour le restant dû, comme cession. 221. Si les parties n'ont pu se faire raison des dîtes lors du partage, elles se font rattraper par la suite de la concurrence et celle qui reste débitrice en confond la moitié sur elle, et doit à l'autre l'autre moitié. 223.

Le survivant et les bénéficiaires du précédé, peuvent convenir de limiter les effets de la communauté. 19, 223, VII, 192. V. *Liquidation*. Lorsqu'il y a divergence entre les parties, le juge en ordonne, après vérification. 19, 223, VII, 192. Un mineur ne peut demander la liquidation. 19, 223. Mais on peut le demander contre lui. *Ibid.* Lorsqu'il y a une partie mineure, la liquidation doit se faire à l'instance du juge. 19.

Le mari et la femme sont censés avoir été seuls propriétaires des biens qui sont tombés dans leur lot. 19, 223, 223. Le partage, si l'un de laquelle tombe sur ses propres meubles par elle, rattrape en arrière toujours été propriétaire ou même l'autre. 223. S'il est tombé sur le lot de la partie qui n'a pas fait l'assemblée, elle en est censée propriétaire des biens qui ont été apportés à la communauté. *Ibid.* V. *Assemblée*. La liquidation a le même effet que le partage à l'égard de l'adjudicataire. 223. Il en est de même dans le cas de la vente de sa part indivise, faite par l'un des parties à l'autre. 223.

Il y a lieu à la rescision du partage, lorsque l'un des parties a été lésé au-delà du quart. 223, 224. V. *Lésion*. *Arrière*.

Les parties se doivent réciproquement garantie des effets tombés dans leur lot. 224. V. *Garantie*. Les créanciers, dont les copartageants sont garants l'un envers l'autre, sont celles dont il y a eu une cause, ou de même un germe existant dès le temps du partage. 224. V. *Exécution*. Il n'y a pas de garantie, même dans ce cas, lorsque la partie, qui a souffert l'exécution, n'a été chargée par le partage. 224. Néanmoins l'exécution procède d'une cause qui n'est survenue que depuis le partage. 224, 225. La garantie n'oblige la partie qui en est tenue, qu'à faire raison pour sa portion, à celle qui l'a soufferte, de la valeur de la chose évincue. 225. L'obligation de garantie des copartageants, s'étend aux charges réelles ou déclarées par le partage. 225. Il faut en excepter les arrêts et rentes. *Ibid.* Elle s'étend aussi aux vices rédhibitoires non déclarés. 225. Elle s'étend encore à l'insolvabilité des débiteurs des créanciers de rentes comprises au partage. 225, 226. Pour que la garantie existe à l'égard des créanciers de commune exigibles, il faut que le débiteur fut déjà insolvable à l'époque du partage, ou qu'il le soit de-

venu avant l'expiration du temps nécessaire pour obtenir le paiement. 226. Il n'en est pas de même pour les rentes que le copartageant est tenu de continuer pour sa part, à quelque époque que le débiteur soit devenu insolvable. *Ibid.* Cette garantie est plus étendue que celle qui s'agit pour le rachat de rente, à savoir de la servitude accordée à l'égalité des parts. 226. Les parties peuvent se débarrasser de l'obligation de garantie par une clause apposée au partage, ou par une convention intervenue depuis. 227. De l'obligation de garantie suit une action de garantie avec une hypothèque privilégiée sur les biens compris au partage et sur le lot de copartageant. 227.

V. *Communauté tripartite*. *Continuation de communauté*. *Dette de la communauté*. *Rattrapé de soi-même*.

PARTAGE DE LA SOCIÉTÉ. Sur tout ce qui est relatif au partage de la société, voyez aux mots : *Partage de la communauté*, — *des Successeurs*, et *Société*.

PARTAGE DES SUCCESSIONS. Chaque cohéritier a contre son cohéritier l'action en partage, pour l'obliger à partager les biens qui sont communs entre eux. 19, 474, VII, 378. Quelque temps qu'il y ait eu la communauté d'un, 19, 474, 475, VII, 378. Quand même ait existé une communauté de biens pour le partage, ou quand même le défunt l'aurait défendu par son testament. 19, 475, VII, 378. On peut convenir qu'il sera différé pendant un certain temps. *Ibid.* Cette convention exclut-elle un partage provisionnel ? 19, 475. Une possession séparée par chacun des héritiers, ou par un seul, n'empêche pas le partage, à moins qu'elle n'ait duré trente ans. 19, 475, VII, 378. Les cohéritiers majeurs peuvent seuls provoquer à un partage définitif. 19, 475, 476. Les tuteurs et curateurs ne peuvent provoquer pour leurs mineurs un partage définitif, si ce n'est des meubles, et seulement provisionnel des immeubles. 19, 476, VII, 378. Mais ils peuvent être provoqués à un partage définitif des immeubles, par leurs cohéritiers majeurs. *Ibid.* Quand le mineur peut provoquer le partage des successions échues à sa femme. 19, 476.

Le principal objet de l'action en partage, est la division des biens de la succession. 19, 476, VII, 379. Les rapports que les héritiers se doivent sont ceux d'un acte de partage. 19, V. *Rapport*. Les prestations personnelles des héritiers s'entendent ex forment la troisième objet. 19. Elles consistent dans ce que chacun d'eux a reçu ou payé pour le compte de la succession. 19, 476, 477, VII, 379. Dont ce qu'il doit à la succession, ou qui lui est dû par elle.

ar, 477. vii, 379. Dans le paiement des dommages et réparations qu'il a causés sur les biens de la succession. *Ibid.* On lui fait raison de ce qu'il lui en a coûté pour les affaires de la succession. iv, 477.

Forme de procéder au partage ; estimation, formation et tirage des lots, 495, 496. Lorsque le partage ne peut avoir lieu, il faut procéder à la lésion. 496. V. *Lésion*.

Par le partage, chaque cohéritier est censé avoir seul succédé immédiatement au défunt, à tous les biens compris dans son lot. ar, 497, vii, 384. Le partage n'est pas attributif, mais seulement déclaratif de propriété. *Ibid.* Il ne donne pas ouverture aux profits féodaux et communaux. ar, 497. vii, 384. Les hypothèques des créanciers privilégiés de chaque cohéritier, se restreignent sur les héritages échu dans son lot. *Ibid.* Le droit romain avait des dispositions contraires. iv, 497. Les créanciers des héritiers ont le droit d'intervenir au partage. 497.

Lorsqu'un lot est imparti, on le charge d'un retour envers le lot le plus faible, pour rétablir l'égalité. ar, 497. vii, 384. Ce retour consiste ou dans une rente, ou dans une somme d'argent. *Id.* La rente, dont le lot le plus fort est chargé envers le plus faible, est une rente foncière. iv, 498, vii, 384. V. *Rente foncière*. La somme d'argent, dont il est chargé, constitue une dette personnelle de l'héritier à qui le lot est échu. iv, 498, vii, 384. Le cohéritier, créancier de cette somme, a hypothèque sur les biens du lot chargé du retour. *Ibid.* La rente due pour le prix de cette somme, est une rente constituée. ar, 499. V. *Rente constituée*. *Id.*

Les cohéritiers cohéritent par le partage l'obligation de se garantir réciproquement le libre possession des lots ou échu de ses lots sans empêchement. ar, 498, vii, 384, 385. Pour que l'érection, souffrir par un créancier, donne lieu à cette garantie, il faut qu'elle procède d'une cause certaine, et qu'elle ait eu lieu au temps du partage. iv, 499, vii, 384. Il faut qu'elle ne procède pas de la nature même de la chose, donnée par le partage pour être de telle nature. iv, 499. Il faut qu'elle ne soit pas évitée par la force de l'héritier qui le souffre. ar, 499, vii, 315. Enfin, il faut que l'espèce d'érection évitée n'ait pas été expressément exceptée de la garantie. iv, 500. Lorsque ces conditions sont remplies, il y a lieu à garantie, toutes les fois que les choses échues à l'un des cohéritiers ne sont pas telles qu'elles ont été déclarées être par le partage. ar, 500, vii, 385. L'héritier, qui a eu en lésion, lors du partage, de la cause de l'érection, s'il est maître de la garantie ? ar, 500, vii, 345. L'héritier, saisi par une de-

mas de son érection, doit appeler incontinent en garantie ses cohéritiers. ar, 500. L'obligation de garantie consiste en ce que chacun des cohéritiers est tenu, pour sa part, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'érection. 500. Si l'un d'eux est insolvable, sa part doit être répartie entre le cohéritier évincé, et les cohéritiers solvables. iv, 501. vii, 345. Il y a lieu à la garantie dès l'instant, lorsque l'acte de partage qu'ils deviennent radeques. iv, 501, vii, 245. Elle peut être reculée, ou restreinte à un certain temps par une clause du partage. iv, 501. Garantie de fait pour les créances exigibles. *Id.* Cette action de garantie se prescrit par trois ans, du jour où elle est ouverte. 501. V. *Garantie*.

Les biens échu au lot de chaque héritier sont hypothéqués par privilège à toutes les obligations résultantes du partage. iv, 501, vii, 345. Cette hypothèque privilégiée a lieu, quand même le partage n'a été fait sous seing privé. ar, 502. La tierce détenteur le privilège par dix et vingt ans. *Id.* V. *Hypothèque*.

Les partages sont susceptibles d'être rescindés dans les mêmes cas, et pour les mêmes causes que les autres actes. iv, 502. Il ne faut qu'une lésion du tiers ou quasi pour donner lieu à la rescision et faire d'un majeur. *Id.* V. *Lésion*. Cette rescision doit être demandée dans les dix ans du partage. 502. V. *Rescision*.

La subdivision des successions entre les représentants, se fait sur les mêmes règles que pour le partage principal. 497. V. *Représentation*.

V. *Desservir de la Femme*. *Pétition d'hérédité*. *Propre*. *Propre de communauté*. *Propre réel*. *Succession*.

PART D'EXPORT. V. *Seconde nocce*.  
PARTIS CIVILES. V. *Accusation Plafets*.  
PASSAGERS. Contribuables sur routes. iii, 206.  
PATURES. Droit de pâturage, herbages... etc., sous le nom de l'Orléans. vii, 155-159.  
PAYSAGE. n'est pas permis d'abandonner son fruct par l'acte. r, 236.

PAR LETTRE. V. *Récompense*.  
PAYSÉ. vii, 229.

PÊCHE. La pêche est une sorte d'occupation par laquelle on acquiert la propriété du poisson dont on s'empara. v, 223. La pêche dans la mer est permise à tout le monde. *Ibid.* La pêche dans les rivières navigables est un droit domanial qui n'appartient qu'en lot. *Ibid.* Dans les rivières non navigables, elle appartient aux propriétaires fondés en titre ou permission, et non aux riverains habitants. *Ibid.* Ceux qui pêchent sans droit dans les rivières navigables ou non navigables, sont punis par les

ordonnances comme larcens et volsens. 223. V. *Choses, Occupation*.

**PÉCULE.** Castrens, quasi-castrens, profectice, et adventice. V. 269. *Dispositions de droit romain. Ibid. V. Esclaves, Profits non refugians. Propriété.*

**PEINES.** Les peines sont graduées dans l'ordre suivant : la mort, la question avec réserve des preuves, les galères perpétuelles, le bannissement perpétuel, la question sans réserves de preuves, les galères à temps, le fust, l'amende honorable, le bannissement à temps, vi, 233. Les peines capitales et afflictives sont celles de la mort naturelle, des galères à perpétuité, du bannissement perpétuel hors du royaume. vi, vi, 237. Différents genres de peines de mort : la potence, la décollation pour les gentilshommes, la roue, le feu, l'écartèlement vi, 237. Les peines peuvent être gratuites. 237, 238. *Questions préalables.* 238. Les peines capitales sont celles qui font perdre la vie civile en condamnant, et emportent la confiscation de ses biens. *Id.* Les peines afflictives et non capitales sont toutes celles qui réduisent la liberté ou le corps, les galères et la réclusion à temps, le fust, le bannissement perpétuel hors d'une province, le pilori et le carcan, l'amende honorable. 238. Quand la marque doit être ajoutée à ces peines. 238. Les peines seulement infamantes sont le blâme et l'amende. 238. Les peines non infamantes et ni l'admission, la condamnation à une punition, ni l'ajournement. *Id.* Le condamné peut en outre être condamné à une réparation envers la partie civile. *Id.* S'il y a plusieurs, ils sont condamnés individuellement à cette réparation, ainsi qu'une dépense. 239. V. *Condamnation, Infamie, Jugement en matière criminelle, Mort civile.*

**PEINE.** V. *Obligation pénale.*

**PÉRIÈRES.** Quand les rivières qu'ils contiennent sont meubles ? vi, 34, 38.

**PÈRE DE FAMILLE.** Responsable des débits de ses enfants mineurs, et de sa femme. i, 143. Lorsqu'il ne les a pas empêchés, ayant été en son pouvoir de le faire. *Id.* V. *Falseness maritale, Pénitence paternelle.* Comment doit s'entendre le joualme d'un bien ou bien père de famille ? vi, 328, iii, 376 vi, 302, vii, 450. V. *Faute, Louage des choses, Usufruit.*

**PÉREMPTION.** Extinction d'une instance par une discontinuation de procédures pendant trois ans, à compter du dernier acte. vi, 46. Il faut que la péremption soit déclarée connue par un jugement i, 260. Si le tribunal, qui la déclare acquiesce, n'est en dernier ressort, on peut en appeler. 260. Sur cet appel, les juges ne prennent pas connaissance du fond. *Id.* La péremp-

tion éteint l'instance et son l'action. vi, 46. Toute instance, en quelque juridiction que se soit, peut tomber en péremption. 46. Une simple assignation, sans plus, est-elle susceptible de péremption ? *Ibid.* Les instances sur les droits du roi, ou de droit public, n'y sont pas sujettes. 46. Il en est de même des actions réelles, lorsqu'il y a bail judiciaire. 47. Siens, des instances d'apposition à cette saisie. *Id.* Péremption des instances d'appel. i, 260. vi, 76, 77. V. *Appel.* La péremption a lieu contre mineurs et majeurs, et contre les communautés laïques. vi, 47. V. *Communauté. Mensur.* Elle n'a lieu contre les églises, les hôpitaux et les confrères, que lorsqu'il s'agit des fruits et du revenu, mais non du fonds. 47. Toutes les causes, qui interrompent une instance, empêchent la péremption de courir jusqu'à ce qu'elle ait été reprise 47, 48. Elle est convertie par quelques-uns de procédure signifié par celui qui aurait pu l'acquiescer. i, 260. vi, 48. Même par un acte signifié par l'autre partie, avant que la péremption ait été demandée. *Ibid.* La péremption détruit l'instance, et met les choses au même état que s'il n'y avait pas eu de demande. 48. Le demandeur peut donner une nouvelle demande, s'il en est encore temps. *Id.* Les intérêts des sommes réclamées ne courent que du jour de la nouvelle demande. 48. V. *Intérêts compensatoires.* La péremption ne détruit pas les enquêtes, rapports d'expertise, et autres réquisitoires, faits dans le cours de l'instance. *Ibid.* V. *Chose jugée, Interruption d'instance, Rapports d'expertise. Retrait lignager.*

**PÉREMPTION DE CONTRAT.** V. *Contrat, Vente.*  
**PÉRQUISITION.** Procès-verbal de perquisition, par lequel on exécute le décret de prise de corps contre l'accusé révoqué. vi, 215, 216. V. *Décret.*

**PÉRIODES.** Toute personne, peut être l'objet des lois, doit joindre de la vie civile. vii, 8. Division des périodes. vi, 151, 162, 171, 179, 180, 181. vii, 8, 7.

**P. Bâtard, Communauté. Curateur. Esclavage. Étranger. Enfant. Femme mariée. Français. Garde-Noble. Gens de main-morte. Intérêt. Mort civile. Noblesse. Pénitence maritale. Pénitence paternelle. Religieux. Sire. Succession vicieuse. Tiers-Ain. Tutelle, etc., etc.**

**PÉRIODES INTERMÈDES.** V. *Assenti et Indirect.*

**PEINE DE LA CROIX.** Une chose a péri, lorsque ce qui constituait son essence n'existe plus. vi, 374, 375. vii, 339. Per qui la perte est-elle apportée ? i, 297, 356, 357. ii, 307.

**V. Charles-partis. Conditio indebiti. Dommage. Détermination. Dommages-intérêts. Ex-**

*fraction des choses des Foros majeure. Garantie. Louage. Retard. Ruines. Réintégration. Spoliateur. Vendeur.*

**PÉTITION D'HERÉDITÉ.** Action qu'a celui, à qui appartient une succession, contre ceux qui la lui disputent, ou qui refusent de lui rendre des choses qui en font partie. v. 299. x, 46. Elle ne peut être intentée que par l'héritier du défunt dont la succession est contestée v. 299. Celui, qui n'est héritier que pour partie, ne peut revendiquer la succession que pour cette partie. 299. 300. Un renoncement de droits successifs peut aussi, du chef de l'héritier, son héritier, intenter la pétition d'hérédité. 300. Il peut appeler, dans ce cas, son héritier en garantie, à moins qu'il n'ait hérité à ses risques. *Id.*

La pétition d'hérédité peut être intentée contre tout possesseur de biens ou d'effets appartenant à la succession. 300. Elle est souvent précédée d'une demande à fin de partage entre cohéritiers, qui reste en suspens jusqu'à sa détermination. 300. 301. Si plusieurs personnes possèdent des effets de la succession, l'héritier pour partie est obligé de les assigner toutes. 301. En un mot, l'héritier a la pétition d'hérédité contre tous ceux qui lui disputent la succession et sa qualité d'héritier. 301. Non seulement contre celui qui possède, mais encore contre celui qui a cessé de posséder par son dol des effets appartenant à la succession. 301. 302. Quel, si l'héritier a assigné quelqu'un qui ne possède en son effet de la succession? 302.

L'héritier doit établir, sur l'action en pétition d'hérédité, que la succession lui appartient en tout ou en partie. 302. Si c'est un héritier testamentaire, il doit rapporter le testament. 302. Ce testament peut être repoussé par le défendeur, en faisant voir des vices, soit de forme, soit du fond, ou par cause d'incapacité ou d'infirmité des lui provenus de l'instabilité. 303. Si c'est un héritier légitime, il établit son droit par sa généalogie, dûment justifiée. Le possesseur est admis à le contredire. *Id.* Il peut repousser la demande, en prouvant qu'il est héritier testamentaire du défunt. *Id.* Peut-il opposer comme fin de non-recevoir en demandeur, qu'il a approuvé le testament, en recevant un legs particulier qu'il lui faisait. 303. Le demandeur, en ce cas, perd-il son legs, si, en définitive, il n'obtient pas sa demande? 303.

Le procès sur la pétition d'hérédité suspend les droits que l'un ou l'autre des parties avaient contre le défunt. 304. Le temps de la prescription est-il parallèlement arrêté pendant ce procès? 304. Les droits de la succession contre les parties en procès sont-ils également suspendus? *Id.* La pétition d'hérédité arrête l'action en par-

tage. *Id.* Dès qu'elle est intentée, il n'est pas permis au possesseur des biens de la succession d'en rien vendre. 304. Si ce n'est les choses périssables, ou pour indemniser des dépenses nécessaires pour la conservation des biens de la succession. 305. Le procès sur la pétition d'hérédité n'empêche pas les créanciers d'être payés. *Id.* Les créanciers de corps certains, qui sont dans les mains du possesseur, doivent agir directement contre lui. 305. Les créanciers d'une somme d'argent peuvent agir, soit contre l'héritier, soit contre l'ordre des parties qui se disputent la succession. 305. Contre qui doivent agir les légataires? *Id.*

**RESTITUTION** qui doit être faite au demandeur qui a obtenu sa demande en pétition d'hérédité. 305. Distinction entre les possesseurs de bonne ou de mauvaise foi. 305. Quels sont ceux, en cette matière, qui sont possesseurs de bonne foi, et ceux qui sont possesseurs de mauvaise foi? 306. Le possesseur doit rendre toutes les choses dépendantes de la succession qu'il a par-devant lui, les droits incorporels comme les choses corporelles. 306. Même les choses dont le défunt n'avait que la nue propriété. 306. 307. Les fruits provenus des choses de la succession. 307. Les actions par rapport à quelqu'une des choses de la succession qu'il a par-devant lui. 307. Toutes les choses qui tiennent à l'exploitation des héritages qu'il possède. *Id.* Il n'est pas tenu de rendre les choses échelées pour lui des fruits de la succession, sauf à leur remplir de ces deniers. 307. 308. Il doit rendre les choses qu'il n'a emmenées et posséder que depuis le procès. 308. Les possesseurs de bonne et de mauvaise foi sont tenus, de la même manière, de la restitution des choses appartenant à la succession, qui sont par-devant eux. *Id.* Mais ils sont tenus différemment de celles qu'ils ont rendues ou même manquées de posséder. 308. Le possesseur de bonne foi n'en est pas tenu. *Id.* Le possesseur de mauvaise foi en est tenu, lorsqu'il a cessé ou manqué de posséder par son fait, et par son dol. 308. Excepté lorsque la vente de la chose a été faite par le possesseur pour l'avantage de la succession. 309. On que l'héritier aime mieux se faire rendre compte du prix, que de regarder le vraie comme non avenue. 309. Le condamné au paiement de la restitution, qui ne possède plus la chose, est condamné en dommages-intérêts. 310. Le possesseur de mauvaise foi est tenu du prix des choses qui ont péri, quoique par son fait. 310. Si un tuteur a possédé de mauvaise foi une succession pour son mineur, de quel est tenu le mineur et sa majorité? 310. Si le demandeur en pétition d'hérédité n'est héritier que pour



partie, le possesseur condamné ne doit lui rendre que la part indue dans les choses qu'il possède. 310. Cependant, si le possesseur n'est pas lui-même héritier, il doit remettre tout ce qu'il possède à l'héritier pour partie, qu'il gère sans les demandes des autres cohéritiers. 311. Quelque soit le pétition d'hérédité soit aux actions réelles, le possesseur peut cependant être tenu à des prestations personnelles. 311. Ces prestations existent dans le compte de pris des choses rendues, des fruits, et des dégradations et déchéances. *Ibid.* Le possesseur de bonne et de mauvaise foi est tenu de rendre compte de tous les profits qu'il a retirés des biens de la succession. 311. Est-il tenu, lorsqu'il a racheté à bon marché en effet de la succession qu'il avait voulu acheter, de le rendre en nature, ou seulement le prix qu'il en avait reçu? 311. Il doit tenir compte même des profits déshérités. 312. La règle ne souffre pas d'exceptions. *Ibid.* Différence entre le possesseur de bonne et de mauvaise foi, quant aux prestations personnelles dont ils sont tenus. 312. Le possesseur de mauvaise foi est obligé de rendre compte de tout ce qui lui est parvenu de la succession, quand même il n'en aurait pas profité; mais non le possesseur de bonne foi, qui, pour en être tenu, doit en être plus riche au moment de la demande. 312, 313. Dans quels cas le possesseur de bonne foi est-il censé enrichi au moment de la demande, par ce qui lui est parvenu des biens de la succession? 313. A quel temps doit-on avoir égard, pour savoir si les profits, qu'il a perçus de la succession, subsistent encore pendant la loi à cette époque? 314. Après la litiscontestation, le possesseur de bonne foi est, à cet égard, considéré comme étant de mauvaise foi. *Ibid.* Règle, tirée des principes ci-dessus, sur le droit de la jurisprudence française. 314, 315. Le possesseur est censé avoir profité, et profiter encore au temps de la demande, de tout ce qu'il a recueilli de la succession qu'il croyait lui appartenir; il doit en rendre compte, déduction faite des dépenses. 315. Le possesseur de bonne foi n'est tenu de la restitution des fruits, que jusqu'à concurrence de ce qu'il s'en est trouvé plus riche avant la litiscontestation; le possesseur de mauvaise foi est tenu indistinctement. 315, 316. Après la litiscontestation, ils en sont tenus pareillement. 316. *V. Frauds.* Le possesseur de mauvaise foi doit les intérêts des annuités qu'il a employées à ses affaires; le possesseur de bonne foi ne les doit pas. 316. Dans notre jurisprudence, le possesseur ne les doit que du jour qu'il a été mis en demeure. 316. Le possesseur de mauvaise foi est tenu des dommages-intérêts pour les dégra-

dations arrivées par son fait. 316, 317. Le possesseur de bonne foi n'en est tenu que dans le cas où il en aurait profité, ou si elles ont eu lieu depuis la litiscontestation. 317. Ces principes sur les dégradations ont lieu dans notre droit. *Ibid.* Le possesseur de mauvaise foi est-il tenu de la prescription survenue des créances de la succession, et de l'insolvabilité de ses débiteurs? 317. Prestations personnelles dont est tenu le demandeur envers le possesseur qui lui rend les biens de la succession. 317. Dépenses dont il doit le rembourser. 317, 318. Différence pour quelques-unes entre le possesseur de bonne foi, et le possesseur de mauvaise foi. 318. Quant aux impenses, il n'y a pas de différence entre eux pour celles qui étaient nécessaires; il doit en être remboursé. 319. Qu'il, des impenses utiles et voluptuaires? *Ib.* *V. Impenses.* L'héritier doit aussi indemniser le possesseur des engagements qu'il a contractés pour la succession. 319.

L'ACTION, qui appartient au roi ou au seigneur, succédant par droit d'aubaine, de bâtardise, ou de déshérence, n'est pas l'action en pétition d'hérédité. 320. Nature de cette action. *Ib.* De même, la seigneur n'est pas héritier de son serf auquel il succède. 320. Le religieux, pourvu d'un bénéfice, ne laisse pas non plus une hérédité, mais seulement un pécule. *V.* 321. *V. Action réelle. Aubaine (droit d'). Bâtardise. Déshérence. Profession religieuse. Propriété. Revendication.*

PÉTICTIONS. Le pétitoire ne peut être annulé avec le possesseur. *vi.* 61, 62. *vii.* 184. *V. Complainte. Possesseur. Réintégration.*

PICASS. On en acquiesce la possession par droit d'accession. *v.* 246, 247.

PILLAGE. Est aux risques de l'auteur. *iii.* 247.

PILOTAGE. *Quid, res.* 213.

PILOTE. *iii.* 216.

PIRE. *V. Pirie.*

PLACET. Qui se présente au juge, pour faire appeler la cause à l'audience. *vi.* 23. Ce qu'il doit exposer. *Ib.*

PLANTATIONS faites sur le fonds d'autrui, ou avec les arbres d'autrui. *v.* 248. *V. Accession.*

PLAINTA. Acte par lequel la partie lésée, ou la partie publique, expose au juge le fait qui a été commis, et demande d'en faire la preuve, et d'en poursuivre la réparation. *vi.* 204. Elle se fait contre personnes certaines ou incertaines. *Ib.* Se faire, soit qu'elle soit faite par la partie lésée, ou par la partie publique. 204. La plainte donnée par la partie lésée, doit contenir une déclaration expresse qu'elle se rend partie civile. 204. Elle peut le faire en tout état de

cause, lorsque la plainte a été faite par la partie publique. *Id.* Elle peut s'en dispenser dans les vingt-quatre heures. *Id.* Sur la plainte de la partie publique, ou lèse, le juge peut d'office, 204. V. *Information*. Il peut ordonner ou mouture, un rapunt de médecins, qu'il se transportent lui-même sur les lieux. *Id.* V. *Mémoire*. *Rapport de médecins*. *Procès verbal de juge*. En cas de flagrant délit, il peut informer sans aucuns plombs. *Id.*

POURQUOI. La règle en est prohibée. v, 285

POLICE D'ARRONDISSEMENT. V. *Assurances*.

POSSESSION. Ce qu'elle était dans le droit romain, et quand elle était obligatoire. n, 407. Elle n'existe pas dans notre droit. i, 3. ii, 407. En quoi elle différait du contrat. i, 3. V. *Contrat*, *Pacte*.

POLYANÉMIE. V. *Polypoméie*.

POLYGAMIE. Contraire à l'utilité du mariage. in, 341 et suiv. Permis par Dieu à certaines époques. 342, 343. Elle est proscrite aujourd'hui par l'Évangile. 343. La polygamie a toujours été condamnée. *Id.* V. *Empêchement de mariage*.

PORT D'ARMES. Ne s'entend pas seulement, en matière criminelle, de fusils et d'épées; mais de toutes les choses dont on peut se servir pour maltraiter ou intimider. vi, 201.

PORT DE ROI. V. *Foi et hommage*. *Retrait seigneurial*.

PORTION D'UNE LETTRE-DE-CHANGE. Ses obligations. ii, 253, 261, 264. V. *Lettre-de-change*. *Protêt*.

PORTION DISPONIBLE. V. *Réserves*.

PORTRAITS DE FAMILLE. Ne font pas partie d'une succession. iv, 215.

POSSESSION DE BONNE OU DE MAUVAISE FOI. v, 286, 306, 309.

Le possesseur de mauvaise foi a-t-il le droit de se faire rembourser les impenses et améliorations qu'il a faites à l'héritage pendant sa possession? 293 et suiv., 314, 319. V. *Fruits*. *Pétition d'hérédité*. *Possession*. *Revendication*. *Tiers-détenteur*.

POSSESSION. La possession est détention de la propriété. v, 323. Elle est une manière de l'acquiescer. *Id.* La possession est la détention d'une chose corporelle que nous tenons en notre puissance, ou par nous-mêmes, ou par quelqu'un qui le tient pour nous et en notre nom. i, 369. v, 323. vii, 536. Elle est au fait plutôt qu'au droit. *Id.* Son effet. v, 323, 324. Questions élevées par les jurisconsultes romains, si deux personnes peuvent avoir jointes, chacune pour le tout, la possession d'une même chose. 324. La possession peut procéder de plusieurs titres,

si elle diffère en cela de la propriété. 324. V. *Propriété*.

La possession est civile ou naturelle. v, 325, i, 536. La possession en elle doit procéder d'un juste titre. v, 325. vii, 536. Il y a autant de possessions différentes que de genres de titres. *Id.* Il faut que le titre ait été connu de la tradition. *Id.* V. *Tradition*. Le possesseur doit faire apparaître de son titre, à moins que la possession se soit assez longue pour le faire presumer. *Id.* Le titre fait présumer le bon ou le mal, tant qu'on ne justifie pas du contraire. v, 325. V. *Titre*. Plusieurs espèces de possession naturelle. v, 326. vii, 536. Celle qui est destituée de titre et de cause. *Id.* Celle qui, procédant d'un titre, est infectée de mauvaise foi. *Id.* Celle qui procède d'un titre on. *Id.* Celle qui procède d'un titre valable, mais qui n'est pas de nature à transférer la propriété, telle que celle d'un engage, d'un usufruct, d'un séquestre et de tous ceux qui débouchent à titre précaire. v, 326. vii, 537. La précarité de ces possessions naturelles, lorsqu'elle a duré un long temps, fait presumer le titre et cause d'être naturelle. *Id.* A l'égard des trois autres, quelque longtemps qu'elles durent, la qualité du titre réclame toujours contre elles. v, 327. De la maxime: il faut mieux ne pas avoir de titre, que d'en avoir un vicieux. v, 327. vii, 537. Ne pas confondre la possession naturelle, avec la détention de cent qui débouchent pour un autre, et se nom d'un autre. *Id.* Ces personnes n'ont qu'une simple garde de la chose, et non la possession naturelle. *Id.*

Différence entre des possessions. v, 327. vii, 537. La mauvaise foi est la plus ordinaire. *Id.* Elle ne se présume pas dans la possession qui procède d'un juste titre. *Id.* La violence est aussi une cause de la possession. v, 327. vii, 537. Quand y a-t-il possession violente? v, 317, 328. vii, 537, 538. La clandestinité est encore une cause de la possession. v, 328. vii, 538. Il faut qu'elle ait existé au moment où la possession a été acquise. v, 329. vii, 538. L'incapacité du titre est une quelconque espèce de vice de la possession. v, 329.

On ne peut, par la seule volonté, ni par le seul laps de temps, ni changer à soi-même la cause de sa possession. v, 329. vii, 538. Le principe s'applique même à la non-détention d'une chose que quelqu'un possède pour un autre et en son nom. v, 329. vii, 538. On ne peut pas davantage changer les vices et les qualités de sa possession; telle elle a commencé, telle elle continue. v, 330. vii, 539. Le vice de la possession continue dans le patrimoine de l'héritier ou du successeur de mes-

vainc foi. v. 326, 328. La possession de celui qui succède à titre singulier à un autre, lui est propre; il est libre de ne pas y ajouter la possession vicieuse de son auteur v. 330, vii, 539. Le détenteur d'une chose peut, par l'acquisition d'un nouveau titre, commencer une nouvelle possession. v. 330, vii, 539.

Il n'y a que les choses corporelles qui sont susceptibles de possession. v. 331, vii, 539. Parmi celles-ci, les choses qui n'appartiennent à personne n'en sont pas susceptibles. *Id.* Les choses incorporelles ne sont susceptibles que d'une quasi-possession. v. 331, vii, 539. V. *Choses*.

La possession s'acquiert par la volonté de posséder, jointe à la prisebation de la chose. v. 332, vii, 539. Questions sur la nécessité de la prisebation. v. 333. Exceptions au principe, dans la maxime, le mot sans le vif. v. 333, vii, 540. V. *Tenditue*.

Quelles personnes sont incapables d'acquiesce la possession d'une chose? *Id.* La possession étant un fait, le mineur et la femme mariée peuvent posséder. v. 333, vii, 541. Mais celles-ci ne peut exercer les droits qui résultent de la possession sans l'assistance de son mari. *Id.* Nous pouvons acquiesce la possession, et par nous-mêmes, et par ceux qui représentent la chose pour nous en notre nom. v. 334. Il faut, pour cela, que ces personnes aient l'intention de nous l'acquiesce. v. 334, vi, 541. La possession commence par nous, dans ce cas, du moment où elles ont reçu la chose pour nous, bien que nous ne sachions personnellement. v. 334, vii, 541. Si l'on a agi pour moi sans mandat, je n'acquiesce la possession que du moment où j'ai approuvé l'acquisition. *Id.*

Nous conservons la possession, ou par nous-mêmes, ou par d'autres qui la détournent pour nous. v. 335, vii, 541. Lorsque nous acquiesce la possession d'une chose, la seule volonté suffit pour nous la conserver, quoique nous ne détenions corporellement ni par nous, ni par d'autres. v. 335, 336, vii, 541, 542. Il suffit même que la volonté, que nous faisons nous en acquiesce, n'ait pas été révoquée par une volonté contraire. v. 336, vii, 542. En vertu de ce principe, la possession des choses d'un défunt passe de plein droit à son héritier du jour de sa mort. *Id.* De même la possession vacante possède, quoiqu'elle ne soit pas susceptible de volonté. v. 335. Pour continuer la possession pour nous, un tiers n'a pas besoin d'en conserver l'interlocution formelle. v. 335, vii, 542. Sa volonté ne peut pas changer la teneur de sa possession. v. 334. La possession ne cesse pas d'être à nous, quoique ceux qui possèdent pour nous l'aient

transmise à d'autres; ils ne peuvent posséder pour ces derniers. v. 336. Nous continuons de posséder par l'interlocution de celui qui possédait pour nous. 336. Quand même l'héritier aurait été le défunt propriétaire de l'héritage. *Id.* Nous continuons de posséder par un autre, lorsqu'il a abandonné la chose avec l'intention de retour. 336. Quand, d'il avait le dessein de n'y plus revenir? 336.

Ces principes se trouvent répétés, et appliqués à la prescription, sous le mot Prescription de dix et vingt ans.

Nous pouvons perdre la possession d'une chose ou par notre volonté ou malgré nous. v. 337, vii, 543. Nous la perdons par notre volonté, ou par la tradition que nous en faisons à un autre, ou par un abandon pur et simple. v. 337, vii, 543. Elle se perd et par la tradition réelle, et par les traditions fictives. *Id.* Le mineur ne perd pas la possession, en faisant la tradition à un autre v. 338, vii, 543. La possession est perdue au moment même de la tradition v. 338, vii, 543 si la personne à qui je fais la tradition, ou jouissant par de sa raison et que je l'ignore, la possession lui est-elle transférée? *Id.* Celui, qui fait un abandon pur et simple de la possession d'une chose, a une volonté absolue de perdre la possession, sans la transférer à un autre v. 338. V. *Dégénération*. L'abandon de la possession est ordinairement accompagné de l'abandon de la propriété. v. 338, 339, vii, 543. Il se fait ordinairement *corpore et anime*; mais il peut se faire quelquefois par la seule volonté. v. 339, vii, 543. Nous perdons malgré nous la possession d'un héritage, lorsqu'un nous en chasse, ou celui qui possédait pour nous. v. 339, vii, 543. Nous en sommes chassés, lorsqu'un nous a contrainte par force d'en sortir, ou lorsqu'en étant sortis, ou nous empêché par force d'y rentrer. *Id.* Nous perdons encore la possession, lorsqu'un nous la fait enlever par quelqu'un qui en a joui pendant un et jour. v. 339. La chose n'est-elle pas la possession en débiteur nous. 339. Nous perdons la possession des meubles, lorsqu'ils nous sont enlevés par des voleurs. v. 340, vii, 543. Ou lorsqu'un nous les avons perdus, de mauvaise foi, ou par un voleur plus ou moins. v. 340, vii, 543. Il ne faut pas confondre les choses égales avec les choses perdues. v. 340, vii, 543.

Droits du possesseur relativement à la chose possédée. v. 341, vii, 544. Les uns appartenant au possesseur de bonne foi seulement, les autres à tous les possesseurs v. 341, vii, 544, 546. Sur ceux qui appartiennent aux seuls possesseurs de bonne foi, V. *Prescription*, *Restitution*. La possession fait réputée le

possession propriétaire de la chose, tant qu'elle n'est pas revendiquée, et reconnoît appartenir à autre propriétaire. v. 341. vii, 544. Le possesseur a une action pour se maintenir dans sa possession, s'il y est troublé, ou pour y être rétabli, s'il en a été dépossédé. v. 341. vii, 544. V. *Complainte. Propriété. Réintégration.*

La possession d'un usure pendant vingt-qualre bourses, en fait acquiesce la propriété à celui qui l'a pris sur l'esneue. v. 232, et suite V. *Prise.*

V. *Accontage entre époux. Bénéfice d'Inventaire. Jut in re. Pédition d'Arrière. Prescription. Ténement de cinq ans.*

POSSESSION IMMÉMORIALE. V. *Prescription centenaire.*

POSSESSION. V. *Complainte.*

POSSESSOIRE. V. *Possemon. Réintégration.*

POUR DE VIX. V. *Héritier. Retrayant.*

POUR-ACQUITTÉ. Quelle est la somme comme preuve, lorsqu'il ne s'est pas signé. i, 232. V. *Écriture privée.*

PREMIUM. V. *Don manuel. Enfant. Prépuit légal.*

POURTE.

POURTE. V. *Mandat.*

PRÉCÈS. Convention par laquelle, à votre plaisir, je vous donne une chose pour vous en servir tant que je voudrai bien le permettre, et à la charge de me la rendre à ma réclamation. iii, 23. Sur rapport avec le prêt à usage. *Ibid.* En quoi il en diffère dans notre droit. *Ibid.* En quoi il en diffère dans le droit romain. *Ibid.* Il produit des obligations semblables à celles du prêt à usage, tant que celui, qui a accordé précairement l'usage d'une chose, peut en demander de suite la restitution. *Ibid.* Celui, à qui l'usage d'une chose est accordé précairement, est tenu de la rendre la plus légère. 24. V. *Faute.* Il ne peut en servir de la chose qu'à des usages auxquels elle est propre. 24. Il ne peut la transporter au loin pour s'en servir. *Ibid.* V. *Prêt à usage. Possemon.*

PRÉCÈS (CLAUDE DE). Par laquelle le vendeur ou le donateur déclare qu'il n'entend plus tenir la chose que précairement de l'acheteur ou donataire. v, 17, 238. V. *Donation entre-vifs. Tradition.*

PRÉCÈS. On appelle ainsi ce que le survivant a droit de percevoir sur les biens de la communauté, lors du partage qui en est fait. ix, 142. Le précepte est légal ou conventionnel. *Ibid.* V. *Prépuit conventionnel. Prépuit légal.*

PRÉCÈS CONVENTIONNEL. Convention stipulée dans le contrat de mariage, par lequel la futur épouse aura dans la communauté par pré-

cepte, en cas de survie, ses habits, bagues, armes, chevaux, livres, outils, selon la qualité, et la future, ses habits, bagues et joyaux. ix, 149. vi, 186. Le mot *Arrière* ne comprend pas les bagues et joyaux, et réciproquement. *Ibid.* Le précepte est stipulé en chose, ou en une somme d'argent. ix, 149. Il est illimité, lorsqu'il est dit que le survivant prendra les choses de telle et telle espèce, ou limité lorsqu'on ajoute jusqu'à concurrence de tant. 150. On doit retrancher du précepte illimité les choses de l'espèce désignée qui ont été acquises en fraude pendant la dernière maladie du prédécédé. 150. Quelquefois le survivant a le choix entre le précepte illimité et le précepte limité. 150. Le précepte conventionnel est regardé plutôt comme une convention de mariage que comme une donation. *Ibid.* Le prédécédé conjoint deson seul ouverture au précepte au profit du survivant. ix, 150. vii, 186. La mort civile doit-elle être regardée comme un précédent qui y donne ouverture. ix, 150, 151. V. *Mort civile.* Si les deux conjoints sont mariés par un même accident, il n'y a point de précepte au profit des héritiers. 151. La dissolution de la communauté par une séparation ne donne pas ouverture au précepte. *Ibid.* S'il est d'une somme d'argent, la succession du prédécédé en sera déduite. *Ibid.* S'il est en espèces, on en fait l'estimation qui est due par chacun des conjoints, qui précepte ces espèces aux sa part. *Ibid.* Le fidei commissaire des biens de l'un des conjoints, fait venir à l'entre du précepte, lorsque le premier prédécédé. 151. Ce précepte ne s'exécute qu'en cas d'acceptation de la communauté par la femme ou ses héritiers. ix, 151. vii, 187. A moins qu'il n'ait été convenu que la femme, en cas de renonciation, aura le précepte. *Id.* 152. *Ibid.* V. *Communauté conventionnelle. Prépuit légal. Renonciation à la communauté.*

PRÉCÈS LÉGAL DES ÉPOUX. Droit accordé par le Coutume au survivant de deux conjoints mariés, de prélever, au partage de leur communauté, les biens-mobiliers ou dépendants sous certaines charges. ii, 661. ix, 142. La coutume naturelle seule y donne ouverture. *Id.* 661.

Pour qu'il ait lieu, il faut premièrement que les conjoints soient domiciliés sous une Coutume qui l'accorde. ii, 661, 662. ix, 142. Et ce au temps du mariage ou au temps du prédécédé de l'un des conjoints, qu'il faut qu'ils soient domiciliés sous la Coutume qui l'accorde. ix, 142. Lorsque l'un des conjoints, domicilié sous une Coutume qui n'accorde pas le précepte, soumet sa communauté à la Coutume de l'autre conjoint qui l'accorde, cette convention anéantit-elle pour lui son droit au précepte, s'il sur-

vi) 143. Secondement il faut que les conjoints soient nobles. 111, 662. 1v, 143. Doient-ils l'être dès le temps du mariage, ou n'il suffit qu'ils le soient lors du précipt? 148. Un subaln ne peut le précéder. 111, 662. Troisièmement, il faut qu'il y ait eu communauté de biens entre les époux, et qu'elle subsiste au temps du précipt. 111, 662. 1v, 143. A-t-il lieu en cas de reconciation à la communauté? 111, 143. Quatrièmement, il faut qu'il n'y ait pas d'enfens. 111, 662. 1v, 144. V. *Enfens*. Un posthume né avant et à terme fait défautir cette condition. *Ibid.* Peu importe que ce soient des enfans communs, ou que le prédécédé ait eus d'un précédent mariage. *Ibid.* Il n'y a quo les enfans du prédécédé qui jouissent de l'état civil, qui puissent et lors le survivant, 111, 144. L'enfant, quoique exhérédé, ne fait pas défautir la condition. 144. Il n'en est pas de même de l'enfant qui a renoncé. *Ibid.* Les enfans, que le survivant a d'un précédent mariage, ne peuvent le faire défautir, quand le prédécédé n'en a pas laissé. 144. Conséquemment, il faut que les parties, par leur contrat de mariage, n'aient pas renoncé au précipt de la Coutume 145. Lorsqu'elles conviennent d'un certain précipt qu'aura le survivant, sont-elles censées, par cela seul, renoncer au précipt légal? *Ibid.*

Le précipt légal consiste dans la part du prédécédé dans les meubles de la communauté, qui se trouvent lors du précipt. 1v, 662. 111, 145. La Coutume de Paris excepte ceux qui, lors du précipt, se trouvent dans le gîte de Paris et dans les faubourgs. 1v, 662. 1v, 145. Et ceux qui en survenant été transportés en fief. *Ibid.* La Coutume entend donner, sauf cette exception, tous les autres effets de la communauté, tant incorporels que corporels, tels que les dettes actives mobilières. 1v, 662. 664. 1v, 145, 146. Le précipt légal comprend non seulement les dettes actives et créances de la communauté contre les tiers, mais aussi celles qu'elle a contre les conjoints. 111, 146. L'exception de la Coutume de Paris tombe aussi sur les créances qui procédaient de choses qui sont à Paris 111, 146. Le transport momentané des meubles d'un lieu à un autre, n'empêche pas de les considérer comme appartenant au lieu où ils ont coutume d'être. 111, 662, 664. 1v, 146, 147. Des tableaux achetés à Rome par le mari, que sont encore en route quand le précipt s'ouvre par le précipt de la femme, ne sont pas compris dans l'exception. 111, 147. La Coutume n'étend point sur les meubles de la communauté, et ne comprend pas sous son nom les héritages immeubles. *Ibid.*

Le précipt est accordé par la Coutume de la

Tome VIII.

charge de payer les dettes mobilières, et les obligations et funérailles d'un tel marié. 111, 662. 1v, 147. Ce sont seulement les dettes de la communauté, et non celles qui étaient particulières au prédécédé. 111, 665. 111, 147. Aussi, si la succession du prédécédé était débiteur envers le survivant, il ne se fera pas de confusion dans sa personne. 1v, 147. Ni de ses propres créances contre la communauté, pour le remploi du prix de ses propres, ou pour ses meubles réaliés. *Ibid.* Parce que, entre les conjoints, ces créances sont des immeubles fictifs, et que le précipt n'est pas chargé des dettes immobilières. 111, 147, 148. V. *Rémplissement*. *Remploi*. Le survivant, qui prend les meubles, confond le précipt conventionnel stipulé à son profit par le contrat de mariage. 111, 148. Le précipt légal oblige le survivant à acquitter les frais funéraires du prédécédé, quoique ces frais ne soient pas dettes de communauté. 148. V. *Frais funéraires*. Le survivant majeur, qui a accepté le précipt, peut-il, lorsqu'il a fait inventaire, se décharger des charges du précipt, en y renonçant, et offrir de compter aux héritiers du prédécédé, des meubles de la communauté? 111, 666. 111, 148. Variété des Coutumes sur les charges du précipt légal. 111, 664, 665. V. *Communauté légale*. *Précipt conventionnel*.

Précipit. V. *Don mutuel*. *Précipt conventionnel*.

Précipitance. V. *Louage des choses*. *Précipt*.

Présumptions. Indispensable pour acquérir la possession de la chose; le volontaire ne suffit pas. 1v, 332, 333. V. *Possession*. *Tradition*. *Parven*. Celui qui prend une chose à louer. 111, 293. V. *Bas*. *Chaplet*. *Louage des choses*. *Passer* ( *Bas à rente* ). Il est tenu de payer le rente au bailleur pendant tout le temps qu'il possède l'héritage 111, 135. Il doit les intérêts du jour de la demeure. *Ibid.* Il ne peut faire la retenue du dixième en justifiant du paiement qu'il en a fait. 135. S'il est troublé, il peut demander caution pour les arrérages de la rente. 135. L'obligation de payer le rente ne dure que tant qu'il possède l'héritage. *Ibid.* Le bailleur a contre le preneur une action pour en exiger le paiement, ou, à son défaut, pour rentrer dans l'héritage. 136. Des qu'un terme est échu, le rente est exigible, sans bénéfice de répit. 136. Mais le bailleur ne peut rentrer dans l'héritage qu'à défaut de paiement de plusieurs termes. 136. Lorsqu'il y a rente, il doit faire raison des améliorations, et les compenser jusqu'à concurrence avec les arrérages qu'il ait encore en droit d'exiger. *Ibid.* Le preneur est tenu d'entretenir l'héritage baillé en bon état. 136. En conséquence cette obligation, et quelle action



affranchir. *Id.* Paro que le meisme mille terra  
rati arignon trouble rent eue le poutreion.  
430. Les seruitudes prediales ne s'acquiescent  
par sans titre par la poutreion contrainte sous  
le Contume de Paris, que l'en exprime formelle-  
ment. 431. *Quid*, dans les Contumes qui, en  
disposent qu'elles se prennent s'acquiescent par  
prescription, par quelque temps que ce soit,  
n'ajoutent pas, comme celle de Paris, même par  
cens sur? 431. Peut-on appeler la poutreion  
« seulement au cas? 431. Cette question ne lamine  
pas par les diuers rituels essentiellement à la  
concrétude, qui sont incommunicables et in-  
prescriptibles. *Id.* Voir seulement que les biens  
appartenant en domine, qui pourraient être  
prescrits par les particuliers. 431, 432. Auto-  
rités citées. 432. V. *Les autres prescripteurs*.  
Prescription au cas. 433. Prescription des  
lettres de change par cinq ans. 433 et suite,  
v. 269. V. *Lettres de change*. Prescription des  
arrérages des rentes constituées. 433 et suite,  
v. 269. V. *Arrérages*. Quittances. *Id.*  
constituées.

V. Tenement de cinq ans.

Prescription au cas et sous cas. Art. 113  
de la Coutume de Paris, qui la courtoisie. v.  
360. Les choses qui sont dans le commerce  
ou sont rendues susceptibles. 361. Les biens des mi-  
neurs n'en sont par susceptibles. 361. V. *Mi-  
neurs*. Quand même la prescription serait com-  
mencée à courir contre un mineur. 361. Les  
biens des mineurs et le fief de droit n'en sont  
par susceptibles. 362. ni les biens de l'église et  
de communauté. *Id.* V. *Prescription de quinquante ans*. Les biens appartenant pour partie à  
des mineurs, à l'église et aux communautés, ne  
sont pas susceptibles pour cette partie; ils ne  
le sont pas du tout, s'ils sont indivisibles. *Id.*  
V. *Communauté*. Les biens de donations et de  
la succession ne sont sujets à aucune prescrip-  
tion. 362. Dispositions des lois Julien et Plautia,  
sur les biens emparés par violence. 362. Tous  
les immeubles réels et héréditaires, autres que  
ceux exceptés par la loi, sont susceptibles de  
prescription. *Id.* On ne peut requérir par la  
prescription non parvenue au terme, mais bien  
une part déterminée d'une chose. 363. La pre-  
scription court au profit du possesseur. 363. V.  
*Possession*. Le temps de la prescription, com-  
mencé dans la personne du défunt, court au  
profit de sa succession vicante. *Id.* Il faut que  
le possesseur soit capable d'acquiescent par pre-  
scription. 363. Les étrangers ou étaient exclus  
par la loi romaine. *Id.* Il est de même exclu  
pour des étrangers non mineurs. V. *Étran-  
gers*. Le seigneur féodal peut-il prescrire l'he-  
ritage qu'il possède; le vassal peut-il prescrire la

seigneurie qu'il possède? 364. Le temps de la  
prescription ne court par contre ceux qui ne  
peuvent agir. 365. Il ne court par contre celui  
qui est absent pour le service de l'État, s'il n'y  
a personne qui soit chargé de ses affaires. 365.  
Différence entre le droit romain et le nôtre. *Id.*  
La prescription d'un héritage de la femme,  
vendu par le mari, ne court par contre elle  
pendant le mariage. *Id.* V. *Femme mariée*.

Quel est celui qui doit avoir la possession pour  
opérer la prescription. 366. Elle doit être civile  
et de bonne foi. *Id.* Qu'entend-on par la pos-  
session civile? *Id.* V. *Possession*. La bonne foi  
construite dans la juste opinion qu'on a le possesseur,  
qu'il a acquis la donation de propriété de la  
chose qu'il possède. *Id.* Peu importe que cette  
opinion soit fondée sur une erreur de fait. 366.  
Il n'est pas par de même de l'erreur de droit;  
elle ne constitue par la bonne foi nécessaire  
pour prescrire. 366. V. *Erreur*. La bonne foi  
ne peut commencer que du jour où l'on sait que  
l'on est propriétaire. 367. Existe-t-elle en fa-  
veur de celui qui, par erreur, ne croit pas  
légalement propriétaire? 367. On peut n'être  
possesseur de bonne foi que pour une partie de  
l'héritage à prescrire. 367. Il faut que la bonne  
foi dure pendant tout le temps requis pour pre-  
scrire; le droit romain ne l'exigeait qu'à com-  
mencement. 368. Cela ne s'applique d'une  
même possession. 368. La bonne foi se présume  
dans le possesseur en vertu d'un juste titre. *Id.*  
V. *Bonne foi*.

La possession, pour acquiescent la prescription,  
doit être publique. 368. Elle doit être paisible  
et non interrompue. 368. Deux espèces d'inter-  
ruption: l'interruption naturelle et l'inter-  
ruption civile. 369. L'interruption naturelle a lieu,  
lorsque le possesseur a cessé pendant quelque  
temps de posséder la chose. *Id.* Les Romains  
l'appelaient *eruptio*. *Id.* Sont que le posses-  
sion n'a perdu la possession par négligence ou  
par faute, soit qu'il ait été dépossédé par  
violence. 369. Il y a interruption, lorsque l'al-  
tère ou l'herite de l'héritage ou propriétaire, ou  
lorsque le fief est mis en possession à un autre  
titre. 369. S'il n'est pas par propriétaire alors,  
la possession est interrompue du jour où il le  
devient. 369, 370. La possession est-elle inter-  
rompue, lorsque l'immeuble est donné en gage  
à un créancier? 370. Elle ne l'est pas par la  
rente réelle. 370. Elle ne l'est pas par la rente  
féodale, que vis-à-vis du seigneur. 370. L'in-  
terruption civile résulte d'une interpellation  
judiciaire donnée contre le possesseur pour lui  
faire délivrer la chose. *Id.* Dispositif du droit  
romain sur l'interruption civile. 371. L'exploit  
d'assignation sur une demande en revende-  
12

tion, forme donc notre droit d'interruption rituelle. 371. Fût-il fait devant un juge incompétent. *Id.* Si elle est donnée au frémier, elle n'est pas par la possession du propriétaire. *Id.* Lorsque la demande est formée en possession, la prescription est-elle faite interrompue? 372. Si l'assignation n'a été donnée que pour partie de l'immuable possédé, la prescription n'est interrompue que pour cette partie, 372, à moins que par le fait il n'ait eu connaissance que ses droits n'étaient pas légitimes, 372. La demande donnée contre l'un de plusieurs possesseurs n'interrompt la prescription que contre lui, 372, à moins que la chose ne soit indivisible, 373.

Pour prescrire, il faut posséder en titre d'un juste titre. 373. Qu'entend-on par un juste titre? 373. *V. Titre.* Le curateur du titre est un juste titre qui peut servir de base à la prescription. 374. Il en est de même des actes équipollents à titre. 374. *V. Titre.* Le titre de succession est aussi un juste titre. 374. Celui qui possède à ce titre continue la possession de son auteur. 374. C'est pourquoi il faut remonter au titre de son auteur. *Id.* C'est où l'héritier peut ramener la possession à titre de succession. 375. Le titre de donation peut servir à prescrire la prescription. *Id.* Il en est de même du titre auquel possède celui qui n'est que d'une chose abandonnée. 375. Et du titre de legs. 375. Le titre de dot est aussi un juste titre pour le père de droit écrit. 375. Peu importe que la dot consiste en chose singulière, ou en universelles. *Id.* Ou que l'héritier ait été donné en dot avec ou sans salutation. 375, 376. Si le mariage est nul, le titre de dot n'est plus un juste titre. 376. *Quid*, si l'homme a cru son mariage valable? 376. La prescription de la dot court elle du mariage, ou du jour, antérieur au mariage, où les choses ont été données au mari? 376. Si l'immuable dotal, prescrit par le mari, continue après la mort à la femme, le propriétaire peut-il le revendiquer contre elle? 377. Le titre pro quo peut servir de base à la prescription. 377. C'est un titre général de possession de toutes les choses dont nous acquiesçons, ou dont nous jouissons avec fondement à acquiescer la propriété. *Id.* Exemple du titre pro quo. 378. De quelle époque commencent à courir la possession au titre pro quo? 378. L'on peut prescrire la chose que l'on possède à titre de priement. 378. C'est le titre en vertu duquel elle m'est due que est le principal titre de la possession. 378, 379. Une chose prise de bonne foi, quoique nous n'en puissions prouver. 379. Il faut, pour prescrire, que la chose, en vertu duquel on possède, soit valable. *Id.* Une institution d'hé-

ritier, ou en legs, fait en faveur d'un incapable, ne peut servir de base. 379. L'édiction d'une hérédité non usuelle, ou d'autres choses conjointes par mariage, ne peuvent non plus reprendre une possession valable à fin de prescrire. *Id.* Si le titre n'est nul que par un défaut du forme qui a été couru, la prescription court. 380. La vente nulle comme vente, mais valable comme donation, est un juste titre. *Id.* Il faut que le titre soit par surprise par quelque condition. 380. La prescription ne peut courir avant l'accomplissement de la condition, quand même la possession résulte par erreur qu'elle est accomplie. *Quid*, si la condition est accomplie, sans que le possesseur en ait eue connaissance? 381. Il n'y a que les conditions surprises qui empêchent la prescription de courir jusqu'à leur accomplissement. 381. *V. Condition.* Il faut que le juste titre, d'où dépend la possession, continue d'être le titre de cette possession pendant tout le temps que pour l'accomplissement de cette prescription. 382. L'opinion d'un juste titre, qui n'a point existé, ne suffit pas pour donner lieu à la prescription. 382. A moins que cette opinion n'ait un juste fondement. 382, 383. Cette opinion, appuyée sur un juste fondement, équivaut à un titre. 383. Le possesseur doit justifier du juste titre d'où procède sa possession. 383. Si le titre est sous seing privé, il ne fait pas frir de la date. 383. *V. Écriture privée.* On peut, dans ce cas, prouver par témoins le temps de la possession. 383, 384. Quand le possesseur est reçu à prouver par témoins l'existence du titre. 384. *V. Preuve testimoniale.* Quand il peut être reçu par son créancier. *Id.*

Le temps de la prescription est de dix ou vingt ans entre présents, et de vingt ans entre absents. 384. Le temps ne s'en compte par des moments ad momentum; la prescription est accomplie dès que le dernier jour des dix ou vingt années est accompli. 384, 385. Cette prescription diffère en cela de la prescription des actions personnelles qui n'est accomplie qu'après le dernier jour de l'année. *Id.* Quand la prescription est-elle courue contre absents ou présents? 385. Elle court contre présents, lorsque le possesseur et le propriétaire demeurent dans la même localité ou dans la même paroisse. *Id.* Quelque soit où, sans être dans la même localité, ils sont considérés comme tels. 385. La prescription court entre présents, quel que soit le jour qu'ils soient du lieu ou en l'absence l'héritier. 385, 386. Il faut que le possesseur et le propriétaire aient leur domicile de fait et de résidence, et non de droit, dans la même localité. 386. *Quid*, lorsque l'ac-



des profits a deux domiciles dans deux bailliages différens? 386. Si l'un des profits n'a de domicile fixe nulle part, la prescription est censée courir contre absent. *Ib.* Coteinent comptent le temps de la prescription, si elle a commencé à courir entre présents, et qu'elle cesse entre absents, de voir contre? 386. *Quid*, lorsque l'immeuble appartenait par indivis à deux propriétaires, ou est parvenu indivisément par deux successions hérititaires dans des bailliages différens? 386. Si la chose est indivisible, la prescription ne s'accomplit que par vingt ans. *Ib.* Union de la possession du successeur avec celle du son auteur. *Ibid.* Différence entre les héritiers et autres successeurs à titre universel, et les successeurs à titre singulier. 387. La possession de l'héritier n'est qu'accessoire et même postérieure par elle au défaut. 387. Sous le droit romain, si mortuaire loi s'empêchait par la prescription, pouvait-elle se rétablir si elle était de bonne foi. 387. La possession de l'héritier a les mêmes qualités que celle du défunt. *Ibid.* L'héritier joint la possession du défunt à la sienne, s'il n'est tenu des deux de bonne foi, et s'il n'y a pas eu d'interruption. 387. L'héritier peut-il acquiescer par prescription l'héritage acheté de mauvaise foi par son auteur, mais dont lui-même a reçu, après la mort du cédant, le bénéfice de bonne foi? 387, 388. Les principes s'appliquent aux légataires universels. 388. Le successeur à titre singulier, qui est de bonne foi, peut joindre à sa possession celle du son auteur également de bonne foi, pour prescrire. 388. Il faut que les deux possesseurs, pour pouvoir être unis, soient du même possesseur. 388. Le vice de la possession du Prétor, n'empêche pas le successeur à titre singulier d'acquiescer par sa propre possession la chose qu'il possède de bonne foi. 389. En cas de successeur à titre singulier différencié de l'héritier et du successeur universel. 389. Il peut joindre aussi à sa possession les autres possessions de son auteur. 389. Trois choses qui doivent concourir à l'égard de la possession du Prétor, pour que le successeur à titre singulier la puisse joindre à la sienne. 389.

Les principes sur la possession se trouvent répétés dans une note plus générale sur le mot POSSESSION.

L'effet de la prescription de dix et vingt est de faire acquiescer la propriété. 390. Elle la fait acquiescer franchement des rentes foncières, hypothécaires, et autres charges, que le possesseur a ignorées. 390. Différence entre cette prescription et la prescription à l'effet du libère. 391. Les rentes foncières ignorées du possesseur, sont prescrites, quoiqu'il n'ait été payées,

dont la possession, par créanciers par les débiteurs personnellement tenus. 391. La prescription des rentes, hypothécaires et charges, a lieu, soit que le possesseur ait acquis du propriétaire, ou de quelqu'un qui ne l'était pas. *Ib.* Si le possesseur a acquis de quelqu'un qui n'était pas propriétaire, il faut qu'il ait prescrite la propriété, avant de prescrire les rentes, hypothécaires et charges. 391. Cependant, si le propriétaire ne se présente pas, le créancier ne peut pas prescrire contre lui, pour empêcher la prescription de sa chose de courir. 391. Les rentes constituées ne sont pas sujettes à cette prescription, parce qu'elles ne sont pas des charges réelles du héritage. 392. V. Rente constituée. Les rentes seigneuriales sont imprescriptibles comme le droit de la signification lui-même. 392, 394. Ne sont imprescriptibles, en ce sens, que les rentes et servitudes ecclésiastiques de la signification d'écrite. 392. Toutes les autres rentes, dont un héritage est chargé, sont sujettes à cette prescription. 393. Le créancier lui-même, lorsqu'il n'est pas signifié. 393. En général, toutes les choses qui pendent sur un héritage sont sujettes à cette prescription. 393. Le créancier, le retrait conventionnel, le droit de réversion. 393. Les servitudes, soit réelles, soit personnelles, y sont de même sujettes. 393, 394. Le possesseur d'une chose forcée acquiesce par la prescription l'affranchissement de la servitude de rachat à laquelle elle était sujette? 394. L'affranchissement d'un homme au service de son maître ou de son maître, n'y est pas sujet. 394. Il en est de même des droits de rachat, lorsque la substitution a été dûment publiée et insérée. *Ib.* V. Substitution fidéicommissaire.

La prescription des rentes, hypothécaires et charges, coëxiste avec le profit des mêmes personnes que la prescription des héritages. 393, 394. La prescription de la prescription ne court pas contre le propriétaire qui a été de l'imprescriptibilité de revendiquer, s'applique au propriétaire des rentes, hypothécaires et charges. 394. S'il y a plusieurs rentes, quoique la prescription ne courre pas contre l'un des créanciers, elle ne l'ait pas contre tous les autres. 395. S'il n'y a qu'une rente, mais due à plusieurs créanciers, elle peut se prescrire contre les uns et non contre les autres. *Ib.* Si le droit est indivisible, la prescription ne peut s'accomplir que contre tous ceux ensemble qui y ont droit. *Ib.* La possession qui fait prescrire les rentes, hypothécaires, et autres droits réels, doit être une possession civile, qui procède d'une juste titre, et qui soit de bonne foi. 395, 396. Il faut que le possesseur croie de bonne foi être le



à cette prescription, v, 468. V. *Prescriptions trentennaires*. *Prescription de dix et vingt ans*

Le débiteur hypothécaire, c'est-à-dire celui qui est obligé par acte notarié, ne peut opposer que la prescription de quarante ans, s, 220 vis, 268. Raisons de différence entre la prescription de trente ans, dans ce cas, et celle de quarante ans, s, 220 vis, 268. Comment cette prescription de quarante ans a-t-elle été introduite? *Id.* Comment la prescription doit-elle être comptée, lorsque le débiteur hypothécaire, qui l'a fait rompre, a vendu son immeuble à un tiers, qui la continue, s, 220. La prescription de quarante ans n'est exigée que pour les hypothèques résultant d'actes notariés; les hypothèques judiciaires et légales sont assujéties à la prescription ordinaire, 230, 231. Il en est de même des autres droits réels, 231. V. *Prescriptions trentennaires*.

*Prescription de quarante ans*, qui a lieu dans la Coutume du vicomté de Soles, v, 425. Elle est de même nature que celle de trente ans, *Id.*

*Prescription trentenaire*. Faut-il recevoir résolvant du laps de temps auquel la loi a borné la durée de l'action qui naît de la créance, r, 211, 212 vis, 264. Elle a pour motif le préjudice du paiement ou de l'usage de la dette, et la peine de la négligence du créancier, s, 212 vis, 264.

Quels droits sont assujétis à cette prescription, vis, 264, 265.

Cette prescription ne commence à courir que du jour que le créancier a pu intenter sa demande, r, 212, 213 vis, 265. Alors elle ne court pas tant que l'action n'est pas née, s, 213 vis, 265. Si la dette est payable en plusieurs termes, la prescription ne court contre chaque portion de cette dette qu'à l'échéance de chaque terme, *Id.* Elle ne court pas, pendant la durée du mariage, contre les créances qu'a la femme contre son mari, ou contre ses biens qui sont saisis comme lui, r, 213 vis, 265. Elle ne court par contre les mineurs, s, 213 vis, 265. Si le créancier laisse des héritiers majeurs et mineurs, elle court contre les premiers pour leur part, et le reste du droit est divisible, sinon elle ne court pas, s, 213 vis, 266. Court-elle contre les incapables? s, 213. Elle court contre les mineurs, 213, 214. Contre les successions vacantes, s, 214 vis, 266. Contre les fermiers du roi, et non contre lui, *Id.* Il fait quarante ans pour prouver contre l'Église, 214. V. *Prescriptions de garantir sur*. Lorsqu'un particulier a acquis une créance de l'Église, ou vice versa, le laps de la prescription ne doit être augmenté ou réduit que pour l'avoir, propor-

tionnellement à ce qui ru a déjà couru, *Id.*

L'effet de la prescription est de faire déclarer le créancier, contre lequel elle est accomplie, non-recevable, 215. Le créancier ne peut pas même alors différer le serment ou débiter sur le paiement, *Id.* La prescription commencée n'est accomplie si l'acte rend les héritiers ou co-accusés du créancier, et peut leur être opposée, *Id.* En est-il de même à l'égard d'un subrogé? 215. La prescription peut avoir effet, même, dans le cas d'interdiction, lorsqu'elle est opposée par les héritiers du débiteur, 215.

Le laps de la prescription s'interrompt par la reconnaissance que fait le débiteur de la dette, s, 215 vis, 266. Peut-il importer que l'acte reconnaissive soit fait devant notaire ou sous signature privée, quand il ne regarde pas les tiers, s, 215, 216 vis, 266. Si l'on regarde, il faut qu'il ait acquis une date certaine avant l'accomplissement du laps de la prescription, *Id.* La reconnaissance verbale de la dette qui accorde rente à un tiers n'est pas suffisante, *Id.* V. *Preuve testimoniale*. Le créancier peut cependant déférer le serment au débiteur, sur le fait de la reconnaissance, *Id.* Le paiement des arrérages d'une rente est une reconnaissance de celle-ci, r, 216 vis, 462. Comment se prouve le paiement de ces arrérages? *Id.* La prescription s'interrompt encore par une interruption judiciaire faite au débiteur, s, 215 vis, 267. L'interruption se fait, selon le cas, par un commandement ou par une assignation, *Id.* Un ajournement devant un juge interrompait-il la prescription? *Id.*

La reconnaissance de l'un des débiteurs solidaires, ou l'interruption faite à l'un d'eux, interrompait la prescription à l'égard de tous, s, 217 vis, 267. V. *Obligation solidaire*. Il n'en est pas de même à l'égard de plusieurs héritiers du même débiteur, *Id.* La prescription n'est interrompue que pour la part de celui qui a reconnu la dette, ou qui a été interpellé, *Id.* Quand même il s'agit d'une dette hypothécaire, dont chacun des héritiers serait tenu pour le tout, *Id.* Différence entre les débiteurs de biens hypothéqués à une créance, et les débiteurs solidaires, s, 217. Si la dette est d'une chose indivisible, l'interruption à l'égard de l'un interrompait à l'égard de tous, s, 217 vis, 267. Effet de l'interruption faite à tous ou à l'un des héritiers de l'un des débiteurs solidaires, s, 217, 218. L'interruption judiciaire faite au débiteur principal, ou la reconnaissance de la dette par lui faite, interrompait-elle la prescription contre ses cautions? 218, 219.

Le prescription, lorsqu'elle est accomplie, peut être opposée par la reconnaissance de la dette faite

par le débiteur. s, 219. vis, 267. Différence entre la reconnaissance de la dette faite avant l'accomplissement de la prescription, à l'effet de l'interrompre, et celle qui est faite après le temps accompli. s, 219. vis, 267. Celui qui peut même pour partie seulement, après le temps accompli de la prescription, est censé y reconvenir, et ne peut être admis à la répétition. s, 219. La condamnation du débiteur, passée en force de chose jugée, rouvre aussi la prescription. s, 219. vis, 267. V. *Prescription de quarante ans*.

V. *Rente foncière. Restant lignager. Renonciation des donateurs*.

**PRESCRIPTION TRENTAIRE.** Admis dans certaines Coutumes pour faire acquiescer la propriété des immeubles et l'affranchissement des rentes, hypothèques et autres charges. s, 338. vis, 260. Elle est aussi admise par les Coutumes qui ont adopté celle de dix et vingt ans, en faveur des possesseurs qui ne rapportent point le titre de leur possession. *Id.*

Toutes les choses susceptibles de la prescription de dix ou vingt ans, le sont ordinairement de trente ans. v, 338. vis, 261. V. *Prescription de dix ou vingt ans*. Excepté les droits de servitude, qui ne sont prescriptibles par trente ans, avec ou sans titre, que dans les Coutumes qui ont rejeté la prescription de dix ou vingt ans. v, 339. La Coutume de Berry soumet à cette prescription les biens d'église et des mineurs. *Id.*

Tout ce qui a été dit sur les personnes en faveur desquelles rous la prescription de dix ou vingt ans, s'applique à celle-ci. v, 339. vis, 261, 262. Le seigneur peut acquiescer par la prescription de trente ans sans titre, l'héritier qui relève de lui en fief; et le vassal peut de même, sans titre, acquiescer une emphytéose par cette prescription. v, 339.

Tout ce qui a été dit de ceux contre qui la prescription de dix ou vingt ans ne coule pas, s'applique à la prescription de trente ans. v, 400. vis, 261, 262.

Il est indifférent, pour le temps de cette prescription, qu'elle coure entre absens ou présens. v, 400. Elle est accomplie au commencement du dernier jour de la treizième année. *Id.* Elle diffère de celle de la prescription rée de se libérer. *Id.* Le possesseur peut jouir de sa possession en titre de son prédécesseur. 400. La différéence, pour celle même, qui existe entre les successions universelles et les successions à titre particulier, dans la prescription de dix ou vingt ans, est la même pour celle de trente ans. *Id.*

Pour la prescription de trente ans, le pos-

seigneur n'a pas besoin de produire de titre. v, 400. vis, 262. Mais s'il ne produit, il faut que ce soit un juste titre. v, 400. vis, 262.

La possession de trente ans fait présumer la bonne foi. v, 401. vis, 262.

Les autres qualités de la prescription de trente ans, et tout ce qui est relatif à la possession publique et non interrompue, et à l'union de la possession des antécédents, avec celle de leur auteur, sont les mêmes que dans la prescription de dix ou vingt ans. v, 401. vis, 263.

C'est au possesseur qui oppose la prescription de trente ans, à en faire la preuve. v, 401. Cette preuve peut être établie soit ultimement. 401.

L'effet de cette prescription est de faire acquiescer le demandeur de l'héritage ou autre droit immobilier par la possession pendant trente ans. 401. Elle fait aussi acquiescer l'affranchissement des rentes, hypothèques et autres droits dont l'héritage est chargé. 402. La prescription à l'effet de libérer, a le même effet. *Id.* Mais elle laisse subsister l'obligation ultérieure de payer la rente, quand le possesseur en a eu connaissance avant l'expiration du temps de la prescription. 402. Différence entre ces deux prescriptions pour leur accomplissement par l'expiration du dernier jour. *Id.* Cette prescription ne peut faire acquiescer la prescription des droits dont l'héritage est chargé, lorsque ces droits sont imprescriptibles. *Id.* Les droits seigneuriaux sont imprescriptibles pour le fonds, mais prescriptibles pour leur qualité. 403. Le rous se prescrit pour la qualité, lorsque les prestations ont été uniformes pendant trente ans. 403, 404. V. *Prescription de dix et vingt ans et autres prescriptions. Servitude. Usu-fruit*.

Beaucoup de points ont été analysés au mot *PRESCRIPTION* au titre de l'ART. 400, et nous ne pouvons en dire que ce qui est resté. Pour s'en convaincre, voir les notes.

**PRESCRIPTION DE SEPT ANS.** Dans la Coutume de Bayonne elle frappe acquiescer la propriété de l'immeuble possédé pendant sept ans, et l'affranchissement des droits réels dont il était chargé. v, 423. Elle peut être la même que la prescription de dix et vingt ans. 424. Ce que la Coutume exige pour qu'elle ait lieu. 424. V. *Prescription de dix et vingt ans. Prescription trentenaire*.

**PRESCRIPTION DE TROIS ANS.** Des meubles. v, 406. Elle a lieu en pays de droit écrit, et dans quelques Coutumes. *Id.* Coutumes auxquelles elle a lieu. v, 406, 407. Est-elle admise dans les Coutumes qui ne s'en sont pas expliquées? v, 407. vis, 260. Raison pour l'admettre dans

le Coutume d'Orléans. *Id.* Elles ne militent pas pour le Coutume de Paris; c'est une question problématique de savoir si elle y est admise. v, 407. Lorsqu'elle a lieu, les biens des mineurs et de l'église ne doivent-ils être exceptés? 407. Les choses futures y sont-elles sujettes? Il faut que le possesseur justifie d'un juste titre d'où sa possession procède et qu'elle soit de bonne foi. 408. V. en outre, *Prescription de dix et vingt ans, et les autres prescriptions.*

**Préservatoire.** Formalité à laquelle on soumet le défendeur, et qui consiste à se présenter au greffe dans un délai qui change selon les juridictions. vi, 8. V. *Défendeur.*

**Présumption.** Jugement que le juge fait sur la base de la certitude d'une chose, par une conséquence tirée d'une autre chose. i, 252. Les présomptions se fondent sur ce qui est communément et ordinairement. ii, 252. *Id.* 383.

**Étymologie du mot présomption.** i, 252. En quoi elle diffère de la preuve positive. 253. Présomptions de droit, établies par la loi. *Id.* Elles se divisent en présomptions *juris et de jure*, et en présomptions *juris.* *Id.* Les premiers excluent toute preuve qu'on voudrait faire du contraire. 253. Elles ont, en outre, quelque chose de plus que la preuve littérale, orale, et que la confession. *Id.* V. *Chose jugée. Serment décisoire.* Les présomptions *juris*, font preuve, mais excluent la preuve contraire. 253. Plusieurs exemples de présomptions de droit. 253, 254. Les présomptions, qui ne sont pas établies par la loi, lorsqu'elles sont assez fortes, peuvent quelquefois faire preuve. 254, 255. Application de ce principe au procureur dévoué, qui a entre ses mains les papiers de celui que le défendeur. 255. Les autres présomptions ne font pas preuve par elles-mêmes, et ont besoin qu'à la compléter. *Id.* La réunion de plusieurs présomptions peut cependant équilibrer à une preuve. 255.

**Présomptions de vie et de mort.** iv, 450. La présomption de vie de celui qui n'est pas décédé. *Id.* V. *Absent. Succession.*

**Présomptions d'innocence.** Font-elles partie de la preuve. iv, 39.

**Présomptions.** Sont-elles meubles? vii, 8.

**Présomptions réciproques.** Elles doivent se faire raison le rendant et l'arbitraire, pour le cas du révoqué, de la réaction et de la résolution de la chose. ii, 374, 377, 381, 388, 391. V. en outre, *Présomptions qui doivent se faire mutuellement le révoqué et l'arbitraire qui a posé de l'indépendance au révoqué.* V. *Acquéreur (retrait lign.). Retrait lign.* *Présomptions qui se font, par le partage, les volontés et les conventions.* V. les mots *Partage, Société.* *Présomptions qui se*

doivent les possesseurs dans le cas de la drame ou prison d'habitation. v, 306, 314. V. *Pétition d'hérédité.*

**Prêt ou consommation.** Contrat par lequel l'un des contractants donne et l'autre reçoit la propriété d'une somme d'argent ou d'une certaine quantité de choses, qui se consomment par l'usage, à l'autre contractant, qui s'oblige de lui en rendre autant. iii, 27.

Quelles sont les choses qui sont de l'essence du prêt de consommation. 27, 28. Il faut qu'il y ait une chose qui soit la matière du contrat, et qui soit prêtée pour être consommée. 28. Il faut que le prêteur fasse à l'emprunteur la tradition de la chose prêtée. *Id.* A partir de ce moment on est déjà par-dessus l'emprunteur. *Id.* Il faut que la propriété de la chose prêtée soit transférée à l'emprunteur. 28, 29. C'est le caractère distinctif du prêt de consommation. 29. Lorsque la propriété n'a pas été transférée, la consommation de la chose, faite par l'emprunteur, supplée à ce qui manquait à la validité du contrat. *Id.* Peut-on qu'il ait été de bonne foi. *Id.* Sinon, il rat tenu de la représentation de la chose ou de sa valeur. *Id.* Opinion de ceux, et entre autres de Soumieu, qui pensent qu'il n'y a rien de tel que la consommation de la chose dans le contrat de prêt de consommation. 29, 30, 31. Celui qui reçoit la chose prêtée, s'oblige, ou la rendre, ou la rendre autant. 31. Si l'emprunteur ne s'obligeait pas à rendre, ce ne serait plus un véritable contrat de consommation. 31. Lorsque le prêt est d'une certaine quantité de choses fongibles, la variation du prix de ces choses n'est pas considérée lors de la restitution. 31, 32. Le remboursement des parties doit intervenir sur tout ce qui forme la substance du contrat de prêt de consommation. 32, 33.

Le contrat de prêt de consommation est du droit des gens. 33. Il est de la classe des contrats de bienfaisance. *Id.* C'est un contrat réel. 34. Il est unilatéral. *Id.* Il ne peut être entre qu'un seul des contractants. *Id.* Il faut que le prêteur soit propriétaire de la chose. *Id.*

Les choses susceptibles de ce contrat, sont celles qui se consomment par l'usage. *Id.* Il y en a deux espèces, celles qui se consomment par une consommation naturelle, et celles qui se consomment par une consommation civile. *Id.* Exemples de la consommation civile. *Id.* Toutes les choses, qui se consomment par l'usage, s'appellent choses fongibles. 34, 35. Elles sont toutes susceptibles de prêt de consommation, qui ne peut s'appliquer à d'autres. 35.

Pour ce prêt de consommation, l'emprunteur

contrat en faveur du prêteur, l'obligation de lui rendre la somme ou la quantité qu'il lui a prêtée. *Id.* Ce contrat naît du produit d'obligation que du côté de l'emprunteur. *Id.* Une prisonne est rasée l'emprunteur, soit que la chose ait été déléguée à elle-même, soit qu'elle l'ait été à un autre par son ordre et pour son compte. *Id.* Le prêteur n'a contre l'emprunteur et ses héritiers, une obligation personnelle. 36. Il n'y a que lui et ses héritiers qui aient le droit de l'attaquer. *Id.* Je n'en mets pas moins le prêteur, lorsqu'en entre à compte d'un tiers une somme que lui appartenait, pourvu qu'il l'ait fait en son nom et pour son compte. *Id.* Cette convention renferme deux contrats de prêt. 36, 37. Je suis le prêteur, quand même le prêt aurait été fait à mon ami, pourvu que je le raisie. *Id.* Si je refuse de ratifier le prêt, la restitution de la somme des deniers qui a été faite à l'emprunteur, n'aura formé aucun contrat de prêt. 37. Celui, qui a prêté l'argent, sans cependant une action contre l'emprunteur pour le faire rendre. *Id.* Lorsqu'un tiers a prêté en son nom, sans son consentement, une somme ou des choses fongibles n'appartenant, qu'il avait entre ses mains, le prêt n'est pas valable. *Id.* S'il le devient par la consommation de bonne foi de l'emprunteur, celui-ci contracte l'obligation de rendre la chose envers celui qui la lui a prêtée en son nom, quoique ce lui appartenait pas. 38. Je n'ai d'autre voie que de saisir-arreter en l'un des mains de l'emprunteur, la somme qu'il doit rendre au prêteur, afin de le faire rendre à me la remettre. *Id.* Le prêteur a contre l'emprunteur l'action ex actione pour se faire rendre une somme d'argent payable à celle qu'il a prêtée. *Id.* L'argent prêté doit être rendu sur le pied qu'il vaut au temps du paiement, et non sur celui qu'il valait au temps du contrat. *Id.* C'est la valeur de la monnaie, et non les pièces qui font la matière du prêt. 39. Peut-on prêter, non une certaine somme, mais une certaine quantité d'œufs, à la charge que l'emprunteur en rendra un pareil nombre, de même poids et aloi, soit qu'ils fussent augmentés ou diminués? *Id.* Le prêteur a le droit de demander les intérêts de la somme prêtée, du jour de la demeure du débiteur. *Id.* V. Demande. Le prêteur a également l'action ex actione pour se faire rendre les choses fongibles qu'il a prêtées. *Id.* Il ne suffit pas de rendre la même quantité; il faut que la chose rendue soit de la même qualité que celle prêtée. *Id.* A défaut par l'emprunteur de pourvoir à rendre la chose prêtee en pareille quantité et bonté, il lui doit l'estimation, en égard au prix qu'elle valait dans le temps et le lieu indiqués pour le paiement par le contrat. *Id.*

Si le temps et le lieu ne sont pas portés par le contrat, l'estimation se fait en égard au temps de la demande, ou de la condamnation, si l'emprunteur a été en demeure de rendre la chose. 40.

A qui la chose prêtée doit-elle être rendue? *Id.* La somme d'argent prêtée, lorsque les parties en sont pas rasées sur le lieu, doit être rendue au domicile du prêteur. *Id.* Le prêteur peut stipuler que la somme qu'il prête lui sera rendue à son domicile. 46. Mais les parties ne peuvent convenir que l'emprunteur ferait à ses frais la remise de la somme dans un lieu différent de celui où elle a été prêtée. *Id.* Le droit d'une quantité de choses fongibles, lorsqu'elle naît d'un prêt, doit être payable au lieu où s'est fait le prêt. 40, 41. Lorsque le contrat contient en certains termes, l'emprunteur a une exception contre la demande du prêteur formée avant sa terme. 41. Quand même il n'y aurait pas de terme, le prêteur ne serait pas reçu à demander la restitution de la somme aussitôt ou même peu de temps après le prêt. *Id.* L'emprunteur a une exception pour se défendre de rendre ce qu'il doit, lorsqu'on ordonne au prêteur a fait une saisie-arrest contre ses mains. *Id.* L'emprunteur n'est pas déchargé de l'obligation de rendre la chose, quoiqu'elle soit perdue entre ses mains aussitôt après le prêt. *Id.*

Le prêteur ne contracte aucune obligation envers l'emprunteur, excepté celles qui découlent de la bonne foi. 41, 42. La somme d'argent ou la quantité de choses fongibles que l'emprunteur a reçus, s'appelle son principal. 42. Tout ce que le prêteur exige de plus que le sort principal, s'appelle intérêts, ou usure. *Id.* V. Dépôt. Intérêts. Prêt à la grosse. Prêt à usage. Usure.

PRÊT A LA GROSSE. Explication de ce qu'est le contrat de prêt à la grosse. art. 283. Il en est traité au Digeste et au code, sous le nom de *mutuum fenore*. *Id.* Ce contrat n'est point usuraire. *Id.* Le prêt maritime est le prêt des risques dont est chargé le prêteur. *Id.* Le prêt à la grosse est un contrat réel, mutuel, intéressé de part et d'autre, et aléatoire. 283, 284. En quoi il ressemble au contrat d'assurance, et en quoi il en diffère. 284. V. Assurance.

Ce qui est de l'essence du prêt à la grosse. 284. Il faut une somme d'argent que l'un des contractans prête à l'autre, aux conditions stipulées dans ce contrat. 285. Il faut une ou plusieurs choses affectées, en cas d'événement arrivé à la restitution de la somme prêtée, et dont les risques sont supportés par le prêteur. *Id.* Quelles sont ces choses. *Id.* On ne peut emprunter à la grosse sur le volage ou sur les

merchandises, au-delà de leur valeur. *Ibid.* Distinction entre le cas où l'emprunt a été fait au-delà de la valeur, et celui où l'emprunt a été fait au-delà de la valeur, et celui où l'emprunt a été fait au-delà de la valeur. *Ibid.* Si l'y a pas de fraude, le contrat subsiste jusqu'à concurrence de la valeur des effets en lesquels le prêt est fait. *Ibid.* Si l'y a fraude, le contrat est entièrement nul. *Ibid.* On ne peut emprunter à la grosse sur le fait à faire de raisins, ou sur le profit espéré des marchandises. 286. Conditions sous lesquelles les matelots peuvent emprunter à la grosse sur leurs loyers. *Ibid.*

Il est de l'essence du prêt à la grosse qu'il y ait des risques maritimes auxquels soient exposés les biens sur lesquels le prêt est fait. 287. Les risques sont tous les cas fortuits qui peuvent occasionner la perte de ces choses. *Ibid.* Les prêteurs à la grosse ne sont chargés même des accidents de force majeure, que lorsqu'ils surviennent dans le temps et dans les lieux des risques. *Ibid.* V. Assurance.

Le prêt maritime est de l'essence du contrat de prêt à la grosse. 288. En quoi il consiste. *Ibid.* On peut stipuler qu'il augmentera après tant de temps, ou en cas de suspension de guerre. *Ibid.* Le consentement des parties doit intervenir sur tout ce qui constitue le prêt à la grosse. 289. Le contrat est nul, si le prêteur n'était pas propriétaire des deniers qu'il a prêtés. 290. V. Prêt de consommation. La preuve par témoins du contrat à la grosse n'est pas requise. 291. Le serment peut être décliné par le prêteur à l'emprunteur. 292. V. Serment. Ce que doit contenir l'acte du prêt à la grosse, et comment il doit s'insinuer. 293.

L'emprunteur s'oblige à restituer la somme prêtée avec le profit maritime, pour le cas où la perte des effets n'a pas eu lieu. 294. Quand cette condition n'est pas faite. 295, 296. Qu'il, si le prêteur n'a connu aucune avarie, par conséquent le voyage a été accompli. 297. Cas où les risques ont commencé, mais où le voyage a été achevé. 298, 299. Cas où les effets n'ont été qu'endommagés. 300. De quelle manière on leu le prêteur à la grosse, et que peut-on stipuler à cet égard? 301. 302. V. Avarie. Si une partie seulement des effets péri, le contrat est résolu à la valeur des effets perdus. 303. L'emprunteur, dit-il, n'a rien, le profit maritime, à proportion du montant de la valeur des effets perdus? *Ibid.* Si le prêt à la grosse a été fait sur un chargement qui n'était que la somme prêtée, le contrat, en cas d'avarie, doit-il être résolu à la valeur du total des effets perdus ou à celle d'une portion seulement d'effets perdus, qui fut au même selon qu'il s'agit de la somme prêtée ou de la valeur du chargement? 304 et suite. Action

personnelle du prêteur contre l'emprunteur. 305. En quoi elle consiste? *Ibid.* Elle est privilégiée. *Ibid.* Préférence entre les privilèges des différents prêteurs à la grosse. 306, 307. V. Privilège.

V. Assurance. Avarie. Charte-partie. Intérêts composés.

Prêt à usage. Contrat par lequel un des contractants donne gratuitement à l'autre une chose pour s'en servir à un certain usage; et celui qui la reçoit s'oblige de la lui rendre après qu'il en aura servi. 1, 2. Il est de son essence qu'il y ait une chose prêtée, et un usage pour lequel elle est prêtée. 3. L'usage doit être accordé gratuitement. *Ibid.* L'emprunteur s'oblige de rendre la même chose au échéance, qui lui est prêtée, après qu'il s'en sera servi. *Ibid.* Il ne doit s'en servir que pour l'usage pour lequel elle lui est prêtée. *Ibid.* Le rachatement des parties doit intervenir sur l'usage et sur la chose. *Ibid.* Le prêt à usage est de la classe des contrats de bienfaisance et des contrats réels. *Ibid.* C'est un contrat synallagmatique. 3. C'est un contrat du droit des gens. *Ibid.* Rapport du prêt à usage avec la donation. *Ibid.* Ses rapports avec le prêt de consommation. *Ibid.* Ses rapports avec le louage et le prêt. 3, 4. Le contrat de prêt peut intervenir entre toutes les personnes capables de contracter. 4. Toutes les choses qui sont dans le commerce, et qui ne se rachatent pas par l'usage, peuvent être l'objet du prêt à usage. *Ibid.* Même les choses consacrées à Dieu, pourvu qu'elles soient prêtées pour des usages religieux. *Ibid.* Les écrits ne peuvent pas servir, les manuscrits, ne peuvent faire la matière du prêt à usage. 4, 5. Les choses qui se consomment par l'usage ne peuvent en être l'objet, si ce n'est lorsqu'elles sont prêtées pour la mesure. 5. On peut prêter la chose d'autrui. 5. V. Chose d'autrui. Mais on ne peut prêter à quelqu'un sa propre chose. *Ibid.* A moins que ce ne soit celui qui a le droit d'en jouir, ou qui la possède, qu'on la prête. *Ibid.*

L'emprunteur n'a qu'un droit personnel contre le prêteur, pour qu'il le laisse se servir de la chose prêtée. 5, 6. Ce droit de l'emprunteur se borne à l'usage pour lequel la chose lui a été prêtée. 6. En un accord de la chose prêtée à un autre usage, l'emprunteur restitue un vel. *Ibid.* V. Vol. L'emprunteur annule l'obligation de rendre la chose prêtée, si de la consommer. *Ibid.* Il n'est obligé de la rendre qu'après le temps porté par le contrat. *Ibid.* Si le contrat n'a porté pas, après celui nécessaire pour l'usage pour lequel elle a été prêtée. *Ibid.* Le prêteur ne peut en demander plus tôt la restitution. *Ibid.* Quand même il aurait besoin de la chose prêtée. *Ibid.* A moins que ce ne fût pour un besoin pres-

rent et imprévu. 6. 7. Dans ce cas même, il doit accepter une chose semblable à la même, jusqu'à ce qu'elle puisse lui être rendue sans préjudice pour l'emprunteur. 7. Le prêteur peut encore demander la restitution de la chose avant le temps, lorsque l'usage, pour lequel il la prêtée, est antérieurement achevé. 7.

Il le peut encore, lorsque celui, à qui il l'aurait prêtée pour un usage personnel, est mort avant l'expiration du temps. 7. Il en est autrement, si l'usage n'était pas personnel à l'emprunteur. *Ibid.* Si cependant l'emprunteur avait encore besoin de la chose pendant quelques jours après le temps, le prêteur devrait lui la laisser. 8. La chose prêtée doit être rendue au prêteur. *Ibid.* Elle est censée lui être rendue, lorsqu'elle l'est à celui qui avait pouvoir de lui de la recevoir. 16. Ou à quelqu'un qui a qualité pour la recevoir pour lui. *Ibid.* Elle ne doit plus être rendue au prêteur, lorsque, depuis le prêt, il a perdu la vie civile ou changé d'état. *Ibid.* L'emprunteur ne doit pas rendre la chose au prêteur de son fou, quand même il ne serait pas encore interdit. 9. L'emprunteur peut provoquer la nomination d'un curateur à qui il puisse se décharger valablement. *Ibid.* Lorsque le prêteur était au minor et que la chose prêtée fut à son usage, l'emprunteur peut valablement la lui rendre. *Ibid.* Si la chose n'était pas à son usage, elle ne peut être valablement rendue qu'à son tuteur. *Ibid.* La chose prêtée doit être rendue au lieu raptim par la convention. 14. Si aucun lieu n'a été exprimé, c'est au domicile du prêteur. *Ibid.* Si, depuis le prêt, le prêteur avait transporté son domicile dans un lieu éloigné, l'emprunteur n'est pas tenu de lui rendre là la chose. *Ibid.* La chose prêtée doit être rendue en l'état auquel elle se trouve. 15. L'emprunteur n'est tenu que de dérélictions ou pertes par son fait. 16. Il n'est pas tenu de celles qui seraient au effet légitime de l'usage pour lequel elle a été prêtée. 10. V. *Détérioration*. L'emprunteur n'est pas tenu de la restitution de la chose prêtée, lorsqu'elle a péri entre ses mains par accident de force majeure. *Ibid.* Il en est déchargé, lorsqu'il l'a rendue à celui qui lui avait été remis de la part du prêteur, quoiqu'elle ne lui soit pas parvenue. *Ibid.* L'emprunteur n'est pas tenu de rendre la chose inexistante, lorsqu'il n'aurait pas à sa grande décharge. 16. Il peut la rendre tout qu'elle est après l'usage, pour sa conservation, si elle est parvenue remboursée par le prêteur. *Ibid.* Mais non pour ce que le prêteur lui doit. 11. Il ne peut, pour se libérer de la rendre, opposer au prêteur qu'elle ne lui appartenait pas. 11. Ni se prévaloir d'avoir du lui d'un

prescription de temps qui le lui aurait été acquies. 11.

L'emprunteur doit apporter tout le soin possible à la conservation de la chose prêtée. *Ibid.* V. *Faute*. Si rien n'a été dit que la chose a été prêtée n'est pas rapable de se voir très exact, devant le créancier de la chose. *Ibid.* L'emprunteur n'est pas tenu du soin très exact, lorsqu'il y a convention contraire. 12. Il n'en est pas tenu non plus, lorsque l'usage de la chose prêtée se concerne pas l'intérêt seul de l'emprunteur, mais aussi celui du prêteur. 12. Il en est tenu dans tous les autres cas, quand même le prêteur aurait prêté la chose avant d'en être prêt. 12. Il est tenu du simple val de la chose arrivée par défaut de précaution. 12. L'emprunteur est tenu aussi d'apporter toutes les autres choses qui accompagnent la chose prêtée. 13. Celui, à qui la chose a été prêtée, est tenu d'indemniser le prêteur de la perte ou détérioration causée par un accident arrivé sans aucune faute de sa part, lorsque la chose prêtée, sans le prêt n'aurait pas été exposée à l'accident. 13, 14. L'emprunteur n'est déchargé des accidents de force majeure, que lorsqu'il n'a pu empêcher les choses qui lui ont été prêtées. 14. Cela a lieu surtout dans le cas d'incendie, où l'emprunteur aurait causé sa chose par ses propres, de préférence à celles prêtées. *Ibid.* Surtout si les choses prêtées étaient plus précieuses que les autres qu'il a causées. *Ibid.* Quand, si les choses de l'emprunteur qu'il avait causées étaient plus précieuses que celles prêtées qu'il a causées par ses. 15. L'emprunteur est tenu de la perte ou détérioration de la chose prêtée, lorsque celle-ci par un accident de force majeure, lorsqu'il n'a, par sa faute, armé l'accident. 15. Il n'en est même, lorsque l'emprunteur a emprunté la chose pour ne pas exposer la chose, en dissimulant qu'il en avait une. 15. Il n'en est tenu, lorsque l'accident n'est arrivé que depuis qu'il était en demeure de rendre la chose prêtée. V. *Demeure*. Il en est tenu aussi, lorsqu'il s'y est volontairement soumis, et que la chose a été faite expressément à cet effet. *Ibid.* Lorsqu'une chose est prêtée sans l'estimation d'un certain homme, l'emprunteur n'a-t-il pas été tenu chargé du risque de l'accident de force majeure. 16, 17. V. *Estimation*.

Le prêteur a une action directe contre l'emprunteur et ses héritiers pour se faire rendre la chose prêtée. 18. Lorsqu'il a prêté à deux ou plusieurs personnes, peut-il intenter cette action contre chacune d'elles. 18. Cette action est divisible contre les héritiers de l'emprunteur. 16. V. *Obligation dividuelle ou indivisible*. Ces choses chaque héritier en est tenu pour le tout. *Ibid.*



Cette action est purement personnelle *Id.* L'objet principal de cette action est la restitution de la chose prêtée 18, 19. L'emprunteur peut être condamné à des dommages-intérêts, lorsque la chose prêtée est soustraite, dérobée par sa faute 18. Le prêteur peut-il demander le prix d'usage de la chose détournée, en offrant de l'indemniser à l'emprunteur ou seulement la somme dont on estime qu'il lui est dépecé? *Id.* Si le prêteur a reçu la chose sous seing privé, et si elle est encore recouvrable à l'expiration de l'emprunteur par l'indemnité offerte? *Id.* L'emprunteur peut être condamné à des dommages-intérêts pour le retard apporté par lui à la restitution de la chose 19. Il est tenu de la restitution des fruits produits par la chose prêtée et de tous autres arrérages 20. Le prêteur est obligé de s'appuyer sur le trouble à l'usage de la chose prêtée 20. De là, une exception pour l'emprunteur contre le prêteur qui demanderait la restitution de la chose, avant l'expiration du temps pour lequel elle a été prêtée 20. Il a même une action contre le prêteur et ses héritiers, lorsqu'ils le troublent dans son usage. *Id.* Elle n'a lieu que lorsque le trouble vient de la part du prêteur ou de ses héritiers 21. Le prêteur n'est pas garant du trouble apporté par les tiers et, en cela, le prêt a usage diffère du louage. *Id.* Prêteur, toutefois, quo le prêt ait été fait de bonne foi 21. Le prêteur est tenu en outre de rembourser l'emprunteur des impositions extraordinaires qu'il a faites pour la conservation de la chose prêtée 21. L'emprunteur a un privilège sur la chose prêtée pour ses impositions 22. V. *Privilège*. Il a aussi, pour s'en faire rembourser, l'action condictioe immédiate contre le prêteur. *Id.* Celui-ci ne peut, pour s'en décharger, s'abandonner la chose. *Id.* Le prêteur doit donner avis à l'emprunteur des défauts de la chose qu'il lui prête, qui ont à sa connaissance. *Id.* Le prêteur ne peut avoir la chose et la chose et son prix. *Id.* V. *Préaire*, *Prêt de consommation*. On peut prêter une chose à quelqu'un pour qu'il la vende et l'achète ou l'échange 23. Ces espèces de prêt ont tout pas de réelles prêtées à usage, quoiqu'il y ait quelque chose de commun avec lui 23. Elles produisent des obligations semblables à celles qui naissent du prêt à usage 24. Quant au prêt de la chose, celui à qui elle est donnée pour le voir et l'emprunter ou l'échanger, il faut appliquer la règle ordinaire relative aux fautes 24, 25. Il faut distinguer si c'est dans l'intérêt des deux contractants, ou seulement d'un seul, que la chose est donnée 25. V. *Faute*, *Louage par échange*, *Prêt testimonial*.

**PRÊT TACITE.** N'est pas permis, 1, 293. V. *Usure*, *Change*, *Prêt*.

**PRÉLATION.** Sous le droit romain, la prélation des enfans du testateur entraînait le nullité de tout le testament, à moins qu'il ne renfermât la clause codicillaire, 17, 528, 529.

**PRÊT AX.** Ne peut se varier, 11, 348 et suiv.

**P. Emprêtement de mariage.**

**PAYER.** Des obligations et de leur paiement. Il y a deux espèces de preuves, la littérale et la testimoniale 225. Les confessions, les présomptions et serment, honorer tous les deux preuves. *Id.* V. *Amour*, *Confession*, *Copie de titre*, *Écriture privée*, *Présomption*, *Prêt à la gram.*, *Preuve littérale*, *Preuve testimoniale*, *Quittance*, *Serment*, *Titre authentique*, *Titre rogatoire*.

**PAYER ARRÊTÉS.** Elle résulte des actes ou écritures, 1, 225. Ces actes sont authentiques ou privés; originaux ou copies, primordiaux ou rogatoires. V. *Écritures privées*, *Titre authentique*, *Titre rogatoire*.

**PAYER TESTIMONIAL.** Celle qui se fait par la déposition des témoins 1, 238. Disposition de l'ordonnance de Moulins et de l'ord. de 1667, sur la preuve testimoniale 237. Elles fournissent quatre principes généraux 239. Celui qui a pu se procurer la preuve par écrit n'est pas admis à la preuve testimoniale pour les choses qui rendent cet écrit. *Id.* 1, 239, 24, 31. Ce principe s'applique non seulement aux contractants, mais à toutes les choses susceptibles d'une preuve par écrit. *Id.* Le dépôt volontaire et le prêt à usage sont compris dans la règle générale, 1, 239. V. *Dépôt*, *Prêt à usage*. Il en est de même des marchés faits dans les foires et marchés, à moins qu'ils n'aient lieu de marchand à marchand 239, 240. Devant les juges-consuls, la preuve par témoins est admise même au-delà de cent livres, 1, 240. V. *Consul*. La demande en dommages-intérêts, pour interruption d'une convention verbale, doit être restreinte à cent livres, pourvu qu'on puisse être admis à prouver la convention par témoins, 1, 240. On ne peut être admis à prouver par témoins une convention au-dessus de cent livres, sur une demande en paiement du restant de la dette, quoique ce qui restait ne s'élève pas au-dessus de cent livres. *Id.* Mais on peut être admis à prouver par témoins la promesse de payer ce qui restait, qui n'est pas au-dessus de cent livres 240. La preuve par témoins de plusieurs créances, dont chacune n'excède pas cent livres, mais qui, toutes réunies, l'excèdent, peut-elle être admise? *Id.*

Le prêteur testimonial n'est pas admis contre un écrit, ni contre ce qui y est contenu, 1, 241, 22, 32. La preuve littérale l'emporte sur la testimoniale. *Id.* La partie doit s'empêcher de n'avoir

pas fait exprimer dans l'acte ce qu'elle voudrait alléguer. *Ibid.* Peut-on prouver par témoins ce qui est contenu dans un *requis* non signé d'un partie? *Ibid.* V. *Requis* et la *maior*. Peut-on être admis à la preuve testimoniale du temps et du lieu dans lesquels un mariage a été passé, et quand il a été passé dans l'acte? *I.*, 241. Les témoins, qui ont assisté à l'acte, et les auteurs qui l'ont reçu, ne peuvent être entendus pour expliquer ce qui y est contenu. 241.

On ne peut prouver contre et outre le contenu aux actes, quand même la chose serait au-dessous de cent livres. *I.*, 241. *VI.*, 32. Le paiement d'une dette moindre de cent livres, dont il y a un acte, peut-il être prouvé par témoins? *Ib.* On peut prouver par témoins les faits de dol et de violence. *I.*, 242. *VI.*, 33. La défense de la preuve testimoniale, contre et outre le contenu aux actes, ne s'applique pas aux tiers, qui n'y ont pas été parties. 242. On admet la preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, si l'acte qui l'objet excède cent livres, lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit. *VI.*, 33. V. *Commencement de preuve par écrit*. La preuve de l'état des hommes ne se fait que par les registres, à moins qu'ils ne soient perdus, ou qu'il n'en ait été fait des extraits. 34.

Celui qui n'a pas pu se procurer une preuve littérale, doit être admis à la preuve testimoniale. *II.*, 244. *VI.*, 34. On est toujours admis à prouver par témoins les délits et quasi-délits, la fraude et les ruses qui ont causé d'un quasi-contrat. *I.*, 244. *VI.*, 33. Les dépôts nécessaires, ou des dinars, ruines, tumulte et naufrage, et pour faits de la bière, peuvent être prouvés par témoins. *I.*, 245. V. *Dépôt*. Celui, qui a perdu, par un cas fortuit, la preuve littérale, doit être admis à la preuve testimoniale. *I.*, 245. *VI.*, 38. Il faut, pour cela, que le cas fortuit soit constaté. *I.*, 245.

Comment on fait la preuve par témoins. 245. Le juge rend une sentence interlocutoire qui admet la partie à faire la preuve testimoniale, sauf preuve contraire. 246. V. *Enquête*. Le témoignage d'un serf ou d'un esclave ne peut être admis. 246. S'il s'agit de deux serfs ou de deux esclaves, il faut deux témoins pour chaque serf et pour chaque esclave. 246. Y a-t-il prouve, lorsque chaque témoin dépose sur un fait séparé, justifié de la crédence ou du paiement? *Ib.* Une partie peut faire entendre jusqu'à dix témoins sur un même fait. 246. Le juge n'a aucun égard à la déclaration d'un témoin, faite au la forme, si, si à celle qui est rejetée pour quelque cause de reproche, si, si à celle qui contient quelque chose qui peut

faire suspecter sa sincérité. *Ib.* Le témoin doit dire comment il a eu la connaissance du fait. 247. Le dépositaire des lettres n'a de poids qu'autant qu'elle n'est pas contredite par l'enquête de l'adversaire. 247. Quand la preuve d'une enquête doit prouver sur l'autre. *Ib.* V. *Enquête*, *Requis*, *Témoins*.

V. *Amateur*. *Dépôt*. *Entièrement*. *Prescriptions*. *Prêt à la grosse*.

Prévisions. Droit qu'a le juge royal d'informer et connaître des crimes commis dans son ressort, ainsi que le juge ordinaire, dans la territoire duquel il a été commis, puisse en demander le renvoi. *VI.*, 199.

Prévoir des manœuvres. V. *Cas prédictés*. *Prévoir*. V. *Amateur*.

Prévoir les effets. Seigneurs que la ordonnance de la robe a donnée au débiteur pour la prière de la constitution. *II.*, 201. V. *Prévoir* *constituer*.

Prévoir. V. *Hygiène*. *Prévoir*. *Prévoir* *Amateur*.

Prévoir les effets. Seigneurs que la ordonnance de la robe a donnée au débiteur pour la prière de la constitution. *II.*, 201. V. *Prévoir* *constituer*.

Conditions auxquelles doit se soumettre celui qui arme ou ouvre en course. *Ib.* Il lui faut un certificat de l'amiral. 231. Il ne peut l'obtenir d'un prince étranger, sans une permission du roi. 231. 232. Tous les vaisseaux ennemis, de guerre ou de commerce peuvent être pris légitimement. 232. A moins qu'ils n'aient un passeport, ou un sauf-conduit. *Ib.* Non seulement le vaisseau ennemi, mais toutes les marchandises et effets qui s'y trouvent, sont de bonne prise. 232. Un vaisseau français, pris par l'ennemi, devant sa propriété par vingt-quatre heures de possession, d'après la loi des gens et la loi de la guerre. *Ib.* Si il est repris après les vingt-quatre heures, il est de bonne prise; s'il est repris avant les vingt-quatre heures, il est restitué au propriétaire, à la réserve du tiers qui est donné au navire qui l'a repris. 233, 233.

Questions importantes sur ce point de jurisprudence. 233. Le navire français, pris et pillé par l'ennemi pendant plus de vingt-quatre heures, est restitué à son ancien propriétaire, lorsqu'il est revenu de lui-même, par un fortuit, et sans avoir été repris, dans les ports de France. 233, 234. Différence entre ces cas et celui où il a été repris. *Ib.* Le possesseur d'un navire par un point d'un navire par le domaine ou propriétaire; lorsqu'il est repris sur le port, il lui est rendu. 234. Dispositions contraires des lois de Hollande, inapplicables en

France, malgré l'opinion de Valin. 234. Non seulement les vaisseaux ennemis, mais tous ceux qui sont chargés de marchandises appartenant à l'ennemi, sont de bonne prise. 234, 235. Même les vaisseaux neutres. *Id.* Dérogation à ce principe rigoureux, dans les dernières guerres. 235. Si le propriétaire du navire, ou son préposé, ont ignoré avoir sur leur navire des marchandises appartenant à l'ennemi, leur bonne foi doit-elle empêcher la prise du vaisseau? 235. Les marchandises appartenant à des navires d'une puissance neutre, qui les porte à l'ennemi, pour trafiquer avec lui, ne sont pas sujettes à cette confiscation. 235. Excepté les munitions de guerre et de bouche, lorsqu'une place est assiégée ou bloquée. *Id.* Les vaisseaux des pirates sont de bonne prise comme ceux de l'ennemi. 235, 236. Tout vaisseau combattant sous un autre pavillon que celui de l'État dont il a commis ou ayant commis le fait de piraterie, est traité comme de bonne prise. 236. Il en est de même de ceux dont la qualité on ne trouve ni charte-partie, ni équipement ou factures. 236. Tout vaisseau, qui refuse d'amener ses voiles après la remorque, peut y être contraint par artillerie, et il est de bonne prise. 237. Le capitaine est responsable, sous peine de la vie, de ce qui aurait été pris sur le vaisseau qui a amené ses voiles. 237. Ce qui doit être observé par les capitaines de vaisseaux armés en guerre, lorsqu'ils font une prise; et comment se distribue le produit de la vente de la prise. 237, 238, 239. *V. Charte-partie. Prises de guerre. Rançon.*

**PRIS DE CORPS. V. Délit.**

**PRIS DE PÉTITE. Moyen de se pourvoir contre la personne même du juge, devant le tribunal supérieur, pour la réparation du tort qu'il a causé en sa qualité de juge. vi, 83. Le dol, la fraude, la connivence, et le déni de justice, de la part du juge, donnent lieu à la prise à partie. *Id.* La prise à partie se porte devant les cours où ressortit la juridiction du juge qui est pris à partie. 84. On ne peut prendre à partie, avant d'abord obtenu un arrêt qui en accorde la compétence. 84. Les procureurs du roi ou procureurs, et les évêques, pour le fait de leur official, peuvent être pris à partie. 84. *V. Incompétence. Juge.***

**PRIS DE POSSESSION D'UN BÉNÉFICE. V. Compétence bénéficiaire.**

**PRISÉ. V. Chaptal.**

**PRISONNIERS DE GUERRE. Par le droit romain, et celui des anciens peuples, ils devenaient esclaves. v, 212, 213. Origine du mot latin *præsum*. 263. A Rome, celui qui était pris par l'ennemi, perdait les droits de citoyen. *Id.* Si l'échap-**

pait, il était censé ne les avoir jamais perdus. 263. S'il mourait vu captivité, il était censé mort dans l'intégrité de ses droits. *Id.* Il fallait, pour que les prisonniers de guerre devinssent esclaves, qu'ils eussent été pris dans une guerre intentionnellement déclarée. *Id.* Aujourd'hui, les prisonniers de guerre conservent tous leurs droits. *Id.*

**PRIVÉE, Règles à suivre pour la vidange et le entretien de la privée commun. ii, 456. *V. Cloaque. Mur mitoyen.***

**PRIVILÈGE DE JURISDICTION. En vertu duquel certains parlements ressortissent à une autre juridiction que leur juridiction naturelle. vi, 10. *V. Exception d'attributions. Incompétence.***

**PRIVILÈGE V. Exemption d'impôt. Noblesse.**

**PRIVILÈGE. Motif de préférence d'une créance hypothécaire sur une autre, qu'on estime par la cause de cette créance, et non par sa date, et qui lui donne rang avant les créances hypothécaires. v, 466**

**PRIVILÈGE D'HÔTELIER, sur les meubles qui garnissent l'hôtel où la métraine louée. ii, 347, 349. vi, 112. vii, 452. Il peut s'opposer à la saisie-exécution de ces meubles. *Id.* *V. Saisie-exécution.* Ce privilège a lieu sur les meubles apportés par les locataires, quand même ils ne leur appartiennent pas. ii, 346. vi, 102. vii, 452.**

**Ordre de lequel le prix des meubles d'un débiteur doit être distribué aux créanciers privilégiés. vi, 103 et suiv. La créance des frais de suite, de garde et de vente, paie au premier lieu. *Id.* Les frais funéraires du défunt dont les meubles ont été vendus, viennent ensuite. 163. Les frais de maladie après les frais funéraires. 163. Le créancier, qui a fourni des aliments au prisonnier, a un privilège général. *Id.***

**PRIVILÈGES PARTICULIERS qui s'ont lieu que sur certains effets. *Id.* Le nautil de gage est un privilège sur les effets qui lui ont été donnés en nantissement. *Id.* Les hôteliers et maîtres de pension, sur les effets en leur possession appartenant aux personnes qu'ils ont logées et nourries. *Id.* Les seigneurs d'hôtel, pour leurs loyers, sur les effets de leurs locataires. 105. Les seigneurs de rente fonscienne sur les meubles de l'héritage sujet à la rente, lorsqu'il est occupé par le débiteur de la rente lui-même. 105. Si la même maison est grevée de plusieurs rentes fonsciennes, le plus ancienne est préférée. 106. Le privilège des seigneurs d'hôtel, de métrains et de rente fonscienne, ne dure que tant que les meubles sont dans les lieux. *Id.* Les meubles ont été cotés et à l'inu d'ordre seigneur, ils ont huit jours à l'égard des maisons de ville, et que-**

vante à l'égard des métairies, pour les emirre. *Ib.* Le privilège de celui qui suit les meubles, passe-t-il avec le privilège de celui chez lequel ils se trouvent ? 106. Privilèges des meismonneurs, des métairiers, des alets de labour, des teneuriers et des ralois de vigneron, qui passent avec celui du seigneur de métairie. 106. Privilège de celui qui a fourni la semence, sur les grains qui en sont provenus. *Ib.* Des reitairiers, sur les marchandises qu'ils ont raismées. 106. En général, le privilège des carriers sur les choses qu'ils ont travaillé et façonnées, so dure qu'entent qu'elles restent en leur possession. 107. Privilège du roudon sur la chose rradue. *Ib.* Privilèges des darrainques pour une année de leurs gages. *Ibid.* 107. V. *Sous-accatation*.

Les carriers maçons, coasseurs et autres, ont le privilège sur les loyers et fermes arriées, pour les réparations nécessaires qu'ils ont faites à la maison ou à la métairie. 109, 110. Si le marché est verbal, pour qu'il y ait lieu au privilège, il faut que l'arban ait été intéré dans l'année des ouvrages. 110. Quand n'a-t-on le débiteur rouscendrait qu'ils n'ont pas été payés. *Ib.* Vientement ensuite les vigneron pour le droit d'aigneriaux à cor das, les seigneurs de rente fennore pour les arvergers dus. *Ib.* Le rradue d'un héritage n'a pas de privilège pour le prix, sur les loyers ou fermes. *Ib.* Ces privilèges passent même avec les privilèges genéreur. *Ib.* A son usage, le premier arvéttant est préféré au arrou, le second au troisième, etc. 110. V. *Soir-arrest*.

Rang des privilèges sur les héritages saisis dans lequel ils sont ralloqués. xi, 143. Frais funéraires; privilège de celui qui a conservé la chose; des droits seigneuriaux; des opposans tardifs afin de diestirre au rcharge, rousroyés à l'ordre; du rradue et du rparageant; du roi, lorsque le saisi est comptable, etc. *Ib.* V. *Ordre*.

Privilège de maître de usire sur les marchandises pour le fret; et de l'infirieur sur le corps du carrier, les agès et appartenir, pour l'exécution de la chirre-partie. xii, 190, 198. V. *Chirre-partie*.

V. *Carriageation*. *Leogr des choses*. *Portage des successions*. *Prêt à la guerre*. *Prêt à usage*.

Prix de la vente. Il doit être aréfixe. xi, 289. Il doit être en proportion avec le ralur de la chose. 289. Cependant, il peut être ar-donne de cette ralur. *Ib.* La vente peut même être faite à r'il prix, pourvu que l'arbitrar ne soit pas une personne incapable de recevoir par donation du vendrar. 290. V. *Lédon*. Le prix doit être rertain et déterminé. *Ibid.* Il suffit qu'il

doire le darrain. *Ibid.* Pourvu qu'il ne soit pas laisé au pourcu de l'oue des parties. *Ibid.* V. *Obligatien*. L'estimation peut être faite par on larr. 290. Le prix doit être une somme de deniers. 291. Cependant par la suite l'arbitrar peut dourr entre chose on pairment. *Ib.* Quel est le juste prix ? 342. L'étude du juste prix change avec la nature des choses. *Ib.* Il n'y a pas peur les rchoses rares et précieuses. *Ib.* Dans quels cas l'arbitrar doit les intérêts du prix. 352, 353. Quand l'arbitrar peut ne pas payer le juste prix. 155. Prix d'affection. 343. Il n'est plus arouddé comme tel, lorsque le rradue avait le darrain en état forcé de rendre à un autre. 343. Il peut surpasser le juste prix, lorsque j'aurais intencion de garder la chose. *Ibid.* Pourvu que l'arbitrar donne rouspment le surplus, et qu'il ne soit pas dourre. 343. V. *Ar-ratien de la vente*.

V. *Arbitrar*. *Action roussoire*. *Louage des rhoux*. *Remploi*. *Rents fennore*. *Rutragant*. *Rutration*. *Tradition*.

Procédure civile. Forme dans laquelle on doit intenter les demandes en justice, y défendre, intenter, instruire, juger, se pourvoir contre les jugemens, et les exécuter. vi, i, 52, 68, 83.

Procédure criminelle. Forme dans laquelle on poursuit la réparation tant publique que particulière des crimes, contre ceux qui les ont rousés. vi, 193. V. *Accusatien*. *Crime*. *Plainte*.

Procès aux cadavres. Pour quels crimes ils se font, et comment ils s'instruisent ? xi, 247, 248.

Procès à la mémoire. Pour quels crimes ils se font, et comment ils s'instruisent ? xi, 194, 248. La peine contre la mémoire est de la condamner à être arprimée. *Ib.*

Procès-verbal. ne casence. 416, i, 447.

Procès-verbal des juges. Procès-verbal que dresse le jugr, après s'être transporté sur les lieux, pour rousster le corps d'un défil. vi, 205. Dans quels cas il y a lieu à ces procès-verbaux; comment ils doivent être faits, et qu'ils doivent couter, et où ils doivent être déposés. 205. V. *Information*. *Plainte*.

Procureurs. Sorte de jurissconsultes. Leur episiu sur l'échange. i, 428. V. *Echange*. *Spécification*. *Procuratien*.

Procuratien. V. *Mandat*.

Procuratien générale. Une procuratien générale comprend tout ce qui est relatif à l'administration des biens du mandé. xii, 154. Le procuratien général peut couter d'arbrar. *Ib.* Il ne peut renoncer sans un pouvoir expresse, à la faculté qu'a le propriétaire de donner congé

à son locataire pour habiter lui-même la maison. *ib.*, 370, 371. Il ne peut acheter tout ce qui est nécessaire pour l'exploitation des biens qu'il est chargé de faire valoir. *ib.*, 154. Il fait faire les réparations. *ib.* Il reçoit ce qui est dû au mandant, et en donne quittance. *ib.* Il peut faire des saisies-mobilières sur les débiteurs. 154, 155. Il peut se joindre avec ceux contre lesquels il n'y a pas de titre exécutoire. 155. Il peut de même défendre aux demandes données contre le mandant. *Ibid.* Il peut déférer le serment dévotif au débiteur. *ib.* V. *Serment dévotif*. A-t-il le pouvoir de faire des transactions? 156. Il peut employer les deniers de son administration à payer les créanciers du mandant, ou au rachat des rentes dues par lui. *ib.* Peut-il employer en constitutions de rentes ou achats d'héritages? *ib.* Il ne peut faire d'aliénations des biens du mandant, ni les hypothéquer, qu'autant que l'administration l'exige. 157. Il peut accepter les donations qui sont faites au mandant, mais non les successions qui lui échouent. *ib.* Peut-il recourir à une succession ébrie au mandant? 158. Il ne peut disposer de ses biens par donation. 158, 159. Ni faire gratuitement remise d'un droit qui lui appartient. 159. Certaines remises qui s'achètent pas le pouvoir du procureur *omnium honorum*. 159. Les contrats frauduleux entre lui et les tiers n'obligent pas le mandant. *ib.* V. *Qualité d'adultère Mandant*. Procureur *omnium honorum*.

PROCEURS AU LITRE, procureur de la juridiction, à qui celui qui intente, ou contre lequel on intente une demande en justice, confie le soin de sa demande ou de sa défense. *ib.*, 146. On considère ce contrat comme mandat, quoiqu'il ne soit pas gratuit. 147. Les procureurs reçoivent une rémunération plutôt qu'un salaire. *ib.* Un procureur en titre d'office de la juridiction où l'affaire est portée, peut seul être chargé du mandat *ad litem*. *ib.*, 147, *vs.* 5, 7, 8. Juridictions où le ministère des procureurs n'est pas nécessaire. *ib.*, 7, 8. Comment se contracte le mandat *ad litem*? *ib.*, 147, 148. Devenu de la partie. 148. Comment le procureur justifie de son mandat? *ib.*, 148. V. *Présomption*. Un procureur peut être volontairement dévoué après sa mort. *ib.*, 148.

Les procureurs s'obligent à exécuter le mandat de leurs clients et à des dommages-intérêts en cas d'inexécution. 148. Ils sont tenus de défendre aux demandes lucides formées dans le cours de l'instance. 149. Ils sont responsables des défauts de forme *ss.* 398, 399. *Ibid.* V. *Adjudication par décret*. Ils doivent rendre les pièces de la procédure et répondre des utilités qui s'y trouvent *ss.* 149. Le client est tenu de rembourser au

procureur ses déboursés et ses salaires. 149. Celui-ci a droit de rétenir, jusqu'à son paiement, tous les actes de procédure qui sont son ouvrage. *ib.* De quel jour date l'hypothèque du procureur sur les biens de son client, quand il en a une? *ib.* Distraction de la condamnation aux dépens en faveur du procureur. 150. La partie condamnée aux dépens peut-elle opposer la compensation d'une somme qui lui est due par la partie qui a obtenu gain de cause, au procureur de celle-ci en faveur de qui la distraction a été faite? 150, 151.

La demande des procureurs pour leurs salaires se prescrit par deux ans, à compter du décès de leur partie, ou de leur révocation. *ss.* 434, *vs.* 112, 151. Dans les affaires aux juges, ils ne peuvent les demander au delà du six années, à moins qu'ils n'aient été arrêtés et reconnus. 224. Il résulte contre les procureurs une espèce de prescription de la remise des pièces à leurs parties. *ib.* La demande des parties contre eux pour la restitution des pièces, se prescrit par cinq ans du jour de la fin du procès, et par six, lorsque le procès n'a pas été terminé. 224. V. *Prescription par tirage*. Ces prescriptions sont fondées sur la présomption du paiement.

Le mandat *ad litem* finit comme les autres mandats. *ss.* 152. Après la mort du mandant, le procureur a besoin d'un nouveau pouvoir des héritiers. *ib.* Le partie peut révoquer son procureur. *ib.* V. *Mandat*.

#### V. *Donation entre-vifs. Dépens.*

PROCEURS OMNIUM HONORUM. Celui à qui quelqu'un a donné une procuration générale pour toutes ses affaires. *ss.* 152. Distinction entre les procureurs *omnium honorum simpliciter*, et les procureurs *omnium honorum cum febrat*. 152, 153. Une procuration générale peut, selon circonstances, recevoir plus ou moins d'étendue. 152. V. *Mandat. Procureurs généraux*.

PROFANATION RELIGIEUSE. Quand elle fait perdre la vie civile. *v.* 171. Il faut que les vœux soient solennels. 171. Cinq rhèmes exigés pour la solennité des vœux. 171, 172. On ne peut réclamer contre les vœux solennels après cinq années. 172. L'officier prononce sur les réclamations. *ib.* Dès l'instant de ses vœux, la succession du religieux profès est ouverte. 172. Il perd dès cet instant tous les droits civils. 172. Il peut, dans certains cas, exister sans peine de son péché. *ib.* A qui appartient son pécule après sa mort? 172, 173. Les vœux simples ne rendent pas incapable d'actes civils. 173. Nature des engagements formés par plusieurs congrégations régulières. 173. Quel, des premiers vœux que formaient les jésuites? 173.

Variations de la jurisprudence sur ce point. 174. Le jésuite, congédié avant trente-trois ans, recouvre tous les droits civils. 174. Après trente-trois ans, il ne peut recouvrer ses biens à la vérité, mais il n'est pas privé de tous les autres droits. 175. Édit et déclaration de Louis XV sur les jésuites 175 V. *Jésuite* Les chevaliers de Malte sont insensibles de tous effets civils. 176. *Quid, des crantes?* V. *Mari civil*.

Insuffisance de la profession religieuse pour rompre le lien du mariage 311, 452. Les deux parties ne peuvent se séparer que pour un bras ou une et l'autre l'ait de continence; la permission de l'un ne suffit pas à l'autre pour le faire 452, 453. Un homme ne peut pas de sa propre autorité dans les vœux, il se forme un lien parallèlement tenu de continence. 453. A moins qu'elle n'ait été endurcie à la réclusion, remue certaines d'adultère. *Idem*. Dissociation introduite par le droit des décrétistes et pas le canon de Trente, retire le mariage qui a été contracté et celui qui ne l'a pas été par le sacrement charnel 453 et suiv. Le mariage contracté par le coenone charnel, est seul indissoluble par la profession religieuse 454. Coenone sur le point de sacre et l'un des époux peut, sans le coenone de l'autre, faire profession religieuse, lorsque son mariage n'a pas été consommé, ou si c'est seulement lorsqu'il n'y a eu que des fiançailles, 454 et suiv. La profession, pour avoir l'effet de dissoudre le mariage, doit avoir été faite solennellement 457. Les ordres sacrés n'ont pas le même effet de rompre le lien du mariage qui n'est pas encore consommé. *Idem*. V. *Affiance*. Le religieux, pour n'être bénéficiaire, ne laisse pas en matière de succession, mis seulement un pécule. v. 321. V. *Péculum d'hérédité*.

V. *Jurament*, *Mari civil*, *Succession Testament*.

Procurer conseil. Profil dû par les ventes de l'habitation canon. v. 499. vii, 137. La convention des profits est toujours présumée dans les ventes de biens ecclésiastiques. *Idem*. Ces profits sont appelés profits ventes, de loas et ventes, et rationnaires. v. 500. V. *en note* En quel cas y a-t-il lieu au profit canon? v. 500, 501. vii, 137. L'acquéreur d'un bénéfice et mari doit payer le profit au seigneur, du moment de la Coenone, ou depuis. v. 501. vii, 137, 138. Qu'est-ce que le dépit; comment et dans quel temps se fait-il, et quelle est l'étendue de son effet de le faire? v. 501. vii, 137, 138. En quel cas la demande est-elle recevable? v. 501, 502. vii, 148. Contre quels personnes peut-elle être demandée, et quand est-elle censée remuée? v. 503. V. *Cens*, *Religieux à plaisir*.

Procurer ou racheter. Droit que le seigneur d'un fief a sur le revenu de fief racheté de lui, toutes les fois qu'il change de main, si ce n'est dans certains cas. vi, 371. vii, 167. Le rachet est dû régulièrement à toutes les mutations de fief suivant. vi, 371. Règles générales sur les cas auxquels le droit de rachet est dû, vi, 67-72. C'est le maintien plutôt que le contrat qui fait naître le profit de rachet. vi, 371, 372. vii, 67. Pour qu'il y ait mutation, il faut que le fief passe d'une personne à une autre, vi, 372. vii, 168. La mutation, qui n'est que la résolution d'une précédente aliénation, ne donne pas naissance au rachet. vi, 372, 373. vii, 68. Il n'y a que les mutations efficaces qui donnent lieu au rachet. vi, 474. vii, 69. Application de ces cas de déchéance et de l'exception de l'acquiescement, vi, 374, 375. La mutation des prébendes par le seigneur ne donne pas lieu au rachet. vi, 375. vii, 70. La mutation de la nue propriété du fief y donne lieu, aussi bien que celle de la pleine propriété. vi, 375, 376. Mutations qui naissent de la part des possesseurs, qui prévalent comme propriétaires. vi, 377-378. Les mutations qui naissent pendant le vivant féodal ne laissent pas de donner lieu au profit de rachet. vi, 378., 377. vii, 71. Les mutations de la laïcité les seigneurs et la laïcité de la laïcité ne laissent pas de donner lieu au rachet? vi, 379. Lorsqu'une même personne aliène à deux personnes différentes le fief sans et le fief de main, il n'est dû de profit que pour la mutation de fief dominant. *Idem*. Plusieurs mutations, qui naissent de la même vente, donnent-elles lieu à plusieurs rachets? vi, 379-381. vii, 70.

Différentes espèces de mutations qui donnent lieu au profit de rachet, vi, 381 et suiv. vii, 72. Mutation par succession. *Idem*. Validité des Contours. vi, 381. *Quid*, dans le cas du bénéfice d'investiture, ou lorsque la succession est vacante? 383. *Quidam*. 383, 384. Mutation par déchéance et confiscation. vi, 385, 386. vii, 74. Mutation par donation et legs. vi, 387, 388. vii, 74. Par substitutions fidéicommissaires et par démissions de biens. vi, 388, 389. vii, 75. Des profits. vi, 389. De l'exception de coenone. vi, 390, 391. vii, 75. De la renonciation à la communauté. vi, 391. De l'ameublissement des propres du mari et de ceux de la femme. vi, 392, 393. vii, 75. Du don mutuel. vi, 393. vii, 75, 76. Des lieux à rector et échanges. vi, 394. De mariage des femmes: quels sont ceux qui donnent lieu au rachet? vi, 395, 396, 397. De quel le rachet suit par le mariage, et par quel est-il dû? 398. Des mutations des bénéfices, et des hommes vives et mourans. 398, 399.

Des trois choses dans lesquelles le seigneur con-  
sente, et qui doivent être offertes par le vassal.  
no. 399. vii, 76. Règles et exceptions. ni, 39,  
400. A qui le cens appartient-il? 400. Quand  
dout-il être fait? 400. Comment le seigneur peut-  
il le faire, et peut-il varier dans ce choix? 400,  
401. De la somme que le vassal doit offrir. 401,  
402. Du cas de just'hommes. 402, 403. Du  
revenu de l'année vi. 403. De quelle  
année le seigneur doit-il avoir le revenu? 403,  
404. Comment on perçoit le revenu de l'année  
que le seigneur a choisi pour son droit de ra-  
chat? 404, 407. Différens fruits qui entrent  
dans le rachat. 407, 409. Charges de rachat.  
409, 410. Fins de non-recours contre les pro-  
fits de rachat. vi, 78. V. *Profit de vente*.

**PROFIT DE VENTE** ou **DE RACHAT**. Profit qui est  
dû au seigneur toutes les fois que le fief est  
vendu, et qui consiste dans les cinquante pen-  
sils du prix de la vente. vi, 339, vii, 54. Son ori-  
gine. *Id.* C'est la nente du fief même qui donne  
ouverture au profit de rachat. vi, 340. ni, 54.  
Lorsqu'il n'y a point de vente, et n'est pas dû  
de profit, comme bien qu'il y ait en mutation  
de fief en conséquence d'en avoir pu être.  
vi, 340, vii, 54, 55, 58. Il n'en est pas dû pour  
une nente recadrée; le seigneur doit le rendre,  
s'il l'a reçu. vi, 340. ni, 53. Lorsque plusieurs  
mutations procèdent d'une même nente, il n'y  
a lieu qu'à un seul profit. ni, 340. 341. vii, 59,  
60. La renouveau du contrat en donne pres-  
que-tout à un nouveau profit de nente. vi, 341,  
vii, 56. Auquel, il n'est dû qu'un seul profit  
lorsque le vendeur envoie de réméré, même  
lors du rachat. ni, 341, 342. en, 56. *Quid*,  
lorsque l'acheteur envoie qu'il rendra le fief  
au vendeur; est-ce une nouvelle nente qui pro-  
duit un nouveau profit? vi, 342, 343. Autres  
conditions, pour qu'il y ait lieu au profit de  
vente. ni, 59, 63.

Quels contrats ont entrée contraindre nente à  
l'effet de produire le profit de quint. vi, 343,  
vii, 60, 61. Des contrats équipollens à nente.  
vii, 344, 345. vii, 61. Contrats enlève de nente.  
vi, 345, 346. vii, 61. Contrats dans ou à double  
sineuse d'été d'été de nente, et d'été d'été d'été  
ouverture au profit de quint. vi, 346. vii, 62.  
De la nente en cas de réméré. vi, 346,  
347. De la lésion entre coheritiers ou copro-  
priétaires, et de la vente que l'un d'eux fait à  
l'autre de sa portion héréditaire. 347, 348. Du fief  
donné pour rachat des reprises de la femme  
et autres accommodemens de famille. 349. Des  
accommodemens de famille entre les père et  
mère, et les enfans. 350, 351. De la transac-  
tion. vi, 351, 352. vii, 63, 64. D'une espèce  
de contrat qui est profit de la part de celui

qui aliène et qui est acquisition à prix d'argent  
de la part de celui qui acquiert. no, 352. vii,  
63. C'est la nente du fief et non d'être chose,  
proprement le profit de quint. ni, 353. ni, 64,  
65. La nente d'une somme de prix de haute-  
justice donne-t-elle lieu au profit de quint? vi,  
353. De la nente de l'usufruit ou d'autres droits  
du fief. vi, 353. Des droits ad rem. 354, 355.  
De la vente des droits censuels. 355. La nente,  
qui donne ouverture au profit de quint, est  
non seulement parfaite, mais non seulement par  
la translation de propriété du fief. vi, 356. ni,  
59, 60. De la nente conditionnelle du fief. *Id.*  
De la nente reprise et d'été rachat en deux,  
et des adjudications sauf quinquies. vi, 356,  
357. Du point commissaire. 357. Des nentes  
en matière de translation de propriété et d'été  
les parties se sont désistées avant la tradition.  
ni, 357, 358. vi, 56, 57. De la nente qui n'a  
pas eu son effet, suite de paiement du prix. ni,  
359. De la nente soumise au démet. 359, 360. De  
la nente d'un fief dont l'acheteur a été nommé,  
est pare que le chose n'appartient pas en  
vendu, soit pour des hypothèques du ven-  
deur, ou charges réelles, ou la charge desquelles  
la nente n'avait pu être faite. 361, 364. La nente  
est-elle sujette au profit, lorsque c'est le se-  
igneur qui aliène le fief seulement de lui, ou qui  
le rend, ou lorsqu'elle est faite pour cause d'u-  
tilité publique? 364, 365.

En quel cas est le profit dû pour la vente  
des fiefs? vi, 365, 366. no, 66, 67. Des cas où  
qu'a le seigneur peut être payé du profit de  
quint. vi, 366, 367. no, 77. Des cas de non-  
reconnaissance comme les profits. vi, 367. Remise que  
les seigneurs ont coutume de faire d'une partie  
des profits. vi, 367, 368. vii, 78. Privilège  
qu'ont certaines personnes d'être exemptes de  
profits pour les acquisitions qu'elles font dans  
les seigneuries du roi. vi, 369. vii, 65, 66.  
Dans l'étendue de quelle seigneurie on prend  
lège et il le lieu? vi, 369. En quelle nente? vi, 370,  
vii, 65, 66. *Profit du rachat. Profit censuel.*

**PROFIT MARITIME** V. *Prêt à la gérance*.

**PROMESSE** En quoi le simple promesse diffère  
du contrat. i, 3. On ne peut promettre pour un  
autre. 17 et suiv. V. *Contrat. Écritures pri-  
vées*.

**PROMESSE D'ACHETER**. Quand on peut faire  
une promesse d'acheter qui n'est pas une nente.  
i, 396. L'acheteur, dans les ventes judiciaires,  
est une promesse d'acheter. 399. Elle peut être  
l'objet d'une obligation particulière. 399. Elle  
contient un leu ou non. *Id.* Quand la pro-  
messe est déchargée dans ses deux cas. 399.  
Elle contient le prix ou non. 399. Le promet-  
teur ne peut être forcé d'acheter la chose la

prix convenu, lorsqu'elle a été déléguée depuis la promesse. *Ib.* Celles s'applique à l'irrévêre. *Ib.* Car on il peut être complètement déchargé de sa obligation. *Ibid.* Il n'est pas tenu des impenses nécessaires faites entre la promesse et la vente. 399. Ses obligations relatives aux fruits pendants. *Ibid.* V. *Enchère. Promesse de esale.*

**PROMESSE DE LOUER.** Différence entre cette promesse et la louage même. *Id.* 374, 375. V. *Promesse de vendre.*

**PROMESSE DE MARIAGE.** V. *Françoiller.*

**PROMESSE DE VENDRE.** Conventio par laquelle quelqu'un s'oblige envers un autre de lui vendre une chose. s. 396. Différence entre la vente et la promesse de vendre 396. Pour qu'il y ait promesse de vendre, il faut qu'il y ait intention de s'obliger à vendre. 397. La chose, pour laquelle il y a promesse de vendre, est au risque du prometteur. 397. Celui qui ne remplit pas sa promesse de vendre, ne peut être condamné qu'à des dommages-intérêts. 397. Elle a lieu avec ou sans limitation de temps. 397. Le délai trop après débargé de celui qui s'est obligé avec limitation de temps. *Ibid.* Dans les cas contraires, il faut une ratocence. *Ib.* Elle se fait et s'exprime en une raprimer le prix. 397. S'il n'est pas exprimé, on sera celui du temps du contrat ou de la demeure. *Ib.* S'il est exprimé, le prometteur n'est pas tenu de le diminuer pour cause de détérioration survenue. 397, 398. Il peut retenir les accrus et l'incrus. 398. Il ne peut exiger le remboursement des expences faites par lui depuis la promesse. *Ib.* Il le peut, s'il s'agit d'impenses nécessaires. *Ibid.* Il a droit au remboursement des fruits et frais de culture, lorsque les fruits sont pendants au moment de la vente. *Ibid.* V. *Dommages-intérêts. Vente.*

**PROMETTRE.** V. *Quasi-contrat prometteurs.*

**PROPRE.** Les propres sont d'anciens héritages de nos ancêtres, qui nous sont advenus par succession. v, 121. *Vm.* 12. Les héritages, qui ne sont pas propres, sont acquêts. *Vm.* 12. Propre en matière de communauté V. *Propre de communauté.* Les rentes constituées, auxquelles s'associe ou Ordonné sous un Coutume qui les répute meubles, sont-elles propres? 12. Les propres sont réels ou fictifs, mobiliers ou immobiliers, propres de côté et ligne, et propres en ligne. v, 121. Les immeubles soit réels, soit fictifs, sont seuls susceptibles de la qualité de propres. v, 122. *Vm.* 12. Comment on rassemble à quelle ligne appartient un propre? *Vm.* 12, 13. Il peut appartenir par moitié à une ligne, et pour moitié à l'autre, 13. Toute succession de nos parents, directe, ascendante, descendante, ou

collatérale, fait des propres. v, 122. Même la succession des ascendants aux choses par eux données à leurs enfants. *Ib.* V. *Retour (droit de).* La succession de l'un des deux conjoints par mariage, auquel survient l'autre, ne fait pas des propres entre les mains de ce dernier. v, 122, 123. *Vm.* 13. Il en est de même de la succession des seigneurs à titre de déshérence. v, 123. Les donations et legs qui nous sont faits par nos père et mère, et autres ascendants, équipollent à succession pour faire des propres. v, 123, 124. *Vm.* 13. Soit que nous recevions leur succession, ou que nous y renoncions. v, 124. *Vm.* 14. Quand même nous ne serions pas leurs héritiers présumés. *Ib.* Dans les Coutumes où le fils aîné est seul héritier, ce qui est donné ainsi aux parents leur est-il propres? v, 124. Pour que la donation à nous faite par nos ascendants, frère ou propre, il faut que ce soit l'immuable nous qui nous ait été donné. 124. Si mon père a acquis un héritage en mon nom, et qu'il me le donne ensuite, ou que je le trouve dans sa succession, sous avoir ratifié la vente, est-il propre ou acquêt pour moi. v, 124, 125. *Vm.* 15. Les immeubles, que nous acquérons de nos ascendants à titre de commerce, ne nous sont pas propres. v, 125. *Vm.* 13, 14. Quand le titre d'acquisition serait qualifié d'acquisition. *Ibid.* La donation est censée vente, et fait des acquêts, jusqu'à concurrence des charges appréhendées à prix d'argent qui sont imposées par le donateur. v, 26. Il faut, pour cela, que ces charges ne soient pas intrinsèques à la chose donnée. *Ib.* L'héritage donné par un père à son fils, en paiement de la somme d'argent qu'il lui avait promise en dot, est propre. v, 126, 127. *Vm.* 14. La donation faite aux héritiers présumés ou ligne collatérale, soit des acquêts, soit des propres, fait-elle des propres? v, 126, 127. *Vm.* 15. Les héritages donnés par les descendants aux descendants, sont-ils propres? v, 127. *Vm.* 15. La substitution fait des propres, lorsque le substitué est héritier ou ligne directe descendant de l'auteur de la substitution. v, 127. *Vm.* 15. Lorsque le substitué est héritier du grevé même sous bénéfice d'inventaire, l'héritage substitué lui est propre pour la part dont il est héritier. v, 127, 128. La remise de la constitution faite par le roi aux héritiers du roi ou d'un autre, ne fait que des acquêts. v, 128. *Vm.* 16. V. *Confiscation.* L'héritage propre, dans lequel je rentre par le rachat ou l'immolation du titre qui m'en a fait perdre la propriété, reprend la qualité de propre en mes mains. v, 129, 130. *Vm.* 16. La réversion d'une donation pour ingratitude fait-elle des acquêts ou des propres? v, 130. *Quid,* du déclinement de l'écriture



d'un héritage, donné pour défaut de paiement du prix? v, 130, 131. Les immeubles, qui nous adriennent au rerta d'un droit auquel nous avons succédé, sont propres, comme si nous y avions succédé directement. r, 131, vis, 16. Différens cas et exemples auxquels s'applique le principe précédent. v, 131, 132. *Quid*, de la transaction sur un héritage dont nous père m'a transmis la possession? v, 132, vis, 18. Tout ce qui adient à titre de partage et de lritation, adient pour le tout à titre de succession. v, 132, 133, vis, 18. V. *Les héritiers, Partage*. Il en est des mêmes pour tout autre acte qui tient lieu de partage. v, 133. Tout ce qui est vu et incorpore d'un propre est propre. v, 133, vis, 18, 19. L'usage civile, et de simple destination, ne fait point de propre. v, 133. V. *Accessions*. Ce qui rerte d'un propre, est propre comme le chose même. v, 134, vis, 19. Tous les droits que nous retenons dans un propre, en l'rléant, sont propres. v, 134. La rerte que l'on me constitue pour le pris de mou héritage propre, est un arqet. *Id*. Les droites l'on retient par rapport à un propre, sont aussi propres. v, 134. L'héritage, dont l'origine est incertaine, doit être présumé plutôt acquit que propre. 135. C'est à l'héritier aux propres à prouver la qualité de l'héritage. *Id*. Effets de la qualité des propres. 135. V. *Donation entre vifs*. *Legs*. *Retrait lignager*. *Successeur*. La qualité des propres s'éteint par l'extinction de l'immeuble qui en est l'objet. r, 135. Lorsque l'héritage sort de la famille. 135. Lorsque quelqu'un de la famille commence à posséder à un titre qui fait des acquits. *Id*. L'héritage reliné par retrait lignager ne perd pas sa qualité de propre. 136. V. *Propre conseruatiu*. *Propre fictif*. *Propre de communauté*. *Retrait lignager*.

Un grand nombre de principes, auxquels nous se ont, se trouvent répétés de tout l'aire de communauté, les principes de succession d'un propre de communauté.

**PROPRE DE COMMUNAUTÉ.** En matière de communauté, on appelle propres les héritages qui n'entrent pas de communauté. ar, 53. Les propres de accession sont toujours propres de communauté. ar, 53 vis, 174. Mais ceux-ci ne sont pas toujours propres de succession. *Id*. V. *Propre*.

Application de la règle au titre de succession. ar, 53. Les héritages, qui adriennent à titre de succession d'un parent, sont propres de accession, et conséquemment propres de communauté. *Id*. Il en est de même d'adriennent de rerte. *Id*. Pour qu'une rerte soit propre de succession, il en suffit pas qu'elle soit réputée immeuble en la personne du lritier, si le fruit

qu'elle l'ait été dans celle à qui il a succédé. *Id*. Ainsi la rerte, à laquelle un des conjoints succède à l'un de ses parents domicilié sous une Coutume qui la déclare meuble, entre dans la communauté. 54. Il n'est pas nécessaire que l'immeuble, auquel on succède, pour être propre, ait été propre dans les mains de celui à qui l'on succède. *Id*. Le propre, auquel succède l'héritier aux acquits par défaut de la ligue, est propre en sa personne. *Id*. Pour qu'un héritage soit propre, il n'est pas nécessaire que l'héritier prouve que le défunt en était propriétaire. *Id*. Dans la cas même où au lritier, ayant intenté une demande en revendication, s'en serait désisté par une transaction, l'héritage reste propre. *Id*. Si, par l'acte, l'héritier avait reconnu que l'héritage appartenait au demandeur en revendication, il aurait conquis de communauté. *Id*. Sans rale, la même décision peut avoir lieu, lorsque la somme donnée par transaction est égale à la rerte de l'héritage. *Id*. Hors ces deux cas, l'un des conjoints ne peut être admis à prouver, depuis la transaction, que l'héritage appartenait au revendiquant. 55. Lorsque l'héritage, auquel on succède, a été vendu au défunt, avec la promesse de ratification du propriétaire, qui n'a eu lieu que depuis l'ouverture de la succession, est héritage n'en est pas moins un héritage. *Id*. Par le même raisonnement, l'immeuble, auquel j'ai succédé, et que le défunt avait acheté à un mineur qui n'a ratifié que depuis sa mort, est aussi propre. *Id*. Si le défunt avait acheté à une femme mariée sous autorité, qui a consenti à le laisser en possession, l'immeuble est conquis. *Id*. Il suffit que l'un ait trouvé dans la succession le droit en vertu duquel en cas de la mort de son propriétaire d'un héritage, peut que cet héritage soit propre de succession, et conséquemment de communauté. 55, 56. Application au cas du réré. 56. Et à celui où l'immeuble avait été aliéné par le défunt sous une clause résolutoire. *Id*. Il en est de même rere dans la cas où je suis rerte dans un héritage, vendu par le défunt, fruit par l'acheteur d'avoir payé la pri. *Id*. Mais il faut, pour que l'immeuble soit propre, que le droit, auquel j'ai succédé, et qui m'a rerte à me le procurer, soit la rerte personnelle et immédiate de l'acquisition que j'en ai faite. 57. Autrement est héritage et un arqet. *Id*. Les héritages ou aliénés sont-ils propres ou acquits aux enfans ou autres héritiers du rerdané, auxquels la rerte en fut la rerte. 58, 59. L'héritage, auquel l'un des conjoints a succédé, est propre de communauté, quoiqu'il n'ait pas dans la succession du défunt les effets d'un bien propre. 58. Peu importe que l'héri-



règle à l'insu, quand même le titre d'acquisition, qui a précédé le mariage, d'abord d'insu à sonseon, n'aurait été confiant jusque dans le communauté, iv, 66, 67, m, 174. Ainsi la situation donnée par le mineur pendant le mariage, ne peut servir pour lequel on s'est point fait, n'empêche pas l'immeuble d'être propre. *Ib.* Il est au contraire acquis, à son mariage d'un état de l'immobilier propriétaire, et que, depuis le mariage, j'ai traité avec la propriété réelle. iv, 67. A moins que ces données ont consenti simplement à me faire l'héritage, en se réservant la répétition du prix contre son seigneur. *Ib.* Il reste propre, si, une fois donné en un amendement, une transaction ne l'immobilise pendant le mariage, par laquelle l'immeuble n'a été livré pour son contenu comme d'argent. *Ib.* Lorsqu'une communauté, qu'au moment du mariage, est érigée en titre d'office, qu'il en est donné le mariage, l'office est acquis. 67, 68.

L'héritage acquis par l'un des conjoints, en vertu d'un droit non capable de se naître, est propre, quoique le droit soit en faveur la communauté. iv, 68, vii, 174. Ainsi l'héritage retiré par le mariage, est propre de communauté. *Ib.* Mais non celui retiré par retrait non conventionnel. *Ib.* Retrait lignager. V. *Retrait conventionnel*.

Les immeubles donnés à l'un des conjoints, par acte entre-vifs ou par testament, sont acquis de la communauté légale. iv, 68. Une première exception a lieu, lorsque la donation précède le mariage. 69. L'immeuble donné par contrat de mariage aux deux futurs conjoints, est propre de chacun d'eux pour moitié. *Ib.* Si la donation est faite aux futurs époux, et que l'un d'eux soit héritier présomptif même collatéral du donateur, l'héritage est propre à moitié pour le total. *Ib.* Il est propre de la femme seule, lorsqu'il est été donné par son père ou par son futur époux. *Ib.* Il y a, dans ces cas, présomption que le père a voulu donner au conjoint, au parent. *Ib.* Il y a exception à la règle, lorsque la donation est faite en aménagement de succession, l'immeuble ne suit pas propre de communauté pour le donateur. *Ib.* A moins que le père ou le mère n'ait déclaré dans l'acte qu'ils entendaient que l'immeuble entrât dans la communauté. *Ib.* V. *Aménagement*. S'ils ont déclaré qu'ils le donnaient pour appartenir à chacun des deux époux par moitié, il est propre de communauté pour moitié à chacun d'eux. 69, 70. L'immeuble donné par l'exécuteur à son père, pendant son mariage, est au conjoint de communauté; il ne peut être considéré comme aménagement de suc-

cession. 70. Le Contrat de Part ne considère comme aménagement de succession et ne rend propre que les donations en ligne directe. *Ib.* Une femme ne peut pas lorsque la donation est faite, à la charge que la chose donnée sera propre au donateur. iv, 70, vii, 174. Si l'acte est entre-vifs, la clause doit y être immédiatement apposée, à peine de non effet. iv, 70, 71. Cette condition peut être valablement imposée même par le parent qui a consenti au contrat, par lequel il est dit que tout ce qui advenait pas donation entrerait dans la communauté. 71. Cette clause doit être expresse. *Ib.* La clause apposée à la donation faite à l'un des conjoints héritier présomptif du donateur, en ligne collatérale, que cette donation est faite en aménagement de sa succession, rend propre l'héritage donné au donateur. *Ib.* La rente ou la légation à l'un des conjoints avec l'espérance que s'élevait pour son aîné, est propre au donateur. *Ib.* Dans tous les cas, les jointes ne sont pas tenues de la communauté. 72. Une quatrième exception à la règle est dans le cas où la chose donnée ou peut servir que dans la personne du conjoint donateur. *Ib.*

L'héritage acquis avant le mariage, dans lequel un des conjoints entre par la résignation, la réclamation, ou la cessation de l'administration, n'est pas acquis. iv, 72, vi, 175. Le conjoint en réclamation propriétaire par la résignation ou même l'acte qu'il s'est fait, lorsqu'il l'a aliéné. *Ibid.* Par la résignation, quoiqu'il ne soit pas entré en même état ou il ait été avant la vente; néanmoins il possède en même titre, quoiqu'il n'y en a pas d'autre. iv, 73. Il n'importe que la résignation ou l'acte ne soient antérieurs ni commensurés ou ex coarctés. *Ibid.* Exemples de diverses résolutions d'aliénation. *Ibid.* Le donateur de la rente, contracte peut enlever de l'héritage de l'un des conjoints qui n'a pas payé son prix, fait rentrer le conjoint dans l'héritage au même titre qu'il le possédait auparavant. *Ibid.* Mais s'il y a quelque augmentation de prix ou de nouvelles conditions, c'est une réacquisition, et l'héritage est acquis. 74. Dans le cas d'une réacquisition même l'héritage est propre, s'il est dit qu'il est fait possession fin de remplir au conjoint. *Ib.* Ce qui de la rentrée dans l'héritage par la cessation de l'administration. *Ibid.*

Ce qui est acquis, quoique pendant le mariage, par acte réel, à son héritage propre de communauté, est propre comme l'héritage. iv, 74, vii, 176. Il n'est pas du même de l'union civile. iv, 75. Ni de celle qui n'est qu'une union de simple destination. 75. Exemples. *Ib.* V. *Acquisition Union*.

Ce qui reste d'un héritage propre, est propre

de communauté, aussi bien que les droits qu'on a retrouvés dans cet héritage, ou par rapport à lui ou l'aliéner. 76.

Les héritages et meubles, quoiqu'en quelque chose de la communauté, sont propres par la fiction de la subrogation, lorsqu'ils ont été acquis à la place d'un propre de communauté. iv, 76. vii, 176. Ce que c'est que la fiction de subrogation. vii, 76. V. *Subrogation réelle*. La fiction n'a lieu qu'à l'égard des qualités extrinsèques d'une chose. *Ibid.* Il faut que la chose acquise à la place de celle aliénée, soit capable de la qualité qu'avait la chose aliénée. *Ibid.* Il faut qu'elle tienne lieu immédiatement de celle-ci. *Ibid.* La subrogation a lieu pour le total dans le cas d'échange, malgré la sentence qu'est obligé de donner le conjoint. 77. V. *Échange*. L'héritage hérité avec déclaration qu'il l'est avec les deniers du prix de la vente d'un héritage propre de l'un des conjoints, est propre de communauté à ce conjoint. *Ibid.* La déclaration doit être faite incessamment, par le même conjoint. *Ibid.* V. *Remplacement*. Lorsque c'est pour remploi des propres de sa femme, il faut, outre la déclaration, que la femme consente à la subrogation. vii, 77. vii, 176. iv, 76. Par ce consentement, l'immeuble subrogé devient aux risques de la femme. *Ibid.* Elle peut se faire restituer pour l'édifice, si elle est mineure. *Ibid.* Il n'est pas nécessaire que le consentement de la femme soit donné dans le contrat même d'acquisition. iv, 78. Si elle ne s'est pas expliquée pendant la communauté, peut-elle, après sa dissolution, accepter pour son remploi l'acquisition de l'héritage, malgré les héritiers du mari? *Ibid.* On ne peut inférer de ce que la femme, créancière du remploi de ses propres, a acquis conjointement avec son mari, no héritage pendant le mariage, qu'elle soit pour lui tenir lieu de ses propres. *Ibid.* Exception relative aux rachats des rentes propres des femmes, effectués en 1720 en billets de la banque royale, dans laquelle le consentement des femmes n'était pas nécessaire. 79.

L'immeuble, dont on ne trouve pas le titre d'acquisition, est présumé acquis, lorsqu'aucun des conjoints ne prouve qu'il lui appartenait avant le mariage, ou qu'il lui fut propre. iv, 79. vii, 176.

V. *Communauté illégale*. *Propre conventionnel*. *Puissance maritale*. *Rédemption*.

*Propres conventionnels*. On appelle ainsi les propres formés par les conventions insérées dans les contrats de mariage, qu'une rente ou somme, apportée par l'un des futurs en mariage, lui sera propre. vii, 113, 119. v, 146. vii, 20. V. *Rédemption*. La clause qu'une somme sera em-

ployée en achats d'héritages, équipollente à la stipulation des propres. *Ibid.* La simple destination d'emploi en achats d'héritages, ne fait que des propres de communauté. 146, 147. Les stipulations de propres, et les destinations en achats d'héritages, reçoivent de l'extension par l'addition de ces mots : aux siens, à ses Aïeux, à ses Héritiers, à ceux de son côté et ligne. v, 147. vii, 20. Les termes et aux siens ne comprennent que les siens. vii, 20. Les termes aux siens et à ceux de son côté et ligne, s'étendent aux collatéraux. 21. Les stipulations de propres qui n'ont pour objet que d'exclure de la communauté les sommes réversibles propres, peuvent se faire par donations entre vifs et par testament. v, 147. Il n'en est pas de même des stipulations plus étendues qui changent l'ordre des successions, elles en sont admises qu'à la faveur des contrats de mariage. *Ibid.* Elles sont de droit très étroit; elles ne s'étendent ni d'une personne à une autre, ni d'un cas à un autre. v, 147, 148. vii, 20, 21, 22. Les propres conventionnels débattus, lorsque la convention a reçu son effet. v, 148. vii, 21, 23. Par l'extinction des reprises ou remboursements, auxquels la qualité de propre est attachée. v, 148, 149. vii, 23. Par le transport que l'enfant, créancier de la somme stipulée propre, en fait à quelqu'un. vii, 22, 23. V. *Propres*. *Propre fictif*. *Propre de communauté*.

V. spécialement au mot *RÉVERSIBLES*, où les mêmes principes sont développés avec plus d'étendue.

*Propres vicieux*. On appelle ainsi l'immeuble, qui, par la fiction de la subrogation, remplace le propre que nature ou aliénation ne nous tient lieu. v, 136. Les propres fictifs sont parfaits ou imparfaits. vii, 19. Les propres fictifs parfaits sont les propres de subrogation parfaite. *Ibid.* Propres fictifs imparfaits. 20. V. *Subrogation réelle*. Pour que cette subrogation ait lieu, il faut que la chose nouvelle soit immuable, et qu'elle ait été acquise immédiatement à la place du propre aliéné, et pour en tenir lieu. v, 136. vii, 19. L'échange est susceptible de cette subrogation, et conséquemment de faire des propres fictifs. v, 136, 137. V. *Échange*. *Quid*, s'il y a soustraction? *Ibid.* Plusieurs espèces où il est question de savoir si des héritages sont propres fictifs. 137, 138.

Propres fictifs établis par les art. 94 de Paris. et 351 d'Orléans, selon lesquels les deniers provenus du rachat des rentes propres des mineurs, remboursées durant leur minorité, ou l'emploi de ces deniers sont propres comme la

rentes mêmes dans la succession desdits mineurs décédés en minorité. 139. Différence entre cette embrigation de propres, et la subrogation parfaite des propres fictifs ordinaires. 139. Pour que les héritages ou rentes acquies ou remplis de devoirs remboursés, soient propres, il n'est pas nécessaire de déclarer que le prix provient du rachat de la rente propre du mineur. 139. Utilité de faire cette déclaration, pour fixer le rempli à l'héritage qui a été acquis, lequel alors sera déterminément celui auquel succédera l'héritier sur propres. 140. L'héritier a-t-il le choix des meilleurs acquêts, pour le rempli qui lui est dû du rachat de la rente propre? 140. Si le tuteur a dissipé les deniers, l'héritier sur propres prend-ils la succession du mineur en récompte contre le tuteur. 140. *Quid*, si les deniers du rachat ont été employés à acquitter les dettes du mineur? 140. S'ils ont été employés à des réparations des héritages du mineur? 140. 141. Ce que la coutume de Paris décide pour le prix du rachat des rentes propres du mineur, s'étend-il au prix des héritages et autres immeubles propres? 142. *Quid*, du retour de partage payé au mineur? *Quid*, des membres qui lui sont échus par le partage, jusqu'à recouvrement de la part qu'il aurait dû avoir d'autres immeubles? *Ibid.* Tant ce qui vient d'être dit s'applique-t-il aux propres conventionnels? 142. Les mêmes dispositions ont-elles lieu pour la part des propres des interdits, comme pour ceux des mineurs? 143. Ces propres fictifs n'ont d'effet que dans la succession du mineur. 143. Ne tombent-ils dans la communauté de l'héritier qui y encodé, malgré leur qualité. Ils tomberaient même (les deniers) dans celle du mineur qui se marierait, avec les stipules propres. *Ib.* Dans ces cas, s'il devint marié ou mineur, son héritier sur propres prendrait-il dans sa succession le lot, ou seulement la moitié du rachat? 143, 144. Les propres fictifs s'éteignent par la communauté de la fiction, lorsque ses héritiers sur propres lui ont succédé. 144. L'immeuble acquis en rempli, acquiert-il son caractère, est-il, en leur personne, propre ou rente ou évité? Si l'héritier du mineur est lui-même mineur, la fiction continue-t-elle? 144. Les propres fictifs s'éteignent encore par la majorité du mineur. *Ibid.* La subrogation établie par l'art. 94 de Paris, et l'art. 351 d'Orléans s'étend-elle à autre chose qu'à la qualité du propre? 143, 146. *V. Propre. Propre conventionnel.*

**Procurat.** Droit de disposer à son gré d'une chose, sans donner néanmoins atteinte au droit d'autrui sur la loi v. 210. Étendue de ce droit. 210, 211. Impossibilité de l'exercer, ou par un défaut de la personne, ou par quelque supériorité

tion du droit de propriété. 211. Distinction entre le fond du droit et l'exercice de ce droit. *Ibid.* Application au mineur, à l'interdit et à la femme mariée. 211. Quand la propriété est pleine et parfaite, ou quand elle est imparfaite. 211. Une propriété, séparée du droit d'usufruit. *Ibid.* La propriété résoluble n'est qu'une propriété imparfaite. *Ibid.* Elle se peut dire transmise ou résoluble et avec son imperfection. 212. L'acquéreur de bonne foi acquiert par la prescription ce qui manque à la perfection de la propriété. 212. La propriété est encore imparfaite, lorsque l'héritage est chargé de quelques droits réels. 212. On ne peut, en exerçant le droit de propriété, donner atteinte aux droits d'autrui, actuels ou futurs. 212. Ni aux obligations du ban et du rang. 212 *V. Vainage. Nourriture. Ib.*

Le droit de propriété suppose nécessairement une personne en laquelle il réside. 213. Ce peut être une personne civile et intellectuelle, et non une personne naturelle. *Ib.* *V. Communauté. Succession vacante.* Il est de l'essence du droit de propriété que deux personnes ne puissent l'avoir en même temps pour le total ou pour une partie. 213. Différence, en cela, du *jure rei* du *jure ad rem*. *Ib.* *V. Obligation solidaire.* Plusieurs cependant peuvent avoir la propriété en commun, comme pour une part. 213. La propriété ne peut exister à deux titres différents en même temps. 214.

Comment s'acquiert la propriété? 214. *V. Acquisitio Originaria.* Cessent modes d'acquérir la propriété sont du droit naturel, et se appliquent qu'aux choses qui appartiennent à personne. 253. Modes par lequel on fait passer le domaine d'une chose d'une personne à une autre. *V. 253. Tradition. Manière de transmettre le domaine de propriété par le droit civil, sans tradition ni prise de possession.* 257, 258. Il se transmet à titre universel, dans le cas d'une succession, d'un legs universel ou d'une substitution fidéicommissaire universelle. 258. *V. Legs universel. Succession. Substitution fidéicommissaire.* Il se transmet à titre singulier, dans le cas d'un legs ou d'un fidéicommissaire particulier. 258. *V. Legs particulier.* Les adjudications et la prescription ont aussi des manières d'acquérir la propriété par le droit civil. 258 259. *V. Adjudication. Prescription.*

Comment et par quelle personne on acquiert le domaine de propriété? 259. Dispositions du droit naturel sur la manière dont les pères de famille acquièrent par leurs enfants et par leurs enfants. 259. *V. Exhérédation. Plus d'exhérédation sur la loi v. 210. Étendue de ce droit.* 210, 211. Impossibilité de l'exercer, ou par un défaut de la personne, ou par quelque supériorité

ant qualité ou pourrir d'argenter pour nous. 270. Quand elle n'aurait au riqualdé n'importe, nous acquiesçons par elles, ou ratifiant ce qu'elle en fait. 270.

Pour acquiescer le domaine d'une chose, il faut que nous ayons la volonté de l'acquiescer. 270. Par qu'il s'exprime cette volonté, lorsqu'il s'agit de personnes incapables ? *R.* Exceptions à ce principe pour les choses que nous acquiesçons par omission, par occasion et par testament. 271. Il faut, outre la volonté, dans certains cas, le fait corporel qui constitue la tradition. 271.

Comment on perd le domaine de la propriété. 271. Il se perd ou par notre volonté ou malgré nous. *R.* Il se perd par notre volonté, en faisant la tradition de la chose à quelqu'un à qui nous voulons en transférer le domaine. *R.* Les personnes incapables peuvent perdre la propriété des choses qui leur appartenant par la volonté de ceux qui agissent pour elles. 272. On peut encore perdre le domaine par le simple abus de ce qu'on fait de la chose. 272. On ne peut abandonner le domaine d'une chose pour une part indistincte. *R.* Il n'en est pas de même d'une portion divisée d'une chose. 272. Les marchandises jetées à la mer ne sont point abandonnées; le propriétaire a le droit de les retrouver. 272. *V. Abandon.* Celui qui commet une erreur n'en perd la propriété que lorsque le créancier la fait signer au le retireur. 273. Le propriétaire d'un héritage, qui le déguise, en perd la propriété. 273. *V. Conspiration.* Déguisement. Le débiteur, qui fait une omission de tous ses biens, n'en perd la propriété qu'en même temps qu'il a été radoué. 273. *Bénéfice de cession.* Nous perdons la propriété des choses qui nous appartenant malgré nous, par la ruse qu'en fait nos créanciers après les avoir sollicités. 273. Par l'appréhension pour cause d'utilité publique. *R.* Par la prise qu'en fait l'ennemi. 273. *V. Prête.* Par la prescription acquiesce contre nous. 273. 274. Nous ne perdons pas la propriété d'une chose par la seule partie de sa possession. 274. A l'exception des choses qui rentrent dans la communauté négative, lorsqu'elles ne sont possédées par personne. *R.* Exemple des animaux sauvages qui restent de nous appartenir dès qu'ils ne sont plus sous notre pouvoir. 274. Il n'en est pas de même de ceux appropriés, qui s'en vont et reviennent. 274. Si l'édifice construit par moi, sur le rivage de la mer, vient à être détruit, l'emplacement en lui est aussi cause de m'appartenir, et redevenant commun. *R.* *V. Arre-arrière.* *Prétention d'hérédité.* *Prescriptions.*

*V. Sur la re Possession.* *Naturel* *législateur.*

*Prêt.* Acte solennel fait à la requête du porteur de la lettre de change, pour constater la refus que fait celui sur qui elle est tirée de l'accepter ou de la payer. *Ar.* 265, 266. *Prêt* faute d'acceptation, et *prêt* faute de paiement. 266. Forme dans laquelle doit être fait le *prêt*. 266. Cette forme ne peut être remplie par aucun acte. *R.* Le *prêt* doit-il être fait à la fin du jour, et au matin, quand il y en a un ? 266. Il doit être fait, faute de paiement, et au jour, et à l'accepter par intervention. 266. Le *prêt*, faute d'acceptation, se fait avant l'échéance de la lettre. 267. Le *prêt*, faute de paiement, se fait dans les dix jours après celui de l'échéance. *R.* L'usage est de ne faire le *prêt* que le deuxième jour. *R.* Si le deuxième jour est un jour de fête, on n'en fait pas moins le *prêt*. 267. Si la lettre n'a été endossée au porteur que depuis son échéance, dans le temps des dix jours de grâce, le jour du *prêt* n'est pas pour seule preuve. 268. Le *prêt* des lettres payables à Lyon doit être fait le lendemain de l'échéance. 268. Annonce loi de règle le temps du *prêt* des lettres de change payables à Lyon. 268. Cas où il a été impossible au porteur de faire le *prêt* dans le délai de la loi. 268. Le porteur n'est pas dispensé de *prêt*, lorsque la lettre est égarée. 269. Né lorsque la lettre est morte, et que les habitants n'ont pas encore pris qualité. *R.* Le *prêt* doit-il être fait, lorsque la faillite du tiré est arrivée et a été connue avant l'échéance. 269. Le porteur de la lettre, après avoir fait le *prêt*, doit poursuivre le tireur et les endossateurs, ou le tireur dénonçant. 269, 270. Usage de renvoyer la lettre au tireur avec le *prêt*, par simple missive. *R.* Quel, si le tireur met l'avis requise ? *R.* Comment le prouver ? *R.* Le porteur avec satisfaction à la loi, en assignant le tireur ou les endossateurs en paiement, après le *prêt*. 270. Temps dans lequel le porteur est obligé d'agir en garantie. 270. Le dernier endosseur, comme en garantie par le porteur, doit à son tour dénoncer ses porteurs au tireur ou aux endossateurs précédents. 270. Le porteur peut également dénoncer au tireur. *R.* Exception au temps réglé pour en garantir par l'endosseur, en faveur des lettres payables à Lyon. 271. C'est la loi du lieu où la lettre est payable, qui doit régler la forme des *prêts* et le temps de les faire, et de les dénoncer. 271. Le porteur, qui n'a pas fait le *prêt*, ou qui ne l'a pas dénoncé dans le temps de la loi, est déchu de son action en garantie contre le tireur et les endossateurs. 271. Pour que ceux-ci puissent invoquer cette fin de non-recours, ils doivent prouver que le tiré avait provision, ou leur état

redoublable d'une somme égale au montant de la lettre, à l'époque où le paletot aurait dû être fait, 271. V. *Acceptation. Lettre de change. Remboursement.*

**PROVISIONS.** Exécution des jugements par provision, et nonobstant appel. 12, 123, 182. V. *Appel.* Pension qui peut être demandée sur les revenus des immeubles même séculiers, par un cocontractant favorable, ou par le mineur. VI, 131, 132. V. *Souces réelle.* Paiement provisionnel, qui peut être, dans certains cas, ordonné par les juges. 1, 317. V. *Paiement.* La partie civile peut, dans certains cas, demander, pendant le procès criminel, que l'accusé soit condamné à lui payer une pension. 22, 228. Le juge d'instruction seul prononce. *Ibid.* Les menaces de provision s'exécutent nonobstant appel. 229. Ces provisions sont immuables. *Ibid.*

#### V. Confession judiciaire.

**POSSÈSSEUR** d'une quelconque emphytéose, et à douze ans pour les filles. 22, 340. V. *Empêchement de mariage.*

#### PUBLICATION DES BARS. V. Bar de mariage.

**PUBLICATION DES SÉCURITATIONS.** Lectures qui doit se être faite à l'audience triennale. v, 70 et suiv. Forme, temps et but de cette publication; par qui et contre qui le défaut peut en être opposé. 71, 72, 73. V. *Substitution fideicommissaire.*

**PUBLICITÉ MARRIALE.** Sur la personne de la femme. VI, 1. Elle est obligée de suivre son mari partout où il veut. 2, 1. VII, 202. Excepté en pays étranger. *Ibid.* Quelle est la puissance du mari sur la personne de la femme dans l'ancien droit romain. IV, 1. Ce qu'elle est dans notre droit. *Ibid.*

Le femme ne peut rien faire de valable sans l'autorisation de son mari. IV, 2. Ce que c'est que cette autorisation. IV, 2. VII, 202. Elle n'est pas fondée sur la faiblesse de la femme, mais sur la puissance du mari. IV, 2. VII, 202.

Elle est très différente de l'autorité du tuteur, dont un mineur a besoin pour contracter. *Ibid.* Celle-ci n'est requise qu'en faveur du mineur, qui seul peut l'opposer. *Ibid.* Le défaut de la première rend nul tous les actes faits par la femme. *Ibid.* V. *Mariage.* La nullité de l'acte fait par la mineur peut être contestée par la substitution capresse ou tacite. 2, VII, 202. La ratification ne peut jamais rendre valable l'acte fait par la femme sans l'autorisation du mari. IV, 2, VII, 202. Cette autorisation n'est pas un simple consentement; elle doit être expresse. 2, VII, 202. *V. Femme mariée 3. Ratification.* Elle est nécessaire de jour de la benediction nuptiale. *Ibid.* Contraintes qui y assujettissent la femme aussi tôt

qu'elle est fiancée. *Ibid.* Cette incapacité n'est obligatoire pour les tiers que lorsque les fiançailles ont été publiques. *Ibid.* Elle doit être restreinte aux coutumes qui l'établissent. *Ibid.* V. *Fiançailles.* L'autorisation du mari peut être suppléée par celle du juge. *Ibid.* Comment l'absentie? *Ibid.* Elle a les mêmes effets que celle du mari. *Ibid.* Seulement l'obligation, que la femme a contractée avec elle, ne peut être exécutée sur les biens de la communauté, que jusqu'à concurrence de ce qu'elle a profité de l'absence. *Ibid.* Le juge séculier seul peut donner l'autorisation à la femme. *Ibid.*

La femme séparée de biens a toujours besoin de l'autorisation de son mari, seul pour les actes qui ont conséquence que la simple administration de ses biens. 4, 1. Article de la Coutume de Paris. *Ibid.* Dans toutes les coutumes de la Coutume de Montargis et de celle de Dunois. *Ibid.* La femme autorisée pour acheter un héritage, a besoin d'une nouvelle autorisation pour se recevoir plus tard le prix. *Ibid.* Leachat d'une rente constituée, fait à une femme séparée, peut-il passer pour un acte de pure administration? 4. Pour qu'une femme, séparée par sentence, soit considérée comme telle, il faut que la sentence ait été exécutée. 5. La clause d'exclusion de communauté ne dispense la femme de l'autorisation pour aucun acte. *Ibid.* V. *Exclusion de communauté. Séparation de biens.*

La femme, marchande publique, n'a pas besoin de l'autorisation de son mari pour les actes qui ne concernent son commerce. *Ibid.* La femme, qui aide son mari dans le commerce qu'il fait, n'est pas marchande publique. *Ibid.* La marchande publique s'oblige elle et son mari par les actes qu'elle fait. *Ibid.* V. *Marchande publique.*

La femme dont le mari a perdu l'état civil, n'a plus besoin ni de l'autorisation de son mari, ni de celle du juge. IV, 6. VII, 203. Si le mari n'a été condamné que par contumace, il est plus sûr d'arguer que la femme soit autorisée par le juge. *Ibid.*

La femme, dont le mari est en démence, a besoin de l'autorisation du juge. IV, 6. VII, 203. Si elle a été nommée cocontracte de son mari, elle est, par elle seule, autorisée pour tous les actes d'administration de leurs biens communs. *Ibid.* Mais non pour aliéner. *Ibid.*

Si le mari est absent, dans l'incertitude s'il est vivant ou mort, la femme doit avoir recours à l'autorisation du juge. IV, 6. VII, 203. Si le mari paraît pour tout dans le public, la femme a contracté valablement sans autorisation. 2, 6. V. *Absent.*

Le mari, quoique mineur, a le droit de pour-

sance maritale sur sa femme majeure, et le pouvoir de l'autoriser. *iv*, 7, *va*, 203. Quoiqu'il n'ait pu le pourvoir d'aliéner ses immeubles, il a néanmoins eu lui d'autoriser sa femme majeure pour l'aliénation des siens. *ib*. Si l'époux prétend que l'aliénation qu'il a autorisée, a été prouvée des lettres de renvoi contre elle. *ib*. S'il s'agit d'un acte de donation fait par la femme avec rétention d'usufruit, le mari ne peut plus y porter atteinte. *av*, 7. *V. Réciproque*. Si la femme est mineure, le mari aussi mineur ou par l'autoriser que pour les actes de simple administration. *iv*, 7, *ra*, 203. La femme est considérée comme émancipée par le mariage. *ib*. Le mari ne peut lui tenir lieu de tuteur, que lorsqu'il est majeur. *ib*. La femme mineure, quoique autorisée par son mari tuteur, ne peut valablement aliéner ses immeubles. *ib*. L'autorisation laisse exister la nullité relative établie en faveur des mineurs. *ib*.

L'autorisation du mari est exigée pour les aliénations de la femme, nécessaires ou nécessaires, de meubles ou d'immeubles. *iv*, 8. Soit qu'elle lui soient préjudiciables ou avantageuses. *ib*. Le contrat fait par une femme pour retirer son mari de prison, est excepté de la nécessité de l'autorisation. *ib*. Observations de Lebrun sur cette exception; cas où elle n'est pas admise. *ib*. Disposition de la Coutume de Normandie sur ce point. *ib*. La femme peut-elle également contracter sans autorisation, pour sa retirer elle-même de prison, lorsqu'elle y est pour délit? *Q*. Quelques autres cas où des actes de la femme ont été déclarés valables, quoique contractés sans l'autorisation du mari. *Q*. Les contrats qui interviennent pendant le mariage entre le mari et la femme, tels que les donations, ne sont pas exceptés de la nécessité de l'autorisation de la femme. *ib*. Mais elle n'a pas besoin d'autorisation pour les dispositions testamentaires. *ib*. Contrats qui exigent l'autorisation même dans ces cas. *ib*. Les dispositions sont des actes personnels qui exigent leur exécution sur tous les biens de ceux qui y ont signé, quelque part qu'ils soient situés. *ib*. *V. Statut personnel*. Si une femme, domiciliée dans une de ces Coutumes, a fait son testament sans autorisation, le vœu en est-il purgé par la translation de domicile des conjoints sous une Coutume qui ne demande pas l'autorisation? *Q*. Lorsqu'une femme meurt, a-t-elle pu valablement autoriser, avant de mourir, sous une Coutume qui ne l'exige pas, est-il valable, si, au temps de sa mort, elle en trouve domiciliée sous une Coutume qui l'exige? *ib*. *Quest*, sous les Coutumes qui exigent l'autorisation, lorsqu'une fille

a fait son testament avant son mariage. *ib*. La femme, qui a fait son testament avec l'autorisation du mari, en a-t-elle besoin pour le révoquer? *ib*. Les contrats, dont l'extinction est différée après la mort de la femme, ne peuvent être assimilés aux testaments; ils ont toujours besoin d'autorisation. *ib*. La femme mariée n'a besoin d'autorisation que pour les actes qu'elle fait en son nom.

La femme est tenue comme toute autre personne, sous le consentement de son mari, des obligations qui naissent d'un quasi-contrat, ou que la loi seule ou l'équité produisent. *ii*, 12. *V. Quasi-contrat*. Ainsi elle est obligée par une obligation naturelle à rembourser une somme qui lui a été prêtée, et qui lui a servi à acquitter ses dettes. *ib*. Elle contracte avec son mari, sous le consentement de son mari, les obligations qui naissent de ses délits et quasi-délits. *ib*. *V. Délit Quasi-délit*. La femme mariée, en prenant la qualité de fille majeure, ou de veuve, s'oblige-t-elle par son dol envers celui avec qui elle contracte? *ib*.

La femme ne peut rester en jurement sous l'assistance de son mari, soit comme demanderesse, ou comme défenderesse. *iv*, 12, 13 *vi*, 203. Ce principe a lieu même à l'égard de l'instance commencée par la femme avant son mariage. *av*, 13. La Coutume permet à la femme de se faire autoriser par le juge, sur le refus de son mari. *ib*. Il sent, pour cela, qu'elle justifie devant le juge du refus de son mari, par la sommation qui lui a été faite de l'autoriser. *ib*. Le mari n'est pas tenu des revenus des biens de sa femme des condamnations prononcées contre elle, quand il a refusé de l'autoriser. *ib*. Les femmes séparées peuvent ester en justice, sous l'assistance de leur mari, pour tout ce qui concerne l'administration de leur biens. *ib*. Mais il faut que la séparation ait été prononcée. *ib*. *Séparation de biens*. Quelques Coutumes accordent ce pouvoir aux femmes mariées publiques pour les demandes relatives à leur commerce. *ib*. Il n'en est pas de même sous la Coutume de Paris. *ib*. La femme accusée criminellement n'a pas besoin d'être autorisée. *ib*. La Coutume de Poitou décide qu'elle en a besoin, si elle veut pourvoir quelque criminellement. *ib*. La Coutume d'Orléans s'en est occupée, tant en demandant qu'en défendant, pour les crimes qui naissent des délits. *ib*. Mais les biens de la communauté, tant qu'elle dure, ne sont pas sous des condamnations prononcées contre la femme. *ib*.

Comment l'autorisation du mari d'interposer des lettres extrajudiciaires. *iv*, 14, *vi*, 202. Une autorisation générale suffit pour tous les



actes relatifs à la simple administration, *ur*, 15. Elle doit être spéciale et spéciale pour tous les autres actes, *ur*, 15. *ur*, 203. Il ne suffit pas que le mari donne son consentement à l'acte. Il faut qu'il assiste personnellement sa femme à la faire, *ur*, 15. *ur*, 203. Ainsi, si le mari a consenti tacitement, s'il s'est obligé conjointement avec sa femme, ou comme sa caution, le contrat n'en est pas moins nul. *Ibid.* Il en est de même, lorsque le mari prête son ministère à sa femme, sans déclarer qu'il l'autorise. *Ibid.*

Le mari peut autoriser sa femme pas et non acte séparé, mais qui est annexé à la minute du contrat. 16. Néanmoins, il doit être fait mention dans l'acte, pour qu'il soit valable, de l'autorisation. *Ibid.* Lorsqu'un femme fait, en son propre nom, un contrat pour son mari, d'après une procuration de lui contenant autorisation, suffit-il que la procuration a été, sans l'autorisation, soit relatée dans l'acte? *Ibid.* L'acte, dans lequel une femme s'est dite autorisée, est nul, lorsque l'autorisation n'est intervenue qu'après l'acte? *Ibid.*

L'autorisation du mari, dans les actes judiciaires, résulte de sa présence en qualité dans l'instance, conjointement avec sa femme. *ur*, 16, 17. *ur*, 203.

L'effet de l'autorisation est de rendre la femme aussi capable de l'acte pour lequel elle est autorisée, qu'elle le serait, si elle n'était pas mariée. *ur*, 17. Mais les actes qui seraient nuls, si elle n'était pas mariée, le sont malgré l'autorisation. *Ibid.* Bénéficiaire, dans les effets, de l'autorisation donnée par le mari et celle donnée par le juge. *Ibid.* La première donne à la femme le pouvoir d'obliger radicalement la communauté par l'acte qu'elle passe. *Ib.* Pas la seconde, la communauté ne peut être obligée que jusqu'à concurrence de ce qu'elle a profité du contrat passé par la femme. *Ib.* V. *Supra*. Le défaut d'autorisation rend l'acte absolument nul. *Ibid.*

Un autre effet de la puissance maritale est d'empêcher la prescription de rentes contre la femme pendant le mariage, pour tentatives matrimoniales qui auraient pu s'effectuer contre son mari. *Ibid.* Mais elle n'est à l'égard de celui qui se réhabilite pas contre le mari. V. *Prescription*.

Puissance du mari sur les biens de la femme : *ur*, 18 *ur*, 203. En quoi elle consistait dans le droit romain. *Ib.* Distinction qu'en y faisait entre les biens dotaux et les biens paraphernaux. *Ibid.* Elle n'est pas connue dans le droit coutumier. *Ibid.* Les biens de la femme n'y descendent en biens de la communauté et biens

propres. *Ibid.* Le mari est le maître absolu des biens de la communauté. *ur*, 18. *ur*, 204. Les biens propres de la femme sont les immeubles qu'elle n'a pas mis en communauté, si les meubles qu'elle en a achetés. *ur*, 18. V. *Propres de communauté. Révocations*. Ceux-ci diffèrent des biens mis en communauté, en ce que la femme est créancière de la reprise du montant desdits biens contre la communauté. *Ibid.* La femme reste propriétaire de ses biens propres de la première espèce. *Ibid.* Elle ne peut en être privée par le fait de son mari, mais elle peut l'être par son exigence. *ur*, 18, 19 *ur*, 204.

Quand non propriétaire des propres de sa femme, le mari a cependant sur eux un droit de bail. *ur*, 19. *ur*, 204. Un de ses effets est de donner au mari, pendant le mariage, tout ce qu'il y a d'honorifique attaché aux biens propres de la femme. *Ibid.* Il peut prendre les titres des biens de sa femme. *Ib.* Il est chargé des dettes s'étendant sur les biens de sa femme. *Ibid.* Il jouit de tous les droits de justice attachés aux seigneuries de sa femme. *ur*, 19. Un autre effet des droits du mari, sur les propres de sa femme, est d'en priver la femme pendant le mariage et la communauté. *Ibid.* Un troisième effet est le droit qu'il a de les administrer. *ur*, 19. *ur*, 204. Il peut faire seul les baux de ces biens, sous que la femme puisse recevoir nulle, à la dissolution du mariage. *Ibid.* Mais il faut qu'il n'ait été fait que pour le temps ordinaire du bail à loyer ou à ferme. *ur*, 19, 20. *ur*, 204. Disposition particulière de la Coutume de Paris, qui restreint à six ans la durée des baux des maisons de Paris, que peut faire le mari. *ur*, 20. L'obligation de garantir du mari, qui a fait des baux trop longs, n'est point à la charge de la communauté. *Ib.* Il y a un contratette obligation que lorsqu'il a fait le bail en son nom. *Ibid.* Pour que les baux faits par le mari obligent la femme, il faut encore qu'ils soient faits sans fraude. *ur*, 20. *ur*, 204. Elle n'est point dans le cas de priver la femme de la jouissance de ses propres, après la dissolution de la communauté. *Ibid.* Quand elle se présente. *ur*, 20. Le mari peut-il seul recevoir valablement le rachat des rentes propres de la femme? *ur*, 20. *ur*, 204.

Tous les droits du mari, dont nous avons parlé, s'exercent même dans le cas d'absence de communauté. *ur*, 21. Mais non dans le cas de la séparation de biens, où la femme s'occupe l'administration de tous ses biens 21. V. *Séparation de biens*.

#### V. Communauté légale.

Puissance matrimoniale. Elle est un effet civil du mariage. *ur*, 431. Chez les Romains, elle

faient acquiescé aux pères re qui était acquies par leurs enfans, v. 269, vii, 165. *Conservé dans les pays de droit écrit.* 270. V. *Pécule Propriété*. Elle existe aussi dans les pays coutumiers v. 81, vii, 265. Elle consiste dans l'autorité des pères et mères, et dans les devoirs de respect des enfans v. 181, vii, 165. Les pères et mères ont le droit de entretenir leurs enfans après d'eux, ou de les envoyer ou il leur plaît pour leur éducation. v. 182. Les enfans ne peuvent entrer dans aucun état, si ce n'est au service du roi, sans le consentement de leurs pères et mères. *Ibid.* Droit de correction. 183. Comment il s'exerce, et quand l'autorité des juges est requise? *Ibid.* Quand bien l'autorité des pères et

mère aux leurs enfans? 182. Les enfans sont toujours devenus devenus le consentement de leurs pères et mères pour se marier. *Ibid.* Furtif dans laquelle se consentement doit être requis. 182. Agr. auquel les enfans peuvent, après certaines formalités, passer entre un mariage, à défaut de consentement des pères et mères. 183. Peines contre les enfans qui se sont mariés sans ce consentement. *Ibid.* Les enfans doivent des aliments à leurs pères et mères indigens. 183. V. *Aliments*. Comment le rodammation du fournie et aliments doit être prouvé selon les vicieuses. *Ibid.* Ils en doivent également à leurs aïeux et aïeules. *Id.* V. *Mariage*.

V. *Garde-Noble*. *Tutelle*. *Tuteur*.

## Q

QUASI-CONTRAT. Fait d'une personne, permis par la loi, qui l'oblige envers une autre personne, ou oblige une autre personne envers elle, sans qu'il y ait eu aucune convention entre elles. v. 32, vii, 28. Le consentement n'intervient pas pour le quasi-contrat, v. 32. La loi seule ou l'équité produit l'obligation. *Ibid.* Toutes personnes, même incapables, peuvent l'obliger et obliger les autres sur eux, par un quasi-contrat. *Id.* V. *Contrat*. *Obligation*. Les obligations résultent des quasi-contrats prouvés toujours se prouvent par témoins v. 246. V. *Preuve testimoniale*.

V. *Acceptation de succession*. *Action personnelle*. *Communauté*. *Puissance maritale*. *Rente forcée*. *Substitution fideicommissaire*.

QUASI-CONTRAT NEGOTIORUM GESTORUM. Gestion d'une personne, qui forme entre elle et une autre personne un quasi-contrat, qui produit des obligations semblables à celles que produit le mandat. m. v. 169. Choses requises pour former ce quasi-contrat. *Id.* Il faut une affaire qui se soit la matière, et deux personnes entre lesquelles il intervient. *Ibid.* Les intérêts que l'affaire fait en partie et de celui qui l'a gérée. *Id.* L'affaire peut s'être passée de celui pour qui elle a été gérée, pourvu qu'il lui ait été chargé de le gérer. 160, 161. Si elle n'est pas terminée, lorsqu'elle a été gérée, il suffit que l'approbation, qu'il a donnée depuis la gestion, la lui ait rendue propre. 161. La gestion des affaires d'un mineur ou d'un fou donne également lieu à ce quasi-contrat. *Id.* Il n'est pas que la gestion des affaires d'un interdictum vacante. *Ibid.* Il faut que l'affaire ait été faite sans l'ordre de celui à qui elle appartient. 162. Autrement il y a un mandat. *Id.* Il suffit que le gérant ait

eu l'air pas d'ordres, ou qu'il les ait entrepris, ou, ou que les ordres aient été donnés à un autre, *Id.* ou qu'il les ait reçus d'un tiers. *Id.* Il faut que l'affaire ait été faite à l'insu de celui à qui elle appartient. *Id.* Si l'a su, il y a un mandat. *Id.* V. *Mandat*. Si, le contraire, il est opposé à la gestion, il n'est pas obligé envers le gérant. 162, 163. Dans ce cas, le gérant est-il cependant responsable pour les frais de sa gestion, lorsque celui, dont il a fait l'affaire, en a profité? 163. Si l'affaire était celle de deux personnes, dont l'une seulement s'est opposé, le gérant a action contre l'autre. 163. Si l'affaire a été gérée sans intention de répéter les frais de la gestion, c'est alors une donation. 164. Il n'y a pas de quasi-contrat, lorsqu'en s'en pas en sa faveur l'affaire d'un autre, mais si même. *Id.* Cependant il y a des cas où l'équité accorde une action à celui qui, se croyant faire son affaire, a fait celle d'un autre. 165. Le possesseur, qui fait des dépenses utiles, a une action contre le propriétaire, jusqu'à remboursement de ce qu'il en a profité. 165. V. *Impense*. *Possession*. Il est peut-être répéter de plus. 166. Cas où j'ai fait une affaire, que je croyais être l'affaire de Pierre, quoique cette affaire fut celle d'un autre, et ne le retournerai pas. *Ibid.* L'équité me donne une action, dans ce cas, contre celui dont j'ai fait l'affaire. *Ibid.* Cas où j'ai fait une affaire qui concernait plusieurs personnes, n'ayant pu voir, en la faisant, que de faire celle de l'une d'elles. 166, 167. L'équité me donne une action contre les personnes dont je n'aurais pas pu voir de faire l'affaire. 167. Cas où j'ai fait l'affaire d'une personne, sans intention de répéter les frais de sa gestion, et pour l'en gratifier. 167. Je n'ai pas d'action dans ce cas.

*Id.* Quand présumé-on cette intention? *Ibid.* Quelles sont les circonstances qui peuvent ou non le faire présumer? 167, 168.

Obligations réciproques du *negotiorum gestor* et de celui dont il fait l'affaire. 168. Le *negotiorum gestor* n'est tenu de rendre compte que de l'affaire qu'il a bien voulu faire. 168. Il n'est pas obligé de faire ses autres affaires, à moins qu'elles ne soient une dépendance de celle qu'il a commencée. 169. Il peut être responsable de celle qu'il n'a pas faite, lorsqu'il s'est pué pour faire en général les affaires d'une personne. *Ibid.* Il l'est surtout, s'il s'a pas rigé de lui-même ce qu'il devait à cette personne, et que sa dette se soit prescrite. *Ibid.* Ses héritiers le sont, et la dette, qu'il s'a pas exigée de lui-même, était contractée pour le condition que ses héritiers n'en eussent pas tirés. *Ibid.* Il est responsable, s'il n'a pas rigé de lui-même la somme qu'il devait, lorsqu'il en est po en faire un emploi utile. *Ibid.* Il l'est, dans tous les cas, que la dette soit exigible. *Ibid.* Il n'est pas responsable, si ce n'est durant qu'a le charge de recevoir quelque chose, qu'il n'a pas trouvé dans les biens de celui pour qui il gère. 170. On ne peut pas lui imputer de n'avoir pas exigé ce qui était dû par d'autre débiteur. 170. S'il est créancier de la personne dont il gère les affaires, on peut lui imputer de n'avoir pas employé à se payer les sommes qu'elle lui ont payées de sa gestion. *Ibid.* Le *negotiorum gestor* est tenu d'apporter à la gestion le même soin qu'un mandataire. *Ibid.* Il peut même être tenu, dans certains cas, d'un plus grand soin. *Ibid.* Quelquefois même il est tenu des pertes qu'il a souffertes par son fautive dans sa gestion. 171. Cas où il n'est obligé d'apporter que de la bonne loi à sa gestion, et où il n'est pas tenu des fautes commises par imprudence ou par ignorance. 171. Il est tenu cependant des fautes commises par négligence. *Ibid.* Le *negotiorum gestor* est tenu, comme le mandataire, de rendre compte de sa gestion et de tout ce qu'il lui est parvenu. 171. Il doit le subroger à toutes les actions qu'il a acquises par sa gestion. 172. De l'obligation du gérant lui l'action *negotiorum gestorum directa*, qu'a celui dont on a fait les affaires. *Ibid.* Il a cette action contre celui qui a géré par l'ordre du *negotiorum gestor*. *Ibid.* Si deux personnes ont géré ensemble, elles ne sont pas toutes solidièrement, comme le seraient deux mandataires. *Ibid.* Cette action passe à l'héritier de celui dont on a fait les affaires, contre l'héritier du gérant. *Ibid.* Si l'héritier du gérant a fait de nouvelles affaires, il y a nouveau quasi-contract. *Id.* La restitution demandée à gestion, n'étant pas l'action. *Ibid.* Celui, dont on a fait

l'affaire, doit rembourser le gérant de tout ce qu'il lui en a coûté. 172, 173. Cette obligation émane du contrat *negotiorum gestorum contractus*. 173. Celui, dont on a fait l'affaire, ne contracte d'obligation que lorsqu'il a approuvé qu'on ait fait pour lui l'affaire. *Ibid.* On a l'affaire fait indépendamment. *Ibid.* Il suffit que l'affaire ait été seulement faite, quoique détruite depuis par accident. *Id.* Le gérant n'a pas d'action contre moi pour des réparations qu'il a faites à une maison, quoique nécessaires, si elles étaient si continues, que j'aie pu perdre ma maison à la faire. *Ibid.* De ce cas surtout où il n'est pas tenu de rembourser. *Ibid.* Si l'affaire, utilement gérée d'abord, est détruite par la faute du gérant, il n'a pas de répétition. 174. Dans le droit romain, le gérant n'avait jamais d'action contre l'impuce que jusqu'à concurrence de ce qu'il avait profité de la gestion au moment de la restitution en cause. 174. C'est est vrai pour les contrats, mais non pour les quasi-contrats, où l'on est obligé de son tort. 174, 175. V. *Ancien*. C'est où je ne contracte aucune obligation envers lui qui a géré mes affaires, quoique j'en profite. 175. Le *negotiorum gestor* ne peut intenter l'action *contractaria*, avant d'avoir fourni un compte. *Id.* L'action *contractaria* est pour objet le remboursement des obligations contractées pour la gestion. *Id.* V. *Mandat*.

V. *Lettere-de-change*. *Paierait par anticipation*.

QUASI-CONTRACT *CONTRACTUS* Quasi-contract par lequel celui qui reçoit une somme d'argent, ou une quantité de choses fungibles, qui lui a été payée par erreur, contracte envers celui qui la lui a payée par erreur, l'obligation de lui en rendre autant. 111, 68. S'ensuivraient la péc de consommation, *mutuum*. 69. Celui, à qui le somme a été payée, sans qu'elle lui ait été due, contracte l'obligation de la rendre. 69. Celui, qui a payé par erreur, ne peut prétendre aucun intérêt. *Ibid.* Il avait, d'après le droit romain, deux actions *condictio certa*, et *condictio indebita*. 70. La première est la même qu'a le prêteur. *Ibid.* Pour la seconde, V. *Condictio indebita*.

QUASI-DELIT. Fait par lequel une personne, sans malice, mais par une imprudence qu'elle n'est pas excusable, cause quelque tort à une autre. a. 32 v. 28. Et qu'il diffère du délit. *Id.* Obligations auxquelles il donne naissance. *Ibid.* V. *Action personnelle*. *Délit*. *Possession*. *Possession incertaine*.

QUASI-SOCIÉTÉ V. *Communauté*.

QUASI-TRANSMISSION V. *Acquisition entre époux*.

QUASI-UNIVERS V. *Don manuel*.

QUARTO-FALCIDIE. V. *Réserves*.

QUATRE-VINGT-DEUXIÈME. V. *Réserves*.

QUESTION CRÉDITORIALE. Interrogatoire, que le juge fait subir à l'accusé dans les tourmens, pour l'obliger, par leur violence, à confesser la vérité. 11, 235. La question est ordinaire ou extraordinaire, avec ou sans l'absence de preuves. 16. Elle est ordonnée par jugement, après la violation du procès et l'interrogatoire subi le chambre par l'accusé. 16. Pour qu'elle soit ordonnée, il faut que le crime soit constant, capital et méritant peine de mort, et qu'il y ait une preuve considérable contre l'accusé. 16. Il faut que le jugement soit en dernier ressort. 235. Ce qui doit être observé en donnant la question. 235, 236. Si l'accusé confesse le crime, la preuve est complète. 236. *Quid*, s'il retracte ensuite son aveu? 236. S'il n'a point confessé le crime, et que la question ait été ordonnée sans réserve de preuves, il doit être absous. 16. S'il y a eu réserve de preuves, l'accusé peut être condamné à une peine inférieure au pécuniaire. 16. V. *Jugement en matière criminelle*.

QUITTANCE. Acte passé pour la preuve des paiements. 1, 236. La quittance fait foi de ce qu'elle contient contre le créancier qui l'a donnée, et ses héritiers ou successeurs, tant qu'elle soit notariée, ou sous signature privée. 16. Cas où elle fait même foi sans être signée, quoique non passée devant notaire. 231, 232, 237. Elle ne l'est pas d'elle-même, lorsqu'elle exprime la somme payée, sans exprimer la cause de la dette, sauf, s'il y a plusieurs dettes, à faire l'imputation. 237. V. *Imputation*. Elle est rela-

tée également, lorsque la cause est exprimée, et non la somme payée. 237. Mais elle se restreint dans les limites de la cause exprimée. 16. Si c'est une dette payée par termes, elle fait foi du paiement de tout ce qui s'est passé jusqu'à son dernier terme d'échéance qui a précédé la date de la quittance. 237. Si la quittance n'est pas datée, elle ne fait foi que du paiement d'un seul terme; en de tous les termes échus du vivant du créancier, si elle a été donnée par son bénéficiaire. 16. Lorsqu'elle n'exprime ni les sommes payées, ni la cause de la dette, elle est générale et comprend toutes les différentes dettes dues à sa date. 237, 238. Elle ne s'étend pas à celles non échues à l'époque de la date. 16. Ni sur principal des rentes dues par le débiteur. 238. Ni à celles dont le créancier, quand il l'a donnée, n'avait pas encore rassemblé de connaissances. 238. La quittance, dans laquelle le créancier atteste avoir reçu ce que le débiteur lui doit, comprend-elle ce qu'il devrait comme ancien, lorsqu'il était aussi débiteur de son chef? 238. *Quid*, si, après quittance générale, le débiteur présente un billet réel en sa possession? 16. Si la somme payée excède celle qui était due pour la cause exprimée, il y a lieu à répétition. 16. Les quittances des trois dernières années des arrérages des rentes, fermes, loyers, etc., forment une présomption du paiement des années précédentes. 1, 238. 22, 332, 333.

V. *Arrérages*. *Errata* *privés*. *Louage des choses*. *Présomptions*. *Remise de la dette*. *Rente constituée*.

## R

RACHAT. V. *Prêt de rachat*.

RACHAT DES RENTES CONSTITUÉES. Le débiteur de la rente, et tous ceux qui y ont intérêt, peuvent obliger le créancier à souffrir le rachat. 11, 217. Il n'est pas même nécessaire, pour cela, d'être tenu de la rente. 217, 218. Ceux, qui rachètent la rente, sont soumis aux droits du débiteur. 218. V. *Subrogation*. Cas où les personnes étrangères, et le créancier chirographaire du débiteur, peuvent racheter la rente. 218. Le rachat de la rente doit être fait au créancier ou à son mandataire, 218, au tuteur, au curateur au mari, aux administrateurs. 218. La femme, quoique séparée de biens, ne peut, sans autorisation, recevoir le rachat de ses rentes. 219. V. *Prêt séparé*. *Quid*, lorsque la propriété de la rente a racheter appartient à une personne, et l'usufruit à une autre. 219. V. *Paiement*. Le rachat doit se faire pour le total; le créancier

n'est pas obligé à souffrir le rachat pour partie. 219, 220. Quand le rachat partiel peut avoir lieu, et ses effets. 220. Lorsque le créancier a permis le rachat partiel à l'un de plusieurs débiteurs solidaires, quand est-ce censé l'avoir déchargé de la solidarité? 220. Est-il censé, par cela seul, avoir aussi permis le rachat partiel aux autres? 220, 221. V. *Obligation solidaire*. Le débiteur ne peut être reçu au rachat, qu'en payant tous les arrérages courus jusque-là. 16. Le paiement de la moitié des arrérages ne suffit pas, lors même que la rente est rachetable en deux paiements. 16. *Quid*, lorsque le débiteur n'est tenu que de la moitié de la rente? 221. Rachat par le remboursement réel du principal. 221. V. *Paiement*. *Quid*, si le remboursement a été fait avec les propres deniers du créancier? 222. Rachat par la consignation. 22. V. *Consignation*. Par la compensation; quand

peut-il avoir lieu? 222, 223. V. *Comptabilité*. Des offices de recueillir la rente. 223. Les arrérages cessent de jour où ils ont été faits. *Ibid.* Quelles mesures doit prendre le débiteur, pour qu'ils cessent valablement. 223. V. *Offres de paiement*.

V. *Arrérages*. *Comptabilité de rente*. *Rente constituée*. *Récompense*. *Rente viagère*.

RACAT DE RENTE POSSIBLE. V. *Bail à rente*. *Rente foncière*.

RANÇON. Cession de rançon, en cas de prise maritime. v. 239. Dans quelle forme elle doit être faite? 239, 240. Les raptaires français doivent admettre les ransonneurs ennemis rançonnés, que lorsqu'ils ne peuvent faire mieux. 239, 240. Pour quel lieu le sauf-conduit est accordé au ransonneur rançonné? 240. Le raptaire, qui rançonne, est retenu en otage jusqu'à ce qu'il ait payé la rançon. *Ibid.* Obligations qui naissent de la rançon du ransonneur. *Ibid.* Le sauf-conduit donné au ransonneur rançonné le met à l'abri d'insultes de la part des vainqueurs lorsqu'il est allié, qu'il rencontre sur sa route. 240, 241. Le sauf-conduit n'a d'effet que lorsque le vainqueur est rencontré dans sa route, et dans le temps prescrit. 241. Le ransonneur rançonné est obligé de payer la rançon. 241. S'il périt par une trépassé, avant son arrivée, la rançon ne cesse pas d'être due. 241. En cas de débarquement, lorsqu'il a été pris hors de sa route, ou après l'expiration du temps porté par le sauf-conduit, par un corsaire français? 241, 242. Action récursoire du maître du navire rançonné, contre les propriétaires, tant du navire que des marchandises. 242. Action de loyer contre le maître du navire et les propriétaires du ransonneur et des marchandises. 242 V. *Prise*.

RAPPEL A SUCCESSION. Acte par lequel une personne ordonne qu'après sa mort la part de son héritier présumptif, les enfants de cet héritier prédécédé le représentent. v. 60, 438. C'est une ordonnance de dernière volonté. *Ibid.* Il est révoqué jusqu'à la mort, et moins qu'il ne soit fait par contrat de mariage. *Ibid.* Peut-il être fait sans le consentement des héritiers présumptifs? 438. Par quel acte? 438. Ce sont des enfants du prédécédé est repris d'une succession, y a-t-il la portion entière de son père, ou seulement celle qu'il aurait eue avec ses frères? 439. Du fonction du rappel instruit ou instruit par acte de dernière volonté, et non de dernière volonté. 438, 439. V. *Représentation*. *Succession*.

Les père et mère rappellent aussi à leur succession leurs filles qui y auraient renoncé par avance, moyennant la dot qu'elles avaient reçue.

TOME VIII.

400 V. *Remplacement aux successions*. *Interdit*.

RAPPORT. Différentes classes de Coutumes, dont les uns n'imposent pas le rapport du rapport, les autres l'imposent même en cas de renonciation, et les troisièmes en dispensent les enfants qui renoncent. v. 477, 478. Il faut savoir s'il est de lieu où les héritages donnés sont situés. 478 V. *Statut réel*.

Principes de la Coutume de Paris, qui forment le droit commun. *Ibid.* Elle assujettit au rapport tous les avantages, tant directs qu'indirects, faits par le père, mère ou autres ascendants, à leurs enfants. 478. Le principe est le même sous la Coutume d'Orléans. v. 379. Il y a avantage indirect, lorsqu'un père donne une chose à son tiers présumé introducteur, pour la rendre à son enfant. v. 478. v. 379. Il en est de même des aïeux, qui, sous un autre nom que celui de donation, contiennent un avantage de la part du père au profit de l'enfant. *Ibid.* Dans le cas d'une rente à vie prise par le père d'un enfant, celui-ci est-il tenu au rapport de l'héritage, ou au rapport d'un quinquantième du juste prix? v. 294. v. 478, 479. Tout aïeul, quel qu'il soit, qui contient un avantage de la part d'un père ou d'un aïeul à leur enfant, oblige cet enfant au rapport. v. 619. v. 479. Exemples du différents actes. *Ibid.* L'enfant doit le rapport non seulement des sommes à lui données, mais de celles qui lui ont été prêtées. v. 479. Pour qu'il y ait lieu à rapport, il faut qu'il soit sorti quelque chose des mains du père ou de la mère; un simple profit pour l'enfant ne suffit pas. v. 480. v. 379. Lorsqu'une mère renonce à la succession de son frère, pour favoriser ses enfants mineurs qui succèdent de leur père, et par exclusion de ses filles, y a-t-il avantage indirect sujet à rapport au profit de celles-ci? v. 480. v. 880. Quand, si un père, obligé à l'égard de son fils, répudie son legs au préjudice de ses autres enfants? v. 480, 481. Y a-t-il avantage sujet à rapport, lorsqu'une mère renonce à la communauté épousale d'un premier mari, pour favoriser les enfants du premier lit? v. 481. v. 380. Ou lorsqu'elle accepte la communauté mauvaise, pour les décharger de la restitution du tout? v. 481. v. 380. Lorsqu'un père a acheté, et payé de ses deniers un héritage au nom de son fils, celui-ci n'est tenu qu'au rapport du prix. v. 481. v. 380. Tout ce qui est fourni par le père ou la mère à leurs enfants, pour éducation, n'est pas sujet à rapport. v. 619. v. 482. v. 388, 389. Énumération et exemples. *Ibid.* Toutes ces choses, si elles sont légitimes, et non pas fournies du vivant du défunt, deviennent sujettes à rapport. v. 482. On est, ou on n'est point

11

tenu au rapport des fruits au des intérêts *éolus* avant l'ouverture de la succession, ou la portion à partage, selon les coutumes. *iv*, 483. *ria*, 398, 399. L'héritier doit rapporter non seulement ce qui lui a été donné à lui, mais ce qui a été donné à ses enfants. *iv*, 383. *vii*, 399. La donation faite au fils est censée faite au père. *Ibid.* La fille est-elle obligée de rapporter à la succession de son père, la donation par lui faite à son mari, en stipulant qu'elle a pour usage son emploi particulière pour son gendre, ou les services qu'il a reçus du lui? *iv*, 484, 485. *vii*, 399. Distinction de différence est pour la résolution de cette question. *Ibid.* *Quid*, des sommes prêtées au gendre? *iv*, 485. *xii*, 383. Les petits-enfants, qui riment à la succession de leur aïeul, par représentation de leur père ou mère, doivent rapporter tout ce qui a été donné à leur père ou mère par l'aïeul. *iv*, 485. *vii*, 352, 383. Il rapportent aussi la donation qui aurait été faite à l'un de leurs frères prédécédés. *iv*, 485, 486.

Le rapport se fait à la succession de la personne qui a donné. *iv*, 486. *vii*, 381. Quand le père et la mère sont-ils présumés avoir donné séparément ou conjointement? *iv*, 486. *vii*, 381. *V. Dot*. L'enfant doit-il rapporter à la succession de son père la donation qui lui a été faite par son aïeul paternel? *iv*, 486.

Le rapport s'est dû par l'enfant qu'aux autres enfants ses cohéritiers. *iv*, 486, 487. *xii*, 381, 382. Les créanciers, de leur chef, ni les légataires à titre gratuit, ne peuvent le demander. *iv*, 487. *vii*, 387. Le *Sci* peut-il le demander du chef de l'héritier collatéral? *iv*, 487.

L'enfant donataire d'immeubles, est obligé de lui rapporter sa valeur, et non leur valeur. *iv*, 487, 488. *vii*, 382. *iv*, 488. L'estimation, mise dans le contrat, n'empêche pas le rapport. *Ibid.* *V. Exemption*. L'héritage est aux moeurs de la succession à laquelle il doit être rapporté. *iv*, 488. Il doit être rapporté avec les améliorations et augmentations naturelles qui s'y trouvent lors du rapport. *Ibid.* *V. Amélioration*. S'il s'agit d'améliorations industrielles, il faut distinguer entre les impenses nécessaires, utiles, ou voluptaires, pour avoir celles dont il doit être tenu compte à l'héritier donataire. 488. *V. Impenses*. Il n'a que la valeur de la restitution pour celle dont le donataire doit lui faire raison. 489. La succession apporte les pertes ou diminutions qui ne viennent pas du fait du donataire. *iv*, 490. *vii*, 382. Si l'héritage est entièrement péri, il n'y a lieu à rapport, à moins qu'il n'ait péri par sa faute. *iv*, 490. *vii*, 382, 383. Si la jouissance de la chose donne en une autre, à ce lieu soit la faute du donataire, il

n'est tenu qu'à rapporter la chose consommée. *iv*, 489. En une *Exemption*, il doit le prix, si elle a été nécessaire; ou l'estimation de la chose au temps du partage, si elle n'a pas été nécessaire. *iv*, 489, 490. *xii*, 382. Les cohéritiers, à qui le rapport est dû en nature, peuvent-ils évincer les tiers acquéreurs à qui l'héritage donné a été vendu? *iv*, 491. *vii*, 383. Coutumes qui permettent le rapport de la valeur au temps de la donation. *Ibid.* Le rapport des choses mobilières n'est pas dû en nature, mais du montant de leur valeur, lors de la donation. *iv*, 490. *xii*, 382. Comment se fait le rapport des offertes? *Ibid.* Le cohéritier, au lot duquel tombe l'héritage rapporté, le prend libre de toutes charges, comme s'il en avait toujours été propriétaire. *iv*, 491. *vii*, 383. Au lieu de rapporter en nature, l'héritier donataire a l'alternative de moins prendre, lorsqu'il se trouve dans la succession des biens de pareille valeur et bonté que le sien. *iv*, 491. *vii*, 383.

Variété des Coutumes sur le rapport en une personne collatérale. *iv*, 492. Coutumes de Paris et d'Orléans et la plupart des autres, n'obligent pas l'héritier collatéral au rapport; elles lui défendent seulement d'être héritier et légataire. *Ibid.* *V. Légataire*. Doit-on adopter la même règle, à l'égard de celles qui ne s'expliquent pas? 492. Doit-on suivre la Coutume du lieu où le testateur avait son domicile, ou celle du lieu où l'héritage légué est situé? 492. *V. Statut réel*. La disposition du la Coutume de Paris, qui veut que personne ne soit héritier et légataire d'un même ensemble, a pour but de consacrer l'égalité entre les cohéritiers. 492, 493. Cette incompatibilité de la qualité d'héritier et légataire, constitue une espèce de rapport que les héritiers sont obligés de faire des biens à eux légués. 493, 494. Il faut, pour qu'elle ait lieu, être héritier de l'espèce de biens dont on est légataire. 494. On peut être héritier de biens situés sous une Coutume, et légataire de biens situés sous une autre. *Ibid.* L'héritier approuvé par les deux Coutumes, peut-il accepter la succession pour les biens situés sous l'une, et le répudier pour les biens situés sous l'autre, afin de s'en tenir à son legs quant à ses derniers? 494. L'héritier aux propres d'une ligne peut être légataire des meubles et acquêts. *Ibid.* L'héritier des biens maternels peut être légataire des propres paternels. *Ibid.* Le frère commun, succédant avec les frères germains du défunt, à ses propres maternels, peut être légataire des propres paternels. *Ibid.* Le frère commun, succédant avec les frères germains du défunt, à ses propres paternels, peut être légataire des propres maternels et acquêts? 494, 495. Entre héritiers collatéraux, chacun n'est tenu de rapporter que ce qui lui a été légué à lui-même. 495.

Rapport que doit faire l'enfant douzeur des choses qui lui ont été données, pour avoir droit au douaire. *art.* 617, 622. V. *Douaire des enfants*.

V. *Bénéfice d'inventaire*. *Donation entre-vifs*. *Partage des successions*. *Récompense*. *Succession*.

RAPPORT D'EXPERT. V. *Expert*.

RAPPORT DES MÉDECINS. Rapport démonstratif qui, en matière de crimes, se fait sans aucune autorité de justice, par des médecins et chirurgiens, de l'état de la personne blessée ou du cadavre, à la requête des parties intéressées. *art.* 203. Il peut être ordonné par le juge, soit qu'il y ait ou non un rapport démonstratif 206. Ce qu'elle doit contenir dans l'un et l'autre cas. *Ibid.* Dans le premier cas, les médecins et chirurgiens adressent leur rapport; dans le second, ils prêtent serment avant de le faire. *Ib.* Charge des médecins et chirurgiens jurés. 208. V. *Plainte*.

RAPT. V. *Dispenses*. *Empêchement de mariage*.

RATIFICATION. L'exécution nécessaire d'un acte n'est pas une ratification. *vi*, 176.

V. *Hypothèque*. *Paiement*. *Propriété*. *Propre de communauté*. *Possession vicieuse*. *Retrait lignager*.

RATUL. V. *Transferts*.

RÉALISATION (CONVENTION DE). Celle par laquelle les futurs conjoints ou l'un d'eux, dans leur contrat de mariage, assentent de la communauté tout ou partie de leur mobilier. *art.* 110. *art.* 183. Elle rendait la communauté légale. *Ibid.* Elle est au surplus ou tacite. *art.* 110. *art.* 183. Expresse, lorsqu'il est stipulé que le mobilier ou la surplús des biens sont propres. *Ibid.* Ou lorsqu'il est dit qu'une somme d'argent sera employée en achat d'effets. *art.* 110. *art.* 183. Tacite, lorsque l'un des conjoints ou quelqu'un pour lui promet d'apporter une certaine somme à la communauté. *art.* 110. *art.* 183. Le surplus des biens mobiliers est propre. *Ibid.* Autre exemple de réalisation tacite. *Ibid.* La réalisation peut avoir lieu aussi bien pour le mobilier qui existera durant le mariage, que pour celui que les parties traient en la contractant. *art.* 110. Lorsqu'il est stipulé que le surplus des biens sont propres, cette clause ne comprend que les biens existants alors. *art.* 110, 111. *art.* 183. Mais il suffit que le titre, en vertu duquel ils ont été depuis acquis, existât alors. *art.* 111. Ainsi le talon d'un billet de loterie que le conjoint avait stipulé propre à l'époque de son mariage, est propre. *art.* 111. La clause, qui réserve les biens qui adviendront, pendant le mariage, aux conjoints,

ne s'étend pas non plus à ceux existants à l'époque du mariage. 111. Na la clause que ce qui leur adviendra durant le mariage, par accession, leur sera propre, à ce qui leur serait donné en ligué par des étrangers. *Ib.* Na, vice versa, ce qui leur adviendrait par donation à ce qui leur adviendrait par succession. *Ib.* Les mots ou autrement ajoutés à ces sortes de clauses, sont des termes généraux qui comprennent tous les titres licites. 111. Lorsqu'un mari, qui se marie, a plus de tiers de ses mobiliaires, ce qu'il a de plus que ses tiers ont de droit réservé propre. *art.* 183.

L'effet de la réalisation est que les biens mobiliers des conjoints sont réputés immeubles et propres conventionnels, pour être exclus de la communauté. *art.* 112. Na diffèrent des immeubles réels propres de communauté, en ce qu'ils se confondent avec le mobilier de la communauté, qui est seulement chargée d'en retenir la valeur à sa dissolution. 112. La réalisation, lorsqu'elle est simple, n'a d'effet que pour le cas de la communauté. 112. Elle est simple, lorsqu'on a dit simplement que le mobilier des conjoints serait propre. 112, 113. Lorsqu'il a été dit qu'une somme serait employée en achat d'effets, et que l'emploi n'a pas eu lieu, ce n'est qu'une simple clause de réalisation. 112, 113. Cette somme n'est qu'une simple créance mobilière dans la succession du conjoint. 113. Même à l'égard des héritiers de l'autre de la femme, qui a fait une telle clause, lorsque la mari a négligé de faire l'emploi, et que la mort de la femme est survenue. *Ib.* Le père succède à son fils à la reprise de cette somme, si non les héritiers aux propres maternels. *Ib.* A moins que le mari ne se fut obligé formellement par l'acte, envers la famille de sa femme, à faire l'emploi. *Ib.*

Addition qu'on fait à la convention de réalisation, qui s'étendait en cas de la succession des enfants. *Ib.* La première espèce consiste en ce que, après avoir dit que le mobilier serait propre au futur conjoint, on ajoute aux mots. *art.* 113. *art.* 306. V. *Propre conventionnel*. Il n'y a que les enfants, petits-enfants, et la postérité du conjoint, même d'un précédent mariage, qui sont compris sous ces termes, et qui profitent de cette exception. *art.* 113, 114. Lorsque tous les enfants sont morts, l'autre conjoint, qui leur succède, ne succède qu'à une créance mobilière. 113, 114. Les termes et d ses frères ou la même sens que ceux d ses sœurs. *Ib.* Une autre addition est celle qui se fait par ces termes, et à cause de son côté et lignage. 114. Ces termes comprennent tous les parents même collatéraux du conjoint qui a fait la ré-

pulsion, et étendant à tous profit la fin de la résolution dans la succession du donateur mourant des enfants. *Id.* On peut encore ajouter ces termes, *même avant la dissolution*, ou ceux-ci, *avant sa dissolution*. *Id.* Leur effet est de rendre le mobilier, ainsi résilié, passif des dispositions à l'égard du conjoint survivant. *Id.* Ces stipulations de propre peuvent comprendre non seulement le mobilier, que le conjoint a lorsqu'il se marie, mais celui qui lui est dû. *Id.* Elles peuvent même comprendre tout ce qui adviendra directement aux enfants à suite du mariage, pas des successions du neveu. *Id.* 114, 115. Ces effets ne sont de droit étroit, ni devant s'interpréter selon le sens rigoureux grammatical des termes. 115. Elles se étendent ni d'une personne à une autre, ni d'une chose à une autre, ni d'un cas à un autre. 115, 116, 117. Elles ne peuvent avoir aucun effet qu'entre ceux qui étaient parties à la nomination, leurs héritiers ou autres successeurs. 117, 118. Lorsque l'un des conjoints, pas son contrat, résilié son mobilier au profit des autres de leur de son côté et ligne, la créance, pour la reprise, doit-elle être réputée propre conventionnel, non seulement en-à-vis la personne de l'autre conjoint, ni ceux qui viennent de son chef, mais même ni-à-vis tout ceux de la famille? 118, 119. *V. Propre non conventionnel.*

Comment s'éteignent les propres non conventionnels formés par les additions faites à la convention de résolution? 119. Ils s'éteignent par la consommation de la dette, lorsqu'ils ont eu tout l'effet qu'on n'est proposé par la nomination qui les a formés. 119, 120. Les créances pour la reprise du montant du mobilier résilié s'éteint, comme toutes les autres créances, par le paiement. 120. Le propre non conventionnel, qui s'est qu'une qualité de tante ou tante, est aussi éteint. *Id.* Exception pour le cas où le paiement de la créance, propre conventionnel, a été fait à un mineur décédé ou mineur. *Id.* La confusion éteint aussi les propres non conventionnels, lorsque l'enfant, créancier de la reprise, devient héritier de l'autre conjoint qui en est débiteur. 121, à moins que l'enfant ne soit héritier sous bénéfice d'inventaire. *Id.* *V. Bénéfice d'inventaire.* Ou qu'il ait été héritier pas et simple du conjoint dernier donateur, son débiteur, il est mort non mineur. Autre exception résultant autrefois de la classe non infant *tous cas*, insérée dans le contrat, mais prescrite aujourd'hui par le justapremier. 121. *V. Confusion.* La qualité de pupille est extrinsèque et passagère, et n'empêche pas le transport de la créance fait à un tiers. 121, exempté dans le cas où l'enfant, qui a fait le transport, meurt no-

usité. 122. *V. Communauté conjugale, Transport.*

*V. Précepte légal. Puissance maritale. Propre conventionnel.*

RÈGLE. Omision involontaire, faite par le survivant dans son inventaire, de quelques effets nuptiaux, ou de quelques litres des biens et droits de la communauté. 126, au, 192. Les omissions qui se trouvent dans l'inventaire ne peuvent empêcher, que lorsqu'il y a lieu de les présumer involontaires. 126, 192. *V. Inventaire.* Quand doivent-ils être présumés involontaires? *Id.* Les héritiers de la femme ne peuvent se plaindre des recès faits par le mari, que lorsqu'ils ont accepté la communauté. 127, 217. Le survivant qui a recélé, est déchu de sa part dans les meubles qu'il a recélés, et des droits et créances qui y sont attachés. 217. La femme qui a recélé, est au même déchu du droit de reconvenir. *Id.* Celui qui a recélé et qui a rapporté ses biens dans les objets recélés sans que les héritiers s'en soient aperçus, n'est pas puni de ses fautes. *Id.* *V. Communauté légale.*

RÈGLES DES CONSIGNATIONS. *V. Consignation.*

RECHARGE. Droit de change payé par le porteur d'une lettre de change protestée, pour se procurer l'argent dont il est privé par le défaut de paiement. 1, 46. Le tiré ou celui qui a remis le change à celui à qui il a fourni la lettre non payée. *Id.* L'autorité du change n'est dû que du jour de la demande. *Id.* La lettre de change, donnée par le porteur ou le banquier qui lui fournit l'argent, doit être tirée sur le même lieu ou s'est faite la remise de la lettre protestée. *Id.* Cas où il y a une impossibilité de tirer sur le même lieu. 220. *V. Dommages-intérêts. Lettre de change. Proteste.*

RÉCOLEMENT. Acte par lequel il est donné lecture au témoin de sa première déposition, pour qu'il la change, ou qu'il y persiste. 223. Tous témoins, quel qu'il soit, doit être récolement. *Id.* On peut omettre celui dont la déposition est inutile au procès. *Id.* On récolement même ceux qui ont déclaré ne rien savoir. *Id.* L'accusé, qui a nié l'un de ses complices, est récolement comme témoin. *Id.* Le récolement ne peut être fait qu'après le récolement à l'extraordinaire qui l'ordonne. 223. Si ce n'est dans le cas d'une urgente nécessité. *Id.* Assignation est donnée aux témoins pour le récolement, et non pour la présentation et les contraires. 224. Comment et où se fait le récolement, sa fin. 224. Le récolement est la dernière mise à la disposition du témoin, de manière qu'il ne lui est plus permis de le retracter, sous



peut d'être acrédi comme faux légal. 225. V. *Faux décret. Règlement à l'extraordinaire.*

**RECOMMANDEMENT.** Acte par lequel un créancier déclare qu'il entend retirer en priant son débiteur déjà emprisonné, et charge le gendarme de sa garde. *rr*, 161. L'acte de recommandation doit contenir tout ce qui concerne l'acte d'écrou. *Id.* V. *Écrou.* Il doit être enregistré au procureur entre les deux guichets. *Id.* Celui qui recommande doit rassembler des alimens, à défaut pour celui qui a emprisonné de l'y voir fait. *Id.* V. *Emprisonnement.*

**RÉCOMPENSE.** Chacun des conjoints doit récompense à la communauté, toutes les fois qu'il s'est enrichi à ses dépens. *rr*, 197. *rr*, 198. Elle n'est pas toujours due de sa part en o coûté à la communauté, mais seulement jusqu'à concurrence de ce que le conjoint en a profité. *Id.* Elle n'est due jamais en sa part en o coûté à la communauté, quelque grand qu'ait été le profit pour le conjoint. *Id.*

Toutes les fois que la communauté a acquitté les dettes pécuniaires de l'un des conjoints, il lui en est dû récompense. *rr*, 197. *rr*, 198. Lorsque la dette acquittée était une rente, le conjoint n'est débiteur de la communauté que de la jouissance de sa part de la rente. *rr*, 197. *rr*, 198. V. *Rente des rentes constituées.* Opinions de ceux qui regardent la rente avec rachetée des dettes de la communauté, comme n'ayant fait que changer de créancier, et étant d'ailleurs remboursée de la communauté. *rr*, 197. *rr*, 198. Opinions contraires de ceux qui la regardent comme non remboursée tant que le conjoint n'est pas avoir constitué au profit de la communauté, pour le prix de la somme qu'il en a tirée, sans subrogation aux privilèges et hypothèques de l'emprunt. *rr*, 198. *rr*, 198. A quel taux continuera la rente, si le taux légal n'est pas le même depuis son rachat, qu'il était auparavant? *rr*, 198. *rr*, 197, 198. Lorsque la rente rachetée des dettes de la communauté était une rente fourrière due sur un héritage propre de l'un des conjoints, l'autre conjoint a-t-il pour la moitié qui doit en être continuée, les mêmes privilèges qui sont dus aux assureurs de rentes fourrières? *rr*, 199. Le conjoint débiteur de la continuation de la rente à la communauté, pourra-t-il s'en libérer par le legs testamentaire? *rr*, 199. Lorsque la rente fourrière rachetée n'était pas fourrière, la rente continuée à la communauté le deviendra-t-elle? 199. Quels sont ceux des héritiers du conjoint, débiteur de la continuation de la rente fourrière à la communauté, qui en seront chargés. 199, 200. V. *Rente constituée. Rente fourrière.* Dans l'opinion de ceux qui pensent que la rente est

stituée à la communauté ou la même, les hypothèques, qui la créentiers du premier créancier de cette rente avant sur elle, subsisteront-elles? 200. Les articles 244 et 245 de la Coutume de Paris, qui autorisent la première épouse sous particuliers à cette Coutume. 200. Toutes les autres Coutumes admettent la seconde épouse. *Id.* Si la rente rachetée est une rente vierge, et que la personne, avec la tête de qui elle était créée, meure avant la dissolution, il n'est dû aucune récompense. *rr*, 200. *rr*, 198. Autrement le conjoint, au profit duquel la rente a été rachetée, doit à l'autre conjoint la moitié de la rente qui lui appartient, pendant tout le temps de la vie du premier créancier. *Id.*

Chacun des conjoints doit récompense à la communauté de ce qu'il en a tiré pour ses héritages propres. *rr*, 201. Il la lui doit de ce qu'il en tire pour d'autres propriétés d'un héritage qui lui est propre. 201. Application de ce principe à divers exemples. *Id.* Il en est de même pour la somme qu'il en a tirée pour rentrer dans un héritage que lui, ou ses ancêtres, avaient aliéné avant le mariage. *rr*, 201. *rr*, 198. Il doit récompenser des sommes payées par la communauté pour les retours de partage d'assemblées qui lui sont propres, ou pour les parts données à ses copartageans, s'il s'est rendu adjudicataire par licitation. *rr*, 201, 202. Il la doit encore pour le rapport effectif d'une somme d'argent, fait à la succession de son père, lorsqu'il ne lui revient que des immeubles. *rr*, 202. *rr*, 198. A moins qu'elle ne lui ait été donnée durant la communauté. *Id.* Le conjoint, qui, dans une succession qui était composée de meubles et d'immeubles, n'a eu plus d'immeubles à propriété que des meubles, n'en doit pas récompense à la communauté. *rr*, 202. Le conjoint doit récompenser de ce qu'il a tiré des biens de la communauté pour consacrer son héritage propre. 202.

Les emprunts, qui ne sont pas d'entretien, faits sur l'héritage de l'un des conjoints, des dettes de la communauté, donnent lieu à la récompense. *rr*, 199, 202, 203. *rr*, 198. Distinction entre les emprunts nécessaires, utiles, et voluptueux. *rr*, 203. *rr*, 198, 197. Le conjoint, sur l'héritage duquel l'emprunt nécessaire a été fait, doit toujours récompenser de tout ce qu'il en a coûté à la communauté. *rr*, 203. *rr*, 198. Le récompense pour emprunts utiles n'est due qu'autant et jusqu'à concurrence de ce que l'héritage, sur lequel ils ont été faits, se trouve en être plus précieux au temps de la dissolution. *rr*, 203, 204, *rr*, 198. Il n'est dû aucune récompense pour les emprunts pure-



Il en doit être à la communauté pour les sommes fournies par elle pour les frais de procédure et de récépissé. *ir*, 212, *ra*, 199. Si pour les loyers, à moins qu'elle n'ait prêté des augmentations d'émolument. *ir*, 212, *ra*, 199. Ce droit, ou l'absence du mari, n'a lieu à l'égard de tous les officiers publics. *ir*, 212, *ra*, 199. *V. Officiers*. Si le mari a acquis plusieurs offices pendant la communauté, il peut l'arrêter à l'égard de tous, ou à l'égard d'un seul, pourvu que les séparations ne les déprécient pas. *ir*, 212, *ra*, 199. Ce droit ne peut s'exercer qu'à l'égard d'un office dans lequel le mari en avait passé avant son décès. *ir*, 212, *ra*, 199. *V. Officiers*. Il peut même, sans récompense, les offrir de la maison de son père et autres immeubles, auxquels il n'y a aucune charge affectée. 213.

Le conjoint, qui a converti son mobilier en immeubles pendant le temps intermédiaire entre le contrat et la célébration du mariage, en doit récompense à la communauté. *ir*, 213, *ra*, 200. Comme on nous demande s'il est dû récompense, et de leur hypothèque? *ra*, 200. *V. Communauté légitime*.

*V. Dites des conjoints. Propres de communauté. Retrait lignager. Séparation de dettes.*  
*Reconvention*. Contrat de louage qu'on procure à l'un ou l'autre le locataire et le conducteur, lorsqu'après l'expiration du temps d'un précédent bail, le conducteur a continué de jouir de la chose, et que le locataire l'a souffert. *ir*, 366, *vi*, 457, 472. La reconduction est un nouveau bail formé par la continuation tacite des parties. *Id.* Elle n'a pas lieu, si avant l'expiration du bail, le locataire avait donné une demande pour expulser le locataire, quoique celui-ci ait joui quelque temps après le bail expiré. *ir*, 366. Elle n'a pas lieu d'arrêtement, si, au temps de l'expiration du bail, l'un des parties n'était pas capable de contracter, ou si le locataire du conducteur était vicié. 366. Elle n'a pas lieu dans les baux judiciaires. 366, 367.

Temps pendant lequel le conducteur doit rester dans la chose après l'expiration du bail, pour qu'il y ait lieu à la tacite reconduction. 367. Si le locataire, sans donner congé à son locataire, avait fait un bail qui n'était que temporaire à un autre, y aurait-il lieu à la tacite reconduction, malgré ce nouveau bail? 367.

Il n'y a pas de tacite reconduction, lorsque les parties ont convenues expressément par le bail qu'il n'y en aurait pas. 368. Cette clause n'a

pour lui d'écarter les emphyteuses; elle n'empêche pas la tacite reconduction, lorsque celle-ci paraît être la volonté des parties. 368. Cette clause n'est nulle qu'en faveur du bailleur. 368.

Pour quel temps a-t-elle lieu la tacite reconduction pour le droit commun? *Id.* Chez nous elle a lieu à l'égard des maisons de ville, pour six ans, six ou trois ans, selon l'usage où l'on est de faire les baux pour un an, ou en trois ans. 368. A l'égard des héritages de campagne, la tacite reconduction est d'autant d'années qu'il y a de récoltes ou saisons. *ir*, 369, *vi*, 458. Elle est d'une année pour les terres qui se prêtent pour la culture. 369. Lorsqu'une terre est partagée en deux parties et est donnée à ferme pour une seule année, et surtout si les semences sont inégales, pour quel temps a-t-elle la reconduction? *Id.* Si la reconduction est d'une année, et que le conducteur ait joui plusieurs années, il y a aussi de leur par reconduction que d'années, et de même pour les baux plus longs. 369.

La tacite reconduction est censée faite pour le même prix, et sur mêmes conditions que le précédent bail. 369. Le fermier, qui s'est soumis à la contrainte par corps par le bail, est-il tenu d'y être soumis par la tacite reconduction? *Id.* Si y avait un pré-judice pour le premier bail, et si il les mêmes hypothèques pour les loyers et les fruits de la reconduction, qu'il avait pour ceux du précédent bail? *ir*, 370, *vi*, 458. A-t-il au moins l'hypothèque pour les décuriations, lorsque le premier bail était notarié? 370.

Lorsqu'une chose a été louée par un acquéreur à son vendeur, il faut bien distinguer, lorsque la tacite reconduction a lieu, entre les clauses relatives à la vente, et celles relatives au bail. *Id.*

La tacite reconduction n'a pas lieu à l'égard des baux à long terme. 371. *V. Bail à long terme*. A-t-elle lieu dans les baux à long terme? 371. A-t-elle lieu pour les services des artisans et autres? 371, 372. Il y a des distinctions pour ce qui est susceptible. 372. Toute reconduction appliquée sur baux des officiers. 373.

Tacite reconduction qui a lieu dans le louage par échange. 372. *V. Louage d'échange*.

*V. Bail. Louage de chose. Louage d'ouvrage*.

RECONNAISSANCE DE LA DETTE. *V. Confession extrajudiciaire. Titre reconnaissant*.

RECONNAISSANCE D'ÉCRITURES. Toute partie, qui se fonde sur une écriture privée, doit en donner copie, et remettre à ce que la partie adverse ait l'usage de la reconnaissance comme après d'elle.

25. La partie assignée doit reconnaître ou dénier. 25. Elle ne peut, sur la reconnaissance, opposer de déclinatoire, si ce n'est à raison de la matière. *Id.* Faute de déclarer si l'acte est signé d'elle ou non, il est tenu pour reconnu. *Id.* Si un héritier est assigné pour reconnaître la signature de son auteur, faute par lui de le faire ou de le comparer, le juge ordonne la vérification de l'écriture par experts. *Id.* Devant les justices consulaires, ou n'est pas tenu de conclure à la reconnaissance des billets. *Id.* S'il s'agit de dénier, les conseils renvoient devant les juges ordinaires. *Id.* V. *Consulat. Vérification d'écriture.*

**RECUSATION.** Demande formée par le défendeur contre celui qui l'attaque. vi, 22. Elle ne peut être formée, si elle n'est la défense à la demande primitivement intentée. 22. V. *Demande incidente.*

**RECUSATION.** Exception qui tend à décliner le personnel de quelqu'un des juges d'un tribunal. vi, 12. On peut récuser un seul juge, ou le tribunal entier. 12. Un tribunal entier peut être récuse, si la partie assignée a un tiers contre le tribunal, ou si, parmi ceux qui doivent le composer, il n'y en a aucun contre lequel il n'existe quelque cause de récusation. 12. Dans quelle forme doit être faite la récusation? 13. Devant quel juge doit être renvoyée la cause? 13. L'évocation d'une cour souveraine en une autre est une sorte de récusation du tribunal entier. 13. V. *Évocation.* Le juge peut être récuse toutes les fois qu'il a un intérêt pécuniaire, ou intérêt d'honneur, à la décision de la contestation. 13. Cas où cet intérêt est présumé exister, de manière à donner lieu à la récusation. 14. Les relations de parenté, d'amitié et autres, que le juge a avec l'une des parties, peuvent aussi donner lieu à la récusation. 14. Énumération des cas. 14, 15. L'animosité entre le juge et la partie est encore une cause de récusation. 15. Conditions pour que cette récusation puisse avoir lieu. 15, 16. Les relations ci-dessus mentionnées ne se considèrent que vis-à-vis de la partie assignée, et non pas des personnes étrangères dans le procès. 16. En matière civile, ou juge, en qui il y a quelque cause de récusation, peut rester juge, lorsque les deux parties y consentent par écrit. 16. Si le juge est parent de l'une des parties, suffit-il que l'autre partie consente? *Id.* En matière criminelle, le juge, susceptible d'être récuse, ne peut jamais siéger. 16. Des cas où le juge ou qui il existe quelque cause de récusation. 16, 17. La récusation doit se faire avant la contestation en cause, à moins que la cause n'en ait été connue auparavant par la partie. 17. Procédure de la récusation. *Id.* Comment elle doit être jugée, et de

l'appel des jugemens qui statuent sur elle? 17.

**RECOURS DE COMPTÉ.** Toute personne, qui a géré les affaires d'autrui, est obligée d'en rendre compte. vi, 54. Celui, dont les affaires ont été gérées, a à cet égard une action en reddition de compte. *Id.* Forme dans laquelle elle s'instante. 54. Entre majeurs, le compte peut se rendre devant un tiers, ou devant le juge commun par le jugement, s'il a été ordonné en justice. 55. Comment le compte doit être présenté, et dans quelle forme il doit être fait. 55, 56. Il doit être communiqué à l'ayant, par acte de procureur à procureur. 56. Procédure pour débattre le compte, et jugement qui intervient. 56. Comment on se pourvoit pour les omissions, erreurs, fautes, ou doubles emplois. 56. Celui, qui a géré les affaires, a également contre celui dont il a géré les affaires une action pour qu'il lui tienne d'en recevoir le compte, et de lui en donner décharge. 56, 57. V. *Mandat.* **RECOURS.** V. *Don mutuel. Légitime. Secours de nocce.*

**RÉGALE.** Le droit de régale, qui appartenait au roi, consistait principalement dans la collation de tous les bénéfices du royaume. vi, 68. Comment et devant qui s'entente la demande en régale. 65. Comment elle se juge. *Id.* V. *Complainte bénéficiale.*

**RÈGLEMENT A L'EXTRAORDINAIRE.** Jugement qui ordonne que les témoins nuls et à enir seront récochés en leurs dispositions, et confrontés aux accusés. vi, 222. Il ne peut être rendu qu'après l'interrogatoire des accusés. 222. Sur les conclusions de la partie publique, et par la séance assemblée. *Id.* Le règlement à l'extraordinaire tient lieu de litiscontestation en matière criminelle. *Id.*, 223. Si, après qu'il a été rendu, la plainte s'étend à un nouveau crime, ou à des compléments, il faut un nouveau règlement. *Id.* V. *Confrontation. Récolement.*

**RÉGIMENTS.** V. *Français.*

**RÉTRÉCISSEMENT.** Action que celui qui a été dépossédé par violence de quelque héritage, a contre celui qui l'en a dépossédé, pour être rétabli dans sa possession, v, 345, vi, 61, vii, 15, 44. Elle a lieu que pour les immeubles, r, 346, vii, 544. Elle a les mêmes prérogatives que l'action de complainte. *Id.* V. *Complainte.*

Il faut, pour qu'elle ait lieu, que quelqu'un ait été dépossédé par violence d'un héritage qu'il possédait, v, 346, vii, 544. Ou qu'un héritier soit empêché par violence de se mettre en possession d'un héritage auquel il succède. r, 346, vii, 544. Peu importe que le possesseur ait été dépossédé lui-même, ou ceux qui possèdent en son nom. r, 346, vii, 544. Si la violence a été atroce, on peut agir criminellement par

la voie de la plainte. v, 346, 347. *vis*, 544.

Tous ceux qui ont été dépossédés d'un héritage par violence, ont le droit d'intenter l'action en réintégration. v, 347. Il n'est que la possession fût naturelle, destituée de titre, ou privée d'un titre seul. v, 347. *vis*, 544. Celui qui possédait pour un autre, n'a pr l'action en réintégration; il peut seulement agir en répétition de tout qu'il a souffert. v, 347. *vis*, 544. L'orage et l'usufruitier peuvent l'intenter. *Ibid.* Les héritiers de l'usufruitier, mort depuis la violence, rent-ils reçus à l'intenter? v, 347. Elle s'intente contre celui qui a commis la violence, ou contre ceux par les ordres de qui il a agi. v, 348. *ens*, 544. Il en rent touz solidement. *Ibid.* Elle ne peut s'intenter contre celui qui est tenu de la possession de la chose, s'il n'a par pris part à la violence. *Ibid.* On n'examine par, en cette action, les prétentions à la propriété; elle ne peut justifier un acte de violence. v, 348. *vis*, 544.

L'action en réintégration doit être intentée dans l'année. v, 348. *var*, 545. Since, il y a fin de non-recevoir contre elle. v, 349. On peut, pourvu que en soit dans l'année, abandonner une demande en revendication déjà formée, pour intenter la réintégration. *Ibid.* Au criminel, la violence peut être poursuivie pendant vingt ans. *Ibid.*

La demande en réintégration a pour objet de faire établir le demandeur en possession de l'héritage dont il a été dépossédé. *Ibid.* Ou d'en faire certifier la paix, si l'héritage ne peut plus être rendu en nature. *Ibid.* Le spoliateur est tenu de la chose majeure. 349. Parce qu'il est toujours en demeure de rendre. 349. V. *Demeure*. Force majeure. La demande a pour objet la restitution de toutes les choses qui se trouvaient dans l'héritage au temps de la dépossession. e, 349, *vis*, 545. v, 350. Quand même elles auraient péri sans la faute du spoliateur. *Ibid.* Le demandeur, quant à ces choses, est en à son serment. e, 350. V. *Serment*. La demande a encore pour objet la restitution des fruits. v, 350. *vis*, 545. Le spoliateur doit faire raison de ceux qu'il n'a pas reçus, mais que le propriétaire aurait pu percevoir. *Ibid.* V. *Fruits*. Enfin, le demandeur a pour objet les dommages-intérêts. *Ibid.* Il comprennent les parties que le demandeur a souffertes, et le gain dont il a été privé. *Ibid.* V. *Dommages-intérêts*.

Procédure sur la demande en réintégration. v, 61.

V. *Complainte*, *Contrainte par corps*, *Persecution*, *Revendication*.

Bataillon. Sorte de cavalerie sous le Consulat d'Orléans. v, 509, 510. *vis*, 140. En quoi

consiste le profit de rétrocession à plaisir? v, 510. *err*, 147. *var*, 149, 150. La faculté de garantir. v, 510. *vis*, 149, 150. Condition du gage. *err*, v, 512. *err*, 149, 150. Et quelle est la chose qui doit servir de gage? v, 512. Du chef de qui rent-elle due? v, 513. *var*, 148, 150. Exceptions postées par l'art 148 de la Coutume. v, 515. *vis*, 151. Ce qu'il y a de particulier dans les censives à droit de rétrocession à plaisir, puis la saisie censuelle, et quelles amendes sont dues dans ces cas? e, 515, 516. *vis*, 147, 149, 151. V. *Cens*. Saisie renouvelée.

Ratier n'appart. Lettres de relief d'appel. v, 73. V. *Appel*.

Ratier. V. *Donation entre-vifs*, *Mort civile*, *Profession religieuse*.

Ratier. V. *Rente constituée*, *Retraite*.

Réméré (CLAUSE). Clause par laquelle le vendeur se réserve de racheter la chose vendue. e, 377. *vis*, 341. Sa différence du contrat d'engagement. *ibid.*, et du contrat pignoraire. v, 346. Elle peut être convenue par les mesures. v, 378. Refutation de l'opinion contraire. 378.

Nature du droit de réméré. 378. Il est transmissible aux héritiers du vendeur. 378, 379. A moins que l'essence n'en ait été restreinte à la personne seule du vendeur. 379. Il est sensible. *Ibid.* Il est prescriptible par trente ans. *Ibid.* Même dans le cas où la faculté de l'essence serait accordée à tout. *Ibid.* Et où le contrat accorderait un temps plus long que celui de la prescription légale. *Ibid.*

Du droit de réméré agit l'action de réméré. 373. Elle est personnelle réelle. *Ibid.* Elle est divisible, lorsque la chose vendue est divisible. 380. Chaque héritier d'un vendeur ne peut l'exercer que pour sa part. *Ibid.* Néanmoins l'acheteur peut se refuser au réméré pour partie. *Ibid.* Quand l'action de réméré peut s'exercer, et contre qui elle s'intente? 380, 381. V. *Obligation de vendre*, *et d'acheter*.

Effet du réméré. 381. L'acheteur ou le possesseur doit rendre la chose. *Ibid.* Il peut y être contraint par la force. *Ibid.* La chose est rendue en l'état où elle se trouve. 381. L'acheteur est tenu de dédommager le vendeur par son fruit. 381. Il est tenu de la faute légère. 382. Il n'est pas tenu des détériorations arrivées sans son fruit. *Ibid.* L'acheteur conserve les augmentations naturelles arrivées par alluvion. 382, et à plus forte raison celles qu'il a faites à ses dépens. 382. Il en est de même pour le tiers d'un trésor trouvé par l'héritage. 382. *Secus*, d'une mine. 382, 383.

Lorsque le réméré s'exerce, depuis quelle époque l'acheteur doit-il les fruits? 383. Quand le rente à réméré, faite à vil prix, peut être considérée comme usuraire. *Ibid.* L'acheteur doit

rendre les fruits pendus au jour du la vente. *Id.* Doit-il vendre eux pendus au jour du réméré, ni depuis quelle époque? *Id.* C'est au vendeur d'en payer les labours et semences. *Id.* Pour que les fruits soient dus par l'acheteur, faut-il qu'il y ait eu offre ni consignation du prix par le vendeur? 383, 384.

Le vendeur doit restituer le prix à l'acheteur. 384, 385. C'est le prix du contrat. 385. Même dans le cas où le réméré aura été consacré par un acte postérieur à la vente. 385. On peut convenir que le vendeur paiera pour le réméré une somme plus forte ou moindre que le prix du contrat. *Id.* Le prix peut être rendu en monnaie différente de celles de la vente, pourvu qu'elle ait cours à l'époque du réméré. *Id.* Il est rendu sans intérêts. *Id.* Quand arrive l'acheteur affranchi de comptes des fruits. *Id.* Si le vendeur perçoit les fruits de l'année où s'exerce le réméré, il doit les intérêts du prix pour cette année. *Id.* Il doit le remboursement des charges acquittées par l'acheteur d'après le contrat. *Id.* Il doit aussi celui des pots-de-vin, épargnes, loyers-couits, etc. 386. Il en est de même des loyers et ventes. *Id.* Il doit les impenses nécessaires, autres que celles d'entretien. *Id.* Distinction à l'égard des impenses utiles. *Id.* Il ne doit rien pour les impenses voluptuaires. *Id.* V. *Impenses*. Le vendeur est tenu des mêmes prestations encore le tiers-détenteur. *Id.* L'acheteur ne peut être contraint au dédommement qu'après ces remboursements ou des offres valables, suivies de consignation. *Id.* Le vendeur n'est déchu, à défaut de ces prestations, que par un jugement. *Id.*

Le réméré opère la résolution du contrat. 387. Il n'est pas dû de nouveau profit pour le réméré. *Id.* Le cessionnaire propriétaire en même titre auquel il l'aient eue. *Id.* L'héritage reprend les mêmes qualités qu'il avait eues la vente. *Id.* Le vendeur le reprend quitte de toutes charges et hypothèques imposées par l'acheteur. *Id.* Il y a une véritable renonciation, lorsque la faculté de réméré a été accordée par convention postérieure au contrat. *Id.* Le vendeur, en ce cas, est tenu des charges et hypothèques, etc. *Id.* Distinction entre les hypothèques imposées par l'acheteur avant et après l'acte qui accorde la faculté de réméré. *Id.*

Le droit de réméré s'étend par la prescription. 387. Elle est conventionnelle ou ordinaire. 388. Le droit de réméré est résolu par la prescription conventionnelle, lorsqu'il n'a pas été exercé dans le temps convenu. *Id.* Cette prescription court contre les mineurs. *Id.* Même dans le cas où le temps convenu serait de trente

ans. *Id.* Pour que le cessionnaire soit déchu, après le temps écoulé, il faut une sentence qui le déclare tel. *Id.* La prescription légale de trente ans n'en a point pas moins contre le vendeur du jour du contrat. *Id.* Celui-ci ne peut pas contre les mineurs. *Id.* Ces principes sont applicables, lorsque le droit de réméré a été cédé à un tiers. 389. Exception au principe de la déchéance par sentence. *Id.* Le droit de réméré s'étend en outre comme toutes les autres créances. *Id.* Quand le vendeur est cessionnaire se fait renouveau ou y eue renouveau? *Id.*

V. *Arbitrage*. *Contrat pignoratif*. *Prescription de dix et vingt ans*. *Principe du communisme*. *Propre réel*. *Ramples*. *Remission*. *Retrait lignager*.

Remise des adjudications des biens saisis, trois fois de quinzaine en quinzaine, avant de procéder à l'adjudication pure et simple, et déclinée vi, 133. V. *Adjudication sans quinzaine*. *Saisie réelle*.

Remise ou la dette. Elle est un des modes dont s'éteignent les obligations; elle libère de plein droit. 185. La remise de la dette se fait par une simple convention, qui peut être conditionnelle. *Id.* Dispositions du droit romain sur la forme dans laquelle elle devait se faire, en certains cas. *Id.* La remise de la dette peut être totale. *Id.* Le remise du billet ou du titre fait présumer la remise de la dette. *Id.* La possession, en laquelle le débiteur se trouve du billet, fait-elle présumer que le créancier le lui a rendu? 185. La remise de la grosse d'un contrat dont il y a minute, ne fait pas présumer la remise de la dette. 186. Ni la restitution des choses données en paiement. *Id.* Remise de la solidarité. *Id.* V. *Obligation solidaire*. Le défaut de récépissé d'une quittance ne forme aucune présomption de la remise de la dette. *Id.* V. *Quittance*. Quand cette présomption peut résulter de ce que le somme due n'a pas été employée dans des comptes? *Id.* La remise de la dette peut-elle se faire par le seul volonté du créancier, sans acceptation du débiteur? 186, 187. Elle peut se faire pour le total ou pour partie. 187. On distingue la remise réelle et la remise personnelle. *Id.* La remise réelle éteint la dette. *Id.* La décharge personnelle ne libère que le débiteur et ses héritiers, mais non les autres débiteurs de la même dette. *Id.* La décharge de la caution ne libère ni le débiteur principal, ni les coobligés. 188. Le créancier peut-il licitement recevoir quelque chose d'une caution pour la décharger, sans l'imputer sur la dette? 188. Cas où il y avait sujet de craindre l'insolvabilité du débiteur. *Id.* Le débiteur ne peut pas répéter ce que le créancier

a reçu pour décharger la caution. 189. Le créancier seul, lorsqu'il dispose de ses biens, peut faire remiser de la dette. *Ibid.* Un procureur-général, un intendant, un administrateur, n'ont pas ce droit. *Ibid.* Exemption pour certains droits seigneuriaux, dont ils peuvent faire remiser. *Ibid.* Le créancier solidaire peut faire la remise. 190. La remise ne peut être faite qu'à débiteur. *Ibid.* Il faut pour qu'elle soit valable, que le débiteur soit capable de recevoir par donation. *Ibid.* V. *Acquiescement entre époux. Hypothèque. Indivisibilité. Lettre de change. Paiement. Rente foncière. Rémerci.*

Remise ou l'extinction. V. *Hypothèque.*

Remise. Du prix des propres des conjoints aliénés avant la communauté. *iv.*, 189, et, 193. S'il n'a pas été fait en plusieurs étages ni rentes, celui des conjoints, à qui le propre aliéné appartenait, est créancier de communauté de ce prix. *vi.*, 189, 190, et, 193. Et de tant en qui est parvenu à la communauté par l'aliénation de ce propre. *Ibid.* Ce principe a pour but d'écarter les avantages indirects entre époux. *Ibid.* V. *Avantage indirect entre époux.*

Le prix, sujet à la reprise, est celui pour lequel l'immeuble a été vendu. *se.*, 190. Par là, on entend le prix principal avec tous ses accessoires, dont le communant a profité. *iv.*, 190, *vi.*, 194. On doit y comprendre aussi le prix des charges appréciables à prix d'argent, imposées à l'acheteur, et dont le communant a profité. *se.*, 190, *vi.*, 193. V. *Prix.* Le communant ne doit les intérêts du prix que du jour de la dissolution. *iv.*, 190. On doit faire remise à la communauté des fruits pendans, vendus avec l'héritage, dont elle a été payée. *iv.*, 190, *vi.*, 193. Et de l'intérêt du prix dont l'acquéreur aurait été débiteur pendant un certain temps. *Ibid.* *Vice véré*, dans la cause où la communauté n'a joui à la fin du prix et de l'immeuble, dont la licence n'a eu lieu que longtemps après le contrat. *se.*, 190, 191, *vi.*, 194. La communauté doit également faire remise de ce qu'elle aurait joui à la fin du prix d'une rente viagère, et d'un censuel, et des arrérages ou des revenus depuis la vente. *se.*, 190, *vi.*, 194.

Non seulement la vente, mais toutes les espèces d'aliénations des propres des conjoints dont la communauté profite, donnent lieu à la reprise. *iv.*, 191. Dans le cas de la dation en paiement, le conjoint, auquel appartenait le propre, est créancier de la communauté du montant des dettes pour lesquelles il a été donné. 191. V. *Dation en paiement.* Si c'est une donation rémunératoire, il est créancier du montant du prix des services dont la communauté a été libérée. *Ibid.* V. *Donation rémunératoire.* Si

c'est une donation onéreuse, il est créancier de la reprise du prix des charges dont la communauté a profité. *Ibid.* V. *Donation onéreuse.* Si le propre du conjoint a été aliéné pour une rente viagère, la reprise est de la somme dont les arrérages de la rente viagère, courus depuis l'aliénation, jusqu'à la dissolution, excèdent les revenus de l'héritage. *Ibid.* Au cas d'échange pour des choses mobilières, le conjoint est créancier de la somme qui valait lesdites choses au temps qu'il les a reçues. 192. Si l'échange était d'un immeuble avec un retour, il est créancier du retour. *Ibid.* V. *Échange.*

S'il a donné son propre à bail à rente, il est créancier des deniers d'entrée ou autres choses mobilières qu'il a reçues. 192. Peu importe, pour que le conjoint ait le droit de reprise des choses dont il n'a pas été fait emploi, que l'aliénation ait été volontaire ou nécessaire. *Ibid.* Il est créancier de la reprise du prix de l'héritage qui lui a été rendu sur une action de réméré ou de rachat. *se.*, 192, *x.*, 327. Il n'en est pas de même du prix d'un immeuble acheté avant le mariage qui lui a été rendu sur une action rescisoire d'excès. *iv.*, 192, et, 192. V. *Action rescisoire.* Il est créancier de la somme donnée sur une action rescisoire pour le supplément du juste prix d'un de ses immeubles vendu avant le mariage. *se.*, 192. Et de la somme donnée pour le prix des améliorations faites par lui sur un immeuble qu'il a délaissé sur une action hypothécaire. *se.*, 192, *vi.*, 192. Il n'a pas cette reprise du prix des améliorations, lorsqu'il a fait la délaissation sur une action ou reconnaissance. *se.*, 193, *vi.*, 194. V. *Reconnaissance.* Si le délaissement est fait par une transaction, le conjoint est créancier de la reprise du la somme donnée. *se.*, 193.

Le cas d'un office de la maison du roi, dont le mari était pourvu avant son mariage, faite pendant sa durée, peut-elle donner lieu au remploi du prix? *se.*, 193. Il y a lieu à la reprise du prix des héritages aliénés entre le contrat de mariage; ou il y a stipulation de communauté, et la célébration. *se.*, 193, 194, et, 195. Le conjoint a-t-il pareillement le remploi du prix de ses rentes mobilières dans le temps intermédiaire du contrat et de la célébration? *se.*, 194, *x.*, 328. Le mari est-il tenu du remploi du prix des héritages vendus par sa femme séparée. *se.*, 194.

V. *Communauté légale. Donation entre mari et femme. Ordre. Précept légal. Propre de communauté.*

RENGAGEMENT À LA COMMUNAUTÉ. Acte par lequel la femme ou ses héritiers pour n'être pas tenus des dettes de la communauté, renon-

cent à la part qui leur est défrée par la dissolution du communanté, dans les biens dont elle est composée. *iv*, 179. Son origine. *Ibid.* Il n'y avait autrefois que les frères nobles qui pouvaient renoncer à la communauté. *ar*, 179, *vi*, 181, 190. Anjoard'hui tous les frères nobles héritiers la peuvent également. *ar*, 179, *vi*, 190. La femme ne peut, par le contrat de mariage, renoncer soit pour elle, soit pour ses héritiers, à la faculté qu'elle a de renoncer à la communauté. *ar*, 180. V. *Communauté entre-mesmes*. Disposition de la Coutume d'Orléans à cet égard. *Ibid.*

Comme et se faisait autrefois la renonciation à la communauté. *ar*, 181, *vi*, 190. Plusieurs Coutumes veulent qu'elle se fasse en justice. *Ibid.* Elle se fait pardevant notaire dans celles qui ne s'en sont pas expliquées. *Ib.* Elle ne peut se faire qu'après la dissolution. *ar*, 181.

Diversité des Coutumes sur le temps que la femme et ses héritiers ont pour renoncer. *Ib.* Elles sont abrégées par l'ordonnance de 1667 qui accorde le délai de trois mois pour faire inventaire, et de quarante jours pour débiter. *iv*, 181, 182, *vi*, 190. La veuve pendant son délai, ne peut être pourvu par les créanciers pour leurs qualités. *ar*, 181, *ra*, 190. Mais ceux-ci ne s'en sont pas expliqués, elle ne peut leur en appeler d'autres quand ne s'en est point par le contrat de mariage les lui aurait accordés. *ar*, 182. *Ibid.* Si la femme ne renonce pas après ces délais, elle est condamnée à payer la dette. *Ib.* Le jugement, qui la condamne, ne la rend pas nomme, mais seulement débiteur de créancier qui l'a obtenu. *iv*, 182, *vi*, 190. La femme ne peut plus renoncer après avoir accepté. *Ib.* A moins qu'elle n'ait pris des lettres de renouveau entre son acceptation faite en minorité. *ibid.*; ou si elle a été faite ou majorité, à moins qu'elle ne soit la suite du dol des héritiers du mari. *Ibid.* Les créanciers de la femme peuvent néanmoins recourir contre son acceptation faite en fraude de leurs droits. *ar*, 182, 183.

La femme, pour être reçue à renoncer, doit avoir fait inventaire. *ar*, 183, *vi*, 190. Dans le cas seulement où le préterit du mari est la cause de la dissolution. *Ibid.* Alors même que la dissolution vient par le préterit du mari, la femme peut accepter son inventaire, lorsque son éligement l'a empêché d'être en possession des biens de la communauté. *iv*, 183. Si les héritiers du mari ont fait un inventaire, la femme n'est pas tenue d'en faire un second. *Ibid.* De même, si le mari en avait fait un peu de temps avant sa mort. *Ibid.* Des provisions de sa vie et de vente peuvent aussi servir d'inventaire à la femme. *Ibid.* Si le mari n'a rien

laissé, la femme doit en justifier par un procès-verbal de carence. *Ibid.* V. *Inventaire. Reel.*

Par la renonciation, le mari et ses héritiers restent propriétaires de tous les biens de la communauté. 183, 184. La femme est exclue du préciput stipulé en faveur du survivant sur les biens de la communauté. 184. On doit néanmoins lui laisser ses vêtements. *Ibid.* Diversité des Coutumes sur ce point. *Ib.* La femme peut marier, jusqu'à la fin de l'année, des provisions qui se trouvaient dans la maison à la mort du mari. *Ibid.* Elle ne doit surseoir loyer pour avoir habité dans la maison depuis cette époque. *Ibid.* La femme, qui renonce, doit récompenser son mari de tout ce qu'elle a tiré de la communauté pour ses affaires personnelles. 184.

La femme ou ses héritiers, qui ont renoncé, sont déchargés de toutes les dettes de la communauté. *iv*, 186, *vi*, 190. Ils en sont tenus envers les créanciers, lorsque la femme s'est obligée en son propre nom; mais dès lors leur recours contre les héritiers du mari. *Ibid.* Si la femme n'est pas obligée en son nom, ils n'en ont pas plus pour eux-mêmes les créanciers. *Ib.* Cela s'applique sur les biens de la femme pour la sienne. *Ibid.* Et aux obligataires relativement pour la sienne de son mari. *iv*, 185, *ra*, 190, 191. Mais non à celles faites à raison de son commerce séparé, dont elle est tenue envers les créanciers. *Ibid.* La femme, qui renonce, doit encore être assignée de frais d'inventaire. *ar*, 183, *vi*, 191. V. *Acceptation de communauté.*

La renonciation à la communauté ne fait aucune mutation de fonds de la communauté, et ne change rien à son état. *vi*, 391, 392.

V. *Communauté tripartite. Continuation de communauté. Dette de la communauté. Préciput conventionnel.*

RENONCIATION AUX SUCCESSIONS. Acte par lequel celui, à qui une succession est défrée, déclare la volonté qu'il a de la répudier. *ar*, 471, *vi*, 377. Les personnes capables d'aliéner peuvent aliéner leur succession. *iv*, 47, *vi*, 377. On ne peut la répudier que lorsqu'elle est ouverte, et qu'on en a connaissance. *ar*, 471, 472, *vi*, 377. Exception pour les renouveaulements aux successions futures, par contrat de mariage. *iv*, 372, *vi*, 377. V. ce mot. On ne peut répudier une succession, quand on l'a acceptée. *Ibid.* Forme de l'acte de renonciation. *ar*, 472, *vi*, 377. Le part à celui qui renonce, revient à ses héritiers, qui en ont été privés de l'ouverture de la succession. *ar*, 473, *ra*, 377. Comment cet arrangement a lieu? *iv*, 472. V. *Accroissement.*

L'héritier a trois mois pour faire inventaire,



et quarante jours pour délibérer s'il acceptera ou renoncera. *av.* 473, 473. *vis.* 377. Les quarante jours pour délibérer courent du jour où l'investiture est terminée, s'il l'est avant les trois mois. *Ibid.* Tant qu'ils dilaient durent, les créanciers et les légataires ne peuvent obtenir de condamnation contre l'héritier. *av.* 473. *vis.* 377, 378. Dès qu'ils sont expirés, l'héritier, sur leur demande, est obligé de prendre un parti. *av.* 473. Sinon, il est condamné comme héritier. 473. Il peut renoncer sur l'appel. 473. Il n'est déclaré héritier par la condamnation, que vis-à-vis du créancier ou du légataire qui a été partie au procès. 474. Les intérêts de la somme demandée courent-ils du jour de la demande pendant le temps des délais? *vis.* 378. Le juge peut quelquefois proroger les délais. 378. V. *Acceptation de succession, Succession.*

**RENONCIATION AUX SUCCESSIONS FUTURES.** On ne peut répudier un droit ou ouvert. *av.* 396. *vis.* 388. Ni faire des conventions touchant la succession d'un homme vivant. *Ibid.* Violation de ce canon punitiva en faveur de la renonciation de biens dans les familles. *av.* 396. Habituellement, il n'y a que les filles qui renoncent par leur contrat de mariage à la succession de leurs père et mère, en faveur de leurs frères ou de l'aîné seul. *vis.* 396. *vis.* 377. Le mâle peut aussi renoncer au profit de son frère aîné. *Ibid.* Lorsque n'a pas encore au profit de qui la fille a renoncé, tous ses frères germaines en profitent. *av.* 396, 397. *Quid*, des frères consanguins? 397. Si elle a renoncé au profit de son frère aîné, mais le nommer, n'est au profit de celui qui l'y avait lors de la renonciation. *Ibid.* La renonciation se fait à la succession du père et de la mère qui fournissent la dot à la fille. 397. Quelquefois aux successions collatérales de ses frères et sœurs. 397. Elle ne peut se faire que par le contrat de mariage ou l'infant qui renonce. 397, 398. Elle doit être expresse. *Ibid.* *Quid*, s'il est dit par le contrat que la fille a promis de renoncer à la succession future? *Ib.* La renonciation ne peut être faite que moyennant une dot qui est fournie à l'enfant par les père et mère. 398. Cette dot doit être payée comptant, ou payable dans un court délai. *Ib.* Si la dot n'est fournie que par le père ou la mère, l'enfant ne peut commencer qu'à la succession de l'un quelconque la fournir. 398.

La renonciation s'éteint par l'exécution de la promesse de la dot, lorsque le père ou la mère sont en demeure de la payer. 398. Elle peut être éteinte quand à la succession de l'un, et non quand à celle de l'autre. 398, 399. Pour que la renonciation aux successions collatérales subsiste, il suffit que le père ou la mère ait

payé la dot. 399. La renonciation s'éteint encore, lorsque la personne, à la succession de laquelle on a renoncé, meurt entre le contrat et la célébration du mariage. *Ib.* Quand même la dot aurait été payée d'avance, lors du contrat. *Ibid.* La renonciation s'éteint de même par la préférence de ceux au profit de qui elle est faite. 399. Enfin, elle s'éteint par le rappel de celui qui a renoncé, de la part de celui à la succession duquel la renonciation a été faite. 399. Le consentement des frères, au profit de qui la renonciation a été faite, doit-il intervenir? *Ibid.* Le rappel peut se faire par quelque acte que ce soit. *Ib.* La fille, qui a renoncé aux successions de père et mère, et collatérales, rappelée seulement par le père, recouvre-t-elle le droit de succéder à ses frères et sœurs? 400. V. *Rappel à succession.*

**V. Représentation en ligne directe, Successions.**

**RENTE CONSTITUÉE.** Rente annuelle et perpétuelle, que l'un des contractants vend à l'autre, pour un prix qui doit consister en une somme de deniers qu'il reçoit de lui, sous la faculté de pouvoir racheter la rente, quand il lui plaît, pour le prix qu'il a reçu pour la constitution, et la rente constituée était considérée comme un droit réel et foncier que l'acquéreur et créancier de la rente acquiert dans l'héritage sur lequel la rente était assignée. 200. Elle n'est plus aujourd'hui qu'une simple créance personnelle. *av.* 201. *vis.* 392. L'assigné sur un héritage ne donne qu'un droit d'hypothèque. *Ibid.* V. *Assignat.*

On distingue, dans la rente constituée, la principale et les arrérages. 201. Elle est susceptible de deux définitions, selon qu'elle est considérée par rapport aux arrérages ou au principal. 201. Comment l'on peut dire que le créancier d'une rente constituée est créancier de capital, ou des arrérages. 201.

Les rentes constituées sont-elles mobilières ou immobilières? *av.* 202. *vis.* 45 et *avis.* v. 205, 207. V. *Chose.* Diversité des Coutumes sur ce point. *Ibid.* Selon les Coutumes qui les déclarent immobilières, elles ne laissent pas d'être telles, lorsque la constitution n'en a pas été passée devant notaire, ou lorsqu'elles deviennent saisissables en cas de faillite. *av.* 202. La rente constituée n'a pas de situation, elle est régie par la Coutume du domicile du créancier. *av.* 203. *vis.* 47. *vis.* 207. La rente peut changer de nature, lorsque le créancier change de domicile, ou lorsqu'elle devient la propriété d'un autre créancier. *av.* 203. Sauf les droits acquis aux tiers. 203. L'assignat sur un immeuble ne donne pas une situation aux rentes constituées. *Ib.* Ces

laisa rentes ont cependant leur situation dans le lieu où le berran d'origine est établi. 204.

Le droit de suite constitueur est au droit divisible. *Ibid.* V. *Obligation divisible et indivisible*.

Le débiteur d'une rente constituée en doit payer chaque année les arrérages. 201 et seq. V. *Arrérages*.

Comment s'établit le droit de rente constituée à prix d'argent. 210. A défaut de titre primordial de constitution, le droit peut s'établir par des titres recognitifs. *Ibid.* Distinction entre les reconnaissances ratées et non ratées et les reconnaissances au firmement commun. *Ibid.* V. *Titre recognitif*. Une reconnaissance de la première espèce, quoiqu'uniqua, fait pleine foi de la rente. 210. Elle ne fait foi de ce qu'elle constitue de plus que la terre, qu'à défaut de ce titre primordial. 220. Si elles contiennent un titre, et si qu'il y en ait plusieurs réunissant la rente une, le surplus est prescrit. 211. Les reconnaissances de la seconde espèce doivent être au nombre de trois au moins pour faire foi. 211. Il faut, dans tous les cas, que l'acte de reconnaissance, pour faire foi de la rente, ait été passé par le débiteur, et ait ou pour fin de la reconnaître, et de l'y obliger. 211, 212. Quand des reconnaissances, qui ne font pas constater au fin, établissent cependant une présomption capable de prouver la rente à possession. 212. Quelquefois le droit de rente constituée s'établit même en pleine foi, par le rapport de simples actes perbatairés de la prestation des arrérages. 212, 213. La prestation des arrérages pendant dix ans, fait presumer la rente sans preuve contraire. 16. La prestation des arrérages pendant trente ans, établit la preuve contraire de l'existence de la rente au savoir du renancier. 213. Ce débiteur n'est pas reçu, dans ce cas, à prouver qu'il ne devait pas, et moins qu'il ne voulait prouver que la rente était nulle.

Le vers d'usage, dans une rente constituée, ne se purge jamais. 111, 213, 214. V. *Usage*. Il faut avoir pu avoir pas de titre, dans ce cas, que l'on a vu au vicieux. 214. Pour que les quittances fassent présumer, on prouve la rente, et faut qu'ils soient ratés, ou du moins la plupart, pour arrêter de suite perpétuelle. *Ibid.* Il n'est pas nécessaire que le titre de la rente soit raté. 214 V. *Quittances*. Il faut qu'il y ait un paiement de rente raté. 214. Lorsque le créancier est un corps ou une communauté, le paiement des arrérages peut s'établir par les registres de recette. *Ibid.* Le paiement des arrérages pendant tant ans et plus, établit le droit de la rente constituée, sans qu'il

soit besoin que les quittances rappront rien. 214, 215.

Une rente, dans le don, est-elle présumée constituée à prix d'argent, et rachetable? 225. Le créancier, pour se défendre du rachat, peut justifier de la nature de la rente, par des reconnaissances ou autres documents. 216. Une seule reconnaissance, dans laquelle le titre de la rente est raté, est suffisante. *Ibid.* Si le titre n'est pas raté, il faut au moins trois reconnaissances pour justifier de la force de la rente. 216. Un grand nombre de quittances, donnant à la rente la qualité de foncière, suffit pour l'établir. 216. Autant d'actes par lesquels on peut s'établir la force de la rente. 216. Sur quel pied est rachetable la rente dont la rédemption ne justifie pas la force de la rente, lorsqu'on ignore pour quelle somme elle a été constituée? 217.

Comment s'éteignent les rentes constituées? 217. Le rachat est la mode d'extinction la plus naturelle et la plus ordinaire. *Ibid.* V. *Rachat de rente constituée*. Elle s'éteint encore par le rachat de la rente faite au débiteur, par le créancier, par la confusion. 224. V. *Confusion*. La part de l'héritage, sur lequel la rente est assignée, s'éteint par la rente. *Ibid.*

V. *Arrérages*. Droit de rachat. Chose. Constitution de rente. Communauté légale. Dérivation. Donation entre mari et femme. Portage de successions. Prescription de dix et vingt ans. Rachat de rente constituée. Rente viagère. Récompense. Restituer lignager. Souffrir. Transport.

Rente foncière. La rente, dans le bail à rente, doit être quelque chose de certain et déterminé, et 130. Elle peut consister en argent, ou en fruits; ou en denrées. *Ibid.* Elle n'est due que par partie, à mesure du temps qui s'écoule de la possession du preneur et de ses successions. *Ibid.* C'est une charge réelle de l'héritage baillé, et non de la personne du preneur. *Ibid.* Elle diffère sur ces trois derniers points du bail de la rente. *Ibid.* V. *Prix*, *rente*.

Elle diffère de la ferme et loyer, en ce qu'elle est due principalement par l'héritage, et de la propriété est transférée de la charge de payer la rente, ce qui n'est pas le cas dans le loyer. 130. Le preneur, dans le bail à rente, a l'héritage à ses risques; dans le loyer, le bailleur a les risques du bailleur. 131. Dans le premier, le preneur est obligé de payer la rente, quoiqu'il n'ait rien reçu; le fermier ou le locataire a droit à une diminution. 131. Néanmoins le preneur ne doit rien, s'il a été réellement dépourvu de l'héritage pendant plusieurs années. *Ibid.* V. *Longue durée*.

Différence de la rente foncière des arrérages

*Ibid.* V. *Servitudes*. En quoi elle diffère aussi de l'hypothèque. 131. V. *Hypothèque*. Elle produit des arrérages qui naissent et sont dus chaque jour, comme la rente constituée. 132. Elle diffère néanmoins de celle-ci, en ce qu'elle n'est pas, comme elle, une dette personnelle de celui qui l'a constituée, mais une charge réelle de l'héritage baillé. 132, 143, 144. Elle est due par l'héritier du preneur, non comme héritier, mais comme succédant à l'héritage, et le possédant. 132. Il n'en est pas de même des rentes constituées. *Ibid.* Les créances de rentes foncières ne sont pas, comme ceux des rentes constituées, sujets à la prescription de cinq ans. *Ibid.* V. *Arrérages*, *Bail à rente*, *Preneur*, *Rente constituée*.

La rente foncière n'est pas rachetable par sa nature. 132. Elle diffère en cela de la rente constituée. *Ibid.* Exception relative aux rentes foncières dont les maisons de ville sont chargées. 133. Restriction de la Coutume de Paris aux rentes créées pour le bail des maisons, et elle ne sont les premières après le cens. *Ibid.* Ses dispositions, sur ce point, s'appliquent à tout le royaume. 133. Quand une rente est répartie les premières après le cens. *Ibid.* Le droit de rachat est imprescriptible. *Ibid.* Il ne peut y être dérogé par la convention. *Ibid.* A quel taux doit-il avoir lieu ? 133, 134. Les rentes foncières dues à l'égline, quelque art des maisons de ville, ne sont pas sujettes au rachat. 134. V. *Bail à rente*.

Les créanciers de rentes foncières ont plusieurs actions. 144. Ils ont une action personnelle contre le preneur et le subrogé, et contre les héritiers de l'héritage. 144. Contre les promoteurs, elle naît du contrat. 145. Elle naît contre les détenteurs du quasi-contrat, par lequel, en possédant l'héritage, ils ont eus à être obligés à payer la rente. *Ibid.* Le tiers-détenteur, en possédant titre nouveau, n'a joint avec la première obligation. 145. *Titre reconnu*. L'obligation de payer les arrérages de la rente pèse à tous les héritiers du preneur ou du tiers-détenteur. *Ibid.* Quant aux étrangers concrus depuis la mort du défunt, il n'y a que ceux de ses héritiers qui succèdent à l'héritage qui en sont tenus. *Ibid.* Mais chacun de ceux-là en est tenu pour le total, quelque petite que soit la portion de l'héritage qu'il possède. 145. Il peut seulement exiger que le créancier le rembourse en ses droits et actions contre tous les autres détenteurs. 145. V. *Obligation indivise*. Les créanciers de rente font partie avec une action personnelle contre les détenteurs pour les arrérages nés pendant leur possession, et une action hypothécaire pour les autres. 146. Le possesseur ne

peut renvoyer le créancier qui l'estionne hypothécairement à discuter les détenteurs personnels. 146. Si le possesseur n'a pas eu connaissance de la rente, il n'est pas tenu personnellement de ses arrérages, mais hypothécairement. 146. V. *Action hypothécaire*, *Hypothèque*. Le créancier de la rente a encore contre le possesseur de l'héritage une action pour qu'il soit tenu de lui passer titre nouveau. 146. C'est une action réelle. *Id.* V. *Action réelle*. Elle se compare avec les précédentes par son même objet. 147. Elle se donne contre toutes les nouvelles propriétaires ou possesseurs de l'héritage sujet à la rente foncière. 147. Le propriétaire qui n'est pas en possession, n'y est pas sujet. 147. La même loi fait pas cesser la possession. *Ibid.* Il faut être détenteur pour en-même, pour y être sujet. *Ibid.* Le mari y est sujet pour les propres de sa femme. 147. L'usufruitier en est tenu. 147. Le non-propriétaire en est également tenu, à la charge par l'usufruitier de l'acquiescer des arrérages. 148. Celui qui possède un héritage comme s'en portant pour le propriétaire, en est tenu aussi. *Id.* Le seigneur de fief n'est pas tenu des rentes de l'héritage de son vassal qu'il tient en ses mains pour ses fiefs. *Ibid.* V. *Somme féodale*.

Le créancier de la rente foncière a une espèce de droit de gage sur les fruits et de l'héritage et sur les meubles qui le garnissent. n. 148. VII, 455. Il n'a pas ce droit à l'égard du locataire ou des fermiers de l'héritage. *Ibid.* Il est préféré sur lesdits fruits et meubles, à tous les autres créanciers de son débiteur. *Id.* Lorsque ces meubles et fruits ont été placés, le créancier a le droit de suite contre eux pour les faire restituer dans les mains du débiteur. n. 149. Il peut les faire saisir pour trois termes échus de sa rente sans avoir de titre exécutoire. 149.

Le créancier de la rente doit contribuer avec le preneur aux charges et aux impositions extraordinaires faites sur l'héritage. 149. Surtout à celles qui sont en pure charge. *Id.* Il ne contribue pas à celles qui tiennent au profit de l'héritage. 149. Si l'héritage est en fief, et que le bailleur ne se soit pas réservé la jouissance de l'héritage, le preneur doit seul les profits. *Ibid.* S'il est en censive, le preneur en doit aussi les cens annuels. 149, 150. Comment se paient les droits de vente de la rente et de celle de l'héritage. 150. Le créancier et le débiteur de la rente fautive contribuent chacun pour leur part dans le profit censuel de redevance à plaisir. 150. V. *Redevance*.

Comment désignent les rentes foncières ? 160. V. *Revenu de bail à rente*, *Régulation de bail à rente*. Par la destruction de l'héritage survenue par force majeure. 168. La rente n'est pas

été, si la destruction survient par le fait ou la faute du preneur. 168. Il faut que cette destruction ait été totale. *Ibid.* Lorsque le bail porte la clause de fournir et faire valoir, la rente s'impute sur la perte. 168. La rente féodale s'éteint encore par le rachat qui en est fait au créancier. 168. Par la remise faite par le créancier, et par la cession. *Ibid.* Par la consolidation. *Ibid.* Elle est encore éteinte, lorsque, sur une saisie réelle, l'héritage est adjugé sous charge de la rente. *Id.* Les rentes féodales s'éteignent encore par la prescription. *Ibid.* Les rentes féodales seigneuriales sont imprescriptibles. 169. Il y a deux espèces de prescription auxquelles sont sujettes les rentes seigneuriales. 169. La première est celle qui résulte de la possession du détenteur qui possède comme franc de la rente seigneuriale, l'héritage qu'il est chargé. *Ibid.* Elle ne peut avoir lieu qu'à l'égard des biens détenteurs, qui ont acquis le titre singulier d'héritage, sans avoir été chargés de la rente, et sans en avoir eu connaissance, et à l'égard de leurs héritiers. *Ibid.* Cette prescription est établie par l'article 114 de la Coutume de Paris. 169. Il faut cinq ans, d'après cet article, pour qu'il y ait lieu à cette prescription. 169. Premièrement, il faut que le tiers détenteur ait possédé pendant dix ans entre présents, et vingt ans entre absents. *Id.* Ce que la Coutume veut ad par autre présente et entre absents. *Ibid.* Pour acquiescer cette prescription, on peut jouir de la possession de ses auteurs à son égard. 170. Deuxièmement, il faut que la possession n'ait pas été interrompue soit de fait, soit de droit. 170. Troisièmement, que la possession ait été de bonne foi. 170. Le droit canonique exige que la bonne foi ait duré pendant tout le temps de la possession. *Ibid.* Quatrièmement, il faut que le possesseur produise son titre d'acquisition, dans lequel la rente ne lui a pas été déclarée. 170. Si le titre n'est pas produit, la prescription ne peut être acquiescée que par trente ans. *Ibid.* Cinquièmement, il faut qu'il n'y ait rien de la part du créancier qui empêcherait la prescription de courir contre lui. *Ibid.* Elle ne court pas si le preneur, après l'abandon qu'il a fait de l'héritage, ne s'est demeuré reprendre en possession apparente. *Ibid.* Elle ne court pas ou plus contre la femme dont le mari a vendu, comme libre, un héritage appartenant à elle, chargé d'une rente féodale. *Ibid.* Ni contre l'église. 171. Cas où l'église succède à un particulier contre lequel la prescription avait commencé à courir. 171. Elle court, quoique, pendant ce temps, le créancier ait été payé de ses rentes. *Ibid.* Cette prescription est de droit commun. *Ibid.*

La seconde espèce de prescription est celle qui résulte du non-usage du créancier à qui elle est due. 171. Le temps de cette prescription est de trente ans. 171. Excepté lorsque le premier ou autre possesseur s'est obligé à la payer par acte devant notaires, auquel cas elle est de quarante ans. *Ibid.* Les règles de la prescription ordinaires de trente ans s'appliquent à ce cas. 172. Lorsque le possesseur d'une partie de l'héritage est libéré par cette prescription, les autres possesseurs ne sont pas tenus d'en prévaloir. *Ibid.* V. *Prescription trentenaire. Prescription de dix et vingt ans.*

V. *Assignat. Bail à rente. Déguisement. Dites des rentes. Communauté légale. Inc. in re. Partage de successions. Société. Récompense. Rente viagère.*

**RENTA SEIGNEURIALE.** Une rente créée par un bail à rente, peut en être distincte et s'être payée seigneuriale. v. 392. Les rentes et redevances seigneuriales sont-elles prescriptibles ? 392, 394. V. *Prescription de dix et vingt ans. V. Bail à rente. Rente constituée. Rente fincité.*

**RENTE VIAGÈRE.** Rente dont la durée est bornée au temps de la vie d'une ou de plusieurs personnes. m. 224. Les rentes viagères se constituent, par donations, testaments, contrats matrimoniaux, ou à prix d'argent. *Ibid.* Le contrat de rente viagère est un contrat réel, réel, bilatéral, unilatéral, ressemblant à la donation ou à la vente. 225.

Il est de son essence qu'il y ait une personne sur la tête de qui la rente soit constituée. 325. Elle peut être sur la tête d'une ou plusieurs personnes. *Ibid.* Le contrat est nul, lorsque la personne, au temps du contrat, était déjà gravement malade d'une maladie ignorée de la partie, et dont elle est morte peu de temps après. *Ibid.* Il n'importe quelle soit la personne sur la tête de qui la rente est constituée, lorsqu'elle n'est pas parvenue au contrat, puisqu'elle n'acquiert aucun droit. 225, 226.

Il est de l'essence de la rente viagère, que l'acquéreur de cette rente aliène son capital. 226. L'acquéreur peut néanmoins répéter ce prix, lorsque le constituant ne satisfait pas aux conditions du contrat. 226. Différences entre le contrat de rente viagère et celui de rente perpétuelle, dans le cas de répétition du capital pour inexécution du contrat. Autres différences relatives à la vente par décret de l'héritage sur lequel la rente est hypothéquée, et à la coutume. 227. Différences entre les deux contrats, sur les conditions requises pour leur validité. 227. Le constituant d'une rente viagère n'a pas la faculté de rachat. *Ibid.* Il n'y a pas

de l'acte réglé pour les contrats de constitution de rente viagère. 227. Elles peuvent être constituées autrement qu'en argent. *Ibid.*

Entre quelles personnes peut-on passer le contrat de rente viagère. 228. Il est interdit aux gens de main-morte, lorsque la rente excède le taux légal. *Ibid.* Nous ne pouvons donner de l'argent à rente viagère, ou taux légal, à ceux à qui nous ne pouvons donner. 228. Il en est de même, si la rente n'excède que de peu de chose le taux légal. 228. V. *Acquiescement indirect*. Le contrat de rente viagère peut-il intervenir entre un mari et une femme séparés de biens? *Ibid.* V. *Séparation de biens*. On peut stipuler que la rente viagère, après la mort de l'acquéreur, continue au faveur d'un tiers, pendant sa vie. 228, 229. *Quid*, si ce tiers est incapable de recevoir par donation de l'acquéreur? 229. Appréhension au cas où la rente aurait été constituée sur la tête de deux époux incapables, d'après la loi, de s'entretenir. *Ibid.*

Le contrat de rente viagère peut être passé sous seing privé ou par devant notaire. 229. On peut y apposer les mêmes clauses qu'en contrat de constitution de rente perpétuelle. *Ibid.* Clause par laquelle le constituant rendra aux héritiers du créancier de la rente, une partie de la somme qu'il a reçue, lors de la constitution. 229, 230. Le contrat de rente viagère peut être mêlé de rente perpétuelle, lorsque le constituant doit, après la mort du créancier de la rente, restituer à ses héritiers une rente de tant, rachetable de tant. 230. La rente, qui doit être constituée aux héritiers, peut-elle excéder le taux légal des intérêts de la somme d'argent dont il aura été constitué? 230. Lorsque la rente viagère est constituée par testament et qu'il est dit qu'un terme sera payé d'année, ce terme est-il acquis au successeur du créancier de la rente, qui meurt avant son échéance, ou doit-elle lui être restituée? 230, 231. Différence de la nature des rentes viagères, et de la nature des rentes perpétuelles. 231. La rente viagère n'a pas de capital; elle consiste dans le créance des arrérages qui en doivent durer pendant tout le temps de sa durée. 131. Les rentes viagères sont-elles meubles ou immeubles? 11, 231. 27, 48. VII, 10. V. *Choses*. Peut-on constituer une rente viagère pour le prix d'arrérages de rente constituée, ou d'intérêts dus par le constituant? 11, 232. Elles sont régies par la loi du domicile du créancier. *Ibid.* Sont-elles susceptibles de saisies-arrests de la part des créanciers de ceux à qui elles sont dues, et peut-on stipuler qu'elles n'y soient pas susceptibles? 232. De la prestation des arrérages des rentes viagères. 231. V. *Arrérages*.

La rente viagère s'éteint par la mort de la personne sur laquelle elle est constituée. 233. Elle n'est pas éteinte par la mort civile de cette personne. *Ibid.* Le créancier est obligé de justifier de l'existence de la personne sur la tête de laquelle elle est constituée, à la réquisition du débiteur. 234. Les rentes viagères s'éteignent aussi comme les rentes perpétuelles. 234. V. *Rachat des rentes*. *Rente constituée*. Le contrat de rente viagère donne-t-il lieu au retrait féodal? V. *Retrait féodal*.

V. *Communauté légale*. *Don mutuel*. *Propre de remariage*. *Remploi*.

REVOI À TIRE CIVILE. Dans quels cas il peut être poursuivi à la requête des arrués? VI, 229, 230. V. *Requête au criminel*.

REVOI À LA MARE. Quelle preuve font-ils, lorsqu'ils ne sont pas signés? 232. Peut-on admettre la preuve par témoins de ce qu'ils contiennent? V. *Écritures privées*. *Preuve testimoniale*.

RÉPARATION. Les réparations sont chargées des fruits, à l'exception des dommages, qui sont chargés de la propriété. I, 384. III, 582. Distinction entre les réparations d'entretien et les reconstructions. 18, 157. III, 582. Comment le fermier judiciaire doit faire procéder aux réparations de l'héritage. VII, 124. V. *Bail judiciaire*. Priologie de ceux qui ont fait des réparations la chose dont le prix est distribué entre les réductions. V, 458. V. *Ordre*.

V. *Communauté légale*. *Déguerpissement*. *Don mutuel*. *Douaire de la femme*. *Louage des choses*. *Priologie* (bail à rente). *Quasi-contrat*. *Ungiturum gestorum*. *Séparation de biens*. *Usufruit*.

RÉPARATION CRIMINELLE. Les héritiers d'un défunt sont tenus de la réparation civile du délit qu'il avait commis. I, 210. V. *Mort du débiteur et du créancier*. Lorsqu'il y a plusieurs accusés, ils sont condamnés solidairement à la réparation civile. VI, 238. La prescription de vingt ans pour les crimes s'applique-t-elle à l'égard de la réparation civile? V. *Prescription des crimes*.

V. *Séparation de dettes*.

RÉPARATIONS LOCATIVES. Menues réparations, qui proviennent de la faute des locataires, et non de la vétusté ou mauvaise qualité des parties dégradées. II, 318. 341. Qu'il faut en faire, et quand doivent-elles être faites? 318, 341. Lorsqu'il y a un jardin dans la maison louée, l'entrepreneur de ce jardin est à la charge du locataire. 341. Le remaniement des bûches est une réparation locative. 342. Responsabilité des locataires en cas d'incendie causé par le défaut

de ramona. *Ibid.* Deux locataires, qui ont la jouissance d'un escalier commun dans la même maison, doivent le répartir chacun pour sa part. 343. Les fermiers sont tenus de l'entretien des bâtimens de la ferme, de celui des baux et du curage des fossés. 342. Les réparations dont doivent être tenus les locataires ou fermiers, et font faire l'usage des lieux. *Ibid.* V. Louage de choses.

**RÉPÉTITION.** C'est celui qui répète une chose indûment payée à prouves qu'elle n'était pas due. i. 252 V. *Confession extrajudiciaire* *Compensation*. *Conditio indebiti*. *Quasi-contract* *promissum*.

**RÉV. V. Lettres de répit.**

**RÉTRAQUE.** Réponses du demandeur aux défenses du défendeur, qui se signifient par acte de procureur à procureur. vi, 21, 22. V. *Défenses*.

**REPRÉSENTATION EN LIGNE DIRECTE.** Vient de la loi, parce que les descendants sont rapprochés et placés dans le degré de parenté du même père et mère, lorsqu'il se trouve vacant, pour succéder au défunt, en leur place, avec ses autres enfans. ix, 401, 403. vii, 368. Les quatre Coutumes de Ponthieu, de Boulonois, d'Artois et du Hainaut, sont les seules qui la rejettent. ix, 402, 403. vii, 368. Elle a lieu à l'infinit dans la ligne directe descendante. vi, 402. Il n'est pas nécessaire que l'enfant, qui succède par représentation, ait été légitime de son père ou de sa mère qu'il représente. *Ibid.* On ne peut représenter un parent vivant, qui jouit de l'état civil. vi, 402. vii, 368. Les enfans d'un fils aîné ont-ils le droit de représenter, lorsqu'il est vivant, ou même lorsqu'il est prédécédé? vi, 402, 403. vii, 368. V. *Exhérédation*. *Quid*, des enfans de l'indigne, et de la fille mariée exclue de la succession de ses père et mère, ou par la Coutume, ou par sa renonciation? vi, 403. V. *Incapacité*. *Renonciation aux successions futures*. Les enfans, qui viennent à la succession par représentation du fils du défunt, excluent-ils les enfans d'un autre fils du défunt, qui a renoncé? vi, 403. x, 634. Les enfans d'un fils prédécédé excluent-ils les enfans d'un autre fils vivant, lequel est aîné? vi, p. 404. La représentation ne donne jamais aux représentans plus que l'en aurait eu lui-même. vi, 404. vii, 368. La représentation donne-t-elle aux filles de l'aîné prédécédé le précept d'aînesse qu'aurait leur père, qu'elles représentent? vi, 404. La fille d'un aîné prédécédé la représente-t-elle au droit d'aînesse? 404. V. *Aînesse (droit d')*. *Représentation* a l'effet de partager par aînesse et non par

personnes. vi, 405. vii, 368. Les petits-enfans, en égal degré, d'un défunt, à la succession duquel tous ses fils ont renoncé, partagent ils par aînesse ou par personnes? ix, 405. V. *Représentation en ligne collatérale* *Restraint leguager* *Succession*.

**REPRÉSENTATION EN COLLATÉRALE.** Les Coutumes de Paris et d'Orléans l'admettent en faveur des oncles et nièces. vi, 433. vii, 370, 402. Mêmes principes généraux que pour la représentation en ligne directe. 433. Les représentans succèdent non seulement au degré, mais à tous les avantages personnels de la personne représentée. 433, 434. Réception à ce principe dans l'article 321 d'Orléans, qui veut que les enfans des frères n'excluent pas les sœurs du défunt dans les biens. vi, 434. vii, 402. Il faut, pour cela, qu'il n'y ait pas de frère vivant. vi, 434. vii, 402. Sont-elles exclues, s'il y en a un qui renonce? *Ibid.* Les neveux, enfans du frère, excluent-ils les neveux, enfans d'une sœur, lorsqu'il n'y a pas de frère vivant? ix, 434, 435. La nièce, fille du frère, a-t-elle le même droit? 435. S'il y a une sœur survivante, partage-t-elle le bénéfice de l'exclusion avec les neveux, fils du frère? *Ibid.* *Quid*, dans les Coutumes qui ne s'en sont pas expliquées? 435, 436. La représentation en faveur des neveux et nièces, n'a lieu que lorsqu'il se trouve, à l'exclusion de la succession, quelque frère ou sœur du défunt qui les exclut. 436. La succession, en ce cas, a lieu par aînesse. *Ibid.* Si les neveux viennent de leur chef, elle a lieu par tête. 436. En est-il de même, lorsque le défunt a laissé un frère qui a renoncé à la succession? *Ibid.* A défaut de frères et sœurs du défunt, ses neveux et sœurs concourent avec ses neveux et nièces. 436. Cette disposition de la Coutume est contraire à la nouvelle 437. *Quid*, dans les Coutumes qui ne s'en sont pas expliquées? 437. De la représentation à l'infinit admise par certaines Coutumes 437, 438. Du rappel qui supplée à la représentation. 438. V. *Appel à succession*. *Représentation en ligne directe* *Succession*.

**RENONCIATION ACCORD (CLAUSE DE).** Consentement fait par la femme, dans le contrat de mariage, qu'elle pourra, à la dissolution de la communauté, en y renouant, reprendre ce qu'elle y a mis. vi, 130. vii, 184. Cette convention est de droit très étroit. *Ibid.*

La dissolution seule de la communauté y donne ouverture. ix, 130, 131. vii, 184, 186. La renonciation n'est pas une condition qui le suspende. *Ibid.* S'il est dit que la future seule survivante pourra renouer la communauté... Il ne s'ensuit pas qu'elle ne puisse exercer le

même droit, lorsque la communauté est dissoute par une séparation de biens. *av.*, 131. La reprise exercée par la femme, à qui seule elle était accordée, après la séparation de biens, ne peut être répétée contre ses héritiers par le mari qui lui a survécu. 131. Il n'y a que la dissolution, qui arrive par le prédécès du mari, ou par une séparation, qui puisse donner ouverture, au profit de la femme, au droit de reprise. 132. Et celle qui arrive par le prédécès de la femme, qui puisse y donner ouverture au profit des enfants, expressément compris dans la convention. 132.

La femme est censée n'avoir stipulé que pour elle seule, lorsqu'elle n'a pas expressément compris les héritiers dans la convention. *av.*, 132. *vis.*, 184. Quand même la clause serait conçue en termes impersonnels. *av.*, 132. Pour que les enfants aient droit à la reprise, il faut que le contrat les ait expressément compris dans la convention. *av.*, 132. *vis.*, 185. Les mots *enfants, rians, heirs*, comprenant les enfants de tous les degrés, et même ceux des précédents mariages. *av.*, 133. *vis.*, 135. V. *Enfant*. A moins qu'il n'y ait une restriction aux *enfants qui naîtront du mariage*. *av.*, 133. *vis.*, 186. Ces termes, *qui naîtront du mariage*, lorsque effectivement il n'en est ni au présent, ni que le même droit était accordé aux héritiers collatéraux, n'empêchent pas d'admettre la reprise des enfants d'un précédent mariage. *Ibid.* De même ces termes, *la future et les héritiers collatéraux pourront, etc.*, n'excluent pas les enfants qui sont censés compris dans la convention. *av.*, 133. *vis.*, 185. Mais, à défaut d'enfants, les père et mère, et autres héritiers du légitime ascendants de la femme, doivent-ils être aussi censés compris dans la convention? *av.*, 134. *vis.*, 185. A défaut d'héritiers collatéraux, le créancier de la succession vacante, ou le seigneur à qui la succession a été dévolue, ne peuvent exercer la reprise. *av.*, 134. *vis.*, 185. Espèce, dans laquelle il y a en question de savoir si les enfants étaient compris dans la convention pour la reprise de l'apport de la femme. *av.*, 134, 135. Autre espèce. 135.

L'action pour la reprise peut être exercée par toutes les personnes qui ont succédé au droit de la femme, ou qui les exercent pour elle. 135, 136. Pourvu qu'elle-même en ait été investie, lors de l'ouverture du droit qu'elle transmet. 136. Ses créanciers peuvent aussi l'exercer. *av.*, 136. *vis.*, 135. Ils peuvent même renoncer pour elle à la communauté, si elle l'eût acceptée quoique mariée, non fraude de leurs droits, pour favoriser ses enfants débiteurs de la reprise. *Ibid.* Les héritiers et autres successeurs de l'hé-

ritier de la femme compris dans la convention, peuvent également exercer le droit de reprise ouvert au profit de leur auteur. *av.*, 136. Si l'héritier compris dans la convention, après avoir accepté la succession de la femme avec bénéfice d'inventaire, abandonne les biens aux créanciers, il leur abandonne en même temps le droit de reprise qu'ils peuvent exercer. *av.*, 136. *vis.*, 185. Le légataire universel institué par la femme, qui l'a institué avec un enfant compris dans la convention, peut, après l'envoi en possession, exercer le droit de reprise. *av.*, 136, 137. *vis.*, 184, 185. Ce droit s'est ouvert au profit de l'héritier, qui l'a transmis au légataire universel. Et comme le légataire universel ne peut exercer la reprise, si l'héritier a renoncé à la succession. *av.*, 137. *vis.*, 186.

La clause de reprise de l'apport étant de droit étroit, lorsqu'il est dit que la femme reprendra ce qu'elle a apporté, cela ne s'entend que de ce qu'elle avait auparavant de mariage. *av.*, 137. *vis.*, 186. Espèces et décisions. *av.*, 137, 138. Lorsqu'il est dit que la reprise se fera sous la déduction d'une somme que le mari pourra retenir pour l'indemnité des frais de nocces, les héritiers du mari ont aussi le droit de la retenir. 138. La femme peut stipuler pour elle la reprise de tout son apport sans condition, et pour ses héritiers, compris dans la convention, la reprise avec la déduction d'une somme au mari pour frais de nocces. 138. Question sur cette espèce. 138. Lorsque le père de la femme, compris dans la convention, exerce la reprise, la déduction imposée par la femme à ses héritiers, pour frais de nocces envers le mari, doit être supportée en tout par le père, si non en partie par les héritiers aux propres maternels. 138, 139. Lorsque la convention est conçue en ces termes: *la future et son enfant qui naîtront du mariage reprendront ce qu'elle a apporté en communauté; les enfants qu'elle a du précédent mari auront aussi cette reprise, mais sans la déduction de la somme de quatre mille livres que le mari retiendra pour frais de nocces; comment l'enfant du mariage, et l'enfant du précédent mari, au profit desquels il y a eu ouverture de la reprise, supporteront-ils la déduction?* 139, 140.

Il ne peut y avoir d'autres choses comprises dans la reprise stipulée au profit de l'héritier, que celles auxquelles il a droit de succéder. 140.

La reprise des effets mobiliers de la femme ne se fait pas au présent. *av.*, 140. *vis.*, 186. On suit pour leur valeur l'estimation faite lorsqu'ils sont entrés dans la communauté. *Ib.* Lorsque la reprise de dettes actives de la femme a été stipulée, le mari est débiteur non seulement des

sommes qu'il a effectivement reçues, mais de celles qu'il aurait dû recevoir. *Id.* Les héritages se reprennent en nature, lorsqu'ils se retrouvent entre les mains du mari. *Id.* Il est tenu des déclarations. *sv.*, 141. *ru.*, 186. Il doit lui être fait compte des améliorations. *Id.* La femme ne peut renoncer contre les acquéreurs des héritages immobiliers, saisis à la reprise, aliénés par le mari. *sv.*, 141. La femme, qui reprend le repris, doit elle faire déduction de ses dettes passives qu'elle avait lors du mariage? *Id.* La créance pour le repris de l'apport de la femme, est mobilière pour raison du mobilier qu'elle a apporté, et immobilière pour raison des héritages qu'elle a succédés. 142. *V. Communauté conventionnelle. Choses. Ordre. Remploi.*

**REPRISE D'INSTANCES.** Elle est forcée ou volontaire. *vs.*, 45. Époque dans laquelle elle se fait. *Id.* Un successeur à titre singulier peut-il reprendre l'instance, ou seulement intervenir? *Id.* À défaut de reprise d'instances volontaire, l'autre partie assigne au reprise d'instance. 45. Si l'affaire n'est ni d'être jugée, lors du décès, il n'y a pas eu d'interruption, et il n'y a lieu à reprendre l'instance. 46. On ne peut reprendre une instance périmée. *Id.* *V. Interruption d'instance. Péremption.*

**REPROCHES.** Cas dans lesquels les témoins peuvent être reprochés. *s.*, 247, 249. *V. Témoins.* Reproche des témoins en matière criminelle. *V. Confrontation. Jugement en matière criminelle.*

**RÉVOCATION DES LEGS.** *V. Legs.* Des successions. *V. Renonciation aux successions.* Des substitutions. *V. Substitution fidéicommissaire.*

**REQUÊTE CIVILE.** Voir extraordinaire de sa pouvoir contre les arrêts et jugemens en dernier ressort, perdant du Jugé qui les a rendus. *s.*, 253. *vs.*, 178. Cas généraux dans lesquels il y a ouverture à requête civile. *s.*, 256, 257. *vs.*, 178, 79. Cas spéciaux dans lesquels il n'y a ouverture à requête civile qu'on fera de certaines personnes. *s.*, 257. *vs.*, 79. Ouverture en faveur des mineurs et communautés, lorsqu'ils n'ont pas été suffisamment défendus. *vs.*, 79. On ne peut se pourvoir par requête civile que contre les arrêts et jugemens en dernier ressort, non susceptibles d'opposition. 80. On peut se pourvoir contre un seul chef. *Id.* On ne peut se pourvoir qu'une seule fois par requête civile. *Id.* La requête civile doit être instruite dans les six mois de la signification de l'arrêt ou jugement à partie. *s.*, 499. 500. *vi.*, 80. Le délai ne court que du jour où les pièces ont été reconnues fausses, ou recouvrées, et la requête civile est fondée sur l'un de ces deux motifs. *Id.* Le roi

peut relever du temps par des lettres de dispenser en grande chancellerie, et enregistrées. 81. Pour se pourvoir par requête civile, il faut, sur une consultation signée de trois sçavans docteurs, ôbruer des lettres en chancellerie. *vs.*, 81. L'impétrant doit assigner une amende de trois cents francs envers le roi, et de cent cinquante francs envers la partie, pour le cas où il perdrait ses procès. 81, 82. Les requêtes civiles sont portées dans la cour ou juridiction qui a rendu le jugement en dernier ressort, contre lequel on se pourvoit. 81, 82. Exception pour la requête civile incidente, qui est portée à la juridiction où est pendante la contestation à laquelle elle est incidente. 82. Procédure sur la requête civile. 82. La requête civile n'empêche pas l'exécution de l'arrêt ou du jugement attaqué. 82, 83. Les juges, s'ils trouvent les moyens de requête civile valables, renvoient les parties au procès d'où elles étoient avant l'arrêt ou le jugement. 83. On plaide ensuite de nouveau sur le fond. *Id.* *V. Chose jugée. Requête d'appelation.*

**REQUÊTE AU CONTRAIRE.** Requête de la partie civile à fin de périeson, pendant l'instance ou du procès. *vs.*, 228. *V. Provision.* Requêtes des serens pour être élargis ou remis en état de soit ouï. 229. *V. Élargissement.* Pour être reçus procès ordinaire, et à fins civiles, et contraindre le procès criminel en instance civile. 229, 230. Cette contrainte ne peut avoir lieu que lorsqu'il y a une partie civile. 230. Requête des parties au principal, quand l'instruction est terminée. 230. Elle contient les moyens tant de la forme que du fond. *Id.*

**REQUÊTE D'OPPOSITION.** Voir pour attaquer des préjudiciaux, ouverte dans les mêmes cas, et pour les mêmes causes que la requête civile. 256, 257. *V. Requête civile.*

**RESTITUTION.** Les mineurs, soit eux-mêmes, soit leurs tuteurs, sont restituables contre les actes qu'ils ont passés en minorité, pour quelque besoin que ce soit. *vi.*, 172. Quod même de se soient dits majeurs dans l'acte. 172. Notre droit diffère de celui du droit romain. 172. Ils sont restituables, soit qu'ils aient passé ces actes depuis leur émancipation, ou sous l'autorité de leurs tuteurs, ou que leurs tuteurs les aient passés pour eux en cette qualité. 173. En général, ils sont restituables contre quelque espèce d'acte que ce soit, par lequel ils ont été lésés. 173. Quod si minor est in causa lésa? 173. Ils ne sont pas restituables contre les actes de pure administration nécessaire, faits par leurs tuteurs, ou par eux depuis leur émancipation. 173, 174. La violence, la crainte, le dol, l'erreur, et la lésion sont des motifs de



rescision des actes prétés par les majeurs 174, 175, 176. V. ces mots.

V. *Cantios. Lettres de rescision. Prémices maritales.*

**RESCISION DU BAÏL A RENTE.** Le baïl à rente peut être résolu. 11, 151. La lésion de plus de moitié du juste prix y donne lieu. 151. La promesse peut repousser l'action rescisoire, en consentant à augmenter la rente. 151. Doit-il les intérêts du supplément de prix du jour du contrat ou de celui de la demande? *Ibid.* La rescision du baïl à rente s'exerce de la même manière que celle de la rente. *Ibid.* Cependant le bailleur n'y est pas admis, s'il est prouvé qu'il connaissait bien la valeur du tout héritage au temps du contrat. *Ibid.* Ses effets, et les prestations auxquelles elle donne lieu, sont les mêmes que dans les cas de la vente. *Ibid.* Avec cette différence que la promesse, même de bonne foi, est tenue des dégradations causées par sa négligence. 151, 152. V. *Rescision de la vente.*

**RESCISION DES PARTAGES.** V. *Partage de la communauté. Partage des successions. Sociétés.*

**RESCISION DE LA VENTE.** L'effet de la rescision est de remettre les choses au même état que si le contrat n'avait jamais existé. 1, 363. Elle a lieu pour lésion énorme. 362, 363, 365 Il faut qu'il s'agisse d'un vente d'immeubles. 367 Les ventes par décret n'y sont pas sujettes. *Ibid.* ni celles des droits successifs. 367, 368, à moins qu'elles ne soient faites à un cohéritier. 368. Il faut que la lésion soit de plus de moitié du juste prix. *Ibid.* V. *Lésion.* C'est le prix du temps du contrat. 368. V. *Prix.* L'extinction en est faite par sa perte. *Ibid.* Le teneur ou le mine, découvert depuis la vente, n'en fait pas partie. 368. Les droits seigneuriaux et de centième n'y entrent pas. 368, 369. Le charge ou le risque, dont l'acheteur a été chargé, doit faire partie de l'estimation. 369, la charge de réparer occupée. *Ibid.*

Effets de la rescision. 372. L'acheteur doit rendre l'immeuble et les fruits. *Ibid.* De quelle époque doit-il les fruits? *Ibid.* Quels fruits? *Ibid.* Il doit rendre tous les accessoires de l'immeuble. *Ibid.* Il doit faire raison des dégradations dont il a profité, comme des coupes de hautes futaies. *Ibid.* Le vendeur doit rendre la pris et ce qui en dépend. 373. Les intérêts ne sont dus que lorsque les fruits sont rendus. *Ibid.* Le vendeur doit faire raison à l'acheteur des impenses nécessaires. *Ibid.* Il ne doit les impenses utiles que jusqu'à concurrence de ce qu'il en a profité. *Ibid.* Il ne doit rien pour les impenses volontaires. *Ibid.* Les impenses utiles se compensent avec les débetiments. *Ibid.* Il doit l'intérêt des impenses utiles. *Ibid.* Il ne doit pas

les frais du contrat. 374. Différence entre les prestations du vendeur et de l'acheteur. *Ibid.* La rescision prononcée contre le tiers possesseur l'oblige aux mêmes choses que l'acheteur. *Ibid.* Toutefois, il n'est tenu qu'indirectement et non personnellement du rapport des fruits et des dégradations. *Ibid.* Jusqu'à concurrence seulement du prix payé par l'acheteur avec les intérêts. *Ibid.* Le vendeur rentre dans l'héritage, exempt de toute charge établie par l'acheteur. *Ibid.* Le créancier hypothécaire, en ce cas, peut empêcher la rescision en payant le supplément du prix.

Effets de la rescision, quand elle a été obtenue par l'acheteur contre le vendeur. 376, 377. Le vendeur doit rendre le prix. 376, 377. Il n'est obligé au remboursement des frais du contrat et autres. 377. Différence avec l'action rédhibitoire. *Ibid.* Le vendeur doit les impenses nécessaires faites sur l'héritage. *Ibid.* Il doit les dépenses utiles jusqu'à concurrence de la plus-value. *Ibid.* Il ne doit rien pour les impenses volontaires. *Ibid.* L'acheteur peut les exiger, si elles en sont susceptibles. *Ibid.* Obligations du vendeur dans le cas où la chose ne lui est pas rendue. 377. L'acheteur est tenu de rendre l'héritage tel qu'il se trouve. 377. Avec les meubles qui le garnissaient, ou leur estimation. *Ibid.* V. *Action rédhibitoire. Propre de communauté. Retrait hyposar.*

**RESCRIPTION.** Lettre pour laquelle je demande à quelqu'un de payer ou de compter pour moi à un terme certain somme. 14, 289 En quoi elle diffère de la lettre de change. *Id.* Elle est ordinairement pour objet de faire payer par un tiers le dette d'un créancier à qui l'on remet la rescription. 287. Il intervient trois personnes dans ce contrat : l'indiquant, l'indiqué, et celui à qui l'on indique. 289. Il renferme deux contrats de mandat ; l'un entre l'indiquant et l'indiqué ; l'autre entre l'indiquant et celui à qui il indique. V. *Mandat.* Le créancier de l'indiquant, porteur de la rescription, n'est obligé à aucune diligence contre la personne indiquée. 290. Lorsque le débiteur indiqué souscrit la rescription, il n'est pas pour elle libéré envers l'indiquant, ni celui-ci envers son créancier porteur de la rescription. 290. C'est en cela que la rescription diffère de la délégation. *Ibid.* V. *Délégation.* Les autres créanciers de l'indiquant peuvent, après l'acceptation de l'indiqué, faire arrêter utilement sur les fonds qu'il doit à l'indiquant. 290. La rescription peut être révoquée par l'indiquant tant qu'elle n'a pas été acquittée. 291. Les rescriptions peuvent aussi être à usage pour les prêts et les donations. 291. Dans ces deux cas, il n'intervient pas de mandat entre

l'indigne et celui à qui il indique. 291. V. *Lettre-de-céance. Mandat.*

**RÉSERVE.** Dans le droit romain, la réserve de l'héritier consistait dans le quart-faustor ou à-vis de la greigneur, et dans le quart-trabellianique à-vis à-vis des fidicommissaires universels. xv, 337. Variété des Coutumes sur la quantité des biens dont on peut disposer par testament. 547. Principes des Coutumes de Paris et d'Orléans. *Ibid.* La portion disponible se fixe sur les biens appartenant au testateur à son décès. 547. Ces Coutumes réservent à l'héritier les quatre quints des propres réels. iv, 547. vii, 317. V. *Propre.* Le propre réel amoulti est sujet à la réserve, comme s'il n'avait pas été amoulti. *Id.* Ce sont les quatre quints de l'universalité des propres du défunt, et non les quatre quints de chaque héritage propre qui sont réservés à l'héritier. iv, 548. vii, 317. Lorsque le défunt a laissé des propres situés en différentes Coutumes, et qu'il a légué sa entière cour qui sont situés dans l'une, l'héritier peut-il retron les quatre quints de ces derniers? i, 2, 548. vii, 318. Bail-il, pour retron les quatre quints de retron, offrir d'abandonner le quint de retron situés sous l'autre Coutume, qui ne sont pas légués? iv, 548. vii, 318. Si le défunt a laissé des propres paternels et maternels, puis-ou les quatre quints de l'universalité de ces propres, ou les quatre quints des propres de chaque ligne, qui forment la réserve? iv, 548. La réserve des quatre quints des propres appartient aux héritiers de retron et ligne d'un des propres précédents. 548. L'héritier grevé du legs peut-il se décharger en abandonnant aux légataires les biens disponibles, c'est-à-dire les meubles, les acquêts et le quint des propres. iv, 549. vii, 319. Ce qui est dû par l'héritier au défunt retron-il compris dans cet abandon? *Id.* L'héritier, qui a disposé du mobilier sans faire testament, est-il admis à faire cet abandon? *Ibid.* Les biens abandonnés contribuent aux dettes en proportion de leur valeur. iv, 549. vii, 319. La portion disponible, les dettes deduites, se partage au marc le livre de leurs legs entre les légataires particuliers. iv, 550. vii, 319. Les légataires de corps certains qui ne trouvent dans la portion disponible, doivent-ils prendre ces corps certains, sans diminution de contribution aux autres legs? iv, 550. vii, 320. Lorsque le testateur a légué plus que le quint de ses propres, l'héritier est-il obligé, pour retron sur ses propres légués d'accéder au quint, d'abandonner aux légataires toutes les biens disponibles auxquelles il succède? iv, 551, 552. Quoi, lorsque l'héritier sur propres n'est pas l'héritier des autres biens disponibles? 552, 553. V. *Legs.*

Les réserves coutumières ne sont pas toutes faites au fur et à mesure de l'acquisition de l'héritier. iii, 510. V. *Douaire de la femme.*

**RÉSOLUTION DE BAIL ET MORT.** La résolution du bail se révoque si le bailleur ne le détruit que pour l'ennemi. ii, 132. Les mêmes clauses résolutoires ont lieu dans le bail à rente que dans le bail. *Ibid.* Le bail se révoque encore par la déguerpissement, et la destruction totale de l'héritage. *Ibid.* V. *Déguerpissement. Résolution de la vente.*

**RÉSOLUTION DES SAUX.** V. *Bail.*

**RÉSOLUTION DE LA VENTE.** Elle a lieu pour rices rédhibitoires. ii, 336. V. *Vices rédhibitoires.* Elle peut avoir lieu avant l'exécution par le ranscristement des parties qui se dédaient. 363, 364. Il en est de même, si elle n'a été faite que d'une tradition faite. 364. Il y a dédalement, lorsqu'une nouvelle vente est faite entre les parties, soit pour un prix différent, ou sous une condition nouvelle. 363. Lorsque le contrat n'est exécuté qu'en partie, il peut être résolu, mais seulement pour l'excès. 364. Si l'achat excède de part et d'autre, la rétrocession rendue une vente nouvelle. 365. V. *Dédalement. Rétrocession. Rucien de la vente.*

Le réméré donne encore lieu à la résolution de la rente. 367. V. *Réméré.*

V. *Propre de communauté. Retrait lignager. Rétrocession.* V. *Communauté. Maître. Père de famille.*

**RESTITUTION.** V. *Entérinement. Fruite. Pédition d'hérédité. Rétention. Coudition d'adoption. Rétention. Retrait lignager.*

**RETRON.** V. *Demeure. Dommages-intérêt. Port.*

**RETRON D'ENTRÉE.** v. 22. vii, 257, 258. vii, 278. V. *Donation entre vifs. Tradition.*

**RETRON.** Des droits et rigniens, accordés sur débâture de rentes constituées, ii, 205. V. *Arrérages. Impôts.*

**RETRON (RETRON).** Droit existant dans les pays de droit écrit, par lequel les rions données par les pères, mères et ascendants, à leurs enfans, retournent au donateur par le sort du douaire. v, 42. Ce droit est tiré des lois romaines, selon lesquelles le dot profectice retournait par le sort de la femme, à celui qui l'avait donnée. *Id.* Ce droit n'est pas en usage dans les pays coutumiers; les rions de la dot sont au rion de la femme par son donnée à l'entière fin de la succession. 42, 122. Ce titre fin des propres. 122. V. *Propre. Retrait.*

RETROU DE LOTS. V. *Partage des successions et de la communauté.*

RETRAIT. Droit de prendre la marchandise d'un autre, et de se rendre acheteur à sa place. II, 1, vii, 414. *Vente subrogation* *Id.* V. *Subrogation* *Retrait lignager, féodal, et conventionnel.* *Id.* V. *ces mots.*

V. *Droit en paiement. Echange. Remploi. Vente de droits légitimes.*

RETRAIT CONVENTIONNEL. Droit qui naît d'une convention opposée, lors de l'aliénation d'un héritage, par laquelle celui, qui l'a aliéné, a stipulé que lui et ses successeurs auraient le droit, toutes les fois que l'héritage serait rendu, d'avoir la préférence sur les acheteurs, et de prendre leur marchandise. II, 111. Différence avec le droit de réméré. *Id.* V. *Réméré.* Il s'appelle droit de refus sous la Coutume d'Orléans. vii, 428. V. *Droit de refus.* Il n'est pas nécessaire, pour en le réserver, d'avoir la seigneurie directe de l'héritage qu'on vend. II, 111. C'est un droit véritable que celui, é qui il appartient, a dans l'héritage. 113. Différences et rapports avec ce retrait, et le retrait féodal et lignager. vii, 428. Le retrait conventionnel l'emporte sur le retrait lignager. 113. Est-il parallèlement préférable au retrait féodal? *Id.* Lorsque le retrait conventionnel a été stipulé par un premier vendeur, et que l'héritage est rendu avec le même classe, le premier vendeur est préféré au second pour le retrait à exercer sur le second acquéreur. *Id.* L'action en retrait conventionnel est réelle. II, 114. vii, 429. Elle est cessible. II, 114. vii, 429. Elle se transmet aux héritiers de celui à laquelle appartient, quoique son exercice soit interdit. II, 114. L'héritier aux acquêts y succède, quoique le fond du droit de retrait conventionnel soit un propre. 114, 115. Elle peut s'être pas rendue, si telle a été la volonté des parties. 115. Interprétation des différents termes qu'on peut employer. *Id.*

Les immeubles seuls sont sujets au retrait conventionnel. 115. Ils n'ont pas besoin d'être la qualité de propres. 116. Ce qui a été rendu avec l'héritage n'y est pas sujet. 116. A l'exception des meubles meublés. *Id.*

Les mêmes usages, qui donnent ouverture au retrait lignager, le donnent au retrait conventionnel. II, 116. vii, 429. A moins de clauses particulières ou de restrictions dans les titres. *Id.* Le retrait conventionnel s'exerce sur les ventes par décret. *Id.* Le retrait conventionnel est courru, dès que le rachat est perfait, sans que la tradition ait encore eu lieu. 116. V. *Retrait lignager.*

Le retrait conventionnel appartient à celui qui a obtenu ce droit par le contrat, et à ses

héritiers et autres successeurs à ce droit. II, 117. vii, 429. Les gens de main-morte ne peuvent l'exercer. II, 118. V. *Gens de main-morte.* Le retrait conventionnel peut être exercé par l'usufruitier de ce droit. II, 118, 119. vii, 430. Il ne peut l'être sur la vente faite par le retrayant lui-même. 119.

Le retrait conventionnel ne peut être exercé par celui qui n'est héritier ou caution du vendeur. II, 119. vii, 430. Ne par celui qui y a succédé. II, 119. Le mari qui a autorisé sa femme à vendre, peut l'exercer sur l'héritage rendu. 120. Autres cas analogues. *Id.* Il peut être exercé sur quelques articles que ce soit. 120. Même sur les gens de main-morte qui ont reçu des lettres du roi pour acheter. *Id.* Sur tout possesseur de l'héritage. *Id.* Si y a eu plusieurs ventes, il s'exerce à volonté sur l'une ou l'autre. *Id.* Il se peut d'arrêter pour partie sur les héritages sujets tous au même retrait conventionnel. 120, 121. Il se peut, lorsqu'une partie seulement des héritages du marché sont soumis au retrait conventionnel. 121. L'acquéreur ne peut forcer à l'exercer pour le tout. *Id.*

Dans quel délai doit s'exercer le retrait conventionnel? 121, 123. Il s'exerce par voie d'actions ou par voie d'exemption. 123. Si c'est par voie d'extinction, on suit les formes ordinaires. II, 122, vii, 430. La nullité de l'exploit n'estra pas la déchéance du retrait. *Id.* Elle doit être opposée immédiatement. *Id.* Il s'exerce par voie d'exception, lorsque le retrayant déclare, sur l'assignation à lui donnée par l'acquéreur qu'il entend l'exercer. II, 123.

Tout ce qui est relatif aux effets du retrait lignager est applicable au retrait conventionnel. 124. V. *Retrait lignager.*

L'héritage rendu pas retrait conventionnel est acquis à celui dans le communauté du retrayant. 124, 125.

L'extinction de l'héritage étoit le droit de retrait conventionnel, comme celui de retrait lignager. 125. Quand la prescription éteint le droit de retrait conventionnel? II, 125. vii, 430. Il est éteint, si celui, qui a le droit de retrait, a donné son consentement à l'acquisition de l'acheteur. II, 126. vii, 430. Règles communes à l'extinction des trois espèces de retrait. *Id.* V. *Acquéreur (Retr. lign.). Propre de communauté. Retrayant.*

RETRAIT LIGNAGER. Droit que le roi accorde aux parents du vendeur d'un héritage, lorsqu'il est rendu à un étranger, de s'en rendre acheteurs à sa place. II, 1, vii, 430. Pourquoi il est appelé lignager. *Id.* Inconnu chez les Romains. II, 414. Établi dans toute la France par un édit de Henri III non usé. *Id.* Il se peut féodal-

ment l'attachement de nos pères aux biens de leurs royaumes. Les Coutumes qui l'établissent sont de récents réels. 2. V. *Statut réel*. C'est celle du lieu où les héritages sont situés qui règle tout ce qui y rapport. 3. Ce droit est nu par bénéfice accordé par la loi municipale à la famille. *Ibid.* Il ne peut être cédé à un étranger. *Ibid.* La famille n'en peut être prise par aucune cause. *rr.* 3. *vir.* 414. Celles-là même qui n'y sont tenues qu'à discrétion, sont au contraire. *rr.* 3. Cependant le cédant peut se porter fort que sa famille n'exerce pas le retrait. 3. Fraude concertée entre le cédant et l'acheteur pour exclure les lignagers. 3, 4. Les lignagers sont admis à les punir par témoin. 4. Le droit de retrait lignager est un droit favorable. 4. L'extinction portée au droit de retrait lignager est enracinée même dans la loi intérieure. 4.

L'action du retrait lignager est personnelle réelle. *rr.* 4. *vir.* 414. Elle peut être transmise aux possesseurs de l'héritage. 5. Elle participe de celle appelée chez les Romains, *popularis actio*. *rr.* 5. *vir.* 414. Elle est transmissible aux héritiers du lignager que lorsque celui-ci l'a achetée. *Ibid.* Elle passe aux héritiers du propre de la ligne d'où l'héritage procède. *rr.* 5. A défaut d'héritiers du propre, elle appartient à l'héritier du sang. *Ibid.* Elle ne peut être cédée à un étranger, même par acte de vente. *rr.* 5. *vir.* 414. Contre elle on ne peut se prévaloir du degré de la plus proche. *rr.* 5. Elle peut être soustraite par le légataire universel du lignager mort après l'exercice. *Ibid.* Elle est divisible. 6. Le possesseur de l'héritage peut cependant être poursuivi pour la suite. *Ibid.* L'acheteur peut forcer les héritiers du retrayant à retirer le tout. *Ibid.* V. *Obligation divisible ou indivisible*.

Les héritages ruraux sont l'objet du retrait lignager. *rr.* 7. *vir.* 415. Le mot héritage comprend non seulement les fonds, mais les droits réels qu'on y a. *rr.* 7. *vir.* 415. Application de ce principe aux hypothèques utiles et aux baux à long terme. *rr.* 7. *vir.* 416. Le droit de retrait lignager est un droit de retrait lignager. 8. V. *Engage*. Les droits de fruct, de censier, de champart, de cente foudrière, y sont aussi rattachés. 8. La vente d'un droit d'usufruit n'y donne pas lieu. *Ibid.* Même lorsqu'il est fait par le propriétaire. 8. A moins qu'il ne vende peu de temps après, à la même personne, ou à une personne interposée, le propriétaire. Il y a présomption de fraude, en ce cas. *Ibid.* Du droit de justice, les dîmes inféodées, sont rattachées au retrait. *rr.* 9. *en.* 416. Une créance n'y peut avoir lieu sur un immeuble, y est aussi rattachée. *rr.* 9. *vir.* 416. Même

seul que d'avoir été exercée. *rr.* 9. L'action du retrait, donnée à la terre, n'y donne lieu que quand elle est exercée. *Ibid.* Les ventes emphytéotiques n'y sont pas rattachées. 9. Il n'y a lieu pour les offices, tant que l'acheteur n'est pas encore prêté. *Ibid.* Il n'y a lieu pour les créances d'argent insaisissables. 10. Sur les membres, même lorsqu'ils forment une université. 10. Lorsqu'ils sont vendus avec des immeubles, il y a lieu à extinction. 10. Les bois crus pour être coupés, et les semences produisant par racine, n'y sont pas rattachés. *rr.* 10. *vir.* 416. Prémption de fraude, si le fonds est vendu à la même personne avant le coup. *rr.* 10.

Qualité des héritages pour qu'ils soient sujets au retrait. 10, 11. Diversité des Coutumes sur ce point. *Ibid.* Signification du mot propre en matière de retrait. *rr.* 11. *vir.* 415. Les propres sont sujets au retrait sous les Coutumes de Paris, et quelques titres qui la vendent les ont requis du sou possesseur. 11, 12. *vir.* 415. La jurisprudence a étendu cette détermination aux Coutumes qui ne s'en sont pas expliquées. 12. Différence entre les héritages qui ont droit de retrait propre, et ceux qui n'en ont pas. 12. Tout ce qui est un véritablement à un héritage est propre, et sujet au retrait comme l'héritage même. 12, 13. *Secus*, si c'est sur un bien civil, ou de simple destination. 13. V. *Union*. Ce qui reste d'un héritage propre est propre et sujet au retrait comme lui. *Ibid.* Il en est de même des droits existant dans l'héritage, et valant séparément. 13. Et de l'héritage rattaché à l'héritage propre. 13. V. *Subrogation réelle*. *Secus*, lorsqu'un héritage est requis en échange d'un autre propre. *Ibid.* L'héritage propre rattaché et racheté par le vendeur, n'est pas propre. 13, 14. A moins qu'il n'en ait redevenu propriétaire par la rescision ou la résolution du contrat. 14. Ou par la rescision pour cause d'ingratitude de la donation qu'il en avait faite. 14.

Les choses non sujettes au retrait, sur le droit de retrait, parce qu'elles sont vendues avec un héritage qui y est rattaché. 14, 15. A l'exception des meubles destinés à l'exploitation du fonds. 15. La Coutume d'Orléans n'en dispose pas contrairement. *rr.* 15. *vir.* 416. Applicable, lorsque les choses à retirer avec l'héritage sont régies par elle. *rr.* 15.

Contrats et actes qui donnent ouverture au retrait lignager. 15, 16. *vir.* 416. Le contrat volontaire, comme le contrat forcé, y donne ouverture, etc. 16. La vente par décret y donne également lieu dans la plupart des Coutumes. *rr.* 16. *vir.* 416. Les ventes pour cause publique n'y donnent pas lieu. *rr.* 17. *vir.* 416. Le contrat de vente vicieuse y donne lieu, quoique qualifié

donation, lorsque la rente excède le revenu de l'héritage. *ar.* 17. Il n'est de même de l'échange d'un héritage contre des choses mobilières. *ar.* 17. *vs.* 416. *Échange.* Et de la donation en paiement d'un héritage. *Ibid.* Même quand il a été donné pour le rachat d'une rente constituée. *re.* 17. Ou en paiement de la dot par le mari. 17, 18. A moins, dans ce cas, que l'héritage n'ait été ameublé et mis dans la communauté par le mari. 18. Pour que la donation en paiement donne lieu au retrait, il faut que la chose donnée soit de l'argent, ou quelque chose de mobilier. 18. *V. Dot en paiement.* La donation rémunératoire, lorsque les services sont appréciables en argent, donne lieu au retrait. *ar.* 18. *vi.* 416. Il en est de même de la donation onéreuse, lorsque les charges sont appréciables. 18. *V. Donations rémunératoires et onéreuses.* Le bail à rente rachetable y donne lieu aussi. *Ibid.* Dès le temps du bail. *Ib.* Sans que la clause de rachat ait besoin d'être exprimée dans le bail. 18, 19. *V. Bail à rente.*

Contrats étrangers ne sont pas sujets au retrait. 19. L'échange d'un immeuble contre un autre immeuble. *Ibid.* *Quid*, de l'échange d'un immeuble contre une rente constituée? 19, 20. Distinction entre les Coutumes qui font les rentes constituées meubles, ou qui les font immeubles. *Ib.* Il n'y a lieu au retrait que dans le premier cas. *Ib.* L'échange d'un héritage contre un office n'y donne pas lieu. 20. L'échange d'un immeuble contre un immeuble, fait avec souste, peut être sujet au retrait. 20. Les Coutumes de Paris et d'Orléans, excepté, pour cela, que la souste excède la moitié de la valeur de l'immeuble. 20. Diversité des autres Coutumes sur ce point. 20. Le retrait n'a lieu sous la Coutume de Paris, qu'en prorata de la souste. 21. Il a lieu pour la total, sous la Coutume d'Orléans et autres. 21. Préférence de Pothier pour cette dernière. 22. Dans le premier cas, il n'y a que la famille de celui-ci qui reçoit la souste, à pouvoir l'exercer. 22. Dans le second cas, l'un et l'autre héritages y sont soumis. 22. Dans le cas de fraude et de débiteur d'une vente sous un contrat d'échange, il y a lieu au retrait. *Ibid.* La preuve par témoins de la fraude est admissible. 23. Il y a présomption légale de fraude, dans le cas où l'héritage a été revendu, dans l'un du retrait, à celui qui l'a donné en échange. *Ibid.* De même, lorsque l'un des contractants est resté en possession de l'immeuble donné par lui en échange. 23. Ou lorsque l'a fait racheter par un tiers. 23. *Quid*, s'il est intervenu par l'acte que l'un des contractants pourra racheter son immeuble pour une certaine somme. 23. Le bail à rente non rachetable n'est pas sujet au retrait. 24.

Dispositions diverses des Coutumes sur cette matière. 24. Le contrat de société et l'ameublement n'y donnent lieu non plus. 24. Il en est de même de la donation. 24. A moins qu'elle ne soit mêlée de vente. 25. La donation mutuelle d'héritages n'en est pas exceptée. *Ibid.* La vente, quoique mêlée de donation, est également sujette au retrait. 25. A moins qu'elle ne porte une rente entière et immédiate du prix. 25. La transcription sur un héritage litigieux ne donne pas ouverture au retrait. 25. Excepté dans le cas de fraude. 25. Il en est de même de la licitation entre copropriétaires. 25, 26. Quand même elle se ferait avec un tiers acquéreur de la part de l'un des copropriétaires, lequel deviendrait adjudicataire. 26, 27. Les actes qui contiennent la résolution d'une vente, ne donnant pas lieu au retrait. 27. Application au réméré exercé sur moi, d'un immeuble acheté par mon père. 27. Si le réméré n'aurait pas été stipulé par le contrat de vente, mais postérieurement, il y a lieu au retrait. 27. Le rachat d'une rente foncière, créée sous faculté de rachat, n'est pas sujet au retrait. *Ibid.* *Sic ut*, si la rente foncière n'était pas rachetable, si que le créancier en ait reçu volontairement le paiement. 27, 28. Les ventes nulles, ou simulées, ne peuvent donner ouverture au retrait. 28.

Le retrait est ouvert du jour où le contrat est parfait. *re.* 29. *vs.* 417. La tradition n'est pas nécessaire pour qu'il en soit ainsi. *Ibid.* Il est ouvert du jour de l'événement de la condition, si la marche est fait sous condition suspensive. *re.* 29. *vi.* 417. Du jour du rachat par le propriétaire, si la vente est faite par un tiers sur procuration. *Ib.* Du jour du contrat, dans le cas de ratification du mineur devenu majeur. *Ibid.*

Le retrait lignager est accordé à la famille du vendeur. *ar.* 30. *vs.* 418. Le vendeur est celui qui vend son héritage. *Ibid.* Le femme est vendresse, lorsqu'elle consent à la vente de son propre, fait par le mari, en son nom. *Ibid.* Le mari est seul vendeur, lorsqu'il vend un conjoint de communauté. *re.* 30. *vi.* 418. La femme est vendresse, lorsque le mari vend un de ses héritages propres immeubles. *ar.* 31. Le débiteur est vendeur de l'immeuble saisi sur lui. 31. Créancier n'est pas vendeur, qui, sur une demande hypothécaire d'un créancier du vendeur de son père, délaisse l'héritage. 31. Celui, qui a fait résaison de ses biens à ses créanciers, qui les vendent en direction, ne vendrait pas. 32. Le possesseur de l'héritage d'autrui, qui le vend en son propre nom, est vendeur. 32. Le retrait lignager est accordé à la famille du vendeur du côté d'où procède le

propre rends. 32. Cas où l'on ignore celui qui a fait entrer le propre dans la famille. 32. Ce qui a lieu dans les Coutumes sourbières. 32. Dispositions de certaines Coutumes sur le degré dans lequel il faut être, pour exercer le retrait. 33.

Il faut être parent légitime pour exercer le retrait. 11, 33, 34, 35. Ceux qui ont perdu l'état civil, ne peuvent l'exercer, *ibid.*, ni les étrangers. *Ibid.* Un parent le peut, quoiqu'il ne soit ni oncle ni conçu lors du contrat que l'on veut. 11, 33, 34, 35. Il peut l'être au nom de celui qui est seulement conçu, par le moyen d'un curateur. 11, 33, 34, 35, 418. La validité d'un tel acte n'est pas pévée. 11, 34, 35, 418. Le vendeur ne peut l'exercer de son chef sur sa propre suite, 11, 34, 35, 419, ni le rachat, pour la portion de son esproprétaire. 11, 34, 35, 419. Quand l'héritage est indivis, et qu'il descend ensemble pour le total. *Ibid.* Si l'un, si l'autre contredit, on ne peut que choisir un seul d'eux de sa portion. 11, 34, 35, 419. Le vendeur peut exercer le retrait sur sa propre vente, si le vendeur de sa suite de sa suite. 11, 34, 35, 419. Et remonte héritier de son parent, qui avait formé la demande en retrait sur sa vente. 11, 35. De même un parent du vendeur, devenu son héritier, peut l'exercer. 35, à moins que le vendeur n'ait expressément garanti l'acheteur du retrait lignager. *Ibid.* Le vendeur du vendeur peut aussi l'exercer. *Ibid.* Le parent, chargé de rendre l'héritage de son parent, peut en exercer le retrait de son chef. 33, 35. Application aux héritiers et aux curateurs d'une succession vacante. 35, non applicable à l'héritier bénéficiaire. 11, 35, 419. Celui, sur qui l'héritage est rendu par décret, n'est pas admis au retrait. 11, 36. Le juge, qui a fait l'adjudication, y est admis. 36. Le lignager, qui est cousin avec l'acheteur, soit avec, soit depuis le contrat, de ne pas exercer le retrait. 11, 36, 418, 419. Cette convention ne peut être apposée qu'au lignager avec qui elle a été faite. *Ibid.* Elle est valable à son égard, même lorsqu'elle a été faite par lui, et antérieurement au contrat, avec le vendeur. 11, 36, 37. Le lignager, qui intervient à la vente, est présumé renoncer au retrait. 37, à moins qu'il n'exerce d'autres droits auxquels il ait renoncé expressément. 37. Un lignager est-il non-recevable au retrait, lorsqu'il a cédé son droit de retrait à un étranger? 37, 38. Le lignager, acheteur complètement avec un étranger, n'est pas recevable au retrait de la portion de son coacquéreur. 38. Le mari, lignager de sa femme, qui l'autorise à vendre un de ses propres, ne renonce pas au retrait. 38. Le vendeur, lignager du vendeur, et qui a reçu le contrat, n'en est

pas exclu, *ibid.*, à moins que le vendeur n'ait assuré par l'acte même n'avoir aucun parent qui puisse exercer le retrait. 38. Le parent, qui a refusé le marché proposé par le vendeur, peut également exercer le retrait sur l'étranger qui l'a accepté. 11, 38, 419.

Coutumes qui préfèrent pour le retrait le plus proche parent du vendeur au plus éloigné. 11, 38, 39. La proximité se considère avec la personne du vendeur. 39. Diversité de ces Coutumes. 39. Surant Paris et Orléans, le parent le plus éloigné est préféré au plus proche, quand il a précédé dans sa demande. 14, 39, 419, pourvu que la demande soit valable. *Ibid.* La seconde demande est toujours subordonnée à la validité de la première. 11, 39. Exception au principe, au faveur des enfans, frères ou sœurs du vendeur. 39. Si les deux demandes sont données au même temps, la proximité de degré l'emporte. 40. Deux demandes sont elles données en même temps, lorsqu'elles sont données le même jour? 40. La Coutume d'Orléans admet la priorité d'ordre. 40. Quid, de la Coutume de Paris? *Ibid.* Préférence et concurrence entre plusieurs parents au même degré. 40. La représentation a-t-elle lieu en matière de retrait? 40, 41. *Représentation.* Lorsqu'elle est admise, l'un d'entre plusieurs neveux du vendeur, qui se présente seul au retrait, l'exerce pour toute la portion de celui qu'il représente. 41.

Le retrait lignager s'exerce sur l'acquéreur étranger, ou sur les héritiers et autres successeurs. 11, 41, 418, 419. Il s'exerce aussi contre les possesseurs de l'héritage. *Ibid.* Il est plus équitable d'assigner ceux-ci que l'acquéreur. 11, 41. Prorogation de délai accordée à cet effet par la Coutume d'Orléans. 42. Si l'héritage est transmis avant la demande à un successeur de la famille, le retrait ne peut être exercé contre lui. *Ibid.* Il peut être exercé sur le seigneur qui a retenu par retrait féodal. 11, 42, 418, 420. Il n'en est pas de même du retrait conventionnel. 11, 42. L'héritage, légué à un tiers, ou cas où il serait aliéné hors de la famille, appartenant au légitime, dans la res de vente, et ne peut être retenu. 42. Le retrait lignager peut-il s'exercer sur le cas? 11, 42, 43, 418, 419. Cas où l'acquisition est faite pour cause d'utilité publique. 11, 43. Lorsqu'un lignager a acheté, ou est devenu héritier de l'acheteur, le retrait ne peut être exercé sur lui. *Ibid.* Le retrait ne peut être exercé sur l'acheteur étranger, dont la femme est lignagère, tant que la communauté dure. 11, 43, 418, 420. Si les enfans de l'acheteur étranger sont lignagers, le retrait n'a lieu. 11, 43. Si l'acheteur vend un aliéné à un autre titre le même héritage, le retrait résulte. 43, 44. De

même, si tous ses enfans meurent. *Ibid.* On s'y ténne en let d'enfens ou lignagers. 44. Les enfans lignagers peuvent exercer le retrait sur leur père. 44. L'acheteur pour partie d'anches vendues, lignager, peut forcer le retrayant à retirer le tout. *Ibid.* Distinction du la Coutume d'Orléans. 45.

Comment le retrait s'exerce-t-il, et s'il peut s'exercer pour partie de ce qui est contenu au contrat. 44. Quand tous les héritages vendus sont de la ligne du retrayant, il ne peut nullement le retrait pour partie. 45. Même si le temps du retrait était passé pour quelques-uns. 46. Mais l'acheteur ne peut être forcé à modifier le retrait pour le total. 44, 45. Le droit de retrait est divisible obligation et indivisible totalité. 45. Y. Obligations divisibles et indivisibles. Exceptions particulières à la Coutume de Bretagne. 45. Le retrayant ne peut retirer séparément les héritages vendus pour un seul et même prix, par le même contrat. *Ibid.* Secus, si l'on a assigné des prix séparés à chaque héritage, quoique renne au un seul à la fin de l'acte. 45, 46. On presume qu'il n'y a qu'un seul, si les héritages ne peuvent être séparés les uns des autres. 46. Il en est de même, lorsque plusieurs héritages sont donnés en paiement d'une dette unique et solidaire d'un somme d'argent. 46. Lorsque l'on sote soulevant plusieurs contrats de vente, le retrait peut être fait pour chacun. 46. Restrictions de la Coutume de Tours. 46. Cas où l'héritage d'une ligne a été vendu par le même contrat, avec d'autres d'une autre ligne ou qui sont acquêts. 46. Le retrayant ne peut exercer le retrait que pour l'héritage de la ligne. 46. L'acquéreur peut-il obligé à retirer tout? 47. Il ne le peut dans le cas du retrait seigneurial. 47. Variété des Coutumes. 47. Quel, dans le cas où un héritage, situé sous une Coutume qui permet à l'acquéreur d'obliger le retrayant à retirer pour le tout, a été vendu avec un acquêt, situé sous une Coutume qui n'impose pas une pareille obligation au retrayant? 47. Cas où l'héritage de la ligne du retrayant a été vendu par un même contrat, et pour un même prix avec un autre héritage dont le retrayant est propriétaire. 48. Le retrayant ne peut exercer le retrait pour l'héritage de son parent, qu'en indemnisant l'acheteur du prix et des loys coûtés du marché. 46. Pourquoi que l'acheteur ait été de bonne foi. 48.

Temps dans lequel doit être exercé le retrait. 48, 49, 425. Le plus grand nombre des Coutumes l'a fixé à un an, 48. Explication de l'expression d'un an et jour employée par quelques-uns. 49. Ce temps compris par jour et non par moments. 49. Le jour intercalaire de

l'année bissextile ne compte pas. 49. Le temps prescrit pour le retrait ne peut être restreint ou prorogé par la nonation. *Ibid.* De quand il commence à courir. Coutumes qui en le font courir que du jour de la possession réelle et actuelle de l'héritage par l'acheteur. 49. Quand il y a possession réelle et actuelle non équivoque? 49, 50. Coutumes qui naissent que l'acquéreur se fasse donner acte devant notaires de sa possession. 50. Du jour de la lecture et prohibition du contrat devant la porte de l'église du lieu de la situation. *Ibid.* Du jour où l'acheteur a porté la foi, si c'est un héritage en fief. *Ibid.* La souffrance et les offres équipollent e foi sous les Coutumes de Paris et d'Orléans. 50. Coutumes qui ne requièrent aucune formalité pour que le temps mure. 48. L'état des instructions ordonne que le retrait ne s'exerce que du jour de l'insinuation. 48, 50, 425. Il faut également que les formalités des Coutumes soient remplies. *Ibid.* Le registre nul des instructions fait foi qu'elle a eu lieu. 48, 51. Le greffier est responsable, s'il n'a pas vu. 48. Le défaut d'insinuation empêche le temps de mure, même si l'égard des acquêts au contrat. 51. Lorsqu'il y a satisfaction de la vente, il est prudent de le faire insinuer. De même cas d'une vente déguisée, et d'une contre-lettre, le temps en court pas, tant que la contre-lettre n'a pas été insinuée. 48, 51, 425. Le temps ne court pas pendant le temps des recherches employées pour dissimuler la vente. 48, 51. Le temps ne court pas pendant le temps que dure la faculté de réméré accordée par le retrait. 52. Si le temps de réméré a duré trente ans, l'action en retrait est éteinte. 52. Le temps du retrait ne court pas pendant la prorogation accordée au réméré. 46. Il en est pendant le procès entre le seigneur et l'acquéreur sur la validité du contrat. 52, 53. De même à l'égard du lignager, pendant le procès qu'il a avec le vendeur sur la propriété de l'héritage vendu. 53. L'appel du décret forcé, par lequel il a été ouvert, s'arrête pas le temps du retrait. *Ibid.* Ni la poursuite d'un décret volontaire fait par l'acquéreur sur lui-même. 46. La minorité d'un lignager n'empêche pas le temps de courir. 46. Cas où c'est le tuteur qui est acheteur. 53.

Il suffit que l'exploit de demande soit donné dans le délai. *Ibid.* Exception de la Coutume de Paris. *Ibid.* S'il y a plusieurs acquéreurs, le lignager, qui n'en a introduit qu'un dans le délai, est déchu envers les autres. 53, 54. La Coutume d'Orléans permet d'annoncer les détenteurs, lorsque l'acquéreur n'est pas domicilié dans son bailliage. 54. S'il n'y a pas de détenteur, on e recours à la proclamation. *Ibid.*

Sous la Coutume d'Orléans la demande demure contre l'acquéreur, qui a aliéné, empêche le temps de courir vis-à-vis du tiers détenteur. 56. La demande donnée après le délai rat ouille de plein droit. 54. L'abandon fait sur cette demande au lignager par l'acquéreur, est une nouvelle rente. 55. Conséquences à l'égard des tiers. 55. L'héritage ainsi abandonné rat ne rapporte pour le lignager. *Ibid.* Néanmoins, vis-à-vis de l'acquéreur, qui a fait le délais, il y a eu retrait. *Ibid.* Qu'est, à l'égard des tiers, dans le cas où une sentence a rendu au l'acquéreur à délaisser par retrait, quoique la demande ait été faite après le temps? 55. La demande au retrait, non contrainte, se périmet par un an. 55. Par trois an, si elle a été contestée. *Ibid.* L'appel d'une sentence en déboute de retrait est sujet sur délais ordinaires de l'appel. 55, 56. V. *Appel*.

La demande de retrait s'exerce par un exploit de demande ordinaire. 56. Si le lignager est mineur, elle s'exerce par son tuteur ou curateur. *Ibid.* Si c'est une femme, par son mari. *Ibid.* Par le père, si ce sont des enfans avec puissance paternelle, et quand même il serait le vendeur. *Ibid.* Si c'est un enfant qui n'est pas né, par un curateur ad hoc. 56. Lorsqu'elle rat portée contre l'arbitreur, elle doit être devant le juge de son domicile. *Ibid.*

Capacité de l'huissier. *Ibid.* V. *Huissier*. L'huissier doit-il en faire mention de renvoi? 56, 57, vis, 420. L'exploit de demande en retrait ne peut l'en faire la nuit, 56, 57, ni les jours de fête, excepté dans le cas d'absence nécessaire. 57. L'exploit de demande doit-il contenir le jour à comparoir? Il n'y a pas de nullité, lorsque le retrayant a assigné un délai trop long en trop court, 58, ni lorsque le degré de parenté du demandeur et du vendeur n'y rat pas relevé. *Ibid.*

Formalités particulières exigées par les différents Coutumes pour la validité de la demande au retrait 56, 58, vis, 420. La Coutume d'Orléans s'érige, entre les formalités ordinaires, que l'élection de domicile du demandeur dans le territoire de la justice du défendeur 57, 58, 59, vis, 420. C'est la Coutume du lieu où est situé l'héritage qui règle ces formalités. 58, 59.

En matière de retrait, la nullité de la demande pour défaut de forme, rapporte la débétence du droit du demandeur. 58, 59, vis, 420. Ce défaut peut être opposé jusqu'à jugement, et sur l'appel. *Ibid.* Le retrayant déchu de son droit pour un défaut de forme, a-t-il son recours contre l'huissier ou contre le procureur? 58, 59. V. *Huissier*. *Procureur*. *Retrayant*.

Effets du retrait lignager. 58. Tous les droits

actifs résultans du contrat passent au le possesseur du retrayout. 56. Néanmoins l'acquéreur reste propriétaire de l'héritage jusqu'à la tradition. *Ib.* V. *Propriété*. *Tradition*. Lorsque le retrait est exercé sur l'héritage sur acquis immémorable de l'acquéreur mort dans l'année du retrait, le prix en appartient d'ert licite au l'acquéreur non à l'héritier aux immeubles. 56, 57. Il en est de même lorsque l'acquéreur n'est mort que depuis la demande en retrait, et les offres à lui faites, pourvu que, lors de sa mort, le retrait n'ait été ni reconnu, ni adjugé. 57. Si l'acquéreur s'est mort qu'après le jugement ou la reconnaissance, le prix en appartient à l'héritier au mobilier. 57. Le retrayout n'est arait arait arait directement du vendeur. *Ib.* C'est contre lui qu'il a l'action de garantie, rat cas d'extinction. 58. Il peut également exercer contre lui toutes les actions résultantes du contrat de vente. *Ibid.* L'acquéreur n'est pas libéré par le retrait de ses obligations envers le vendeur, soit il en rat indemnié par le retrayout. 58, 59, vis, 422. Le retrayout peut s'exercer contre le retrayout tous les droits retenus par lui dans l'héritage. 58, 59. Dans le cas du retrait, il n'y a qu'une vente et qu'un arait profit à payer. 58, 59. Les droits réels, que l'acquéreur arait sur l'héritage avant le retrait, et qui s'étaient éteints par la confusion, renaissent après le retrait. 58, 59, vis, 422. Exception dans le cas où ces droits réels ont été aliénés lors de la vente, et déduits du prix. 58, 59.

Les hypothèques et autres charges réelles imposées par l'acquéreur sur l'héritage, s'éteignent par le retrait. 59. Celle du créancier qui a prêté de l'argent pour payer le prix, n'est pas éteinte. *Ib.* V. *Subrogation*. La mise de l'héritage par les créanciers de l'acquéreur n'empêche pas le retrait; mais le retrayout est obligé de leur rembourser le prix. 59. Ce prix leur est distribué dans l'ordre de leurs privilèges et hypothèques. 59. Lorsque le remboursement a été fait à l'acquéreur, ses créanciers ont contre lui un recours pour le prix de leurs droits réels. 59. Qu'est, dans le cas où il avait donné des droits réels sur l'héritage à titre gratuit? 59. V. *Hypothèque*.

Le retrayout est tenu, relativement au bon, de même que l'était l'acquéreur. 59. S'il s'est l'acquéreur qui était le fermier ou locataire de l'héritage avant le retrait, le retrayout rat-il tenu d'entretenir son bail. 59. Si le bail a été fait peu de temps avant le retrait, il est réputé frauduleux, et le retrayout n'est pas tenu de l'entretenir. 59. Les baux renouvelés de bonne foi dans l'an du retrait par l'acquéreur doivent être entreteints par le retrayout. 59. V. *Bail*.



Si l'acquéreur a acheté d'un mineur, le retrayant est sujet à l'action rescissive du vendeur. 91. Il est sujet à la restitution des fruits, comme l'acquéreur l'eût été. *Id.* Même en cas où l'acquisition faite d'un majeur serait au vice que le retrayant a ignoré. 91.

Il n'est dû dans le cas du retrait qu'un seul profit, dont le retrayant devient débiteur, s'il n'a pas été payé par l'acquéreur. 92. C'est au retrayant que le seigneur doit le demander après le retrait. 92. L'amende pour retrait recélé est due par l'acquéreur sans répétition du retrayant. *Id.* Le retrait fait cesser les poursuites faites par le seigneur contre l'acquéreur, qui reste cependant débiteur des dépens faits contre lui. *Id.* L'acquéreur, qui a payé le profit, le répète au retrayant et non du seigneur. 92. Le retrayant privilégié, qui a remboursé le profit à l'acquéreur, peut le répéter contre le fermier du domaine. 92, 93. Le retrayant devient débiteur du profit contre le mineur qui est acquéreur, lorsque l'acte, avant le retrait, n'y donne pas lieu. 93. Le profit est dû par le retrayant au fermier des droits seigneuriaux du temps de la vente. 93. V. *Profit*.

L'héritage retiré est au profit du retrayant. *Id.* Cependant si le retrayant est en communauté, l'héritage retiré est pour lui un propre de communauté. 91, 93. *Id.* V. *Propre de communauté*. Le retrayant est débiteur envers la communauté de la somme qu'il en a tirée pour exercer le retrait. 93, 94. Il a une année pour s'acquitter depuis la dissolution de la communauté. 94. Le retrayant peut abandonner l'héritage retiré à la communauté. *Id.* Il est censé l'avoir fait, lorsqu'il n'a pas payé dans l'année. *Id.* Si le retrait avait eu lieu avant le mariage, le retrayant ne serait pas tenu d'abandonner l'immeuble pour indemniser la communauté de la somme qu'il y aurait prise pour payer le prix. 94. V. *Récompense*.

L'héritage retiré, quoiqu'acquitté dans la succession du retrayant, passe à ses héritiers aux propres. 91, 94. *Id.* 423. Sous la condition de rendre aux bénéficiaires des acquêts la part dudit héritage. 94. *Id.* 423. C'est la Coutume qui interdit de ce droit l'héritier aux propres. 95. Si l'héritier aux propres rembourse pas le prix dans l'au, l'héritier aux acquêts reste définitivement héritier. 91, 95. *Id.* 423. S'il est remboursé, il peut en mettre en possession de l'héritage, ou si l'héritier aux acquêts y est, intenter contre lui la demande en pétition d'hérédité. 91, 95. L'héritier aux acquêts doit la restitution des fruits depuis le mort du défunt. 91, 95. Cependant il peut prétendre la déduction des intérêts du prix depuis le décès. 95.

S'il y a un légataire universel, l'héritier aux propres lui laisse le quart de l'héritage et les quatre cinquièmes de ce qu'il en a resté au défunt pour l'avoir. *Id.* L'héritier aux propres n'est tenu d'en distraire qu'en raison de la pluralité de l'héritage à l'ouverture de la succession, sur ce qu'il en a resté. *Id.* Ce droit de succéder à l'héritage retiré est accordé à l'héritier aux propres de la ligne d'où est l'héritage procédé. 95, 96. Sur le refus des héritiers aux propres de succéder à l'héritage retiré, quod ils acceptent la succession sur propres du défunt et qu'il existe d'autres propres, les parents plus éloignés de la même ligne, ne sont pas admis à succéder à cet héritage. 91, 96. *Id.* 424. Si les héritiers plus proches n'acceptent pas la succession, les plus éloignés peuvent être admis à succéder à leur place à l'héritage, après les avoir séparés de prendre qualité dans les quarante jours depuis l'inventaire. 91, 96. L'héritier en partie sur propres averti pour le total l'héritier sur acquêts. *Id.* Sous la Coutume d'Orléans, l'héritier aux propres, quoique collatéral, succède à l'héritage retiré. 91, 96. *Id.* La Coutume de Paris n'assujettit l'héritier aux propres qu'à rendre la part à l'héritier sur acquêts. 91, 96. La Coutume d'Orléans l'oblige à rendre le prix avec les loyaux coûts et mises. 91, 96. *Id.* 424. Il doit de souper la valeur des dégradations faites par le défunt, qui ont produit de l'argent. 91, 96, 97. Celui qui n'est pas produit d'argent, peut en souper, sous la Coutume d'Orléans, en compensation des améliorations. 97. Les deux Coutumes veulent que le remboursement soit fait d'un an et jour du décès. *Id.* La préférence, qui appelle l'héritier aux propres à la succession de l'héritage que le défunt a retiré, s'étend-elle au cas où le défunt aurait acquis l'héritage propre de son lignager? 97. L'héritage retiré est un ancien propre de la famille d'où il procédait, entre les mains de l'héritier aux propres qui y a succédé au retrayant. 97. Il est propreusement celui de l'héritier aux acquêts, et ne remonte pas plus haut qu'à la personne du retrayant. *Id.* Si l'héritier réunit les deux qualités, l'héritage est au propre de la ligne d'où il procédait antérieurement. *Id.* V. *Propre*.

Le droit de retrait lignager s'étend par le retour à la famille. 91, 95. *Id.* 424. Ce retour n'arrête pas la demande en retrait qui l'a précédé. *Id.* La demande en retrait contre l'acquéreur, qui possède le retrait, quoiqu'il l'ait rendue au vendeur, est valable. 91, 98. Le retour à la famille par l'acquisition faite par un parent éloigné, n'ôte pas le retrait qui peut exercer un parent plus proche. 91, 98. *Id.* 424.

Le droit de retrait s'élève encore par la perte de l'héritage. *Ibid.* Quoi qu'elle ait eu lieu par la faute lourde de l'acquéreur, celui-ci n'est pas tenu envers le retrayeur de la plus-value au ce qu'il a coûté. *Ibid.* A moins que l'acquéreur n'ait cédé la chose depuis sa demeure. 99. Le droit de retrait n'existe pour ce qui reste de la chose. *ib.* 99. Le ligonger doit rembourser le total. 99.

L'exception de la prescription annuelle peut être opposée à l'exercice du retrait. *ib.* 99. *en*, 424. A défaut de celle-ci, il peut être repoussé par la prescription de trente ans. *ib.* 99, *en*, 425. L'acquéreur direct qui n'a pas fait courir la prescription annuelle, ne peut opposer celle de dix ou vingt ans au ligonger demeurant dans le même bailliage qu'eux ? 99, 100. La minorité d'un ou de plusieurs des ligongers n'a-t-elle rompu pas ces prescriptions. 100. V. *Prescriptions*. Le procès intenté à l'acquéreur sur la propriété de l'héritage, lui donne-t-il une exception contre la demande en retrait ligonger ? *Ibid.* V. *Choses litigieuses*.

Le retrayeur peut être attaqué par l'action en répétition du retrait. 110. Ce que n'est que cette action. *Ibid.* Elle est fondée sur le dol du ligonger et de l'étranger auquel il a prêté son nom pour exercer le retrait. *Ibid.* L'acquéreur qui l'absence n'est tenu qu'à prouver la fraude. *Ibid.* Cas où cette fraude est prouvée. *Ibid.* L'effet de cette action est que l'héritage est rendu à l'acquéreur 110, 111. Celui-ci ne doit lui rembourser qu'il a reçu du retrayeur qu'autant qu'il en a profité. 111. Le jouissance de la chose se compare avec celle de l'héritage. *Ibid.* V. *Retrait de mi-denier*.

V. *Retrait conventionnel*. *Retrait fiscal*.

RETRAIT LITIGIEUX. V. *Année de droits litigieux*.

RETRAIT DE MI-DENIER. Retrait qui, lorsque deux conjoints, communs en biens, dont l'un était ligonger du vendeur, l'autre étranger, ont acheté, durant la communauté, un héritage propre du vendeur, a lieu sur la moitié appartenant, après dissolution de la communauté, au conjoint étranger. *ib.* 100. *en*, 426. C'est un véritable retrait ligonger. *Ibid.* Les mêmes conclusions lui donnent ouverture qu'à celui-ci. *ib.* 100, 101. *en*, 426. Seulement il ne donne ouverture au retrayeur de mi-denier qu'après la dissolution du mariage. *ib.* 101. Pour qu'il ait lieu, il faut que l'un des conjoints soit ligonger ou vendeur, et l'autre étranger. *ib.* 101. *en*, 426. Que l'héritage ait été acquis durant la veu-

riage de ces conjoints. *Ibid.* Que les conjoints aient été en communauté de biens. *Ibid.* Peu importe que le mari et le femme, ou le mari seul, aient été parties au contrat. *ib.* 101. S'il y a continuation de communauté, le retrait de mi-denier ne sera ouvert que lors de la dissolution de cette communauté. Si, durant le mariage, il y a dissolution de communauté par une séparation de biens, cette dissolution y donne ouverture. 102. Si le mari étranger aliène l'héritage durant la communauté, le retrait est ouvert au profit de toute la famille de son vendeur, sur la vente qui lui en a été faite. *Ibid.* Si, au contraire, le mari ligonger aliène l'héritage, la vente, qui lui en a été faite, en donne pas lieu au retrait. 103. Mais la vente y donne lieu. *Ibid.* Le don mutuel en usufruit n'arrête pas le retrait des héritiers du conjoint ligonger sur le mari ou étranger, donataire mutuel. *ib.* 103. *en*, 426. Il en est de même du don mutuel fait au survivant par le prédécédé étranger. *ib.* V. *Don mutuel*.

Le retrait de mi-denier a pour objet la part au porteur du conjoint non ligonger ou de son héritier. *ib.* 103. *en*, 427. Si la femme ligongère renonce à la communauté, il y a lieu au retrait pour le tout sur le mari. *ib.* 104. Il en est de même, *ib.* par le partage, l'héritage entier tombe au lot du conjoint étranger. *Ibid.* Ce retrait n'est que de la portion du conjoint étranger. *Ibid.*

Il est accordé à la famille du vendeur. *ib.* 104. *en*, 427. Néanmoins le conjoint ligonger ou ses héritiers ligongers sont préférés aux autres. *Ibid.* Il faut que les héritiers du conjoint ligonger, pour être admis à ce retrait, soient eux-mêmes ligongers. *Ibid.* Les héritiers étrangers du conjoint ligonger ne sont pas admis, même dans le cas où il sont avec des héritiers ligongers. *ib.* 105. *en*, 427. Ceux-là seuls, parmi les héritiers ligongers, qui veulent exercer le retrait, l'exercent en entier. *Ibid.* S'ils ne le veulent, celui qui a prévenu n'en a pas profité. *ib.* 105. Le retrait de mi-denier a lieu sur le conjoint étranger de la ligne du vendeur, et sur ses héritiers aussi étrangers de cette ligne. *Ibid.* Si, parmi ses héritiers, il y en a de ligongers, le retrait n'en a pas moins lieu sur ceux qui sont étrangers. *Ibid.* Il ne peut être exercé sur les héritiers étrangers du conjoint ligonger. *Ibid.*

Le retrait de mi-denier s'exerce dans l'année et jour. *ib.* 105. *en*, 427. L'année et jour court de la dissolution de communauté. *ib.* 105, 106. Les mêmes causes qui l'empêchent de courir pour le retrait ordinaire, l'empêchent pour celui-ci. 106.

Il s'exerce en partage de la communauté. 11, 106, vii, 427. Cette demi-sol est regardée comme un héritage en partage. 11, 106. Il suffit de porter l'héritage de son lot du ligager pour le prix de son acquisition et des ligux coûts. *Ibid.* Ce qui se fit dans le cas où un parti seulement des héritiers du ligager l'exerce. 106, 107. Si la femme ligagère, ou ces héritiers, renoncent à la communauté, leur demande ou retrait s'exerce dans les formes ordinaires. 107. V. *Partage de communauté* *id.*

Le retrait est remboursé les mêmes choses que dans le retrait ordinaire. 11, 107, xii, 428. Différence relativement sur impenses et nécessaires. *Ibid.* Le terme féodal de vingt-quatre heures pour le remboursement n'a pas lieu dans le retrait de mi-denier qui ne fait ni partage. *Ibid.* V. *Retrayant*.

Seu effect 11, 107. Lorsqu'il s'exerce en partage, le conjoint ligager possède l'héritage comme un acquêt de communauté. 107, 108. Les hypothèques, dont le mari s'est grevé pendant le mariage, se sont éteintes. 108. Le vendeur, devenu héritier du conjoint ligager, pourrait l'exercer. *Ibid.* Les héritiers doivent les profits pour succession de l'héritage retiré. *Ibid.* Si le retrait ne s'exerce pas en partage, il a les mêmes effets que le retrait ordinaire. *Ibid.* Dans ce cas, il n'y a point de nouveaux profits. *Ibid.* Si c'est la femme qui l'exerce, en cas de renonciation, les hypothèques et autres droits réels imposés par le mari s'éteignent. 109, 109.

Le retrait de mi-denier s'écrit par la prescription tant le 109. Elle court contre les mineurs et contre les majeurs. 109. Ce retrait ne s'écrit pas par le retour à la famille, le conjoint ligager et les héritiers ayant la préférence sur les autres parents. 11, 109, xii, 428. Il est éteint, lorsque le conjoint ligager ou ses héritiers laissent comprendre dans le partage l'héritage, et qu'il tombe en lot du conjoint étranger, le tout sans protestation. 11, 109. V. *Retrait ligager*.

**RETRAIT FÉODAL** ou **RETRAITAL**. Dret qu'a le seigneur, et la qualité de seigneur, de prendre le marché de l'acquéreur, lorsque l'héritage montant de lui est racheté. 11, 411, xxi, 79. Sa nature change dans les diverses Coutumes. 11, 111, 112, xi, 400, xxi, 79. A qui il est allé s'acquiescer. *Ibid.* Il s'appelle retrait seigneurial ou féodal. 11, 112. Dans ce dernier cas, il appartient à la nature du fief. 112. Le retrait ligager est préféré au retrait féodal. *Ibid.* Les ligagers peuvent exercer le retrait même sur le seigneur féodal qui lui a prêté. 113. Le retrait féodal est-il préférable au conventionnel ?

113. S'il y a une clause express de l'acte d'inféodation qui permette au seigneur de retirer toutes les fois que l'héritage sera racheté, c'est alors un retrait conventionnel. 113.

L'effet de retrait féodal est réel. 11, 114, xxi, 83. Elle est insaisissable. 11, 114. Elle se transmet aux héritiers de celui à qui elle appartient, quoique non encore intencé. 114. Lorsque le seigneur est un propre, l'action de retrait féodal se transmet à l'héritier aux propres. 114, 115.

Les immeubles seuls sont sujets au retrait féodal. 11, 115, xxi, 412. Ils n'ont pas besoin d'avoir la qualité de propres. 116. Il n'y a que le fief même qui y est sujet. *Ibid.* Ce qui s'est racheté avec l'héritage n'y est pas sujet. 11, 116. A l'exception des meubles arables. 116.

Les mêmes seigneurs, qui donnent suresture au retrait ligager, la donnent au retrait seigneurial. 11, 116, xxi, 412-422, xxi, 83, 83. A moins de clauses particulières ou de restriction dans les titres. *Ibid.* Le retrait seigneurial s'exerce sur les rentes par décret. *Ibid.* Il est exercé aussitôt que la vente est parfaite, même avant la rédaction du titre. 11, 116, xxi, 412, xxi, 83. Le rétrocessant frileux près la tradition par l'acquéreur ne prie pas le seigneur de retrait. 117. Si la vente est faite sous une condition suspensive, le retrait n'est exercé qu'à près son accomplissement. 117.

A qui est accordé le droit de retrait seigneurial. 11, 117, xxi, 423-429. Variété des Coutumes sur ce point. 11, 117, xxi, 429, vii, 81, 82. Quelle est la Coutume qui doit régler le retrait? 11, 117. L'église a-t-elle le droit de retrait seigneurial sur les biens ecclésiastiques en fief de ses seigneuries? 117. Le roi a le droit de retrait seigneurial. Le retrait seigneurial ne peut être exercé que par le seigneur, ou celui à qui il l'a cédé. 11, 116. Il ne peut être sur la vente faite par le seigneur lui-même. 11, 119. Le seigneur est admis au retrait féodal, quoiqu'il soit devenu l'héritier du racheteur, ou sa continuation. 119. Le seigneur est non-recoursible dans le retrait, lorsqu'il y a renoncé même tacitement. 119. Car on le seigneur pardevant et y avoir renoncé, peut cependant l'exercer. *Id.*

Il peut être exercé sur le racheteur, pourvu qu'il ne soit pas ligager ou racheteur. 11, 120, xxi, 80, 81, ou qu'il ne soit pas conjoint par mariage et en commun avec une femme ligagère. 11, 120. Il peut être sur les gens de main-morte. 120. Sur tout possesseur de l'héritage. *Ibid.* S'il y a plusieurs racheteurs, ils s'exercent à volonté sur l'un ou l'autre. *Ibid.* Il ne peut s'exercer pour partie des héritages qui relèvent tous d'une même seigneurie. 120, 121. Lorsqu'un par tie seulement des héritages du marché

retrait de la même seigneurie, il peut n'être accordé que pour elle. 121. L'acquéreur ne peut forcer à l'exercer pour le tout. *Ibid.* Application au retrait d'un fief. *Ibid.*

Dans quel délai le seigneur doit exercer le retrait féodal? 11, 121, 124, 429, 432, 83. Différence sur ce point entre la Coutume de Paris et celle d'Orléans. 11, 121, 124, 429. Ce délai est fixé et court contre le seigneur, quoique mineur, 11, 121. Si l'acheteur n'y pas satisfait sur formalités des Coutumes, le seigneur ne peut être exclu du retrait que par la prescription de trente ans. *Ibid.*

Il s'exerce par voie d'acquére ou par voie d'exception. 11, 122, 11, 432. Si c'est par voie d'exception, on suit les formes ordinaires. *Ibid.* La nullité de l'exploit n'entraîne pas la déchéance du retrait. *Ibid.* Elle doit être opposée immédiatement. *Ibid.* Cas où il s'exerce par exception. *Ibid.*

Tout ce qui est relatif aux effets du retrait lignager est applicable au retrait seigneurial. 11, 124, 124, 429, 436, 437, 438. Néanmoins le seigneur acquiesçant ne peut eniger le profit. 11, 124. S'il l'a reçu, il est non-erectible au retrait. *Ibid.* S'il a profit a été payé à un fermier ou à un usufructier des droits seigneuriaux, le seigneur doit le rembourser. *Ibid.* Cas où il doit le payer au fermier ou à l'usufruitier. *Ibid.*

L'héritage retiré par retrait féodal est un acquêt de la communauté du retenant. 124, 125.

L'extinction de l'héritage éteint le droit de retrait féodal comme celui de retrait lignager. 11, 125, 125, 436, 438. Quand la prescription éteint le droit de retrait féodal. 11, 125, 125, 437. Il est éteint, si le seigneur a reçu le profit de l'acquéreur. 125. Règles communes à l'extinction des trois genres de retrait. *Ibid.* V. *Acquéreur (retrait)*. *Retrait lignager*. *Retrait conventionnel*. *Retrayant*.

**RETRAYANT.** Obligations du retenant lignager. 11, 60, 111, 430. Il doit rendre l'acquéreur indemne. *Ibid.* Il doit lui restituer le prix. 11, 60. C'est le prix porté au retrait. *Ibid.* Le retenant peut être tenu de prouver que ce prix est plus fort que celui véritablement convenu. 11. Si la vente est reconnue et qu'on ignore le prix, il est fixé par experts. 60. On peut quelquefois s'en rapporter au dire de l'acquéreur, quand le retrait s'exerce sur lui. 61. Le retenant doit restituer à l'acquéreur le supplément de prix que celui-ci a payé au vendeur depuis la vente, sur une action pour cause de lésion. 61. Quand, dans la vente le supplément a été payé par la seule volonté de l'acheteur? 61. L'acheteur qui a fait un contrat sur lui, et s'est porté adjudicataire pour un prix plus fort, doit être com-

pensé de ce dernier prix par le retenant. *Ibid.* Lorsque l'héritage vendu est péri en partie, et que le retrait a lieu pour ce qui en reste, le retenant doit tout le prix. 61, 62. *Voir* *verbal*, s'il est augmenté, le retenant en profite. 62. On doit déduire du prix dû par le retenant, celui des fruits pendans et autres jouissances dont l'acquéreur a profité. *Ibid.* Le retenant doit également le prix, lorsque l'acquéreur l'a payé par compensation. 62. De même s'il l'a payé par le moyen de la cession. 62. Mais il n'est pas tenu de l'acquiescer de la nouvelle dette. *Ibid.* A moins que la cession n'ait fait partie de la convention. *Ibid.* Le retenant doit également le prix, lorsque la libération de l'acquéreur a été faite par la cession. 62. De même lorsque le vendeur a fait remise du prix à l'acquéreur, pourvu qu'il n'y ait pas eu de fraude. 62.

Le retenant doit prouver à l'acquéreur la décharge du prix qu'il doit encore. 63. Il peut en payer à lui-même en qu'il doit encore, ou lui en rapporter décharge. *Ibid.* Il est plus sûr de payer au vendeur. *Ibid.* Si le prix n'est pas encore exigible lors du retrait, le retenant peut obliger le vendeur à l'accepter pour débiteur, en lui donnant bonne et suffisante caution. 63. Le retenant peut-à en moins jour risquer de l'acquéreur des mêmes termes et délais dont celui-ci jouit vis-à-vis du vendeur? 63, 64. Si le terme a été accordé en faveur du vendeur, l'acheteur ne peut arguer d'être déchargé avant qu'il soit arrivé. 64. Le retenant alors est tenu de donner caution. *Ibid.* Il ne est de même quand l'acquéreur est chargé de la prestation d'une rente non remboursable. *Ibid.*

Le retenant doit rembourser les charges appréciables imposées à l'acheteur par le contrat. 64. Le retenant n'est pas forcé de payer d'avance le prix de ces charges que l'acheteur n'a point encore acquittées. *Ibid.* Il suffit qu'il donne caution. *Ibid.* Il ne est tenu d'aucune, lorsqu'il s'agit de charges personnelles, qui n'exigent point d'arrances. 65. Si les charges ne sont pas appréciables, le retenant n'en doit pas tenir compte. *Ibid.* Quand, dans le cas d'un prêt considérable que l'acheteur a fait au vendeur par le contrat? *Ibid.* Le retenant doit indemniser l'acquéreur de tous les loyaux coûts de l'acquisition. 65. Il ne s'agit que des coûts dont l'acquisition a été la cause préalable et immédiate. *Ibid.* Il ne doit pas le somme donnée par l'acquéreur à un plus prochain ligager, pour le faire rembourser au retrait. 66. Sous la vente de loyaux coûts sont compris les papiers et épaves qui ont été parties des conditions de la vente. 66. Les fruits du contrat. *Ibid.*

Ce qui a été donné à l'entrepreneur du marché. *Ibid.* Les fruits de voyages faits par l'acheteur, à cause de son acquisition. *Ibid.* Les consultations d'avocats, lorsqu'il y a eu un juste sujet de consulter. 65. Les intérêts du prix payés par l'acheteur, lorsqu'il n'a pas perçu les fruits en dédommagement. *Ibid.* Le retrayant doit-il tenir compte à l'acquéreur de l'intérêt du prix, lorsqu'il offre de compter des fruits qu'il a perçus, et que l'année a été stérile? *Ibid.* Les fruits de décret sur l'acheteur, pour la stérilité de l'acquisition, font partie des loyaux coûts. 67. Les fruits de l'instance contre le vendeur pour l'obligation de l'expédition du contrat. *Ibid.* Ceux sur la demande en retrait, quand l'acquéreur ne l'a pas contestée. *Ibid.* V. Loyaux coûts. Le droit de franc-fief que l'acheteur a payé, lorsque le retrayant est sujet lui-même à ce droit. 67. Est-il dû, lorsque le retrayant n'y est pas sujet? *Ibid.* Le retrayant n'est pas tenu des droits qu'ont été obligés de payer les gens de main morte sur lesquels il exerce le retrait. 67. Les profits seigneuriaux, les fruits de ports de foi et dénuement, les reconnaissance de rentes foncières, et déclarations d'hypothèques, font partie des loyaux coûts. 67. Le retrayant lui doit à l'acquéreur, quand même, sa dignité, si eu avait été dispensé. 68. *Quid*, dans le cas où c'est l'acquéreur qui est privilégié et que le retrayant ne l'est pas? 68. Le retrayant doit rendre à l'acquéreur la portion des profits dont le seigneur lui a fait remise. 68. Il ne s'agit pas de la remise du quart fait à tous les acquéreurs par les receveurs des domaines du roi. 68. Le remboursement de la remise n'est passé, lorsque l'acquéreur ne l'a obtenue et n'a payé le profit que depuis la demande en retrait. 69.

Il doit rembourser à l'acquéreur les impenses qu'il a faites sur l'héritage même. 69. Il ne doit rien pour les impenses voluptuaires. 69. Ni pour les impenses utiles, mais qui n'étaient pas nécessaires. *Ibid.* Néanmoins il doit permettre à l'acquéreur d'enlever ce qui peut l'être sans détérioration. 69. Il ne doit rien à l'acquéreur qui s'est obligé par son contrat à faire des plantations, et qui les a faites dans le délai du retrait. 70. *Quid*, dans le cas où l'héritage a été vendu comme seigneur, et par conséquent non sujet au retrait? 70. Les redevances volontaires de rentes foncières, faites par l'acquéreur, ne donnant pas lieu au remboursement. 70. Cependant celui-ci peut les faire recueillir à son profit. *Ibid.* Le rachat d'une servitude ne donne pas lieu au remboursement. *Ibid.* Les impenses nécessaires doivent être remboursées par le retrayant.

Tout VIII.

70, 71 Elles comprennent celles d'entretien. 71. Les impenses pour faire venir, ou pour recueillir les fruits de l'année, sont une charge de ces fruits. 71. Ce remboursement a lieu, quand même les lieux n'auraient été plus lors du retrait. *Ibid.* Il s'ensuit dans tout ce qui a été débourré par l'acquéreur relativement à ces impenses. *Ibid.* Pourvu qu'il n'y ait pas faute grossière de sa part. 71. V. Impenses.

Lorsque le retrait s'exerce sur un tiers, le retrayant lui rembourse tout ce qu'il aurait remboursé au premier acquéreur. 71. Si le deuxième acquéreur a acheté plus cher que le premier, il a recours pour le surplus du prix contre ce dernier. *Ibid.* Au contraire, si le deuxième acquéreur a acheté moins cher que le premier, celui-ci ne peut répéter contre l'autre le surplus de prix. 72. Le lignager plus proche, qui s'est préféré au lignager plus éloigné qui a préféré, est-il obligé de le rembourser de ses frais? 72. Le lignager qui exerce le retrait sur le seigneur qui a exercé le retrait féodal, le doit-il?

Termes dans lequel le retrayant est obligé de rembourser le prix de la vente. *Ibid.* Le juge peut accorder un délai pour une juste cause. 72, 73. De quelle époque ce terme commence à courir. 73. Les formalités exigées pour le faire courir doivent être remplies dans toute espèce de ventes. 73. Le Contume de Paris veut que le retrayant paie ou connote dans les vingt-quatre heures après le retrait adjugé par sentence. 73. en 429, 434, 435. Le délai ne court que de la signification, si le jugement est par défaut. 73. Le terme n'est pas exprimé, du vœu du seigneur. 73. S'il y a appel par l'acquéreur, le délai ne court pas. 73. V. Appel. Il faut encore que l'acquéreur ait déposé son contrat au greffe pour que le délai coure. 73. Quand même il en aurait donné copie. 74. Ce dépôt doit être fait partie présente et dûment approuvé. 74. Il faut, en troisième lieu, qu'il ait affirmé, devant le juge, la sincérité du prix de son acquisition. 74. Cette affirmation a lieu que lorsque l'acquéreur en est requis. 74. Si l'acquéreur n'a pas déposé son contrat, pendant combien de temps, depuis la sentence adjugée, le retrayant peut-il poursuivre l'acquéreur? 74. Termes dans lesquels se trouve la Coutume d'Orléans. 74. vis. 429. 74, 434. Elle n'exige pas, pour que le délai coure que l'acquéreur ait déposé son contrat au greffe. 74. S'il y a lieu à ventilation, le délai ne court qu'après qu'elle est faite. 75. Le délai pour exercer le retrait est un temps continu. 75. S'il tombe un jour de fête, il n'est pas prolongé. *Ibid.* C'est un temps fatal. *Ibid.* Ce temps doit.

14

Il se compirent de momento et momentum ? 75.

Sous la Coutume de Paris, il n'y a pas de terme pretout pour le remboursement des loyers crûs et miens. 75. *Secur.* sous la Coutume d'Orléans. 76. S'ils ne sont pas liquidés, il faut un jugement pour obliger le retrayant à les rembourser dans un délai prescrit. 76.

Si l'acquéreur refuse de recevoir le remboursement, ou s'il est absent, le retrayant doit faire des offres et consignation. 11, 76. vii, 421. Pour que les offres soient valables, il faut qu'elles soient faites en présence de l'acquéreur. *Ibid.* Elles doivent être faites en espèces ou en bons et au lieu où elles se font. 11, 76. vii, 421. Ou ne tirait compte ni de la diminution, ni de l'augmentation des espèces. 11, 76. vii, 421. L'offre de remettre la quittance tient lieu d'offres. 11, 77. Les offres par le retrayant de compenser une somme que l'acquéreur lui doit, tiennent-elles lieu d'offres en espèces ? 11, 77. vii, 421. Les offres doivent être réelles. 11, 77. vii, 421. Elles doivent être intégrales. *Ibid.* La consignation de la somme totale ne rétablit pas le défaut d'offres positives. *Ibid.*, même dans le cas où le retrait a été adjugé à une personne. 11, 77. Dans ce cas, celui qui a remboursé le total, ne peut opposer la déduction à l'autre. 77, 78. Les offres doivent être suivies de consignation. 11, 78. vii, 421. Cette consignation doit se faire par acte approuvé. 11, 78. vii, 421.

Elle doit être intégrale. 11, 78. vii, 421. Cas où le prix du contrat n'est pas le véritable prix. 16. Elle doit être faite dans les mêmes espèces offertes. 16. Malgré la diminution en franc. 11, 78. vii, 421. Si y a une augmentation, l'acquéreur en profite. *Ibid.* Si elle est faite en l'absence de l'acquéreur, elle doit lui être signifiée dans le délai fatal de vingt-quatre heures. 11, 79. L'acquéreur peut demander la nullité des offres. *Ibid.* Pendant ce temps, les deniers consignés sont aux risques de l'acquéreur, si la consignation est déclarée valable ; du retrayant, si elle est déclarée nulle. 16. Si le retrayant refuse la consignation, il est déchu du retrait. 79. De même si une somme a été faite sur les deniers consignés, et déclarée valable. 16. Le lignager, qui a donné la demande en retrait, peut-il être contraint par l'acquéreur à prendre son marché ? *Ibid.* V. *Acquéreur (retrait)*. *Consignation*. *Offre*.

Les obligations du retrayant, dans le retrait originaire et dans le retrait conventionnel, sont les mêmes que dans le retrait lignager. 11, 122. vi, 432, 435. vii, 430. Erreur en ce qui concerne le terme fatal dans lequel le retrayant lignager est tenu de rembourser et assigner le prix. 11, 122. Différence à cet égard.

*Ibid.* Autre différence consistant en ce que c'est l'acheteur, dans le cas du retrait originaire ou conventionnel, qui est tenu des frais de la restitution que le lien, quand tous les héritages vendus ne sont pas entrés en retrait. 122, 123. Il n'en est pas ainsi dans le cas du retrait lignager. *Ibid.* Le retrayant en est tenu avec l'acquéreur, lorsqu'il s'agit d'une adjudication faite sur une réelle. *Ibid.* Autre limitation. V. 123. *Acquéreur (retrait)*. *Retrait conventionnel*. *Retrait originaire*.

EXTRACTION des donations pour la Législation des tribus. v, 44 et suiv. V. *Législation Réserve*. *Strandano*.

RÉTROCASSION. V. *Propre de communauté*. *Résolution de la vente*.

RÉMISSION des riens. Retour de la partie à son tout. 11, 443. vi, 90. Variété de la jurisprudence et des Coutumes sur la manière dont se fait la réunion. vi, 448. Rémission selon les principes de la Coutume de Paris. 448, 447. Rémission d'un fief, conquis de la conquête, et non entre fief acquirit. 448. Rémission qu'après la confusion des successions patrimoniales et maternelles. 449. Rémission des fiefs selon les principes de la Coutume d'Orléans. 11, 449. vii, 90, 91. V. *Fief*.

RÉVÉLATION. V. *Monnaie*.

REVENDEUR. Action qui naît du droit de propriété, par laquelle le propriétaire, qui a pu la prescription de sa chose, la revendique contre celui qui la possède. 1, 275. vii, 27. Elle est réelle. *Ibid.* Toute chose meuble ou immeuble, corporelle ou incorporelle, peut en être l'objet. 1, 275, 276. Lorsqu'elle s'applique aux meubles corporels, elle s'appelle saisineement. 11, 306. v, 275. V. *Entrevue*. Il n'y a que les choses appartenant à une personne en être l'objet. 1, 276. Celles qui n'appartiennent à personne ne peuvent l'être. 276. Dans le droit romain, lorsque une chose était volée et celle de la personne qui la possédait, faisait l'objet d'un *restitutio*, par la force on l'en détachait et à sa place la rendait. 16.

La revendication n'appartient qu'à celui qui a la propriété de la chose, et ne peut être intentée que par lui. 276. Il n'est pas nécessaire qu'il ait une propriété parfaite et irrévocable ; il suffit qu'elle soit actuelle. 277. Ni que ce soit une propriété pleine ; la non propriété suffit. 277. L'usufruitier, l'usufruitier, peuvent revendiquer. *Ibid.* Le propriétaire pour partie, peut revendiquer sa part. *Ibid.* Cas où la revendication est accordée au juste possesseur, quoiqu'il ne soit pas encore propriétaire. *Ibid.* Action publicienne du droit romain. *Ibid.* Il n'est pas nécessaire que la chose qui sert de fondement à

la possession, fait valable; il suffit que le possesseur l'ait crue telle. 377. L'ancien possesseur ne peut revendiquer que contre celui qui possède sans titre. 278. Car ou il peut revendiquer même contre le propriétaire, qui détiendrait la chose, ou contre un autre possesseur de bonne foi. 278.

L'action en revendication se donne contre celui qui est trouvé en possession de la chose. 279. Peut-elle être demandée contre celui qui est en possession de son d'ee autre? *Id.* Comment agir dans ce cas? 279. Pour revendiquer une chose, dont j'étais propriétaire par indivis, et dont ma portion seule a été usurpée, je ne dois actionner que celui qui l'a usurpée, et non mon copropriétaire véritable. 279. Si le défendeur n'est possesseur de la chose, celui qui revendique, est tenu de prouver sa possession. *Id.* De qui est tenu le défendeur, qui, sans être possesseur, a usurpé seulement la chose? 280. L'action en revendication ne peut être donnée contre l'héritier du possesseur, qu'en tant qu'il est lui-même possesseur. 280. Différence entre celle de celle action et celle des autres personnelles. *Id.* L'héritier possesseur, peut actionner en revendication, peut appeler ses cohéritiers en garantie. *Id.* Le héritier du possesseur de mauvaise foi tenu personnellement de toutes les demandes accessoires à la revendication. 280. Il n'est tenu de continuer l'instance, lorsque leur auteur défunt avait conféré une cause. 280, 281. La revendication peut être faite contre celui qui, par malice, a corré de posséder la chose, pour se soustraire à cette règle. 281. Elle ne doit être intentée que lorsqu'on a perdu entièrement la possession de la chose. 281. V. *Complainte. Réintégration*. Dans le droit romain elle devait être précédée de l'action *ad exhibendum*. 281.

Comment se fait la revendication des meubles? 281. V. *Entrepreneur*. La revendication des immeubles se fait par un exploit donné au possesseur, aux fins qu'il soit condamné à le déliverer. 283. Comment la chose revendiquée doit y être désignée. 283. Le procès s'instruit et se décide par l'examen des titres respectifs. *Id.* Le demandeur en revendication n'a d'autres droits, pendant le procès, que d'empêcher le possesseur de faire des dégradations sur l'immeuble revendiqué. 283. Forme de l'action en revendication d'ee rente. 283. Le demandeur peut, pendant le procès, arrêter le principal sur le débiteur de la rente. 283, 284. Le demandeur, pour obtenir sa demande, est obligé de le fonder sur quelque titre de propriété de l'héritier ou de la rente qu'il revendique. 284. V. *Titre*. Il faut, pour cela, que la possession du

défendeur ne remonte pas au-delà de ce titre. 284. On revendique d bon droit, quoique celui, de qui l'on tient l'héritage, n'en fût pas propriétaire; la possession de bonne foi suffit. 284. Cas où le demandeur et le défendeur produisent tous les deux des titres. *Id.* Si ces titres émanent de la même personne, celui des deux, qui a été mis en possession le premier, est considéré comme vrai propriétaire. 285. S'ils émanent de deux personnes différentes, dont les droits ne sont pas opposés, celui, qui se trouve en possession, reste propriétaire. 285.

Si la revendication est admise, le défendeur doit délaisser l'immeuble au demandeur. 285. Il doit dédommager avec lui les fruits de la chose qui en font partie, et qui ont été consommés dans la demande. *Id.* Si l'agré d'ee rente, le débiteur doit la payer à celui qui en a été reconnu propriétaire par la sentence, sur la seule signification de cette sentence à lui faite. 286. En quel état doit être rendue la chose revendiquée? *Id.* Distinction entre le possesseur de bonne et de mauvaise foi. *Id.* Le possesseur de mauvaise foi est tenu de toutes les dédommager par lui faites. *Id.* Le possesseur de bonne foi n'est tenu que de celle dont il a profité, ou qu'il a faites depuis la demande. 286. V. *Prescription*. Quand y a-t-il lieu à la restitution des fruits? V. *Prescription*. Prestation par le demandeur de l'action en revendication. 284. Il doit rendre indemne le possesseur de mauvaise foi à prêter à des créanciers auxquels la chose était hypothéquée. *Id.* Il doit lui rembourser les impenses nécessaires, outre que celles d'entretien, qu'il a faites pendant sa possession. 284. Le possesseur de mauvaise foi déduit, de son compte des fruits, les impenses d'entretien qu'il a faites. 292. Le possesseur de bonne foi doit être remboursé des impenses utiles qu'il a faites. 292. Jusqu'à concurrence seulement de ce que la chose n'en trouve augmentée de valeur. 292. Les juges peuvent modifier ce principe, selon les circonstances. 292, 293. Des impenses peuvent augmenter le prix de l'héritage de différentes manières. 293. Le propriétaire n'est tenu de rembourser les impenses utiles au possesseur, que pour la déduction de ce qu'il s'en trouve déjà remboursé par les fruits qu'il a perçus. 293. Doit-on rembourser le possesseur de mauvaise foi les impenses utiles qu'il a faites? Ce n'est pas qu'il devait être remboursé. 294. Opération contraire de l'autre. 294, 295. Peut que le possesseur puisse prétendre au remboursement, fallait-il qu'il fût encore de bonne foi, quand il a fait les impenses? 295. Quand le possesseur de mauvaise foi peut emporter les choses qu'il a mises dans

**L'héritage.** 295. *V. Impense.* Le possesseur condamné à délaisser la chose au demandeur, n'est pas fondé à exiger de lui la restitution du prix. 293, 296. A moins que le prix payé par le possesseur n'ait tourné au profit du propriétaire. *Id.* Le possesseur a quinze jours, à partir de la signification de la sommation, pour délaisser l'héritage. 296. A défaut de le faire, il est condamné à une amende de deux cents francs, et aux dommages-intérêts du propriétaire. *Id.* S'il persiste, le propriétaire se fait mettre en possession sans souffrir. v. 296. Liquidation préalable à faire des prestations à payer par le propriétaire au possesseur v. 296, 296. Liquidation des fruits. 297. *V. Fruits.* A quoi est condamné le possesseur qui s'est mis dans l'impossibilité de restituer la chose? *V. Pétition d'hérédité. Propriété.*

*V. Actes de l'Etat. Avantage entre époux. Droit de suite. Exécution. Remploi. Propriété communale.*

**RAYONNEMENT DE CHOSE.** Retrait d'acquisition, qu'aurait le droit de faire une juridiction, d'un cas qui lui appartient, et qui étant produit à une autre juridiction, va, 12. *V. Exemption d'impôts.*

**RÉGAMON (nom de).** iv, 433 v. 122. *V. Prescription de dix et vingt ans. Propriété. Retrait (droit de).*

**RÉVISION DES PROCÈS.** Le condamné, qui se procure des pièces ou dénonce des fautes, propose à justifier son innocence, peut obtenir des lui des lettres qui ordonnent la révision du procès. va, 254. Procédure par y parvenir. 254, 255. Si l'impérator surcomble, il est condamné à l'amende, et aux dommages-intérêts de la partie civile. 255. Les lettres de révision peuvent être obtenues par la femme, les enfants, et même les parents collatéraux du condamné défunt, à l'effet de purger sa mémoire. 255. Formes à suivre pour arriver à ce but. *Id.* Cette poursuite ne peut être exercée après l'écoulement du jour de l'exécution. 256.

**RÉVOCAION DES DONATIONS.** Les donations sont révoquées par la survenance d'enfant ou donateur. v. 31, va, 292, 293. C'est une question autrefois. *Id.* De quelque valeur que les donations puissent être. v. 32, vii, 293. Excepté les prêts présents de choses mobilières. *Id.* La révocation a lieu, à quelque titre que la donation ait été faite : encore qu'elle soit mutuelle. 32, va, 293. Les donations rémunératoires, onéreuses, contractées dans une remise à un débiteur, ou pour cause de mariage, y sont aussi sujettes. *Id.* Il en est de même de celles faites aux conjoints ou futur du mariage, à moins qu'elles ne soient faites par les conjoints entre

eux ou par les descendants. r, 32, 32, vii, 293. La donation, qui contient une clause expresse qu'elle ne pourra être révoquée pour cause de survenance d'enfant, est-elle néanmoins sujette à cette révocation? v. 33, 34, va, 293.

Pour que cette révocation ait lieu, il faut que le donateur n'ait pas d'enfant au temps de la donation. vii, 34, 293. A-t-elle lieu, lorsque le donateur avait alors un seul enfant, ou un petit fils, ou un enfant conçu dont il avait connaissance? v. 34, 35, va, 294. *Quid*, si c'est la femme et celle qui a conçu? v. 35. Il faut que l'enfant existant soit légitime, pour empêcher la révocation. v. 35, vii, 294. Quelqu'il y eût un enfant, s'il est absent, digne de l'héréditation, ou que ce soit une fille, dans la famille noble, il peut y avoir lieu également à la révocation. v. 35, vii, 294. De quelle manière qu'il survenne un enfant au donateur, soit par naissance, ou autrement, la donation est révoquée. v. 35. Le naissance d'un petit-enfant la fera-t-elle révoquer? 36. *Quid*, de la naissance d'un posthume, né après le décès du donateur? 36.

Dès que la survenance d'enfant a lieu, la donation est révoquée de plein droit. v. 36, vii, 294. Le donateur a, dans ce cas, une action contre le donataire, et même contre les tiers détenteurs, pour recouvrer les choses données. v. 36, vii, 294. Nature de cette action. v. 36, vii, 294. Le donataire est tenu de rendre la chose donnée, avec les fruits du jour de la notification à lui faite de la survenance de l'enfant par exploit en bonne forme. v. 37, vii, 295. Pour que le tiers détenteur soit tenu des fruits, il faut, avec la notification, lui donner copie de la donation. v. 37, vii, 295. Le donateur rentre dans la hérédité, dans la libération d'hypothèque et de toutes charges réelles, imposées par le donateur. *Id.* Même pour la dot ou le douaire de sa femme, et quand même le donateur se serait obligé comme caution au contrat de mariage. *Id.*

La demande en révocation pour survenance d'enfant, se prescrit par trente ans. v. 37, va, 295. Elle ne court que du jour de la survenance de l'enfant. v. 37, 38, vii, 295. S'il est né plusieurs enfants, à quel jour de la naissance du premier ou du dernier? *Id.* Le donateur est-il recevable à demander la révocation après la mort de l'enfant, dont la naissance y a donné lieu? v. 38. Y est-il recevable, lorsque, depuis la survenance d'enfant, il a approuvé soit expressément, soit tacitement la donation? *Id.*

Les donations peuvent encore être révoquées par l'ingratitude du donataire envers le dona-



leur. v, 38, vii, 295. Il y a ingratitude, selon la loi romaine, lorsque le donataire a proféré des injures envers contre le donateur. v, 39, vii, 295. V. *Injure*. Y a-t-il ingratitude non seulement dans le cas de calomnie, mais même lorsque les injures sont racontées? v, 39. Il y a ingratitude, si le donataire a donné des coups au donateur, s'il a causé sa ruine, s'il a attenté à sa vie. v, 39. S'il a refusé d'exécuter les conditions imposées à la donation, écarté ou non errata. 39, 40. Il peut y avoir d'autres causes d'ingratitude, qui sont liées à l'abandon du juar. 40. Les querelles entre héritiers sont des causes de réclamation pour ingratitude. *Ibid.* V. *Exhérédation*. Le refus d'aliments au donateur est aussi une des causes. 40. Pour qu'il y ait lieu à réclamation, il faut que l'injure ait été commise par le donataire lui-même 40. Peu importe qu'il soit mineur, 40. Il faut qu'elle ait été commise envers le donateur lui-même, 40. L'injure commise envers la femme ou les enfants du donateur, pendant sa vie, y donne-t-elle lieu? 41. Quelles sont, parmi les donations, celles qui ne sont pas sujettes à la réclamation pour cause d'ingratitude? r, 41, vii, 296.

Différences entre les effets de la réclamation pour surrusion d'indigne, et de celle pour cause d'ingratitude. v, 41, 42. Cette dernière ne se fait qu'après la mort du donateur et non inhérente au contrat. 42. Elle ne peut élever des causes contre les tiers-débitaires. v, 42, vii, 296. Le donateur ou son héritier peut elle dans la propriété des choses données qu'il se charge de tous les droits réels que le donataire s'est imposés avant le donateur ou réclamation. *Ibid.* Le donateur peut-il, lorsque les choses données sont passées dans les mains de tiers, demander en money au donataire la restitution du prix? r, 42, vii, 296. Quand, dans le cas d'échange? v, 42. Quand, si c'est de l'argent qui a été donné? *Ibid.* L'action en réclamation pour ingratitude s'appelle-t-elle au donateur et on peut être saisi par elle contre le donataire. v, 44, 43, vii, 296. Cependant, lorsque le donataire a été une fois donné, les héritiers peuvent-ils, au titre pour eux. *Ibid.* L'action en réclamation pour ingratitude se poursuit-elle comme l'action d'injure ou de crime, qui y donne lieu. v, 43. La reconnaissance du donateur et du donataire est une fin de non-recevoir contre elle. v, 43, vii, 296. V. *Donation entre-vifs*. La réclamation pour cause d'ingratitude fait-elle perdre les biens dans les mains du donateur ou même titre ou il les possédait, ou n'est-elle un titre nouveau? vii, 436, V. *Don mutuel*.

**RÉVOCAISON DES TESTAMENTS ET DES LÈGES.**  
Celle réclamation est générale ou particulière. r, 569. La première a lieu, lorsque tout le testament est révoqué; la seconde, lorsqu'une disposition particulière du testament est seulement révoquée. *Ibid.* La réclamation n'est efficace ou tacite. iv, 569, vii, 337. La réclamation représente ensuite d'un acte écrit dans lequel le testateur a exprimé sa volonté. iv, 569, vii, 337, 338. Un second testament, quoique nul en la forme, ne laisse cependant quant à la réclamation de réclamation qu'il contient. r, 569, vii, 337. Pour que la réclamation représente ensuite d'un acte écrit dans lequel le testateur a exprimé sa volonté, il faut qu'il y ait des preuves et des choses autres le testament et la réclamation. iv, 569, 570. Dans les cas où le testament est compris dans la réclamation 570. La réclamation tacite et présumée, lorsque le testateur lègue à la même personne une partie de ce qu'il lui avait légué en entier. iv, 570, vii, 337. Lorsqu'il lègue par un deuxième testament la même chose qu'il avait déjà léguée à une autre personne, r, 570, vii, 337. Lorsque le testateur a hérité ou hérité au testament ou tout ou en entier. iv, 570, vii, 337. Lorsqu'il a hérité, à quel-que titre que ce soit, depuis le testament, la chose qu'il avait léguée. *Ibid.* Quand même l'héritier n'est pas héritier. *Ibid.* Un simple engagement de la chose n'est pas le même effet. r, 571, vii, 338. Lorsque le grand héritier n'est pas héritier, depuis le testament, entre le testateur et le légataire. iv, 571, vii, 338. Le legs fait à un domestique est censé révoqué, lorsque celui-ci a été héritier. *Ibid.* Enfin lorsque le testateur a légué par un motif qui n'est pas un crime. iv, 571, vii, 338. Le testateur ne peut valablement s'attendre, ni même gêner la faculté qu'il a de révoquer son testament. iv, 571, 572, vii, 338. La reconnaissance, quoique le testateur d'une chose qu'il doit, n'est-elle révoquée? r, 572, vii, 338. V. *Legs Testament*.

Risque. C'est fortuit qui peut survenir la perte de la chose. vii, 287.

La chose rendue est aux risques de l'acheteur du jour du contrat parfait, quoiqu'elle ne lui ait pas encore été livrée. r, 356. Elle pèse pour lui, pourvu qu'il n'y ait pas faute de la part du vendeur. *Ibid.* L'obligation de l'acheteur de payer le prix, n'est subordonnée pas moins, quoique celle du vendeur soit éteinte. 356, 357. V. *Prix de la chose*. La destruction de la chose rendue sans reddition est aux risques de l'acheteur. 358. La perte totale tombe sur le vendeur. *Ibid.* Si la chose est altérée, la perte de l'une des choses est aux risques du





chés au fief, que le seigneur, qui a saisi, peut exiger. 299, 300. Charges du saisi féodal. 301. Le seigneur, lorsqu'il perçoit les fruits, doit-il restituer au saisi les fruits du labour et semailles? 301. Distinctions entre les charges ecclésiastiques, seigneuriales et naturelles, et les charges nouvelles imposées par le vassal. 301, 302. Obligations du seigneur qui a saisi féodalement. 302, 303. Il doit jouir en bon père de famille; de quelle façon en est-il tenu? *Ibid.* V. *Faute*. Le seigneur est-il obligé d'entretenir les baux faits par le vassal? 303, 304. Peut-il déloger son vassal? 304. Le saisi féodal finit par la lèse de trois ans, si elle n'a été renouvelée par le seigneur, et par la réemption en foi du vassal en des offres de foi par lui préalablement faites. vi, 305. vii, 42, 43. Opposition qui peut former le saisi à la saisie, sur quels fond, soit pour la forme. vi, 305, et i, 43. La saisie tient par provision pendant la prise sur l'opposition, si ce n'est lorsque le vassal prend un acte de réemption en foi, ou lorsqu'il désavoue le seigneur. vi, 305. V. *Commise* (deut de). *Désaveu*. *Fief*.

**SAISIE-GAGERIE.** Ce que c'est, et en quoi elle diffère de l'arrêt et de la saisie-exécution? ii, 333, et i, 112. V. *Louage des choses*.

**SAISIE-MOBILIÈRE.** V. *Saisie-exécution*. *Sageur*.

**SAISIE RÉELLE.** Acte judiciaire, par lequel on exerce sur moi sous la main de justice l'héritage ou autres immeubles de son débiteur, à l'effet d'y poursuivre la vente, pour être payé que le prix. et i, 113, et i, 510. Choses susceptibles d'être saisies réellement. vii, 510. On ne peut saisir qu'un vertu d'un titre exécutoire, pour une dette certaine et liquide, et qui soit au-dessus de cent livres. vi, 113. vii, 511. On ne peut saisir que tels personnes qui s'est obligés elle-même, et qui est propriétaire de l'héritage. vi, 114. vii, 511. Sur quelles personnes la saisie réelle peut être faite. vii, 511. Introduction dans laquelle doit se faire la saisie. vi, 114, 115. vii, 513.

La saisie réelle doit être précédée d'un commandement. vi, 115. vii, 512, 531. Ce qui doit contenir ce commandement, et notamment il doit être fait. vi, 115, 116. et i, 512. V. *Commandement*. On peut saisir dès le jour du commandement. vi, 116. vii, 512. Les immeubles d'un mortuus ne peuvent être saisis qu'après la discussion préalable du son héritier. vi, 116. vii, 512. Si l'immeuble est commun à un mineur et à un majeur, le défaut de discussion du mineur entraîne-t-il la nullité pour le tout? vi, 116, 117. V. *Affiance*. La coutume d'Orléans veut que le créancier, pour pouvoir sa-

sir réellement, prenne une commission au greffe. et i, 117. et i, 513.

Comment se donne l'exploit de saisie réelle? vi, 117. et i, 513, 514, 331. Outre les formalités ordinaires, il doit contenir la mention du titre exécutoire, et du commandement. vi, 117. La justice, en laquelle se poursuit la saisie, avec indication, ou election de domicile pour le saisi et le sais, dans cette justice. *Ibid.* La déclaration du lieu où est situé l'héritage, avec la désignation détaillée des parties dont il se compose. 117, 118. Pour la saisie des fiefs, il suffit de saisir la maison, avec les appartenances et dépendances, sans plus de détail. 118. Si y a des héritages en censives dépendans du fief, il faut les désigner spécialement. 118. L'exploit doit contenir la mention que l'huissier a mis des pancartes ou bandes à la porte de l'héritage. 118. Qu'il a apposé des affiches à la porte de l'église paroissiale du lieu. *Ibid.* Il doit contenir l'établissement du commissaire. 119, la mention des usages, armoiries, domiciles et résidences des tenans. 119. La saisie doit être enregistrée au greffe de la justice où elle se poursuit. et i, 119. vii, 513.

Aussitôt que la saisie est faite, le commissaire entre en fonction. vi, 119. vii, 513, 514. La saisie doit être enregistrée par lui dans les six mois, sous peine de nullité. vi, 119. vii, 513. Ce qui contient l'enregistrement; en où une précédente saisie était déjà enregistrée; lui doit être enregistré. vi, 119, 120. vii, 513. Le commissaire doit faire procéder aux baux judiciaires des biens saisis. vi, 120. vii, 513. Il doit faire valoir les loyers et fermes ou arrérages. *Ibid.* Il ne peut faire aucun paiement, sans un jugement rendu entre le saisissant et le saisi. vi, 120. vii, 513. Il doit porter la foi pour les héritages saisis. vi, 120. Il rend compte de son administration, quand la commission est finie. vi, 120. vii, 513. Comment se font les baux judiciaires? vi, 121. vii, 514. et saisi. V. *Bail judiciaire*.

Certes et affiches par lesquelles on annonce au public que l'héritage est saisi réellement, et sera vendu par décret. vi, 125. vii, 514, 515. Où et à quel jour elles doivent être apposées et faites? vi, 125. vii, 514. Nombre des certes et leur ordre. vi, 125. vii, 514. Frais et procédure des certes. vi, 126. vii, 514. Comment elles doivent être certifiées, et procédures pour obtenir cette certification. vi, 126. vii, 514. V. *Certes*.

Appel qui peut être fait de la saisie réelle, fondé sur les mêmes moyens que l'opposition à l'adjudication. vii, 517. V. *co-décès*.





femme sont tous de la même souche, le pail du mari se mesure sur le pail de l'enfant qui a le moindre. III, 483. v, 54.

Tous les enfans du donateur ou de la donatrice du second mariage ou des premiers mariages, profitent de la réduction aux termes de l'édit. III, 484. v, 55. Les enfans du second mariage ont droit de demander cette réduction, pour peu qu'un enfant du précédent mariage ait survécu à sa mère ou à son père. III, 484. v, 55. Les enfans, pour demander la réduction, n'ont pas besoin d'être héritiers. III, 484, 485. v, 55. Les enfans exherédés n'y sont pas admis. III, 485. VII, 207. Qu'if, des filles qui, avec certaines conditions, sont exclues des successions de leurs père et mère, lorsqu'elles ont été dotées? VII, 207. III, 485. v, 55. L'approbation donnée par l'enfant à la donation, du vivant de sa mère, et même une emancipation formelle à exerce son droit, ne la rend pas non-recevable à demander la réduction. III, 485. v, 565. VII, 207.

Action personnelle réelle qu'ont les enfans contre le second mari, et contre les tiers-détenteurs, pour reconnaître les biens donnés qui font partie du retranchement. III, 485, 486, 489. v, 55. VII, 206. Cette action est une répétition de *condictio ex lege*, et quelquefois une action *actio in rem*. III, 486. VII, 206. Cette action est ouverte par le mort du donateur ou de la donatrice. III, 486.

Attention à faire des immanables donnés pour juger s'il y a lieu à retranchement. *Ibid.* Cette estimation se fait au égal à la valeur des choses, au temps de l'ouverture de la succession, à moins que les biens n'aient été dévalués par la faute du second époux donataire. 486, 487. Soit que les biens aient augmenté ou diminué de valeur. 487. La valeur des impenses utiles et nécessaires faites par le donataire, doit être déduite du prix de l'estimation. 487. V. *Impenses*. Tout cela a lieu, soit que les biens soient encore dans les mains du donataire, soit qu'ils aient été aliénés par lui. 488. Si le cente des biens, faite par le donataire, était une vente forcée, qu'il ait également obligé de souffrir le donateur ou la donatrice, on ne comprend sous l'estimation que le prix de cette vente. *Ibid.* Les toutes, ensemble les autres biens, ne sont estimés qu'en égard à leur valeur au temps de l'ouverture de la succession. 488. Qu'if, si la vente a été emmentée au donataire? *Ibid.* On ne considère pas, dans l'estimation des biens, la valeur qu'ils ont pu acquies ou perdre depuis le mort de la donatrice. *Ibid.*

L'estimation faite, s'il y a lieu à réduction, les enfans et le mari procéderont au partage des

biens donnés. 489. Les fruits de la portion retranchée appartiennent aux enfans du jour de la mort de la donatrice. *Ibid.* Quand les tiers-détenteurs des biens donnés, ont-ils que les enfans sont obligés de se pourvoir, sont tenus de la constitution des fruits. *Ibid.* Si la donation consistait en biens meubles, le droit des enfans à la réduction consiste dans une créance d'une somme d'argent. *Ibid.* Privilège qu'ils ont sur ceux qui sont restés en nature au second mari. *Ibid.* La portion retranchée ne se partage pas entre les enfans à titre de successions ou de co-héritiers. III, 490. v, 56. Il y a ont droit, même lorsqu'ils ont renoncé. *Ibid.* Ils ne sont pas tenus des dettes de la succession de la même, à proportion de la portion retranchée qu'ils avaient. III, 490. v, 56. A moins d'hypothèque antérieure à la donation, ou de fausseté. *Ibid.* La part de la portion retranchée, qu'a l'enfant, ne doit pas être imputée sur la légitime. *Ibid.* V. *Légitime*. Le fils aîné, héritier de sa mère, a-t-il droit de prétendre son droit d'aînesse dans les biens nobles qui se trouvent dans la portion retranchée? III, 490. e, 56. III, 207. Le second mari doit-il être admis à partager la portion retranchée et à y prendre la même part qu'y prendrait l'un des enfans? III, 491. v, 56. VII, 206.

Nature de la disposition par laquelle une personne, en se mariant, donne à son second époux une part d'enfant, par son contrat de mariage. III, 491. v, 56. 208, 209. Cette donation diffère de l'institution contractuelle; mais, comme elle, elle devient caduque par le décès du donataire. III, 492. S'il y a plusieurs enfans, il y a une institution en ligne présumée en leur faveur. *Ibid.*

Dans quel abaissement le second époux doit prendre sa part d'enfant, et comment elle se règle? *Ibid.* Quelle sera la part d'enfant, s'il n'y a pas d'enfant du second mariage? III, 492. v, 56. VII, 208. Le fils unique de la donatrice doit-il exercer son droit d'aînesse vis-à-vis du mari donataire, de la part d'enfant? III, 492. v, 57. VII, 208. Si la donatrice a laissé deux enfans, la part du mari est de quart. *Ibid.* Comment se fixe la part d'enfant, dans les biens nobles, lorsque la donatrice a laissé plus de deux enfans. III, 493, 494. v, 57. VII, 208. Si la donatrice avait réuni la part de l'un de ses enfans, la part du mari diminuerait d'autant. III, 494. Le mari donataire peut-il demander le rapport de la somme donnée à l'un des enfans, pour la faire entrer dans la masse sur laquelle doit être calculée sa part? *Ibid.*

Le second chef de l'édit défend aux personnes qui se remariaient de rien donner à leur second époux des avantages qu'elles ont eus de leur





aliénations sont comprises sous la défense de disposer des conquêtes, établie par l'article de la Coutume? *Id.*, 509. v. 65. Il n'est plus maintenant défendu à la femme de les vendre et de les hypothéquer. *Id.*, 509. Le droit qui appartient aux enfants de faire isérer les dispositions que leur mère a faites, des conquêtes, n'est ouvert que lors de sa mort. *Id.*, 509, 510. v. 65. Faut-il que les enfants soient héritiers de leur mère, pour pouvoir user de ce droit? *Id.*, 510, 511. v. 65. Les enfants du second mariage n'ont aucune part dans la portion aliénée aux enfants du premier, qui avait été donnée par leur mère à son vivant, et qu'elle lui réclamée. *Id.*, 511. v. 65. L'interdiction de disposer n'est pour la mère par la dissolution du second mariage, et par la mort des enfants du premier. *Id.*, 511. v. 65. La disposition de la Coutume de Paris sur les conquêtes du précédent mariage, doit-elle être étendue à l'homme qui s'est remarié? *Id.*, 512. v. 65, 66. *Id.*, 511. Cette disposition n'a pas lieu dans la Coutume que ne s'en sont pas expliquées, *Id.*, 512. Cette disposition est en statut réel; ainsi la donation est régie par la loi de la situation du bien. *Id.*, 512, 513. V. *Statut réel*. Les héritages seuls ont une exception. 513. V. *Situation*. Les rentes, les arrérages et les choses mobilières se régissant par la loi de la personne. 513.

PEICES DE L'ORDONNANCE DE BLOIS contre les veuves qui contractent des mariages avec des personnes indignes. 514. Quels personnes, sous terme de cet article, sont considérées comme indignes. *Id.* La femme ne peut faire au mariant une espèce d'aumône d'argent ou d'indigent. *Id.* A partir des conventions du mariage, elle ne peut ni aliéner ni engager ses biens. *Id.* Cette interdiction n'a pas d'effet rétroactif. 514. Les enfants de mariage indigne, ont un droit égal à celui des enfants du premier, sur les biens aliénés dont eux-ci ont obtenu la révocation. *Id.* La disposition de l'ordonnance de Blois doit-elle être étendue à un homme veuf ayant enfants, qui se remarie à une femme indigne de sa condition? 513. V. *Mariage*.

PEIGNONS. Quand la réduction rend le mariage nul? *Id.*, 404. V. *Empêchement de mariage*. *Mariage*.

PEIGNON Nullum in auctoritate. 1, 332. Quand le seigneur peut se dire per sa délégation en un vassal. *Id.*, 311, 312. *Id.*, 30, Seigneur auvernois. *Id.*, 32. V. *Benefice*. *Prof. Successeur irrégulier*. *Prélat seigneur*.

PEIGNON. L'imprescriptible a-t-elle, mais un trentième, v. 363, 425. *Prescription de dix et vingt ans*.

SÉNATUS-CONSULTE VELLÉUS Il défendait aux femmes de s'obliger comme caution. 117. Revenant par la novelle, 134 de Justinien. *Id.* Admis dans toute sa vigueur en Normandie, sous la modification de la novelle. *Id.* Il est statut personnel quant à la première partie, et statut réel, quant à la seconde. 118. V. *Cautions*. *Statut personnel*. *Statut réel*.

SÉPARATION CONTRACTUELLE. Convention par laquelle les futurs conjoints stipulent que chacun d'eux jouira séparément de ses biens. *Id.*, 155, 156. Elle prive le mari de la jouissance des biens de la femme. 156. V. *Exclusion de communauté*. La femme, par cette convention, a le droit de faire tous les actes de simple administration, mais non ceux d'aliénation. 156. Elle doit contribuer aux charges du mariage. 156. La séparation contractuelle est irrévocable, et rompt la communauté de propriété jamais existée entre les conjoints. 156. La femme peut convenir qu'elle jouira séparément d'un certain héritage. 156. Les acquits faits par elle de sa part sur les revenus de cet héritage, tombent-ils dans la communauté? 156. V. *Communauté consentante*. *Séparation de biens*.

SÉPARATION DE BIENS. La femme peut demander la séparation de biens, toutes les fois que sa dot est en péril. *Id.*, 168 vs, 169. Il n'est pas nécessaire que le mari soit devenu cotièrement insolvable. *Id.* Ni que le mauvais état de ses affaires soit arrivé par sa faute ou sa mauvaise conduite. *Id.* Le défaut d'emploi de deniers detaux de la femme, stipulés propres, est au si un moyen de séparation. *Id.*, 168, 169. La femme, qui n'a pas apporté de dot à son mari, peut aussi demander la séparation. 169. La femme seule peut demander la séparation de biens. *Id.* Ces articles ne s'appliquent que le mari peut aussi être reçu à la demander. 169. V. *Dot*.

La séparation de biens doit être prononcée par sentence de jug. 169, 170. Afin de priver les avantages prohibés entre époux. *Id.* V. *Avantages entre époux*. La transaction, qui s'établissait, est nulle, quand même elle aurait été homologuée en justice. *Id.* La femme qui veut troubler la séparation, doit auparavant l'y faire autoriser par le juge. 170. La demande est portée devant le juge du domicile des parties. *Id.* Il ne doit ordonner la séparation que sur la preuve du mauvais état des affaires du mari, qui met la dot en péril. 170. Et cela quand même le mari avouerait les faits, pour éviter le collucion. 170. C'est la volonté du juge qui dissout la communauté. *Id.* Il faut qu'elle ait été publiée au jugement à jour ordinaire, le

*jeuq' aded.* 170, 171. Formalités relatives à la publication de cette sentence pour toutes les femmes, et pour celles des marcelles et des banquiers à prise de nullité. 171. Pour que la séparation soit valable, il faut encore qu'elle ait été exécutée sans fraude. 171. V. *Exécution*.

L'effet de la séparation est de dissoudre la communauté. *iv*, 171. *vi*, 189. Elle ne donne pas *coverium* au préciput ou au douaire de la femme. *Id.* V. *Douaire de la femme. Préciput*. La femme, après avoir obtenu la séparation de biens, peut-elle accepter la communauté et en demander le partage? *iv*, 171, 172. La séparation a-t-elle eu effet reticatif jusqu'au jour de la demande, de sorte que ce que la femme acquiert dans le temps intermédiaire entre la demande et la sentence, ne tombe pas sous la communauté? 172. Par la séparation, la femme acquiert le droit d'administrer ses biens sans être autorisée, mais non de les aliéner. V. *Séparation restrictive*.

La séparation judiciaire peut être déclinée par le consentement mutuel des parties qui ramènent leurs biens ensemble. *Id.* Le simple réunion des époux, finale cas où la séparation de biens est le suite d'une séparation de corps, suffit pour opérer cet effet. *Id.* Dans le cas de simple stipulation de biens, il faut que le rétablissement de la communauté soit constaté par un acte devant notaire, ou au greffe. 173, 174. Dans ce cas, les clauses sont renuées au même état que s'il n'y avait jamais eu de séparation. 174. Les actes d'administration faits par la femme dans l'interalle, n'en sont pas moins valables. 174. Le rétablissement de la communauté s'o pnt d'effet *vis-à-vis* des tiers auxquels la séparation a fait acquiescer un droit. *Ibid.* Il ne peut appeler aucune limitation ou restriction à la première communauté. 175. V. *Communauté légale. Puissance maritale. Séparation contractuelle*.

**SÉPARATION DE DETTES (CONVENTION DE).** Elle consiste en ce que les parties conviennent par leur contrat que leur communauté ne sera point chargée des dettes qu'elles ont contractées avant le mariage. *iv*, 122. *vi*, 300. Lorsque les conjoints ont, par leur contrat, apporté chacun une somme certaine, ou quelques corps certains, leurs dettes antérieures au mariage doivent-elles être, par rite seul, considérées exclues de la communauté? *iv*, 122, 123. *vi*, 183. Il n'y a de compris dans la séparation des dettes, que les dettes de *ar* conjointes qui ont été contractées antérieurement au mariage. *iv*, 123. *vi*, 184. Peu importe que le terme ou la condition ne soient *conjointes* que durant le mariage. *Ibid.* Ou quelles

n'aient été liquidées qu'à cette époque. *iv*, 123, 124. La séparation civile d'un d'ici commis avant le mariage, quoique adjugé par arbitres rardue pendant le mariage, fait partie de la séparation de dettes. 124. *Quid*, d'égard de l'arbitrage dans le même cas? *iv*, 124. *vi*, 184. Les dépenses faites sur les contestations formées avant le mariage, sont comprises dans la convention de séparation de dettes. *iv*, 124. Parce qu'elles proviennent d'une cause antérieure au mariage. *Id.* Si le mari a repris l'autorité d'un pécuniaire engagé par sa femme avant le mariage, il n'y a que les frais faits avant le mariage qui soient compris dans la séparation de dettes. 124. Le prix d'un bâtiment, qui s'est donné ordre de bâtir avant son mariage, fait partie de la séparation de dettes. *Id.* Le reliquat du compte d'une tutelle ou d'une administration dont j'ai été chargé avant le mariage, s'est rrompi dans la séparation que pour les articles dont j'étais débiteur avant le mariage. 125. Les intérêts et les arrérages des dettes et des rentes rurs de la communauté, courus depuis le mariage, sont e le charge de la communauté. *iv*, 125. Ces courus avant le mariage sont rrompi dans la séparation de dettes. *Id.* La convention par laquelle ces intérêts et arrérages courus pendant le mariage avaient exclus de la communauté, est-elle valable? *Ibid.*

Si les dettes comprises dans la séparation ont été acquittées des deniers de la communauté, le conjoint ou ses héritiers lui en doivent récompense d en dissolution. *iv*, 125. *vi*, 184. Le mari peut être poursuivi durant la communauté par les créanciers de la femme, pour les dettes exclues de la communauté, s'il n'a pas fait inventaire de son mobilier. *Ibid.* Cet inventaire doit être fait devant notaire. *Ibid.* Le contrat en l'et lieu, lorsqu'il contient pas détail les biens mobiliers que la femme apporte en mariage. *Id.* Le compte rendu à la femme, quelques depuis le mariage, peut aussi en tenir lieu. *iv*, 125. Dans le cas où une veuve se remarie, il doit être fait devant notaire un préavis de tuteur de ses enfans du premier mariage. *Ibid.* Il faut en outre que sur la demande des créanciers de la femme, le mari leur repréente l'inventaire, ou l'estimation d'ocel. *Id.* Il leur compte du prix, si les meubles ne se trouvent pas en nature. *Ibid.* Mais non des fruits perçus durant le mariage. *Id.* V. *Communauté conventionnelle. Porfuit de communauté. Franc et quitte*.

**SÉPARATION D'HABITATION.** Elle intervient sur la demande de la femme ou sur celle du mari. *iii*, 467.

Cette pour laquelle la femme peut éman-

der la séparation d'habitation. *Id.* Elles sont lésées entièrement à l'infirmité et à la prudence des juges. *Id.* Les mauvais traitements du mari sont une des causes les plus ordinaires pour la femme de demander la séparation. 467, 468. A quel l'on doit avoir égard pour apprécier ces mauvais traitements. 468. Le refus du rhomme les plus nécessaires à la vie par le mari, une accusation capitale et omnisuscement infamée par lui contre sa femme, sont pour elle des causes de séparation. *Id.* L'épouse, les maladies, la folie, l'adultère du mari, ne sont pas pour la femme des causes de séparation. 468, 469.

La séparation ne peut être prononcée que par le juge séculier, en grande connaissance de cause. 469. La femme peut demander à être autorisée à se retirer dans un lieu décent pendant le procès. *Id.* Le mari doit lui fournir les choses à son usage, et lui payer une pension pendant ce temps. *Id.* Le juge ordonne la pension des faits établis par la femme, lorsqu'il y a eu séparation de biens. 469, 470. Le réconciliation rend la femme non recevable à se plaindre de lous les mauvais traitements qui l'ont précédée. 470. Le juge, sur l'instance, prononce la séparation ou renvoie la femme à retourner avec son mari. *Id.*

La séparation d'habitation laisse la femme libre de s'établir où elle voudra. *Id.* Elle empêche la séparation de biens. *Id.* V. *Séparation de biens*. Elle ne rompt pas le lien du mariage. 467, 470. Tous les effets de la séparation cessent, lorsque la femme séparée est volontairement retournée avec son mari. 470.

Le mari peut demander la séparation pour cause d'adultère de la femme. 470, 471. Lui seul est tenu d'intenter l'instance de ce crime contre elle. *Id.* Les héritiers peuvent la continuer, si elle a été intentée de son vivant, et qu'il n'en soit pas déchu avant sa mort. 471. Le ministère public ne peut l'intenter, que lorsqu'il y a scandale et prostitution publique. *Id.* Peine des femmes adultères. *Id.* V. *Adultère*. *Communauté légale*. *Divorce*.

SÉPARATION DES BIENS. Droit qu'ont les créanciers et légataires d'une succession, de demander contre les créanciers particuliers de l'héritier, la séparation des biens de la succession d'avec ceux de l'héritier, pour être payés sur ceux de la succession préférentiellement aux créanciers de l'héritier. *Id.* 516, *see*, 390. Les créanciers hypothécaires n'ont pas besoin de demander cette séparation. *Id.* 510. Tous les créanciers peuvent la demander. *Id.* Pourvu qu'il n'y ait pas notation de leur créance 516, 517. On peut la demander, tant que les biens sont susceptibles d'être séparés. *see*, 390. Les

créanciers de la succession, qui n'ont pu, après la séparation, être payés sur les biens de la succession, pourront-ils être payés sur les biens de l'héritier, après que les créanciers particuliers de l'héritier auront été payés? *see*, 517, *see*, 390. Les créanciers de l'héritier peuvent-ils demander contre ceux de la succession qu'on sépare les propres biens de l'héritier? *see*, 517, *see*, 390. V. *Dettes des successions*.

SÉQUESTRE. Espèce de dépôt, que fait ou plusieurs personnes, qui ont une contestation sur une chose, tant de la chose contentieuse à un tiers, qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à celle d'être elles à qui il sera décidé qu'elle doit être rendue. *see*, 103, *see*, 59. Il est conventionnel ou judiciaire. *see*, 103. En quoi le séquestre conventionnel diffère du dépôt. *Id.* Il a toujours lieu par suite d'une contestation entre deux ou plusieurs parties. 103, 104. Il ne rompt pas la possession aux déposés. *Id.* Les immeubles peuvent être séquestrés comme les meubles. *see*, 104, *see*, 59, 60. Le séquestre ne doit rendre la chose, que lorsque la contestation est terminée. *Id.* Le séquestre et les parties déposantes contractent réciproquement les mêmes obligations que dans le dépôt ordinaire. *Id.* Celles-ci sont tenues solidairement des indemnités dues au séquestre. *see*, 104. Le séquestre est tenu de la faute légère, si le contrat n'est pas gratuit. 104. V. *Faute*.

Il y a plusieurs espèces de séquestres judiciaires. *Id.* Dans le cas de saisie, l'établissement d'un gardien qui effectuellement une espèce de séquestre judiciaire. *Id.* Il participe du louage, en ce qu'il n'est pas gratuit. *Id.* Le gardien n'est obligé qu'envers le saisissant. 104, 105. La partie saisie ne cesse pas de posséder par le gardien. 105. Les héritiers ne peuvent établir pour gardien leurs parents ou alliés. *Id.* La partie saisie peut elle-même présenter un dépositaire, qui se charge de la garde des effets. *Id.* Différence de ce contrat avec le précédent. *Id.* Dans le premier, le gardien ne s'oblige qu'envers le saisissant; dans le second, le dépositaire s'oblige envers le saisissant et le saisissant. *Id.* L'un a bon moyenement salaire, l'autre est gratuit. *Id.* Le dépositaire est tenu de la faute légère envers le saisissant, et de la faute lourde envers le saisissant. 106. Il est, comme le gardien, contraignable par corps à la représentation des objets saisis. V. *Contrainte par corps*. Saisie-revendition. Le séquestre judiciaire proprement dit est celui qui est ordonné par le juge. 106. Le juge ou les parties, sur son ordre, choisissent la personne séquestrée. *Id.* Autre espèce de séquestre judiciaire consistant dans

Le dépit d'une somme d'argent adouci ou effacé par le juge, sur le refus du réclamant de la recevoir. *Ibid.* V. *Consignation*.

La demande en séquestre doit être formée avec la demande principale, ou du moins avec la contestation en cause. vi, 60. Procédure à suivre pour faire ordonner le séquestre. *Ibid.* Procédure après le jugement qui l'ordonne. 60. Qualités qui doit avoir la personne chargée du séquestre. *Ibid.* Mise en possession du séquestre et ses fonctions. 60, 61. Il doit faire procéder au bail judiciaire des héritages séquestrés. *Ibid.* V. *Bail judiciaire*. Quand finit le séquestre, et comment est débarrassé la personne qui en était chargée. 61. V. *Dépôt*.

SERVIS. Différence entre les serfs et les vassaux des Romains. v, 161. Serfs du corps, serfs d'héritages, et serfs de meubles. Leurs obligations. 162. Coutumes dans lesquelles ils se trouvent. 162. V. *Genre de mise-morts*. *Persuasion*. *Surcoition*.

SERMENT. Les parties ajoutent quelquefois le serment à leurs conventions, pour en assurer l'accomplissement. i, 29. Les gens d'église en avaient autrefois interdiction. 29. Ce serment n'a que peu ou point d'effet dans le for extérieur. 29. Effet de ce serment, suivant les lois romaines. *Ibid.* Il n'a d'effet chez nous que dans le for de la conscience. 30. Il faut, pour être, que l'engagement soit valable et licite. 30. La promesse, sans engagement de serment, quoiqu'expressée par voeu ou, même si l'obligation devient due au titre du for de la conscience. 30, 31. V. *Contrat*.

SERMENT. Il y a trois espèces principales de serment utiles dans les procès civils. i, 271. Le serment dérisoire. 271. V. *Serment décisoire*. Le serment de la partie qui est interrogée sur l'existence d'un fait. 276. V. *Interrogatoire sur fait* et *artériel*. Le serment déféré par le juge, du son propre mouvement à l'un des parties. 276. V. *Serment d'office*.

SERMENT DÉCISOIRE. Celui qu'une partie défère ou refuse à l'autre, pour en faire dépendre la décision de la cause. ii, 271. Il peut être déféré sur toute espèce de contestation, et dans quelques instances que ce soit. *Ibid.* Pourvu qu'il soit sur le propre fait de la partie à qui on le défère. *Ibid.* Il peut aussi lui être déféré sur la connaissance qu'elle peut avoir d'un fait à elle étranger. *Ib.* Le demandeur défère le serment au défendeur, ou tout au contraire, lorsqu'il croit n'avoir pas une preuve suffisante du fait qui sert de fondement à sa demande. 271. Faut-il qu'il cause quelque romprissement de preuve, pour que le demandeur soit reçu à déférer le serment? 272.

Il n'y a que les personnes capables qui puissent déférer ce serment, et auxquelles il puisse être refusé. 273. Celui à qui le serment ne peut être refusé, parce qu'il ne s'agit pas de son propre fait, peut-il le déférer à sa partie adverse? 273.

Effet du serment déféré, refusé, fait ou refusé. 273, 274. La force du serment résulte de la convention intervenue entre les parties, de s'en tenir à ce que l'une d'elles aura affirmé. 274. Tant que la délation du serment n'a pas été acceptée, elle peut être révoquée. *Ibid.* Le serment d'office n'a d'effet qu'à l'égard de la chose sur laquelle il a été déféré, et des à-vis de ceux qui l'ont déféré, et prêt à leurs héritiers, et autres successeurs. 374. Le serment prêt vis à-vis de l'un des cocontractants solidaires, est nul les autres. 275. La raison est déclinée, lorsque le débiteur a juré de n'en avoir. *Ibid.* De même, vis à-vis, parce que le debt est éteint. 275. Quand, lorsqu'une vove et ses enfans sont appelés à prêter serment, un premier rompre lequel ils allèguent la prescription, et que les autres le prêtent, tandis que l'autre le refuse? 275. V. *Prescription parcellaire*. On peut se faire restituer tout un serment, pour ainsi dire, pour avoir engagé à le déférer. *Ibid.* Les mineurs prouvent sans qu'aucun d'eux ne soit obligé de se faire restituer enire le serment. 276. V. *Minorité*.

V. *Assurance*. *Compensation*. *Fin de non-recevoir*. *Prêt à la grosse*. *Procuration générale*. *Prescription trentenaire*. *Réhabilitation*. *Tuteur*.

SERMENT D'OFFICE. Le juge le défère pour la décision de la cause, ou pour déterminer la quotité de la condamnation. i, 276. Pour que le premier cas soit lieu, il faut que la cause ne soit ni totalement justifiée, ni dénuée de preuves, et que le juge en soit véritablement en doute. 277. Cette circonstance constitue deux cas : le premier de la preuve, de la qualité de fait, et de la qualité des parties. *Ib.* Les juges ne doivent jurer du serment qu'avec précaution, et avec des dirers qu'il présente. 277. Ils doivent l'employer surtout dans le cas où la preuve du fait est déjà considérable, sans cependant être complète. 278. Exemple d'une preuve incomplète, qui peut être fortifiée par le serment. 278. Ce serment ne peut être refusé. 278. Le serment, pour déterminer la quotité de la condamnation, ou juramentum in litem était divisé chez les Romains, en *juramentum affirmatum* et *juramentum veridicum*. 278. Ce dernier seul est admis chez nous ; et il n'a lieu que lorsque, la demande étant prouvée, il n'y a d'incertitude que sur la somme à laquelle le défendeur doit être condamné. 278. Le juge, chez nous, limite

une somme jusqu'à concurrence de laquelle la partie doit être sur son serment. 279.

Serment supplétoire. V. *Serment d'office*.

Servitudes. Ce que l'on entend par ce terme. 222, 248. Distinction entre le servient et le dominant. vi, 240, 241. V. *Dominique*, *Locus dominus*.

Servitudes. Droit de se servir de la chose d'autrui à quelque usage, ou d'en interdire quelque usage au propriétaire ou possesseur. vii, 248. Les servitudes sont réelles ou personnelles. *Ib.* Il n'est traité ici que des servitudes réelles ou prédales qu'a le propriétaire d'un héritage sur un héritage voisin, pour la commodité d'un. *Ibid.* Les droits de servitude réelle sont indivisibles. vii, 277. vii, 248. V. *Obligation d'indivision et indivision*. Les possesseurs de l'héritage à qui la servitude est due, ne peut s'en servir que pour l'héritage à qui elle est due. vii, 248, 249. Le propriétaire de l'héritage, qui a le droit de l'aliéner, peut seul opposer le droit de servitude. 249, 251. Y a plusieurs propriétés, ils ne peuvent l'imposer que de commun. 249. Il n'est de même quant à l'acquisition des servitudes par un ou plusieurs propriétaires d'un héritage. 249. Titres par lesquels se soumettent les servitudes. 249. Elles peuvent s'acquérir même testamentaire par la destination du père de famille. 250, 255. Possent-elles s'acquérir par la seule possession de simple tolérance, destinée de telle, fût-elle même temporaire? v, 431. vii, 250, 253. V. *Possession*, *Prescription*, *matériaux*, *Actes négatifs et confessions*, touchant les droits de servitude. vii, 250. Quel a celui qui protège le droit de servitude à la justice. 250. Par quel titre il se justifie. 250. Comment s'éteignent les servitudes. 250. Par la destruction soit de l'héritage dominant, soit de l'héritage servient. *Ibid.* Par la réunion des deux héritages dans la même main. 250, 251. Par la rachat du droit du propriétaire, qui lui est opposé. 250. Par la remise qu'en accorde le propriétaire de l'héritage dominant. 250. Par la prescription de trente ans. 251. Distinction entre les servitudes rustiques et urbaines. *Ibid.* Les premières se prescrivent par le seul défaut d'usage. *Ibid.* Pour prescrire les secondes, il faut que celui qui les doit, se acquière la liberté par un fait. 251. Les servitudes s'éteignent et se purgent par les décrets. 251.

Signification de transport. V. *Transport*.

Situation des reux foncières, des droitsigneuriaux, des droits réels, et des hypothèques, quant au statut réel qui doit les régir. v, 419, 420. V. *Statut réel*.

Tome VIII.

Des reux constitués. vi, 203, iv, 47.

V. *Chose*, *Donation entre mari et femme*, *Seconda nomen*, *Statut personnel*.

Société. Contrat par lequel deux ou plusieurs personnes mettent ou s'obligent de mettre en commun quelque chose, pour en faire en commun un profit honnête, dont elles s'obligent réciproquement de se rendre compte. ix, 403, vii, 223. Différences entre la société et la communauté. ix, 403. La communauté n'est qu'une quasi-contrainte. *Ibid.* V. *Communauté*. Le contrat de société est du droit naturel; il est consensuel, synallagmatique et commutatif. 404.

Il est de l'homme de la société que s'entend des parties y apporte quelque chose, argent, effort, travail ou industrie. *Ib.* Il n'est pas nécessaire que ce que chacune des parties apporte soit de même nature. 404. Il faut que ce soit quelque chose d'appropriable. 404. La société doit être contractée pour l'intérêt commun des parties. 404, 405. Chacune des parties doit avoir part dans les gains ou profits, ce raison de ce qu'elle a apporté à la société. 405. Il n'est pas nécessaire, dans les cas où, qu'elle ait effectivement part; il suffit qu'elle puisse espérer l'y avoir. 405. Il faut que l'objet de la société soit limité. 405.

De ce que l'équité requiert dans le contrat de société. 406. Chacune des associés ne doit avoir de part dans les profits, qu'une proportion de la valeur qu'il a apportée à la société. 406. Distinction entre le cas où l'associé n'apporte que l'usage d'un somme qu'il prête à la fin de la société, ou la somme même. 406. Exception au principe, dans le cas où, dès le temps du contrat, l'associé, ayant ou n'ayant pas son associé apporté moins que lui, veut bien cependant l'admettre à partage égal. 406, 407. Autre exception dans le cas où l'avantage de l'associé, qui reçoit plus qu'une proportion de sa mise, est composé par un autre avantage qu'il en a obtenu. 407. Chacun des associés doit apporter, de sa part, que fure la société, le même part qu'il doit avoir dans le gain. 407. Exemption au cas où de quelqu'un, entre sa mise, apporte son travail et son industrie. *Ibid.* L'associé, qui apporte en son particulier quelque avantage à la société, peut être déchargé pour partie ou pour le total des parties. *Ib.* Cela veut dire qu'il profitera, s'il y a des gains, et qu'il n'en souffrira pas, s'il n'y a que des pertes. *Ib.* Tout contrat de société annulé, qui contre un prêt usuraire, est nul. 407. Ou impute sur la mise sociale du prétendu associé, ce qu'il a reçu comme part dans les profits. 407, 408. Question sur la légitimité d'une femme nouvelle imaginée par les casuistes. 408. Exemples de diffé-

reus cas de contrats de société simulés, qui soustraient des prêteurs à l'impôt. 408. Cas où un particulier place une somme d'argent dans le commerce d'un marchand, qui s'oblige de la lui rendre à la fin de la société, sans qu'il supporte aucune perte. 409. *Quid*, si celui, qui a apporté la somme, avec part dans les profits et dans les gains, vend sa part sociale pour une somme égale à sa mise, au marchand dans le commerce duquel il l'a placée? 409. *Quid*, s'il se fait assurer, par ce marchand, la somme qu'il a apportée dans la société, moyennant quel ce dernier le garantit de toute perte? 409. *Quid*, lorsque l'associé vend sa part, bon ou mauvais, à un tiers ou à son associé? 409. *Pas* de prescription, dans certains cas, que des conventions, qui intervenant durant la société, ne sont que l'exécution d'un pacte secret. *Id.* V. *Usure*.

Deux espèces de société, la société universelle et la société particulière. 410. V. *Société particulière*. *Société universelle*.

Différentes clauses qui se rencontrent dans les contrats de société. 416. Clauses concernant le temps auquel la société doit commencer, et celui qu'elle doit durer. 416, 417. Clauses qui concernent l'administration de la société. 417. Un des associés peut être nommé gérant avec des pouvoirs de telle ou telle étendue. 417. Le gérant, lorsque les pouvoirs du gérant n'ont pas été liés, ou lui donne que ceux qu'on s'oblige de renfermer dans une procuration générale. *Id.* Le gérant ne peut jamais transiger sur les procès de la société. 417. Quel qu'étendus que soient ses pouvoirs, il ne peut jamais disposer par donation des effets de la société. 417. Exceptions à ces principes sur les droits du gérant, au faveur du mari, administrateur de la société conjugale. *Id.* Différences entre les pouvoirs d'un gérant, et ceux d'un porteur de procuration générale. 418. La gestion est donnée quelquefois à plusieurs des associés. 418. *Quid*, lorsqu'il y a division entre eux? *Id.* V. *Gérant*. Clauses qui concernent les parts que chacun des associés devra avoir dans les gains et pertes. 418. Clauses qui concernent les manières de récompenser celui des associés qui, quoiqu'il soit associé pour portions égales, a apporté plus que les autres, à la société. 419. La clause par laquelle celui qui a apporté plus que les autres à la société, préfère cette somme au partage de la société, avec les intérêts de chaque associé de sa dette, est-elle usuaire? 419, 420.

Quelles sont les personnes capables de contracter société. 420. Les mineurs commerçants sont réputés majeurs pour le fait de leur com-

merce. *Id.* Le contrat de société se forme par le seul consentement des parties. *Id.* Quant à la preuve, il faut distinguer entre les différentes espèces de société. *Id.* V. *Société commerciale*. *Société particulière*. *Société universelle*.

Un droit des associés dans les choses dépendantes de la société. 422. Chacun d'eux peut s'en servir, pourvu que ce soit pour l'usage auquel elles sont destinées, et sans empêcher ses associés d'en user de la même. *Id.* S'il s'agit de choses à l'usage en entier, chacun des associés ne peut s'en servir pour sa part, de manière d'empêcher les autres de l'usage. *Id.* Chacun des associés peut obliger les autres à faire avec lui les dépenses nécessaires pour la conservation des choses de la société. 423. Aucun des associés ne peut faire de changements en innovations aux héritages de la société. 423, 423. De quel est tenu celui qui, cependant, en aurait fait. 423. Chaque associé ne peut aliéner ni engager les choses de la société, si ce n'est pour la part qu'il y a. 423. Dans les sociétés de commerce, les associés ont un égal pouvoir d'administrer l'un pour l'autre les affaires sociales. 423.

Chaque associé peut s'associer un tiers, quand à sa part, mais non l'ensemble à la société. 426. Le tiers n'est obligé de faire de compte de ses gains qu'à celui-là seul qui se l'est associé. 423. L'associé qui s'est associé un tiers est responsable du dommage causé par ce tiers à la société. 423, 424. Le dommage peut-il se compenser avec les profits gagnés par ce tiers à la société? 424. L'associé qui est responsable envers ce tiers du dommage causé à la société par ses associés. 424. L'associé ne peut associer un tiers à la société, eût-il même l'administration sociale. *Id.*

Chaque associé s'est tenu des dettes de la société que pour sa part, à moins que la solidarité n'ait été expressément stipulée. 427. En est-il tenu pour la part qu'il a dans la société? 427. Lorsque la dette n'a été contractée que par l'un des associés, lui seul en est tenu envers le créancier, sauf s'il en a fait faire mise ou par son coassocié. V. *Dettes de la communauté*. *Société en nom collectif*.

Obligations respectives des associés entre eux, et action qu'ils ont les uns contre les autres. 428. Chaque associé est débiteur envers la société de tout ce qu'il a promis d'y apporter. 428. Si les choses qu'il a promises d'apporter à la société sont des corps certains, il est déchargé de son obligation, lorsqu'ils ont péri sans en faute et avant ou pendant. 428. S'ils ont péri depuis sa demeure, il doit en tenir compte à la société, s'ils n'ont pas été également pour elle. 429. Si la chose due n'est pas un corps certain, l'associé continue d'en être débiteur, quoiqu'elle

soit périé, ou qu'elle ne soit plus en son pouvoir. 429. L'associé est garant envers la société de l'événement des choses qu'il y a apportées. 429. V. *Écécution*. Il n'y a pas lieu à la garantie en cas d'événement dans les sociétés universelles de tous ses biens. 430. L'associé qui a à la société tous les fruits qu'il a perçus des choses qui seraient dû être apportées à la société. 431. Si c'est une somme d'argent, il doit les intérêts. 430. Chaque associé doit rapporter à la société tout ce qu'il a pris de fonds commun. 430. Il doit les intérêts des sommes appartenant à la société, qu'il a empruntées à son usage personnel. *Id.* Mais les intérêts annuels, si ce n'est que qu'à partir de la dissolution. *Id.* Chaque associé a le compte de tous les gains qu'il a faits par son industrie. 430. L'associé, qui a une créance sur un débiteur de la société, doit imputer ce qu'il reçoit sur la régence de la société et sur le don, par proportion de chaque dette. 430. Quand, lorsque l'associé a été donné quittement pour sa part entière avec imputation, le débiteur est tenu de donner un libelle? 431. L'associé n'est pas tenu de rapporter les gains dont la société n'a été que la cause occasionnelle. 431. L'associé est tenu de donner un libelle du dommage qu'il lui a causé par sa faute. 431. Il n'est tenu que de la faute ordinaire. *Id.* V. *Point*. Il ne peut rompre le dommage causé avec les profits considérables qu'il aurait pu en tirer. 432. Chacun des associés peut être créancier de la société, et dont les autres associés sont obligés de faire raison, chacun pour sa part. 432. Ils doivent la restitution des choses dont la société n'est que la jouissance, après la dissolution. *Id.* Les sommes déboursées et les obligations contractées pour les affaires de la société. 432. L'indemnité des risques et des hasards courus pour lesdites affaires. 432. Mais seulement des risques et hasards indispensables, et qui sont une suite naturelle de la gestion de ces affaires. 433. Chaque associé n'est tenu envers l'autre qu'en raison de sa part dans la société. 433. L'indivisibilité de l'un se répartit également entre tous les autres. *Id.* Chaque associé doit laisser son associé joindre et user des choses communes; contribuer à leur réfection et conservation, et en souffrir le partage, lors de la dissolution. 433.

Aussi pris socie qu'un associé a droit contre son associé pour l'accomplissement des obligations dont il est tenu. 434. Lorsqu'il est formée, chaque partie est fondée à demander son retour devant des arbitres. 434. V. *Arbitres*. Comment ces arbitres sont nommés, et comment ils prononcent? 434.

Différentes manières dont finit la société. 434.

Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée. *Id.* Par l'extinction de la chose mise en société. *Id.* Soit que la société finit de la chose même, ou seulement de ses fruits. 435. Lorsque l'un des associés, qui n'a mis en société que son industrie, cesse de vouloir la donner pour quelque cause, la société, contractée pour une négociation, finit avec cette négociation. *Id.* Toute société finit de plein droit par la mort de l'un des associés. 435. L'héritier du défunt ne succède qu'à la part du défunt dans les parties et dans les gains, et non dans les droits pour l'avenir. 435. Prêt-on généralement enjoint que l'héritier de l'associé décédé, devienne associé à la place du défunt? *Id.* La mort de l'un des associés dissout la société même entre les associés survivants. 436. La mort civile et la faillite de l'associé, produisent les mêmes effets que la mort naturelle, quant à la dissolution des sociétés. 436. La société peut se dissoudre par le consentement mutuel des associés. *Id.* Les sociétés faites sans limitation de temps, peuvent se dissoudre par le volenté seule de l'un des associés, pourvu que la renonciation soit faite de bonne foi, et non à contre temps. 436. Quand cette renonciation est-elle de mauvaise foi, ou à contre temps? 437. Si la société a été contractée pour un temps limité, l'un des associés ne peut la dissoudre avant l'expiration de ce temps, à moins d'un juste sujet. 437. Quels motifs sont considérés, dans ce cas, comme de justes sujets pour lui demander la dissolution. 437. La renonciation de l'un des associés doit être signifiée par lui à ses associés. 437. Il est prudent de faire statuer sur la validité de cette renonciation. 438.

Effets de la dissolution de société. 438. Tous les effets qui interviennent, après la dissolution, de la part des associés, sont pour le compte social, à moins qu'ils ne fassent une suite nécessaire de la société. *Id.* A moins que l'un des associés, soit un juste sujet d'ignorer la dissolution, soit coulé en son nom et pour elle. 438. Les paiements de choses dues à la société, faits à un seul des associés, après la dissolution, par des tiers de bonne foi qui l'ignorait, sont valables. 439. Lorsqu'une chose a été mise en société pour la jouissance, cette jouissance cesse du jour de la dissolution. 427. Si les fruits ont alors pécunié et prêt à couper, ils appartiennent au propriétaire de la chose, à la charge de rembourser les labours et semences à ses associés, pour leur part. *Id.* Diversité des Coutumes sur ce point. *Id.* La quelle doit-on suivre? 430. V. *Statut personnel*. Tout ce qui provient des choses communes depuis la dissolution jusqu'au partage, est commun aux associés. 410.

Chacun des associés ou son héritier peut demander qu'il soit procédé entre eux au compte et partage de la société. V. 440 *Partage*. Le demandeur en partage doit être donné contre tous les associés ou leurs héritiers. *Ibid.* Si l'un des associés dans la société, les mineurs ne peuvent demander le partage, mais on peut le demander contre eux. 440. V. *Minorité*. Le demandeur en partage peut être donné aussitôt après la dissolution de la société, sauf les conventions de surseoir pendant un certain temps. 441. Tout que l'indivision dure, on ne prescrit pas contre l'action en partage. *Ibid.* Avant de procéder au partage, on procède au rample de ce que chacun des associés et la société se doivent mutuellement. 441. Ce compte fait, on dresse le masse des choses qui composent la société, avec leur estimation. 441. On procède ensuite au partage par lots et commençant par les meubles. 441. En cas d'inégalité des lots, le lot fort peut retourner au lot plus faible. 442. *Société*. Si les meubles ne sont pas partageables, on procède à la liquidation. 442. V. *Liquidation*. Les créances de la société entrent dans les lots, lorsqu'elles sont dues par de bons débiteurs. 442. Si elles sont douteuses, elles restent indivises, et quelqu'un est chargé de les liquider. *Ibid.* Les dettes passives ne tombent pas en partage; elles peuvent cependant être distribuées en charge de portage. 442, 443. Égalité requise dans les partages. 443. Obligations qui naissent du partage. *Ib.* *Société*; elles produisent intérêt du jour du partage. *Ib.* Hypothèques privilégiées du créancier de la société sur le lot qui en est chargé. *Ib.* Lorsqu'un lot est chargé immédiatement d'une chose entière ou une, celle reste est fincière. 443. Les copartageants contractent réciproquement l'obligation de se garantir les choses comprises dans leurs lots respectifs. 443. V. *Garantie*. L'effet du partage est de dissoudre la communauté qui existait entre associés depuis la dissolution de la société. 443. Différence entre notre droit et le droit romain, sur l'effet du partage. 443, 444. Chacun des copartageants est censé avoir toujours été propriétaire des choses comprises en son lot. 444. Ces principes s'appliquent aux partages par licitation ou rachat. 444. V. *Communauté*.

V. *Assurance*. *Capital*. *Communauté tripartite*. *Constitution de communauté*. *Louage par échange*. *Mandat*. *Retrait lignager*.

**Société anonyme**. Société par laquelle deux ou plusieurs personnes conviennent d'être de part dans une certaine négociation qui sera faite par l'une d'entre elles ou son nom seul. art. 416. Ses rapports avec la société en commandite. 416. L'associé connu est seul tenu des

dettes envers les créanciers. 427. Les associés inconnus n'ont aucun intérêt personnel. *Ibid.* V. *Société commerciale*.

**Société commerciale**. Il y en a trois espèces, la société en nom collectif, en commandite et anonyme. art. 415.

Toute société de commerce doit être rédigée par acte devant notaires ou sous signature privée. 430. Extraordinaire de l'acte doit être enregistré au greffe du tribunal et affiché en public. *Ib.* Où ces formalités doivent être remplies, lorsqu'il n'y a pas de contrat. *Ibid.* Est soumise aux mêmes formalités tout acte appartenant au contrat de l'acte primitif de société. *Ibid.* Dans les sociétés de commerce, les associés ont un égal pouvoir d'administrer l'un pour l'autre les affaires sociales. 423. V. *Société anonyme, en commandite, et en nom collectif*.

**Société en commandite**. Société entre un négociant et un particulier, pour un commerce qui sera fait au nom du premier, et auquel le second ne contribue que pour une somme d'argent que lui donne une part ou profit, et jusqu'à concurrence de laquelle seulement il est tenu des pertes. art. 416. V. *Société commerciale*. L'associé principal est seul tenu de rendre la société. 427. Les commanditaires ne sont tenus que des choses qui jusqu'à concurrence des fonds qu'ils ont mis dans la société. *Ib.* V. *Société commerciale*.

**Société en nom collectif**. Celle qui est faite par deux ou plusieurs parties pour faire un commerce certain commerce au nom de tous les associés. art. 415. Les associés sont tous liés et compagne. *Ibid.* Cette société est soumise des choses que les associés y ont mises et de celles que chacun d'eux a acquises durant la société pour le compte social. 415. Les choses acquises par l'un des associés sont les choses de la société, mais pour une chose personnelle, l'autre elle dans la société? *Ib.*

Chacun des associés est tenu solidairement des dettes. 425. Exception au droit commun sur quoi elle est fondée? 425. Quand une dette est réputée dette de la société. 425. Il faut que celui qui l'a contractée eût le pouvoir d'obliger tous les associés. 425. L'associé a ce pouvoir lorsqu'il lui a été donné représentatif ou tacitement par ses associés. *Ib.* Il oblige encore ses associés, lorsque celui, avec qui il a contracté, avait un juste motif de croire qu'il avait ce pouvoir. *Ib.* Quand a-t-on un juste motif de croire qu'un associé avait le pouvoir de contracter au nom de ses associés? 425, 426. Un facteur ou commissionnaire, préposé par les associés, les oblige solidairement. 426. Pour que le dette, contractée par l'un des associés, oblige les au-



toes, il faut qu'elle ait été contractée au nom de la société. 426. Dans ce cas, les associés sont obligés, quand même la dette n'aurait pas tourné au profit de la société. 426. Si l'associé a contracté en son nom seul, les associés ne sont point obligés, quoique la dette ait tourné au profit de la société. V. *Société commerciale*.

**SOCIÉTÉ ÉGÉE.** Société par laquelle un des associés vient au secours à supporter sa part de la perte, sans qu'il pût jamais avoir pari aux profits. 426. Cette société est assurée et licite. *Ibid.* V. *Usure*.

**SOCIÉTÉ PARTICULIÈRE.** Il y en a de plusieurs espèces. 426. Sociétés particulières qui se contractent pour mettre en commun certains rhos, ou seulement l'usage ou les fruits à percevoir de ces rhos. 426. Quand la perte des choses mises en société tombe sur la société ou sur chacun des associés qui les y a mises. *Ibid.* Société pour l'exercice d'une profession. 426. Sociétés pour un commerce. 426 V. *Société commerciale*. Tout acte de société particulière doit être rédigé par écrit, et la preuve testimoniale n'en peut être reçue, lorsque son objet excède la somme de cent livres. 426.

**SOCIÉTÉ TAIBLÉE.** Les sociétés taiblées ne sont pas admises dans notre droit, si ce n'est dans quelques Contrats qui les ont consacrées, et dans la société entre mari et femme. 426. 426. 223. V. *Contrats de communauté*.

**SOCIÉTÉ UNIVERSELLE.** Deux espèces de société universelle : la société *universorum bonorum*, et la société *universorum quæ ex quibusdam rebus*. 426.

La société *universorum bonorum* est celle par laquelle les parties contractantes conviennent de mettre en commun tous leurs biens présents et à venir. *Ibid.* Elle peut être contractée entre personnes dont l'une est plus riche que l'autre. 426. Dès l'instant du contrat, tous les biens de chacun des associés de viennent communs entre eux. 426. Il y a de même de leurs dettes actives. *Ibid.* Toutes les acquisitions qu'ils font sont communes pour le compte social. 426. Tout ce qui advient à un titre quelconque, à chacun des associés, tombe dans la société. *Ibid.* Excepté les donations et legs qui ont été faits avant la dissolution qu'ils n'y toucheraient pas. *Ibid.* La condition d'appeler donne au contrat d'arbitrage n'a pas la même effet. *Ibid.* Ce que l'un des associés a gagné par des voies criminelles ou déshonnêtes ne tombe pas dans la société. 426. La société supporte les charges des biens dont elle se compose, tant présentes que celles à venir. 426. Sous le nom de charges, sont comprises les dépenses personnelles de chacun des associés et de ses enfans. *Ibid.* Les doctes et les com-

mes douées pour procurer un établissement aux enfans, font-elles partie de ces charges ? 426. La société n'est pas tenue des folles dépenses des associés. 426, et des amendes ou réparations civiles auxquelles ils auraient été condamnés pour quelque délit. *Ibid.* La société n'est tenue des condamnations, si elle avait profité directement des rhos prévenues du délit. 426.

La société *universorum quæ ex quibusdam rebus*, est celle que les parties contractantes de tout ce qu'elles acquièrent pendant le cours de la société, à quelque titre de commerce que ce soit. 426. Les biens meubles et les jouissances des immeubles des associés entrent dans cette société. *Ibid.* Il faut que l'acquisition soit faite à un titre de commerce. 426. Toute acquisition, quoique faite au nom personnel par l'un des associés, appartient à la société. 426, 426 Les héritages acquies pendant la société, mais au vertu d'un titre qui les antécédent, ou de la résolution d'un contrat fait avant qu'elle eût existé, ne touchent pas dans la société. *Ibid.* Il en est de même de l'héritage acquis par droit de retrait lignager, ou par échange. *Ibid.* La société est tenue de toutes les dettes mobilières des associés. 426. Elle n'est tenue, pendant sa durée, que de celles contractées pour le compte social par les associés. *Ibid.* L'acte de société doit être passé par écrit 426. Si l'acte est sous seing privé, il ne peut être opposé aux tiers. 426. V. *Acte sous seing privé*.

V. *Communauté*, *Société*, *Société particulière*, *Société taiblée*.

**SOLIDARITÉ.** V. *Obligation solidaire*.

**SOMMATION RESPECTUEUSE.** V. *Mariage*, *Puisance paternelle*.

**SOUFFRANCE.** Délai accordé au vassal pour porter la foi. 274. 274, 37. La souffrance est légale ou demandée. *Ibid.* Quelle est la souffrance légale dans le cas où il y a ouverture à la foi par la mutation du vassal ? 274, 276, 277. 274, 37, 38. Lorsqu'il y a ouverture, par la mutation du seigneur ? 274, 277, 278. 274, 37, 38. Par la mutation tant du seigneur que du vassal ? 274, 276, 274, 37, 38. Souffrance qui se demande au seigneur. 274. Quelles personnes peuvent la demander. 278, 279. A quelles personnes elle peut être demandée, et qui peut l'accorder. 279. Où, comment, et sous quelle condition doit-elle être demandée ? *Ibid.* Effet de la souffrance accordée, ou valablement demandée. 279, 280. Quand expire la souffrance. 274, 280. 274, 38. Souffrance qui se demande par le commissaire, dans l'intérêt des créanciers du vassal. 280. V. *Foie au Seigneur*.

**SOUTÈRE.** V. *Partage de la communauté et*

*des successions. Propre de communauté. Retrait lignager. Société.*

**SECONDE-MÉTIER.** Procédure qui leur est particulière. vi, 246, 247.

**SECONDES.** Ordre dans lequel la somme, pour laquelle on créancier a été colloqué ultérieurement, est distribuée entre les créanciers de ce créancier. vi, 144. vii, 526, 527. V. *Ordre.*

**SÉQUESTRATION.** Action de former une nouvelle substance avec une matière que ne nous appartient pas. v, 231. Cela a lieu, ou de manière que la matière ne puisse plus reprendre sa première forme, ou de manière qu'elle le puisse. *Ibid.* Division entre les Séquestrants et les Procureurs sur la question de savoir si la nouvelle matière doit appartenir à celui qui l'a formée, ou au propriétaire de la matière. 251. Pour qu'elle soit à celui qui la matière appartenait, en prend la demeure, même dans le système des Procureurs, il fallait qu'il en ait pris sa forme substantielle et principale, pour passer sous une autre. 252. Troisième opinion qui distingue entre les cas où la matière ne pouvait plus reprendre sa première forme, et le cas où elle le pouvait. 252, 253. Dans le premier, la nouvelle substance appartenait à celui qui l'avait composée ; dans le second, le propriétaire de la matière pouvait la réclamer. *Ibid.* Cette opinion a été combattue par Justinien dans ses Institutes. 253. Elle est la plus équitable. 253. Dans tous les cas, celui dont la matière a été employée doit en recevoir le prix. 252, 253. V. *Accession. Confusion.*

**SOCIÉTÉS.** Le stipulancier est l'un de la forme majeure qui peut faire passer la chose stipulée, parce qu'il en jouit en déduction de la rendre. Il n'y a lieu de compensation. x, 205, v, 249. V. *Démour. Force majeure. Réintégration. Vol.*

**STATUT.** Sont-elles immuables ? ix, 389.

**STATUT PERSONNEL.** Disposition de la Coutume qui a pour objet principal de régler l'état des personnes. vii, 2. Il ne s'applique qu'aux personnes qu'il sont régies par le domicile qu'elles ont dans le lieu régi par ce statut. *Ib.*

**V. Bénéfice. Canon. Communauté. Demour de la femme et des enfants. Garde-Noble. Législation. Pairage moralité. Société. Testament. Testament olographe. Sénatus-consulte Valérien. Statut réel.**

**STATUT RÉEL.** Disposition de la Coutume qui a pour objet principal les choses. vii, 4. Elle ne s'applique qu'aux choses qu'elles sont soumises à son empire. *Ib.* Comment se détermine le statut des choses. v, 208. vii, 4, 5. Choses qui n'ont point de situation. v, 208, vii, 5. Elles sont régies

par la loi de la personne. *Ib.* V. *Choses. Statuts* qui concernent la forme des choses. vii, 5.

**V. Bénéfice. Communauté. Donation entre-vifs. Donation à un mari et femme. Demour de la femme. Garde-Noble. Héritage (droit d'). Institution d'héritier. Législation. Prescription. Rapport. Retrait lignager. Secondes noces. Statut personnel. Testament Unifamil.**

**STELLIONAT.** Terme pérorique qui comprend tout espèce de dol, de fraude et d'imposture, qui n'a pas de nom particulier. v, 154, 154. Il s'applique particulièrement au dol de celui qui dissimule à l'acheteur ou au prêteur, les hypothèques dont son immeuble est grevé. ii, 192.

Action à intenter contre le stellionnaire. *Ib.* Elle cesse, lorsque le créancier connaissait au temps du contrat l'hypothèque qui existait sur les biens. 192. Il ne peut ignorer les hypothèques des femmes et des mineurs. 192. Cas où le débiteur a lui-même ignoré l'hypothèque qui frappait ses biens. *Ibid.* Différence entre ce cas et celui où il est de mauvaise foi. 193. La constitution précepte peut être prononcée contre le stellionnaire. vi, 154. V. *Constitution de rente. Contrainte per carpa. Hypothèque.*

**STIPULATION.** On ne peut stipuler pour autrui. i, 17, et suiv. V. *Contrat.*

**STIPULATION DE PROPRE.** V. *Rédemption.*

**SUBSTITUTION.** V. *Terminus.*

**SUBROGATION.** Fiction de droit, par laquelle un créancier est censé céder ses droits, actions, hypothèques et privilèges, à celui de qui il reçoit son dû. vii, 489. Le paiement avec subrogation est un vrai paiement. *Ibid.* En quoi la subrogation diffère avec le transport. *Ibid.* V. *Transport.* Dans ceux qui tout trait d'une dette avec d'autres ou pour d'autres, ont droit, en payant celle dette, à la faire subroger aux actions du créancier contre les autres débiteurs. i, 167, vii, 490. Le créancier ne peut le faire refuser. *Ibid.* Mais il peut le refuser à un étranger, que rien n'obligeait à payer. i, 167, vii, 491. Exemption en faveur de celui qui paie une lettre de change par intervention. i, 168. V. *Lettre de change.* Les créanciers qui, par son fait, l'est mis hors d'état de pouvoir réclamer ses actions contre les autres débiteurs, doit être exclu de sa demande contre l'un d'eux, par l'exception *condemnatum actum*. 168, 169. Application en matière de mandat *procurator credendum*, et aux rentes. 170. V. *ces règles.* Il s'applique également aux fidéjusseurs entre eux. i. si le créancier a déchargé l'un d'eux, il ne peut demander ses autres le paiement que du débiteur fait de sa part, puisqu'il ne peut céder ses actions contre lui. 169. A moins que le fidéjusseur

déchargé, n'est cautionné qu'après les autres. 169. Application du principe aux débiteurs solidaires. *Id.* V. *Obligation solidaire*. Quid, si le créancier avait laissé perdre ou droit hypothécaire, qu'aurait de sûreté la créance? 169.

La subrogation n'a pas lieu de plein droit, si ce n'est dans les cas où loi l'accorde : elle doit être requise. s. 170. *vs.* 489, 490. Pourvu qu'elle ait été requise au moment du paiement, elle a lieu, malgré le refus du créancier s. 170. *vs.* 491. Le mandataire personnel créancier peut seul l'obtenir *re interdicta*, après le paiement. s. 170. *ras.* 491. Cas où la subrogation a lieu de plein droit en vertu de la loi, sans avoir besoin d'être requise. s. 170. *vs.* 489. Elle a lieu de plein droit en faveur d'un nouveau créancier qui fournit des fonds pour payer l'ancien, contre le débiteur et tous ses coobligés. *vs.* 491, 492. Quelles choses doivent rembourser pour cela? 492. Elle a lieu de plein droit en faveur de celui qui paie nos lettres de change par intervention. s. 170. *ras.* 80. En faveur de l'un des conjoints, lorsqu'une rente, due par l'autre conjoint, a été rachetée des deniers de la communauté. s. 170. *vs.* 490. V. *Récompense*. En faveur du créancier hypothécaire qui paie d'un autre créancier hypothécaire, qui le prime, ce qui lui est dû par le débiteur rembourser. s. 170. *r.* 450. *ras.* 433. *vs.* 490. Sauf dans ces cas, la subrogation sur créanciers hypothécaires, doit toujours être requise. s. 170. *ras.* 390. Le tiers détenteur, qui paie un créancier hypothécaire, sans requérir la subrogation, peut cependant exercer sur cet immeuble les droits de ce créancier contre tous les créanciers postérieurs à lui. *Id.*

La subrogation est une espèce de vente de tous les droits du créancier, qui les fait passer sur la tête de la personne subrogée. s. 170, 171. Elle se fait pour le total ou pour partie, selon que celui, qui paie, doit avoir reconnu pour le total ou pour partie. s. 171. *vs.* 493. Le co-débiteur solidaire subrogé peut-il exercer solidairement contre chacun de ses coobligés les actions du créancier? *Id.* Ce n'est que par l'assentiment que le créancier subrogé est réputé exister. s. 171. Dans le cas de la subrogation d'un nouveau créancier au droit de l'ancien, les droits du premier ne passent au nouveau que modifiés par la nature du contrat qui est intervenu entre celui-ci et le débiteur, de manière toutefois que le nouveau créancier ne puisse avoir plus, par la subrogation, que n'aurait en l'ancien. *vs.* 493. Si un créancier a subrogé successivement différentes personnes, et qu'il reste encore rétroceder pour partie, elles doivent venir par concurrence entre elles, et il leur est préféré. 494. V. *Action hypothécaire*

*Dettes des successions. Devoir de la femme. Ordre. Propre. Retrait lignager. Tiers-détenteur. Rachat des ventes constituées.*

*SUBROGATION NÉCESSAIRE.* Quand elle peut avoir lieu s. 429, 430. *vs.* 176, 177 et suivantes. V. *Communauté légitime. Échange. Propre de communauté. Propre fictif. Retrait lignager. Substitution fidéicommissaire.*

*SUBROGATION À LA RENTE RÉELLE.* *vs.* 129, 130. *vs.* 519, 520. V. *Sous-rente réelle.*

*SUBSTITUTION.* En pays coutumier, ce n'est nul que la substitution vulgaire ou directe, et la substitution fideicommissaire. v. 67. Les substitutions pupillaires et arripolaires n'y sont pas admises. *Id.* Les substitutions sont simples ou graduées, masculines ou partielles. 67. V. *Substitution fideicommissaire. Substitution vulgaire.*

*SUBSTITUTION FIDEICOMMISSAIRE.* Disposition que je fais d'une chose au profit de quelqu'un, par le canal d'une personne interposée, que j'ai chargée de la lui remettre. v. 67.

La substitution fideicommissaire se fait ordinairement par testament. v. 68. *vs.* 407. Elle peut se faire sous une donation entre-vifs. v. 68. Dans ce cas, elle oblige le donataire à rendre en subroité, quand même celui-ci n'aurait été naïf, si conçu à l'époque de la donation. 68. Les substitutions suivent la nature de l'acte qui les constitue. 68, 69, 70. Elles ne peuvent être chargées ou rétroquées du consentement du donateur ou du donataire, quoique le subroité n'ait pas paru à la donation. 69. La substitution portée par un acte qui ne contient pas d'autres dispositions, est une disposition testamentaire. 70. Le subroité n'a pas besoin, pour dire vrai, d'accepter la donation contenant substitution. 70. Les substitutions de droits et effets mobiliers, sont nulles, si elles ne concernent le cédant expressément qu'il sera fait emploi des deniers en nature, et de leur provenant de la vente ou du recouvrement desdits droits et effets. v. 70. *vs.* 311. Exception à l'égard des hostiaux, usutruis, et meubles corporels. *Id.* Il doit, à peine de nullité, être fait un état et prise desdits meubles et effets. *Id.*

Les substitutions doivent être publiées et inscrites. v. 70. *vs.* 311. Quelles substitutions sont sujettes aux formalités de l'insinuation et de la publication? v. 70, 71. *vs.* 311. Où l'insinuation et la publication doivent-elles se faire? v. 71. Comment et dans quel temps se font-elles? v. 72. Par quelles personnes, et contre qui le défaut d'insinuation et de publication peut-il être opposé? 72, 73. V. *Insinuation.*

Il n'importe de quels termes un testateur se

soit servi, pour faire une substitution, pourra qu'il ait suffisamment manifesté la volonté qu'il a eue de le faire. v. 74. vii, 356. Exemples de différents termes qui contiennent ou ne contiennent pas de subtilités. r. 74, 75. vii, 356. Quand doit-on supposer un fidéicommissaire ? v. 75. vii, 357. Si l'on peut luer du testament, par suite de conséquences, que le testateur a eu l'intention de faire un fidéicommissaire, la substitution est aussi valable que si elle était exprimée. *Ibid.* Il faut que le conséquence soit nécessaire, de manière que le testament la suppose. *Ibid.* Exemples de substitutions tirées. 75. Termes qui expriment ou non, qu'une substitution est graduée. v. 76. vii, 357, 358. Espèces de substitutions on doit supposer au degré de substitution qui a été pu exprimer v. 77, 78. Pour supposer un premier degré de substitution il faut que deux héritiers ou légataires il faut que ce soit le survivant seul qui soit chargé de restituer ou tiers, et qu'il soit chargé de lui restituer le tout. r. 76, 77. vii, 358. Lorsque le testateur a grevé son héritier ou son légataire envers quelqu'un, sans la condition qu'il mourrait sans enfants, y a-t-il un premier degré de substitution tirée de cet héritier ou légataire, envers son enfant, s'il en a ? r. 78. Circumstances auxquelles on a eu égard pour l'ordonnance, pour supposer un premier degré de substitution au profit des enfants, et qui ne sont plus d'aucune forme aujourd'hui, soit réunies, soit séparément. 78, 79. Selon l'ordonnance, une seule cause fait supposer une substitution au profit des enfants; c'est lorsqu'ils sont chargés de restituer. 79, 80. L'interprétation de différents termes relatifs à ces cas. 80.

Règles sur l'interprétation des substitutions, des conditions, clauses, et termes qui s'y rencontrent. v. 80. On doit rechercher ce qu'a voulu l'auteur de la substitution, sans s'attacher aux termes. *Ibid.* Beaucoup de règles sur l'interprétation des legs, et les communes aux substitutions v. 81. V. *Interprétation des legs.* Le titre d'enfant employé dans la disposition, est restreint aux enfants du premier degré. v. 81. Employé dans la condition, il comprend tous les descendants. *Ibid.* Dans tous les cas il ne comprend jamais que les enfants légitimes, et ceux qui jouissent de l'état civil. *Ibid.* La condition n'est servie sans enfants, équivaut même des enfants exhérédés par le grevé. 81. Il suffit, pour faire manquer cette condition, que le grevé laisse un seul enfant, ou un seul gendre. 81, 82. Qu'ad, si le grevé et son enfant n'ont qu'un seul mort sans enfant ? 82. Le mort sans enfant ne comprend pas les filles. 82. Si l'enfant est pris fils et autres degrés ultérieurs ? *Id.* Les termes

de consanguinité s'entendent-ils seulement des fils, ou même des fils des filles ? 82.

Le terme de famille, ou race, employé dans les substitutions, comprend tout les parents du sang, que ceux qui le sont par les femmes, à moins d'explication. vii, 83. Si le testateur substitue à quelqu'un sa famille, est-ce la sienne, ou celle du grevé qu'il entend substituer ? 83. La famille substituable est la substitution dans l'ordre établi par le testateur. r. 83. vii, 358, 571 n'a rien ordonné, ce sont ceux qui sont en plus proche degré du grevé qui le remplissent. r. 83. vii, 358. Si d'or le même ordre entre les parents d'une famille appelée à la substitution, que celui qui est présent par la loi pour les successeurs ab intestat ? v. 84. vii, 358. Si le testateur a voulu que les mâles fussent préférés aux filles, cela s'entend seulement en proximité de degrés. r. 84. L'entrée de la substitution laisse quelquefois au grevé le choix de celui des enfants, ou de la famille, à qui il restituerait les biens donnés. r. 84. vii, 358. Espèces dans lesquelles il y a question de savoir si le choix est accordé au grevé. r. 84, 85. Le grevé ne dispose pas envers le personnel qu'il choisit, il ne peut lui imposer aucune charge. v. 85. vii, 316. Ce choix peut être fait par quelque acte que ce soit, pourvu que ce soit par écrit. r. 85. Il faut que le personnel choisi pour recevoir la substitution, existe ou soit capable au temps de son entrée. 85. Le mineur grevé peut faire le choix sans l'assistance de son tuteur. *Ibid.* Le grevé, qui a perdu l'état civil, ne peut plus faire le choix. *Ibid.* Quand, si le grevé est mort sans faire de choix, ou si son choix est devenu caduc ? 85, 86.

La défense d'aliéner renferme quelquefois une substitution fidéicommissaire tirée. v. 86. vii, 357. Il faut, pour cela, que le testament soit fait en faveur de quelqu'un qui est lui à qui la défense est faite. v. 86. Il suffit d'ailleurs qu'on puisse connaître en faveur de qui cette défense est faite, sans que cela soit exprimé. 86. La défense de tester faite à l'héritier ou au légataire, renferme que substitution en faveur de ses plus proches parents, des biens qu'il laissera à son décès. 86, 87. La défense d'aliéner hors de la famille, impose un donataire et tuteur, est-elle une substitution au profit de la famille, comme elle le serait personnellement. r. 87. vii, 357. Il ne peut, en art. 1, y avoir de substitution ouverte, dans ces cas, pour la famille, que si le donataire ou légataire est exclu hors de la famille. v. 87. La disposition faite par lui des biens donnés à quelqu'un de la famille, n'y donne pas ouverture à la substitution. 87. Une substitution hors de la famille, à quelque

litre que ce soit, y donne lieu. *Ibid.* S'il avait été défré du à l'héritier ou au légataire d'aliéner seulement pendant sa vie, les aliénations faites par les entre-rifs y donneraient serres *arrérages*. 89. Sur *arrérages*, les *arrérages* sont *arrérages* par lui, qui donneraient lieu, après sa mort, au *décret* et à la vente des biens donnés, y donnent ouverture. *Ibid.* Le *décret* de *revue* ne s'y étend pas à la donation. *Ibid.* Le *décret* d'aliéner ne comprend pas les aliénations *universelles*. 90. La *revue* des biens donnés pour acquiescer les *arrérages* du *légataire* ne donne pas ouverture à la substitution. 89. La transmission *ad intestat* de ces biens par le *légataire*, n'y donne pas plus ouverture. 89. *Quid*, si le *légataire*, avant d'aliéner, a sommé tous les membres de la *famille* d'hériter ? 89. Quelles *personnes* sont *appelées* à la substitution résultant de la *revue* d'aliéner hors de la *famille* ? 89.

Les mêmes *personnes*, qui peuvent faire des testaments ou des donations entre-rifs, peuvent faire les substitutions testam. ou les substitutions entre-rifs. 89. De même ceux qui peuvent verser par donation entre-rifs ou par testament, peuvent verser les substitutions entre-rifs et les substitutions testamentaires. 89. Nul ne peut être *héritier* et *légataire* substitué vis-à-vis de son *cohéritier*, soit qu'il soit appelé nommément ou indirectement. 90. Si des *héritiers* sont *grésés* *indépendamment* de substitution à leur *décret*, les *arrérages* des autres, les *arrérages*, *héritiers*, du *décret*, peuvent-ils *restituer* la substitution au premier *décret* ? 90. Nos *légataires* et *donataires*, uns *débiteurs*, nos *héritiers* et leurs *héritiers* peuvent être *grésés* de substitution. 90, 91. Les *légataires* peuvent toujours être *grésés* de substitution jusqu'à la mort du *testateur*. 91. Le *débiteur* ne peut pas, après la donation, disposer par substitution des biens donnés. v. 91. vii, 316. Pas même un père à l'égard de ses *enfants*. *Ibid.* Exceptions pour les donations faites en pays de droit écrit par un père à ses *enfants*, et entre mari et femme. v. 91, 92. Toutes *ressources* faites par le *donateur* de charger de substitution les donations faites par contrat de mariage, sont nulles. 92. Si le *donateur* fait *renouvellement* libéralité au *donataire*, il peut y imposer pour condition la substitution de tout ou partie des *biens* donnés en premier lieu. v. 92. vii, 316. On ne peut *grésier* quelqu'un de substitution, que jusqu'à concurrence de la *libéralité* qu'il a reçue. v. 92. L'héritier n'en peut être *grésé* que jusqu'à concurrence de la portion disponible. 92.

Les substitutions sont *universelles* ou particulières, pures et simples ou avec certaines li-

mitations. 92, 93. Les substitutions universelles sont composées de toutes les choses, soit meubles qu'immeubles, *sauf* celles *arrérées* *rebut* qui est *grésé*. 93. Toutes les choses qu'il s'acquiesce depuis, et vertu de quelques *droits* *arrérages* il s'acquiesce à l'issue de la substitution, y sont également comprises. v. 93. vii, 330. À la charge par le substitué de rembourser le *grésé*, lors de la restitution des biens substitués, de ce qu'il s'est débarrassé pour les *arrérages*. v. 93. Les choses, qui tirent lieu au *grésé* de celles qui étaient comprises en la substitution, sont comprises, à leur place, dans la substitution. 93, 94. V. *Subrogation réelle*. Ce qui se réduit aux biens substitués, ou même aux choses particulières, qui en font partie, est compris dans la substitution, soit universelle, soit particulière. 94. L'union civile et civile de simple distraction n'est pas la même *réelle*. 94. Les fruits nés ou perçus par l'héritier *grésé* jusqu'à l'échéance de la substitution, n'y sont pas compris, à moins que l'autorité de la substitution ne l'ait spécialement ordonné. v. 94, 95. vii, 331. *Quid*, de *certains* profits *féconds*, qui sont considérés comme fruits ? v. 95. Les fruits appartenant au *grésé*, quand même ils seraient les fruits d'un grand nombre d'années, et quoiqu'ils fussent *restitués* à l'époque de la mort. 95. Les fruits nés ou perçus avant la mort font partie de la substitution. *Ibid.* Les *fermes* en tout partie, quoique non *arrérées*, si la récolte était faite avant la mort. v. 96. Le *grésé* d'une substitution universelle peut retirer, sur les biens substitués, tout ce qu'il a payé pour les *arrérages* de la succession. v. 96. vii, 332. Si ce n'est les *arrérages* des *rentes* et *intérêts* *rentes* depuis la mort. *Ibid.* V. *Arrérages*. *Indépendamment*. On doit aussi les *arrérages* de tout ce qu'il a payé pour les autres *charges* de la succession. *Ibid.* V. *Arrérages*. Enfin, de toutes les choses qu'il a faites pour le bien de la succession. 96. Distinction entre les *impenses* de simple entretien d'un lieu, et les *grosses* *impenses*. *Ibid.* Ces *arrérages* sont nécessaires, utiles ou voluptuaires. *Ibid.* Il doit être remboursé des *impenses* nécessaires, lorsqu'ils ne sont pas *proprement* du *décret* d'héritier. *Ibid.* Des *impenses* utiles, jusqu'à concurrence seulement de ce que le *grésé* en a payé. 97. Il ne lui est rien dû pour les *impenses* voluptuaires. 97. V. *Impenses*. Il doit être tenu compte au *grésé* des *arrérages* des *rentes* qu'il a été obligé de verser pour les biens de la succession. *Ibid.* *Forcés* qu'ils eussent pour objet la conservation de ces biens à la substitution. *Ibid.* Les substitutions *universelles* peuvent être faites de ce qui restera des biens de

la succession à l'héritier après son décès. r, 97. vsq, 332. Tantre les aliénations faites de bonce foi par le grevé, sont soustraites de la substitution. vu, 97. S'il a profité du pis, soit pour améliorer son héritage, payer ses dettes ou autrement, il doit un remplacement ou ambulator 98. Cependant il peut consommer les biens substitués pour ses besoins. v, 98. vsq, 331. Différence entre cette substitution limitée et les substitutions aux réelles ordinaires, relativement aux fruits qui appartiennent au substitué et aux créances que le grevé aient soulevées l'autorité de la substitution. r, 98, au, 331. Substitution de tout ce qui restera en nature de biens de la succession; de tout ce dont l'héritier n'aura pas disposé; de tout ce dont il n'aurait pas disposé de son vivant. r, 98, 99. Toutes les choses qui peuvent être l'objet d'un legs particulier, peuvent être d'une substitution particulière. 99. Différence entre les meubles et les immeubles. *Ibid.* Le grevé peut être chargé de substituer sa propre chose ou même la chose d'autrui. *Ibid.* V. *Legs*.

Effet des substitutions avant leur ouverture, et obligation du grevé. L'héritier, en outre grevé de substitution, est, avant l'ouverture, seul propriétaire des biens substitués. 100. Tout ce qui a été jugé par le grevé, est irrévocable. *Ibid.* Le substitué ne peut faire revivre les droits de la succession, sans aucun motif. 100. Le grevé peut rachat le prix du rachat des rentes, et des récessions forcées. 100, 101. Sauf au substitué ou au curateur à la substitution, le droit de mettre opposition sur le prix pour la conservation de la substitution. 101. Le droit du grevé est résoluble de plein droit au profit du substitué par l'ouverture de la substitution. *Ibid.* Il doit soumettre les choses données en son père de famille, et il est tenu à cet égard de la même légalité. 101. V. *Fruits*. Il ne peut aliéner les immeubles mis à la substitution, la hypothèque, ni leur imposer aucune charge réelle ou préjudice de la substitution. 101. Si ce n'est pour le dot et le donaire de sa femme, lorsqu'il manque de biens libres. 101, 102. Cette hypothèque subsidiaire n'affecte pas le grevé, si le donateur avait ordonné que les biens donnés ou furent hypothéqués pour aucune cause qu'il fut. 102. Elle a lieu à l'égard des gérants, fils, petits-fils du donateur, et filles qui sont les personnes substituées. 102. Elle n'a lieu à l'égard des créanciers et des étrangers, que lorsqu'il résulte de la donation la présomption que le volonte du donateur a été que le grevé se marie. 102. D'où résulte cette présomption? 103. Cette hypothèque subsidiaire a lieu dans

tous les degrés d'une substitution graduelle. 103. Pour tous les mariages qui peuvent contracter le grevé. *Ibid.* Les femmes des sexes et ultérieures au grevé, ne peuvent exercer contre les restes du mariage précédent, que renouvellement la substitution. *Ibid.* A-t-elle lieu pour le dot et le donaire d'un mariage contracté avant la substitution? 103, 105. Que comprend la restitution de dot de la femme, pour laquelle elle a l'hypothèque subsidiaire sur les biens dont son mari est grevé? 104. A quoi s'étend cette hypothèque pour le donaire? 104. Cette hypothèque peut être exercée par la femme, ses héritiers et même ses créanciers. 105. L'aliénation ou l'engagement des biens substitués peut-il être permis dans d'autres cas très légitimes. 105. L'héritier d'un mariage rompu dans une substitution ne peut rachat contre le rachat l'autorité de la femme, quand même elle aurait été stipulée m. 89. Le substitué, avant l'ouverture, n'a, par rapport au bien substitué, aucun droit formel, mais une simple espérance. v, 105. S'il meurt avant l'ouverture de la substitution, elle devrait redevenir. *Ibid.* Le grevé, si les biens-acquéteurs des immeubles substitués ne peuvent prescrire la libération de la substitution avant son ouverture. 105, 106. Le possesseur, qui n'a pas acquis du grevé, peut prescrire. 106. Le décret ne purge pas les substitutions, lorsqu'il est onéreux lorsqu'il a été fait, à moins qu'il n'ait été prononcé sur un titre pourvu sur capable de prescrire. 106. Le substitué peut faire tous les actes conservatoires des biens auxquels il a droit. 106. Quels sont ces actes. *Ibid.*

Le grevé doit faire inventaire de tous les effets mobiliers, livres et enseignemens de la succession. 106, 107. Le substitué ou son curateur doit y être appelé; le procureur du roi y assiste. *Ib.* A défaut de l'avoir fait, il est privé des fruits, qui sont donnés au substitué, jusqu'à ce qu'il l'ait fait. 107. Il est tenu de faire inventaire et publier la substitution. 107. Il doit rendre les meubles et faire emploi des deniers. 107. V. *Inventaire*. *Fruits de meubles*.

Une substitution est ouverte, lorsque le droit en est acquis au substitué. 108. Les règles pour l'ouverture des legs sont les mêmes pour l'ouverture des substitutions. *Ib.* Toute substitution est présumée faite sous la condition de la mort du grevé, si le contraire ne paraît. *Ib.* La substitution, dont le grevé qui l'a par soupçon ou ses descendants ont été chargés, est présumée seule pour condition s'il meurt sans enfant. 108. Il faut que toutes les conditions apposées à une substitution soient accomplies, pour qu'elle soit ouverte. *Ib.* La restitution anticipée

des biens substitués équiivalait à l'ouverture de la substitution, entre le grevé et le substitué. 109. Elle ne peut préjudicier aux tiers. 109. La substitution ne peut, avant l'accomplissement de la condition de la substitution, recueillir une loi tiers-acquéreur des biens qu'elle ont acquis du grevé. *Ib.* Les créanciers hypothécaires du grevé peuvent exercer l'action hypothécaire sur les biens anjctés à la substitution, jusqu'à l'événement qui la rend ouverte. 109. Les créanciers chirographaires peuvent aussi exercer l'action accessoire des biens que le grevé a remis par anticipation au substitué, jusqu'à cette époque. 109. Si la substitution, à qui la remise anticipée a été faite, meurt avant l'ouverture, les appelés après lui ont l'action contre le grevé en dévolution de la substitution. 110.

Pour l'ouverture de la substitution, le substitué devient de plein droit propriétaire des choses substituées. v, 110, etc. 324. Le grevé reste cependant possesseur, et fait les fruits siens, jusqu'à la demande en dévolution. v, 110, viii, 324. Le substitué tient au droit directement de l'auteur de la substitution, et non du grevé, quoique la mutation se fasse du grevé à lui. v, 111. L'ouverture de la substitution donne au substitué les mêmes actions que l'ouverture des legs donne aux légataires v, 111, vii, 324. V. *Délivrance des legs*. Legs. Action personnelle de reconnaissance, et hypothécaire *Ibid.*

Les substitutions testamentaires s'éteignent, de la part du testateur, de la même manière que les legs. v, 111. Les substitutions collatérales sont irrévocables. 112. Les substitutions testamentaires, en pays de droit écrit, s'éteignent, de la part de l'héritier, par le caducité de l'institution. 112. Exception à l'égard des testaments militaires, et de ceux qui contiennent la clause codicillaire. *Ib.* En pays coutumier, les substitutions ne peuvent renvoyer d'attribution, soit de la part de l'héritier, soit de la part du légataire universel. 112. La substitution s'éteint de la part du substitué, lorsqu'il meurt, ou lorsqu'il devient incapable de la recueillir avant son ouverture. v, 113, vii, 338, 339. L'imbécile est-il incapable de recueillir la substitution dont son père est grevé envers lui? v, 113, vii, 338. La substitution s'éteint par le répudiation qu'on fait le substitué. v, 113, viii, 339. Cette répudiation peut être faite même avant l'ouverture, par une renonciation entre le grevé et le substitué, quo ce dernier ne lui demandera pas la substitution. v, 113, viii, 339. Comment, dans quelle forme, et par quel consentement, peut se faire cette répudiation? v, 113, 114, viii, 339. La répudiation, faite après l'ouverture, met le substitué sans droit vis-à-vis du grevé, et sans

obligations vis-à-vis des appelés. v, 114. La renonciation à la substitution faite sans mençure, ou forme qu'un engagement personnel, au lequel les parties peuvent longuement renvoyer. 114, 115. Différence entre cette renonciation et le répudiation qui a lieu après l'ouverture et question. 115. Un mineur peut-il se faire restitué contre cette renonciation? *Ib.* La substitution est éteinte par la perte des choses substituées en vivo ou le fait ni la faute du grevé. v, 115, viii, 339. V. *Extinction des legs*. Legs. Par la défection des conditions de la substitution, v, 116. Quand les conditions ont-elles cessées de valoir? *Ib.* V. *Condition*. La substitution est encore éteinte, dans la loi auquel le substitué devient l'unique héritier pur et simple du grevé 116. Tenue particulière doit s'éteindre les substitutions graduées, par l'accomplissement du nombre des degrés limités par l'ordonnance. 110. Une substitution graduée ne peut avoir d'effet que dans deux degrés, ou compris l'institution. v, 116, 117, etc. 307. Les testateurs ou donateurs, ne peuvent, même par contrat de mariage, déroger indirectement, ni indirectement, à cette disposition de l'ordonnance. v, 117. Un legs fait à la charge que le légataire n'entre en jouissance qu'après l'extinction de la race du testateur, qui jouit en usufruit de degrés en degrés, est-il une substitution graduée soumise à l'ordonnance? 117. Différence dans la manière de compter les degrés de substitution, dans les différents pays. 117. On se compte, dans tous les cas, que les degrés qui ont un effet. 118. Ils ont eu effet, lorsque le personnel appelé a recueilli avec effet les biens substitués. 118. Il suffit même qu'elle ait acceptée la substitution, ou ses créanciers pour elle, ou qu'elle en ait demandé la délivrance. 118. Lorsque l'héritier d'un légataire a vendu la chose substituée dans sa famille avec prohibition d'aliéner, et que ceux de la famille le recueillent, ceux-ci forment-ils le premier ou le second degré de substitution? 118. Le premier degré de substitution n'est jamais que le second dans la disposition. 118, 110. L'héritier est-il substitué grevé, forme-t-il le premier degré de disposition, entre lequel il ne passe y avoir que deux degrés de substitution? 119. V. *Délivrance des legs*. Legs. *Propriété*. *Succéder* *encre*.

*SUBSTITUTION VOLONTAIRE*. Substitution par laquelle le légua quelque chose à quelqu'un, ou aux que celui, à qui je l'ai légué en premier lieu, ne recueille pas le legs. v, 67. V. *Succéder* *encre*. *Substitution*.

*SUCCESSION UNIVERSELLE*. V. *Institution d'héritier*. *Légataire universel*.

SUCCESSIO PARTICULIER. V. *Ayant-eau*.

SUCCESSIO TRANSMISSION DES DROITS ACTUÉ ET PRISÉ D'UN DROIT EN LA PERSONNE DE SON HÉRITIÉR. IV, 379. À défaut d'héritier, la succession est vacante. *Id.* La succession est légitime ou testamentaire. *Id.* Le droit contamineur d'indemnité la première. *Id.*

Il n'y a que les citoyens jouissant des droits civils qui puissent transmettre leur succession. IV, 379. Ont cette qualité les Français nés et les Français naturalisés. IV, 379. VII, 365 V. *Nature des biens*. Les étrangers ou naturalisés n'ont pas le droit de transmettre leur succession ; s'ils s'opposent au cas. IV, 380. VII, 365. Erreurs sur droit d'usufruit des successions en détermination. IV, 380. Les Français, qui ont perdu les droits de citoyens par une abdication de leur patrie, ou par un établissement en pays étranger, sont tout à fait incapables de transmettre leur succession en France. IV, 381. VII, 366. Quand l'abandon de la patrie le présume ? IV, 381. VII, 366. V. *Français*. Il en est de même des droits civils. IV, 381. V. *Mort civile*. Des religieux, après qu'ils ont fait profession. 381, 382. V. *Professions religieuses*. Des vœux mortuaires. 382. V. *Serf*.

Pour être capable de succéder, il faut être libre lors de l'ouverture de la succession. IV, 382. VII, 366. Il suffit d'avoir été conçu à cette époque, si on n'est né viable. IV, 383. VII, 366. Quelle est la présomption ? IV, 382. VII, 366. C'est à ceux qui ont intérêt à ce que l'enfant soit né viable, à prouver qu'il l'est effectivement. *Id.* Deux la res d'usage de l'héritier, lors de l'ouverture de la succession, est-ce à ses représentants à prouver son existence, pour exercer ses droits, ou aux autres prétendants à prouver son décès ? IV, 383. La présomption de vie de tout un ne peut être invoquée par les premiers. IV, 383. VII, 366. V. *Abent*. Pour être capable de succéder, il faut jouir de la vie civile. IV, 383. VII, 366. Les vaincus ne succèdent pas en France. *Id.* Exception en faveur des enfans subies, mais domiciliés dans le royaume, qui concourent avec des enfans français ou étrangers. IV, 384. Autres exceptions. IV, 384. Le Français, qui a abdiqué sa patrie, perd le droit de succéder en France. IV, 384. VII, 367. Celui, qui a perdu le vir civil par une condamnation à mort privative de la propriété civile. IV, 384. Nature de la condamnation, pour qu'elle produise cet effet. 384, 385. V. *Contumace*. *Mort civile*. Le religieux qui a fait profession, est tout à fait incapable de succéder. IV, 385. VII, 367. Le Jésuite, congédié avant l'âge de treize ans, est celui d'avoir

jamais perdu la capacité. IV, 386. VII, 367. V. *Professions religieuses*.

Il faut être parent du défunt, pour être capable de lui succéder. IV, 386. VII, 368. V. *Parenté*. Pour donner le droit de succéder, il faut que la parenté soit légitime et au degré succédable. IV, 387, 388. VII, 368. Causes qui, sans donner atteinte à l'existence d'un parent, le privent du droit de succéder. IV, 392. VII, 367, 368. V. *Exhérédation*. *Indignité*. *Renonciation aux successions futures*. Contumes qui excluent les filles mariées de la succession de leurs pères et mères. IV, 400. Cette exclusion n'a pas lieu dans les Coutumes de Paris et d'Orléans. *Id.* On succède différemment aux meubles et aux immeubles, et, parmi ceux-ci, aux propres et aux acquêts. 400.

Ordre de succéder en ligne directe. 401. Les enfans d'un défunt sont appelés à la succession préférentiellement à tous les autres parents. IV, 401. VII, 368. Le descendant le plus près dans la même ligne, exclut ceux qui le suivent. *Id.* Les enfans représentent leur père dans la même ligne pour succéder concurremment avec les autres descendants au même degré que lui. IV, 401. VII, 368. V. *Représentation en ligne directe*. La succession, à défaut d'enfans, est dévolue au père et mère, ou autres ascendans du défunt. IV, 424. VII, 369. Droit des ascensibles sur la succession des ascendans. *Id.* Droit des Coutumes de Paris et d'Orléans sur la succession des ascendans sur meubles et acquêts. IV, 424. VII, 369. Les ascendans ne succèdent pas aux propres qui ont été de leur côté et ligne, à l'exclusion des collatéraux de la ligne de leurs propres. IV, 425. VII, 369. C'est le sens de la règle : propre héritage ne remonte. *Id.* Cependant ils ont l'usufruit des conquêts faits pendant la communauté, devenus propres au cas du décès du prédécédé ou la personne de ses enfans. IV, 425. VII, 369. Cette succession à l'usufruit a lieu en faveur des aïeux et ascensibles, comme en faveur des pères et mères. IV, 426. Il faut qu'il y ait eu communauté entre les conjoints. 426. De quels descendans parle l'article des deux Coutumes, en disant : au cas que ledit enfant décédé n'ait enfans ou descendans d'aucun ? 426. Les biens conquêts de communauté, et devenus aux enfans par le décès de l'un des conjoints, ne cessent pas d'être sujets à cet usufruit, parce que la répartition de biens a été faite, et par leur acquisition, prise en compte entre les époux. 427. *Serfs*, de ceux acquits depuis la séparation. *Id.* Le survivant peut-il succéder à l'usufruit des propres et meubles par le prédécédé, qui n'aurait pas de ses enfans par le décès du prédécédé ? 427. *Quid*, de ceux qu'il aurait eus avec lui-



même? 428. *Quid*, lorsque l'ameublissement est interdict? 428. V. *Amoebissement*. Le survivant succède-t-il en usufruit ou en conquête de sa communauté, donnée par le prédécédé à son vivant, et auxquels l'usufruit est tenu? 429. Si le conquêt a pris le petit-fils, le survivant y succède-t-il en usufruit à son petit-fils? *Id.* Cet usufruit est accordé au survivant à titre de succession. 429. Il n'y a pas lieu dans les Coutumes qui ne s'en expliquent pas. *Id.* Les aïeux et aïeules sont héritiers de leurs enfans aux propres qui proviennent de leur côté et ligne. iv, 429, 430. vii, 370. Ils succèdent aux héritages acquis par leurs enfans, qui se trouvent dans la succession de leurs petits-fils, le risque ren-ci ne laisse ni frères ni sœurs. iv, 430. Mais pour le quelle les frères et sœurs des petits-fils excluent les aïeux et aïeules. *Id.* Les enfans des frères et sœurs excluent-ils par représentation de leurs père et mère? 430. Les neveux et nièces, ou neveux et nièces, descendus de l'aïeul du défunt, excluent-ils le bien aïeul et le bien aïeule? 430. Les père et mère et autres ascendans, succèdent provisoirement à tous autres, aux choses par eux données à leurs enfans, décédés sans postérité. 431. L'ascendant donateur est-il préféré à son autre ascendant, plus proche en degré, et du même côté? 431. Cette préférence de l'ascendant à son même dans la succession de son petit-fils qui a succédé aux choses données à son père. 432. *Quid*, s'il le tenait à titre de donation, de son père premier dont titre? *Id.* C'est à titre de succession que l'ascendant donateur succède aux choses par lui données à ses enfans. *Id.* V. *Réservation*. Antier car auxquels les père et mère et autres ascendans, succèdent aux propres de leurs descendans. 432.

En succession collatérale, les collatéraux le plus proches en degré du défunt, viennent ensemble à la succession, et excluent ceux qui sont dans un degré plus éloigné. iv, 433. vii, 370. Limitation qui souffre la règle par le droit de représentation. *Id.* V. *Représentation* et collatérale. Prérégative du double lien. iv, 439, et *en*. V. *Double lien*. Prérégative de masculinité dans la succession collatérale des fiefs. 445. Fondée sur ce que les filles autrefois n'étaient pas capables de posséder des fiefs. *Id.* V. *Fief* C'est le sort de la personne représentée qui doit être considéré, et non celui des représentans. *Id.* Le mâle qui succède par représentation de sa mère, n'exclut pas ses sœurs qui la représentent avec lui. 446. Les neveux excluent de la succession de la substitution par représenter tel un des fiefs échu à leurs oncles? 446. Récompense qu'ils se doivent mutuellement, la requête est échu à celle souche plus ou moins

de biens féodaux qu'elle n'en remonte dans son lot. 446. Lequel doit l'emporter, en pareil degré, ou de la prérogative de la masculinité, ou de celle du double lien? 446. Mais le droit romain, la succession du conjoint prédécédé, qui ne suit pas de parents, était le même au survivant. vii, 371.

Comment on succède aux propres. iv, 447. V. *Propres*. Coutumes et usages, Coutumes de côté et ligne, Coutumes où est en vigueur la même paternité paternelle, maternité maternelle. *Id.* Quelle disposition doit-on suivre dans les Coutumes qui ne se sont pas expliquées sur la succession des propres? 447. Dans les Coutumes paternité, paternité, etc., les parents paternité excluent-ils la mère et les parents maternelle, de la succession à un héritage tenu au défaut de la succession de son frère germain, qui le tenait lui-même du père commun? 447. Dans les Coutumes souches, il suffit, pour succéder aux propres, d'être parent en quelque degré que ce soit, de celui qui les a mis dans la famille, pourvu qu'il soit le plus proche en degré du défunt. 448. En pareil degré de celui du défunt, celui qui descend directement de lui qui a mis le propre dans sa famille, est préféré à celui qui ne le touche que de parents collatéraux. 448. Lorsqu'il ne restait aucun parent de la ligne d'on le propre procède, les parents de l'autre ligne peuvent-ils succéder? 448, 449.

La succession s'ouvre par la mort naturelle du défunt. iv, 449, 450. vii, 371. De quelle époque doit être présumée avoir été la succession d'un vivant, dont la vie ou la mort est également incertaine? iv, 450. vii, 371, 372. V. *Absent*. Comment les parents doivent se faire mettre en possession de la succession de l'absent? iv, 450. vii, 371, 372. Quels est la présomption, lorsque deux personnes, héritières l'une de l'autre, sont mortes à peu près en même temps, pour déterminer laquelle a survécu et succédé à l'autre? iv, 450. vii, 372. La profession religieuse, valablement faite, donne ouverture à la succession de celui qui l'a faite. iv, 451. V. *Profession religieuse*. Le criminel qui a une peine capitale, en faisant perdre le vin civil, donne aussi ouverture à la succession de celui qui est condamné. 451. Car où la condamnation est prononcée contre un coutumier. *Id.* V. *Mort civile*. La succession est acquise à l'héritier du jour où elle est ouverte, selon la règle le mort suit le vif. iv, 451. vii, 406. V. *Saisine*. L'héritier est ainsi de cette manière non seulement de sa part, mais de celles qui lui succèdent par la reconnaissance de ses cohéritiers. iv, 452. L'héritier plus éloigné en degré, qui, excepté la succession après la renonciation de

L'héritier plus proche, est censé saisi du jour de l'ouverture. *Ibid.* L'héritier est saisi sans aucun acte de volonté de sa part. 453. Mais il ne peut être saisi malgré sa volonté: n'est héritier qui veut. *Id.* 452, 466. La même règle s'applique jusqu'à l'acceptation ou la répudiation. *Id.* 453. L'héritier, qui meurt sans s'être prononcé, tenait la freule de renoncer à ses héritiers. *Ibid.* La saisine fait passer, du jour de la mort du défunt, tout les droits et toutes les obligations en la personne de l'héritier. 453. La possession n'est des choses appartenant au défunt, passés à l'héritier. 453. V. *Acceptation des successions*, *Bénéfice d'inventaire*, *Renonciation aux successions*, *Partage des successions*, *Rapport*, *Droits des successeurs*.

V. *Étranger*, *Propre*, *Propriété*, *Règles générales*.

SUCCESSIO SUX RIVER. Droit d'usage, dans le lignage de la descendance. *Id.* 42. V. *Adresser* (dout d'). *Préférences des enfants sur les filles à pareil degré*, dans le lignage collatéral. *Id.* 445. *Id.* 42.

SUCCESSIO FUTURA ne peut être l'objet d'une obligation. *Id.* 35, 36. V. *Obligation*, *Renonciation aux successions futures*.

SUCCESSIO INHEREDITARIA. On appelle ainsi la succession des bâtards, des religieux, et des filles qui sont des frères au roi et aux seigneurs. *Id.* 518. *Id.* 390. Le roi seul succède sur les biens délaissés par des subreptifs non naturalisés. *Ibid.* Et à ceux des bâtards morts en service. *Ibid.* Cas où le seigneur haut-justicier peut succéder à ceux-ci. *Ibid.* Le bailli-justicier succède

par droit de déshérence au citoyen décédé *ab intestat*, et ses héritiers. *Ibid.* Ceux qui succèdent ainsi, ne succèdent qu'aux biens, et non à la personne. *Id.* 518. *Id.* 398. V. *Aubain*, *Bâtard*, *Déshérence*.

SUCCESSIO VERITAS, est une véritable personne civile. *Id.* 213. V. *Personne*, *Prescription trentenaire*, *Propriété*, *Succession*.

SUGGESTIO. Il y a suggestion, lorsque le testateur a fait ses dispositions dans la vue de se délivrer des importunités de ceux qui l'y porteraient. *Id.* 524. *Id.* 313. De telles dispositions sont nulles. *Id.* 534, 535. La suggestion se prouve par écrit et par témoins. *Id.* 534, 535. *Id.* 313. Pour que la preuve par témoins soit admise, il faut que les faits de suggestion soient pertinents et constants. *Id.* La présence du légataire à la confection du testament, n'est pas un fait pertinent de suggestion. *Id.* La durée des dispositions du testateur par un tiers, est, dans certains cas, un fait pertinent de suggestion. *Id.* La suggestion, pour annuler un testament, doit avoir existé lors de la confection du testament. *Ibid.*

V. *Legs Testament*.

SUNUS RAS. V. *Alors* *suivant*.

SUSCEPTE V. *Caution*, *Constitution des rentes*, *Emploi*, *Hypothèque*, *Nantissement*.

SUSTINE V. *Don manuel*, *Préciput conventionnel*.

SUPERVISOR D'OFFICES. Quand elle n'a été les donations d'offices, *Id.* V. *Legs Testament*, *V. Révocation des donations*.

SYMBOL V. *Tuition*.

## T

TENTATION. V. *Reconduction*.

TALLAS. Deux prises d'un morceau de bois froda en deux, dont deux personnes se servent pour mesurer la quantité des fournitures que l'une d'elle fait journellement à l'autre. *Id.* 232. *Id.* 548. Elles tenaient lieu de décrets et font une preuve légale. *Id.* 233. *Id.* 548. V. *Prescription*.

TALLIS V. *Recompense*.

TALLIS V. *Constitution des rentes*, *Urure*.

TALLIS V. *Don manuel*, *Office*.

TALLIS V. *Office*, *V. Député*.

TALLIS. Différence entre les qualités des témoins appelés pour déposer d'un fait, ou pour être présents à la confection d'un acte. 247. Rapports qu'on peut proposer contre les témoins. *Ibid.* Les témoins peuvent être repris pour défaut de raison, tels que les enfants et les in-

sensés, 247. Pour défaut de bonne fame, tels que les infames et les décrets de pris de corps. 247. Pour soupçon de partialité, tels que ceux qui ont quelque intérêt à la décision du cas. 248. La déposition des parents collatéraux de l'incrimination de l'autre ligne, jusqu'au quatrième degré inclusivement, est rejetée. 248. Ils ne peuvent déposer ni en faveur de la partie, ni contre elle. *Ibid.* On rejette aussi assez ordinairement les dépositions des serviteurs et domestiques. *Ibid.* Quelles personnes sont comprises sous ce nom? 249. V. *Serviteur*. On n'entend pas le témoignage des serviteurs, procureurs, tuteurs, ou administrateurs de la partie. 248, 249. Les membres d'un corps ou communauté, ne peuvent témoigner en sa faveur; mais leurs parents le peuvent. 249. On rejette la déposition des témoins qui sont en procès avec la partie contre

qui ils sont produits. 249. *Distinction*, pour l'admission du reproche, entre les *propre rivaux* et *criminels*. *Ibid.* *Grand circonspection* du juge dans ces cas. *Ibid.* Le soupçon de subornation est aussi une cause de reproche. 249. Quand a-t-il lieu? *Ibid.* V. *Premier témoignage*. *Reproche*.

*TÉMOIN SÉVÈREMENT*. Qualité qu'il doit avoir. vii, 437.

*TÉMOIN* (Matrice criminelle). V. *Confrontation*. *Informations*. *Récolement*.

*TÉMOIN TESTAMENTAIRE*. Pour être témoin d'un testament, il faut être citoyen français, jouir de l'état civil. iv, 525. vii, 309. Les religieux ne peuvent l'être, premièrement les curés capables de recevoir les testaments. iv, 525. vii, 309. La rapacité papale d'un religieux, établi dans un lieu où on ignore sa profession religieuse, suffit pour qu'il puisse être témoin. vii, 309. De même les novices, lorsqu'ils civilement, les rodomonts à une peine infamante, les personnes déréglées de prise de corps, les femmes, les mineurs de vingt ans au pays coutumier, et les impubères en pays de droit écrit ne peuvent être témoins. iv, 525. vii, 309. Ne peuvent encore l'être, ceux qui ne savent signer; les clercs, domestiques et serviteurs de celui qui reçoit le testament, et les légataires. iv, 529. vii, 309. V. *Étranger*. *Testament*. *Testament mystique*.

*TERMS*. Le temps n'éteint pas les obligations. 209. On peut néanmoins valablement convenir qu'on ne sera obligé que jusqu'à un certain temps. 209. Subtilités du droit romain sur l'expiration des obligations par l'expiration du temps. *Ibid.* Si celui, qui est obligé pour un certain temps, a été mis en demeure par une demande en justice avant l'expiration de ce temps, il ne peut plus se libérer que par le paiement. 209. Dans les obligations de ce genre, il faut soigneusement consulter l'intention des parties. *Ibid.* V. *Obligation*.

*TÉRMES DE Cinq ANS*. Sorte de prescription de cinq ans qui fait acquiescer l'affranchissement de rivaux rivaux et hypothécaires dont un héritage est chargé, à celui qui l'a possédé pendant cinq ans. v, 408. Celle espèce de prescription est admise par les Coutumes d'Anjou, du Maine, de Tours et du Loudunois; dispositions de ces Coutumes. 409. Les dispositions de ces Coutumes embrassent les immeubles réels, et les immeubles incorporels. 409. Qu'il s'agit des espèces de charges des héritages ou emphytéotiques, dont le ténement de cinq ans affranchit? 410. Ces Coutumes n'en exceptent que les rentes souveraines par bail d'héritage. 410. Toutes les hypothèques sont exceptées, même celles qui sont accessoires d'une rente foncière,

sont purgées par le ténement de cinq ans. 410, 411. Il n'est de même du domaine. 411. Le ténement de cinq ans est restreint aux rentes, charges, et hypothèques dont l'héritage est chargé depuis trente ans. *Ibid.* Quelle que soit la personne qui les a créés. *Ibid.* Le véritable propriétaire de l'héritage peut seul opposer le ténement de cinq ans. 412. Cependant le possesseur avec juste titre est admis à l'opposer, tant que le propriétaire ne se présente pas. *Ibid.* Si l'acquéreur est un des enfants ou l'héritier présomptif de l'obligé ou du chargé, et si l'acquéreur n'a pu obtenir l'affranchissement que par la prescription de trente ans. 412. Cette exception a été introduite pour empêcher les fraudes. 413. Un second motif de cette exception est que le consommateur d'une telle rente paraît plus difficilement se craindre, que si elle était faite à un étranger. 413. Le fils du vendeur, qui a exercé le retrait lignager sur l'acquéreur de son père, peut-il opposer le ténement de cinq ans? 414. L'exception s'applique au petit-fils, quoique son père n'ait succédé. 414. Et au parent collatéral, héritier présomptif. 414. Il faut que l'acquéreur ait en cette qualité dans le temps du contrat d'acquisition. 415. L'exception s'applique aussi aux rivaux du collatéral présomptif héréditaire. 415. La femme qui, à la suite de la séparation de biens, a reçu du mari un immeuble en paiement de ses reprises, peut-elle opposer le ténement de cinq ans de cet immeuble? 415. Contre quelles personnes court la prescription du ténement de cinq ans? 415. Court-elle contre les mineurs? *Ibid.* Court-elle contre l'église. 416. Court-elle contre les abus? 416. Quel est la qualité doit avoir le possesseur, pour acquiescer par le ténement de cinq ans? 417. Il faut qu'elle procède d'un juste titre. *Ibid.* V. *Titre*. Il faut que la possession ait été de bon droit. 417. Qu'elle ait été naturelle, possible, et non interrompue pendant le temps de cinq ans. *Ibid.* Enfin, il faut qu'elle ait été publique et notoire. 418. Elle commence à courir du jour où les enfants ont eu la juste connaissance de l'acquisition. 418. Quel, lorsque le fermier ou métayer a acquis l'héritage, et a continué d'y demeurer. 419. Quand recommence à courir la prescription de cinq ans, et quand est-elle censée accomplie? 419. V. *Prescription de dix et vingt ans*. *Prescription de trente ans*, et autres.

*TERME DE PAIEMENT*. Espace de temps accordé au débiteur pour s'acquiescer de son obligation. 59. Terme de droit et terme de fait. 59, 60. Différence du terme et de la condition. 60. V. *Condition*. L'effet du terme est de différer l'exigibilité du droit jusqu'à ce qu'il soit ré-

vole, *Ibid.* Le terme de droit a en outre l'effet d'empêcher la compensation jusqu'à ce qu'il ait été réglé. *Ibid.* V. *Compensation*. Le terme est présumé apposé en faveur du débiteur seul. *Ibid.* Expiré dans les lettres de change. *Ibid.* Quand la dette peut être exigée avant le terme? 60, 61. Du terme joint aux conditions 61. Du terme entre le cas où il est opposé à la condition ou à la disposition. V. *Obligation*. *Paiement*.

Quand le terme accordé à l'heréditaire pour le paiement, fait courir l'intérêt, 1, 352, 353.

V. *Intérêt*. *Pris*.

V. *Actio ex emplo*. *Condition*. *Lega*. *Lettre de change*. *Paiement*. *Tradition*.

**TESTAMENT.** Déclaration que fait une personne selon la forme prescrite par la loi, de ses dernières volontés sur la disposition qu'elle entend faire de ses biens après sa mort, 19, 519, vii, 307. Point de différence, ce droit coutumier, entre testament et les codicilles. *Ibid.* Un testament ne peut être fait conjointement par deux personnes. 19, 519, xia, 312. Exceptions pour les testaments nuptiaux et pour les donations entre vifs et à cause de mort entre époux. 19, 519, 520, xia, 312. Tout testament doit être rédigé par écrit, 19, 520 Il ne peut être fait par signes. *Ibid.* Le testament est olographe, authentique ou militaire 19, 520 ru, 308. V. *cas mair*.

Différentes dispositions que les testaments peuvent contenir 528 et suiv. V. *Analité*. *Adhérité*. *Lega*. *Substitution fidéicommissaire*. Les dispositions relatives aux héritiers du testateur doivent être exécutées, pourvu qu'elles soient raisonnables. 530.

Différentes manières qui peuvent se rencontrer dans les dispositions testamentaires et les annuler. 19, 530, vii, 312 et suiv. V. *Lega*. *Suggrat*.

Personnes capables, ou non, de faire un testament. 19, 537, vii, 313. Les mineurs et les femmes mariées peuvent tester. *Ibid.* V. *Præsumptio*. *Minor*. *Minor*. Pour tester, il faut être de plein droit citoyen. 19, 537. Les étrangers sont incapables de tester, sauf certaines exceptions. 19, 537, vii, 314. V. *Étranger*. Les religieux, qu'on a perdus l'état civil par la profession religieuse, ne peuvent pas faire de testament 19, 538, vii, 314. *Profession religieuse*. Les condamnés à une peine qui emporte la privation de l'état civil ne sont également incapables. 19, 538, vii, 314. V. *Mort civile*. La capacité de tester fondée sur l'état civil est requise tant en temps de la mort qu'au temps du testament. 19, 538, 539, vii, 314. A quel âge

peut-on tester? 19, 539, vii, 314. Différents des coutumes sur ce point. *Ibid.* On suit la coutume de Paris qui est de droit rémué. 19, 540. Le testament, fait par un homme en démence, est nul, quand même il n'aurait pas été interdit.

540. Les hérétiques peuvent tester, malgré la déclaration du maître que la testateur n'est pas d'athéisme. 540. L'interdit pour cause de prodigalité ne peut faire de testament. *Ibid.* V. *Interdit*. Les muets peuvent-ils tester? *Ibid.* La loi, qui règle la capacité de tester, est un statut personnel; c'est elle qui détermine le testateur qui doit être soumis. 540. Mais la loi qui empêche de disposer des propres par testament, est un statut réel, est un statut réel. 541, V. *Statut personnel* ne régit.

Incapacité de recevoir par testament. 19, 541, vii, 314, 344. Les religieux sont absolument incapables de recevoir par testament, si ce n'est à titre de pourvoyeur pour aliments. 19, 541, vii, 315. Il en est de même des condamnés pour l'étranger. 19, 541, 542, vii, 315. Les rammentés, coepts, sauteurs, etc., ne sont pas, non seulement, on ayant fait acte de pauvreté, ne peuvent rien recevoir par testament. 19, 542, vii, 315. Les étrangers, quoique domiciliés, en sont aussi incapables. 19, 542, vii, 315. Les gens de main-morte ne peuvent recevoir par testament ni sous condition, ni à titre de, ni sous réel. 19, 542, vii, 315. Les gens qui leur sont faits ne peuvent être que mobiliers, et n'ont de même la part mobilière de la succession. 16. V. *Genre de main-morte*. Toutes les personnes qui ont quelque pouvoir sur l'apex du testateur, ne peuvent rien recevoir de lui par testament. 19, 543, vii, 315. Application aux tuteurs, administrateurs, pédagogues, médecins, directeurs et confesseurs du défunt. *Ibid.* Les mari et femme peuvent-ils se donner par testament? 19, 543. La concubine du testateur ne peut rien recevoir par son testament. *Ibid.* Les bâtards incestueux au mariage ne peuvent recevoir que des aliments. 19, 543, vii, 315. Les bâtards ordinaires sont incapables de legs universels. *Ibid.* V. *Bâtard*. Les legs faits aux domestiques sont réduits. 19, 543. Incapacité qui résulte de la qualité d'héritier, nul ne pouvant être héritier et légataire. 19, 543, vii, 315. V. *Légataire*. Le testateur peut grever de legs et de fidéicommissaires, non seulement son légataire, mais même son héritier. 19, 544. V. *Substitution fidéicommissaire*.

Quelles sont les choses qui peuvent être léguées? 19, 544, et suiv. vii, 316, 217. V. *Lega*. Jusqu'à quelle concurrence de ses biens un testateur peut-il léguer? 19, 547, et suiv. vii, 317.

**V. Réserve.** De l'exécution des testaments et des actions qu'ont les légataires. *iv*, 533 et suiv. *vi*, 317. **V. Exécution testamentaire. Légataire. Legs.**

Comment un testament pouvait être rompu par le droit romain. *iv*, 568. Chez nous, le sacre civil du testateur, par condamnation capitale, annule le testament. 569. Il en est de même de la survenance d'enfens, à moins que, depuis la naissance, le testateur n'ait eu pour échange de volonté. *ib.* **V. Mort civile.** Le testateur peut révoquer expressément son testament, en tout ou en partie, ou précédant testament. *vi*, 569. **V. Récession des testaments et des Legs.**

**V. Communauté légale. Don mutuel. Étranger. Puissance maritale.**

**TESTAMENT AB INTESTO.** Est-il valable? *iv*, 532. **V. Legs.**

**TESTAMENT EN TEMPS DE PESTE.** Sa forme, et après combien de temps il cesse d'être valable? *iv*, 527, 528. *vi*, 310.

**TESTAMENT MILITAIRE.** Ce que l'ordonnance prescrit à son égard. *vi*, 311.

**TESTAMENT MILITAIRE.** Toute personne qui manque des fonctions militaires peut faire un testament militaire. *iv*, 527. *vi*, 310. Il faut, pour cela, qu'elle soit en expédition militaire, en qualité hors du royaume, prisonnière chez l'ennemi ou dans une place assiégée. *iv*, 527. *vi*, 310. Par qui ils peuvent être reçus. *Ibid.* Il doivent être signés. *iv*, 527. *vi*, 311. Il cessent d'être valables six mois après le retour du testateur dans un lieu où il puisse tester dans la forme ordinaire. *iv*, 527. *vi*, 311.

**TESTAMENT MYSTIQUE.** Forme compliquée du testament mystique. *iv*, 526. Celui qui ne peut parler, peut cependant faire un testament mystique. 526. On peut, pour le testament mystique, se servir de témoins qui ne savent pas signer, ou qui sont légataires. 526. Les héritiers institués ou substitués ne peuvent l'être. 527.

**TESTAMENT NUPCIAL.** Il se fait de vive voix, en présence de sept témoins, ou huit, lorsque le testateur est aveugle. *iv*, 528. **V. L'union testamentaire.**

**TESTAMENT OLOGRAPHE.** Celui qui est écrit entièrement et signé de la main du testateur. *iv*, 529. *vi*, 308. Il est admis dans tout le pays coutumier et dans quelques pays de droit écrit. *Ibid.* Peut-on suivre la loi du domicile du testateur ou celle du lieu où le testament olographe a été écrit? *iv*, 529. Le testament olographe, peut être valable, peut être entièrement écrit, daté et signé de la main du testateur. *iv*, 529, 531. *vi*, 308. Un seul mot en italien, d'une langue étrangère, le rend nul. *iv*, 531. *vi*, 308.

TOME VIII.

La date peut être écrite en chiffres. *iv*, 521. *vi*, 308. La signature doit être à la fin de l'acte.

*ib.* Les initiales de la main du testateur sont valables. *ib.* Les retours d'écritures que les dispositions autorisées, et seulement lorsqu'elles sont ratées sont essentielles. *Ibid.* Lorsque la rature est illisible, elle peut quelquefois donner lieu à l'annulation de tout le testament. *iv*, 521. *vi*, 309. Le testament doit être déposé chez un notaire, pour qu'il en reste minute. *iv*, 521. *vi*, 309. Si le testateur a fait profession religieuse, son testament est nul à défaut de ce dépôt avant sa profession. *Ibid.* Il doit être contrôlé et assésé. *iv*, 529. Enfin, il doit être reconnu par les héritiers du testateur, sous peine de nullité. 522. **V. Vérification d'écritures.** Une lettre missive, par laquelle quelqu'un écrit à un autre qu'il lui fait un legs, ne peut être considérée comme un testament. *vi*, 309.

**TESTAMENT SOLENNEL.** Il doit être reçu par deux notaires, ou par un notaire et deux témoins. *iv*, 523. *vi*, 309. Les témoins doivent être suffisamment désignés et nommés dans le testament. *iv*, 523. *vi*, 309. Le notaire écrit le testament, tel qu'il lui est dicté par le testateur. *iv*, 523. *vi*, 310. Il en fait lecture au testateur, et fait mention expresse de cette lecture. *iv*, 523. *vi*, 310. Il le signe, et le fait signer par les témoins et le testateur. *Ibid.* Si ces derniers ne peuvent signer, il en est fait mention. *Ibid.* Les retours non essentiels, quoiqu'ils ne soient pas faits, ne vident pas l'acte. *iv*, 523. Les interlignes sont nuls, sans préjudice au surplus. *Ibid.* Le testament doit être reçu par un notaire compétent. *iv*, 523. Il n'est pas nécessaire que le testateur soit domicilié, ni les héritiers, dont il dispose, situés dans le territoire de la juridiction du notaire. *Ibid.* Le testament reçu par un notaire mineur est valable, lorsque les parties ont été de bonne foi. 523. Un notaire peut recevoir les testaments de ses parents. *Ibid.* Les notaires royaux apostoliques peuvent recevoir les testaments des gens d'église. *Ibid.* Les curés, sous certaines Coutumes, peuvent les recevoir dans l'étendue de leur paroisse. *iv*, 523. *vi*, 309. Un ecclésiastique ne peut recevoir les testaments de ses paroissiens? *iv*, 523, 524. Pour que le curé soit compétent, il n'est pas nécessaire que le testateur ait un domicile sur la paroisse. 524. Les ecclésiastiques de certains hôpitaux ont le droit de recevoir les testaments de malades. 524. Dans certaines lieux, les officiers municipaux et de justice ont droit de recevoir les testaments. *Ibid.* Les ecclésiastiques et autres personnes, qui reçoivent les testaments, doivent les déposer chez le notaire du lieu. 524. Nul ne peut recevoir un testament

qui dispose en sa faveur, ou en faveur de ses parents jusqu'au degré de cousins germains inclusivement. *Id.*, 525. *Id.*, 300. Quelles personnes peuvent être témoins dans un testament. *Id.*, 525, 526. V. *Témoin testamentaire*.

**TITRAGE**. V. *Champart*.

**TROUSSEMENT**. Enchère du tiercement que l'on est admis à faire pendant huit jours d'un tiers en sus du montant de l'adjudication des biens saisis. *Id.*, 136. V. *Adjudication par décret*.

**TIERCE OPPOSITION**. Opposition qu'un tiers, qui n'était pas partie dans l'instance, forme au jugement qui lui préjudicait. *Id.*, 78. Elle peut être formée en quelque temps que ce soit. *Id.* Amende qu'encombre celui qui la forme mal à propos. *Id.*, V. *Opposition*.

**TITRE**. V. *Écritures prouvées*. **Titre authentique**.

**TITRE-NÉCESSAIRE**. Action hypothécaire à laquelle il est soumis. *s.*, 445. *et* *suiv.*, *Id.*, 26, 482, 483. Exception qu'il peut opposer. *Id.*, 446. *et* *suiv.* De quelles impenses il est tenu. 448. *Impenses*. Il peut exiger la subrogation aux droits et actions du créancier dont il paie la dette, ou auquel il délaisse l'héritage. 450. Quand il est tenu des dégradations ou des fruits. 452. V. *Action hypothécaire*.

V. *Adfectio in rem*. *Déguerpissement*. *Poste commissionnaire*. *Promesse*. *Réméré*. *Renction*.

**TITRE-ÉTAT**. *Id.*, 1, 12. V. *Presomption*.

**TIRÉ**. Obligations du tiré envers le tireur d'une lettre de change. *Id.*, 256. Ce dernier a contre lui l'action directe de mandat. *Id.*, V. *Lettre de change*.

**TIERCE**. Obligations du tireur d'une lettre de change envers le tiré. *Id.*, 256 *et* *suiv.* Ce dernier a contre lui l'action contraire de mandat. *Id.*, V. *Lettre de change*.

**TITRE**. On appelle ainsi tout contrat ou acte ou conséquence duquel quelqu'un a été mis en possession d'une chose. *s.*, 373. Le juste titre est celui qui est de nature à transférer la propriété. *Id.*, 283, 373, 417. L'opinion d'un juste titre, quoique erronée, équivaut au titre. 241. Pour prescrire, il faut posséder en vertu d'un juste titre. 373. Différences espèces de justes titres qui peuvent servir de base à la prescription. 374 *et* *suiv.* V. *Prescription de dix et vingt ans*. *Ténement de cinq ans*.

**Possesseur peut se faire de titre à soi-même**. *s.*, 219, 230. Il vaut mieux en posséder de titre que d'en avoir un vicieux. *Id.*, 326. V. *Possession*. Les titres sont les accessoires de la chose vendue. *s.*, 295. V. *Accessoires*.

**TITRE AUTHENTIQUE**. Acte reçu par un officier public avec les solennités requises. *s.*, 226. Il faut qu'il soit reçu dans le lieu où l'officier

publie le droit d'instrumenter. *Id.* L'acte authentique, est par l'inscuffation ou l'interdiction de l'officier, ou par défaut de forme, est comme dénué de valeur, s'il est signé des parties. 226. V. *Notaire*. L'acte authentique original fait plus de foi par lui-même de son contenu.

226. Quand il a besoin d'être légalisé. *Id.* Il ne peut être attesté que par l'inscuffation de deux. *Id.*, V. *Faux incident*. Il fait foi contre ceux qui y ont été parties, leurs héritiers, et ceux qui sont à leurs droits, de tout le dispositif de l'acte.

*Id.*, Il fait foi aussi de ce qu'il est exprimé en termes énonciatifs, lorsque les énonciations ont trait à la disposition. 226. L'acte authentique ne fait foi contre les tiers que de l'existence de la transmission. 227. Il ne fait pas foi contre eux des énonciations qu'il contient, à moins qu'elles ne soient acquiescées d'une longue possession.

*Id.* Un inventaire, dans lequel il a été dit qu'il s'agit d'une obligation contre un tel, fait-il foi de la dette contre le débiteur qui est un tiers? 227. V. *Écriture privée*.

**TITRE CONCERNANT EN MANIÈRE DE BÉNÉFICES**. V. *Complément*.

**TITRE EXÉCUTOIRE**. On appelle ainsi un acte devant certains, portant obligation, ou un jugement de condamnation. *Id.*, 444. *Id.*, 494. V. *Acte exécutoire*. *Spécification*.

**TITRE LÉGITIME**. Une personne ne peut posséder en même temps la même chose à deux titres distincts différents. *s.*, 202, 203. V. *Estimation de la chose due*. *Prescription*.

**TITRE SOUVERAIN**. V. *Titre reconnaissant*.

**TITRE PRIMORDIAL**. Premiers titres présentés aux parties entre lesquelles une obligation a été contractée. *s.*, 230. *Tout reconnaissant*.

**TITRE RECOGNITIF**. On appelle ainsi celui qui est passé par les débiteurs, leurs héritiers ou successeurs, depuis le titre primordial. *s.*, 230. Il y en a de deux espèces, ceux appelés *en cas de scientia*, et ceux *in forma specificata*. *s.*, 236. *Id.*, 210. Dans les premiers, la tenue du titre primordial est relatée; ils dispensent de le représenter. *Id.* Les seconds en contiennent pas la tenue du titre primordial; ils ne le contiennent qu'autant qu'il est vrai, sous peine de le représenter. *Id.* Plusieurs titres reconnaissifs confirmés, dont quelqu'un est ancien, ou un seul ancien, valent de la possession, équipollent au titre primordial, et dispensent de le représenter. *Id.* Les reconnaissifs ne peuvent être obligés à rien de plus, ou de différent, de ce qui est porté par le titre primordial. *s.*, 236. Si le titre reconnaissif reconnaît moins qu'il n'est porté par le titre primordial, et qu'il y ait plusieurs reconnaissances uniformes, qui remontent à l'acte ou, il y a



termes pour le paiement, si n'est dessein de la propriété qu'après le paiement, v, 265. Le terme expiré vaut paiement, s, 363. Il en est de même si le vendeur a suivi la foi de l'acheteur. 363. Une chose vendue à deux acquéreurs appartient à celui auquel elle a été livrée. 361. Les créanciers peuvent saisir la chose vendue et non livrée par leur débiteur. *Ibid.* Cela n'a pas lieu dans le cas où il y a eu tradition feinte, constatée par un acte authentique. 362. Dispositions sur ce point de la Coutume de Paris, v, 265. V. *Faite*.

L'effet de la tradition est de transférer le droit de propriété à celui à qui elle est faite. 265. Elle transfère tel que l'avait le précédent propriétaire. 265, 266. La tradition faite par le propriétaire suffit à encore pour effet de servir de base à la prescription. s, 303 v, 266. La seule convention peut-elle faire passer le domaine de propriété d'une personne à une autre, sans la tradition. v, 266, 267. Opinion de Grotius et de Puffendorf *Ibid.* C'est un principe reçu dans la jurisprudence que la propriété ne peut passer d'une personne à une autre que par une tradition réelle ou feinte de la chose. 267. Exceptions à ce principe. 267. Ses conséquences. 267. V. *Propriété*.

V. *Avantage entre époux, Donation entre époux, Jar sans possession, Retrait lignager, Ventr.*

TRANSACTION. Convention qui se fait sur des prétentions pour lesquelles il y avait entre les parties procès nû, ou prêt à mouvoir. s, 12. N'est pas sujette à la rescision pour cause de lésion. *Id.* V. *Lésion*. Cas où elle a quelque rapport avec la vente. s, 434, 435. vs, 351, 352. V. *Procurateur générale, Propre, Propre de communauté, Remploi, Retrait lignager, Tuteur*.

TRANSPORT. Des rentes et créances. s, 412. Différence du transport-cession et du transport de simple délégation 413. Le transport-cession n'estant que vente et l'autre seulement une indication du paiement. *Id.* Différence de celle-ci et de la novation. *Id.*

La vente des rentes n'est parfaite que par la signification du transport. 413. Cette signification est pour les créances en qu'il la tradition pour les choses corporelles. s, 413. v, 258, 259. Il en est de même de l'acceptation du transport, ayant date certaine, faite par le débiteur. v, 259. Faute de signification ou d'acceptation, la propriété de la créance n'est pas transférée au cessionnaire. *Ibid.* Exception au principe pour les lettres de change, les billets à ordre, et les billets ou papiers payables au porteur. 259. Conséquences de principe relativement aux paiements et aux saisies faits avant la signifi-

cation. s, 413, 414. V. *Propriété, Tradition*.

Le vendeur d'une rente ou d'une créance est tenu de délivrer les titres et de la garantir. 414. Garantie de droit qui a lieu sans convention. *Id.* Garantie de fait qui consiste à garantir la solvabilité du débiteur. 414. Est-elle comprise dans ces termes : Garantir de tous troubles et empêchemens quelconques ? 414. Garantie de fournir et faire valoir. 415. A quoi elle oblige ? 415. Elle donne à l'acheteur son recours contre le vendeur à défaut de paiement. 415. Pourvu que l'acheteur ne soit pas en faute. 415. Mais il faut, pour cela, que le débiteur soit insolvable. 416. L'acheteur doit discuter ses biens. *Ibid.* Sur quels biens doit porter la discussion ? 416. Elle se fait aux risques de celui qui la réclame. 416. Garantie de fournir et faire valoir après simple commandement. 416. En quoi elle diffère de celle qui précède ? *Ibid.* Clause équivalente à celle de fournir et faire valoir. 416.

Le vendeur ne doit rien dissimuler de ce qu'il sait sur la créance qu'il vend. 416, 417. Peut-on acheter une créance pour un moindre prix que la somme due ? 417. Cela est licite dans la forme extérieure, quand la solvabilité du débiteur n'est pas garantie. 417. S'il n'y a pas de garantie à courir, cela n'est pas licite dans le fond de la transaction. 417. Il y a lieu à restitution. 418. Comment doit-elle avoir lieu, si le débiteur est devenu insolvable par ses fautes depuis le vente ? Distinction entre le for extérieur et le for intérieur. 418, 419. Le prix peut être moindre, quand le paiement doit être fait autre part qu'au lieu de la vente. 419. Devis le for extérieur, une rente peut être achetée pour un prix moindre que son principal, 419, non dans le for intérieur. *Ibid.* Elle ne peut l'être, si la vente est faite avec la clause de fournir et faire valoir. 419, sans quoi il y aurait erreur. *Ibid.* Elle peut l'être, même avec cette clause, lorsque la rente est au-dessous du fur de l'ordonnance. 419. Dans ce cas, le vendeur peut toujours la racheter pour le même prix. 419. V. *Rente constituée*. Quand même ce serait une rente fondrière. 419, 420. L'acheteur peut s'y refuser, im le déchargeant de la clause de faire valoir. *Ibid.* L'acheteur est-il tenu de faire raison au vendeur de ce qu'il a reçu de plus que le prix de la rente, par le rachat que le débiteur lui en a fait ? 420 V. *Acheteur, Garantie, Vendeur, Vente de droits litigieux*.

V. *Avantage entre époux, Endossement, Lettre de change, Paiement, Rente viagère, Saisie-arrest, Signification*.

TORQUEUR. Un joueur peut-il user de tricherie lorsque son adversaire en use. vs, 306.

TROIS. Le trésor appartient-il par droit d'ac-



vention à celui qui le trouve, on paye d'ail d'occu-  
sion au propriétaire du lieu où il a été trouvé? v,  
225. Les lois romaines le partageaient entre eux.  
*Ibid.* Chose morte, le seigneur brul-jurisseur, l'in-  
venteur et le propriétaire du lieu, ou ont obtenu  
un tiers. *Ibid.* Prur que l'inventeur ait des droits,  
il faut que le trésor ait été trouvé par une fortune.  
*Ibid.* On n'a le droit de tréorer qu'une chose dont  
on n'a aucun indice à qui anciennement elle  
a appartenu. 225. V. *Epave. Invention.*

V. *Aqueducs* (retr. figs.). *Communauté  
légitime. Epave. Réméré. Restituer. Usufruit.*

**TROUBLE** rapporté le possession, de fait ou  
de droit, v, 344. vi, 55. V. *Complainte. Com-  
ment l'acheteur peut être troublé relativement  
à la chose vendue?* v, 309. *Garantie. Trouble  
rapporté à la jouissance du testateur ou fermier.*  
vi, 311 et suite. V. *Louage de choses.*

**TUTELLE.** Droit attribué à quelqu'un par une  
autorité publique, pour gouverner le parrone  
et le bien d'un mineur, v, 183. Différence  
entre la tutelle du droit coutumier et celle du  
droit romain. 183, 184. La tutelle légitime  
s'appelle garde sous certaines Coutumes. 184.  
V. *Garde bourgeoise. Garde-noble.* Comment la  
tutelle légitime est déléguée par la Coutume,  
et notamment par la Coutume d'Orléans? v,  
184, vi, 166. De la tutelle dative, v, 185. vi,  
166. Comment s'il se donne? *Ibid.* De la com-  
position du conseil de famille, v, 185. Nul ne  
peut être élu tuteur, s'il ne jouit des droits ci-  
vils. *Ibid.* Condition et règles de l'éligibilité,  
v, 185. vi, 166. 281. Croire d'excuses de la  
tutelle, v, 186. vi, 166, 167. Différence entre  
les excuses d'une tutelle déjà acceptée ou non  
encore acceptée. v, 186. Le tuteur, qui se fait  
décharger de la tutelle, s'il il le repulsion des  
fruits qu'il fait pour y parvenir? v, 186, 187.  
Comment finit la tutelle, v, 191 vi, 163. V.  
*Tuteur. Tutelle dative.*

**TUTELLE NATURELLE.** V. *Tutelle.*

**TUTELLE LÉGALE.** V. *Garde-noble. Pui-  
sances paternelles.*

**TUTEUR.** Le tuteur a l'administration de la

personne et des biens du mineur, v, 187. Pou-  
voir du tuteur sur la personne du mineur, 187.  
Pouvoir sur ses biens. 187. Tout ce qu'il fait  
par rapport à eux et le même officier, que si  
ce n'est lui, appartenant. *Ibid.* Actes qui  
peut faire le tuteur au nom du mineur, v, 24,  
25. v, 189. vi, 107. Il ne peut réclamer volon-  
tairement ses immeubles, v, 188. Il peut être  
légitimé à une réclamation nécessaire. 189. Obliga-  
tions du tuteur. *Ib.* Serment, v, 189. vi, 166.  
Inventaire et formalités relatives aux meubles  
du mineur, v, 189. Le tuteur doit faire rentrer  
les deniers dus au mineur, sous sa responsabilité.  
v, 189, 190. vi, 167. Il est tenu de faire  
emploi des deniers qu'il a entre les mains, v,  
190. Il doit entretenir en bon état les héritages  
du mineur. 190. Grosse réparation. *Ibid.* Le  
tuteur ne peut aliéner les fonds du mineur, ou  
autrement ses propriétés pour ses dépenses et ses  
dépenses. 191. S'agit, pour son établissement.  
191. Si les revenus sont considérables, le tuteur  
règle les revenus à employer pour les éléments  
et l'éducation du mineur, v, 191. vi, 167, 168. La  
tutelle finit, le tuteur doit rendre compte de  
son administration, v, 192. vi, 168. Toute  
émancipation avant la fin le mineur devient ma-  
jeur, et est en compte rendu, est nulle. *Ibid.*  
Comment se compte doit être fait. *Ib.* Quelles  
choses doivent y entrer? *Ib.* Justifications qui  
doivent l'accompagner, v, 193. vi, 168. Il est  
rendu au fin du mineur, v, 193. La somme  
formant le reliquat du compte, produit de la plus  
droit intérêts jusqu'en paiement. *Ib.* Hypothé-  
que du mineur sur les biens du tuteur. *Ibid.*  
Contrainte par corps contre le tuteur. *Ibid.* V.  
*Tutelle.*

V. *Constitution de rente. Contraints par  
corps. Donations entre vifs Hypothèque. Lige.  
Louage des choses. Mariage. Pouvoirs pater-  
nels. Retrait lignager.*

**TOISES.** L'usage usage des enquête par in-  
ches est abrogé et remplacé par des rates de ra-  
tiorité, qui servent à fixer le sens des toises des  
Coutumes, vi, 31. V. *Enquête.*

## U

**UNION.** Union réelle et union civile, vi, 13.  
Union naturelle, union industrielle, et union de  
simple destination. 154. V. *Accession. Dignité  
pécuniaire. Propriété de communauté. Retrait  
lignager. Substitution fidéicommissaire.*

**USAGE.** Il doit être connu relativement aux vices  
substantiels de la vente. V. *Vice rédhibitoire.*

V. *Usus in re. Prêt à usage. Usage.*

**USAGE.** Truque qu'il est d'usage d'écouter

des ne pays pour le paiement des lettres de-  
charge, vi, 237. Règle à trente jours par l'ar-  
rangement du 1673. *Ibid.* Il court du jour de la  
lettre 237. V. *Lettre de change.*

**USUCAPION.** Ce qu'elle doit dans l'ancien  
droit romain v, 360. V. *Prescription.*

**USUFRUIT.** Le droit d'usufruit consiste à per-  
cevoir les fruits de la chose dont on a l'usufruit.  
vi, 370. vii, 241. Quand commence l'usufruit

de la douzième et du titulaire de bénéfices. 570. Tout usufruitier peut céder son droit d'usufruit, sous la réserve du propriétaire. *Id.*, 412. *Id.*, 570, 571. Le propriétaire a-t-il le préférence sur l'étranger à qui l'usufruit a été cédé? *Id.* Coutumes qui ne se sont pas expliquées sur l'usufruit rédé par le douzième. 570, 571.

L'usufruit comprend la jouissance des fruits naturels et des fruits civils. 571. Les fruits naturels sont tout ce qu'une chose produit et reproduit. *Id.* V. *Fruits*. L'usufruitier n'a aucun droit sur les racines, à moins qu'elles ne fussent inexpugnables, ou que ce fût pour les réparations de l'héritage. *Id.* Un trésor n'est pas considéré comme fruit de la terre où il est trouvé. *Id.* V. *Trésor*. Les bois de haub futaie ne sont pas considérés comme fruits. *Id.* L'usufruitier ne peut les abattre, si ce n'est pour les réparations, ou pour les charges annuelles de l'héritage. *Id.* Il ne rat autrement des bois taillis. *Id.* Les fruits sont acquis à l'usufruitier par leur perception. 572. Ils sont rades perçus, quand ils sont séparés de la terre où ils étaient pendans. *Id.* Exception à ce principe à l'égard des bois sujets au droit de gruerie sous la Coutume d'Orléans. *Id.* V. *Gruerie*. L'usufruitier doit-il rembourser les frais de labour et semences des fruits pendans à l'ouverture de l'usufruit? 572, 573. *Quid*, de la douzième, commune ou bieu, ou qui a remord? *Id.* Les fruits civils sont les revenus d'une chose qui ne consistent qu'en droits et rentes. 574. V. *Fruits*. Ils sont acquis à l'usufruitier, aussitôt qu'ils sont nés, et ils sont acquis dès qu'ils recommencent à être dus. *Id.* Les formes sont dues après la récolte; les loyers et les arrérages de rentes se comptent de jour à jour. 573, 574. Les droits honorifiques d'une terre sujette à usufruit ne sont pas considérés comme fruits civils, et n'appartiennent pas à l'usufruitier. 574. Droits honorifiques qui sont cependant accordés à la douzième. *Id.* L'usufruitier a la jouissance des choses accessoires à celles dont il a l'usufruit. 575. Il jouit des servitudes actives du fonds sujet à l'usufruit. 575. Application du principe à la douzième. *Id.*

L'usufruitier doit jouir en bon père de famille des héritages dont il a l'usufruit. 576. Ce qu'on entend par jouir en bon père de famille. *Id.* Si l'usufruitier contrevient à cette obligation, le propriétaire a recours contre lui. *Id.* L'usufruitier ne peut changer la forme de l'héritage, ni le convertir à d'autres usages. *Id.*, 576, 577. Quand même la souvenance forme le rendrait plus précieux, et d'un plus grand revenu. *Id.* Action qu'a le propriétaire contre l'usufruitier qui contrevient à cette obligation. *Id.*, 578. L'usufruitier

est tenu de donner caution de jouir en bon père de famille, et de rendre les choses dans le même état. *Id.* V. *Cautions*. Dispositions de Coutume sur cette caution, et sur celle qui est due par la douzième. *Id.* *Quid*, dans les Coutumes qui ne se sont pas expliquées sur la caution de la douzième? 579.

L'usufruitier est-il tenu d'entretenir les lieux faits par le propriétaire? *Id.*, 579. L'usufruitier est tenu d'acquiescer les charges féodales de l'héritage sujet à l'usufruit, pendant tout le temps qu'il dure. *Id.*, 580. De quelles charges est-il tenu, lorsque l'héritage est féodal? *Id.* Doit-il le droit des relevances à plaisir établi par la Coutume d'Orléans? *Id.*, 581. *Id.*, 353. Application de ces principes à la douzième. *Id.*

L'usufruitier est tenu de faire les réparations d'entretien qui sont à faire pendant l'usufruit. *Id.*, 582. Quelles réparations sont réputées d'entretien, ou grosses réparations? *Id.*, 582. V. *Reparations*. L'usufruitier peut-il s'affranchir des réparations d'entretien en abandonnant l'usufruit? 582. Cas où les réparations sont grosses, soit d'entretien, ou sans nécessité par le fait de l'usufruitier ou du propriétaire. *Id.*, 582. *Id.*, 251. L'usufruitier n'est pas tenu des réparations d'entretien qui étaient à faire lors de l'ouverture de l'usufruit. *Id.*, 582. Peut-il obliger l'héritier à les faire? 582, 583.

Le propriétaire doit laisser jouir l'usufruitier tout qu'il ne puisse pas de son droit. 583. Il ne peut rien détruire de ce qui est sur l'héritage chargé d'usufruit. *Id.* Il peut cependant abattre des bois pour les grosses réparations. *Id.* Le propriétaire ne peut faire sur l'héritage sujet à l'usufruit, aucune construction non nécessaire, quand même il en aurait besoin. 583, 584. Il ne peut établir, ni remettre aucune servitude au préjudice de l'usufruitier. 584. Il peut faire ce qu'il lui plaît sur un héritage voisin de celui sujet à l'usufruit, quoique l'usufruit soit géré. 584, 585. Il est obligé de retirer de l'héritage toute chose à lui appartenante qui serait obstacle à l'usufruit. 585. L'usufruitier peut-il obliger le propriétaire à faire les grosses réparations? *Id.*, 583. *Id.*, 351, 352. Le propriétaire, qui les a faites, peut-il exiger de l'usufruitier le paiement de l'intérêt du prix qu'elles ont coûté, pendant le temps de l'usufruit, à proportion de ce qu'elles augmentent sa jouissance? *Id.*, 353. L'usufruitier ne peut être contraint à rebâtir la maison. *Id.*, 589. Le propriétaire doit-il rembourser aux héritiers de l'usufruitier, les impenses faites sur l'héritage par leur auteur, et dont il profite? 586. Les améliorations volontaires ou moines en compensation avec les dégradations? 587.

L'usufruit s'étend pas le mort naturel de l'usufruitier. 586. S'étend-il pas le mort civil? *Id.* V. *Mort civile*. Il s'étend par le remède que l'usufruitier en fait au propriétaire. *Id.* Il s'étend pas le non-usage pendant trente ans. 587. Lorsque l'usufruitier n'a joui ni par lui-même, ni par un autre qui s'il joui en son nom. *Id.* L'usufruitier est censé jouir pas cela seul qu'il a touché le prix de son usufruit vendu, ou locayon, lorsqu'il l'a loué. *Id.* L'usufruit s'étend pas la résolution du droit du constituant, lorsque elle procède d'une cause sociale et nécessaire. 588. Par la coconsolidation de la propriété et de l'usufruit dans la même main. *Id.* L'usufruit revient-il, lorsque le titre de l'acquisition, que l'usufruitier a fait de la propriété, n'est détruit que par l'aveu, quoique par une cause sociale et nécessaire? 589. L'usufruit s'étend pas l'extinction de la chose qui y est sujette. *Id.* *Quid*, lorsque la chose n'a fait que changer de forme? 590. V. *Consolidation. Extinction de la chose.*

V. *Appet. Don mutuel. Gecastic. Juré in re. Récompense. Retrait lignager. Preneur (don à rente). Vents d'usufruit.*

USURATEUR LÉGAL. V. *Don mutuel. Douaire de la femme. Gardé noble.*

USURATRICIA. On ne peut être usufructuaire de sa propre chose. i, 360. V. *Usufruit.*

USURA. Tout ce que le prêteur exige de l'emprunteur de plus que la chose principale. ii, 42. Il y en a deux espèces, l'usure lucrative et l'usure consensuelle, qui n'est connue que sous le nom d'intérêt. *Id.* Justices que renferme l'usure. 43. Elle est défendue par l'Écriture-Sainte et la tradition. 44, 47. Elle l'est aussi par les ordonnances de nos rois. 47.

Opinion de ceux qui prétendent que les prêts de commerce peuvent être légitimement stipulés avec des intérêts. 48. Suivant eux, il n'y a que l'argent prêté pour un usage de consommation que ce puisse produire des intérêts. 48. Mais l'argent prêté pour un usage d'emploi et d'accroissement, tel que dans les prêts de commerce, peut en produire. 49. Les prêts de commerce sont plutôt un bail à intérêt de la chose prêtée, qu'un prêt de consommation. 47. Les textes de l'Écriture-Sainte ne s'appliquent qu'aux prêts faits aux paucres. *Id.* Mais cette distinction entre les prêts de consommation et ceux faits pour un usage d'emploi et d'accroissement, est impossible dans la pratique. 50. Elle n'a aucune solidité par elle-même. *Id.* Le profit, qui fait le commerce sur l'argent prêté, n'est pas une raison pour que l'exige des intérêts de lui. 50. Il a fait ces profits sur une chose qui lui appartenait. 50. Car la promesse de la chose est transférée à l'emprunteur par le prêt de con-

somption. 55. Il ne peut être considéré comme un loange. 61. V. *Loange de choses*. Quel on profit, doit se payer le prêteur, il peut, en certains cas, exiger des intérêts compensatoires au taux légal. 61. V. *Intérêts compensatoires*. On ne peut, sans d'obtenir des intérêts, se priver de ce que, dans le doute, quoique le paiement soit transféré, l'acquéreur doit cependant les intérêts du prêt jusqu'au paiement, pour la jouissance qu'il a de la chose. 61. La distinction relative aux écritures, qui ne parleraient que des prêts faits aux paucres, a été de tout temps inconnue, et ne peut être admise. 62, 63. Les deniers papillaires ne sont pas exceptés de la règle qui défend le prêt à intérêt. 63, 64.

Pens qu'il y ait usure, il faut qu'il soit intervenu un contrat de prêt. 64. Il y a prêt à usure, quoiqu'il soit déguisé sous l'apparence d'un autre contrat. 64. De-là la distinction de l'usure en formelle et pallée. *Id.* Ce qu'un créancier exige de son débiteur pour une prorogation de termes, est une usure. 65. L'usure réside par le débiteur pour récompense de l'anticipation d'un paiement fait avec terme, est aussi une usure. *Id.* V. *Exemple*. Le cout de constitution de rente, régulièrement formé et observé, n'est pas usuraire. *Id.* Il faut avant qu'il y ait usure, l'usure complète du principal de la rente. *Id.* Le contrat n'en est pas moins licite, quoiqu'il tiem peine, à la connaissance même du constituant, forcer le débiteur de la rente au remboursement. 66, 66. V. *Constitution de rente*.

Pour qu'il y ait usure, il faut que le prêteur retire un profit du prêt. 68. Il n'y a pas d'usure, si ce n'est que le dédommagement d'un préjudice causé par le prêt. *Id.* Le profit seul, dont le prêt est la cause principale, est usure. 67. Il faut encore que ce profit ait été exigé par le prêteur. 67. Le prêtant fait pas le prêteur à l'emprunteur, après la restitution du prêt, n'est pas usure, à moins qu'il n'ait été promis. *Id.* Usure mentale des théologiens. 68.

Exemples de profits usuraire. c, 293. en, 58. En général tout profit qui est exigé pour le prêt, est profit usuraire. 64. Est usuraire tout secours appréciable, exigé de l'emprunteur outre la restitution de la somme prêtée. ii, 59. Est usuraire la jouissance ou l'usage que le prêteur convient qu'il pourrait venir de la chose à lui donnée en usufruitement par l'emprunteur. 60. Y a-t-il usure dans un prêt fait à la charge de rendre la pareille dans l'avenir? 60, 61, 62.

Toutes conventions qui stipulent l'usure sont nulles. 62. Elles ne produisent pas même d'obligation naturelle. *Id.* L'emprunteur est-il tenu des intérêts, s'il les a promis sur la foi du serment? *Id.* La restitution des intérêts est due

à l'emprunteur qui les a payés. *Ib.* Par le suiteur personnellement, s'il s'agit d'un denier populaire. 62, 63. Peuvent prouver contre l'usufruit par les ordonnances. 63. L'usufruit ne se rève jamais. *ar.* 160. Mais l'action en répétition des arrérages usuraires se prescrit par trente ans.

**VAGABONDAGE.** Craie de ceux qui n'ont ni profession ni métier, ni domicile certain, ni lieu pour subsister, ne peuvent être avoués, ni faire certifier de leur bonne vie et mœurs par personnes dignes de foi. *vi.* 202. *V. Accusation. Car prédictique.*

**VALLÉES.** *V. Brir. Caves. Communauté légitime.*

**VARECH.** Broides varech et rhosas grives. Le Coutume de Normandie comprend sous ces mots toutes rhosas que l'eau jette à la terre par tourment ou furtive de mer, ou qui y arrivent si près de terre, qu'on les hommes puisse y toucher sans balancer. *v.* 228 Ces choses appartiennent au seigneur haut-justicier, qui les fait vendre ou les garde, selon leur nature. 229. Il en doit la restitution, ou le prix, au propriétaire. *Ibid.* *V. Epurer. Occupation.*

**VASSAL.** *V. Fief. Seigneur.*

**VENDRE.** Quels sont ses engagements ? *r.* 294. Il est obligé de faire avoir à l'acheteur la chose vendue librement à titre de propriétaire. *Ibid.* A livrer la chose. 295. A veiller à sa conservation jusqu'à la livraison. 295. Le vendeur est tenu des frais de la livraison. 295. Il doit livrer les accessoires de la chose vendue. *Ibid.* Par la livraison, le vendeur ne transfère que les droits qu'il avait sur la chose et non la propriété. 295. *V. Propriété* Temps et lieu où la chose doit être livrée. 296. Le vendeur n'est tenu d'apporter à la conservation de la chose qu'une diligence commune. 296. Cette obligation cesse, lorsque l'acheteur est en demeure d'acheter la chose. *Ibid.* *V. Acheteur. Demande.* Néanmoins, dans tous cas, le vendeur est tenu de se défaire de la chose lourde. 296, 297. *V. Dol. Faut.* L'obligation de délivrer la chose cesse, lorsqu'elle périt sans sa faute, et n'étant pas en demeure de la livrer. 297, 306. Il est tenu de livrer ce qu'il a reçu. *Ibid.* Si elle a péri par sa faute, il est tenu des dommages-intérêts. *Ibid.* *V. Dommages-intérêts. Prix de la chose.* Il est tenu de la perte de la chose vendue, quoique péri sans sa faute, lorsqu'il était en demeure de la livrer. 297. A moins qu'elle n'ait péri également chez l'acheteur. 297. L'obligation de livrer cesse lorsque la chose a cessé

180, 283, 214. *V. Prescription de trente ans. Reute cour tolérée.*

*V. Antérieurs. Change. Châpelle. Constitution de reute. Lettre-de-change. Révéré. Société. Société litigieuse. Transport. Unité publique. V. Vente forcée.*

## V

d'être dans le commerce. *Ibid.* De même, lorsqu'il en a été dépossédé par violence. *Ibid.* S'il a été lui-même évincé, il est tenu des dommages-intérêts. *Ibid.* Le vendeur peut être poursuivi par l'acheteur en réclamation, lorsqu'il n'a pas livré la chose. 298 S'il refuse de livrer la chose qu'il a eue en possession, il peut y être contraint par la force. 299, 300. A moins que l'intérêt public ne s'y oppose. 300. Il est tenu, après la livraison, de garantir l'acheteur de toutes évincutions. 304. *V. Garantir.* Il n'est pas tenu de transférer la propriété de la chose qu'il vend. 320. *V. Propriété. Tradition.*

Il est obligé, dans le for intérieur, de ne rien dissimuler des défauts de la chose qu'il vend. 339, 340. Encore qu'il ne l'ait pas vendue au-delà de ce qu'elle vaut avec ces défauts. *Ibid.* La bonne foi l'oblige à faire connaître tout ce qui concerne la chose. *Ibid.* Références qui obligent le vendeur dans le for extérieur. 340. Si la chose n'appartient pas au vendeur, ou qu'elle fut soumise à des charges ou hypothèques. *Ib.* L'acheteur, dans tous cas, peut demander la rescision du contrat sans avoir été troublé. *Ibid.* Le vendeur est condamné par corps à la restitution du prix. *Ibid.* Ces deux offres n'ont pas lieu, lorsque le vendeur a ignoré les charges ou qu'il n'était pas propriétaire. *Ibid.* Parmi plusieurs vendeurs, ceux-là seuls, qui ont connu le dol, sont tenus de cette action. *Ibid.* *V. Contrainte par corps. Dol. Strictement. Transport.* Dans le for extérieur, le vendeur ne doit rien dissimuler des circonstances extérieures qui intéressent l'acheteur. 341. Exemple d'un marchand qui vient vendre du blé à Rhodes dans une diète, et qu'il ne dit pas qu'il était suivi d'un grand nombre de vaisseaux chargés de grain. 341, 342. Le profit qu'il retire du haut prix du blé est injuste. *Ibid.* Dans le for intérieur, le vendeur ne peut pas vendre au-delà du juste prix. 342. Il n'en est pas de même dans le for extérieur. *Ib.* Cela est permis même dans le for de la réclamation, lorsqu'il s'agit d'un prix d'affection. 342. *V. Prix.* Cela est encore permis, lorsque le marchand vend une chose qu'il voulait garder. 344. On peut vendre au-delà du juste prix, quand on vend à crédit. 344. Pourvu que

le surplus du juste prix n'exécède pas le préjudice que le crédi! fait souffrir au vendeur, 345. L'augmentation du prix selon l'usage des lieux, quand l'acheteur a terme, se change par le juste prix, 345.

Obligations qui résultent pour le cedeur des clauses particulières du contrat, 345. Il est obligé de faire raison du défaut de contenance, *Ibid.* Lorsque deux choses ont été vendues, il peut opposer le surplus de la contenance de l'une, pour compenser le défaut de contenance de l'autre, 346. A moins que la partie qui a plus de contenance soit inférieure à l'autre en bonté, 347. V. *Acheteur. Action ex empto. Contenance.* Le cedeur est responsable de la qualité de la chose exprimée par le contrat, 347. L'acheteur a droit à des dommages-intérêts, *Ib.* Il peut même demander la rescision du contrat, *Ibid.* Les dommages et intérêts s'estiment différemment selon les circonstances et la qualité des personnes, *Ib.* Ils sont dus quand même le cedeur aurait été dans l'erreur lui-même sur la qualité, *Ibid.* Les qualités esgues ne contiennent aucun engagement, *Ib.* Il est obligé de faire emploi du prix, quand la clause d'emploi a été insérée dans l'acte, 348. Ou bien le contrat est nul, *Ibid.* A moins que le cedeur n'offre à l'acheteur des sûretés suffisantes, *Ib.* V. *Emploi.*

Ses obligations envers celui à qui il a cédé la chose, le sachent, 348. Si la chose est mobilière, le propriétaire a contre lui une action, pour se faire restituer sa chose, ou le prix à son défaut, 349. Ce prix peut être plus considérable que celui pour lequel il l'a cédée, *Ib.* Il peut être en outre tenu de dommages-intérêts, *Ibid.* S'il en est redevenu possesseur, le propriétaire a le choix de demander ou la chose ou le prix, *Ibid.* Si la chose est immobilière, le cedeur est tenu de rendre le prix au propriétaire, 349. Ou de le subroger à ses droits contre l'acheteur, s'il ne l'a pas reçu, *Ibid.* Peu importe que le cedeur le possédât sans titre, ou avec juste titre, a titre lucratif ou à titre onéreux, *Ibid.* Si le vendeur a vendu de bonne foi la chose d'autrui qu'il possédait à titre de donation, et qu'elle ait péri depuis, il n'est tenu que de la restitution du prix, 350. En est-il tenu, dans le cas où il avait acheté cette chose de bonne foi à celui qui n'en était propriétaire? 350, V. *Foi.*

Quelle personne est considérée comme le vendeur, en matière de retrait lignager? 18, 30, 31, 32.

V. *Action rescissive. Arrhes. Addictio in die. Action ex empto. Bailleur (ba! de rente). Demembre. Dommages-intérêts. Election. Faut et cause. Garantie. Promesse de vente. Parte*

*rommancier. Prestation. Résolution de la vente. Tradition.*

Vente, Contrat par lequel l'un des contractants s'oblige envers l'autre de lui faire avoir librement, à titre de propriété, une chose pour le prix d'une somme d'argent, que l'autre contractant s'oblige réciproquement de lui payer, 287. Nature de ce contrat, 286. Il est consensuel, synallagmatique, et commutatif, *Ibid.* Trois choses nécessaires pour qu'il existe, *Ib.*

Il faut une chose qui fasse l'objet du contrat, 286. Il suffit qu'elle doive exister, *Ib.* Elle peut être une chose incorporelle, *Ibid.* Exemple du coop de filot, *Ibid.* On peut en outre établir le chose d'autrui, 286. On ne peut vendre à quelqu'un la chose dont il est déjà propriétaire, 287. Je peux acheter ce qui manque à mon droit de propriété, *Ib.* On peut acheter sa chose, sous la condition qu'elle cessera de nous appartenir, 288. On ne peut céder les choses qui sont hors du commerce, 288. Ni celles inaliénables à la seule, *Ibid.* On ne peut acheter les choses dont on a l'administration, *Ibid.* La nullité est relative, et ne peut être demandée que par le mineur ou autres, 288. Le tuteur peut acheter et acheter les biens mais du mineur, *Ibid.* Les choses chargées de substitutions peuvent se vendre, 289. V. *Substitution fidéicommissaire. Ibid.* Les biens des mineurs, des interdits, de l'église, des corps et communautés, ne peuvent être cédés que par décret du juge, *Ibid.* Ils peuvent seuls opposer la nullité de la vente faite autrement, 289.

Il faut un prix, pour qu'il y ait une vente, V. *Prix.*

Il faut qu'il y ait consentement de la part des parties contractantes, 291. Il peut être donné par lettres, 291. Il peut se faire entre présents oralement et sans écrit, 292. Il doit intervenir sur la chose, sur le prix, et sur le reste même, 292. L'erreur sur la chose annule le contrat, *Ib.* V. *Erreur.*

La vente déguisée qui contient un prêt nul, est nulle, V. *Usure.* Elle est nulle, lorsqu'elle contient une donation déguisée, si elle est faite à un prix à une personne incapable de recevoir, 294.

Vente à l'essai, 347. La clause d'essai est résolutoire, et non conditionnelle, 348. Elle est en faveur de l'acheteur, *Ibid.* Par elle, le cedeur s'engage à reprendre la chose, si elle ne convient pas à l'acheteur, et à lui rendre le prix, *Ib.* Temps pendant lequel elle peut être exercée, *Ibid.* Si la chose périt, le cedeur est déchargé, *Ib.* V. *Acheteur. Perte de la chose. Vendeur.*

La vente est parfaite, quand les parties sont

convenues du prix pour lequel la chose serait vendue. 357. S'il s'agit de choses qui se vendent au poids, au nombre, ou à la mesure, la vente n'est parfaite que lorsqu'elles ont été pesées, comptées ou mesurées. 358. A moins qu'elles n'aient été vendues en bloc. *Ib.* Quand une chose est vendue en bloc ou à la mesure. 358. Choses qui se rendent à la charge de la goûter. *Ibid.* La vente n'est parfaite qu'après la dégustation. 359.

Tradition qui doit être faite de la chose vendue. *Id.*, 360. et *suiv.* V. *Tradition. Vendeur.*

Vente non suivie de tradition, dont les parties se sont désistées. *Id.*, 358. Qui n'a pas eu son effet, faute de paiement du prix. 359.

Contrats équivalents à vente. *Id.*, 318, 322, 33, 293, *Id.*, 415, 416, *Id.*, 344, 345, 412, 415 et *suiv.* *Id.*, 61. V. *Dation en paiement. Donation réversatoire. Donateur créancier. Donation à rente viagère. Échange. Licitation. Partages. Transaction. Prescription de dix et vingt ans. Retrait lignager.*

V. *Adjudication. Bail à rente. Louage des choses. Promesse de vente. Rente foncière.*

VENTE DE LA CHOSE D'AUTRUI. A quel elle oblige le vendeur ? *Id.*, 318 et *suiv.* V. *Chose d'autrui. Vendeur.*

VENTE CONDITIONNELLE. V. *Condition. Vendeur.*

VENTE DES CHOSÉS LITIGIEUSES. Elle a pour objet l'extinction d'un droit de propriété. *Id.*, 420. Le vendeur ne garantit rien. *Ibid.* Il n'est tenu qu'à la bonne foi. *Ibid.* En quoi elle consiste. 421. Il y a lieu quand il paraît que les prétentions, qu'il s'est mal fondées, sont soutenables. *Ibid.* Il doit alors, dans le cas de la condamnation, rembourser les frais du procès à l'acheteur. *Id.* Il lui doit aussi le débiteur. *Id.*

L'acheteur doit le prix. *Ibid.* Quand on doit-il l'indemnité ? *Ibid.* Il ne doit rien diminuer de ce qu'il lui a été offert de la créance qu'on lui offre. *Ibid.*

Effets de la cession de droits litigieux contre le débiteur. *Ibid.* L'acheteur ne peut exiger de lui plus que son prix avec les intérêts. *Ibid.* Lois romaines. *Ibid.* Cela n'a lieu que pour les créances à titre de vente et non pour les donations de droits litigieux. *Ibid.* A moins que la donation ne soit révoquée. 422. Autres cas exceptés par les lois romaines. *Ibid.* Car on la remonte est faite comme si elle était faite par le vendeur d'une autre chose. 423. L'extinction est admise pour la vente de droits litigieux faite en justice. *Ibid.* On n'a égard ni à la qualité de la personne, ni à la nature du prix. *Ibid.* L'acheteur ne peut déguiser ou pourfendre sous le nom du cédant. *Ibid.*

C'est un véritable retrait accordé au débiteur par le cessionnaire. *Ibid.* Pour l'exercer, le débiteur doit rendre le cessionnaire indemne de son acquisition. *Ibid.* Il y est admis même après avoir contesté la demande formée contre lui. *Id.* Il ne se peut plus après une longue instruction. 424.

Le débiteur est tenu, dans le cas de la cession, du surplus du prix qui complète la dette, lorsqu'il est d'ordre. *Ibid.* Le cédant ne peut exercer ses droits. *Ibid.* V. *Transport.*

VENTE DE NOUVEAUX SUCCESSIONS. Vente de l'hérédité d'un défunt. *Id.*, 405. Conditions pour sa validité. *Ibid.* On ne peut vendre l'hérédité future d'une personne, si ce n'est par contrat de mariage. 405. La vente d'une hérédité qui ne nous appartient pas est nulle. 405, 406. On peut rendre ses prestations sur une hérédité. 406. En ce cas, le vendeur n'est pas garant, à moins qu'il n'y ait eu de sa part. *Ibid.* En rendant une hérédité, on rend tout ce qui en est provenu et provenira, et non le titre et la qualité de l'héritier. *Ibid.*

L'engagement du vendeur consiste à faire avoir à l'acheteur tout ce qui est provenu et provenira de l'hérédité. *Ibid.* Il en est tenu du prix, vis-à-vis de ce dernier, même lorsque la chose a péri, par cas fortuit, depuis la vente entre les mains d'un tiers. 406, 407. Deux choses lui sont garanties, la qualité des choses. 407. Il n'est pas tenu de celles qui ont péri avant la vente. *Ibid.* Il est tenu de la dette due par une succession qu'il a acceptée à celle qu'il a rendue, quoiqu'extincte par la confusion. 408. Il doit remettre à l'acheteur les titres des dettes actives. *Ibid.* Il n'est pas tenu de l'insolvabilité des débiteurs s'il n'est en demeure de leur les faire. *Ibid.* Il doit faire raison à l'acheteur de tout ce qu'il devrait à celui dont il a vendu l'hérédité. *Ibid.* S'il a reçu quelques sommes indûment, il n'est pas tenu d'en faire raison. *Ibid.* Est-il tenu de faire raison des fruits perçus par lui avant la vente ? *Ibid.*

Obligations de l'acheteur des dettes successives. *Ibid.* Il est tenu de payer le prix, de rembourser le vendeur de tout ce qu'il a pu lui en coûter par rapport à la succession, et de lui rapporter quittance des créanciers. *Id.*, 406, 17, 505. Il doit rembourser au vendeur la somme due par l'hérédité qu'il a achetée, à une succession dont celui-ci a depuis hérité. *Id.*, 406, 17. Il en est de même de tout ce qui pourrait être dû par le défunt au vendeur ou à son héritier. *Id.*, 406, 17, 509. L'héritier n'a pas de répétition contre l'acheteur pour ce qu'il a indûment payé. 409. A moins qu'il n'ait été condamné par sentence. *Ibid.*

Si depuis la cession l'acheteur a hérité pour par-

tion faite à quelqu'un de ses droits successifs, son héritier renonce à la succession, la part de ce renonçant accroît-elle, pour le profit comme pour les charges, au cédant ou au cessionnaire ? 409, 410, 411. V. *Accroissement. Renonciation aux successions*. Le cessionnaire de droits successifs est tenu comme son redant des dettes de la succession. *Id.*, 408. V. *Dettes des successeurs*.

**VENTE D'USUFRUIT.** Elle peut être faite par le propriétaire de la chose. 411, 412. Par l'usufruitier au propriétaire. 412. En ce cas, l'usufruit est éteint. *Id.* Elle peut rasoir être faite par l'usufruitier à un tiers. *Id.* La dette de l'usufruit, dans ce cas, est subordonnée à la vie de l'usufruitier vendeur. *Id.* Ce vendeur est toujours tenu pour le paiement des charges de l'usufruit vis-à-vis le propriétaire. *Id.*, V. *Usufruit*.

**VENTE FORCÉE.** Quand non rente est forcée, s. 402, pour cause d'utilité publique. *Id.* La propriété est contrainte, dans ce cas, de vendre sa chose. 403. Elle passe à l'état, quitte de toutes charges. *Id.* Cas où la rente forcée peut avoir lieu dans un intérêt particulier. *Id.*

**VENTE DE MEUBLES.** Les biens de meubles ou d'immeubles. s. 103. Les biens de meubles ne peuvent se vendre qu'en justice. 404. Dret des héritages par les créanciers hypothécaires. *Id.*, V. *Adjudication par décret. Sales réelles*. La vente se fait en public et simple, ou avec la condition qu'il ne surra pas d'enchères. *Id.* Dans ce dernier cas, elle s'appelle *adjudication sous le marteau*. Dans le premier, l'adjudication pure et simple et toujours précédée de l'adjudication sous le marteau. *Id.* La condition, sous laquelle elle se contracte, est appelée *enchère*. *Id.* Différence entre l'adjudication sous le marteau et la clause *ad extra* au lieu. *Id.* En quoi elle diffère avec une simple enchère. 406. Ce qu'elle est de commun. *Id.*, V. *Adjudication sous le marteau*.

**VENTE DE MEUBLES.** Forme dans laquelle se fait la vente des meubles sur sauto-exécution. s. 107. vs. 104. r. s. 495. Les effets pressurés doivent être remis à tous les créanciers différents, avant d'être vendus. vs. 104. L'acquéreur ne peut se rendre qu'à la maison la plus prochaine. *Id.* Formalités particulières pour la vente des meubles de meubles et autres bâtiments. 104. L'acquéreur ne peut se rendre à l'adjudication. *Id.* Le prix doit être payé sur-le-champ par l'adjudicataire à l'acquéreur. *Id.*, V. *Saisie-exécution. Substitution fidéicommissaire*.

**VENTE DES MEUBLES ET CHARGES.** Fiction au moyen de laquelle elle a lieu. s. 412. Le cessionnaire est responsable vis-à-vis le cédant. 413. V.

*Transport. Vente de droits légitimes et successifs*.

**VENTE AMULIA.** V. *Retrait lignager*.

**VENTILARION.** Cas où elle doit être lue pour fixer la valeur de la portion évincée relativement à la chose totale rendue, en la paix d'une chose rendue avec d'autres, sujette à l'action rédhibitoire. s. 317, 338.

V. *Retrait lignager*.

**VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.** Formes à suivre pour procéder à cette vérification. vi. 23. Ordonnances du juge afin de contraindre les dépositaires de pièces qui peuvent servir à la comparaison, à les produire. 26. Quels actes peuvent servir comme pièces de comparaison. 26. Les parties conviennent d'experts, maîtres d'écriture, qui procèdent à la vérification. 26. V. *Consulat. Écritures prêtes. Reconnaissance d'écritures*.

**VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.** V. *Retrait lignager. Substitution*.

**VICES RÉDIBITOIRES.** Certains vices qui sont de nature à rendre ou presque inutile, ou même quelquefois nuisible, l'usage d'une chose. s. 334. Les vices rédhibitoires donnent lieu à la garantie. 334. L'usage doit être suivi. *Id.* Ne sont pas rédhibitoires les vices qui peuvent être facilement aperçus. 334. V. *Action rédhibitoire. Garantie. Vendeur*.

**VIDANGE.** V. *Chaque. Prêtre*.

**VILETÉ DE PAIX.** V. *Acheteur. Lésion. Récision. Vendeur*.

**VINGTIÈME.** V. *Arrérages. Constitution de rente. Dîme. Impôts, Rente*.

**VIOLENCE.** Le consentement extorqué par violence est un motif pour annuler la renonciation. s. 8. Quand même la violence aurait été exercée par un tiers, et non par le contractant. 9. Il faut, pour cela, demander des lettres de rescision dans les dix ans. *Id.* Exception, lorsqu'une personne, atteinte par des vices, s'oblige envers quelqu'un qu'elle apprécie à son honneur. 9. Principes du droit romain sur la nature de la violence, qui vicié les contrats. s. 10. vs. 174. On doit avoir égard au lieu, à l'âge, et à la condition des personnes. *Id.* Les vices de droit, quoique rigoureux, ne peuvent jamais passer pour inévitables. *Id.* Si la violence rétroactive. *Id.*, V. *Consentement. Contrat*. Les faits de violence peuvent être prouvés par témoins. V. *Preuve testimoniale*. Quand la violence rend le mariage nul, s. 403, 404. V. *Marriage*.

**V. Complaintes. Possession. Réintégration. Récision**.

**VENTE D'EXPERTS.** V. *Expert*.

**VOIES.** Conditions pour que les rœux soient valables. *ii*, 347. Les rœux solennels sont un empêchement durable de mariage. 344 et *suiv.* Depuis quelle époque. 348, 347. V. *Empêchement de mariage. Profession religieuse.*

**VOIR ET VUE.** Obligation du riverain de prêter passage sur son fonds, lorsque le rœu public est impraticable. *ii*, 460. V. *Voirage.*

**VOUSINAGE.** Quasi-contrat qui forme de obligations réciproques entre les propriétaires ou possesseurs d'héritages rœux les uns aux autres. *iv*, 457. *viu*, 252. Obligation réciproque de se servir. *Ibid.* V. *Bornage.* Chaque rœu doit user de son héritage de manière à ne pas nuire à son rœu. *ii*, 459. *xii*, 252. Le propriétaire d'un fonds supérieur ne doit pas envoyer ses eaux sur le fonds inférieur; de même que le propriétaire de celui-ci ne doit pas les faire refluer sur le fonds supérieur. *ii*, 459. Elles doivent suivre leur pente naturelle. *Ibid.* Chacun des rœux a une action à fin de destruction des ouvrages qui lui causeraient ou lui préjudicier. 459 V. *Eaux.* Dispositions des Coutumes qui consacrent ce principe de bon voisinage. 460 Nul ne doit envoyer dans la maison rœuine une fumée incommode. *Ibid.* Application du principe à la distance à laquelle les arbres doivent être plantés du fonds rœu, pour qu'ils ne puissent lui nuire ni par leurs racines, ni

par leurs branches. 460. V. *Arbre.* A la distance à laquelle les murailles des maisons doivent être bâties de l'héritage rœu, pour ne pas lui nuire. 460. V. *Tour d'échelle.* Le voisin doit souffrir le passage des ouvrages du rœu par sa maison, sans la réparation des dégâts. *ii*, 460, 461. *xiu*, 252. Lorsque la rœu publique est impraticable, le rœu doit prêter passage sur son héritage. *Ib.* V. *Voir public.* Un rœu peut être contraint par son rœu de lui rendre la moitié de son mur de séparation, lorsqu'il est appuyé sur un bâtiment. *ii*, 461. V. *Mur mitoyen.*

**VOU.** C'est un val de vendre, le sachant, une chose mobilière appartenant à autrui. *i*, 349 V. *Vendeur.* Et de servir d'une chose que l'on a reçue en dépôt. *iii*, 90. V. *Dépôt.*

Quand peut-on dire qu'il y a vol sur les grands chemins? *xi*, 200.

V. *Consignation. Prêt à usage.*

**VOUS COUROS.** Certaine quantité de terre à laquelle a droit l'ainé d'une maison du manoir. *xi*, 414 et *suiv.* V. *Ancens (droit d'). Manoir.*

**VOUERS.** V. *Spoliatur.*

**VOU.** Passerai à rœu d'une lettre-de-change. V. *Lettre de change.*

**VUUS.** Comment peuvent exister les servitudes de rœu sous la Coutume d'Orléans. *vii*, 253. 255. V. *Servitude.*

FIN.



# TABLE DE CONCORDANCE

AVEC  
LE CODE CIVIL.

N. B. Les chiffres de la première colonne indiquent les articles du code.

3	COUT. D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 7.	25	CONTRAT DE MARIAGE, n. 433.
10	DES PERSONNES, etc., tome 3, page 162.	7. al.	— Voyez le n. 434, pour le cas où le mariage a été célébré par coutumes qui se marient dans les cinquans.
10	COUT. D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 34.	26	SUCCESSIONS, t. 4, p. 385. — Potthier fait courir la mort civile du jour du jugement, mais le code ne la fait courir que du jour de l'exécution.
16	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 165.	28	COUT. D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 32.
16	<i>Idem.</i> t. 5, p. 169, <i>in fine</i> .	29	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 176.
18	DES PERSONNES, etc., p. 170. — Il faut remarquer que le code exige l'autorisation du roi.	29	COUT. D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 32.
20	DES PERSONNES, etc., p. 170.	31	DOUAIRE, n. 248.
22	<i>Idem.</i> t. 5, p. 176.	31	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 177, <i>in principia</i> .
23	<i>Idem.</i> p. 176.	31	COUT. D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 32. — On remarquera ici quelques différences.
23	COUT. D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 30.	32	COUT. D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 32 <i>in fine</i> .
25	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xxi, n. 35, 39.	68	CONTRAT DE MARIAGE, n. 388.
25	DONATIONS TESTAMENT, t. 4, p. 638.		— On remarquera dans Potthier, tant pour les publications de mariage que pour la célébration, toutes les différences qui proviennent de ce que le te-
25	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 9.		

- une des registres de l'état civil a été enlevée une entrée.
- 75 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 374 et suiv. — An moi enré substituer l'officier de l'état civil.
- 102 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction générale aux coutumes, n. 8. — Commentaire, n. 9.
- 103 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction générale aux coutumes, n. 14.
- 106 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction générale aux coutumes, n. 15.
- 107 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction générale aux coutumes, n. 15.
- 108 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 403.
- 108 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction générale aux coutumes, n. 10, 11, 12, 18. — L'application du statut personnel se fera non plus sur les coutumes, puisque le droit est uniforme, mais sur la législation des diverses nations.
- 120 **SUCCESSIONS**, t. 4, p. 450.
- 120 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction en titre xvi, n. 37.
- 129 **SUCCESSIONS**, t. 4, p. 383. *in med.* — Présomption de la vie de l'homme.
- 131 **SUCCESSIONS**, t. 4, p. 450.
- 137 **DE LA PROPRIÉTÉ**. — Voyez, n. 365, de la pétition d'hérédité, n. 366 et suivans, qui peut intenter l'action en pétition d'hérédité.  
— n. 370 et suivans : contre qui peut être intentée la pétition d'hérédité.  
— n. 389 et suivans : quelles sont les choses que le possesseur doit restituer au demandeur qui a obtenu en son action de pétition d'hérédité ?  
— n. 416 et suivans, des prestations personnelles dont est tenu le possesseur sur la demande en pétition d'hérédité.  
— n. 422 et suiv. : de la différence entre le possesseur de bonne foi et le possesseur de mauvaise foi, à l'égard des prestations personnelles.  
— n. 438 et suivans : des prestations auxquelles est tenu le demandeur envers le possesseur qui doit lui rendre les biens de la succession.  
— n. 281 : différence entre l'action en pétition d'hérédité et l'action en revendication.
- 138 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 395. — Quand les possesseurs d'une hérédité sont-ils de bonne foi, et quand sont-ils de mauvaise foi ?  
n. 396, 397. — Voyez n. 406 et suiv. : de la différence entre le possesseur de bonne foi et celui de mauvaise foi, par rapport aux choses qu'ils ont cessé ou manqué de posséder.
- 144 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 94. — L'âge seul est changé.
- 146 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 307. — Dans les numéros suivans, Pothier détaille toutes les conditions qui sont indispensables pour la validité du consentement.  
— Distinction entre l'erreur sur la personne et l'erreur sur la qualité de la personne.
- 147 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 99. — Observations générales et historiques.
- 148 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 321, 322, 326, 329 *in fin.* — Il n'y a que le principe de nécessité du consentement qui soit établi ici ; Pothier offre d'ailleurs des différences notables avec notre code sur toute cette partie. Cependant la présomption de séduction à l'égard des mineurs mariés sans consentement, subsiste encore enjeu d'uni.
- 148 **DES PERSONNES**, etc., t. 5, p. 182. — Différence dans l'âge.
- 151 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 337 et suivans. — La peine d'obédience attachée à l'exécution des formalités n'existe plus.

152	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 182. — Différence dans l'âge.	203	CONTRAT DE MARIAGE, n. 384. — La fin du ce numéro indique un cas dans lequel les père et mère ne pourraient pas forcer leurs enfans à venir prendre chez eux le nourritrice qu'ils leur doivent; cela reçoit son application à notre art. 211.
161	CONTRAT DE MARIAGE, n. 132, 153.	205	CONTRAT DE MARIAGE, n. 390, 393.
162	CONTRAT DE MARIAGE, n. 134, 154.	205	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 183. — Pothier pense que les enfans sont tenus absolument.
163	CONTRAT DE MARIAGE, n. 134.	206	COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 117.
180	<i>Idem.</i> n. 444.	207	CONTRAT DE MARIAGE, n. 585 à 587.
182	<i>Idem.</i> n. 446.	208	<i>Idem.</i> n. 392.
182	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 183.	210	<i>Idem.</i> n. 391.
183	CONTRAT DE MARIAGE, n. 445.	212	<i>Idem.</i> n. 379.
183	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 183.	214	<i>Idem.</i> n. 380. 382.— Voyez, n. 381, l'action qui naît de l'obligation du mari. — N. 382. — Voyez n. 383, l'action qui naît de l'obligation de la femme.
184	CONTRAT DE MARIAGE, n. 444, 451.	214	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 1.
185	1 <sup>o</sup> CONTRAT DE MARIAGE, n. 94.— Changement relativement à l'âge.	214	COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 143. — La femme n'est pas obligée de suivre son mari en pays étranger.
185	2 <sup>o</sup> CONTRAT DE MARIAGE, n. 93.— Le principe seulement est dans Pothier. Le code a basé le délai.	215	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 55, 61, 62, 75.
187	CONTRAT DE MARIAGE, n. 448.	215	COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre X, n. 14.
189	<i>Idem.</i> n. 107.	215	COUTUME D'ORLÉANS, titre X, art. 201.
201	<i>Idem.</i> n. 104, 437, 438.	216	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 83.
201	INTRODUCTION A LA COMMUNAUTÉ, n. 17. COMMUNAUTÉ, n. 20.	216	COUT. D'ORLÉANS, titre X, art. 200.
201	SUCCESSIONS, t. 4, p. 388.— Voyez page 391, si un mariage putatif déclaré nul profite aux enfans légitimés par ce mariage.		
202	CONTRAT DE MARIAGE, n. 439, 440.— Pothier examine la question de savoir, si le mariage contracté de bonne foi peut légitimer les enfans. n. 441.		
202	SUCCESSIONS, tome 4, p. 388, 390.		

217	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 2. — Voyez, n. 3, ce que c'est que l'autorisation du mari dont la femme a besoin, et sur quoi elle est fondée. — n. 7, quand la femme commence à avoir besoin d'autorisation. — n. 16, — n. 33. — La nullité regardée par Pothier comme absolue, n'en est plus que relative dans notre code. — Voyez, n. 71, à quelle époque l'autorisation du mari doit être interposée.	229	CONTRAT DE MARIAGE, n. 525.
		231	<i>Idem.</i> n. 508 à 512.
		234	<i>Idem.</i> n. 518.
		235	<i>Idem.</i> n. 518.
		268	<i>Idem.</i> n. 518.
		272	<i>Idem.</i> n. 520.
		298	<i>Idem.</i> n. 231.
		306	<i>Idem.</i> n. 508, 509, 510, 511 et 512. — Dans les numéros suivans, Pothier présente des cas dans lesquels la séparation d'habitation ne pourrait être prononcée. — 525.
217	DE LA PROPRIÉTÉ, n. 7, élises 5.	307	CONTRAT DE MARIAGE, n. 517, 518.
218	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 57, 59.	311	CONTRAT DE MARIAGE, n. 522.
218	COUT. D'ORLÉANS, titre x, article 201.	331	<i>Idem.</i> n. 410, 11, 12. — Le droit canonique adopté par Pothier ne parle pas de la nécessité de la reconnaissance. — Pothier, n. 422, demande une reconnaissance quelconque. — Voyez n. 418 et suivans, quels mariages pourraient légitimer.
219	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 12.	331	SUCCESSIONS, tom. 4, page 390. — Voyez page 391, quel mariage peut porter le vice d'une conjonction illégitime.
220	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 20, 21, 22.	332	CONTRAT DE MARIAGE, n. 413.
220	COMMUNAUTÉ, n. 255.	333	SUCCESSIONS, p. 392. <i>in fine.</i>
220	COUT. D'ORLÉANS, titre x, article 196.	333	CONTRAT DE MARIAGE, n. 424. elis. 2.
222	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 25, 26, 27. — Notre article paraît plus général que l'opinion de Pothier dans le n. 27.	333	SUCCESSIONS, p. 391.
223	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 67. — Quel est le sens de l'autorisation, Pothier est plus strict que le code.	348	CONTRAT DE MARIAGE, n. 171. — Ce que dit Pothier, d'après le Droit romain, n'est pas applicable sous la législation du code ni l'émancipation ne détruit par l'effet de l'adoption comme à Rome; nous ne voulons qu'indiquer le principe.
223	INTRODUCTION A LA COMMUNAUTÉ, n. 5.		
226	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 43.		
227	CONTRAT DE MARIAGE, n. 448.		
228	<i>Idem.</i> n. 528, 530. — Dans ce n. 530, nous ne prenons que la partie du droit romain conforme à notre droit, et l'exception du délai qui n'est chez nous que de dix mois.		

371	CONTRAT DE MARIAGE, n. 389.	436	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, p. 186.
372	<i>Idem.</i> n. 389.	450	DE LA PROPRIÉTÉ, n. 7, alin. 3, n. 256, 259, 265.
372	DES PERSONNES, etc., t. 5, page 182.	450	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 187.
372	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, in f.	451	<i>Idem</i> p. 189.
373	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 182.	452	DE LA PROPRIÉTÉ n. 222.
380	DES PERSONNES, etc., t. 5, page 181.	452	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 189.
381	DES PERSONNES, etc., t. 5, page 182.	454	<i>Idem.</i> p. 191.
393	DES PERSONNES, etc., p. 194.	456	<i>Idem.</i> p. 190.
405	<i>Idem.</i> p. 185.	456	COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre ix, n. 20. — On remarquera une légère différence avec notre article.
405	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, n. 10, 11.	457	OBLIGATIONS, n. 76.
406	DES PERSONNES, etc., t. 5, page 185.	457	COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre ix, n. 16.
407	DES PERSONNES, etc., t. 5, page 185.	457	COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 6.
409	DES PERSONNES, etc., t. 5, page 185.	457	CONTRAT DE VENTE, n. 14 — On aperçoit facilement la différence de l'ancien droit avec notre code, relativement aux formalités à observer pour l'aliénation des biens des mineurs.
417	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, n. 12.	459	COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre ix, n. 16.
427	DES PERSONNES, etc., t. 5, page 186.	461	SUCCESSIONS, t. 4, p. 471.
428	DES PERSONNES, etc., t. 5, page 186.	468	DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 187.
428	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, n. 14.	469	<i>Idem.</i> p. 192.
429	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, n. 14.	469	COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre ix, n. 17, 18.
431	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, t. 5, p. 186.	471	DES PERSONNES, etc. p. 193.
433	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, t. 5, p. 186.	472	<i>Idem.</i> p. 192.
434	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre ix, t. 5, p. 188.	474	<i>Idem.</i> p. 193.
	TOME VIII.	482	<i>Idem.</i> p. 194. 19

- 484 COUTUME D'ORLÉANS, titre ix, art. 181, 182.
- 503 OBLIGATIONS, n. 51. — Polhier fait ici une distinction fort utile entre l'interdit et le prodigue.
- 509 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 7, alinéa 4. — D'après le code, l'interdit reçoit un tuteur.
- 516 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 201.
- 518 COMMUNAUTÉ, n. 32, 33, 34.
- 518 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 201.
- 518 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 47.
- 519 COMMUNAUTÉ, n. 36, 37. — Ces mots *faisant partie du bâtiment* rendent applicable à notre législation la distinction de Polhier.
- 519 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 202.
- 519 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 47.
- 519 COUTUME D'ORLÉANS, titre xvii, art. 352.
- 520 COMMUNAUTÉ, n. 45.
- 520 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 203.
- 520 COUTUME D'ORLÉANS, titre x, art. 207.
- 520 COUTUME D'ORLÉANS, titre xvii, art. 354.
- 524 COMMUNAUTÉ, n. 36, 40, 41, 43, 44, 63. — Ces mots de notre article, *placés par le propriétaire*, rendent admissible la distinction établie par Polhier.  
— Raïron de considérer comme immeubles les animaux dont il est ici question.
- 524 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 202.
- 524 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 47. — Le numéraire de Polhier présente une différence avec notre article, en ce qu'il renvoie aux hostiaux et arstenaier artoires.
- 524 COUTUME D'ORLÉANS, titre xvii, art. 355.
- 525 COMMUNAUTÉ, n. 48, 49, 54, 55, 56. — Voyez aussi n. 57 et suivantes.
- 525 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 203.
- 525 COUTUME D'ORLÉANS, titre xvii, art. 356.
- 525 COMMUNAUTÉ, n. 67, 69, 73, 74.
- 526 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 204. — Développement sur ce que l'on doit entendre par action mobilière ou immobilière.
- 526 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 49.
- 528 COMMUNAUTÉ, n. 28, 29.
- 528 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 201.
- 528 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 46.
- 529 COMMUNAUTÉ, n. 69, 70, 71, 73, 74, 75, 76.
- 529 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 50.
- 531 COMMUNAUTÉ, n. 36.
- 531 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 202.
- 531 COUTUME D'ORLÉANS, titre xvii, art. 352.
- 537 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 274. — Exception au principe de l'article 537.
- 539 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 22.
- 544 *Idem.* n. 4, 5, 6, 13, 14. — Étendue du droit de propriété. Voyez, u. 8, l'imperfection de ce droit.  
— Commentaire de notre article.

- 544 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 100.
- 545 CONTRAT DE VENTE, n. 512.
- 546 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 150. — Voyez des développemens, n. 151. — N. 260, exception au principe que la volonté est nécessaire pour acquérir la domaine de propriété.
- 546 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 100.
- 547 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 153.
- 548 *Idem.* n. 151. — Application du principe par des exemples.
- 549 DE LA POSSESSION, n. 82. — Voyez n. 83, les droits qui naissent de la possession.
- 549 DE LA PROPRIÉTÉ — Voy., n. 155, exception au principe que la propriété s'acquiert par droit d'accession les fruits qui naissent de la chose.
- 549 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 334, 340, 341. — Chose à l'égard desquelles il y a lien à la restitution des fruits. — Voyez n. 935 et 936, quelle est l'obligation du possesseur de mauvaise foi. — N. 337, différence entre le possesseur de bonne foi et le possesseur de mauvaise foi, relativement aux fruits perçus. — N. 338, 339, commentaires de l'article 549 d'après le droit romain. — Le code semble différer du droit romain, relativement à la restitution des fruits que doit faire le possesseur de bonne foi.
- 549 COUTUME D'ORLÉANS, introduction générale aux coutumes, n. 107.
- 553 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 177, *in princ.*
- 554 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 170, *in mid.* n. 178 *in f.*
- 555 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 170, 171, 346, 347.
- 556 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 157.
- 559 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 153.
- 560 *Idem.* n. 162. — Différence entre le droit romain et le droit français.
- 561 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 164.
- 562 *Idem.* n. 163. — Opinions des jurisconsultes romains.
- 564 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 166. — Explication de ce genre d'accession. — n. 167, 168, 278.
- 566 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 169.
- 567 *Idem.* n. 170, 184.
- 568 *Idem.* n. 177, *chap. 2.*
- 569 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 174, 3<sup>me</sup> règle.
- 570 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 181. — Voyez, aux numéros suivans, les diverses opinions qui partageaient, à Rome, les deux écoles de jurisconsultes; et l'opinion adoptée par Justinien. On remarquera que le code civil a donné plus d'étendue au principe de Justinien, qui avait mis fin aux disputes.
- 573 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 176, 4<sup>me</sup> règle, n. 190, 191. — Distinction entre le cas où le mélange s'est fait fortuitement, et celui où il s'est fait du consentement du propriétaire.
- 574 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 192.
- 576 DOUAIRE, n. 215. — Ce numéro se rapporte principalement à ces mots de notre article, à la charge d'en consacrer la subsistance; Pothier développe l'étendue de cette obligation, n. 216, 217 et suiv.

- 579 **CONTRAT DE VENTE**, n. 548.
- 582 **DOUAIRE**, n. 194. — Pothier, on traitait de l'usufruit douairier, traite aussi de l'usufruit proprement dit.
- 582 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 153. — Exemption au principe, que le propriétaire acquiert par droit d'accession les fruits qui naissent de sa chose.
- 583 **COMMUNAUTÉ**, n. 205.
- 583 **DOUAIRE**, n. 196, 199.
- 584 **COMMUNAUTÉ**, n. 205, 206, 207, 221.
- 584 **DOUAIRE**, n. 204.
- 585 **COMMUNAUTÉ**, n. 206 et suivants.
- 586 *Idem.* n. 219. — Notre code a fait disparaître la différence établie par Pothier, entre les lieux à ferme et les lieux à loyer.
- 586 **DOUAIRE**, n. 206. — Le code n'admet point la distinction émise par Pothier au n. 205, relativement aux loyers des fermes.
- 590 **DOUAIRE**, n. 198. — Bénéfice des testis et des futurs.
- 592 **DOUAIRE**, n. 198. — Le code ne reproduit pas ce que dit Pothier sur la faculté qu'a l'usufruitier d'arracher les arbres de haute futaie abattus par le vent.
- 593 **DOUAIRE**, n. 198.
- 594 *Idem.* n. 212, *in med.* — Notre code va plus loin que la loi romaine citée par Pothier; il ne distingue pas entre le cas où une quantité d'arbres est arrachée, et celui où il n'y en a qu'un seul. L'équité est conforme à la décision de la loi romaine.
- 595 **CONTRAT DE VENTE**, n. 549, 550.
- 595 **CONTRAT DE LOUAGE**, n. 43.
- 595 **DOUAIRE**, n. 195. — Le droit est ici pour l'exercice du droit, car ce droit ne peut se céder.
- 598 **DOUAIRE**, n. 197.
- 599 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 12.
- 601 **DOUAIRE**, n. 212, 222. — Pothier cite ici la loi, § 3, ff. *usufruct. quomodo, con.*, dans laquelle on devoit ce que c'est que jouir en bon père de famille. V. développement, n. 213, 214.
- 605 **DOUAIRE**, n. 238. — Dans ce numéro Pothier résume le qu'il faut de savoir : si l'usufruitier pourroit se décharger de l'obligation d'entretenir les biens qu'il a en usufruit, en offrant l'abandon de l'usufruit ?  
— Voyez n. 240, si l'usufruitier est tenu des réparations nécessaires, lors de l'usufruit, ou s'il peut obliger l'héritier à les faire ?  
— N. 247, si le propriétaire peut être forcé de faire les grosses réparations ?  
— N. 241 et suivants, quelles sont les obligations du propriétaire.
- 606 **COMMUNAUTÉ**, n. 172.
- 608 **DOUAIRE**, n. 232. — Il est inutile d'entrer dans les détails que Pothier présente sur les contributions qui tenoient au régime féodal.
- 617 **DOUAIRE**, n. 248, 250. — L'usufruit se perd aussi par le mauvais usage.  
N. 251, 252. — Pothier indique ce qui constitue le non-usage. Voyez ce qui est dit sur plusieurs questions.  
N. 255 — Extinction par la consolidation. Pourquoi ? Qu'est-ce que l'acquisition produisant consolidation est par la suite déclarée nulle ?  
N. 256. — Extinction du la chose. Qu'est-ce que la chose n'a fait que changer de forme ?
- 618 **DOUAIRE**, n. 214.
- 634 **DOUAIRE**, appendice, n. 18.



- 637 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xii, n. 2. — Les numéros an-  
nuaire développent la définition du code.
- 640 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 236,  
237.
- 646 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 231.  
— Polhier donne de longs développe-  
ments sur les obligations du voisinage,  
n. 32 et suiv.
- 653 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
231.
- 654 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 205.
- 654 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
241.
- 654 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 220,  
232.
- 655 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
234.
- 656 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 221.
- 657 *Idem.* n. 207.
- 657 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
232.
- 658 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 212,  
213.
- 659 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 212,  
215.
- 660 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 247.
- 661 *Idem.* n. 247,  
250.
- 661 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi,  
art. 235, 237.
- 663 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
236.
- 667 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 234.
- 668 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
252.
- 669 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 226.
- 671 *Idem.* n. 242.  
— La distance est différente.
- 672 CONTRAT DE SOCIÉTÉ, n. 243.
- 674 *Idem.* n. 221.
- 674 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
243.
- 675 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
231.
- 676 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
229 — Voyez, article 239 de la con-  
sensus, ce que c'est que Verre docteur.
- 682 CONTRAT DE VENTE, n. 515.
- 686 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xii, n. 5.
- 690 COUT. D'ORLÉANS, n. 10. — Énumé-  
ration des titres qui peuvent servir  
de base à la prescription.
- 692 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
228.
- 693 COUT. D'ORLÉANS, titre xxi, art.  
228. — Ce serait une question aujour-  
d'hui, si la preuve exigée par le code  
doit être par écrit comme sous le cou-  
lume d'Orléans.
- 701 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 12, alia. 2.  
— Application du principe par des  
exemples.
- 701 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xii, n. 7.
- 703 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xii, n. 13.
- 704 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xii, n. 13.
- 708 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xii, n. 14. — Si l'on y a conclu-  
sion que pour une partie, la servitude  
continue de frapper ce qui n'est pas  
enfoué.

- V. n. 15 et 16, *artianben de la servitude par la résiliation du droit du constituant*, 2<sup>e</sup> par la remise du propriétaire dominant.
- 706 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xii, n. 17.
- 706 COUT. D'ORLÉANS, titre xii, art. 226.
- 707 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xii, n. 18, 19, 20 — Développement de la différence indiquée par le code entre les servitudes continues et discontinues. — Indication des faits contraires à la servitude et qui en déterminent la prescription.
- 710 COUT. D'ORLÉANS, titre xii, art. 226.
- 712 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 253, 276.
- 716 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 64, 65. — *Expiration des mots, par la pur effet du hasard.*  
N. 66. — *Exception des mots, aux laquelle personne ne peut justifier sa propriété.*
- 717 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 67.
- 718 SUCCESSIONS, t. 4, p. 449. — Voy. p. 450, quand est présumée morte la succession d'un absent dont on n'a point de nouvelles.
- 718 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 36. — *Car que l'absence du de la mort civile et de la profession religieuse, ne peut servir d'application des autres droit.*
- 720 SUCCESSIONS, p. 450, p. 424.
- 720 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xii.
- 723 SUCCESSIONS, t. 4, p. 387. — Voyez page 388, quelles conjonctions sont indiquées.
- 724 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 248. — *Règle du droit français, le mort valent le vif.*  
N. 261. — *Exception au principe, que le volonte il est nécessaire pour acquérir le domaine de la propriété.* — n. 332 *in f.*
- 724 DE LA POSSESSION, n. 67.
- 724 SUCCESSIONS, t. 4, p. 451 *in fine*, t. 4, p. 452, 453. — *Comment on acquiert la succession; et de la règle le mort valent le vif. Ce que dit l'absence des légataires universels ne peut plus s'appliquer aux autres.*  
— *Effet de la saisine.*
- 724 COUT. D'ORLÉANS, titre xvi, article 301.
- 724 SUCCESSIONS, t. 4, p. 381, 382, 384, 385.
- 725 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 6, 8. — Voyez n. 7, par qui doit être faite la preuve de l'existence à l'époque de l'ouverture de la succession.
- 726 SUCCESSIONS, t. 4, p. 379. — Voy. la loi du 24 juillet 1819, qui abroge les articles 726 et 912 du code civil.
- 727 SUCCESSIONS, p. 395.
- 727 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 14, 2<sup>e</sup>.
- 731 SUCCESSIONS, p. 401.
- 731 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 15.
- 735 CONTRAT DE MARIAGE, n. 123.
- 735 SUCCESSIONS, t. 4, p. 386. — V. *ibid.*, ce qui est que la parenté.
- 736 CONTRAT DE MARIAGE, n. 122.
- 736 SUCCESSIONS, p. 386.
- 737 CONTRAT DE MARIAGE, n. 121.

- 737 SUCCESSIONS, t. 4, p. 386.
- 738 CONTRAT DE MARIAGE, u. 125.
- 738 SUCCESSIONS, p. 387.
- 739 SUCCESSIONS, t. 4, p. 401, 403 *in f.*
- 739 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, n. 17.
- 740 SUCCESSIONS, t. 4, p. 402.
- 740 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, n. 16.
- 740 COUT. D'ORLÉANS, titre XVII, article 304.
- 743 SUCCESSIONS, t. 4, p. 404.
- 744 *Idem.* p. 402.
- 744 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, u. 18.
- 745 SUCCESSIONS, t. 4, p. 401.
- 747 *Idem.* p. 431. — V. p. 431, quelles personnes sont préférées à l'ascendant donateur ;  
— Page 431, à quelles personnes l'ascendant donateur est préféré ;  
— Page 432, à quel titre l'ascendant donateur succède aux choses par lui données.
- 747 COUT. D'ORLÉANS, titre XVII, article 315.
- 752 SUCCESSIONS, t. 4, p. 439. — Co que c'est que le double lien.
- 756 SUCCESSIONS, p. 518. — Pourquoi ces seuls de successions sont-elles appelées régulières ?
- 763 DONATIONS TESTAMENT., t. 4, p. 543.
- 765 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, n. 3.
- 767 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, n. 35.
- 768 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 447. — L'état n'étant pas héritier, n'a pas l'union au pétition d'hérédité contre celui qui s'en est mis en possession des biens composant la succession, mais il a une union *in rem*.
- 769 SUCCESSIONS. — Voyez page 518, quelles sont les autres obligations du conjoint ou de l'état.
- 774 SUCCESSIONS, t. 4, p. 453. — Voy. p. 456, par qui une succession peut être acceptée.
- 774 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, u. 44 — Page 457, quand une succession peut être acceptée.
- 775 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 248. — N'est héritier qui ne l'est.
- 775 SUCCESSIONS, t. 4, p. 452.
- 775 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, n. 39.
- 775 COUT. D'ORLÉANS, titre XVII, article 335.
- 776 SUCCESSIONS, p. 456.
- 776 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, n. 40.
- 777 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 248 *in mod.*
- 777 SUCCESSIONS, t. 4, p. 458.
- 778 *Idem.* p. 454. — Deux manières d'accepter *sunt ex hoc, aut facto*.
- 778 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVII, n. 44.
- 778 COUT. D'ORLÉANS, titre XVII, article 336.
- 779 SUCCESSIONS, p. 454, 455. — Quand l'héritier fait-il usage d'hérédité ?

- 780 SUCCESSIONS, p. 455, 456. — Nous n'indiquons la concordance que pour la cession.
- 781 SUCCESSIONS, p. 453, 457, 471.
- 781 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvii.
- 784 SUCCESSIONS, p. 472.
- 784 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvii, n. 65. — Voyez, n. 63, 64, qui peut répudier une succession.
- 785 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 248, *in f.* n. 261, alinéa 2.
- 788 SUCCESSIONS, t. 4, p. 452, 472.
- 786 CONTRAT DE VENTE. — Voyez, n. 546, la question de savoir si, depuis la cession qu'un héritier peut faire à quelqu'un de ses droits successifs, son cohéritier renonce à la succession, la part de ce renonçant accroît pour le profit comme pour les charges au néant ou au cautionnaire.
- 786 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 248 *in f.*
- 788 SUCCESSIONS, t. 4, p. 452, 453, 472.
- 786 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 67.
- 786 COUT. D'ORLÉANS, titre xvii, art. 359.
- 788 SUCCESSIONS, p. 456, 459.
- 788 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, p. 472.
- 791 SUCCESSIONS, p. 472. — Le code est contraire à Pothier relativement à la renonciation faite par contrat de mariage.
- 794 SUCCESSIONS, t. 4, p. 460 *in f.*
- 794 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 48.
- 795 SUCCESSIONS, p. 473.
- 795 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 68.
- 795 COUT. D'ORLÉANS, titre xvii, art. 357.
- 797 SUCCESSIONS, p. 473.
- 798 *Idem.* p. 473.
- 798 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 70.
- 799 SUCCESSIONS, p. 473.
- 800 *Idem.* p. 474. — Le jugement rendu contre l'héritier n'a d'effet qu'à l'égard du créancier qui l'a obtenu.
- 800 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 46.
- 802 OBLIGATIONS, n. 542, *in f.*
- 802 SUCCESSIONS, t. 4, p. 459, p. 464. — De la nature de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire.
- 802 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 49, 52.
- 802 SUCCESSIONS, p. 461, 462.
- 803 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 49, 54.
- 804 SUCCESSIONS, p. 461.
- 804 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 54.
- 805 SUCCESSIONS, p. 461.
- 805 COUT. D'ORLÉANS, titre xvii, art. 342.
- 806 SUCCESSIONS, p. 462 *in princ.*
- 806 COUT. D'ORLÉANS, titre xvii, art. 343.
- 807 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 48 *in f.*

- 808 SUCCESSIONS, t. 4, p. 462 *in f.*
- 808 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 50 *in f.*
- 809 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 51.
- 810 SUCCESSIONS, t. 4, p. 508.
- 815 *Idem.* p. 474.
- 815 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 71. — On ne pourrait, sous le  
code, suspendre jusqu'à la majorité,  
s'il devait s'écouler plus de cinq an-  
nées.
- 816 SUCCESSIONS, p. 475.
- 816 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 72.
- 818 SUCCESSIONS, p. 486, 471, 495.
- 819 *Idem.*
- 824 SUCCESSIONS, p. 496.
- 824 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 75.
- 826 SUCCESSIONS, p. 495.
- 828 *Idem.* p. 476. — Voyez, p.  
477, des détails sur les connoissemens  
à faire par chacun des héritiers.
- 828 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 74.
- 829 SUCCESSIONS, p. 476.
- 829 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 76.
- 830 SUCCESSIONS, p. 491.
- 830 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 94.
- 832 SUCCESSIONS, p. 496.

TOME VIII.

- 833 SUCCESSIONS, p. 497. — Des diffé-  
rentes espèces de retour de partage.  
Observez, quant à la nature de la reule,  
un changement apporté par l'art. 530  
du code civil.
- 833 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 97.
- 839 SUCCESSIONS, p. 496.
- 841 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 2 et suiv. — L'ancien intro-  
duite par l'art. 841, se rapproche un  
peu du retrait lignager; on pourra con-  
sulter ces numéros de Pothier pour  
saïr les points de doctrine qui s'ap-  
pliquent à l'art. 841.
- 843 SUCCESSIONS, p. 459, 477, 478,  
479, 480. — Pothier examine ici trois  
questions :  
— 1<sup>re</sup> Si un père étant colégataire,  
avec un de ses enfans, d'un héritage  
qui leur a été légué, répudie son legs  
pour faire plaisir à son fils, le fils sera-  
t-il tenu de rapporter la portion répudi-  
ée par son père ?  
— 2<sup>e</sup> Une mère, pour favoriser les  
enfans de son premier mari, renonce à  
la communauté conjugale d'avec son premier  
mari ; les enfans du second lit pour-  
ront-ils demander aux enfans du pre-  
mier, le rapport de l'avantage que cette  
renonciation de leur mère leur a pro-  
curé ?  
P. 481. — 3<sup>e</sup> Est-ce un avantage sujet  
à rapport, lorsque la mère qui avait  
droit de demander à ses enfans du pre-  
mier lit, la reprise de son apport en la  
communauté de leur père, en renon-  
çant à cette reprise, accepte cette com-  
munauté quoique mauvaise, pour les  
favoriser et les débarrasser de la resti-  
tution de cet apport ?
- 843 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre  
xvii, n. 56, 76, 77.
- 845 SUCCESSIONS. — Voyez, page 465, si  
l'héritier bénéficiaire qui s'est abandonné  
tous les biens de la succession aux  
créanciers et aux légataires, demeure

- sojet, envers ses cohéritiers, au rapport de ce qui lui a été donné par le défunt?
- 848 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 76.
- 848 SUCCESSIONS, p. 404, 485.
- 848 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 83.
- 850 SUCCESSIONS, p. 496. — Voyez, même page, à la succession de qui doit se faire le rapport d'une dete constituée conjointement par le mari et la femme.
- 850 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 84.
- 851 *Idem.* n. 85.
- 852 SUCCESSIONS, p. 482.
- 853 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 77.
- 854 SUCCESSIONS, p. 480, 488, 490.
- 855 *Idem.* — L'héritier est-il tenu de rapporter le prix de l'héritage qui a péri entre les mains d'un tiers acquéreur?
- 856 *Idem.* p. 482.
- 857 *Idem.* p. 463, 487, 517. — Voyez, page 487, si les créanciers de l'héritier qui a succédé en fraude de leurs droits peuvent demander le rapport.
- 857 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 88.
- 858 *Idem.* n. 94.
- 859 SUCCESSIONS, p. 487, 491.
- 859 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 91.
- 859 COUT. D'ORLÉANS, titre xvii, art. 306.
- 860 SUCCESSIONS, p. 488, 489.
- 860 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 92, 95 *su f.* — Remarque un changement apporté par notre art. 860 relativement à la valeur de l'immeuble qui doit être rapporté.
- 860 COUT. D'ORLÉANS, titre xvii, art. 306.
- 861 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 91, 92.
- 861 COUT. D'ORLÉANS, titre xvii, art. 306.
- 862 SUCCESSIONS, p. 488.
- 863 *Idem.* p. 488, 489.
- 863 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 91.
- 864 SUCCESSIONS, p. 489.
- 865 *Idem.* p. 491.
- 865 COUT. D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 95.
- 868 *Idem.* n. 90.
- 870 SUCCESSIONS, p. 503, 508 *in princ.*, 510, 511. — Pour quelle portion les héritiers ont-ils tenu des dettes?  
— Voyez un changement apporté par l'art. 1009 du code civil relativement aux légataires universels.
- 870 COUTUME D'ORLÉANS, introd. au titre xvii, n. 108. — V. n. 109, les conséquences du principe que l'héritier continue la personne du défunt.  
— N. 126, d'autres charges des successions.
- 870 COUTUME D'ORLÉANS, tit. xvii, art. 360. — Retenues ce qui regarde la distinction des biens et le droit d'émousser.
- 871 SUCCESSIONS, p. 503, 509, 513.

- 871 COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre *xxx*, n. 113. — C'est une question chez nous, si le légataire universel est tenu des dettes ultérieures.
- 873 HYPOTHÈQUE, t. 5, p. 433.
- 873 SUCCESSIONS, t. 4, p. 511, 515. — Voyez page 514 *in fine*, des actions des créanciers et légataires contre les héritiers et autres successeurs universels.
- 873 COUTUME D'ORLÉANS, introduction en titre *xvii*, n. 125.
- 873 COUTUME D'ORLÉANS, introduction en titre *xx*, n. 28 *in fine*, n. 52.
- 878 SUCCESSIONS, t. 4, pag. 516. — Source et motif de l'article 878 du code civil.
- 878 COUTUME D'ORLÉANS, introduction au titre *xvii*, n. 127.
- 879 SUCCESSIONS, p. 517.
- 881 *Idem*, p. 517. — Motifs de l'article fondé sur le texte d'Ulpian. — Voyez même page *in fine*, un cas où les arconsiers de l'héritier seraient admis à demander la répartition des patrimonies.
- 881 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre *xvii*, n. 130.
- 883 CONT. DE VENTE, n. 631.
- 883 SUCCESSIONS, t. 4, p. 497.
- 883 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre *xxv*, n. 96.
- 884 CONT. DE VENTE, n. 733. — Il faut maintenir l'opinion de Domolin rapportée par Pothier, sur la différence qui existe entre la garantie résultant du contrat de vente et celle du partage.
- 884 SUCCESSIONS, p. 498, 499, 500.
- 884 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre *xxv*, n. 98, 99, 100, 101.
- 885 OBLIGATIONS, n. 35.
- 885 CONT. DE VENTE, n. 635.
- 884 SUCCESSIONS, p. 501. — Remarque sur une différence apportée par notre code relativement à la durée de la garantie d'une rente.
- 885 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre *xvii*, n. 98, 105.
- 887 CONT. DE VENTE, n. 636.
- 885 SUCCESSIONS, p. 502.
- 887 *Idem*, *Id.*
- 893 DONATIONS ENTRE-VIFS, page 1.
- 894 DONATIONS ENTRE-VIFS, p. 1. — Voyez, pages 2 et suivantes, des développements sur l'irrévocabilité des donations entre-vifs.
- 894 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre *xx*, n. 1, 65, 99. — Voyez, n. 3, la note au contrat.
- 895 DONAT. TESTAMENTAIRES. — Voyez, page 530, les différents vices qui peuvent se rencontrer dans la disposition testamentaire et les annuler. — Page 534, les légités faits par un motif contraire aux bonnes mœurs.
- 895 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre *xxv*, n. 1. — Voyez, n. 150 et suivantes, des règles générales sur l'interprétation des legs.
- 900 OBLIGATIONS, n. 284 *in medio*.
- 900 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre *xvi*, n. 32, 64. — Exemples de conditions impossibles en contractes aux mineurs. Voyez, n. 62 et suivantes, ce qu'on doit considérer comme condition dans un testament. — N. 69 et suivantes, quand et comment une condition doit être accomplie pour donner ouverture aux legs.

- 901 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, p. 537, 540.
- 901 DONATIONS ENTRE-VIFS, t. 5, page 2.
- 901 COUT. D'ORLÉANS, titre xv, article 275.
- 901 COUT. D'ORLÉANS, titre xvi, article 292.
- 902 DONAT. TESTAMENTAIRES. — Voyez, page 538 *in f.*, en quel temps la capacité de testeur est nécessaire.
- 902 DONAT. ENTRE-VIFS, t. 5, p. 5. — Il ne faut pas appliquer ce que dit Pothier sur les mineurs et les interdits.
- 902 COUT. D'ORLÉANS, titre xv, article 275.
- 903 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 3.
- 904 DONAT. ENTRE-VIFS, t. 5, p. 2.
- 905 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, page 537.
- 906 DONAT. ENTRE-VIFS, t. 5, p. 11.
- 906 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 8, 9. — A qui peut-on donner entre-vifs ?
- 907 DONAT. ENTRE-VIFS, t. 5, p. 8 *in f.*, p. 9, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>.
- 907 COUT. D'ORLÉANS, titre xvi, article 296.
- 909 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, page 543.
- 909 DONAT. ENTRE-VIFS, t. 5, p. 11. — Notre code n'a rien pas l'incompatibilité aux avoués ni aux avocats.
- 911 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, page 541.
- 911 DONAT. ENTRE-VIFS, t. 5, p. 9, 11.
- 911 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 44.
- 913 CONT. DE MARIAGE, n. 366.
- 913 DONAT. TESTAMENTAIRES. — Voyez, pages 122 et suivantes, quelques notions sur la réserve coutumière.
- 913 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv. — Voyez, n. 78 et suivantes, comment se fait la supputation de la réserve.  
— N. 84, si l'enfant légitime profite des augmentations au nombre des donations survenant aux choses qui composent la masse.  
N. 90 et suivantes, quelle action ont les légitimaires.
- 913 COUT. D'ORLÉANS, titre xv, article 272.
- 920 DONAT. ENTRE-VIFS, t. 5, p. 44. — Voyez, pages suivantes, des détails sur les donations soumises au retour-achement et sur la supputation de la légitime.
- 920 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 71. — Voyez, n. 72 et suivantes, quelles sont les donations sujettes à réduction ?  
N. 78, comment se fait la supputation de la légitime.
- 920 COUT. D'ORLÉANS, titre xv, article 277.
- 922 DONAT. ENTRE-VIFS, t. 5, p. 46.
- 923 *Idem*, t. 5, p. 47.
- 923 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 81. — Les ascendants survivants diffèrent de notre article 926 qui réduit en même temps et en une le franc les legs universels et à titre particulier.
- 924 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 81 *in f.*



- 928 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 92 *in f.* — On remarque que notre article exige que la demande soit intentée dans l'année, pour que le donateur soit tenu à la restitution des fruits à compter du décès.
- 929 **DONAT. ENTRE-VIFS**, t. 5, p. 48
- 930 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 281. — Action en revendication qui naît du domaine de propriété vaine, nuspropriété, tous les principes de la revendication.
- 930 **DONAT. ENTRE-VIFS**, t. 5, p. 48.
- 930 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 91.
- 931 **DONAT. ENTRE-VIFS**, t. 5, p. 28.
- 931 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 28.
- 932 **DONAT. ENTRE-VIFS**, p. 12, 13, 14.
- 932 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 30. — Commentaire sur ce mot *accepté en termes exprès*.
- 932 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 40, 41. — Après avoir établi la nécessité du concours de volonté, Pothier examine des cas où ce concours ne peut avoir lieu, et détermine les conséquences de son concours.
- 932 **COUT. D'ORLÉANS**, titre cv, article 270.
- 933 **DONAT. ENTRE-VIFS**, p. 14, 15.
- 933 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 32.
- 935 **DONAT. ENTRE-VIFS**, p. 15.
- 935 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 33. — Voyez art. 463 du Code civil.  
— Pothier, n. 31, examine si un mineur pourrait accepter valablement de lui-même; le code semble admettre la négative.
- 935 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 34. — Commentaire sur l'ordonnance de 1731, qui avait la même disposition que notre code.
- 937 **DONAT. ENTRE-VIFS**, t. 5, p. 15
- 937 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 36, 37, 39.
- 938 **DONAT. ENTRE-VIFS**, page 29. — Voyez, pages suivantes, l'effet de la donation à l'égard du donateur et du donataire.
- 939 **DONAT. ENTRE-VIFS**. — Voyez pages 20 et suivantes, les formalités de l'acceptation que la transcription n'emplace; on y trouve plusieurs points de ressemblance.
- 943 **DONAT. ENTRE-VIFS**, p. 14.
- 943 *Idem.* p. 18.
- 943 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 19, 20.
- 944 **DONAT. ENTRE-VIFS**, p. 18.
- 944 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 18. — Développement sur le principe de l'irrevocabilité.
- 945 **SUCCESSIONS**, t. 4, p. 503.
- 945 **DONAT. ENTRE-VIFS**, t. 5, p. 18.
- 945 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 18.
- 946 **DONAT. ENTRE-VIFS**, p. 19.
- 948 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre cv, n. 28 *in f.*
- 951 **DONAT. ENTRE-VIFS**, p. 43.
- 952 *Idem.* p. 43
- 953 *Idem.* p. 38.

- 953 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 100.
- 955 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 30. — Développement sur ce que l'on doit entendre par *délits, sévices et injures graves*.  
— Voyez, page 40, par qui et envers qui il faut que l'offense ait été commise pour donner lieu à la révocation.
- 955 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 112.
- 957 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 43.
- 957 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 118.
- 958 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 41, 42.
- 958 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 115, 116, 117.
- 960 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 31, 32, 33, 34, 35.
- 960 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 101, 102, 103, 104, 106, 107.
- 961 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 35.
- 961 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 102.
- 962 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 36, 37, 38.
- 962 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 108.
- 963 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 37.
- 963 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 109. — Voyez le n. 110 sur la restitution des fruits.
- 964 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 38.
- 964 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 107.
- 965 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 34.
- 965 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 105.
- 966 DONAT. ENTRE-VIFS, p. 37, 38.
- 966 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 111.
- 966 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, page 519.
- 969 DONAT. TESTAMENT, p. 520.
- 970 *Idem.* p. 520, 521. — Explication de ces mots en *antier*. Commentaire sur la signature et la date.
- 970 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 8. — Explication de ces mots en *antier*. Commentaire sur la signature et la date.
- 971 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, p. 522. — Le nombre des témoins est changé par le code.
- 971 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xv, n. 12.
- 971 COUT. D'ORLÉANS, titre xvi, article 289.
- 972 DONAT. TESTAMENT, p. 522.
- 972 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 14 *in med. et in f.*
- 972 COUT. D'ORLÉANS, titre xvi, article 289.
- 973 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 14 *in med. et in f.*
- 974 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 14 *in med.*
- 976 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, page 526.
- 975 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 14, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup>.

- 978 DONAT. TESTAMENT, p. 526.
- 977 *Idem.* p. 526.
- 979 *Idem.* p. 526.
- 980 *Idem.* p. 525.
- 980 DES PERSONNES, etc., t. 5, p. 165.
- 980 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVI, n. 14.
- 980 COUT. D'ORLÉANS, titre XVI, article 289.
- 981 DONAT. TESTAMENT, t. 4, p. 527.
- 983 *Idem.* t. 4, p. 527.
- 984 *Idem.* t. 4, p. 527.
- 985 *Idem.* t. 4, p. 527.
- 987 *Idem.* t. 4, p. 527.
- 1002 *Idem.* t. 4, p. 529, 544. — Voyez pages 582 et suivantes des règles générales sur l'interprétation des legs.  
— P. 558. De quelle époque les legs ont-ils leur effet?
- 1002 COUT. D'ORLÉANS, titre XVI, article 287. — Dans notre droit il n'est pas défendu de se servir de la formule : *j'institue tel mon héritier*, mais cette institution n'est pas essentielle comme elle l'était à Rome.
- 1003 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVI. — Voyez, n. 101, ce qui doit être compris dans la délivrance d'un legs universel.
- 1004 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVI, n. 76. — On remarquera une différence avec notre droit : 1° en ce qui concerne les fruits ; 2° en ce qui concerne la saisie, qui dans le cas d'un legs universel n'est accordée qu'aux héritiers à réserve (art. 1006 du Code civil.)
- 1005 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 249.
- 1006 *Idem.* n. 262. — Exception en principe que le soluté est nécessaire pour acquérir le domaine de propriété.
- 1009 SUCCESSIONS, t. 4, p. 513.
- 1009 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, page 529.
- 1009 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVI, n. 120.
- 1011 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVI, n. 75.
- 1012 SUCCESSIONS, t. 4, p. 513.
- 1013 *Idem.* t. 4, p. 513.
- 1014 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 250.
- 1014 DONAT. TESTAMENT, p. 559. — Voyez page 565, quand la chose léguée doit être déclarée ; et *ibid.*, où doit se faire la délivrance.
- 1014 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVI, n. 60, 75.
- 1015 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVI, n. 96, alinéa 2.
- 1017 DONAT. TESTAMENTAIRES, t. 4, page 560, 561. — Voyez page 560 et suivantes les actions accordées aux légataires pour la prestation des legs. Voyez aussi page 567.
- 1017 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre XVI, n. 76. — Développement sur l'action personnelle au testament. — Voyez, n. 77, et saisies contre lesquelles est donnée.  
— N. 81 et suivantes, quand les legs doivent être acquittés.
- 1018 DONAT. TESTAMENT, p. 564, 565.

- 1018 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 93, 94. — N. 95, on considère comme accessoires, les fruits du jour de la demande
- 1019 DONAT. TESTAMENT., p. 564. — D'après le Code il y aurait une distinction à faire entre les augmentations qui auraient lieu par union réelle, et celles qui auraient lieu par union de simple distinction. Ces dernières, pour appartenir au légataire, doivent être comprises nécessairement dans le deuxième alinéa de notre article.
- 1019 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 93.
- 1020 DONAT. TESTAMENTAIRES, l. 4, page 563.
- 1022 DONAT. TESTAMENT., p. 564. — Voyez, même page, quelles obligations contracte l'héritier qui acquitte les legs d'une chose indéterminée.
- 1022 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 92.
- 1024 SUCCESSIONS, l. 4, p. 569.
- 1024 DONAT. TESTAMENT., p. 529.
- 1024 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvii, n. 114.
- 1025 DONAT. TESTAMENTAIRES, l. 4, p. 553.
- 1025 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 125. — Si le testateur ne nomme pas d'exécuteur testamentaire, les héritiers sont les exécuteurs naturels, et alors pour connaître les charges qui sont imposées à ce titre, voyez, n. 121 et suivans.
- 1025 DONAT. TESTAMENT., p. 554. — Sous l'empire du code, le saisié n'a pas lieu de plein droit, c'est la volonté du testateur qui le donne.  
— Voyez, page 557, le duren de le saisir, et l'interprétation de ces mots, à compter du décès.
- 1026 COUT. D'ORLÉANS, titre xvi, art. 290. — Deux différends avec le droit nouveau; 1<sup>o</sup> le saisié n'est pas légal mais dépend de la volonté exprimée du testateur; 2<sup>o</sup> elle ne porte que sur tout ou partie des meubles seulement.
- 1027 DONAT. TESTAMENT., p. 554 et 555.
- 1027 COUT. D'ORLÉANS, titre xvi, article 290 — Note (3).
- 1028 DONAT. TESTAMENT., p. 553.
- 1028 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 125.
- 1029 DONAT. TESTAMENT., p. 553.
- 1029 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 125.
- 1031 DONAT. TESTAMENT., page 555, 556, 557.
- 1031 COUT. D'ORLÉANS, titre xvi, article 291. — Voyez note (3).
- 1035 DONAT. TESTAMENT., p. 568, 569. — Voyez, même page, enment doit être conçue la révocation pour qu'elle ait l'effet qu'on veut lui donner.
- 1035 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xvi, n. 125. — Nous ne pensons pas que sous le code un testament nul en la forme puisse révoquer un testament antérieur, le texte de notre article nous semble repousser l'opinion de Pothier.  
— Voyez, n<sup>o</sup> 141 et suivans, qui préfèrent de la chose léguée en cas de révocation.
- 1038 DONAT. TESTAMENT., page 568, 569, 570. — Ce que dit Pothier de la servance d'un posthume ne s'applique pas dans notre droit.

- 1037 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 127, 2<sup>e</sup>.
- 1037 **DONAT. TESTAMENT.**, p. 569. — (Voyez ci-dessus l'observation à l'article 1035. — N<sup>o</sup> 126 de la Coutume d'Orléans.)
- 1037 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 117, 2<sup>e</sup>.
- 1038 **DONAT. TESTAMENT.**, page 570. — Le code est contraire à Pothier sur la vente avec faculté de rachat.
- 1038 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 128. — Les circonstances que Pothier indique comme devant faire cesser la présomption de révocation, n'auraient plus aujourd'hui cet effet; voyez les articles 1038 et 1020 du code civil.
- 1039 **DONAT. TESTAMENTAIRES**, t. 5, p. 572.
- 1039 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 133.
- 1040 **DES OBLIGATIONS**, n. 215, 220.
- 1040 **DONAT. TESTAMENT.**, p. 572. — Pothier applique parqu'il l'effet des conditions, dans les dispositions testamentaires, est différent de l'effet des conditions dans les dispositions entre-vifs.
- 1040 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi. — Voyez, n. 209 et suivans, des règles d'interprétation sur les conditions apposées aux legs.
- 1041 **DONAT. TESTAMENTAIRES**, t. 4, p. 555.
- 1042 **DONAT. TESTAMENT.**, p. 574, 575, 576. — Voyez, même page *in fine*, quand une chose est omise périe.
- 1043 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 136. — Voyez, n. 137, l'interprétation de ces mots de notre article, *si la chose léguée est totalement périe*.  
Tome VIII.
- 1043 **DONAT. TESTAMENT**, p. 573. — Qui profitera dans ce cas de la chose léguée? Voyez développemens à cet égard, p. 577 et suiv.  
— Développemens sur la répudiation des legs.
- 1044 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 133 à 135. — Voyez, n. 141 et suivans, qui devra dans ce cas et dans celui de la révocation, profiter de la chose léguée.
- 1044 **DONAT. TESTAMENT.**, p. 570 & 581. — Voyez des développemens très étendus sur le droit d'accroissement.
- 1044 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 145, 149.
- 1046 **DONAT. TESTAMENT.**, p. 573.
- 1046 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 134 4<sup>e</sup>.
- 1048 **DONATIONS ENTRE-VIFS**, t. 5, p. 11.
- 1048 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 70.
- 1084 **DONATIONS ENTRE-VIFS**, t. 5, p. 19.
- 1084 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xv, n. 26. — On remarquera que Pothier ne parle pas d'une condition exigée par notre code civil. Voyez art. 1085.
- 1086 **DONAT. ENTRE-VIFS**, p. 10.
- 1086 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 27.
- 1088 **COMMUNAUTÉ**, introduction, n. 17.
- 1094 **DONATIONS ENTRE MARI ET FEMME**. — Voyez, n. 1 et suivans, les dispositions du droit romain, du droit écrit et des coutumes relativement aux donations *constitut le mariage*. Quelque le système du code civil soit différent, l'un verre cependant qu'on certaines

- coutumes permettait les donations, mais avec des restrictions.
- 1098 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 533. — L'édit des assises noces, source de notre article, est expliqué très longuement dans Pothier, et peut servir de commentaire à la disposition de notre code.
- 1098 **DONAT. ENTRE-VIFS**. — Voyez, page 332 et suivantes, l'action en retranchement qui avait lieu si la donation excédait la quotité disponible.
- 1098 **COUT. D'ORLÉANS**, titre 2, art. 203. — Première partie de cet article.
- 1099 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 533 et 539. — On trouvera dans Pothier des renseignements importants sur les dispositions ou actes qui pourraient être considérés comme donations indirectes.  
— Pour la part de l'enfant le moins prenant, voyez n. 560 et 561.  
— N. 567, à qui profite la réduction.  
— N. 568 et suivants, s'il est nécessaire d'être héritier pour faire réduire.
- 1099 **DONATIONS ENTRE MARI ET FEMME**. — Voyez, n. 79 et suivantes, plusieurs exemples d'avantages indirects.  
— N. 94 et suivants, ce qui concerne l'interposition des personnes.
- 1099 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 539 et suiv.
- 1200 **DONATIONS ENTRE MARI ET FEMME**, n. 106, 109, 112, 113.
- 1101 **DES OBLIGATIONS**, n. 3. — Dans ce numéro, Pothier distingue un droit romain la convention du simple pacte; et un droit français le contrat de la simple promesse à laquelle on se réunit par l'intention de s'engager.  
— Le numéro suivant peut servir de commentaire à l'art. 1101.
- 1101 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction générale sur donations, n. 14.
- 1102 **DES OBLIGATIONS**, n. 9. — Distinction entre les contrats synallagmatiques parfaits et imparfaits.  
— Voyez les numéros 10 et 11 sur les contrats consensuels et réels.
- 1103 **DES OBLIGATIONS**, n. 9.
- 1104 *Idem.* n. 13. — Voy., n. 14, division des contrats en principaux et accessoires.  
— N. 15, division des contrats en ceux qui sont assujétis par le droit écrit à certaines règles, et en ceux qui se régissent par le pur droit naturel.
- 1105 **DES OBLIGATIONS**, n. 12.
- 1108 *Idem.* n. 5, 6, 7, 8, 16 — On voit, dans ces numéros et les suivants, ce qui est de l'essence et de la nature du contrat, et ce qui n'est qu'accidentel.  
— Voyez, n. 6, si un contrat scielé dans son essence est absolument nul, et s'il peut se transformer en un autre contrat.
- 1109 **DES OBLIGATIONS**, n. 17. — Des engagements.
- 1109 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 231, 233, 235, 237.
- 1110 **DES OBLIGATIONS**, n. 18, 19. — Voyez, n. 20, si l'erreur dans le motif annule le contrat.
- 1111 **DES OBLIGATIONS**, n. 21 à 23. — Les lettres de rescision ne sont plus nécessaires.  
— Voyez, n. 24, une espèce où l'engagement, quoique contracté par suite de violence, serait valable.
- 1112 **DES OBLIGATIONS**, n. 25. — Pothier, en appuyant ces principes sur des textes du droit romain, y déroge cependant, et pense, quoique les caractères indiqués dans les textes n'existent

par, qu'il y aura lieu à rescision dans le cas où il y aurait eu crainte pour l'avenir. Notre code paraît consacrer exclusivement les textes du droit romain.

1112 **CONTRAT DE MARIAGE**, n. 316.

1113 **DES OBLIGATIONS**, n. 25. — Voy. l'observation à l'article 112.

1114 **DES OBLIGATIONS**, n. 26, 27. — Pothier cite des exemples de violence légitime.

1115 **DES OBLIGATIONS**, n. 21, *in f.*

1116 *Idem.* n. 28, 29, 30, 31, 32.

1117 *Idem.* n. 21. — Il n'est plus besoin de lettres de rescision.  
— Notre code paraît rejeter la nullité de plein droit, que Pothier adopte pour le cas où il y a erreur.

1118 **DES OBLIGATIONS**, n. 33 et suiv. — De la lésion entre majeurs ; ses effets relativement à certains contrats.

1119 **DES OBLIGATIONS**, n. 54 — Développement.

1121 **DES OBLIGATIONS**, n. 70 à 73. — Distinction entre le cas où l'engagement envers un tiers est l'objet principal de la convention, de celui où il est seulement considéré *in modum*.

1122 **DES OBLIGATIONS**, n. 61 et suiv. — N. 125. — Voyez, n. 126, N. 673. — Voyez, n. 674, plusieurs exceptions au principe de l'art. 1122. — Voyez, n. 675, les erreurs qui s'élevaient par la mort du débiteur.

1124 **DES OBLIGATIONS**, n. 49 et suiv. — Pothier distingue entre le contrat passé par la femme qui est frappé d'une nullité absolue, et le contrat

passé par le mari, l'interdit ou le prodigue, dont la nullité n'est que relative; cette distinction dirigerait sous le code, la femme obligée envers elle aussi bien que le mari; le contrat n'est nul qu'en ce sens.

1124 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 7.

1125 **DES OBLIGATIONS**, n. 49 et suiv. — Voyez l'observation à l'art. 1124.

1126 **DES OBLIGATIONS**, n. 53, 129, 130. — Voyez, n. 136, 137, quelle doit être la nature du fait pour qu'il puisse entrer dans l'obligation.  
— N. 138, 139, 140, il faut que le créancier ait intérêt à ce que ce fait ait lieu.

1127 **DES OBLIGATIONS**, n. 130.

1128 *Idem.* n. 131.

1129 *Idem.* n. 131, 132.

1130 *Idem.* n. 132, — Pothier admet avec le loi romain qu'une convention peut porter incertitude sur son exécution future, si l'autre y consent, ce qui est formellement repoussé par notre article.  
— Les numéros suivans offrent des développemens sur les choses qui peuvent être l'objet d'une obligation.

1130 **COUT. D'ORLEANS**, introduction au titre xv, n. 25.

1131 **DES OBLIGATIONS**, n. 42, 43.

1132 *Idem.* n. 42, 43.

1133 *Idem.* n. 85, 87.

1135 *Idem.* n. 85, 86.

1136 *Idem.* n. 142.

1136 **CONTRAT DE VENTE**, n. 53. — De l'obligation de conserver la chose jusqu'à la livraison ; voyez, en n. 55, quand doit cesser cette obligation.

1137	DES OBLIGATIONS, n. 142. — Règles pour l'interprétation particulière du 2 <sup>e</sup> alinéa de l'art. 1137.	thier explique les contradictions qui semblent exister entre les art. 1165, 1048, 1653, 2036, 2038 du code civil, et 519, 524 combinés du code de commerce.
1138	DES OBLIGATIONS, n. 143.	
1139	<i>Idem.</i> n. 144.	1167 SUCCESSIONS, l. 4, p. 517, <i>in f.</i>
1142	<i>Idem.</i> n. 146, 147, 157, 158. — Le n. 149 pour une exception en principe.	1168 DES OBLIGATIONS, n. 198, 199.
1143	DES OBLIGATIONS, n. 158.	1169 <i>Idem.</i> n. 201. — V. ce que dit Pothier sur l'indivisibilité de l'accomplissement des conditions, numéros 215, 216, 217, 223.
1145	<i>Idem.</i> n. 148.	1170 DES OBLIGATIONS, n. 201. — V. ce que dit Pothier sur l'indivisibilité de l'accomplissement des conditions, numéros 215, 216, 217, 223.
1148	<i>Idem.</i> n. 169.	
1149	<i>Idem.</i> n. 159.	1172 DES OBLIGATIONS, n. 204.
1150	<i>Idem.</i> n. 160. — V. numéros 163, 164, des règles pour taser les dommages-intérêts.	1173 <i>Idem.</i> n. 204 <i>in f.</i>
1151	DES OBLIGATIONS, n. 161, 166, 167, 168 V. n. 62, 163.	1174 <i>Idem.</i> n. 205.
1153	DES OBLIGATIONS, n. 170.	1175 <i>Idem.</i> n. 206 <i>in m.</i> n. 207.
1155	<i>Idem.</i> n. 441, alinéa 2.	1177 DES OBLIGATIONS, n. 210, 211.
1156	DES OBLIGATIONS, n. 91.	1178 <i>Idem.</i> n. 212.
1157	<i>Idem.</i> n. 92.	1179 <i>Idem.</i> n. 220.
1158	<i>Idem.</i> n. 93.	1180 <i>Idem.</i> n. 222.
1159	<i>Idem.</i> n. 94.	1181 <i>Idem.</i> n. 202, 218. — Pothier ne considère pas comme une obligation conditionnelle proprement dite celle qui dépend d'un événement arrivé, mais le cas des parties; il se fonde sur une loi romaine. Voyez, numéro suivant, la distinction entre la condition et le terme; différence à cet effet entre les actes entre-vifs et les testaments.
1160	<i>Idem.</i> n. 95.	
1161	<i>Idem.</i> n. 96.	1182 DES OBLIGATIONS, n. 219.
1162	<i>Idem.</i> n. 97.	1183 <i>Idem.</i> n. 224, 672.
1163	<i>Idem.</i> n. 98. — Dans le n. 99 Pothier établit une règle pour le cas où l'objet de la convention est une universalité de choses.	1184 <i>Idem.</i> n. 672.
1164	DES OBLIGATIONS, n. 100. — V. numéros 101, 102.	1185 <i>Idem.</i> n. 230. — Dans les numéros précédents Pothier explique ce qu'on doit entendre par
1165	DES OBLIGATIONS, n. 85, 87. — Voyez les numéros 88, 89, 90, où Po-	



termes, et en distingue plusieurs espèces.

— Le n. 337 parle du cas où le terme est joint à la condition.

1186 **DES OBLIGATIONS**, n. 227, 230, 231, 247. — Voyez, n. 228, 229, ce que c'est que le terme de paiement et des différentes espèces.

1187 **DES OBLIGATIONS**, n. 233.

1188 *Idem.* n. 234, 235, 236.

1189 **DES OBLIGATIONS**, n. 246. — Pothier, dans les n. 243 et 244, distingue l'obligation alternative de celle contractée avec faculté de payer une chose à la place de celle qui est inobligatoire, et dans le n. 245 il établit ce que c'est qu'une obligation alternative.

1190 **DES OBLIGATIONS**, n. 247, 248.

1191 *Idem.* n. 247, 248. — Voyez numéros 563, 564.

1192 **DES OBLIGATIONS**, n. 249.

1193 *Idem.* n. 250, 251, 257.

1194 **DES OBLIGATIONS**, n. 253.

1197 *Idem.* n. 258, 260. — Voyez, n. 259, des exemples.

1198 **DES OBLIGATIONS**, n. 260, alinéa 2. — Pothier, alinéa 4<sup>e</sup> du n. 260 et n. 619, établit un principe fondé sur le droit romain, auquel notre article 1198 a dérogé.

1199 **DES OBLIGATIONS**, n. 260, alinéa 2. — Pothier, alinéa 4<sup>e</sup> du n. 260 et n. 619, établit un principe fondé sur le droit romain, auquel notre article 1198 a dérogé.

1200 **DES OBLIGATIONS**, n. 261, 263, 263. — Distinction entre l'obligation solidaire et l'obligation alternative.

N. 274. — Ce numéro s'applique particulièrement à ces mots de notre article : *le paiement fait par un seul libère tout les autres*. L'opinion de Demotribution à la compensation, citée et suivie par Pothier, est repoussée par l'article 1294.

1201 **DES OBLIGATIONS**, n. 263 — V., n. 236, ce qui arrive dans le cas où l'un des débiteurs refuse à perdre le bénéfice du terme.

1202 **DES OBLIGATIONS**, n. 265 — Pothier, après avoir cité dans les numéros 266, 267, 268, plusieurs cas où la solidarité non expresse résulte (tous ces cas ne sont pas applicables chacun), examine si un testament peut produire une obligation parfaitement solidaire, n. 269.

1203 **DES OBLIGATIONS**, n. 270.

1204 *Idem.* n. 271.

1205 *Idem.* n. 273.

1206 *Idem.* n. 272.

1209 *Idem.* n. 276.

1210 *Idem.* n. 277, 278.

— Pothier donne plusieurs règles d'interprétation, et des exemples de ceux on peut insérer la renonciation tacite à la solidarité à l'égard d'un ou de plusieurs des débiteurs solidaires. Il distingue le cas où le créancier reçoit sans avoir formé de demande, de celui où il reçoit après avoir fait une demande; et dans ce dernier cas après avoir examiné la question de savoir si le commandement seul fait au débiteur pour sa part emporte renonciation à la solidarité; il se prononce pour l'opinion qui a été adoptée par notre article, 3<sup>e</sup> alinéa.

1211 **DES OBLIGATIONS**, n. 277, 278. — Voyez l'observation à l'article précédent.

- 1211 **CONSTITUTION DE RENTE**, n. 194. — Application du principe du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 1211.
- 1212 **DES OBLIGATIONS**, n. 279. — Pothier veut une prescription de trente ans ; notre article déroge.
- 1213 **DES OBLIGATIONS**, n. 264.
- Idem.* n. 264, 281.
- 1214 — Pothier, dans le n. 280, a d'abord établi que le débiteur devait, pour exercer son recours, se faire écarter les actions de son débiteur ; on ne reconnaît point alors la subrogation légale ; Pothier combat Dumoulin qui veut en tirer des traces dans les lois romaines.
- L'article 1251, 3<sup>e</sup>, a apporté à cet égard un changement dans la législation. Dans le numéro 281, Pothier examine l'étendue des effets de la cession d'action ; comme cette cession est remplacée par la subrogation légale, on a indiqué l'article 1214 qui, quant aux effets, se trouve en rapport avec le numéro 281.
- 1215 **DES OBLIGATIONS**, n. 277, 278. — Voyez l'observation à l'article 1210.
- 1216 **DES OBLIGATIONS**, n. 264.
- Idem.* n. 288, 289, 290, 291. — Pothier explique ces mots *division matérielle et intellectuelle*. Tous ces numéros peuvent servir de commentaires à notre article.
- 1217 **SUCCESSIONS**, t. 4, p. 513.
- 1218 **DES OBLIGATIONS**, n. 293. — L'indivisibilité dont parle notre article paraît être celle que Dumoulin définit *indivisum obligationum*.
- Voyez les deux autres divisions, numéros 292, 295.
- Les numéros 296 et suivants offrent des exemples qui font comprendre quand une obligation est ou n'est pas divisible.
- 1219 **DES OBLIGATIONS**, n. 324, 325. — Différence entre la solidarité et l'indivisibilité.
- 1220 **DES OBLIGATIONS**, n. 300, 310, 318, 322. — Le n. 319 présente un cas dans lequel le divisme d'aucun plus lieu dans la personne de l'héritier.
- 1221 **DES OBLIGATIONS**, n. 301, 303, 304, 305. — C'est dans le sens des numéros 303 et 304 que le deuxième alinéa de notre article doit être entendu ; notre code adopte l'avis de Dumoulin dans ses dernières conséquences.
- N. 308. — Le n. 309 offre une distinction entre l'obligation *in solidum* et l'obligation indivisible.
- 1221 **DES OBLIGATIONS**, n. 312, 314, 315. — Voy., n. 313, un cas où l'exception est fondée sur l'objet de l'engagement.
- 1222 **DES OBLIGATIONS**, n. 323.
- 1223 *Idem.* n. 300, 323.
- 1223 **SUCCESSIONS**, t. 4, p. 513 *in f.*
- 1224 **DES OBLIGAT.**, n. 327, 328, 329.
- 1225 **DES OBLIGATIONS**, n. 331, 333, 334, 337.
- 1226 **DES OBLIGATIONS**, n. 338.
- 1227 *Idem.* n. 339, 340.
- 1228 *Idem.* n. 342.
- 1229 *Idem.* n. 343, 345.
- 1230 *Idem.* — Voyez, numéros 348, 349 des cas où l'obligation consiste à ne pas faire.
- 1231 **DES OBLIGATIONS**, n. 351. — V. les développements du principe dans les numéros suivants.
- 1232 **DES OBLIGATIONS**, n. 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362. — Voyez *voir corrélatif*, n. 363.

- 1234 **DES OBLIGATIONS**, n. 493, 501.  
— Voyez, numéros 532 et suivants, si un seul paiement peut éteindre plusieurs obligations.
- 1235 **DES OBLIGATIONS**, n. 193, 546.  
— Pour l'intelligence de ce numéro, luez les numéros précédents; ils offrent la différence qu'il y a entre les obligations nées de la loi et les autres.
- 1236 **DES OBLIGATIONS**, n. 409.
- 1237 *Idem.* n. 500, in *f.*
- 1238 **DES OBLIGATIONS**, n. 495.  
— Notre article 1238 est, dans la rédaction, conforme en texte de Pothier, quoique les principes sur la transmission de propriété ne soient pas, chez nous, les mêmes que chez l'ancien droit.
- 1238 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 224.  
— Exception au principe posé dans l'article 1238.
- 1239 **DES OBLIGATIONS**, n. 342, 501.  
— Voyez, n. 502, ce que l'on doit comprendre sous le nom de créancier. N. 506 et suivants. — Voyez, n. 416 et suivants, ce qui concerne le tiers détenteur;  
N. 514, le mandat légal.  
N. 528, 529. — Commentaires de l'article.
- 1239 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 258.  
et. 2
- 1240 **DES OBLIGATIONS**, n. 500.
- 1241 *Idem.* n. 504.
- 1242 *Idem.* n. 505.
- 1243 *Idem.* n. 243. — V., n. 244, la distinction établie entre l'obligation alternative et celle contractée avec la faculté de payer autre chose que ce qui est dû obligataire.  
N. 250. — Les numéros suivants offrent des développemens du principe.
- 1243 **CONTRAT DE VENTE**. — Si le créancier consent à recevoir une autre chose que celle due, il y a délation en paiement. Voyez, n. 601 et suivants, le développement de la délation en paiement.
- 1244 **DES OBLIGATIONS**, n. 534, 536.  
— Voyez, n. 537, une exception, lorsqu'il y a contestation sur la qualité de ce qui est dû.
- 1245 **DES OBLIGATIONS**, n. 544.
- 1246 *Idem.* n. 283, in m. 284, 545.
- 1247 **DES OBLIGATIONS**, n. 238, 548, 549. — Voyez, n. 241, le cas où la convention indiquerait deux différens lieux de paiement.
- 1248 **DES OBLIGATIONS**, n. 550.
- 1249 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xx, n. 69. — Voyez, n. 66, ce que c'est que la subrogation et en quoi elle coïncide avec le transport.
- 1250 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xv, n. 77, 78, 80, 81. — V., n. 83 et suivants, les effets de la subrogation.
- 1251 **DES OBLIGATIONS**, n. 558, 3<sup>e</sup> in mod. — De grandes différences se font remarquer dans ce numéro; on doit les attribuer aux centum d'actions qui ont été remplacées par la subrogation légale.
- 1251 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xx, n. 72.
- 1251 **DES OBLIGATIONS**, n. 281. — V. l'observation à l'article 1214.
- 1253 **COUT. D'ORLÉANS**, introd. au titre xv, n. 80, in *f.*, n. 87.
- 1253 **DES OBLIGATIONS**, n. 565.
- 1254 *Idem.* n. 570. — V., exception à cette règle, n. 571.

- 1255 **DES OBLIGATIONS**, n. 566. — C'est, à la fin de ce numéro, que Pothier, après avoir discuté l'opinion de Eschasson, pose la règle reproduite par l'article 1255.
- 1256 **DES OBLIGATIONS**, n. 567, 568, 569. Voyez les corollaires de ce numéro.
- 1257 **DES OBLIGATIONS**, n. 573, *in f.* 580. — Remarques sur notre code d'il que la consignation tient lieu de paiement, parce qu'il n'y a point dans ce cas de paiement parfait.
- 1257 **CONTRAT DE DÉPÔT**, n. 90. — Du dépôt des choses dues, qui est accordé ou confirmé par le juge.  
— Des dépôts de deniers qui se font chez le receveur des consignations.  
N. 100. — Voyez, n. 101, 102, de la nature de cette consignation.  
— N. 103, 104, 105, 106, 107, des effets de cette consignation.  
— N. 109 et suivants, des obligations que le receveur des consignations contracte par la consignation.
- 1257 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 271.
- 1258 **DES OBLIGATIONS**, n. 534, 574, 575, 576, 577.
- 1259 **DES OBLIGATIONS**, n. 578, 579.
- 1261 *Idem.* n. 530, al. 3.
- 1262 *Idem.* n. 550, al. 3.
- 1268 **COUT. D'ORLÉANS**, introduit. en titre xix, n. 123, 124, 125.
- 1269 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 273.
- 1269 **COUT. D'ORLÉANS**, introd. en titre xix, n. 127.
- 1270 **COUT. D'ORLÉANS**, introd. en titre xix, n. 125.
- 1271 **DES OBLIGATIONS**, n. 581, 582, 583, 584. — On peut voir, comme corollaires de ces numéros, les n. 585 et suivants.
- 1272 **DES OBLIGATIONS**, n. 590, 592.
- 1273 *Idem.* n. 594. — V., n. 595, si la constitution d'une rente pour le prix d'une somme due pas le constituant renferme une novation.  
N. 596, de la nécessité que quelque chose différencie le nouveau dette de l'ancien, pour qu'il y ait novation.
- 1275 **DES OBLIGATIONS**, n. 600. — Voyez, n. 601 et suivants, l'effet de la délégation.
- 1276 **DES OBLIGATIONS**, n. 604.
- 1277 *Idem.* n. 605, *in m.* — Pothier établit d'abord la différence entre la délégation et le transport.
- 1278 **CONTRAT DE VENTE**, n. 553.
- 1278 **DES OBLIGATIONS**, n. 599, *in pr.*
- 1281 *Idem.* n. 379, 599.  
al. 1
- 1283 *Idem.* n. 608. — On peut voir, dans le n. 607, le cas où la remise est faite par simple convention, et n. 614, si la seule volonté du créancier, sans acceptation du débiteur, suffit.  
— Voyez, n. 619, quelles personnes peuvent faire remise ; il faut remarquer toutefois une différence avec notre droit, en ce qui concerne les créanciers solidaires.
- 1284 **DES OBLIGATIONS**, n. 608.
- 1285 *Idem.* n. 275, 621. — Pothier établit une grande distinction entre remettre le dette purement et simplement, et faire la remise à la personne ; il s'agit dans le sens de la remise à la personne en n. 617.
- 1286 **DES OBLIGATIONS**, n. 610.
- 1287 *Idem.* n. 617, *in m.*
- 1288 *Idem.* n. 519. — Nous faisons ici le rapprochement avec Pothier, quoiqu'il n'y ait pas corré-

dices, parce que le numéro indique  
peut servir à interpréter plus juste-  
ment notre article.

1289 DES OBLIGATIONS, n. 623.

1290 *Idem.* n. 635, 636.

— Pothier explique ces mots de plein  
droit. Voyez, commentaires raisonnés, des  
conséquences de notre article;

— N. 633, les effets de la compensa-  
tion.

— N. 637, Voyez, n. 639, si, lors-  
que le débiteur a payé malgré la com-  
pensation, il y a lieu à l'action appelée  
*condictio indebiti*.

1291 DES OBLIGATIONS, n. 622, 624,  
626, 627, 628. — Voyez, n. 634, si on  
peut opposer en compensation le titre  
principal d'une rente constituée.

1292 DES OBLIGATIONS, n. 623, 627.

1293 *Idem.* n. 625. —  
Commentaires de notre article, notam-  
ment des alinéas 2 et 3.

1293 2<sup>e</sup> CONTRAT DE DÉPÔT, n. 59, ali-  
néa 3.

1294 DES OBLIGATIONS, n. 631.

1295 *Idem.* n. 632, *idem.*

1295 CONTRAT DE VENTE, n. 559,  
*in f.*

1296 DES OBLIGATIONS, n. 633.

1297 *Idem.* n. 638.

1299 *Idem.* n. 640, *in f.*  
— L'espèce de Pothier repose sur le  
même principe que celle rapportée par  
la note.

1300 DES OBLIGATIONS, n. 642, 643.  
— Pothier explique les cas dans les-  
quels notre article reçoit application.

1301 DES OBLIGATIONS, n. 380, 644,  
et l. 1. 645.

TOME VIII.

1302 DES OBLIGATIONS, n. 649, 650.  
— Dans ces numéros, Pothier expose  
les principes généraux sur l'extinction  
des obligations par la perte de la chose  
due.

N. 656 Voyez, n. 651 et suivants, des  
cas où l'obligation s'éteint même lorsque  
la chose qui était due existe et peut  
encore être l'objet d'une obligation.

N. 657, 660 à 668. Dans ce dernier  
numéro Pothier décide par des exem-  
ples tout ce qui a rapport à la clause par  
laquelle le débiteur se serait chargé des  
ris fortuits.

1302 CONTR. DE VENTE, n. 56, 58. —  
Interprétation des mots de l'art. 1302:  
dans le cas où la chose fut également  
perdue chez le créancier.

— Voyez, n. 59, le cas où la chose  
vendue a été mise hors du commerce.

— N. 60, le cas où le vendeur a perdu  
depuis le contrat la possession de la  
chose vendue. Le rachat aliéné de ce  
numéro reçoit application dans notre  
droit. Voyez ce qui concerne la ga-  
rantie.

1303 DES OBLIGATIONS, n. 670. — Voyez  
le numéro précédent pour le cas où  
la chose due n'est perdue qu'en partie.

1303 CONTR. DE VENTE, n. 57, 59.

1304 SUCCESSIONS, t. 4, p. 502 *in f.*

1305 DES OBLIGATIONS, n. 40, 41.

1311 HYPOTHEQUE, t. 5, p. 441, *in f.* —  
Pothier examine la question de savoir,  
si, lorsqu'un mineur a contracté quel-  
que engagement par acte devant no-  
taire, sans l'hypothèque de ses biens,  
et qu'il le ratifie en majorité, le créan-  
cier a hypothèque du jour de l'acte ou  
seulement du jour de la ratification.

1315 DES OBLIGATIONS, n. 729.

1317 *Idem.* n. 474.

1318 *Idem.* n. 734.

1319 *Idem.* n. 735 *in pr.*  
N. 736. — L'acte authentique prouve

- contre le tiers *en quom*. Voyez numéros 738-740; on y voit aussi l'explication de cette règle, *en abrégé* *instantané* *probat*.
- 1320 **DES OBLIGATIONS**, n. 737, 738.
- 1322 *Idem*, n. 743. — Voyez l'article 193 du code de procédure civile.
- 1323 **DES OBLIGATIONS**, n. 743. — Il n'est pas nécessaire de faire statuer préalablement sur la reconnaissance de l'acte; on peut aujourd'hui diriger l'action, sauf à voir l'incident s'il est élevé.
- 1326 **DES OBLIGATIONS**, n. 745.
- 1327 *Idem*, n. 746, 747.
- 1328 *Idem*, n. 750. — Ils prouvent contre les tirans *éprou*.
- 1329 **DES OBLIGATIONS**, n. 754. — La amil-prure dont parle Pothier nous paraît exister dans notre code, puisqu'on admettrait le serment. On peut dire, d'après la restriction de notre article, que le *registratradamirrr* *hande* *font* *preme* au moins contre les *merchands*. Pothier n'y a point de preuve entière.
- 1330 **DES OBLIGATIONS**, n. 758.
- 1331 *Idem*, 759.
- 1332 *Idem*, n. 759 *et* *f*. n. 761, 762.
- 1333 **DES OBLIGATIONS**, n. 765.
- 1334 *Idem*, n. 766.
- 1335 *Idem*, n. 767, 771, 772, 775, 776.
- 1336 **DES OBLIGATIONS**, n. 773. — Comme il n'y a plus de *registratradamirrr* *hande*, il faudrait dire le *domestique* *transmis* au *barreau* des hypothèques. Notre article exige plus de conditions que Pothier, pour l'admission de la preuve testimoniale.
- 1337 **DES OBLIGATIONS**, n. 778.
- 1341 *Idem*, n. 785. — Différence entre la quotité de la somme; d'après le code il faut 150 fr.
- N. 786. Dans *ex* *numéro* Pothier donne l'explication du mot *choses* qui se trouve dans notre article.
- N. 793. Voyez numéros 793, 796, 797, *développements* de cette proposition : la *preuve testimoniale* n'est point admise contre et outre le *contras* *aux* *extra*.
- N. 794. Pothier *désirait* par des *exemples* la disposition de l'ordonnance *correlative* à celle du code, mais; qu'on ne peut admettre la preuve testimoniale sur ce qui serait allégué avoir été dit *orant*, *lors* *on* *depuis* *les* *actes*.
- N. 798. La preuve testimoniale ne serait point admise même lorsqu'il s'agirait d'une somme moindre de 150 fr.
- N. 799. Ce n'est pas prouver contre et outre le *contenu* que d'offrir de prouver par témoin qu'on a payé le montant d'un billet *présenté*. Pothier insiste ici contre un abus que l'usage avait introduit de son temps.
- N. 800. Les motifs qui ont déterminé la disposition de l'ordonnance, et qui sont les mêmes que ceux de notre article, indiquent que la disposition cesse d'être applicable lorsque l'on veut prouver que l'acte est le résultat du dol, de la violence, etc.
- N. 801. La disposition ne s'appliquerait pas davantage aux *paroles* qui n'auraient point été *postes* *dans* les *actes*.
- 1343 **DES OBLIGATIONS**, n. 789.
- 1344 *Idem*, n. 790.
- 1345 *Idem*, n. 792.
- 1347 *Idem*, n. 803. — Ce que c'est qu'un commencement de preuve par écrit; différents exemples. Voyez n. 803 à 809.

1348 **DES OBLIGATIONS**, n. 785, 787, N 810. — Application du principe, que celui qui n'a pu se procurer une preuve littérale doit être admis à la preuve testimoniale N 811 et 815.

— N. 816. Application du principe, que celui qui a perdu par un cas fortuit la preuve littérale, doit être admis à la preuve testimoniale.

1349 **DES OBLIGATIONS**, n. 840.

1350 *Idem.* n. 670.

1351 *Idem.* n. 851. — Pothier, dans une section préliminaire, traite de l'autorité de la chose jugée. Nous y renvoyons pour les développemens.

— Voyez, n. 851, ce que l'on doit entendre par jugement ayant autorité de chose jugée.

— N. 852, les trois cas dans lesquels, selon l'ordonnance de 1667, les jugemens d'infamie avaient autorité de chose jugée. Ces trois cas sont développés depuis le n. 853 jusqu'à 865 inclusivement.

— N. 866. Distinction entre les jugemens nulli et les jugemens iniqui, relativement à l'autorité de la chose jugée. Voyez, n. 867 jusqu'à 884 inclusivement, ce qui peut rendre un jugement nul.

— N. 886. Quelle est la force d'un jugement quant à son autorité de chose jugée.

— C'est après tous ces développemens que Pothier arrive aux principes qui se trouvent dans notre code.

— N. 889. Chronologie des conditions érigées dans l'art. 1354 se trouve développée, et voici :

— Première condition, depuis le n. 890 jusqu'en n. 894 inclusivement;

— Deuxième condition depuis le n. 895 jusqu'en n. 897 inclusivement;

— Troisième condition, n. 898.

— L'autorité de la chose jugée, dit ensuite Pothier, n'a lieu qu'entre les mêmes parties entre lesquelles le jugement a été rendu, elle ne s'étend au-

ran droit ni à des tiers, ni contre des tiers. Cette dernière proposition est développée dans les numéros 900 et suivans jusqu'à 910 inclusivement.

1352 **DES OBLIGATIONS**, n. 841. — Arrêt d'un vaine à l'examen des présomptions, Pothier dans le n. 840 indique ce qu'est qu'une présomption, l'étymologie de ce mot, et les différents sorts de présomptions.

— Voyez, n. 842, la différence entre les présomptions *jura et de jure*, et les *per se* soit littérales, soit vocales.

1353 **DES OBLIGATIONS**, n. 836. — Dans le n. 835, Pothier explique ce que l'on doit entendre par *res extra-judiciaires*.

— Dans les numéros 837 à 839, Pothier examine par qui l'erreur doit être faite pour qu'il ait de la force, et quelle en sont les conséquences.

1356 **DES OBLIGATIONS**, n. 831 à 833. — Exemple d'un vaine qui ne peut se diriger.

— N. 834 Exemple d'une erreur de fait qui donne lieu à la récoction de l'erreur; dans le même numéro Pothier établit la distinction entre l'erreur de fait et l'erreur de droit.

1357 **DES OBLIGATIONS**, n. 911.

1358 *Idem.* n. 913.

1359 *Idem.* n. 912.

1360 *Idem.* n. 914. — La grande question que Pothier examine, savoir : si le jugement est non recevable quand il n'y a pas de commencement de preuve, se trouve résolu par l'article 1360. Quel qu'il en soit, cette question traitée par Pothier sert de base à l'interprétation de notre article.

1361 **DES OBLIGATIONS**, n. 916.

1362 *Idem.* n. 916.

1363 *Idem.* n. 676, 916.

1364 *Idem.* n. 174, 916.

*in f.*

- 1365 **DES OBLIGATIONS**, n. 917, 919.
- 1366 *Idem.* n. 922. — Origine de ce serment, n. 923.
- 1367 **DES OBLIGATIONS**, n. 923. — Voy., numéros suivants, des développemens sur ce qui est exposé au n. 923.
- 1368 **DES OBLIGATIONS**, n. 929.
- 1369 *Idem.* n. 932.
- Idem.* n. 113.
- 1370 *Idem.* n. 113. — Principe expliqué par des exemples.
- 1371 **COUT. DORLÉANS**, introd. générale aux coutumes, n. 115.
- 1372 **DES OBLIGATIONS**, n. 113, 115. — Dans ce numéro, Pothier établit que le mineur, l'interdit et le femme mariée peuvent être obligés par quasi-contrat dans certains cas.
- 1372 **CONTR. DE MANDAT**, n. 167. — Quelles choses sont requises pour former le quasi-contrat *negotiorum gestorum*. — Voyez n. 168 et suivans ; il faut qu'il y ait une affaire dont le gestion soit le matière du quasi-contrat *negotiorum gestorum*, et qu'il y ait des personnes dont l'une ait géré l'affaire et dont l'autre soit celle à qui l'affaire appartenait. — N. 175 et suivans ; il faut, pour le quasi-contrat *negotiorum gestorum*, que celui qui a fait l'affaire de quelqu'un, l'ait faite sans son ordre. — N. 180 et suivans ; il faut que l'affaire ait été faite à l'insu du propriétaire. N. 199. — Des obligations que forme le quasi-contrat *negotiorum gestorum*, et des actions qui en naissent. N. 200. — Voyez, n. 201 et suivans, ce qui concerne l'administration du *negotiorum gestor*. — N. 214 et suivans, de l'action *negotiorum gestorum directa*.
- 1374 **CONTR. DE MANDAT**, n. 208, 209. — Développement sur l'obligation du *negotiorum gestor*. N. 211 à 213.
- 1375 **CONTR. DE MANDAT**, n. 185. — Voyez, dans ce numéro et les suivans, les cas où il y a lieu à l'action *negotiorum gestorum*. — N. 192. Voyez, pour le cas de l'usufruit, l'art. 585 du code civil, qui est contraire à l'opinion de Pothier. — N. 194. Qu'id, lorsque j'ai fait une affaire que je croyais être l'affaire de Pierre, dans la seule vue de faire l'affaire de Pierre, quoique cette affaire fût la sienne et ne concernât seulement Pierre ? — N. 195. Qu'id, lorsque j'ai fait une affaire qui concernait plusieurs personnes, n'ayant eu vue, en la faisant, que de faire l'affaire de l'une d'elles ? — N. 196. Qu'id, lorsque j'ai fait l'affaire d'une personne, comptant faire son affaire, mais sans intention de répéter les frais de ma gestion et dans la vue de m'en profiter ? Voyez, n. 197, 198, des circonstances dans lesquelles on doit admettre l'exception de gestion. N. 219. — Voyez, numéros 220 et suivans, quand il y a lieu à cette obligation et à l'action qui en naît. — Voyez les n. 226, 227, 228, sur l'action *contraria negotiorum gestorum*, et quels en sont les objets.
- 1376 **DU PRÊT DE CONSUMMATION**, n. 132. — Pothier présente des développemens très utiles sur ce quasi-contrat et sur l'action *condictio indebiti* à laquelle il donne naissance, n. 133 et suivans, N. 140.
- 1376 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 228, 229.
- 1377 **DES OBLIGATIONS**, n. 113.
- 1377 **DE LA PROPRIÉTÉ**, n. 230.
- 1381 *Idem.* n. 343. — Commentaire, N. 344, 345. N. 350. — Opinion de Cojns conforme



- à notre code, relativement aux im-  
penses utiles faites par le possesseur  
de mauvaise foi.
- 1383 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
général. aux coutumes, n. 116.
- 1384 **DES OBLIGATIONS**, n. 121.—Dans  
les numéros précédents Pothier indique  
les personnes qui peuvent être obligées  
par délit ou quasi-délit.
- 1387 **COMMUNAUTÉ**, introd., n. 1, 4, 6.
- 1394 *Idem.* n. 11, 12.  
— L'art. 194 est fait dans l'intérêt des  
tiers.
- 1394 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre ci, n. 23, 24.
- 1394 **COUT. D'ORLÉANS**, titre x, arti-  
cle 202.
- 1395 **COMMUNAUTÉ**, introduction, n. 18.  
— La communauté était de droit  
commun, en l'absence de tout contrat  
ou d'un aujourd'hui raisonnée comme  
le fait Pothier, relativement aux pro-  
vinces où la communauté était usée  
de droit commun.  
— Voyez, n. 19, et les parties pro-  
venant se réserver par le contrat la fa-  
culté de changer ou de reformer leurs  
dispositions.
- 1396 **COMMUNAUTÉ**, introd., n. 13.—Il  
faut aujourd'hui que les personnes  
soient parties dans le contrat. Le n. 16  
de Pothier au rapproche de notre nou-  
velle législation. Voyez, n. 14, ce qu'en  
entend par contre-lettre.
- 1396 **COUT. D'ORLÉANS**, titre xii, arti-  
cle 223. — Pothier dit que cet article  
empêche même les donations; mais  
notre code elle est permise; n. le  
légalisateur a copié cet article de la  
coutume d'Orléans; ce n'est pas avec  
l'extension que lui donne Pothier.
- 1398 **CONTR. DE MARIAGE**, n. 396, 397.
- 1399 **COMMUNAUTÉ**, n. 22, 23.
- 1399 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 32.—Toute communauté  
dépend de cette condition si *supra*  
*sequenter*.
- 1401 **COMMUNAUTÉ**, n. 10.
- 1401 *Idem.* n. 24, 25, 26, 102,  
105.  
N. 204.—Pothier explique pourquoi  
on a distingué les fruits des autres men-  
bles, N. 205 à 208.
- 1401 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 6, 7.
- 1401 **COUT. D'ORLÉANS**, titre x, arti-  
cle 186. — Voyez le commentaire de  
Pothier sur l'article de la coutume  
d'Orléans.
- 1401 **DE LA PUISSANCE DU MARI**,  
n. 90.
- 1401 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 23.—Cause pour laquelle  
les fruits tombent en communauté,  
indépendante de leur qualité de mas-  
sable qui déjà les y fait tomber.
- 1402 **COMMUNAUTÉ**, n. 107, 157, 203.
- 1402 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 8. — Explication sur ce  
que l'on entend par propre de commu-  
nauté; ce ne sont pas seulement ceux  
possédés avant, mais aussi quelques-uns  
et dans certaines cas ceux possédés  
après le mariage. N. 9, 12.
- 1403 **COMMUNAUTÉ**, n. 96, 97.
- 1404 **DE LA PUISSANCE DU MARI**,  
n. 82.
- 1404 **COMMUNAUTÉ**, n. 140, 141.
- 1406 *Idem.* n. 136, 139, 627,  
et *med.*
- 1407 **COMMUNAUTÉ**, n. 197.
- 1408 *Idem.* n. 143, 146, 148.  
— Le n. 148 explique ce mot de notre  
article : ou autrement. N. 140 à 150.

1409	COUT. D'ORLÉANS, titre c, article 180. — Voyez le commentaire de Pothier sur l'article de la coutume d'Orléans.	1421	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 82.
1409 1 <sup>re</sup>	COMMUNAUTÉ, n. 233. — Voyez, u. 234 et suivans, ce que l'on entend par <i>dette mobilière</i> . N. 238, 239.	1421	COMMUNAUTÉ, n. 3. — Remarquez une différence relativement aux aliénations à titre gratuit. Comparez l'article 1422 et le n. 3. N. 467 à 471. — Le n. 471 n'est cité que pour ce qui regarde le droit d'hypothèque; notre législation diffère sur les aliénations à titre gratuit.
1409	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 24. — Voyez pourquoi les dettes mobilières tombent à la charge de la communauté, et ce que l'on entend par <i>dette mobilière</i> .	1421	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre c, n. 158.
1409 2 <sup>e</sup>	COMMUNAUTÉ, n. 248.	1421	COUT. D'ORLÉANS, titre a, article 193. — Nous n'établissons pas de concordance avec l'article 1422 qui parle des douaires, parce que la coutume paraît sur ce point plus restrictive que la loi, laquelle semble dire que le mari peut en général disposer à titre gratuit.
1409 2 <sup>e</sup>	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 27.	1422	COMMUNAUTÉ, u. 472, 482, 488.
1409 3 <sup>e</sup>	COMMUNAUTÉ, n. 247.	1423	<i>Idem.</i> n. 478, 478. — Voy. différentes interprétations de ces numéros suivans.
1409 3 <sup>e</sup>	COUT. D'ORLÉANS, introduit. au titre a, n. 25.	1424	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 51 à 66.
1409 4 <sup>e</sup>	COMMUNAUTÉ, n. 271, 272.	1424	COMMUNAUTÉ, n. 248.
1409 5 <sup>e</sup>	<i>Idem.</i> n. 270.	1424	COUT. D'ORLÉANS, titre x, article 200.
1410	<i>Idem.</i> n. 260.	1425	COMMUNAUTÉ, n. 249.
1411	<i>Idem.</i> n. 261.	1426	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 13.
1411	SUCCESSIONS, p. 609.	1426	COMMUNAUTÉ, n. 254, 255, 256 à 300.
1411	COUT. D'ORLÉANS, introduit. en titre a vii, n. 112.	1426	COUT. D'ORLÉANS, titre a, article 201.
1412	COMMUNAUTÉ, n. 263.	1428	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 84, 91.
1412	COUT. D'ORLÉANS, introduit. au titre x, n. 29.	1428	COMMUNAUTÉ, n. 473.
1413	COUT. D'ORLÉANS, introduit. au titre c, n. 29.	1428	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 28.
1414	COMMUNAUTÉ, n. 265 à 267.		
1414	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 29.		
1417	COMMUNAUTÉ, n. 261, 262.		
1419	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 28.		

- 1429 **DE LA PUISSANCE DU MARI**,  
n. 92, 93.
- 1430 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 156.
- 1431 **COMMUNAUTÉ**, n. 499.
- 1434 *Idem.* n. 196.
- 1435 *Idem.* n. 199, 200.
- 1436 *Idem.* n. 586 à 588.
- 1437 *Idem.* n. 250, 613, 614. —  
Plusieurs principes généraux sur les  
récompenses.  
N. 627. — Récompenses dues à la  
communauté, des sommes qu'elle a  
fournies pour les héritages propres de  
chacun des conjoints. Voyez, numéros  
suivants, de longs détails sur les récom-  
penses.  
N. 634. — Récompenses dues pour  
impenses et améliorations sur les im-  
meubles propres. On distingue trois  
sortes d'impenses, et pour chacune les  
récompenses ne sont pas les mêmes.  
Voyez n. 635 à 637.  
N. 638. — Ce numéro se rapporte au  
rachat des servitudes.
- 1437 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 119, 121 à 127.
- 1438 **COMMUNAUTÉ**, 640. — N. 632. Dé-  
veloppement de notre article. N. 633  
à 639.
- 1439 **COMMUNAUTÉ**, n. 644, 648 à 656.
- 1441 *Idem.* n. 603, 604, 606.
- 1441 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 67, 68. — Pourquoi le  
mariage se dissout par la mort civile.
- 1443 **COMMUNAUTÉ**, n. 510. — Voyez  
n. 512, si une femme non dotée peut de-  
mander la séparation de biens. N. 513,  
614, 617.
- 1443 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 89.
- 1443 **COUT. D'ORLÉANS**, titre x, arti-  
cle 198.
- 1444 **DE LA PUISSANCE DU MARI**,  
n. 18.
- 1444 **COMMUNAUTÉ**, n. 518.
- 1444 **COUT. D'ORLÉANS**, titre x, arti-  
cle 198.
- 1445 **COMMUNAUTÉ**, n. 617, 621.
- 1449 *Idem.* n. 622.
- 1451 *Idem.* n. 523. — Différence  
importante entre la séparation de biens  
judiciaire et la séparation de biens  
contractuelle. N. 627 à 629.
- 1451 **COUT. D'ORLÉANS**, titre x, arti-  
cle 199. — Notre code n'adopte point  
la distinction de Pothier sur la disso-  
lution de la communauté par la sépa-  
ration de corps ou de biens; il fait  
toujours, pour reconstituer la commu-  
nauté, un acte notarié.
- 1452 **COMMUNAUTÉ**, n. 619.
- 1453 *Idem.* n. 531, 535, 550,  
551. — N'admettes que la première  
exception du n. 531.
- 1453 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction  
au titre x, n. 90 à 92.
- 1453 **COUTUME D'ORLÉANS**, titre x,  
art. 204.
- 1454 **COMMUNAUTÉ**, n. 537, 538, 541.  
— Voyez, n. 544, 545, des exceptions  
servant de commentaires à notre arti-  
cle.
- 1454 **COUT. D'ORLÉANS**, titre x, arti-  
cle 204.
- 1455 **COMMUNAUTÉ**, n. 536, 553.
- 1456 *Idem.* n. 560 à 566, 687.  
— Nous pensons que, d'après le code,  
il faut appeler les héritiers en quelque  
lieu qu'ils se trouvent.

- 1456 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre a, art. 204.
- 1457 COMMUNAUTÉ, n. 533, 554.
- 1459 *Idem.* n. 554.
- 1459 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre a, n. 93.
- 1460 COMMUNAUTÉ, n. 690 *in mod.*
- 1464 *Idem.* n. 533, 539.
- 1465 *Idem.* n. 542, 570, 571.
- 1467 COMMUNAUTÉ, n. 548.
- 1467 COUT. D'ORLÉANS, titre x, article 186. — Voyez le commentaire ajouté par Pothier.
- 1466 COMMUNAUTÉ, n. 582, 583.
- 1469 *Idem.* n. 641.
- 1469 COUT. D'ORLÉANS, introd. art. x, numéros 130, 131. — Notre code ne va pas si loin que Pothier relativement à la donation d'un enfant reconnu; il veut que le mari même récompense la communauté, s'il a doté seul et personnellement l'enfant commun.
- 1470 COMMUNAUTÉ, n. 585, 586, 594 à 604. — Voyez, n. 606 et suiv., d'autres résumés sur chacun des conjoints peut avoir contre la communauté.
- 1470 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre a, n. 97. — Énumération très détaillée des préférences à faire par chacun des époux; leur étendue, leurs bornes. N. 99 à 117.
- 1470 COUT. D'ORLÉANS, titre a, article 192.
- 1471 COMMUNAUTÉ, n. 701. — Voyez n. 702, le cas où le préférenceur n'a pas été fait avant le partage.
- 1472 COMMUNAUTÉ, n. 610. — Différence entre le mari et la femme par rapport à leurs reprises.
- 1472 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 117.
- 1473 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 134.
- 1474 COMMUNAUTÉ, n. 530.
- 1475 *Idem.* n. 577, 578. — Cas auquel la femme laisse plusieurs héritiers dont les uns acceptent et les autres renoncent. Voyez développements dans les numéros suivants.
- 1475 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre a.
- 1476 COMMUNAUTÉ, n. 711. — Effet du partage des biens de la communauté et de la garantie qu'il produit. N. 715 à 725.
- 1477 COMMUNAUTÉ, n. 690.
- 1481 *Idem.* n. 678. — Ce que l'on doit entendre par deuil.
- 1482 COMMUNAUTÉ, n. 596, 548, 726.
- 1482 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 135.
- 1482 COUT. D'ORLÉANS, titre x, article 187. — Voy. le commentaire ajouté par Pothier.
- 1483 COMMUNAUTÉ, n. 726, 733. — N. 734. Du privilège qu'ont la femme ou ses héritiers de n'être tenus des dettes de la communauté que jusqu'à concurrence de ce qu'ils ont avancé.
- N. 735. En quoi consiste ce privilège, et en quoi il diffère de celui du bénéficiaire d'inventaire. N. 736, 737.
- N. 738. Vis-à-vis de quelles personnes et à l'égard de quelles dettes la femme ou ses héritiers ont-ils ce privilège? N. 739 à 741.
- N. 742. Sous quelles conditions il est accordé à la femme ou à ses héritiers. N. 443, 448.
- N. 747. Du compte que la femme ou ses héritiers doivent aux créanciers de la communauté, pour jouir de ce privilège. N. 748, 750.

- |   |   |
|---|---|
| <p>1483 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre x, n. 135.</p> <p>1485 COUT. D'ORLÉANS, titre x, article 187. — Voyez le commentaire ajouté par Pothier.</p> <p>1484 COMMUNAUTÉ, n. 727. — Comment le mari et les héritiers sont tenus des dettes de la communauté, après la dissolution.<br/>— N. 728, 729, 759. Des indemnités respectives que les conjoints ont l'un contre l'autre, pour raison des dettes de la communauté. Différence à cet égard entre le mari et la femme ou leurs héritiers. — N. 760 à 768.</p> <p>1484 COUT. D'ORLÉANS, introd. entit. x, n. 135, 136.</p> <p>1485 COMMUNAUTÉ, n. 730.</p> <p>1485 COUT. D'ORLÉANS, introd. entit. x, n. 137. — Différence avec le cas où les dettes sont contractées du chef du mari et pendant la communauté.</p> <p>1486 COMMUNAUTÉ, n. 731. — Comment la femme ou ses héritiers sont tenus des dettes de la communauté envers les créanciers.</p> <p>1485 COUT. D'ORLÉANS, introd. entit. x, n. 138.</p> <p>1487 COMMUNAUTÉ, n. 732.</p> <p>1487 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre x, n. 138.</p> <p>1489 COMMUNAUTÉ, n. 751. — L'action hypothécaire pourrait avoir lieu contre chacun des époux, quelle en est la suite ?</p> <p>1489 COUT. D'ORLÉANS, titre x, article 188, 189. — Voyez le commentaire ajouté par Pothier.</p> <p>1491 COMMUNAUTÉ, n. 730 <i>in f.</i>, 733 <i>in f.</i>, 741.</p> <p>1492 <i>Idem.</i> n. 568, 569.</p> <p>1494 <i>Idem.</i> n. 573, 574, 731, 732.</p> | <p>1494 COUT. D'ORLÉANS, introd. entit. x, n. 94.</p> <p>1494 COUT. D'ORLÉANS, titre x, art. 204, 205.</p> <p>1495 COMMUNAUTÉ, n. 583.</p> <p>1500 <i>Idem.</i> n. 287. — Voyez, n. 301 et 302, la différence qui existe entre la communauté légale et la communauté avec clause d'apport.<br/>— N. 315. Voyez les numéros suivants pour interpréter la convention de réalisation, N. 317, 318.</p> <p>1501 COMMUNAUTÉ, n. 287. — Voyez n. 289 et suivants, quelle chose peuvent être imputées sur la somme que le conjoint a promis d'apporter à la communauté. N. 297.</p> <p>1501 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre x, n. 40, 45.</p> <p>1502 COMMUNAUTÉ, n. 297.</p> <p>1502 COUT. D'ORLÉANS, introd. entit. x, n. 45.</p> <p>1503 COMMUNAUTÉ, n. 303.</p> <p>1505 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre x, n. 50, 52.</p> <p>1506 COMMUNAUTÉ, n. 305.</p> <p>1506 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre x, n. 53. — Conséquences de l'assemblée déterminée dans le cas d'ériction : distinction à cet égard.</p> <p>1507 COMMUNAUTÉ, n. 307 à 309.</p> <p>1508 <i>Idem.</i> n. 213. — Notre auteur prouve l'aliénation que Pothier autorise.</p> <p>1508 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre x, n. 55.</p> <p>1509 COMMUNAUTÉ, n. 310.</p> <p>1510 <i>Idem.</i> n. 351, 361, 362, 363, 364, 615.</p> |
|---|---|

- 1510 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 64, 66, 67.
- 1510 COUT. D'ORLÉANS, titre x, article 212.
- 1511 COMMUNAUTÉ, n. 353. — Pothier, en rapportant l'avis de Lebrun contraire à notre Droit, et en détaillant les objections de cet auteur, donne un commentaire très approfondi de notre article.
- 1511 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 66.
- 1512 COMMUNAUTÉ, n. 360.
- 1513 *Idem.* n. 366. — Dans les numéros suivans Pothier traite de l'étendue de la garantie de ceux qui se sont portés forts.
- 1513 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 84. — Intérêt qu'a la femme à ce que son époux soit franc de dettes. Conséquences de cette clause. — N. 85, 86.
- 1514 COMMUNAUTÉ, n. 379 à 392. — Dans tous ces numéros Pothier offre un commentaire très détaillé de notre article 1514. Interprétation des clauses qui peuvent se présenter fréquemment dans la pratique.  
— V. n. 393 et suivans, pour savoir par qui peut être exercée l'action qui résulte de la convention pour la reprise de l'apport de la femme, soit au profit de la femme soit au profit de ses héritiers acquis d'après la convention. — N. 399 à 412.
- 1514 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 68, 69. — La femme mineure qui a obtenu de se marier, s'est-elle restituée comme son omission ?  
— N. 70, 71 Interprétation de clauses servant à faire apprécier les restitutions posées par notre article.  
— Voyez, n. 75, en quoi consiste la reprise, surtout s'il y a aliénations de biens apportés.
- 1515 COMMUNAUTÉ, n. 412, 440, 441.
- Les numéros 442 et suivans indiquent plusieurs manières de constituer le préciput. N. 447, 448.
- 1515 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 77, 79.
- 1517 COMMUNAUTÉ, n. 443. — Voyez n. 444, espèce particulière.
- 1518 COMMUNAUTÉ, n. 445, 519.
- 1520 *Idem.* n. 449.
- 1521 *Idem.* n. 449.
- 1522 *Idem.* n. 450.
- 1522 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 80.
- 1523 COMMUNAUTÉ, n. 453.
- 1524 *Idem.* n. 457, 458, 460.
- 1524 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 82.
- 1529 COMMUNAUTÉ, n. 461.
- 1530 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre x, n. 83.
- 1531 DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 97.
- 1531 COMMUNAUTÉ, n. 462, 463.
- 1536 DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 98.
- 1530 COMMUNAUTÉ, n. 464.
- 1537 *Idem.* *Id.*
- 1538 *Idem.* *Id.*
- 1582 CONT. DE VENTE, n. 1. — Voyez, n. 2, la nature de contrat de vente.
- 1583 CONT. DE VENTE, n. 3, 16, 31. — Voyez, n. 32 et 33, ce qui constitue le contrat.  
— N. 34 et suivans, sur quelles choses doit intervenir le consentement. — N. 308.
- 1583 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 243. Le

- vendeur transfère la propriété telle qu'il l'avait.  
— N. 245. *La tradition n'est pas nécessaire pour transférer la propriété, principe du droit naturel* (selon Grotius); et sans l'empire du code, principe du droit civil.
- 1584 **CONT. DE VENTE.**—Voyez, n. 446 et suivans, la classe de résolution du contrat de vente appelée *addictio in diem*; ses différents effets et l'action qu'elle produit.
- 1584 **CONT. DE VENTE, n. 300.**—Voyez, n. 310, quand la vente est consensée faite *per auctionem* et quand elle est consensée faite à la mesure.
- 1587 **CONTR. DE VENTE, n. 311.**
- 1588 *Idem*, n. 265. — Il faut observer que dans notre droit la vente est faite sous une condition suspensive.
- 1589 **CONTR. DE VENTE, n. 477.**  
— Ce que c'est qu'une promesse de vente et quand on est censé l'avoir contractée.  
— N. 478. Voyez, n. 480, la question de savoir si celui qui, ayant promis de vendre une certaine chose, refuse d'accomplir sa promesse, peut être obligé personnellement à l'accomplir, en faisant ordonner que, faite par lui de pureté le contrat de vente qu'il s'est obligé de passer, la sentence vendue comme contrat de vente, et qu'il sera tenu à l'acheteur, en vertu de ladite sentence, de rendre la chose et de s'en faire mettre en possession?  
— Voyez, n. 481 et suivans, les différentes manières dont se font les promesses de vente.  
— N. 490 et suivans, voyez ce qui concerne les promesses d'acheter.
- 1590 **CONTR. DE VENTE, n. 497.**—Des achats N. 503.  
— Depuis le n. 506, Pothier traite des achats qui se donnent après le marché conclu.
- 1591 **CONTR. DE VENTE, n. 17.**—Des différentes qualités du prix de la vente.  
— N. 18 à 22. De la première qualité du prix.  
— N. 23 à 29. De la seconde qualité du prix.  
— N. 30. De la troisième qualité du prix.
- 1592 **CONTR. DE VENTE, n. 24 à 29.**
- 1596 *Idem*, n. 13.
- 1598 *Idem*, n. 5, 6, 10, 11.
- 1599 *Idem*, n. 7. — Quelques-uns ont pu se méprendre dans les termes en discordance avec notre code, cependant au fond le principe de Pothier serait applicable chez nous.
- 1600 **CONTR. DE VENTE, n. 526, 527.**
- 1601 *Idem*, n. 4.
- 1603 *Idem*, n. 41.  
— Des engagements du vendeur qui résultent de la nature du contrat de vente.  
— Voyez, n. 56, quand l'obligation est éteinte. N. 58.
- 1604 **CONTR. DE VENTE, n. 49, 50.**—Dans quel temps la chose doit être livrée.  
— Voyez, n. 51, de l'action de mise en possession qui naît de l'obligation de livrer la chose.  
— N. 52, de la nature de l'action *ex empto*.  
— N. 58, si l'acheteur, par l'action *ex empto*, peut faire enlever par force la chose vendue.
- 1604 **DE LA PROPRIÉTÉ.**—Voy. n. 194, différentes espèces de tradition.
- 1605 **DE LA PROPRIÉTÉ, n. 200, 201.**
- 1606 **CONTR. DE VENTE, n. 45, 314, 315.**
- 1606 **DE LA PROPRIÉTÉ, n. 195.**—De la tradition réelle.  
— N. 199. De la tradition symbolique.  
— N. 202. Tradition de long-temps.  
— N. 206. Tradition de brève-temps.

1607	CONTR. DE VENTE, n. 317.	1617	CONTR. DE VENTE, n. 259.
1608	<i>Idem.</i> n. 42, 43, 44, 46.	1618	<i>Idem.</i> n. 256.
1609	<i>Idem.</i> n. 51, 52.	1619	<i>Idem.</i> n. 254, 255.
1611	<i>Idem.</i> n. 49 et 60. — N. 70. De quelles espèces de dommages-intérêts le vendeur est-il tenu à défaut de tradition ? — N. 71 à 74. Voyez, n. 75, des dommages-intérêts qui peuvent être prétendus par le vendeur pour le retard apporté dans la tradition. — Voyez, n. 76, 77, 78, 79, 80, 81, en quoi consistent ces dommages-intérêts.	1623	<i>Idem.</i> n. 257.
1612	CONTR. DE VENTE, n. 63. — Voyez, numéros suivans, des développemens de notre principe. — N. 64. <i>Quid</i> , si l'artien est divisé par la mort de l'acheteur qui a laissé plusieurs héritiers ? — N. 65. Modification d'équité admise par Pothier, et qui servit à écarter les principes rigoureux du code civil. — N. 66. Voyez la question de savoir, si l'acheteur ayant demandé la chose vendue sans offrir d'en payer le prix, et que sur sa demande par une sentence en dernier ressort, le vendeur eût été condamné à le lui rendre, sans qu'il lui fût porté par la sentence que s'il se charge de payer préalablement le prix, l'acheteur serait tenu de poursuivre l'exécution de cette condamnation, sans offrir le paiement du prix. — N. 67.	1626	<i>Idem.</i> n. 82 — Voyez n. 83, 84, 85, 86, ce que c'est qu'éviction. — N. 87 et suivans, quelles évictions donnent lieu à la garantie. — N. 98, à qui la chose doit être évincée, pour que l'acheteur ait l'action de garantie. — N. 100, quelle chose doit être évacuée. — N. 102. De l'action qui naît de l'obligation de garantie. Voyez sur cette action les n. 163 et suivans. — N. 147 à 149. A quoi doit être condamné le vendeur, lorsque c'est un error cohérent qui a été évincé. — Voyez, n. 166, des exceptions de garantie qui cessent de l'obligation de garantie. — Voyez, n. 168, 169, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, les présomptions auxquelles l'exception de garantie peut être opposée.
1613	CONTR. DE VENTE, n. 67.	1627	CONTR. DE VENTE, n. 150. — De l'effet qu'ont, par rapport à l'action de garantie, les clauses d'un contrat de vente, par lesquelles le vendeur s'oblige, en cas d'éviction, de rendre à l'acheteur le prix, avec une certaine portion du prix en sus. — N. 181. De la dérogation à la garantie. N. 183, 184.
1614	<i>Idem.</i> n. 47.	1628	CONTR. DE VENTE, n. 185.
1615	<i>Idem.</i> <i>Id.</i> — Pothier, dans son commentaire, explique ce que l'on doit entendre par accessoires.	1629	<i>Idem.</i> n. 180, 187.
1616	CONTR. DE VENTE, n. 251. — Voyez, n. 252, 253, ce qui doit être compris dans la rente indiquée dans le contrat.	1630	<i>Idem.</i> n. 118, 119, 121. — Voyez, n. 141, 142, le cas où il n'y a éviction que d'une partie de la chose. — Voyez, n. 125 à 128, les différens répétitions de l'acheteur contre le vendeur.



- N. 129, 130. Développement.  
—N. 137, 132. De quels dommages-intérêts est tenu le vendeur; voyez aussi la distinction établie aux numéros 136 et 139.
- 1631 **CONTR. DE VENTE**, n. 119. —Voy., n. 140, ce qui doit être restitué lorsqu'il n'y a eu ni l'un ni l'autre des parties.  
—N. 120, 121, les déductions à faire sur le prix que doit restituer le vendeur en cas d'insinuation.
- 1632 **CONTR. DE VENTE**, n. 122.
- 1633 *Idem.* n. 133.
- 1634 *Idem.* n. 134 à 136.
- 1636 *Idem.* n. 145.
- 1638 *Idem.* n. 200, 202.
- 1640 *Idem.* n. 95 à 108. — Ce dernier n° s'applique par induction.
- 1641 **CONTR. DE VENTE**, n. 203. —Voy., n. 204, étendue de la garantie.  
—N. 206, 207, ce que l'on considère en général comme vices rédhibitoires.  
—N. 212. De la disposition de l'art. 1641 sur l'action rédhibitoire dont les développemens se trouvent dans Pothier, n. 215, 218 et suivans.
- 1642 **CONTR. DE VENTE**, n. 208, 210. — Voyez n. 209, modification d'équité.
- 1643 **CONTR. DE VENTE**, n. 211, 230. —Des fins de non-recevoir contre l'action rédhibitoire.
- 1644 **CONTR. DE VENTE**, n. 233. — De l'action *estimatoria* ou *quantitativa*.
- 1645 **CONTR. DE VENTE**, n. 213.
- 1646 *Idem.* *Id.* — Voy., n. 214 au cas dans lequel, selon Pothier, le vendeur même ignorant les vices de la chose vendue, est tenu des dommages-intérêts.

- 1648 **CONTR. DE VENTE**, n. 232.
- 1650 *Idem.* n. 279, 280. — Voy., n. 281 et suivans, les autres obligations de l'acheteur qui naissent de la nature du contrat.  
—N. 295 et suivans, en quoi consiste la del qu'on acheteur peut commettre et à quoi l'oblige-t-il.  
—N. 307, des obligations de l'acheteur qui naissent des clauses particulières du contrat de vente.
- 1652 **CONTR. DE VENTE**, n. 284 à 290.
- 1653 *Idem.* n. 281 à 283.
- 1654 *Idem.* n. 476.
- 1659 *Idem.* —Voyez, n. 396, quelle est la nature de l'action que produit le pacte de réméré?
- 1661 **CONTR. DE VENTE**, n. 435.
- 1662 *Idem.* n. 345.
- 1663 *Idem.* n. 345.
- 1664 *Idem.* n. 396, 399.
- 1668 *Idem.* n. 397.
- 1669 *Idem.* *Id.*
- 1670 *Idem.* *Id.*
- 1672 *Idem.* *Id.*
- 1673 *Idem.* n. 400. — Des prestations réciproques auxquelles sont tenus, en cas de réméré, l'acheteur et le vendeur. N. 402 à 404.  
—N. 401. Dans quel état la chose doit-elle être vendue. N. 402 à 404.  
—N. 403. Voy. la question de savoir, si l'acheteur qui, en sa qualité de propriétaire de l'héritage, a eu la tierce d'un tiers tenué dans cet héritage avant la demande en réméré, est obligé de le rendre au vendeur qui exerce le réméré?  
—N. 406. Quid à l'égard des fruits?  
—N. 407. Le contrat de vente en réméré peut-il être déclaré nul? N. 408 à 411.

- N. 412. Des promissions dont le vendeur est tenu envers l'acheteur ou ses successeurs.
- N. 413. Lorsque le vendeur use de la faculté de réméré, il doit vendre le pris du contrat; doit-on décider la même chose lorsque la faculté de réméré a été accordée au vendeur par une convention postérieure au contrat?
- N. 414. Peut-on, par la clause de réméré, convenir que le vendeur, lorsqu'il exercera le réméré, percevra une certaine somme plus forte que celle pour laquelle l'héritage a été vendu?
- N. 415. Cas où le vendeur est convenu pouvoir rémérer pour une somme moindre pour laquelle l'héritage a été vendu. N. 416 à 414.
- N. 415. Cas où le vendeur s'exerce contre un tiers détenteur. N. 426 à 428.
- N. 429. V. la question de savoir si l'acheteur qui a acquiescé à la demande de réméré, ou qui sur cette demande a été condamné à délaisser l'héritage, peut contraindre le vendeur à exécuter le réméré?
- N. 430. De l'effet du réméré.
- N. 431 *in f.* Voyez n. 432, 433, le cas où le réméré n'a pas été stipulé que depuis le contrat de vente.
- 1673 **DE LA PROPRIÉTÉ, n. 10.**
- 1674 **DES OBLIGATIONS.**—Voy. n. 39, pourquoi, dans la vente de choses mobilières, il n'y a point d'action en rescision pour cause de lésion.
- 1674 **CONTR. DE VENTE, n. 306.**— Il faut observer que dans notre droit, la rescision n'est admise que pour la lésion de plus des sept douzièmes.
- N. 331. De la rescision du contrat qui se fait pour cause de lésion enorme dans le pris.
- Voyez n. 332 et 333, la nature de l'action rescutoire du vendeur, pour cause de lésion. N. 340.
- N. 342. V., n. 349 et suiv., la question de savoir s'il y a lieu à cette action, lorsque la chose vendue a cessé
- entièrement d'exister, sans le fait ni la faute de l'acheteur.
- 1678 **CONTR. DE VENTE, n. 345.** — N. 346. Conséquence du principe. N. 347.
- 1681 **CONTR. DE VENTE**—Voy. n. 336, quel est le juste prix à suppléer.
- 1682 **CONTR. DE VENTE, n. 337.**
- 1684 *Idem,* n. 341.
- 1685 *Idem,* n. 338.
- 1696 *Idem,* n. 516.—Voy., n. 538 et suivans, quelques développemens sur les principes des licitations, soit entre cohéritiers, soit entre copropriétaires.
- 1689 **CONTR. DE VENTE, n. 551.**—Voy., n. 552, la différence qu'il y a entre la transport cession, et la simple délégation ou indication.
- 1690 **CONTR. DE VENTE, n. 557 à 559.**
- 1690 **DE LA PROPRIÉTÉ, n. 215.**
- 1691 **CONTR. DE VENTE, n. 556.**
- 1691 **DE LA PROPRIÉTÉ, n. 215 et 3.**
- 1693 **CONTR. DE VENTE, n. 560.**
- 1694 *Idem,* n. 561.—Voy., n. 562, question interprétative.
- N. 564 et suivans, de la garantie résultante de la clause de fournir et faire valoir.
- 1695 **CONTR. DE VENTE, n. 563.**
- 1696 *Idem,* n. 101, 530.
- 1696 **DE LA PROPRIÉTÉ, n. 369.**— Différences du cas où l'on a vendu ses droits successifs, de celui où l'on a vendu ses prétensions à l'ainé successif, et si au-eun il y a.
- 1697 **CONTR. DE VENTE, n. 531 à 540.**
- 1698 *Idem,* n. 541 à 545.
- Voy., n. 546, la question de savoir,

si, depuis le décès, qu'un héritier pour partie a fait à quelqu'un de ses droits sur ce chef, son héritier renonce à la succession, la part du renonçant revient pour le profit commun pour les charges ou rédact ou au co-rédacteur.

1698 SUCCESSIONS, n. 608, 613. — Des obligations dont sont tenus ceux qui sont aux droits des héritiers.

1698 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre xvi, n. 111.

1698 CONTR. DE VENTE, n. 591. — Développement des droits communs. N. 592 à 600.

1700 CONTR. DE VENTE, n. 584. — De la vente des créances litigieuses et autres droits litigieux. N. 585 à 590.

1702 CONTR. DE VENTE, n. 618 à 630.

1704 *Idem.* n. 622, in *f.*

1708 *Idem.* n. 623, 624.

1707 *Idem.* n. 621, 625.

1708 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre xix, n. 1. — Vrym, n. 3, la différence qui existe entre le louage et la vente.

1709 CONTR. DE LOUAGE, n. 1. — Ce que c'est que le contrat de louage des choses et quelle est sa nature.

— Voyez, n. 2 à 13, en quoi ressemblerait et différerait le contrat de vente et le contrat de louage.

N. 22. — De la jouissance ou de l'usage qui doit faire l'objet du contrat de louage. N. 23 à 26.

N. 27. — Du temps du louage. N. 28.

N. 32. — Du prix et de sa qualité. N. 33 à 40.

— Voyez le n. 41, sur le renfermement des parties contractantes; n. 42, et suivants, sur les personnes entre lesquelles peut intervenir le contrat de louage; n. 46 et suivants, comment et sur quel doit intervenir le consentement des parties contractantes.

1709 CONTR. DE LOUAGE — V. n. 458, le contrat par lequel l'un des parties contractantes s'oblige de donner à l'autre l'usage d'une certaine chose, pour l'usage d'une autre chose que l'autre partie s'oblige réciproquement envers elle de lui accorder.

— Ce contrat est régi par les mêmes principes que le contrat de louage et produit les mêmes obligations, comme on verra dans les n. 482 et suivants.

— N. 491, le contrat par lequel l'un des contractants donne ou s'oblige de donner ou s'oblige à l'autre contractant, pour tenir lieu du loyer d'un autre chose que l'autre contractant s'oblige de son côté de lui donner pour un certain temps.

— N. 495 et suivants, le contrat par lequel chacun des contractants donne à l'autre un ouvrage à faire ou se charge réciproquement d'en faire un autre pour lui.

1709 COUT. D'ORLÉANS, introduction en titre xix, n. 1.

1711 *Idem.*

1713 CONTR. DE LOUAGE, n. 9, 10, 11, 14.

1714 *Idem.* — Voy. n. 376 et suivants, ce qui concerne les baux judiciaires.

— N. 390, l'effet des promesses de donner et de prêter à loyer.

1717 CONTR. DE LOUAGE, n. 43, 280.

— Voyez le n. 282, sur l'obligation du locataire qui a sous-bailé. N. 283, 284.

1719 DE LA PROPRIÉTÉ, n. 154. — Exception en principe que le propriétaire acquiert par droit d'accession les fruits qui naissent de sa chose.

1719 CONTR. DE LOUAGE, n. 53, 54. — Étendue de l'obligation de délivrer la chose au locataire.

— Voyez, n. 55, aux frais de qui doit se faire la reddition.

- N. 56 et 57, où doit être faite la tradition.
- N. 58, quand la tradition doit être faite, et de l'action qu'a le conducteur, et qui naît de cette obligation.
- N. 59 et suivants, ce que c'est que l'action *ex conducto* qu'a le conducteur pour se faire délivrer la chose dont on lui a fait bail, et quelle est la nature de cette action.
- N. 62 et 63, contre qui a lieu cette action.
- N. 64 et 65, en quel cas il y a lieu à cette action.
- N. 66 et suivants, si l'on peut forcer le locateur à livrer la chose, ou s'il y a lieu à des dommages-intérêts en cas d'inexécution de l'obligation.
- N. 61 et suivants, quand, en cas de retard apporté à l'exécution de l'obligation de délivrer la chose?
- N. 74, quand, dans le cas où la chose louée, que le locateur offre de délivrer au locataire, ne se trouve plus entière, ou n'en se trouve pas au même état qu'elle était lors du contrat?
- 1719 CONTR. DE LOUAGE, n. 106 à 108.  
2°  
1719 *Idem.* n. 74. —  
3° Voyez, n. 75 et suivants, en quel cas le locateur est tenu d'apporter du trouble à la jouissance du conducteur, et quelle action a le conducteur pour l'en empêcher.
- N. 286 — Voyez n. 277, quel est le droit du conducteur.
- N. 278, si le fermier a le droit de jouir de la portion, pendant le cours du bail, est soumise par succession à l'hérédité qu'il tient à ferme, sans augmentation de sa ferme.
- N. 279, limitation en droit qu'a le conducteur de jouir de toute la chose louée.
- 1719 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, u. 4. — Voyez usages suivants, de quelles espèces d'événement le locateur est tenu de garantir le bailleur.
- 1720 CONTR. DE LOUAGE, n. 146.
- 1720 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, n. 11.
- 1721 CONTR. DE LOUAGE, n. 109. — Voyez, n. 110 et suivants, quels sont les vices que le locateur est obligé de garantir.
- N. 116 et suivants, l'action qui naît de la garantie des vices de la chose louée, et l'objet de cette action.
- Néanmoins le texte de l'art. 1721, nous paraît cependant que la distinction établie dans le n. 120 doit être admise dans notre droit.
- 1721 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, u. 12. — Notre code paraît rejeter la distinction établie par Pothier.
- 1722 CONTR. DE LOUAGE, u. 309. — Voyez, n. 310 et suivants, les différents cas où le bail se résout de plein droit avant l'expiration du temps.
- 1723 CONTR. DE LOUAGE, n. 75. — Voyez, u. 80 l'action qui dans ce cas résulte de l'obligation du bailleur.
- 1723 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, n. 9.
- 1724 CONTR. DE LOUAGE, n. 77 à 79, 140, 141, 147, 149, 150. — Voyez, n. 320 et suivants, si le propriétaire lui-même en a le droit de faire résilier le bail sous le prétexte que le locataire menace sous. N. 325.
- 1724 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, u. 17, 18.
- 1725 CONTR. DE LOUAGE, n. 81. — Quels sont les troubles de la part des tiers dont le locateur est obligé de garantir le conducteur. N. 287.
- 1726 CONTR. DE LOUAGE, u. 82. — Voyez, n. 83 et suivants, des développemens sur les différents troubles qui peuvent donner lieu à l'action en garantie.
- N. 90 et suivants, de l'action du

- garantie qu'a le conducteur qui est tenu dans sa jouissance et de l'objet de cette action. N. 287.  
— N. 93 et suivants, de l'exception de garantie.
- 1728 **CONTR. DE LOUAGE, n. 133.** — Voyez, n. 134 et suivants, quand le loyer doit être payé.  
— N. 136 et suivants, où le loyer doit être payé.  
— N. 138, s'il est dû des intérêts du loyer; et 139 et suivants, des principes généraux à cet égard.  
— N. 178. Des fins de non recevoir que les fermiers ou locataires peuvent opposer.  
— Si les dernières quittances établissent une présomption de paiement des précédents termes de loyer. N. 190.  
— N. 192. Voyez n. 201 et suivants, les obligations du conducteur qui ont-son de la bonne foi.  
— N. 203 et suivants, les obligations qui résultent des clauses particulières de contrat.
- 1728 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xix, n. 15, 23, 24.
- 1729 **CONTR. DE LOUAGE, n. 189, 322, 323, 324.**
- 1729 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xix, n. 66 in f.
- 1730 **CONTR. DE LOUAGE, n. 197.**
- 1731 *Idem.*
- 1731 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xix, n. 24.
- 1732 **CONTR. DE LOUAGE, n. 195, 196, 199, 200.**
- 1732 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xix, n. 25.
- 1733 **CONTR. DE LOUAGE, n. 194.**
- 1733 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xix, n. 26.  
Tome VIII.
- 1734 **CONTR. DE LOUAGE, n. 194.**
- 1735 *Idem.* n. 193.
- 1737 *Idem.* n. 308. — Voyez, numéros 326 à 328, le cas où l'on aurait inséré la condition de s'avertir d'avance.  
— N. 345, quid, si à l'expiration du bail l'une des parties n'est pas capable de consentement?  
— N. 347, quid, si le locateur a besoin de l'avis d'un conseil?  
— N. 348, quid, si à l'expiration du bail il y a un héritier qui n'ait pas pris qualité?
- 1738 **CONTR. DE LOUAGE, n. 242, 243.** — Ce que c'est que la tacite reconduction, et en quel cas elle a lieu.
- 1738 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xix, n. 78. — Au lieu de limiter le temps à un an, appliquez les principes du bail verbal. N. 79.
- 1739 **CONTR. DE LOUAGE, n. 344.**
- 1741 *Idem.* n. 309. — Voyez, n. 310 et suivants, les différents cas où le bail se résout de plein droit avant l'expiration du temps.
- 1742 **CONTR. DE LOUAGE, n. 280, 317.**
- 1752 *Idem.* n. 204, 318.
- 1752 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xix, n. 27, 63.
- 1754 **CONTR. DE LOUAGE, n. 219 et 225.**
- 1755 *Idem.* n. 219.
- 1758 *Idem.* n. 29, 30.
- 1759 *Idem.* n. 339, 343.
- 1763 *Idem.* n. 123. — Voyez ce qui a été dit aux articles 1617, 1618 et 1619 du code civil.
- 1766 **CONTR. DE LOUAGE, n. 204, 219.**

1766	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, n. 27.	1794	<i>Idem.</i> n. 440 à 443.
1768	CONTR. DE LOUAGE, n. 191.	1796	<i>Idem.</i> n. 436.
1769	<i>Idem.</i> n. 153, 154. — Quelles choses doivent concourir pour qu'il y ait lieu à la remise du loyer. N. 156 à 159. — N. 160. Voyez dans ce numéro quand la stérilité extraordinaire d'une année pour laquelle on a demandé remise du fermage, doit être considérée comme compensée par la fertilité des autres années. N. 161 à 164.	1797	<i>Idem.</i> n. 428.
1769	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, n. 19, 20.	1801	CHEPTELS, n. 1.
1771	CONTR. DE LOUAGE, n. 155, 154.	1802	<i>Idem.</i> n. 21.
1771	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, n. 20.	1804	<i>Idem.</i> n. 1, 2, 53.
1772	CONTR. DE LOUAGE, n. 178.	1805	<i>Idem.</i> n. 5.
1773	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xix, n. 23.	1806	<i>Idem.</i> n. 35.
1774	CONTR. DE LOUAGE, n. 28.	1808	<i>Idem.</i> n. 52.
1776	<i>Idem.</i> n. 252, 380.	1810	<i>Idem.</i> <i>Id.</i>
1780	<i>Idem.</i> — Voyez, n. 165 et suivants, dans lesquels le maître doit être déchargé de la totalité ou de partie du prix, lorsque les services ne lui ont pas été rendus.	1811	<i>Idem.</i> n. 1, 24, à 27.
1787	CONTR. DE LOUAGE, n. 392. — Voyez, n. 393 et suivants, de la nature du contrat de louage d'ouvrage, et des trois choses acquises pour former le contrat. — N. 404 et suivants, des obligations du locateur qui naissent de la nature du contrat de louage. — Voyez, n. 418 et suivants, quelles sont les obligations du conducteur.	1812	<i>Idem.</i> n. 36, 37.
1788	CONTR. DE LOUAGE, n. 425, 426.	1814	<i>Idem.</i> n. 38, 39.
1791	<i>Idem.</i> n. 436, 437.	1815	<i>Idem.</i> n. 30.
1792	<i>Idem.</i> n. 434, 435.	1816	<i>Idem.</i> n. 31.
		1818	<i>Idem.</i> n. 1, 52.
		1819	<i>Idem.</i> n. 58.
		1820	<i>Idem.</i> n. 60 à 64.
		1821	<i>Idem.</i> n. 65.
		1823	<i>Idem.</i> n. 66.
		1825	<i>Idem.</i> n. 69.
		1826	<i>Idem.</i> n. 67.
		1831	<i>Idem.</i> 71. — Développement sur cette espèce de cheptel.
		1832	CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 1. — Voyez, numéros suivants, le contenu du contrat de société. — N. 181 et suivants, le quasi-contrat de communauté.
		1833	CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 8 à 11, 14.
		1834	<i>Idem.</i> n. 80, 81, 83.

- 1836 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 28.
- 1836 *Idem.* *Id.* — On voit par les explications données dans les numéros suivans, qu'en ce que le mot entend par société *universorum bonorum* expliqué par Pothier; elle en diffère en ce que les biens d'autrui ne peuvent entrer dans la société que pour la jouissance.
- 1838 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 43, 44. — Voyez numéros suivans, développemens du principe.
- 1839 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 43.
- 1841 *Idem.* n. 51.
- 1842 *Idem.* n. 54. — V. le n. 55.
- 1843 *Idem.* n. 51.
- 1844 *Idem.* n. 63.
- 1846 *Idem.* n. 110, 113. — Voyez, n. 134 et suivans.
- 1847 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 120. — Voyez, n. 118, le cas où l'on des associés a perdu quelque chose du fonds commun.
- 1848 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 121.
- 1849 *Idem.* n. 122.
- 1850 *Idem.* n. 124, 125.
- 1852 *Idem.* n. 127, 128. — Voyez le n. 124 et suivans sur l'action *pro socio*.
- 1853 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 13. — Voyez n. 17, exception au principe, et n. 18. — N. 23.
- 1854 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 74.
- 1855 *Idem.* n. 12.
- 1856 *Idem.* n. 66, 69, 71.
- 1857 *Idem.* n. 72.
- 1858 *Idem.* *Id.*

- 1859 DES OBLIGATIONS, n. 53. — Distinction importante servant à faire connaître si l'engagement a été contracté pour obliger la société ou pour ce pas l'obliger.
- 1859 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 34, 85, 86, 87, 90, 133.
- 1860 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 88.
- 1861 *Idem.* n. 91. — Voyez numéros 92 et 93, conséquences du principe. N. 95.
- 1862 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 98, 100, 103.
- 1863 *Idem.* n. 104.
- 1864 *Idem.* n. 105.
- 1865 *Idem.* n. 138. — Pothier donne des développemens sur chaque espèce d'extinction de la société. N. 139, 140, 144, 147, 148. N. 149. — Voyez, n. 155 et suivans, les effets de la dissolution et le partage qui en est la suite.
- 1866 CONTR. DE SOCIÉTÉ, n. 139.
- 1868 *Idem.* n. 144, 145.
- 1869 *Idem.* n. 149 à 151, 153.
- 1870 *Idem.* n. 160, 151.
- 1871 *Idem.* n. 152.
- 1873 DU PRÊT A USAGE, n. 1, 2, 4. — Voyez, n. 5 et suivans, à quelle classe de contrat appartient le contrat de prêt. N. 23, 24. — N. 29. Voyez, n. 65 et suivans, l'action directe que la loi donne au prêteur contre l'emprunteur, et développemens de cette action. Voyez, n. 75, l'action contraire.
- 1876 DU PRÊT A USAGE, n. 3.
- 1877 *Idem.* n. 4. 23°

1878	DU PRÊT A USAGE, n. 14, 17.
1879	<i>Idem.</i> n. 55.
1880	<i>Idem.</i> n. 21, 22, 24, 46, 53.
1881	<i>Idem.</i> n. 58, 60.
1882	<i>Idem.</i> n. 56.
1883	<i>Idem.</i> n. 62. — Nous indiquons ce numéro quoiqu'il s'oppose à l'opinion de Pothier soit contraire à notre article, parce qu'on y trouve une discussion étendue sur la question que notre code a tranchée.
1884	DU PRÊT A USAGE, n. 38, 39.
1885	<i>Idem.</i> n. 44.
1888	<i>Idem.</i> n. 20, 76, 77.
1889	<i>Idem.</i> n. 27. — Voyez n. 25 et 27.
1890	DU PRÊT A USAGE, n. 43, 81.
1891	<i>Idem.</i> n. 84.
1892	DU PRÊT DE CONSOMPTION, n. 1, 2, 3, 13, 14, 22, 30.
1893	DU PRÊT DE CONSOMPTION, n. 4, 50.
1895	<i>Idem.</i> n. 35, 36.
1897	<i>Idem.</i> n. 15.
1898	<i>Idem.</i> n. 51, 52.
1899	<i>Idem.</i> n. 47.
1900	<i>Idem.</i> n. 48.
1902	<i>Idem.</i> n. 27, 28, 39.
1903	<i>Idem.</i> n. 50.
1909	CONSTITUTION DE RENTE, n. 1. — Voyez n. 2 et suivants, la nature du contrat de constitution de rente. — N. 28. En quoi doivent être con-

stitues les rentes, et quel doit être le prix de la constitution. N. 28 à 42.

— N. 43. Voyez, n. 45, le cas où le rentier principal est exigible pour partie. Pothier dit que le contrat de constitution de rente se fait seul pour partie, mais que si un tiers doit il le rendrait comme prêt à intérêt.

— N. 55 et suivants, quelles personnes peuvent constituer une rente.

— N. 59, aux frais de qui doit être fait le contrat de constitution.

— N. 61, de la clause de passer acte devant notaires.

— N. 63, de la clause de faire emploi, de donner caution ou autres créances pour la rente.

— N. 76, de la clause de délégation.

— N. 85, 86, 87, des clauses de payer par demi terme ou d'avance.

— N. 88 et suivants, voyez quelques clauses particulières.

— N. 107, 108. Voyez n. 100 et suivants de l'interprétation de ce qui peut se trouver d'ambigu dans le contrat de constitution de rente.

N. 115. — N. 120, le droit de rente constituée est divisible.

— N. 121 et suivants, voyez ce qui concerne la prestation des arrérages.

1909 CONSTITUTION DE RENTE. — Voyez, n. 147 et suivants, comment s'établit le droit de rente constituée.

1911 CONSTITUTION DE RENTE, n. 51. — Appliquez au troisième alinéa du n. 51 l'observation faite au n. 43 sur l'art. 1909.

— Voyez, n. 62 et suivants, des pactes qui concernent le rachat.

— N. 174. Des différentes manières dont s'éteignent les rentes constituées.

— N. 175. Du rachat des rentes constituées.

— Voyez, n. 176 et suivants, par quel le rachat peut être fait.

— N. 182 et suivants, à quel le rachat de la rente doit être fait.

— N. 183 et suivants, si le créancier



- peut être obligé à soulever le rachat pour partie.  
— N. 193. De l'effet du rachat partiel.  
— Voyez, n. 198 et suivans, ce qui est requis pour être reçu au rachat de la rente.  
— N. 200 et suivans, les différentes espèces de rachat; 1<sup>o</sup> par le remboursement ou paiement réel du principal; 2<sup>o</sup> par consignation; 3<sup>o</sup> par compensation.
- 1912 **CONSTITUTION DE RENTE, n. 48.**
- 1913 *Idem.* n. 182.
- 1918 **CONTR. DE DÉPOT, n. 1.**—*Distinction et étymologie du mot dépôt.*  
— N. 82. Pothier distingue le véritable dépôt du dépôt treugulier. N. 83.
- 1916 **CONTR. DE DÉPOT, n. 1, alin. 5.**
- 1917 *Idem.* n. 13. — Voy., n. 19, 19, 21, à quelle classe de contrat on doit rapporter le contrat de dépôt.
- 1918 **CONTR. DE DÉPOT, n. 2 à 4.**
- 1919 *Idem.* n. 6 *in f.*  
N. 7, 8. — Voyez n. 8 à 12, quelle doit être la principale lie pour laquelle se fait la tradition.
- 1921 **CONTR. DE DÉPOT, n. 14 à 18.**
- 1925 *Idem.* n. 5, 6.
- 1926 *Idem.* n. 6.
- 1927 *Idem.* n. 22, 23. — Voyez, n. 24 à 28, développemens sur la fidélité à garder le dépôt, et sur les fautes d'not serait en ne serait pas tenu le dépositaire.
- 1928 **CONTR. DE DÉPOT, n. 30 à 32.**
- 1929 *Idem.* n. 29, 32.
- 1930 *Idem.* n. 34, 35. — N. 36, ce que l'on doit entendre par permission présumée. N. 37.
- 1931 **CONTR. DE DÉPOT, n. 33, 39.**
- 1932 *Idem.* n. 40. — Voy., n. 41, qui doit être cru sur la qualité de la chose déposée en dépôt, s'il n'y a pas eu d'écrit.
- 1933 **CONTR. DE DÉPOT, n. 42.**
- 1934 *Idem.* n. 43 à 45.
- 1935 *Idem.* n. 46.
- 1936 *Idem.* n. 47, 48, 49.
- 1937 *Idem.* n. 49, 51. — Voyez, numéros 60 et 62, l'action *despositi directio*.  
— N. 61, l'action utile *despositi*.  
— N. 63, contre qui cette action peut être intentée.  
— N. 64 à 68, des développemens de l'article 1937 relativement à l'action à exercer de la part du propriétaire.
- 1938 **CONTR. DE DÉPOT, n. 51.**
- 1939 *Idem.* n. 54, 55.
- 1940 *Idem.* n. 52.
- 1941 *Idem.* n. 50.
- 1942 *Idem.* n. 56.
- 1943 *Idem.* n. 57.
- 1944 *Idem.* n. 58. — Voy., n. 59, pour quelles causes la restitution doit être retardée.
- 1946 **CONTR. DE DÉPOT, n. 4, 67.**
- 1947 *Idem.* n. 68 à 74.
- 1948 *Idem.* n. 59 *ad.* 3, 74.
- 1949 *Idem.* n. 75.
- 1950 *Idem.* n. 76, 81.
- 1952 *Idem.* n. 77.
- 1953 *Idem.* n. 78. — Voy. les n. 79 et 80 pour connaître comment se forme le contrat.

1951	CONTR. DE DÉPOT, n. 78.	1974	CONTR. DE CONSTITUTION DE RENTE, n. 224.
1955	<i>Idem.</i> n. 84.	1975	<i>Idem.</i> n. 224.
1956	<i>Idem.</i> n. 85. — Différences entre le dépôt ordinaire et le séquestre conventionnel. N. 86.	1976	<i>Idem.</i> n. 230, 234.
1957	CONTR. DE DÉPOT, n. 90.	1977	<i>Idem.</i> n. 228, 229.
1958	<i>Idem.</i> n. 89.	1978	<i>Idem.</i> n. 227, 231.
1959	<i>Idem.</i> n. 87. — Différence du séquestre avec le dépôt.	1980	<i>Idem.</i> n. 235.
1960	<i>Idem.</i> n. 88. — <i>Id.</i>	1981	<i>Idem.</i> n. 233.
1961	<i>Idem.</i> n. 90 in f. 98.	1982	<i>Idem.</i> n. 236.
1962	<i>Idem.</i> n. 91 à 93.	1983	DES OBLIGATIONS, n. 674 et f.
1963	<i>Idem.</i> n. 95, 96.	1983	CONTR. DE CONSTITUTION DE RENTE, n. 237.
1964	CONTR. DE JEU, n. 1.	1984	DES OBLIGATIONS, n. 74.
1966	<i>Idem.</i> n. 49, 51.	1984	CONTR. DE MANDAT, n. 1. — Voy. n. 2 à 4, à quelle classe de contrat appartient le contrat de mandat.
1967	<i>Idem.</i> n. 26. — De la <i>fiduci</i> . Titre que les parties doivent apporter. N. 53, 58.		— N. 5 et suivants, ce qui est de l'essence du contrat de mandat, et quelles affaires peuvent être le matière de ce contrat.
1968	CONTR. DE CONSTITUTION DE RENTE, n. 215. — Voyez, n. 216 et suivants, de la nature du contrat de rente viagère, et en quoi il diffère du mandat de constitution de rente perpétuelle. — Numéros 233-234, de la différence du contrat de constitution de rente viagère, et du contrat de constitution de rente perpétuelle, sur les conditions requises pour la validité du contrat. — N. 243 à 247, dans quelles formes se passent les contrats de constitution de rente viagère, et des différentes clauses qui peuvent y être apposées. — N. 249 et suivants, de la nature des rentes viagères.		— N. 18, de la volonté que doivent avoir le mandant et le sous-taire de s'obliger l'un envers l'autre. — N. 19, la différence entre la mandat et la simple recommandation. — N. 20, 21, ce qui distingue le mandat du conseil. N. 31.
1969	CONTR. DE CONSTITUTION DE RENTE, n. 215.	1984	DE LA PROPRIÉTÉ, n. 237.
1970	<i>Idem.</i> n. 229 à 242.	1985	CONTR. DE MANDAT, n. 28 à 32. Exemples d'accomplissement de la loi. N. 33. — <i>Idem.</i> N. 31, 32.
1971	<i>Idem.</i> n. 226.	1986	CONTR. DE MANDAT, n. 22, 23. — En quoi peut consister la caution contraire. — N. 24. Voyez, n. 26 et 27, exceptions en principe.
1972	<i>Idem.</i> n. 223.	1987	CONTR. DE MANDAT, n. 123. — Voyez, n. 144 et suivants, ce qui concerne le procureur <i>omnium bonorum</i> .
		1988	CONTR. DE MANDAT, n. 148 à 156.
		1991	<i>Idem.</i> n. 37, 38. — Voyez, n. 39 à 43 et 45, les justes

causes survenues depuis le contrat, et qui déchargent le mandataire de l'obligation de l'exécuter. N. 41.

1992 CONTR. DE MANDAT, n. 46 à 49.

— Voyez, n. 50, si le mandataire est tenu des cas fortuits et des accidents de force majeure.

1993 CONTR. DE MANDAT, n. 51. —

N. 62, Pothier examine la question de savoir si un mandataire peut compenser ce qu'il doit pour le dommage, avec les avantages qu'il a perçus au mandat dans les autres affaires.

— Voyez, n. 53 et 57, des développements sur la compte à rendre.

— Voyez, n. 61, l'obligation qui naît des obligations du mandataire; n. 63, contre qui peut être intentée cette action.

— N. 64, par qui peut être intentée l'action mandati directe.

— N. 66, si le mandant a une hypothèque sur les biens du mandataire pour cette action.

1996 CONTR. DE MANDAT, n. 56.

1998 DES OBLIGATIONS, numéro 78.—

Après avoir parlé dans le dernier numéro, le principe de notre code, Pothier indiquait cet où, aux conditions tacites et expresse, le mandant est cependant obligé, quoique le mandataire ait contracté au-delà de son mandat.

— Interprétation de ces mots de notre article : *de ce qui a pu être fait au-delà*. N. 77, 78.

— Voyez, n. 79, commentaire de ces mots, conformément au pouvoir, etc.

1998 CONTR. DE MANDAT, n. 80, 91, 82 à 95.

— Quand le mandataire est-il censé être renfermé dans les bornes du mandat, et quand paraît-il en être sorti?

— Voyez, n. 91, le cas où le mandataire a fait précisément la même affaire portée par le mandat, lorsque le mandant lui en a permis sur une condition il se soit exercé.

— N. 92, le cas où le mandataire a fait précisément la même affaire dont il a été chargé par le mandat, si des

conditions plus avantageuses que celles prescrites par le mandat.

— N. 93, 94, le cas où le mandataire a fait l'affaire dont il a été chargé, mais à des conditions plus dures que celles qui lui ont été prescrites par le mandat.

— N. 95, le cas où le mandataire a fait une partie de ce qui est porté par le mandat.

— N. 96, le cas où le mandataire a fait ce dont il était chargé par le mandat et quelque chose de plus.

— N. 97, le cas où le mandataire a fait une autre affaire que celle portée par le mandat.

— N. 98, lorsqu'une affaire peut se faire également de deux ou plusieurs manières différentes.

— N. 99, le cas où le mandataire a fait son par lui-même, mais par une personne qu'il s'est substituée, l'affaire dont il était chargé, quoiqu'il n'ait pas le pouvoir de substituer une autre pour la faire.

1999 DES OBLIGATIONS.—Voy., n. 447 et suivans, de l'obligation de ceux qu'on appelle mandataires *procuratores credulorum*. Différence entre le mandant et le débiteur.

1999 CONTR. DE MANDAT, n. 53, 67 à 69.—

Il faut que le mandataire ait déboursé quelque chose. N. 70 et 71.

— N. 74, il faut que ce que le mandataire a déboursé, l'ait été *ex causa mandati*, développement de ce principe.

— N. 78, il faut que ce se soit par la faute du mandataire qui a été déboursé aux déboursés qu'il a faits pour le gestion. N. 79.

— Voyez, numéros 83 à 85, l'action qui naît des obligations du mandant.

2000 CONTR. DE MANDAT, n. 75 à 77.

Idem. n. 82. — Notre code n'admet point l'exception de *discreto* dont parle Pothier.

2003 CONTR. DE MANDAT, n. 100, 101,

	103. — Voyez le <u>n. 111</u> , à l'égard de l'extinction du mandat par le changement d'état du mandant. N. <u>101, 105.</u>	2022	DES OBLIGATIONS, <u>n. 411.</u>
2003	DE LA PROPRIÉTÉ, <u>n. 221.</u>	2023	<i>Idem.</i> <u>n. 412, 413, 414.</u>
2004	CONTR. DE MANDAT, <u>n. 113, 118.</u> Révocation tacite. N. <u>119, 120.</u>	2025	<i>Idem.</i> <u>n. 416, 535.</u>
2006	CONTR. DE MANDAT, <u>n. 121 in f.</u>	2026	<i>Idem.</i> <u>n. 416 in f.</u> — Voyez, <u>n. 419</u> et suivants, quels sont ceux entre qui la dette doit être divisée. N. 417. — N. 425, si un cautionnement peut se diviser si ce n'est une caution qui n'a pas valablement contracté. — N. 426, quand cette exception peut être opposée? — N. 427, quel est son effet.
2006	<i>Idem.</i> <u>n. 114 à 117.</u>	2026	DES OBLIGATIONS, <u>n. 421.</u>
2007	<i>Idem.</i> <u>n. 44.</u>	2028	<u>al. 2.</u> DES OBLIGATIONS, <u>n. 430.</u> — Voyez l'observation à l'article 2029, <u>n. 428.</u> — Voyez, <u>n. 431, 432, 437</u> , comment on doit interpréter ces mots de notre article : la caution qui a payé. N. 441, alin. 2, 442, alin. 2.
2008	DES OBLIGATIONS, <u>n. 88, 81.</u>	2029	DES OBLIGATIONS, <u>n. 428.</u> — Chez nous la subrogation est de droit, il n'est plus besoin de caution d'action.
2008	CONTR. DE MANDAT, <u>n. 106 à 109, 121.</u>	2030	DES OBLIGATIONS, <u>n. 441.</u>
2010	<i>Idem.</i> <u>n. 101, 102.</u>	2031	<i>Idem.</i> <u>n. 434, 435, 439.</u> — Voyez, <u>n. 436</u> , le cas où l'exception à opposer serait personnelle à la caution.
2012	DES OBLIGATIONS, <u>num. 367.</u> — Voyez <u>n. 366</u> la nature du cautionnement, et <u>n. 368</u> la différence qui existe entre le débiteur et celui que l'on appelle en droit <i>expressus</i> . N. 377.	2032	DES OBLIGATIONS, <u>n. 221, 443.</u>
2013	DES OBLIGATIONS, <u>n. 369.</u> — Exemple d'espèces où la caution serait engagée sous des conditions plus onéreuses. N. 371 à 376.	2033	DES OBLIGATIONS, <u>n. 446 in prin.</u>
2014	DES OBLIGATIONS, <u>n. 394.</u> — V. les numéros précédents. <u>n. 392, 404.</u>	2034	<i>Idem.</i> <u>n. 378.</u>
2016	DES OBLIGATIONS, <u>n. 402.</u> — On remarquera que notre article veut que le cautionnement soit <i>expressus</i> .	2035	<i>Idem.</i> <u>n. 384.</u>
2016	DES OBLIGATIONS, <u>n. 405.</u> — Joignez à l'article 2016, le fin de l'article 2015. N. 406.	2036	<i>Idem.</i> <u>n. 381, 382.</u> — Développement.
2018	DES OBLIGATIONS, <u>n. 388.</u> — Le <u>n. 398</u> offre des espèces importantes pour le développement du principe. N. 391.	2037	DES OBLIGATIONS, <u>n. 557.</u> — Il faut observer que la caution d'action a été remplacée par la subrogation légale.
2019	DES OBLIGATIONS, <u>n. 391.</u>		
2020	<i>Idem.</i> <u>n. 392.</u>		
2021	<i>Idem.</i> <u>n. 408, 409.</u> — Voyez surtout le fin de ce numéro pour l'interprétation des mots de notre article, à moins que la caution n'ait renoncé, etc.		

- 2040 **DÈS OBLIGATIONS**, n. 387 *in f.* n. 391, 3.
- 2041 **DÈS OBLIGATIONS**, n. 393.
- 2042 *Idem.* n. 409, *in princ.*
- 2052 *Idem.* n. 361.
- 2059 **CONTR. DE CONSTITUTION DE RENTE**, n. 72. — Voyez, n. 73, 74, 75, *des développemens* sur cette espèce de contrat.
- 2060 **CONTR. DE DÉPOT**, n. 97.
- 2062 **CONTR. DE LOUAGE**. — Voyez, n. 364 et suivantes, si le contrat par corps stipulé dans un bail existait toujours dans le cas de la telle reconstruction.
- 2071 **NANTISSEMENT**, n. 1. — Voyez, n. 4, ce qui est de l'essence du contrat de nantissement.  
— N. 8, de la tradition de la chose donnée en nantissement. N. 9.  
— N. 10, il faut que le fin, pour laquelle la chose est donnée, soit pour que celui à qui elle est donnée la donne comme sûreté de sa créance. N. 11.  
N. 12. — Voyez, n. 13 et suivantes, à quelles classes de contrat appartient le contrat de nantissement.  
N. 54. — Des obligations qui contracte par le contrat de nantissement celui qui donne la chose en nantissement, et de l'action *contraria pignoratitia* qui en suit.  
— Voyez, n. 55 à 59, commentaire des derniers mots de l'art. 2071.
- 2071 **HYPOTHÈQUES**, t. 5, p. 435, 449. — Voyez, p. 470, quelles choses sont susceptibles de nantissement.
- 2071 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xx, n. 2.
- 2072 **NANTISSEMENT**. — V., n. 5 à 7, les choses qui peuvent être l'objet du contrat de nantissement. Lisez le mot du n. 6.
- 2072 **HYPOTHÈQUES**, t. 5, p. 473.
- 2073 **NANTISSEMENT**, n. 26. — Voyez, n. 21, les autres droits qu'acquiert le créancier dans les choses qui lui sont données en nantissement, et peut constituer ces droits, voyez, numéros 27 et 28.
- 2073 **HYPOTHÈQUES**, t. 5, p. 470.
- 2075 **NANTISSEMENT**, n. 6. — Voyez le mot.
- 2076 *Idem.* n. 8 à 10.
- 2078 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xx, n. 2.
- 2077 **NANTISSEMENT**, n. 16.
- 2078 *Idem.* n. 18, 24, 37, 41, 52. — Conséquence de l'art. 2078.
- 2078 **HYPOTHÈQUES**, t. 5, p. 470 *in f.*
- 2079 **NANTISSEMENT**, n. 22.
- 2080 *Idem.* n. 31 à 34, 60, 61. — Opinion de Pothier sur les dépenses utiles.
- 2080 **HYPOTHÈQUES**, t. 5, p. 471, 472.
- 2081 **NANTISSEMENT**, n. 23, 35, 36.
- 2081 **HYPOTHÈQUES**, t. 5, p. 472.
- 2082 **NANTISSEMENT**, n. 29, 30. — Voyez, n. 38, 39, 40, l'action *pignoratitia directa*.  
N. 42. — Quand y a-t-il ouverture à l'action *pignoratitia directa*?  
N. 43. — Voyez, n. 46 à 49, *des développemens* de notre article.  
— N. 50, différence entre le paiement et la satisfaction. N. 61.
- 2082 **HYPOTHÈQUES**, p. 472.
- 2083 *Idem.* p. 473.
- 2085 **NANTISSEMENT**, n. 20.
- 2085 **HYPOTHÈQUES**, t. 5, p. 473.
- 2086 **NANTISSEMENT**, n. 61.
- 2086 **HYPOTHÈQUES**, t. 5, p. 474.

- 2102 **CONTR. DE LOUAGE**, n. 252. — Du droit de préférence du locateur de maison ou de métairie.  
— N. 253. Il faut remarquer que le code accorde un privilège pour six années, à l'expiration de l'année courante, tandis que Pothier n'alloue que trois termes et le terme courant.  
— N. 257. — Du droit de suite qu'a le locateur à l'égard des meubles saisis à son hypothèque. N. 256, 258, 260, 269.  
N. 277. — Du droit du conducteur. Voyez, n. 278, si le fermier a le droit de jouir de la partie qui, pendant la durée du bail, est affectée par alluvion à l'héritage qu'il tient à ferme, sans augmentation de sa ferme.  
— N. 279, la limitation au droit qu'a le conduteur de jouir de toute la chose louée.
- 2102 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xix, n. 30, 31. — Dans notre droit c'est un privilège, il n'y a eu sur plus de différence que dans les mots.  
N. 33. — Voyez le n. 32 et les sources pour l'interprétation du privilège N. 34, 36, 39, 46, 47, 48, 49.
- 2103 **HYPOTHEQUES**, t. 5, p. 436. — Distinction entre l'hypothèque privilégiée et l'hypothèque simple.
- 2103 et 3. **SUCCESSIONS**, t. 4, p. 492.
- 2103 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xvi, n. 106.
- 2114 **HYPOTHEQUES**, t. 5, p. 435 *inf.* 443, 445.
- 2114 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xi, c. 2 *inf.* N. 28.
- 2114 et 3. **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xx. — Voyez n. 37, l'article qui donne au créancier son droit d'hypothèque.
- 2117 **HYPOTHEQUES**, t. 5, p. 434. — L'article 2129 du code civil a apporté un changement à l'article de loi.
- N. 435. — Voyez art. 2129 du code civil.
- 2117 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xx, n. 3. — D'après notre code, l'hypothèque conventionnelle ne résulte pas seulement d'un acte notarié, il faut qu'il soit stipulé.  
— La publicité et la spécialité, qui n'étaient pas alors de l'essence de l'hypothèque, ont apporté beaucoup d'autres différences.
- 2118 **HYPOTHEQUES**, t. 5, p. 440, 441. — Nous n'établissons de concordance que pour ce qui concerne le droit d'insinuer.
- 2118 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xi, n. 21.
- 2119 **HYPOTHEQUES**, p. 440 *in f.* — Motifs de l'article.
- 2121 **HYPOTHEQUES**, p. 435 *in f.* — Pothier confond ici l'hypothèque légale et l'hypothèque judiciaire, le code a apporté une distinction, article 2116. P. 439.
- 2121 **DES PERSONNES**, etc., t. 5, p. 193.
- 2121 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xx, n. 18.
- 2125 **HYPOTHEQUES**, t. 5, p. 438. — Sous l'empire du code, la simple reconnaissance faite de suite notariale ne suffisait pas pour produire hypothèque. Voyez articles 2127, 2129 du code civil.  
— Tome 5, p. 438. De l'hypothèque des jugements; il faut remarquer les changements survenus dans l'organisation judiciaire.
- 2123 **COUT. D'ORLÉANS**, introduction au titre xx, n. 14.
- 2124 **HYPOTHEQUES**, p. 441, 442. — Il faut remarquer que toutes les personnes indiquées doivent recevoir l'autorisation, soit du conseil de famille, soit des autorités compétentes.

- 2124 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 22.
- 2125 HYPOTHEQUES, p. 441, 444.
- 2125 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 57.
- 2127 HYPOTHEQUES, p. 438.
- 2128 *Idem.* p. 437.
- 2132 *Idem.* — Voyez, p. 140,  
le cas où le débiteur est suspendu par ses  
condamnations qui vont à défaut.
- 2133 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre x, n. 141. — Fouclement de  
l'hypothèque accordée à la femme.
- 2167 HYPOTHEQUES. — Voyez, p. 150,  
l'exception que le tiers détenteur de  
l'immeuble hypothéqué peut opposer  
à l'action du créancier.
- 2167 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 33.
- 2168 HYPOTHEQUES, p. 445.
- 2168 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 30, 45, 46.
- 2170 HYPOTHEQUES, p. 445. — D'après  
la cede le créancier n'est obligé de dé-  
cider que les immeubles hypothéqués  
à la même dette. P. 445, 447, 448.
- 2170 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 34, 35. — Voyez en-  
suite, des développemens sur  
l'exception de décurios que peut op-  
poser le tiers détenteur aux créanciers  
hypothécaires.  
— La décurios ne peut frapper  
chez nous que sur d'ancien immeubles  
hypothéqués à la même dette et passé-  
der par le débiteur principal.
- 2171 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 34, 35 f.
- 2173 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 51.
- 2174 HYPOTHEQUES, p. 445.
- 2174 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 50.
- 2175 HYPOTHEQUES, p. 448.
- 2176 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 46.
- 2180 HYPOTHEQUES, page 462. — Des  
différentes manières dont s'éteint l'hypothèque.  
Page 462. — De l'extinction de la  
chose hypothéquée.  
Page 463. — De cas auquel le créan-  
cier hypothécaire acquiert la propriété  
de la chose hypothéquée, et de la con-  
fusion.  
Page 464. — De l'extinction de l'hypothèque, par la rédemption et l'extinc-  
tion de droit du propriétaire qui l'a  
constituée.  
Page 465. — De l'extinction de l'hypothèque, par l'extinction de la dette  
pour laquelle elle a été constituée.  
Page 466, 467. — De l'extinction  
de l'hypothèque, par la remise expresse  
ou tacite que fait le créancier de son  
droit d'hypothèque.  
Page 468. — De la prescription de  
l'hypothèque, et de quelques autres  
manières introduites par les lois, pour  
purger les hypothèques.
- 2180 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 60.
- 2180 COUT. D'ORLÉANS, introduction  
au titre xx, n. 51.
- 2204 HYPOTHEQUES, p. 445.
- 2208 *Idem.* p. 445, *in princ.*
- 2213 *Idem.* p. 445.
- 2219 DES OBLIGATIONS, n. 688.
- 2230 *Idem.* n. 700.
- 2220 CONSTIT. DE RENTE, n. 148.
- 2226 DE LA PRESCRIPT. — Voyez, n. 7,  
les choses qui ne sont pas suscep-  
tibles de la prescription de 10 et 20 ans.
- 2228 DE LA POSSESSION, n. 1. — De  
la possession et de son effet. N. 2

- à 5 — V., n. 6 et suivans, deux principales espèces de possession; la possession civile et la possession purement naturelle.
- N. 37 et 38, la possession et la quasi-possession.
- N. 39, 40, 41, comment s'acquiert la possession.
- N. 42 et suivans, les personnes qui sont capables ou incapables d'acquérir la possession d'une chose.
- N. 49 et suiv., par qui nous pouvons acquérir la possession d'une chose.
- N. 54, comment se retient et se conserve la possession.
- N. 55, en quoi diffèrent l'acquisition et la conservation de la possession. N. 58, 59.
- N. 61. — Développement de la fin de l'article 2228.
- N. 63 et suivans, comment se perd la possession.
- 2228 COUT. D'ORLÉANS, introduction, au tit. xxi, n. 1. — Voy., n. 2 et suivans, les différentes espèces de possession.
- N. 6 et suiv., les vices qui peuvent se rencontrer dans la possession.
- N. 17 et suivans, les différentes manières d'acquérir la possession.
- N. 27 et suivans, comment la possession se conserve; n. 30 et suivans, comment elle se perd.
- 2229 DE LA POSSESSION, n. 27, 28.
- 2229 DE LA PRESCRIPTION, n. 18, 19, 26. — Des qualités que doit avoir la possession pour opérer la prescription.
- Il faut remarquer que la bonne foi et le juste titre ne sont exigés dans notre droit que pour la prescription de 10 et 20 ans; voyez l'art. 2265 du code civil, N. 37, 38, 174, 176.
- 2229 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 16, 22. — Les n. 22 et suivans donnent des développemens sur ce que l'on doit entendre par possession interrompue.
- 2230 COUT. D'ORLÉANS, introduction, au titre xiv, n. 17.
- 2233 DE LA POSSESSION, n. 11. — Ce qu'on doit entendre par possession violente. N. 20426.
- 2235 DE LA POSSESSION, n. 34.
- 2235 DE LA PRESCRIPTION, n. 112.
- De l'union de la possession du acquéreur avec celle de son auteur.
- N. 113, in *princ.* — Il faut entendre ce paragraphe pour le cas seulement où il s'agit de la prescription de 10 et 20 ans, seule prescription qui dans notre droit exige la bonne foi.
- N. 115, 116. — Développement de principe.
- N. 119. — Des acquéreurs à titre singulier.
- Ce nombre ne s'applique également qu'à la prescription de 10 et 20 ans.
- N. 171. — Nous n'admettons pas dans notre droit les distinctions que fait Pothier sur la bonne foi.
- 2235 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 28, 29. — Il faut remarquer que le code ne fait point la distinction que Pothier a posée dans le droit romain.
- 2236 DU PRÊT À USAGE, n. 47.
- 2236 CONTR. DE DÉPÔT, n. 68.
- 2236 NANTISSEMENT, n. 53.
- 2236 DE LA POSSESSION. — V. n. 16, pourquoi les individus dont parle notre article ne peuvent prescrire. N. 60.
- 2236 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 18.
- 2237 CONTR. DE DÉPÔT, n. 68.
- 2237 DE LA POSSESSION, n. 33, 62.
- 2237 DE LA PRESCRIPTION, n. 171, 172, *in f.*
- 2238 DE LA POSSESSION, n. 35, 36.
- 2238 COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xxi, n. 14.
- 2240 DE LA POSSESSION, n. 31 à 33.
- Non seulement on ne peut se cha-



	ger à soi-même la cause et le titre de sa possession, mais encore on ne peut pas en chaquer les qualités et les vices.	2248	CONSTIT. DE RENTE, n. 1432 145.
2240	DE LA PRESCRIPTION, n. 172, alinéa 2.	2248	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 45.—Ce numéro et les suivants expliquent quel sens on devra donner à ces mots de notre article : la prescription est interrompue par la reconnaissance, etc. Le n. 53 indique comment se contre la prescription.
2240	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 10.	2249	DES OBLIGATIONS, n. 698.
2243	DE LA POSSESSION, n. 73.—Des différentes manières dont nous perdons malgré nous la possession d'un héritage. N. 74 et 78. — Voyez, n. 84, les moyens qu'a le possesseur pour empêcher l'effet de l'interruption relativement à sa possession. — Voyez, n. 85 et suivants, toutes les règles de la complainte. — N. 106 et suivants, ce qui concerne la réintégration.	2249	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 51.
2243	DE LA PRESCRIPTION, n. 39. — — Voy., n. 40, extension de l'art. 2243. — N. 41 et suivants, opinion de Pothier sur diverses questions d'interruption naturelle.	2249	DE LA PRESCRIPTION, n. 148.
2243	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 23. — Pothier ne parlant pas de possession spoliée qui a été rétablie dans l'année, l'on doit en inférer qu'il serait en une opinion contraire, si le possesseur spolié avait été un an sans être rétabli dans sa possession.	2250	DES OBLIGATIONS, n. 699. — V. n. 693-694-695-696, ce qui constitue une reconnaissance de la dette.
2244	DES OBLIGATIONS, n. 693, 697.	2252	DES OBLIGATIONS, n. 682. — A l'égard des immeubles on en faisait une question qui se trouve irrévocablement résolue par notre code. Voyez n. 683.
2244	CONST. DE RENTE, n. 141, 142.	2252	DE LA PRESCRIPTION, n. 8, 9, 10, 22, 163.
2244	DE LA PRESCRIPTION, n. 48, 50, 52, 152, 153, 154, 156, 157.	2252	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 40.
2244	COUT. D'ORLÉANS, introduit. au titre xiv, n. 26.	2253	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 39.
2246	DE LA PRESCRIPTION, n. 51.	2256	DE LA PRESCRIPTION, n. 11.
2247	<i>Idem.</i> n. 53, 153. — Voyez, à l'égard de la bonne foi, l'art. 2259 du code civil, N. 158.	2256	DES OBLIGATIONS, n. 681.
2247	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 26.	2256	DE LA PUISSANCE DU MARI, n. 79.
2248	DES OBLIGATIONS, n. 693.	2256	DE LA PRESCRIPTION, n. 25, 144.
		2257	DES OBLIGATIONS, n. 680. <sup>2</sup>
		2258	<i>Idem.</i> n. 681, 685.
		2258	COUT. D'ORLÉANS, introduction au titre xiv, n. 38.
		2259	DES OBLIGATIONS, n. 685.
		2262	<i>Idem.</i> n. 678.— V. n. 679, sous quelle raison la prescription est fondée.
		2262	DE LA PRESCRIPTION, n. 162. — Voyez, n. 153, les choses qui sont

	insusceptibles de celle prescription. Numéro 169.		met le possesseur doit justifier du titre d'où procède sa possession.
	N. 172. — Sur quel titre que doit avoir la possession pour la prescription de trente ans.	2265	DE LA PRESCRIPTION, n. 107.
	— N. 176, qui doit prouver la possession trentenaire et comment elle se prouve.		— La loi a entendu parler du domicile de fait et de résidence. N. 108, 109, 111.
	N. 177, 178. — Voyez, n. 179, l'effet de la prescription de trente ans. N. 180, 181.	2266	DE LA PRESCRIPTION, n. 110.
2262	COUT. D'ORLÉANS, introduit, en titre xiv, n. 32. — Voyez, n. 37, de quelle époque commence à courir la prescription à l'effet de se libérer.	2267	<i>Idem</i> , n. 88.
2263	DE LA PROPRIÉTÉ, n. 244.	2268	DE LA PROPRIÉTÉ, n. 244.
2265	DE LA PRESCRIPTION, n. 16, 17. — On ne peut prescrire les choses incorporelles par 10 et 20 ans.	2268	DE LA POSSESSION, n. 18.
	N. 27. — La possession doit être une possession civile et de bonne foi. N. 28 et 36.	2269	DE LA PRESCRIPTION, n. 36.
	N. 37, 38. — Ce que dit Pothier pour toutes prescriptions, s'applique dans notre droit seulement à la prescription à l'effet d'acquiescer par 10 et 20 ans : c'est donc à cette sorte de prescription que nous rapportons les numéros suivants.	2271	DES OBLIGATIONS, n. 724. — On remarquera une différence relativement au temps de la prescription.
	— Voyez, n. 59 et suivants, les différentes espèces de jure titre.	2272	DES OBLIGATIONS, n. 710, 712. — Voyez, n. 716, de quelle époque court la prescription pour les salaires dus au médecin.
	— N. 59, du titre <i>pro emptore</i> .	2273	DES OBLIGATIONS, n. 725. — Relativement aux affaires non terminées le code émet cinq ans au lieu de six.
	— N. 62, du titre <i>pro herede</i> .	2274	DES OBLIGATIONS, n. 711, 712, 716.
	— N. 67, du titre <i>pro legato</i> .	2275	DES OBLIGATIONS, n. 719, 721, 722.
	— N. 76 et suivants, du titre <i>pro rano</i> .	2276	DES OBLIGATIONS, n. 727.
	— Voyez, n. 84, les choses requises à l'égard du titre pour la prescription.	2277	CONSTITUT. DE RENTE, n. 133 à 138.
	— N. 85, 86, il faut que le titre soit un titre réel.	2277	CONTRAT DE LOUAGE, n. 185.
	— N. 90, 91, 92, il faut que le titre ne soit pas suspendu par quelques conditions.	2278	DES OBLIGATIONS, n. 718.
	— Voyez, n. 95 et 96, si l'opuscule d'un jure titre qui n'a point écrit peut donner lieu à la prescription.	2278	CONSTITUT. DE RENTE, n. 139. — Voyez, n. 140, le cas où le mineur n'a eu ni par de recours, soit par l'insolubilité de son tuteur, soit parce qu'il en était destitué.
	— N. 98, 99, 100, 101, 103, com-		

# TABLE

*Des Oeuvres de Pothier, analysées dans le Répertoire de jurisprudence  
et les Questions de droit de M. Merlin.*

## *Traité des obligations.*

Achat. R., tome 1, page 125.  
Adjudication. R., t. 1, p. 200.  
Arrérages. R., t. 2, p. 72, et Q., t. 2, p. 218.  
Arbre. R., t. 2, p. 93.  
Cauton. R., t. 3, p. 252.  
Cave communier. R., t. 3, p. 424.  
Compensation. R., t. 5, p. 216.  
Condition. R., t. 6, p. 352.  
Concubinage. R., t. 5, p. 330.  
Consignation. R., t. 6, p. 108.  
Contrainte. R., t. 6, p. 202.  
Créance. Q., t. 4, p. 408.  
Délégation de dette. R., t. 7, p. 227.  
Distraction de dépôt. R., t. 8, p. 134.  
Double écrit. Q., t. 6, p. 164.  
Droit rucarré. R., t. 9, p. 334.  
Echange. R., t. 9, p. 411.  
Interruption de suit. R., t. 14, p. 355.  
Lettre et billet de change. R., t. 18, p. 196.  
Mutation. R., t. 21, p. 370.  
Tierce opposition. R., t. 22, p. 178.  
Papier-monnaie. Q., t. 11, p. 126.  
Prise compromissoire. Q., t. 11, p. 265.  
Poin contractuelle. R., t. 23, p. 93.  
Préemption. R., t. 23, p. 206.  
Prise. R., t. 24, p. 406, et Q., t. 12, p. 76.  
Régence. R., t. 27, p. 233.  
Rente viagère. R., t. 28, p. 373.  
Revocation de procureur. R., t. 30, p. 43.  
Serment. R., t. 31, p. 13.  
Simulation. R., t. 31, p. 229.  
Solidarité. R., t. 31, p. 337.  
Subrogation de personne. R., t. 32, p. 68.  
Succession. R., t. 34, p. 277.  
Trafic de marchand. R., t. 33, p. 24.  
Témoins judiciaires. R., t. 33, p. 76.  
Transcription au bureau des hypothèques. Q., t. 16, p. 57.  
Trige. Q., t. 16, p. 104.  
Vente. R., t. 36, p. 10.  
Vente. R., t. 36, p. 232.  
Vol. R., t. 36, p. 326.

*Traité du contrat de vente et Traité des  
virements.*

Commencement. Q., t. 3, p. 355.  
Consignation. Q., t. 4, p. 196.  
Droit. Q., t. 5, p. 85.  
Cession de droit litigieux. Q., t. 6, p. 161.  
Droit rucarré. R., t. 9, p. 335.  
Cession de droit successif. Q., t. 6, p. 165.  
Effet rétroactif de la loi du 17 nivôse an 2.  
Q., t. 6, p. 207.

Faculté de rachat. Q., t. 7, p. 106.  
Fait du souverain. Q., t. 7, p. 137.  
Honor. R., t. 20, p. 158, et Q., t. 10, p. 166.  
Prise compromissoire. R., t. 22, p. 258.  
Rente foncière et rucarré. Q., t. 13, p. 16.  
Rente viagère. R., t. 28, p. 372.  
Régence. R., t. 29, p. 168, et Q., t. 13, p. 213.  
Régence. R., t. 29, p. 303, et Q., t. 13, p. 257.  
Simulation. R., t. 31, p. 229.  
Stipulation pour autrui. Q., t. 14, p. 368.  
Subrogation de personne. R., t. 32, p. 43.  
Vente. R., t. 36, p. 11.

## *Traité du contrat de change et du contrat de bail à rente.*

Affrètement. R., t. 1, p. 270.  
Bail. R., t. 2, p. 312.  
Bail à rente. Q., t. 2, p. 411.  
Chapital. R., t. 4, p. 200.  
Déguisement. R., t. 7, p. 163.  
Donation. R., t. 8, p. 329.  
Lettre de ratification. Q., t. 9, p. 296.  
Loyer et fermage. Q., t. 9, p. 337.  
Tierce opposition. Q., t. 11, p. 126.  
Rente viagère. R., t. 28, p. 372.  
Servitude. R., t. 31, p. 43.  
Usufruit. R., t. 35, p. 379.

## *Traité du contrat des constitutions de rentes.*

Préemption. R., t. 23, p. 137.  
Préemption et rucarré. R., t. 24, p. 204,  
t. 28, p. 198.  
Rachat. R., t. 12, p. 349.

## *Traité du contrat de change.*

Acceptation de lettre de change. R., t. 1, p. 106,  
et t. 9, p. 280.  
Aval. R., t. 2, p. 250, et Q., t. 2, p. 288.  
Endossement. R., t. 10, p. 288.  
Lettre et billet de change. R., t. 18, p. 196.  
Lettre de change. Q., t. 9, p. 180.  
Mouvement de change. Q., t. 10, p. 244.  
Billet à ordre. R., t. 12, p. 239.  
Prêt. R., t. 25, p. 502, et Q., t. 12, p. 208.  
Prescription. R., t. 29, p. 175.

## *Traité du contrat de société.*

Moyenneté. R., t. 20, p. 346.  
Société. R., t. 31, p. 237.  
Vain de fait. R., t. 35, p. 206.

*Traité des contrats de bienfaisance, prêts à  
usage précatoire, prêt de consommation, dépôt  
et mandat, nantissement, usufruit, assen-  
sation de prêt à gros intérêt et jeu.*

Délitement. R., t. 7, p. 214.

Distraction de dépens. R., t. 8, p. 134.  
 Police et contrat d'assurance. R., t. 23, p. 394.  
 Aliments. R., t. 1, p. 313.  
 Arrêt de prière. R., t. 2, p. 90.  
 Charte partie. R., t. 4, p. 121.  
 Lettre et billet de change. R., t. 18, p. 195.  
 Opposition à un jugement. R., t. 22, p. 68.  
 Séquestre de guerre. R., t. 31, p. 10.

*Traité du contrat de mariage.*

Célibat. R., t. 3, p. 489.  
 Clandestinité. R., t. 4, p. 373.  
 Distraction de dépens. R., t. 6, p. 134.  
 Dépens. R., t. 7, p. 404.  
 Domicile. R., t. 8, p. 344.  
 Douaire. R., t. 9, p. 98.  
 Empêchemens. R., t. 10, p. 233.  
 Légitimation. R., t. 17, p. 1.  
 Légitimité. Q., t. 6, p. 225.  
 Mari. R., t. 19, p. 235.  
 Mariage. R., t. 19, p. 392.  
 Mariage. Q., t. 10, p. 15.  
 Secondes noces. R., t. 21, p. 168.  
 Préciput conventionnel. R., t. 24, p. 45.  
 Prescription. R., t. 24, p. 66.  
 Révocation de procurator. R., t. 30, p. 43.

*Traité de la communauté et de la puissance du mari.*

Acceptation de communauté. R., t. 1, p. 101.  
 Ameublement. R., t. 1, p. 391.  
 Apport. R., t. 1, p. 506.  
 Autorisation maritale. R., t. 2, p. 184.  
 Avantages entre époux. R., t. 2, p. 252.  
 Communauté. R., t. 5, p. 113.  
 Continuation de communauté. R., t. 6, p. 170, et Q., t. 4, p. 207.  
 Deuil. Q., t. 5, p. 288.  
 Mariage. Q., t. 10, p. 5.  
 Meubles. Q., t. 10, p. 111.  
 Préciput conventionnel. R., t. 24, p. 41.  
 Puissance maritale. Q., t. 12, p. 241.  
 Récompense. R., t. 27, p. 236.  
 Emploi. Q., t. 12, p. 355.  
 Séparation de biens. R., t. 30, p. 373.  
 Séparation du corps. R., t. 30, p. 403.

*Traité des successions.*

Legs. R., t. 18, p. 73.  
 Partage. R., t. 18, p. 73.  
 Rappel à succession. R., t. 26, p. 401.  
 Rapport à succession. R., t. 27, p. 1.  
 Droits de représentation. R., t. 29, p. 20.  
 Révocation de legs. R., t. 30, p. 28.

*Traité des propres et des donations testamentaires.*

Propres. R., t. 25, p. 427.  
 Substitution fideicommissaire. R., t. 32, p. 199.

*Traité des donations entre vifs.*

Accroissement. R., t. 1, p. 111.  
 Avantages entre époux. Q., t. 1, p. 334.  
 Conventions matrimoniales. R., t. 6, p. 371.  
 Donation. Q., t. 6, p. 49.  
 Don manuel. R., t. 8, p. 404, et Q., t. 6, p. 1.  
 Legs. R., t. 18, p. 32.  
 Mort civile. R., t. 20, p. 419.  
 Rapport à succession. R., t. 27, p. 27 et 50.  
 Renonciation. R., t. 26, p. 95.  
 Révocation de codicille. R., t. 30, p. 8.  
 Révocation de donation. R., t. 30, p. 18.  
 Témoins instrumentaires. R., t. 33, p. 30.  
 Testament. R., t. 33, p. 324.

*Traité du domaine de propriété.*

Abandonné. R., t. 1, p. 1.  
 Abeilles. R., t. 1, p. 4.

*Traité de la possession.*

Biens. R., t. 3, p. 114.  
 Voie de fait. R., t. 36, p. 258.  
 Ténement de cinq ans. R., t. 33, p. 137.

*Traité de la procédure civile et criminelle.*

Délai. R., t. 7, p. 182.  
 Exploit. Q., t. 7, p. 69.  
 Servitude. R., t. 31, p. 43, Q., t. 14, p. 257.  
 Stipulation pour autrui. Q., t. 14, p. 263.  
 Témoin judiciaire. R., t. 33, p. 80.

*Traité des fiefs.*

Arrière fief. R., t. 2, p. 101.  
 Cens. R., t. 4, p. 2.  
 Prof. R., t. 12, p. 168.  
 Servitude. R., t. 31, p. 43.

*Commentaires sur les coutumes du Bourbonnais, de Bretagne, d'Orléans, etc.*

Absout. Q., t. 1, p. 1.  
 Bénédicte d'Armentières. R., t. 3, p. 73.  
 Caution. R., t. 3, p. 473.  
 Champart. R., t. 4, p. 81.  
 Démission de biens. Q., t. 6, p. 128.  
 Don manuel. Q., t. 6, p. 1.  
 Dons vœux. R., t. 9, p. 98.  
 Double lien. R., t. 9, p. 254.  
 Propre. R., t. 25, p. 427.  
 Rapport à succession. R., t. 27, p. 1.  
 Réserve. R., t. 29, p. 177.  
 Résolution. Q., t. 13, p. 257.  
 Séparation de patrimoines. Q., t. 14, p. 183.  
 Servitude. Q., t. 14, p. 238.  
 Stipulation pour autrui. Q., t. 14, p. 368.  
 Subrogation. Q., t. 14, p. 387.  
 Subrogation de personnes. R., t. 32, p. 43.  
 Surenchères. R., t. 32, p. 409.

FIN.







